Serge Thion

UNE ALLUMETTE SUR LA BANQUISE

ÉCRITS DE COMBAT (1980-1992)

AAARGH

Le Temps irréparable

Ce livre est édité aux dépens d'un groupe d'amateurs qui s'en réservent la possession exclusive.

© Serge Thion 1993.

Toute reproduction strictement interdite pour tout pays.

Imprimerie spéciale. Printed in Neverneverland.

Ce texte a été affiché sur Internet à des fins purement éducatives, pour encourager la recherche, sur une base non-commerciale et pour une utilisation mesurée par le Secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste (Aaargh). L'adresse électronique du Secrétariat est : aaarghinternational@hotmail.com. L'adresse postale est : PO Box 81475, Chicago, IL 60681-0475, USA.

Afficher un texte sur le Web équivaut à mettre un document sur le rayonnage d'une bibliothèque publique. Cela nous coûte un peu d'argent et de travail. Nous pensons que c'est le lecteur volontaire qui en profite et nous le supposons capable de penser par lui-même. Un lecteur qui va chercher un document sur le Web le fait toujours à ses risques et périls. Quant à l'auteur, il n'y a pas lieu de supposer qu'il partage la responsabilité des autres textes consultables sur ce site. En raison des lois qui instituent une censure spécifique dans certains pays (Allemagne, France, Israël, Suisse, Canada, et d'autres), nous ne demandons pas l'agrément des auteurs qui y vivent car ils ne sont pas libres de consentir.

Nous nous plaçons sous la protection de l'article 19 de la Déclaration des Droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale de l'Onu à Paris, le 10 décembre 1948, qui stipule: "Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit."

CITATIONS
de la quatrième page de couverture

UN AUTEUR AUSSI BIEN ACCUEILLI PAR LA CRITIQUE NE PEUT PAS ÊTRE MAUVAIS

"Accueillir avec réserves les informations communiquées par Thion."
Jean-Paul Sartre

"Je crois qu'au fond la position de gens comme Thion et Chomsky est désespérée."
Paul Thibaud

"Auréole angélique d'esprit cultivé."
Le Patriote résistant

"Mais il tranche. Mais il décide. Mais il décrète."
Le Monde diplomatique

"Prière de tenir Serge Thion à l'écart de mon cadavre."
Gilles Perrault

"Ancien marxiste, gauchiste, lecteur enthousiaste de *Libération*."
Maurice Bardèche

"Une des têtes de Turc de la gauche parisienne"
Libération

"Parmi les esprits tellement hostiles au conformisme qu'ils préfèrent des opinions extravagantes à l'opinion communément reçue."
Raymond Aron

"Éructation furieuse....ressassement confusionnel"
Annie Kriegel

"Triste "historien""
Elisabeth Roudinesco

Des esprits forts...qui "refuseraient d'admettre un théorème de mathématique sous prétexte qu'un membre de l'Académie des Sciences en a établi la validité"
Max Gallo

Tables des Matières

CITATIONS de la quatrième page de couverture 3

AVERTISSEMENT.....5

DÉDICACE.....6

INTRODUCTION 7

CHAPITRE PREMIER.....11

Chapitre 2 : MISE AU POINT SUR TOUR D'HORIZON.....100

Chapitre 3 : CELUI QUI NE DISCUTE PAS.....121

Chapitre 4 : ANATOMIE D'UN MENSONGE TÉLÉVISUEL 149

Chapitre 5 : HISTOIRE EUROPÉENNE ET MONDE ARABE.....159

Chapitre 6 : DU BON ET DU MAUVAIS USAGE DU RÉVISIONNISME 195

Chapitre 7 : LES COLPORTEURS DU NÉANT.....217

Chapitre 8 : ET LES CHAMBRES À GAZ ? 242

Annexe 1 : LE RÉVISIONNISME À CHAUD.....247

Annexe 2 : DES NAZIS À PARIS 252

Annexe 3 : LE SON DU CLAIRON.....253

Annexe 4 : CARPENTRAS, UN AN APRÈS.....261

Annexe 5 : LA CHAMBRE À POUDRE ET L'ÂNE BÂTÉ.....266

Annexe 6 : LES TÉMOIGNAGES AU CAMBODGE.....293

Annexe 7 : VAE VICTIS 295

Annexe 8 : ANTIRACISME, MISÈRE DU SOCIALISME.....298

Annexe 9 : POUR CRIMES NON PRESCRITS, ou les délices de la rétroactivité ..301

OUVRAGES CITÉS.....306

AVERTISSEMENT

Au terme de la loi française, ce livre ne peut être ni vendu ni acheté en librairie, ni faire l'objet d'un commerce public quelconque sur le territoire français. Toute diffusion publique de cet ouvrage ferait tomber l'auteur de cette diffusion, en vertu de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, sous le coup de l'article 24 bis nouveau de la loi précitée, dite par antiphrase "loi sur la liberté de la presse". Depuis le 13 juillet 1990, une dictature s'est imposée à la liberté d'opinion. Balayant toutes les considérations contenues dans les diverses déclarations des droits de l'homme incorporées dans la Constitution française, la loi interdit de contester les conclusions d'un tribunal américano-franco-anglo-soviétique qui siégea quelques temps en Allemagne après la guerre, par les moyens de la presse et de la librairie.

Le présent ouvrage est le produit d'une libre réflexion qui ne saurait accepter, en vertu de droits fondamentaux qu'aucune législation ne saurait nier sans s'annuler de ce chef, aucune limite et aucune obligation dans l'ordre de la pensée. (Article XIX de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, adoptée par l'ONU à Paris le 10 décembre 1948: "Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit".) Néanmoins, le groupe d'amateurs qui s'est réuni pour éditer ce livre entend respecter la lettre de la loi et s'interdit de le mettre dans le domaine public. Il le gardera dans son privé à titre d'objet manifestant sa liberté de conscience, en attendant le rétablissement, dans ce pays, de la liberté publique.

L'auteur, né pendant la seconde guerre mondiale, ayant traversé quelques unes des guerres qui ensanglantent la face de notre planète depuis 1945, tient à exprimer sa douleur et sa compassion pour les victimes de toutes ces guerres, toutes les victimes sacrifiées à la bêtise et la cruauté humaines. Il lui semble que l'exercice de la raison reste le meilleur moyen de protéger l'humanité contre la férocité de quelques uns. C'est pourquoi il demande que le débat d'opinion soit réglé par l'usage de la raison, et de lui seul.

DÉDICACE

Ce livre est dédié aux amateurs de chèvrechouterie, aux clients du bodygraph et du prêt-à-penser, aux sécuritaires, aux penseurs en civil, à ceux qui soignent leur look, aux ingénieurs en génie sociologique, aux retourneurs de soutanes, aux amateurs de ballets roses, aux futurs membres de l'Association des arrière-petits-fils et arrière-petites-filles de déportés juifs de France, aux membres passifs de la LICRA, aux historiens à la recherche de nouveaux territoires, aux cuisiniers du consensus, aux religieux saisis par le démon de la chaire, aux décorés de la légion d'horreur, aux pisse-froid, aux amphibies, aux aigris de la modernité, aux gens de l'Est qui découvrent l'Ouest, et réciproquement, aux Voix de son Maître, aux fashionables, aux monteurs de chevaux morts, à ceux qui plaignent les soldats de Tsahal menacés par des cailloux, aux racistes et aux antiracistes, aux journalistes en carte, aux penseurs de l'impensable et aux diseurs de l'ineffable, aux prix Nobel de tourisme, aux croque-morts sans frontières, aux jdanoviens libéraux, aux spécialistes des Droits de l'Homme, aux couards de la Montagne et aux pleutres de la Gironde, aux grenouilles du marais, aux amnistiés de la bêtise, à ceux qui parlent off the record, à ceux qui s'élèvent contre la censure et redescendent par l'escalier de service, aux porteurs de mots-valises et aux expéditeurs de colis piégés, à ceux qui n'ont pas lu Swift, aux porteurs de poutre et aux tresseurs de paille, à ceux qui n'ont pas le temps de balayer devant leur porte, aux preneurs de position, aux caresseurs de matraques, à ceux qui flirtent avec la vérité, aux nécrophiles, aux porteurs du fardeau de l'homme blanc, aux arrivés de loin et aux revenus de tout, aux amateurs de soupe, aux invités de la télévision, aux danseurs mondains, aux contemplateurs de l'afféterie, à ceux qui aiment prendre un bon bol d'air du temps, aux alpinistes victimes du vertige de la pensée, aux égoutiers de l'histoire, aux donneurs d'idées reçues, à ceux qui ne pardonneront jamais, aux combleurs du vide,

et à quelques autres...

INTRODUCTION

À PROPOS D'UN TIROIR

J'avais rassemblé la matière de ce volume au début de 1990. Dix ans avaient passé depuis que j'avais publié *Vérité historique ou vérité politique ?* qui avait fourni à l'époque le premier dossier à peu près complet de l'affaire du révisionnisme. J'y décrivais comment était née ce qu'on appelle l'Affaire Faurisson. Ayant clairement dit qu'à mes yeux les crimes du passé commençaient dès la déportation et qu'ils devaient être considérés comme les crimes d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, j'examinai les sources disponibles concernant l'affaire dite des "chambres à gaz". Je notai que la documentation fiable était restreinte et que nombre de témoignages soulevaient de graves questions. Je concluais en disant que cette période, comme n'importe quelle autre, devait désormais entrer dans le champ de la recherche historique et de ses méthodes établies. A cela s'ajoutait un dossier de textes dus au professeur Faurisson, afin que les lecteurs puissent se faire une opinion par eux-mêmes. Ce livre devait être difficilement contestable puisque, s'il a été largement vilipendé par une presse qui s'est gardé de rendre compte de son contenu, il n'a jamais été critiqué dans le détail, ni attaqué devant les tribunaux.

Dans les années qui ont suivi, j'ai continué à observer les déroulements de cette affaire, dans la presse et dans diverses publications. Je suis intervenu plusieurs fois sur tel ou tel point. J'ai défendu un point de vue qui doit beaucoup à Rassinier et à une tradition libertaire où lui même et beaucoup d'autres, dont la Vieille Taupe, se sont abreuvés. Au bout de dix ans, j'ai rassemblé ces notes dans un second volume, conçu comme une continuation du premier, et ajouté quelques articles et diverses correspondances significatives. L'ouvrage partait à l'impression quand, le 2 mai, l'Assemblée nationale a voté, sur proposition communiste, un projet de loi "sur le racisme et le révisionnisme", un étrange amalgame entre deux notions qui, constitutivement, n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Les dispositions anti-révisionnistes ont été ajoutées par un amendement socialiste. L'avocat Jouanneau, spécialiste de la traque judiciaire qui vise à détruire le professeur Faurisson, avait fait diverses propositions à la Commission des lois, visant à interdire toute mise en cause intellectuelle de tous les génocide ou crimes contre l'humanité commis au cours de l'histoire. Mais devant la difficulté de définir un concept de génocide si flou qu'il n'a jamais pu être utilisé comme élément juridique dans aucun procès sérieux, devant aussi le ridicule qu'il y aurait eu à vouloir régenter l'analyse historique et surtout devant l'impossibilité à avouer dans un texte législatif qu'il s'agissait de protéger exclusivement la vision que certains veulent donner d'une catégorie de citoyens appartenant à une communauté juridiquement inexistante que l'on appelle communément les Juifs, il fallait avoir recours à un codage destiné à camoufler l'ambition sélective et partisane de ce nouveau moyen de répression. Le subterfuge fut de se limiter aux crimes spécifiés par le tribunal de Nuremberg en jouant sur l'idée,

partout répandue mais totalement infondée, que les citoyens n'auraient pas le droit de mettre en cause l'autorité de la chose jugée. L'état-major de la lutte contre le révisionnisme, dont Mes Badinter et Jouanneau avaient été les généraux sur le champ de bataille, s'étaient trouvé dans l'impossibilité de vaincre et avaient même dû céder un terrain considérable. Les condamnations, les lourdes amendes financières, les tracasseries de toutes sortes, les campagnes de presse n'empêchaient pas que la forteresse où ils se trouvaient assiégés par des adversaires dérisoirement dépourvus de moyens comparables ne commençât à se fissurer sérieusement. Il ne leur restait, pour se sauver et pour vaincre, que l'arme lourde de l'interdiction de penser. Ils s'y résolurent en désespoir de cause. Mais il leur fallut plusieurs années d'intrigues pour mettre en mouvement la machine politique de l'État qui était accablée par bien d'autres soucis.

Protester, nous l'avions fait, et même par avance. Je retrouve ainsi cette lettre envoyée le 24 mars 1987 au *Monde* :

> La grotesque affaire de l'interdiction de plusieurs publications, et quelques autres, devraient rappeler à tout amateur de la liberté d'expression que si les hommes politiques sa gargarisent volontiers de l'idée de liberté, ils sont toujours les premiers à l'encadrer par des mesures restrictives. Il y a dans notre pays une quantité de lois, de règlements et d'institutions qui ont exclusivement pour but de réduire ou de supprimer, dans certains domaines, la liberté d'expression des citoyens. Les lois sur la presse, par exemple, datent de 1881 et restreignent très considérablement la liberté de ladite presse. Même les avocats les plus avertis ont du mal à s'y retrouver dans les définitions de ce qui constitue les injures, les insultes, la diffamation, etc. Le droit de réponse est ainsi laissé à l'arbitraire des directeurs et aux incohérences de la jurisprudence.
>
> Les lois sur les publications étrangères sont simplement iniques et laissent entière latitude au pouvoir. Le livre d'Alata sur les prisons guinéennes n'a-t-il pas été interdit sous Giscard au prétexte que l'auteur ayant la doubla nationalité française et guinéenne, il pouvait être réputé étranger ? Les lois sur la "protection de la jeunesse" supposent que les parents sont eux-mêmes des mineurs incapables de discernement. L'ordre des médecins et le secret médical empêchent le patient d'avoir personnellement connaissance de son propre dossier.
>
> Nous apprenons avec stupeur qu'il existe un fonctionnaire qui porte le titre de "directeur des libertés publiques"... En France, à chaque fois qu'il est question d'une liberté, on trouve de bonnes âmes pour vouloir aussitôt la réglementer, la raboter, l'aseptiser. On a même été jusqu'à interdire l'expression de certaines doctrines déplaisantes, comme celle, répugnante à mes yeux, du racisme, ce qui favorise évidemment le refoulement et son cortège de violences. Il importe de supprimer toutes ces entraves stupides, de s'opposer à l'idée d'un État omniscient à la main lourdement paternelle. À toutes ces mesures restrictives, les hommes politiques s'opposent quand ils sont dans l'opposition. Quand ils viennent au pouvoir, ils s'en servent avec délices et componction.

Cette lettre a évidemment atterri dans la corbeille à papier. Il serait inconvenant pour un journaliste de publier un appel à la liberté de la presse qui révélerait sa nature de

toutou. De son côté, le professeur Faurisson avait, deux ans avant le passage de la loi, mené campagne pour avertir que l'on s'apprêtait à attenter gravement à la liberté d'expression. Une voix dans le désert.

Là dessus arrivèrent Carpentras et le déchaînement de ce que quelqu'un, à la radio, a alors appelé les "mass-merdia" (1). Comme un seul homme, les commentateurs de l'audiovisuel ont dénoncé les révisionnistes comme responsable de l'attentat, de même qu'André Fontaine, dans le *Monde*, et quelques autres affolés de la plume. On cherchait des boucs émissaires, on voulait du sang. Tous les mécanismes de l'époque stalinienne resurgirent en un instant, calomnies, diffamations, destinés à préparer les assassinats et le goulag.

C'était trop. Je n'ai jamais eu d'estime particulière pour les héros. Ce sont des maladroits ou des inconscients ou des suicidaires. Je ne vois pas l'intérêt de se faire martyriser ou assassiner *ad majorem Israeli gloriam*. Il me semblait qu'à cette censure féroce et brutale, il fallait opposer un exil intérieur, la résistance de l'écrit pour le tiroir. Peut-être faudrait-il se résoudre à publier à l'étranger, comme on le faisait au XVIIIe siècle, écrire même dans une langue étrangère. Tant pis. La dictature des contrôleurs de la pensée, prévus et décrit par l'excellent Orwell dans *1984*, ne me fera pas adorer leur veau de papier. Le monde où nous vivons ressasse indéfiniment ces mythes essentiels du judaïsme et du christianisme de la "Faute originelle" et de la "Fin des temps" qui encadrent complémentairement notre passage dans cette "vallée de larmes". Ces mythes ont été laïcisés et, transportés dans l'univers politique ; ils se traduisent par "Vichy" (faute originelle de la totalité des Français contemporains, complices pour l'éternité de la persécution des Juifs) et "holocauste nucléaire" (qui pourrait bien être déclenché par Israël, la seule puissance nucléaire totalement incontrôlée (2). Pris entre cette enclume et ce marteau, nous n'aurions que le droit de nous taire. C'est du moins ce que dit la Loi. En particulier celle qui, votée en première lecture le 2 mai 1990, comme cadeau fait au Parti communiste qui agitait le spectre de la censure par un gouvernement Rocard bien mal en point, votée en deuxième lecture à la fin juin, avec un train d'autres lois hâtivement expédiées en fin de session, a été promulguée le 13 juillet 1990.

Nous décidâmes, l'éditeur et moi, de suspendre le projet de publication. Nous voulions voir si un texte aussi monstrueux, sur le plan juridique, allait être appliqué et comment. Nous le vîmes bientôt. Un article de Faurisson allait déclencher une nouvelle cascade de procès, aujourd'hui encore en cours, et des amendes gigantesques. La *Revue d'histoire révisionniste* allait bientôt cesser de paraître. La librairie de la Vieille Taupe, soumise aux attaques des nazillons du Bétar et d'acharnés partisans de la suppression de la liberté d'expression, basés tout à côté, à l'École normale supérieure, temple de toutes les bêtises idéologiques de notre temps (Brasillach, Sartre, Lacan, Althusser et maintenant les klarsfeldiens), dut aussi fermer boutique.

Il fallait donc se résoudre à l'exil, choisir de sortir de l'hexagone de toutes les veuleries et s'affranchir de lois si manifestement anticonstitutionnelles. Ce volume est ainsi composé de textes datés qui sont des analyses ou des réactions à tel événement ou tel personnage qui a voulu participer au débat, public ou privé. J'ai ajouté à l'ensemble des textes qui devaient être publiés en 1990 quelques autres, en annexe, qui participent de la même volonté d'instaurer un espace de libre réflexion sur l'histoire et la politique de notre temps. Je ne crois détenir aucune vérité particulière

mais je suis sûr de mon droit d'exercer un esprit critique auquel notre civilisation prétend reconnaître un rôle central. Ce droit est aussi celui des lecteurs à qui incombe d'examiner mes arguments, avant de les accepter, ou de les rejeter.

Notes de l'introduction

(1) Sur l'affaire de Carpentras, voir plus loin, en annexe n° 4, le texte qui lui est consacré.

(2) Voir la très inquiétante recherche menée par un grand journaliste américain, Seymour Hersh, *The Samson Option, Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*.

CHAPITRE PREMIER

La guerre s'est terminée en 1945. Rassinier a écrit dans les années cinquante et soixante. Nous arrivons aux années quatre-vingt. L'horizon a changé. Personne ne pense plus que la guerre mondiale devait accoucher de la paix universelle. Toutes les puissances préparent activement la prochaine, qui promet d'être beaucoup plus sanglante. Cependant que l'image du nazisme devenait de plus en plus noire, l'horreur, nous l'avons vu croître et proliférer dans les guerres coloniales, en particulier les nôtres, mais aussi les anglaises, les portugaises, les américaines ; nous avons vu la Corée, le Viêt-Nam, le Cambodge, Chypre, le Biafra, la Rhodésie, le Bangladesh, la Corne de l'Afrique, Timor, le cortège des dictatures sanglantes bénies sur tous les continents, l'épanouissement de l'apartheid, Budapest et Poznan en 1956, l'arrêt presque immédiat de la déstalinisation, la prétendue révolution culturelle en Chine, les massacres de Pol Pot, les famines du Sahel et d'ailleurs, provoquées en grande partie par l'extension de nos modes de production, l'irruption du salariat dans les coins les plus reculés de la planète. Nous sommes quelques-uns, qui n'avions pas vécu l'Espagne et la résistance, et pour cause, mais qu'on a voulu envoyer en Algérie faire très exactement ce qu'avaient fait les Allemands en Europe : occuper. Nous avons refusé.

Ce qui se passait là, et ailleurs aussi, il nous fallait le savoir. Comme quelques autres, j'ai voulu mettre mon nez dans quelques-unes de ces marmites de sorcières : de Pan Mun Jom à Johannesburg, de Beyrouth à Phnom Penh, de Dacca à Mogadiscio, d'Amman à Saigon, de Maputo à Bornéo, d'Alger à Luang Prabang, en passant, il le faut bien, à Moscou, Tokyo et Washington. Partout des flics, des tortionnaires, des camps de concentration, des mensonges officiels, des guerres psychologiques et de l'artillerie lourde, des bureaucraties étouffantes, des massacres occasionnels. Le plein d'horreur et de tristesse. Et la vie, la survie, qui finit partout par être la plus forte.

Les voyages forment la jeunesse. Nous avons été édifiés. Plus rien à apprendre sur la nature humaine, sur les sauvageries sous toutes leurs formes, y compris le capitalisme d'État des bureaucraties dites socialistes. Comment mettre le nazisme à part, en faire un phénomène sans précédent et sans suite, sauf à se cantonner dans une vue métaphysique des choses politiques ? Une telle métaphysique peut s'ancrer dans une dogmatique comme le judaïsme, qui se donne pour une *histoire* des rapports qu'entretient le "peuple" juif avec une divinité terrible qui l'élit et le châtie pour ses manquements. La ligne souvent tracée entre toutes les autres formes de tyrannie et le nazisme procède de l'idée que la persécution des Juifs est un phénomène à part, totalement spécifique. Cette spécificité de la victime rejaillirait ainsi implicitement sur le bourreau. C'est là une affirmation démentie par les faits. D'une part, de nombreuses autres catégories d'êtres humains ont été perçues et traitées comme inférieures par le nazisme : Slaves, Tziganes, Noirs, Orientaux, etc. Il y eut des victimes bouddhistes aussi, à Auschwitz... D'autre part, le traitement des minorités (religieuses, culturelles, linguistiques) par les tyrannies à vocation totalitaire est variable mais aboutit souvent

à leur destruction plus ou moins complète en tant qu'entités: Arméniens, Kurdes, Tatars de Crimée, Allemands de la Volga, Chams du Cambodge, sans compter les innombrables petits peuples qui ont disparu au cours des deux ou trois derniers siècles, pendant la période qui a vu l'instauration des États modernes. La liste qu'on en pourrait dresser occuperait plusieurs pages et ferait bondir les lecteurs vers leur dictionnaire, qu'ils trouveraient sans doute bien incomplet, tant ces peuples ont disparu des mémoires. Voyez, pour un seul exemple, à l'article *Guanche*. L'extermination systématique, à la main, de ces autochtones berbérophones des îles Canaries, prélude à celle des Arawak et des Caraïbes, inaugure l'ère des grandes navigations et de l'expansion coloniale (1). Qui pleure aujourd'hui le tragique destin des Guanches ?

Auschwitz n'est qu'une étape ; l'armée indonésienne, il y a peu, "était en train de massacrer méthodiquement la population insurgée de l'ancienne colonie portugaise de Timor Oriental, qu'elle avait envahie : la **moitié** de la population, estimée à environ 360.000 personnes, croupissait à ce moment-là dans des camps de concentration. Les opérations militaires ont fait, depuis 1975, plus de 100.000 morts, presque tous civils" (2). Les armes sont évidemment fournies à l'Indonésie par les Américains et, accessoirement, et en toute connaissance de cause, par la France (hélicoptères lourds). Je cherche dans la presse, je fouille dans les publications de la communauté juive, dans les dépêches venant d'Israël : pas un mot sur ce génocide-là. Une nouvelle honte pour l'Occident. Est-il cruel de devoir dire aux Timorais massacrés qu'ils ont tort de ne pas être juifs ? Voilà précisément à quoi sert la spécificité du nazisme : à fermer les yeux et les oreilles sur ce qui procède de la même inspiration inhumaine, du même mépris de l'autre, parce que ce silence et cet aveuglement volontaires rapportent à l'Occident des dividendes politiques, diplomatiques, économiques, militaires et pétroliers. Il vaut mieux s'acoquiner avec la junte au pouvoir à Jakarta, déjà responsable d'au moins 500.000 assassinats politiques en 1965-66 (des communistes...), de quelques pogroms anti-chinois, de milliers de morts, ou davantage, dans sa province papoue mal acquise de Nouvelle-Guinée (Irian Barat), d'une tentative de génocide à Timor, parce que ça paie. Et Suharto, musulman fort tiède, ne fait pas de discours antisémites. Qu'en dira M. Claude Cheysson, alors ambassadeur à Jakarta, qui couvrait en 1969 de ses dépêches le simulacre de consultation grâce auquel les Indonésiens faisaient main basse sur l'Irian ? Je passais par là et je les ai lues... Je vous dis : une honte.

Je sens bien que, pour certains, je pourrais noircir mille pages détaillant les filouteries, les expropriations, les massacres, les tortures de toutes sortes de régimes politiques, et tout particulièrement de l'État français (ces pages, en fait sont déjà écrites, on peut les lire dans des livres qui existent), sans qu'ils voient ce que tout ceci a de commun avec le nazisme. Je pourrais passer des heures à leur démontrer, faits à l'appui, que des minorités culturelles et religieuses, plus ou moins migrantes, plus ou moins adonnées au commerce, comme les Chinois en Asie du Sud-Est, les Grecs ou les Libanais en Afrique, les Indiens en Afrique de l'Est et du Sud, ont subi et subissent encore à certains moments des persécutions en tout point comparables à celles qui ont frappé des communautés juives dans l'Europe des années 30 et 40. On me répondra que ce n'est pas la même chose.

Je pourrais alors circonscrire le problème, m'en tenir strictement aux agissements des nazis dans les territoires qu'ils occupaient, faire remarquer qu'ils ont interné et déporté

d'énormes quantités de gens divers, d'opposants politiques et religieux, des civils et des militaires, des Russes, des Polonais, des Yougoslaves, que les Juifs y furent, en tant que tels, sans doute une minorité (mais on est loin de posséder des chiffres précis); qu'il en va de même pour les exactions des *Sonderkommandos,* les commandos de chasse aux partisans, dans les territoires soviétiques.

On me refusera tout, la comparaison avec le présent, aussi sinistre soit-il, comme celle du sort des Juifs avec celui des autres victimes du nazisme. La bissectrice, c'est la chambre à gaz. C'est cette tache aveugle qui est au centre de toutes les évaluations, de tous les jugements. C'est pourquoi il est rigoureusement inévitable que la question du statut historique de cet engin homicide soit posée à un moment ou à un autre. On connaît la guillotine et son histoire. J'en ai vu un exemplaire de près, dans un musée, à Saigon. C'est un sujet légitime de réflexion historique et philosophique. Pourquoi n'en serait-il pas de même de la chambre à gaz ?

La rédaction de *Vérité historique ou vérité politique ?* a été achevée en novembre 1979. Le livre est sorti des presses fin avril 1980. Dans le courant de l'hiver, usant de subterfuge, la capricante Nadine Fresco, profitant de mon absence, s'était procurée une copie du manuscrit et l'avait fait circuler dans le milieu bien pensant où baignent ces phares de la pensée, *le Nouvel Observateur* et *les Temps Modernes.* **Deux mois avant** la parution du livre, j'étais ainsi dénoncé dans un "Avis aux lecteurs" du numéro de mars 1980 des *Temps Modernes* :

> Dans notre numéro de janvier consacré à l'Indochine, nous avons publié deux articles d'un ancien collaborateur occasionnel de la revue, Serge Thion. Le numéro venait d'être mis en vente quand nous avons appris que, s'agissant cette fois de l'extermination des Juifs, le même Thion défendait les thèses du sinistre Faurisson qui nie, on le sait, la réalité de l'extermination et l'existence des chambres à gaz. Ceci nous amène évidemment à demander à nos lecteurs d'accueillir avec réserves les informations communiquées par Thion sur l'Indochine.
>
> Il revient à la vérité de dire que le comité de direction – bien qu'ignorant alors tout des positions de Thion sur la question juive – avait été largement divisé quant à l'opportunité de publier l'un au moins de ses articles (*Despote à vendre*) et que celui-ci n'a dû de l'être qu'à la faveur d'un tour de passe-passe.
>
> C'est notre bonne foi qui a été surprise : *Les Temps Modernes* n'ont jamais, en connaissance de cause, donné la parole aux antisémites de droite ou de gauche et aux falsificateurs. Directeur de la revue, j'ai tenu à avertir les lecteurs et à leur présenter personnellement nos excuses.
>
> Jean-Paul Sartre

Le ton, la méthode étaient donnés. Si je m'arrête un instant sur ce texte, c'est parce qu'il contient déjà tous les ressorts des **réactions** à l'affaire Faurisson. C'est ce qui, on l'aura compris en lisant le livre de 1980, me paraît le plus intéressant parce qu'elles éclairent les barreaux de la cage idéologique où nous vivons. D'abord, il faut se rendre compte que ce texte n'est pas de Sartre. Aveugle, malade, épuisé, à l'agonie, Sartre allait décéder trois semaines plus tard. A-t-il même donné un accord verbal à ce

texte ? On l'ignore. Caché derrière la signature de Sartre, on trouve l'intrépide Claude Lanzmann, un des ténors parisiens de l'hystérie holocaustienne (3). Comme contribution à une ethnographie de l'intelligentzia parisienne, je souhaite exposer ici les circonstances qui ont précédé l'élaboration de cette ridicule bulle d'excommunication.

À TRAVERS LA NÉBULEUSE SARTRIENNE

"L'avenir démentira beaucoup de mes affirmations".
Jean-Paul Sartre (4).

En mars 1979, je fus sollicité par un de ces jeunes quidams que la vieille garde sartrienne recrutait de temps à autres dans la rédaction des *Temps Modernes* pour rajeunir les cadres et, surtout, se trouver quelque main d'œuvre susceptible de remplir les numéros. Il y avait belle lurette que la vieille garde n'y écrivait quasiment plus rien. Je rencontrai donc un incertain Rigoulot, l'exact opposé de son homonyme, celui qui défrayait les journaux de mon enfance qui le présentaient comme "l'homme le plus fort du monde".

Il s'agissait de faire un numéro spécial sur l'Indochine. N'importe qui pouvait – et peut encore – écrire dans les *Temps Modernes*. La preuve, ne l'avais-je pas fait moi-même à quelques reprises (5) ? Là ou ailleurs, la chose m'apparut donc possible et je proposai de rassembler quelques articles auprès de plumes amies et compétentes, ces deux qualificatifs ne s'appliquant pas au quidam qui me les demandait. En un tournemain, je recueillis quelques collaborations et transmis à Rigoulot ce qui allait faire la matière de 120 pages sur les 220 qu'allait compter le numéro. On y trouvait ainsi la traduction d'un excellent texte d'un historien américain du Cambodge, Michael Vickery qui, ayant vécu dans le pays dans les années cinquante-soixante, analysait la politique intérieure de cette époque et faisait porter à l'autoritarisme de Sihanouk une bonne part des responsabilités de la faillite qui a suivi et qui a dégénéré en catastrophe.

La confection du numéro traîna pendant des mois. Pendant ce temps-là, je travaillais sur l'affaire Faurisson. A la fin de novembre 1979, je fus convoqué par les gardiens du sépulcre, Jean Pouillon et Claude Lanzmann. Le "Castor", c'est-à-dire Simone de Beauvoir, avait, paraît-il, lu l'article de Vickery, au bout de six mois, et n'en voulait pas. Pouillon et Lanzmann devaient me convaincre de le retirer. Comme ils étaient trop lâches pour entrer dans une discussion politique sur le contenu de l'article – sur un sujet plutôt exotique pour eux – mais qui avait à leurs yeux le tort de critiquer le prince Sihanouk, à un moment où le PS, s'alignant sur Washington et Pékin, se mettait à le soutenir, ils prétextèrent tantôt que l'article de Vickery était mal écrit, tantôt que la traduction en était mauvaise. Tout cela ne tenait pas debout. J'acceptai finalement de retirer l'article de Vickery à la condition que je puisse en publier un autre, en lieu et

place, exprimant un point de vue identique, mais "bien écrit". Comme il restait quatre jours pour boucler le numéro, les deux compères crurent que le tour était joué. Mais dans les trois jours je torchai un petit papier, intitulé "Despote à vendre", qui ne manquait pas non plus d'une certaine alacrité (6). Comme la rédaction ne pouvait pas se donner le ridicule d'intervenir dans des questions d'interprétation de l'histoire du Cambodge et qu'elle m'avait donné son accord, l'article fut publié. Voilà le "tour de passe-passe".

Le numéro comportait en surplus quelques textes médiocres dont un qui était consacré à la "guerre des gaz" au Laos, un vulgaire sous-produit de la propagande américaine. J'ai suivi cette affaire, dite de la "pluie jaune", de très près et je peux facilement démonter cette histoire. J'ai personnellement interrogé à la frontière cambodgienne les civils américains envoyés en zone khmère rouge par un agent de la CIA, médecin à l'ambassade américaine de Bangkok (et plus tard à celle de Moscou), pour y chercher, avec l'aide des cadres khmers rouges, des échantillons de mycotoxines, le dernier avatar des mythes de la guerre bactériologique. Sur le plan scientifique, c'était une véritable farce et les laboratoires américains, chargés des analyses, ont dans l'ensemble refusé leur caution à ce qui était à l'évidence une pure campagne de désinformation. Le but de l'opération était de préparer l'opinion américaine au redémarrage de la fabrication d'armes chimiques, les nouveaux gaz composés, dits "binaires". Après quoi, l'on n'entendit plus jamais parler de cette fameuse "pluie jaune". Que les idiots des *Temps Modernes* s'y soient laissés prendre n'est pas surprenant (7).

Mon introduction à l'affaire Faurisson, le "Comment du pourquoi", circulait depuis le mois de septembre. Plusieurs personnes de l'entourage des *Temps Modernes*, et même un membre de la rédaction étaient parfaitement au courant. Je n'avais évidemment rien à cacher et je faisais circuler le texte pour provoquer des réactions. Ces gens turent soigneusement à Lanzmann, engagé depuis déjà des années dans la fabrication de son film *Shoah*, l'existence de mon texte. Je les y avais d'ailleurs conviés, sachant que les violences explosives de Lanzmann auraient tôt fait de compromettre la publication des textes sur l'Indochine, qui me paraissait fort opportune, et sans relation directe.

Le numéro indochinois étant sorti, le manuscrit du livre sur l'affaire Faurisson étant aux mains de l'imprimeur, je partis sous d'autres cieux m'occuper à d'autres affaires. Cependant, la pétulante Nadine Fresco, affligée par la double disgrâce d'être de mes amis en même temps que de ceux de Claude Lanzmann et de beaucoup d'autres gens aussi peu recommandables, se rendit chez Edgar Morin, à qui j'avais laissé un manuscrit du livre pour son édification personnelle, et s'en empara pour aller le porter tout chaud à la rédaction des *Temps Modernes*. On imagine la scène...

C'est donc sous les palmiers de l'île de Tahiti que je reçus un poulet m'avertissant que je n'étais plus en odeur de sainteté dans le sanctuaire sartrien. Pris d'un lyrisme tropical, je répondis à ces cinq lignes par une lettre nettement plus longue, du 3 mars 1980 :

> Ce n'est pas sans une vive surprise que j'ai reçu, datée du 21 février, une notule ainsi libellée : "Le comité de direction de la revue ne souhaite plus votre présence dans les bureaux de la rédaction", avec tampon et signature illisible.

> Je ne crois pas avoir, de ma vie, passé beaucoup de temps dans les bureaux de cette rédaction, sinon récemment, à l'occasion d'un numéro spécial sur l'Indochine, en raison des énormes retards subis par cette livraison, retards compréhensibles seulement si l'on sait qu'il faut au moins six mois pour que quelques membres de la rédaction lisent quelques uns des manuscrits. Vous dire, puisque j'en ai l'occasion, que j'ai été déçu par le faible niveau général de ce numéro et l'incohérence pleurnicharde du petit texte qui lui sert d'introduction, serait un peu faible. Et je passe sur les petites perfidies qu'il décoche à mes deux articles. Dois-je croire que c'est la honte d'avoir commis un aussi médiocre exploit qui vous fait désirer disparaître de ma vue ? Hélas, on ne vous a guère connu jusqu'à maintenant cette humilité.
>
> Je n'ai pas, que je sache, d'autre affaire avec les *Temps Modernes*. J'aurais certes couru aux bureaux de la revue pour m'enquérir des raisons de cet ostracisme bouffon, si je n'avais présentement quelques occupations aux antipodes. J'y trouve assez de quoi méditer une suite au "Supplément au Voyage de M. de Bougainville".
>
> Comme le dit le proverbe local, *'o tei tapo'i te rira ra, 'e vaha ha'avare tona* (Il a les lèvres trompeuses celui qui dissimule la haine) (8). En effet, le décret du comité de direction en dit trop ou trop peu. Si l'on me reproche quelque chose, la plus élémentaire franchise aurait consisté à le mentionner. Mais si l'on croit faire de l'excommunication anonyme à la petite semaine sans que les choses s'ébruitent, on vous aura sans doute donné une mauvaise adresse.
>
> Parlons nettement, si la chose se peut. J'ai écrit plusieurs petits textes, ces derniers mois, qui ne sont pas sans avoir quelques aspects critiques, et même polémiques. Vous en avez vous-mêmes publiés deux en janvier. D'autres circulent, en attendant d'être édités. J'y pose quelques questions sur plusieurs aspects de l'histoire politique contemporaine et j'explique pourquoi je crois, à tort ou à raison, devoir les poser. Leur point commun est de se demander si l'établissement des faits est important pour formuler les jugements que nous portons sur eux. Je ne doute pas que la lecture en soit parfois dérangeante, mais c'est après tout le rôle premier de toute critique que de déranger les "sommeils dogmatiques". Si les *Temps Modernes* ont, corporativement, des commentaires à présenter là-dessus, je me réjouirai de les lire. Si la revue devait en revanche se borner à ce geste d'autruche à mon égard, il faudrait bien se résoudre à publier son incapacité à intervenir dans un débat qui est d'ores et déjà en cours.

Je terminai cette lettre en faisant remarquer que si la revue publiait la liste d'un comité de rédaction, il n'était nulle part fait mention d'un "comité de direction". Cette institution fantôme camouflait mal le seul Lanzmann, comme la suite allait le montrer.

Le numéro 404 de mars 1980 se terminait, p. 1765, par l'"Avis aux lecteurs" déjà mentionné plus haut. Sartre s'éteignit quelques jours plus tard. Au moment où il était supposé écrire et signer cette dernière page d'une œuvre fort abondante, il était, on le sait, aveugle et fort malade. Il était physiquement impossible qu'il ait rédigé ce texte. Il est donc hautement improbable qu'il soit d'une autre plume que celle du fanatique Lanzmann, le seul pour qui la sortie de mon livre représentait un choc direct, touchant

la confection de son film. Il allait d'ailleurs en retarder la sortie de plusieurs années. Lanzmann devait contourner les questions posées par le travail de Faurisson en se résolvant, finalement, à renoncer à toute présentation ou analyse de documents historiques, à l'exception d'un seul, fragmentaire. Il se cantonna dans des interviews plus ou moins truquées. Nadine Fresco, qui avait pourtant courageusement subtilisé mon manuscrit et qui avait ensuite rédigé un pensum réparateur de ses propres angoisses, que Lanzmann fit publier dans les *Temps Modernes* en juin 1980, sous le titre, macabre à souhait, de : "Les redresseurs de mort", ne fut pas entièrement pardonnée de ses anciennes amitiés compromettantes : son nom ne figure plus au générique de *Shoah* en dépit de sa contribution très personnelle au tournage, en Pologne et ailleurs. Elle se venge mélancoliquement en publiant de temps en temps de petits textes vides (9), en se faisant passer pour une "historienne" cependant qu'elle donne, professionnellement, dans la psychologie. Vétilles que tout cela.

La Vieille Taupe republia le texte signé de Sartre, pour que nul n'en ignore, sous le titre suivant : "Le Testament politique du roi des cons".

Rentré à Paris, je mandai ceci à Jean Pouillon le 14 mai 1980 :

> Je conçois les attaques politiques. Je ne m'étonne pas que, venant d'adversaires en état de panique, elles comportent des outrances et des contre-vérités. Je déplore évidemment qu'elles aillent jusqu'à la calomnie.
>
> Mais vous pouviez, vous, faire en sorte que l'on en retire un mensonge. Mon article "Despote à vendre" n'a pas été publié par un tour de "passe-passe", mais à la suite d'un accord verbal passé avec vous, en présence de Rigoulot, Lanzmann et Etcherelli. Que la rédaction ait été divisée là-dessus n'y change rien. C'est vous qui avez pris la responsabilité, si le texte de Vickery était rejeté par Simone de Beauvoir, d'accueillir mon texte qui dirait, en substance, la même chose. (C'est d'ailleurs Lanzmann qui s'est substitué à Beauvoir...)
>
> Vous vous étiez engagé en même temps à écrire à Vickery pour lui expliquer la chose. Vous avez manqué à votre parole. Vickery m'informe qu'il est content de mon article et qu'il n'a reçu aucune nouvelle de vous.

Non seulement le courageux Pouillon ne publia aucune rectification mais une autre publication, une revue d'anthropologie, *L'Homme,* dont il était quelque chose comme le secrétaire général, cessa comme par enchantement de me demander des comptes-rendus d'ethnologie sud-africaine, comme cela se faisait régulièrement depuis quelque temps (10). Les connaisseurs de l'Afrique du Sud ne sont pas légion, mais les petites vengeances de clan sont plus importantes que tout.

En même temps, je rédigeai une "Réponse aux *Temps Modernes*" que je commençai en disant que les lecteurs de la revue avaient le droit de savoir que derrière Sartre se tenait caché Lanzmann :

> M. Lanzmann professe sur l'"Holocauste" des opinions (*TM,* n° 395) que je suis loin de partager. J'affirme, de mon côté que cet événement et cette période sont beaucoup plus mal connus qu'il n'y paraît et qu'une démarche historique

> et critique est absolument nécessaire. Cette histoire est pour le moment couverte par des tabous qui me paraissent néfastes pour tout le monde.
>
> Pour défendre ses idées, M. Lanzmann n'hésite pas à travestir la vérité. Il n'est pas vrai de dire que je "défends" les thèses de Faurisson je soutiens qu'elles méritent d'être examinées et que les historiens doivent répondre à Faurisson, et non pas l'ignorer ou l'insulter. Par ailleurs, je n'ai jamais pris de "position", dans aucun écrit, sur la "question juive", mais je le ferais si on me le demandait. On invite de surcroît les lecteurs à "accueillir avec réserves" mes papiers sur l'Indochine et on rejette sur moi l'incurie d'une rédaction qui ne lit sans doute pas les articles qu'elle publie, sur des sujets qu'elle ne connaît manifestement pas.
>
> Et c'est à la fin le pavé de l'ours : la bonne vieille grosse calomnie, celle qui va terroriser et réduire la victime au silence : "Va donc, antisémite !" C'est ainsi que Lanzmann fait rire à ses dépens.
>
> Ce mélange inextricable de demi-vérités, de demi-mensonges, agrémenté de menaces contre les hérétiques, a recouvert comme un sédiment les événements atroces de la période hitlérienne. Les tentatives d'intimidation panique à la Lanzmann justifient toutes les suspicions.

Inutile de dire que cette réponse ne fut pas publiée. Comme un ballot, je croyais encore que le droit de réponse existait. La preuve, après l'article, publié en juin, de la rafraîchissante Fresco, j'écrivis encore un mot, le dernier, à Mme de Beauvoir, le 10 juillet :

> *Les Temps Modernes*, dont vous êtes dorénavant directrice, n'ont pas publié la réponse, que je vous ai fait tenir, aux attaques injurieuses lancées contre moi dans votre numéro de mars dernier, en dépit de l'obligation qui vous en est faite et par la loi et par une morale dépourvue, à cet égard, de toute ambiguïté.
>
> Votre numéro de juin contient un long article, d'une remarquable élévation de pensée qui, sur un mode étrangement badin, tourne autour d'un livre que j'ai récemment publié.
>
> Tout ceci me met à mon tour dans une obligation, qui ne cesse de se confondre avec un droit, celle de faire une mise au point, évidemment nécessaire lorsqu'on voit à quel point mes vues sont distordues par la présentation que vous en faites...

Peine perdue. Je manquais encore d'expérience au sujet de la calomnie. C'était une nouveauté pour moi. J'avais encore du mal à comprendre qu'elle puisse provenir de gens qui me connaissaient très bien et depuis très longtemps. J'allais en apprendre plus long, et dans les plus brefs délais, grâce au *Nouvel Observateur* dont on sait les liens quasi filiaux que plusieurs de ses animateurs entretenaient avec Sartre et son entourage.

Le premier numéro de cet *Observateur*, qui était nouveau surtout parce qu'on en éjectait les quelques journalistes de gauche qui avaient fait de ce petit hebdomadaire

de combat une feuille relativement honorable pendant la période noire de la guerre d'Algérie, et que s'y engouffraient, avec l'aide financière d'un fabricant de bidets, une équipe venue de l'*Express*, ce premier numéro, dis-je, s'était placé sous la figure emblématique de Sartre, fascinateur d'une génération de l'après-guerre qui avait suivi assez fidèlement les errements politiques de celui qui nous a valu l'immortel texte de Céline, "L'Agité du bocal". (Rappelons pour mémoire que ce bref texte, d'une violence sans pareille, est né d'une calomnie caractérisée de Sartre, qui avait affirmé que Céline avait touché de l'argent des Allemands).

On imagine mal, longtemps après, le degré d'amour gâteux et de grenouillage dévot qui s'auto-entretenait dans l'entourage du couple le plus célèbre de l'intelligentzia française. Il faut se remémorer aussi les cascades d'exclusions et d'excommunications que prononcèrent celui que seuls les garçons de café avaient le droit d'appeler "maître" et son entourage qui n'avaient pourtant même pas pour eux de former un groupe décidé à terroriser les bien-pensants, comme les surréalistes en leur temps. J'en connus une de près, celle de Marcel Péju. Les acquisitions, comme les exclusions de l'entourage se faisaient en réalité à la tête du client et pour des raisons qui n'étaient point toutes philosophiques. Ainsi les principaux états de gloire de Claude Lanzmann, l'un des obscurs éditeurs de *France-Dimanche,* furent d'avoir fait connaître à Simone de Beauvoir des transes nouvelles, qui n'étaient pas de nature strictement philosophiques. Cela suffisait pour que soient vite épongées ses incartades, comme le coup de foudre qu'il éprouva pour les livres que Lucien Bodard, ce vieux nostalgique de la Coloniale, avait consacrés à la guerre d'Indochine, faite par les Français. Lanzmann publia dans le *Nouvel Observateur*, sorte d'annexe hebdomadaire des *Temps Modernes*, mais surtout nouveau *Jardin des Modes* intellectuelles, une "réhabilitation" de Bodard, qui certainement n'en demandait pas tant. Je ne dis pas que les livres de Bodard étaient mauvais ou que leur lecture aurait été désagréable, mais que le vertueux entourage de Sartre s'acoquine avec ce vieux débris de l'empire avait quelque chose de profondément grotesque (11).

Ce grotesque, une incontestable spécialité de Lanzmann (les anecdotes sur son compte foisonnent), on allait le retrouver dans la préface qu'il donna à un livre d'un certain Filip Muller, publié en "document de la semaine" par le *Nouvel Observateur* le 28 avril 1980. Il s'y livre à des attaques contre les révisionnistes mais sans citer de personnes ou de textes précis. L'ouvrage méritait certainement un commentaire, pour au moins le situer à sa juste place dans la production contemporaine. Je n'étais pas seul à réagir et, avec mon ami Gaby Cohn-Bendit, nous rédigeâmes un compte-rendu du livre que préfaçait Lanzmann. Comme, quelque temps auparavant, nous avions eu, Pierre Guillaume et moi, une Lanzmann conversation avec Jean-François Kahn, qui dirigeait alors les *Nouvelles littéraires*, qu'il avait montré une certaine disposition à admettre qu'il pouvait y avoir d'autres points de vue que le sien, qu'il s'était engagé, vaguement il est vrai, à rendre compte des rééditions de Lanzmann, que sa rédaction comptait au moins un ancien élève de Faurisson à qui on ne pouvait raconter de salades sur son ancien professeur, et surtout que ledit Kahn fulminait dans chacun de ses éditoriaux contre la censure et prétendait militer pour une véritable liberté d'expression, nous lui envoyâmes notre "jugement" de Lanzmann-Muller. Inutile de dire que le grand défenseur des libertés s'empressa de le jeter à la corbeille, montrant par là sa vraie nature d'esbroufeur. Tiré de mes archives, en voici donc le texte, rédigé en 1980 :

LE FAUX TÉMOIGNAGE EST UN ART DIFFICILE

par Jean-Gabriel Cohn-Bendit et Serge Thion

Voici un ouvrage qui porte un titre-choc : *Trois ans dans une chambre à gaz d'Auschwitz*, et un sous-titre qui le qualifie de "témoignage de l'un des seuls rescapés des commandos spéciaux". Ce titre est certainement une innocente bévue puisque, selon l'historiographie officielle, la chambre à gaz qui aurait fonctionné le plus longtemps à Auschwitz-Birkenau aurait été en usage vingt mois, de mars 43 à novembre 44. Le titre est d'autant plus racoleur que le témoin, Filip Muller, travaillait en réalité aux fours crématoires et qu'il ne séjournait évidemment pas "dans" une chambre à gaz. On joue ici sur la confusion qui règne habituellement dans les esprits entre les "chambres à gaz", instrument de mort, et les "fours crématoires" qui servent à incinérer les corps, quelles que soient les causes du décès. Les hindous, les bouddhistes, d'autres encore ont une préférence marquée pour l'incinération. Sartre, à sa demande, a été incinéré dans le "four crématoire" du Père Lachaise.

Pourquoi ce titre faux et impossible ? Pourquoi maintenant ? La préface de Claude Lanzmann est très révélatrice : "Au moment où l'histoire vivante se change en histoire morte, où la vérité se travestit en légende quand elle n'est pas simplement falsifiée et niée, la parution de son livre revêt une importance essentielle. Il répond en effet à tous ceux qui, érigeant leur ignorance, leur refus de s'informer, leur mauvaise foi et leur antisémitisme masqué en motifs de méfiance "révisionniste", posent aujourd'hui avec des ricanements d'esprits forts la question du "comment" de ce "pourquoi", autrement dit celle de la possibilité technique d'un pareil massacre de masse" (p. 10).

Cette question du "comment" de ce "pourquoi" est maintenant posée publiquement. Lanzmann s'adresse donc à nous et nous propose l'ouvrage de Muller comme preuve ultime de nos errements. C'est dire l'attention avec laquelle il convient d'examiner ce témoignage.

UNE DESCRIPTION INCOHÉRENTE

Dans un premier temps, Muller travaille aux fours du crématoire I, celui du premier camp d'Auschwitz. C'est une installation relativement petite, aujourd'hui partiellement reconstituée pour l'usage des touristes. Le travail est dur et pénible, à tous égards, mais évidemment nécessaire d'un simple point de vue sanitaire. L'horrible, c'est le camp, non le four. Le texte est assez imprécis et bourré de menues contradictions. La traduction, qui semble à première vue prendre pas mal de libertés avec le texte allemand, contribue sans doute à accroître ces imprécisions.

Cette première partie souffre d'un travers commun à beaucoup de souvenirs, qui ne retracent que les paroxysmes de violence ou de souffrance. Sélection de

la mémoire, désir de démonstration : la chose est connue. On regrette qu'un "document" de cette importance ne nous donne pas une image plus claire de la vie quotidienne. Il existe de bien meilleures sources.

Les quelques passages qui mentionnent la chambre à gaz d'Auschwitz I sont classiques mais incohérents dans le détail. Celle-ci possédait-elle *des* portes (p. 67) ou bien une seule "lourde porte en fer garnie de joints d'étanchéité en caoutchouc" (p. 73), fabriquée, bizarrement, par des menuisiers (p. 76) ? Ces menuisiers n'étaient pas inutiles puisque l'un des murs de cette pièce était... en bois (p. 81). Il y a beaucoup d'autres détails incompréhensibles, comme cette affirmation selon laquelle on a reconstruit la cheminée sans interrompre le fonctionnement des fours (p. 83-84). Arrivé là, on se pose des questions, mais on attend la suite.

UNE IMPRESSION D'IRRÉALITÉ

La suite se passe à Birkenau, la grande extension du camp d'Auschwitz, où furent terminés, de mars à juin 1943, les quatre grands crématoires dont on nous dit qu'ils étaient dotés de chambres à gaz, et que le tout formait une véritable usine de la mort. On nous en donne même des plans approximatifs (en inversant les légendes), mais sans l'échelle, ce qui ne permet pas d'apprécier les proportions réelles. Pas de photos.

A l'ensemble des questions posées par ce qu'il est convenu d'appeler les historiens révisionnistes sur la possibilité pratique d'une industrie telle qu'elle est habituellement décrite, *Muller n'apporte aucune réponse parce qu'il ignore les questions.* A le lire, le Zyklon B cesserait d'être dangereux à l'instant qu'il aurait tué. Muller prétend ainsi qu'il a pu entrer dans une chambre à gaz où se trouvaient encore des cristaux (d'acide cyanhydrique), où "les corps n'étaient pas encore rigides", où les ventilateurs étaient encore vrombissants, et y trouver de la nourriture, évidemment saturée d'acide cyanhydrique, qu'il a *mangée avidement* (p. 39). Il ne portait donc pas de masque. Devant l'invraisemblance totale d'une telle histoire, on trouve la plaisanterie de M. Muller plutôt macabre.

Il reprend les chiffres traditionnels sur les cadences de gazage : comment on fait passer deux ou trois mille personnes par deux portes qui font moins de deux mètres de large (voyez les plans), comment on les ressort à l'état de cadavre pour les hisser jusqu'au niveau des fours par un minuscule monte-charge, le tout en deux ou trois heures, même en oubliant les dangers du gaz, même en trichant considérablement, comme il le fait, sur le temps réel d'une incinération. Ajoutons que sa description des incinérations en plein air est tout simplement extravagante.

Son récit de Birkenau marque d'ailleurs un changement de ton : il devient très impersonnel. On ne sait pas exactement ce que Muller faisait là, mais il était partout, connaissait tout. On passe subrepticement du mode du témoignage à l'ubiquité du romancier. Des scènes entières donnent une curieuse impression de "déjà lu" : toute la description du fonctionnement de la "chambre à gaz" du Krema II est manifestement empruntée au livre de Miklos Nyiszli, *Médecin à*

Auschwitz (*Cf*. p. 170 et suiv.), en l'expurgeant de ses plus grosses invraisemblances, comme ces quatre grands ascenseurs inventés pour le besoin de la cause. Des extraits de ce livre plus que suspect ont été publiés en 1951 dans, déjà, les *Temps Modernes*.

L'histoire de la belle femme qui se dénude et paralyse d'émotion un SS avant de le tuer par surprise est un mythe déjà ancien, attesté, par exemple, dans les livres d'Aaroneanu (elle était belge), de Kogon (elle était italienne), de Karl Bartel (elle était française). Chez Muller, elle vient d'Europe de l'Est. Tout comme l'étrange Kurt Gerstein (12), Filip Muller veut entrer dans la chambre à gaz, mais il y renonce parce qu'il lui faut témoigner. Ici, ce sont de jeunes beautés nues "dans la fleur de l'âge" qui l'expulsent de force de la chambre à gaz devant les SS éberlués. Le même thème est traité par Gideon Haussner, le procureur du procès Eichmann, avec le dentiste Lindwasser.

L'essentiel du livre, ces scènes qui sont censées avoir été vécues et qui ont si peu l'air de l'avoir été réellement, apparaît donc vite, pour qui connaît un peu la littérature sur ce sujet, comme un montage de textes, une juxtaposition de "temps forts" d'où toute chronologie a d'ailleurs disparu. Pourquoi ? Les éditeurs, dans un "avertissement", nous donnent ce texte pour un "document historique à l'état brut", qu'ils ont respecté "à la lettre", et ils ajoutent : "Toute manipulation à des fins esthétiques ou littéraires en aurait, selon nous, totalement annihilé le sens et la portée". Cette admirable probité n'a qu'un défaut : elle est pur mensonge. Elle ne peut abuser le lecteur français que dans la mesure où ces mêmes éditeurs omettent soigneusement de préciser que ce livre n'a pas été rédigé par Muller lui-même, mais par un nègre. L'édition allemande mentionne en effet une *deutsche Bearbeitung* par Helmut Freitag, ce qui laisse supposer que Muller, qui est slovaque, a soit parlé devant un magnétophone, soit rédigé un brouillon, et qu'on a confié le tout à un "rewriter". L'édition américaine a l'élémentaire honnêteté de parler de la "collaboration littéraire" de Freitag. Non seulement les éditeurs français et M. Lanzmann ont oublié ce détail mais ils jurent leurs grands dieux que le document est "brut". Si le nom de M. Freitag figure en Allemagne, c'est bien parce qu'il a été payé pour une "manipulation à des fins littéraires", ce qui ne veut pas obligatoirement dire que le sens et la portée de ce texte soient "totalement annihilés". Mais c'est pourtant la conclusion que les éditeurs devraient aussitôt tirer à leur propre usage.

Le procédé enfantin qui consiste à cacher le rôle de Freitag pour donner au livre une plus grande "crédibilité" provient peut-être du précédent fâcheux suscité par les souvenirs de Martin Gray. C'est le surcroît d'invraisemblance qui semble toujours garantir la véracité du récit.

AUCUNE INFORMATION NOUVELLE

L'impression d'irréalité donnée par le livre de Muller vient aussi de ce qu'il est extrêmement discret sur les privilèges matériels que valait l'appartenance à ces commandos spéciaux, sur ses rapports avec les SS, sur la part qu'il prenait aux trafics d'or et de devises et au marché noir, sur les multiples contacts qu'il dit entretenir avec d'autres détenus de plusieurs sections d'Auschwitz, en dépit de

l'isolement auquel il se dit condamné. Il est très évasif sur ses rapports avec l'organisation politique des détenus, mais son insistance à parler de "nos chefs", "nos dirigeants", sans la moindre précision, donne à penser qu'il faisait partie (mais à quel niveau ?) de l'appareil stalinien, ou de l'un des groupes qui s'y apparentaient. Est-il utile d'insister sur le rôle primordial que les communistes ont joué, dès la libération d'Auschwitz, dans la "production" et la diffusion de l'information et du témoignage sur Auschwitz ?

Si on compare ce livre à la masse des textes déjà publiés, on comprend mal l'exaltation de Lanzmann, car *le livre de Muller n'apporte aucune information nouvelle* (sinon, peut-être, qu'avant de mourir, les Tziganes baiseraient, alors que les Juifs ne baiseraient pas, p. 206). On comprend aussi, bien que cela ne soit pas explicité, qu'il n'y a pas eu de liquidation *systématique* des *Sonderkommandos,* comme on l'écrit partout. (Le critique de l'*Humanité* a même vu dans sa boule de cristal ce que le livre ne dit nullement, à savoir que Muller aurait échappé à "cinq sélections"). Muller, qui en a fait partie pendant trois ans, n'a pas eu à échapper à la liquidation puisque personne, cela l'étonne lui-même, n'a cherché à le liquider. Il a survécu parce qu'il était jeune, fort, et qu'il a eu la chance de travailler aux crématoires, ce qui lui a permis de se nourrir correctement. Il a eu aussi la chance de ne pas participer à la révolte du *Sonderkommando* à la fin 44.

Les Temps Modernes avait déjà cautionné le livre de Nyiszli. En 1966, Simone de Beauvoir a préfacé et cautionné le *Treblinka* de J.-F. Steiner en affirmant qu'il décrivait "avec exactitude comment les choses se sont passées". Pourtant, ce livre a été considéré un peu partout comme une mauvaise fiction qui mélange allègrement le vrai et le faux.

Le livre de Muller sort aujourd'hui en prologue au film que Lanzmann termine sur l'"Holocauste". On ira sûrement au cinéma. M. Lanzmann est d'évidence un historien hors-pair : il est le seul au monde à avoir retrouvé "les archives intactes de la bureaucratie nazie" (p. 11). Il n'y a pas si longtemps, en pleine guerre du Viêt-Nam, il voulait, dans le *Nouvel Observateur* déjà, réhabiliter Lucien Bodard en tant qu'historien de la première guerre d'Indochine.

On a lu Bodard et on a bien rigolé. Mais l'ouvrage de Muller et Freitag ne nous fait pas rigoler. On comprenait autrefois que des individus massacrent leurs semblables pour sauver leur propre peau, mais ils n'osaient pas se dépeindre comme des héros. Filip Muller, qui prétend avoir participé à un massacre gigantesque, se justifie sans cesse en disant qu'il devait en passer par là et survivre *pour témoigner*. Mais, si c'est vrai, pourquoi cet homme-là va-t-il ensuite attendre plus de trente ans pour livrer ce témoignage ? A cette question évidente, soulevée par plus d'un lecteur, Lanzmann tente de répondre dans *l'Arche* (juin 1980, p. 38) : il s'avère ainsi, que, contrairement à ce qui est dit dans la préface par ce même Lanzmann, Muller avait déjà témoigné. C'était en 1964, au procès de Francfort. Et c'est là qu'il aurait eu l'idée de faire un livre. Ce n'est donc pas, apparemment, pendant qu'il était à Auschwitz. Mais, chose étrange, il lui a fallu quinze ans pour passer de l'idée à la réalisation... Cet embrouillamini devient grotesque.

> Nous regrettons d'avoir à ranger ce livre dans le rayon des supercheries. Nous aurions souhaité qu'il apportât des lumières nouvelles, qu'il réglât, dans un sens ou dans l'autre, mais qu'il réglât une fois pour toutes, la question lancinante de savoir ce qui s'est passé exactement à Auschwitz. Certains ne veulent pas le savoir *exactement*. C'est leur droit. C'est le nôtre de ne pas prendre des vessies pour des lanternes.
>
> (juin 1980) (13)

Il faut ajouter à cela ce que Lanzmann semble avoir ignoré, que Muller avait déjà évoqué ses souvenirs en 1946, dans un livre tchèque, publié ensuite à Berlin-Est en 1958, *Die Todesfabrik*, de Ota Kraus et Erich Kulka, traduit en anglais en 1966 sous le titre de *The Death Factory*, et enfin que son témoignage à Francfort en 1965 n'a pas été jugé très clair par un tribunal qui ne manquait pourtant pas d'indulgence pour les incohérences de l'accusation. Inutile d'ajouter que le témoignage de 1946 est très sensiblement différent de celui de 1980.

Peu après, dans son numéro du 2 juin 1980, le *Nouvel Observateur* attaque le professeur Faurisson. Celui-ci envoie un texte en droit de réponse qui n'est pas publié. Il fera un procès et le tribunal donnera raison à ceux qui lui ont refusé son droit de réponse. Ceci confirme qu'en France, le droit de réponse n'est qu'une pantalonnade. Le 21 juin, *Le Nouvel Observateur* publie sous forme de "document de la semaine" un prétendu "grand débat Noam Chomsky – Claude Roy", intitulé "Le gauchisme, maladie sénile du communisme ?", amusante paraphrase du titre d'un célèbre pamphlet de Lénine qui parlait, lui, de maladie infantile. Claude Roy y cite plusieurs fois mon livre, sans mentionner le titre ni l'auteur, un vieux truc qui évite d'ouvrir un éventuel droit de réponse. On a vu qu'il y avait pourtant peu de risque. Ce numéro du *Nouvel Observateur* tire à 412.664 exemplaires. Moi, je rédige et diffuse à 200 exemplaires une vigoureuse réfutation de Roy, avec une lettre de Chomsky qui commente les manipulations auxquelles se livre Claude Roy dans son "document de la semaine" (14).

Il fallut six mois et un papier dans *Esprit* (15) sur le Cambodge et la presse, où j'évoquais publiquement cette affaire (p. 109-110), pour que Claude Roy réagisse, par un post-scriptum à un article dans le *Nouvel Observateur* (n° 843, 5 janvier 1981). Le voici :

> Serge Thion, qui en se dirigeant vers la droite d'un bon pas (ce que chacun peut voir) me reproche d'être venu vers la gauche quand les nazis occupaient la France (ce que chacun sait), a le culot d'écrire dans *Esprit* que j'ai publié ici la lettre de Chomsky "amputée en une dizaine d'endroits d'environ la moitié de sa longueur. Une rare impudence". Rare impudence en effet, celle de Thion. J'ai demandé à Chomsky de me répondre. Il l'a fait par une lettre qui aurait occupé quatre pages de ce journal et que je l'ai prié de bien vouloir abréger lui-même, ce qu'il a fait. Il m'écrivait le 15 février 1980 : "Merci de m'avoir envoyé la traduction. Je me rends compte des problèmes que poserait sa publication intégrale [...] Je vais essayer de la réduire de moitié [...] Merci du mal que vous a donné la traduction." Thion sait cela aussi parfaitement qu'il sait que je n'ai "falsifié" et "tronqué" aucune des citations, effarantes en effet, de son autre ami, Faurisson.

C'est pourtant Roy qui avait dit et publié que la réponse serait publiée intégralement. Le dossier est là et la réponse de Roy est d'une faiblesse insigne. Ce qui est plus amusant, c'est d'apprendre que Roy "est venu vers la gauche" pour dire en réalité qu'il est passé des royalistes et de l'amitié avec Brasillach au stalinisme et à l'abandon de Brasillach. Je n'aimerais pas être dans la peau de celui qui doit tenter de donner une cohérence à ce genre de choses. Roy devait sentir que la mesure n'était pas pleine. Quelques semaines plus tard, il écrivait dans son canard que je ferais bonne figure dans l'entourage du président Reagan. Cette idée me parut drôle et j'envoyai une courte missive à son auteur :

> Claude Roy (*Nouvel Observateur*, n° 843) disait que je me dirige "vers la droite d'un bon pas" il me verrait bien aujourd'hui (*Nouvel Observateur*, n° 849) en conseiller ès "répression modérée" du président Reagan. M. Roy est très amusant. Au début janvier, je n'en étais encore qu'à marcher vers la droite venant de l'extrême-gauche, je me trouvais peut-être alors sur la même position que lui. Mais il semblerait bien que ce même mouvement m'ait porté, en février, au but fixé par C. Roy. Me voici donc arrivé à la Maison blanche, bien installé dans un bureau à moi, situé entre le bureau de Chomsky, conseiller en linguistique répressive, et celui de Faurisson, conseiller en falsification répressive. C'est avec le plus vif plaisir que j'invite Claude Roy à Washington. Je lui ferai visiter au troisième sous-sol nos salles de torture intellectuelle et, en souvenir de sa visite, je lui ferai cadeau d'un ravissant petit Lit de Procuste portatif sur lequel on peut faire dire à n'importe quel texte le contraire de ce qu'il dit. Mais peut-être Claude Roy est-il déjà muni de cet indispensable outil de travail ?

Si dès lors j'étais débarrassé de cette coqueluche vieillissante des salons parisiens, je n'en avais pas fini, pour salaire de mes péchés, avec la gent du *Nouvel Observateur*, un journal où, je tiens à le préciser, je n'ai jamais écrit une ligne. Ceci n'est d'ailleurs pas tout à fait exact. Après l'arrestation, pendant l'été 75, de mon ami Breytenbach en Afrique du Sud, j'étais prêt à écrire n'importe où, même dans l'agenda du diable. Breytenbach, à ce moment-là, était lâché par tout le monde à gauche, parce qu'à son procès il n'avait pas été tenté par le rôle du héros. Solidement campés dans leurs pantoufles, les purs et durs de la gauche parisienne le lui reprochaient. Nous étions deux ou trois à penser qu'une seule chose importait, le sortir de là, par tous les moyens. Nous avions même trouvé l'appui de Dominique de Roux qui avait promis d'en parler à son ami Botha, alors ministre de la Défense à Pretoria, quand la mort le saisit brutalement. J'avais donc proposé à K.S. Karol, rencontré par hasard, un papier qu'il accepta. Je l'écrivis rapidement car je partais en voyage. Rentré des mois plus tard, j'appris que le papier n'avait pas été publié, *qu'il avait été perdu* par l'innocente Kenize Mourad, et qu'il était "trop tard", l'occasion étant passée. Mais Breytenbach, lui, était toujours en prison (16).

La sortie de l'article de Fresco avait été l'occasion d'un petit compte-rendu d'une certaine Kathleen Evin, connue, me dit-on, pour être la fille d'un député socialiste, rocardien qui pis est (17). Lourde ascendance. La donzelle parlait des "pseudo-scientifiques" liés à l'"internationale noire", me traitait de "chercheur" entre guillemets, auteur d'un "pavé" et surtout d'"ancien gauchiste" (*Le Nouvel Observateur*, n° 823, 16 août 1980). Le reste étant ridicule, c'est surtout ça qui m'énervait. "Ancien gauchiste" sentait son relent maoïste, ou le genre compagnon de route de Krivine,

toutes choses que j'ai toujours combattues, avant, pendant et après mai 68. Je fis une courte lettre où je disais que "je n'ai pourtant jamais trempé dans les absurdités de genre léniniste où tant d'autres se sont compromis. Tout cela relève des vieilles méthodes staliniennes. Serais-je, pour votre journal, le dernier des hitléro-trotzkystes ?". Je fis circuler cette lettre parmi une vingtaine de personnes que je connaissais et qui me connaissaient, et qui écrivaient dans ce canard. Peine perdue. Au téléphone, la subtile Evin me dit même que le journal ne voulait pas passer ma réponse parce que, s'agissant d'un papier sur les *Temps Modernes*, je n'étais pas "mis en cause".

Laissant cette absurde à son ignorance des plus élémentaires considérations sur le droit de réponse, je crus qu'il n'était pas futile de répondre et j'allai consulter un avocat, en précisant que je ne voulais pas plaider, liberté de la presse oblige, mais seulement négocier l'application de mon droit de réponse. Il y eut des tractations avec le bâtonnier Couturon, conseil du journal, qui traînèrent en longueur. Mon avocat avait rédigé une sorte de compromis où il disait notamment : "A condition d'être loyal, le débat sur les chambres à gaz ne peut qu'éclaircir et renforcer la lutte contre le nazisme et le racisme, car pour démontrer leur permanence et leur actualité, on ne doit rien devoir ni concéder à l'histoire mythique, mais s'appuyer toujours sur la vérité historique".

C'était encore trop fort de café. Les choses auraient traîné encore longtemps si ma protestation n'avait trouvé un certain écho qui s'est répercuté dans quelques phrases réparatrices de Jacques Julliard. Dans le n° 831 du 13 octobre 1980, il consacrait un article à l'affaire en prenant parti nettement contre les affirmations de Faurisson. Seulement, il le faisait en restant calme, en tâchant de rester rationnel, en essayant de voir quelles étaient les diverses leçons à en tirer, bref un désaccord non seulement dépourvu d'hystérie mais critique à l'égard des hystériques (18). Le papier de Jacques Julliard fut l'un des très rares articles que j'ai vus dans toutes ces années qui soit venu d'un adversaire franc et loyal. Il en est mille autres, frappés aux coins de l'ignorance et de la stupidité hargneuse, que je ne mentionnerai pas ici parce que cela quadruplerait ce volume et que l'énoncé de leurs arguments serait d'un ennui fatal. Ils se recopient tous les uns les autres et n'ont qu'une chose à dire : "vilains nazis". C'est un peu court. La raison d'ailleurs en est simple : à chaque fois que l'affaire resurgit, à cause d'un événement ou d'un autre, on confie la chose à un jeune journaliste qui n'y connaît évidemment rien, n'a ni le temps ni surtout le désir de lire quoi que ce soit pour s'instruire du sujet qu'il doit traiter et qui se fie à ses "dossiers de presse" où il trouve les articles précédents, écrits dans les mêmes conditions de hâte et d'ignorance, et qu'il reproduit sous une forme plus ou moins bâclée, afin qu'il serve, la prochaine fois, de référence au futur collègue qui aura à en traiter, dans les mêmes conditions d'improvisation et de préjugé. C'est ainsi que le journaliste fonctionne en circuit fermé, répétant sempiternellement les âneries de ses devanciers. C'est une observation que j'ai faite à propos de beaucoup d'autres sujets qui font de temps à autres les grands titres de la presse et, là aussi, je pourrais en remplir un livre ou deux.

Pour en terminer avec la galaxie proprement sartrienne, je voudrais faire état d'une correspondance avec un satellite de son "entourage extérieur", si l'on peut dire, qui écrit dans le *Nouvel Observateur*, peut-être aussi parce que le directeur est son cousin, le Dr. Norbert Bensaid. On sait que "Jean Daniel" est le nom de plume d'un M. Bensaid. Ce monsieur, médecin devenu sur le tard psychanalyste, était venu chez moi

quelques fois. Nous avions partagé le pain et le sel ; je crus normal de lui envoyer mon livre. Voici ce qu'il me répondit le 12 mai 1980 :

> Monsieur, Vous avez cru bon de m'adresser votre livre. Étrange idée ! Avez-vous vraiment cru que je pourrais lui accorder un intérêt quelconque ?
>
> Je ne partage pas votre mépris pour la "politique". Sauf quand elle se cache et se déguise en morale. Ceux qui veulent se croire innocents des motivations et des conséquences de leurs actes, et qui se proclament les serviteurs zélés et désintéressés de la Vérité m'inspirent de l'incrédulité, de la peur, de la méfiance. Sûrement pas du respect.
>
> Je ne parviens pas à croire, non plus, que le souci jaloux de la vérité historique puisse ne se traduire que par la diffusion tapageuse et tous azimuts de doutes hargneux, de soupçons injurieux et d'insinuations malveillantes.
>
> Il me suffit, quant à moi, de savoir que des êtres humains, qui n'étaient coupables de rien, ont été en grand nombre humiliés, maltraités et détruits. Je peux cependant comprendre que le scrupule historique conduise à vouloir préciser les chiffres, détailler les techniques, évaluer les circonstances. Cela ne change rien au fond des choses. L'horreur reste l'horreur. L'inacceptable reste inacceptable. Et de tels historiens, ne se prenant pas pour Zorro, recherchant l'exactitude et non la Vérité, la justesse des faits et non la Justice, ne prêteraient pas le flanc au soupçon. On ne se demanderait pas si leur zèle n'avait pas pour but d'innocenter ceux qui passaient pour des coupables et de dénoncer ceux qui voulaient se faire passer pour des victimes.
>
> Vous prêtez volontiers aux autres les calculs les plus bas, les mensonges les plus grossiers, la mauvaise foi la plus répugnante. C'est contagieux. Souffrez d'être, à votre tour, frappé de cette suspicion. Vous ne ferez jamais croire à personne que vous n'êtes animé que du désir de porter secours au pauvre Faurisson et à la Vérité. On n'a même pas envie, à vous lire, de s'inquiéter de savoir à quels autres sentiments vous obéissez. Trop vite la nausée l'emporte sur la curiosité. Et c'est là votre problème. Pas le nôtre.
>
> Je crois vraiment que ma qualité de juif est, ici, secondaire. Mais vous êtes libre de penser le contraire et de conserver intacte la confortable certitude que seuls les Juifs peuvent être révoltés par votre entreprise. Ils sont aveuglés par la passion et par le désir de demeurer des victimes. Cela leur permet, n'est-ce pas, de dominer le monde en le culpabilisant. C'est une idée sotte mais banale.
>
> Vous vous croyez en même temps seul contre tout le monde. Ne vous inquiétez donc pas. Vous serez entendu. Mais par qui ? Il était sans doute imprudent de museler un sentiment aussi vivace que l'antisémitisme – souvent en se servant des "camps". Il était fatal qu'un jour il resurgisse. Nous y voilà. Que cela vienne aussi de vous serait sans intérêt si vous ne disposiez pas d'un certain crédit. C'est tout à l'honneur du "roi des cons" de vous avoir, avant de mourir, refusé la garantie morale des *Temps Modernes*.

J'y répondis le 29 mai :

> Cher Norbert (ou Monsieur ? ou Docteur ?)
>
> C'est un peu effrayant de penser qu'il pourrait y avoir un rapport quelconque entre la lettre que vous m'avez envoyée et le livre que je viens de publier. J'ai le plus grand mal à imaginer que vous l'ayez réellement lu, mais je vois bien que vous avez dû le parcourir avec un esprit prévenu.
>
> Vous y tracez la figure d'un antisémitisme que vous projetez fantasmatiquement sur moi. Et bien, je vous mets au défi de produire, venant de ma plume, une phrase ou une idée qui se pourrait raisonnablement caractériser comme antisémite. Faute d'une telle démonstration que d'autres trouveraient convaincante, je serais obligé de vous réputer insulteur et diffamateur. Si vous ne me connaissez pas assez, je vous prie de vous informer autour de vous. Ce sera ma façon de vous envoyer mes témoins.
>
> Un dernier mot. Vous dites qu'il "était sans doute imprudent de museler un sentiment aussi vivace que l'antisémitisme – souvent en se servant des "camps"". Vous qui faites profession de psychologie (et sous-titrez un livre avec le mot "dialogue" !), vous devriez savoir que l'on ne muselle pas des sentiments. Le fameux "retour du refoulé" ! Il ne fallait certainement pas "se servir" des camps, de la souffrance et de la mort. Il fallait bien plutôt chercher à comprendre TOUT ce qui s'était passé. C'est cela qui permet de ne pas accepter l'inacceptable, et non je ne sais quelle religion politique qui permet si bien d'accepter tous les inacceptables que l'on peut voir aujourd'hui à travers le monde. Je n'étais pas à Varsovie, (vous non plus), mais j'ai été à Téhéran, j'ai été à Kwangju (Corée du Sud, lieu d'un énorme massacre policier), il y a quelques années. Comprenez-vous pourquoi je "comprends" ce qui s'y passe ? L'horreur reste l'horreur, comme vous dites.
>
> Mais pourquoi continuer ? Vous ne m'avez pas donné l'impression de pouvoir entendre grand-chose. Je m'inquiète un peu pour les gens, qui me sont plus ou moins proches, que vous avez pour rôle d'"entendre".

LA GRANDE CONTROVERSE

Même son de cloche au *Monde diplomatique*, un journal où je n'écris plus depuis 1975, en raison de divergences avec le directeur à propos d'un article sur l'Indonésie, que je confiai finalement, ironie du sort, aux *Temps Modernes*. "On ne prendrait évidemment pas la peine de signaler ce livre s'il n'était l'une des manifestations de cette offensive obscurantiste qui fait fureur actuellement : réhabilitation à peine déguisée du nazisme, résurgence du mysticisme et de la pensée irrationnelle, réductionnisme génétique et "biologisation" des phénomènes sociaux"... (Maurice Maschino, un vétéran du sartrisme, dans le n° de juillet 1980).

On donnerait cher pour trouver dans les pages de ce livre quelque considération génétique ou biologique que ce soit. Maschino a lu un autre livre. Mais peu importe pour ces gens-là, c'est une guerre où ils n'ont comme projectile que de la boue à lancer sur des "ennemis" qu'ils s'inventent.

L'un des commentaires les plus ahurissants, dans ce registre de la sanctification, a été celui d'un écrivain de gauche connu, collaborateur régulier d'un hebdomadaire de droite, Max Gallo, dans l'*Express* : "En fait, dit-il, c'est de la réhabilitation du nazisme qu'il est question". Et son argument principal mérite la palme (n° du 18 octobre 1980) : "Au moment de la diffusion à la télévision d'*Holocauste*, un magazine a pu ainsi, comptabilisant les cadavres, montrer que le stalinisme avait été plus meurtrier que le nazisme et que les bombardements de Dresde et d'Hiroshima par les Britanniques et les Américains étaient des actes tout aussi barbares. L'entreprise était claire : banaliser le mal. Rendre au nazisme ses vertus en révélant la culpabilité de ses ennemis. Au nom de la vérité historique, faire ainsi du nazisme un régime comme les autres globalement positif."

Voici un monsieur, qui se prétend historien à ses heures, qui énonce des faits qu'il dit lui-même relever de la vérité historique, et donc qu'il ne nie pas, mais qui s'insurge contre le fait que d'autres les citent parce que ces faits pourraient amener à des conclusions qu'il n'aime pas, et qui sont d'ailleurs moralement arbitraires. Voilà la plus superbe démonstration de la mauvaise foi des bien-pensants : **C'est vrai, mais il ne faut pas le dire, parce que l'ennemi en profiterait**. La chose est d'autant plus comique que ledit Gallo est connu comme faussaire : déjà activement mêlé à la supercherie littéraire connue sous le titre de *Papillon*, il a été employé comme nègre pour écrire l'autobiographie d'un soi-disant rescapé du ghetto de Varsovie, Martin Gray, où il a inventé toutes sortes de scènes hallucinantes. Nous y reviendrons (voir chapitre trois).

Il n'y a vraiment rien à tirer de ces gens pour qui la littérature est un business et la simple vérité un ingrédient que l'on dose selon les besoins du marché. L'honnête Max Gallo n'a donc pas eu de mal à se faire élire député en 1981. Le "métier" qu'il a dans le domaine de l'affabulation le recommandait tout particulièrement à la fonction peu ragoûtante de "porte-parole" du gouvernement. Lissant ses plumes sur son perchoir doré, il crut même bon de lancer un appel aux "intellectuels" pour qu'ils manifestent plus clairement leur enthousiasme pour le nouveau gouvernement socialiste.

Quant à l'article publié par Nadine Fresco dans les *Temps Modernes*, je constate simplement qu'il tire l'essentiel de sa substance de mon livre, agrémenté de quelques minces dossiers du Centre de documentation juive contemporaine. Le reste tient en peu de mots : une grande indignation, beaucoup d'ironie facile et surtout des considérations psychologiques pour le moins fragiles. Tel quel, cet article ne vaut pas grand chose, mais il aura servi à beaucoup de gens qui ne voulaient pas prendre le risque de juger par eux-mêmes et qui trouvaient dans le ton ironique de Fresco une protection contre les doutes dont on sentait bien qu'elle était par ailleurs travaillée. Dans une formule assez remaniée, cet article a même trouvé son chemin dans une revue américaine à laquelle j'avais aussi collaboré (19).

Il n'est pas sans intérêt de voir que les Américains, dans cette affaire, n'ont pratiquement pas d'expert à mettre en lice et qu'ils sont obligés de recourir aux

productions pourtant médiocres des auteurs français, qui ne sont d'ailleurs pas non plus des experts, mais qui ont écrit sous l'empire de motivations à la fois personnelles (leurs rapports anciens avec moi, par exemple) et politiques (leurs rapports ambigus avec le judaïsme politique), tels que Nadine Fresco et Pierre Vidal-Naquet (20).

Il faut s'arrêter au petit texte de Pierre Vidal-Naquet. Il est la seule tentative de réponse d'allure rationnelle à l'argumentation de Faurisson (21). On pourrait signaler aussi le livre de G. Wellers (22). Mais, malheureusement, son auteur ne comprenant rien aux questions posées par Faurisson est bien en peine de lui apporter des réponses et se contente de reprendre les documents habituels, connus depuis longtemps, sans jamais voir que leur interprétation peut, à l'occasion, se discuter. Pour lui, la preuve que le terme allemand "*Sonderbehandlung*" (traitement spécial) signifie "extermination des Juifs", c'est que ce mot veut bien dire ça. Voilà tout.

Il ne se fait d'ailleurs guère d'illusion ; dans son introduction, il dit que son propos ne s'adresse pas "aux instigateurs de cette campagne, car il n'existe aucun espoir de les persuader de quoi que ce soit", puisqu'il y a ceux qui veulent réhabiliter le nazisme et ceux pour qui "il s'agit du "goût de la vérité" poussé à de telles extrémités qu'on en perd de vue le point de départ". Wellers a raison de l'avouer, il perd vite le fil. Il préfère s'adresser "aux hommes et aux femmes de bonne foi, ignorants des faits réels". Voilà qui est clair. (23)

Mais revenons à Vidal-Naquet, un homme très connu en France, non pas par ses travaux d'historien de la Grèce antique qui sont restés assez confidentiels, mais par ses interventions politiques, surtout pendant la guerre d'Algérie où il animait le Comité Audin qui a joué un rôle essentiel dans la dénonciation des tortures pratiquées par l'armée française. Depuis lors, il intervient souvent sur tout ce qui touche aux droits de l'homme, par des articles et les signatures qu'il donne à toutes les pétitions. Volontiers polémiste, il donne de lui l'image de l'honnêteté et de la rectitude morale : c'est en somme la conscience de la gauche.

Il est parti en croisade. Il s'est placé à la tête de ceux qui veulent détruire le discours de Faurisson. Après avoir fait donner toute son artillerie dans cet article où il se vante d'être parvenu à ruiner entièrement l'argumentation de Faurisson, il bataille, conférences par ci, conférences par là; il se trouve dans les coulisses des procès intentés à Faurisson, bien qu'il feigne de les désapprouver. Il utilise les pièces du procès avant même le procès, sans citer de source puisqu'il ne peut en faire état sans avouer qu'il est partie prenant ; il vient y témoigner de sa haine personnelle de Faurisson, son ancien condisciple, au point de susciter des huées dans l'audience ; il attaque férocement dans le *Monde* en évitant soigneusement de citer des noms, ce qui ne permet pas à ceux qu'il met en cause en les insultant de répondre. Il ne répugne même pas, dans sa dévorante passion, aux arguments platement racistes : Serge Thion ne peut pas être antisémite, dit-il, puisqu'"il a une femme juive" [vrai à l'époque, 1980] ("Quando le idee sono omicide", *Il Messagero*, 18 octobre 1980) (24).

J'ai rencontré Pierre Vidal-Naquet en 1963, si je ne m'abuse, à un moment où, avec quelques amis, je m'efforçais de mettre sur pied un comité contre l'apartheid. Ce n'est pas que je trouvais à ce genre d'action un charme particulier, mais enfin des camarades sud-africains, regroupés dans leur exil londonien, nous avaient priés d'établir un tel comité, propre, selon eux, à susciter un mouvement de solidarité avec

l'ANC, à récolter un peu d'argent, à faire connaître l'atroce situation que les autorités sud-africaines faisaient aux Noirs et influencer, si faire se pouvait, un gouvernement français qui, sous l'égide du général de Gaulle, entretenait une puissante et discrète complicité, en particulier atomique et militaire, avec celui de Pretoria.

Il fallut donc, héroïquement, se lancer dans le marécage parisien pour faire signer une pétition, mettre en place un comité, ramasser quelques sous, tenir des conférences de presse et discuter avec des représentants des partis politiques, des syndicats, des églises et autres porteurs de beau linge.

La chose était ennuyeuse à périr. Aller au Parti socialiste (SFIO), discuter avec Robert Pontillon qui rentrait de Moscou où il avait accompagné une délégation du parti dirigée par Guy Mollet, lui parler de sombres histoires de nègres maltraités au fin fond de l'Afrique, voir se soulever une paupière qui filtrait un regard glacé, tout cela avait quelque chose d'effrayant qui faisait sourdre une incoercible lassitude. Tous ces gens se foutaient complètement de ce que nous venions leur raconter. On ressentait, quand on avait pénétré dans le saint des saints de ces bureaucraties politiques et syndicales, grandes ou petites, une froideur et une inhumanité qui relevaient d'une vision propre aux gens de pouvoir qui regardent d'un côté vers les grands courants de l'histoire et, de l'autre, vers les plus mesquines intrigues de ceux qui veulent garder leur place et qui calculent le ton exact qu'ils vont employer en saluant un collègue ou un rival. C'était d'autant plus frappant que ces gens n'étaient plus au pouvoir, mais ils l'avaient exercé quelques années auparavant et la componction leur en était restée. Comme ils avaient allègrement fait casser du fellagha, nos petites histoires de nègres torturés ne les intéressaient pas beaucoup.

Ce comité ne pouvait être que bidon, puisque la cause de l'abolition de l'apartheid ne mobilisait pas grand monde. Elle n'éveille habituellement quelque intérêt dans un pays comme la France que si le sang coule. Malheureusement pour la cause de leur libération et pour les délices de la presse, les Noirs en Afrique du Sud ne meurent pas assez. Ils n'arrivent à faire la une des journaux que tous les quatre ou cinq ans, grâce à un petit massacre bien organisé. Le reste du temps, ils souffrent en silence, ce qui n'intéresse pas nos directeurs de conscience (25).

On rassembla donc quelques individualités connues de l'intelligentzia. Pierre Vidal-Naquet, co-secrétaire avec moi de ce comité, Paul Thibaud, alors secrétaire de rédaction d'*Esprit*, Claude Lanzmann, l'homme de main que nous déléguait Sartre. Ce dernier avait accepté de prendre la parole à la conférence de presse inaugurale. Sartre était une valeur sûre et la presse française et internationale était au rendez-vous. Une heure avant la conférence, je lui avais fait un topo rapide sur l'Afrique du Sud, problème auquel évidemment il ne connaissait rien. Devant des journalistes aussi ignorants que lui, il s'en était remarquablement tiré, en vieux routier qui donnait l'impression d'être une mine d'informations sur un sujet qu'il aurait possédé depuis toujours.

Les réunions du comité, agrémentées par les coups de gueule et les ronchonnements de Lanzmann, ne durèrent pas très longtemps. Les "personnalités" s'éclipsèrent peu à peu et il me restait à faire face aux "organisations", surtout le PCF, la CGT, le MRAP, qui s'intéressaient à notre action, surtout pour l'avaler et l'étouffer. Après un certain

temps, je passai la main à quelques protestants dynamiques, regroupés autour de l'infatigable Me de Felice.

Les temps ont changé, les hommes assez peu. Certaines polémiques, elles, sont nouvelles.

Nous n'allons, faute de place, effectuer qu'un bref survol de l'analyse de Pierre Vidal-Naquet. Il faudrait en effet, s'il fallait répondre point par point à chacun des intervenants, un fort volume que je n'ai ni le goût, ni le temps d'écrire. Quelques morceaux choisis suffiront.

L'article commence avec l'évocation, qu'il veut exemplaire, d'une discussion entre anthropologues sur le cannibalisme, à propos surtout du livre de W. Arens, *The Man-eating Myth*, où l'auteur indique que tous les récits des voyageurs occidentaux rapportant des faits d'anthropophagie sont de seconde main : ils n'ont pas *vu* de repas cannibale. Il conclut qu'il s'agit là essentiellement d'"une invention des anthropologues à partir de témoignages inconsistants", dit Vidal-Naquet qui enchaîne : "Que cette théorie soit proprement grotesque peut être démontré en quelques lignes." Vidal-Naquet cite en note le compte-rendu de quelqu'un qui est beaucoup mieux placé que lui pour en juger, l'anthropologue Rodney Needham dans le *Times Literary Supplement* du 25 janvier 1980.

Certes, la chose paraît étonnante. Je ne crois pas que l'on puisse mettre en doute l'anthropophagie rituelle des Aztèques, par exemple, massive, appuyée sur des considérations idéologiques de la plus haute importance pour leur système politique (26). J'ai vu, non sans sourire, au musée de Suva, à Fiji, près de fort beaux casse-tête, la sandale du dernier missionnaire que les Fijiens auraient mangé, au début du siècle. Mais je sais aussi que, pour certaines populations comme les Batak de Sumatra, il existe une controverse déjà fort ancienne sur l'existence réelle ou supposée d'une anthropophagie rituelle. Et les Batak eux-mêmes sont aujourd'hui divisés sur cette question, devenue historique. Arens ne serait-il qu'un imbécile ? La réponse est simple. Vidal-Naquet ne l'a pas lu. Moi non plus, mais j'ai le compte-rendu de Needham où je relève qu'il s'agit d'un livre "provoquant, constamment intéressant, et qu'il porte à conséquences à certains égards", que "c'est une exploration courageuse" et qu'il convient "de le prendre très sérieusement". Vidal-Naquet déforme complètement, pour les besoins de sa polémique future, la thèse d'Arens. Needham dit qu'Arens "a évité de suggérer que le cannibalisme coutumier, sous une forme ou sous une autre, n'a jamais existé." (C'est une phrase d'Arens lui-même). Et Arens, cité par Needham, ajoute : "Même si la coutume a prévalu parmi certains groupes, ceci ne suffirait pas à rendre compte de la tendance générale à qualifier les autres de cannibales." Arens affirme "qu'il n'est pas possible de démontrer de façon concluante qu'une pratique n'existe pas."

L'ouvrage a donc une tout autre portée : il met en cause les idées toutes faites (27), les innombrables accusations de cannibalisme portées par les explorateurs du XIXe siècle contre des peuples qui ne la pratiquaient nullement, et si je voulais tirer la couverture à moi, je dirais que ce livre pose la question de savoir *comment* nous croyons savoir. Mais le plus clair de cette mince anecdote est que Vidal-Naquet est capable d'écrire sur un livre qu'il n'a pas lu et d'en tirer des leçons absurdes. Cette légèreté ou cette

mauvaise foi – je ne sais encore – procèdent à l'évidence d'un désir viscéral d'en finir avec Faurisson.

Voyons comment, dans une partie intitulée "De l'histoire et de sa révision", Pierre Vidal-Naquet apporte de l'eau à mon moulin en expliquant que "cette histoire a, bien entendu (ce "bien entendu" est pourtant fort mal entendu par la plupart des gens), comme tous les récits historiques, besoin d'être critiquée. La critique peut et doit être menée à plusieurs niveaux". Ses timides tentatives en la matière l'amènent d'ailleurs à rejeter certains documents ou témoignages, jugés capitaux par d'autres, par exemple le témoignage du SS Pery Broad, que réimprime sans sourciller G. Wellers dans son livre contre Faurisson (28). Pierre Vidal-Naquet souhaite, comme moi, que se mènent des recherches et des travaux d'enquête. Il constate que ça n'arrive pas, sans se demander pourquoi. Il reproche à Faurisson de présenter "comme inaccessibles les résultats du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale" (p. 17, n° 23) sur le nombre de déportés de France. "On les trouvera tout simplement dans un ouvrage publié en 1979". Or Faurisson se plaint, en 1978, de ce que ces résultats soient interdits de publication depuis 1973. C'est donc Faurisson qui avait raison de se plaindre et Vidal-Naquet qui fait preuve à nouveau de légèreté ou de mauvaise foi. À choisir.

Plus loin, il enfonce une porte ouverte en disant "qu'une idéologie qui s'empare d'un fait ne supprime pas l'existence de celui-ci" mais en m'attribuant gentiment l'ambition de démontrer le contraire, comme s'il ignorait qu'une partie du travail de l'historien consiste justement à établir les faits. Et comme argument de poids, il ajoute : "Pourquoi la LICRA ne pourrait-elle à la fois dire la vérité sur Auschwitz et utiliser les services d'un bateleur raciste comme Paul Giniewski ?" On sombre là dans la confusion, car on ne voit pas ce qui instituerait la LICRA comme détentrice de la vérité historique. C'est une association qui se dit antiraciste et dont j'ai montré qu'elle manifestait des opinions racistes, à l'égard des Arabes et des Noirs. Elle n'est donc pas réellement antiraciste, ce qui était sa seule raison d'être. Toujours dans le même argument, Vidal-Naquet juge incroyable de prendre Vincent Monteil "simplement pour un homme qui a toujours eu son franc-parler", alors qu'il le voit en "partisan acharné, à la limite paranoïaque, des thèses arabes les plus extrémistes sur Israël et les Juifs". J'avais pourtant précisé que ce "franc-parler" s'était exercé à l'encontre de l'armée, quand Monteil était militaire, et du gaullisme, quand il était gaulliste. Mais Pierre Vidal-Naquet n'aime pas les thèses arabes sur Israël et oublie sans doute que Monteil était en Palestine avec le comte Bernadotte quand ce dernier a été assassiné par les sionistes. Pour lui complaire, il fallait donc supprimer "franc-parler" et écrire "paranoïaque". Charmant procédé. Mais, pour paraphraser notre censeur, un paranoïaque ne pourrait-il pas dire la vérité sur Israël ? (Et, en particulier, sur les meurtres commis par les services spéciaux israéliens en France ?) Et avoir aussi son franc-parler, et peut-être même avec les Arabes ? Monteil est-il honnête ? Vidal-Naquet semble douter que l'on puisse soutenir honnêtement des thèses qui le révulsent (29).

Pierre Vidal-Naquet n'aime pas qu'on parle d'une *école* d'historiens révisionnistes, parce que cela donnerait l'impression qu'il n'y a pas d'un côté le vrai, de l'autre le mensonge. Me voilà classé du côté du mensonge. Mais il a simplement oublié de dire à quel propos j'aurais menti. Légèreté ou mauvaise foi ? Simple oubli, peut-être.

Ensuite, Vidal-Naquet reconstruit ce qu'il appelle la "méthode révisionniste", c'est-à-dire qu'en piochant parmi des auteurs divers, il leur emprunte certaines démarches qu'il amalgame en un tout qu'il attribue à tous, et il ajoute, benoît : "Chacun peut constater, en recourant aux sources, que je n'invente rien". Non, il n'invente rien, mais il fabrique un composite, une chimère, qui n'existe que pour les besoins de sa cause. Pourtant, j'ai voulu prévenir ce genre de procédé. Vidal-Naquet cite cette mise en garde et répond, sans le moindre argument : Non, "il n'y a là en réalité ni amalgame, ni procédé polémique" à l'instant même où il réalise un amalgame à des fins polémiques. Aveuglement ou mauvaise foi ?

C'est néanmoins une occasion de mettre au point quelques éléments de réflexion. Cette méthode est, selon lui, fondée sur six principes simples :

1°) "Il n'y a pas eu de génocide et l'instrument qui le symbolise, la chambre à gaz, n'a jamais existé". Parlons d'abord du terme de "génocide". Comme j'ai eu l'occasion de l'écrire à un autre propos, "si les mots ont un sens, il n'y a certainement pas eu de génocide au Cambodge" (30). Mais beaucoup de gens sont morts. C'est le problème avec les mots nouveaux. Leur sens évolue rapidement, avant de se fixer ou de disparaître. Comme d'autres, celui-ci est victime de l'inflation. Si l'on se bat en Irlande, c'est du génocide. Les occitanistes crient au génocide culturel. Les accidents de la route sont notre génocide hebdomadaire. Si l'on prend le mot à sa valeur marchande la plus courante aujourd'hui, il n'y a pas de doute que les nazis ont provoqué un génocide des Juifs, et, à la même aune, pratiqué le génocide des Polonais, des Russes, etc. On employait auparavant le terme d'extermination. Si on garde au mot "génocide" son sens original de "meurtre de tout un peuple", on peut certainement dire que les nazis avaient engagé un processus de génocide à l'égard de tous ceux qu'ils déportaient. Au Cambodge, où les pertes humaines de la période 1975-1978 semblent tourner autour de 20% de la population, l'usage du terme reste très discutable, surtout quand un Lacouture, qui n'a pas mis les pieds dans le pays depuis vingt-cinq ans, crée le terme "auto-génocide". Il reste, après tout, un peuple khmer, sans doute 6,5 à 7 millions de personnes vers 1981, qui a donc une survie assurée. Il en va de même pour les Juifs en général, même s'il n'est que trop vrai que des communautés entières ont disparu.

L'usage du terme pose implicitement la question du nombre de disparus et de la proportion qu'ils représentaient dans l'ensemble avant la catastrophe. On ne se mettra sans doute jamais d'accord sur le pourcentage à partir duquel un massacre devient un génocide : 10% ? 50% ? 90% ? Tout cela n'a guère de sens parce que la nécessité première de ces néologismes (génocide, holocauste, Auschwitz, pris pour référent universel) est de véhiculer de l'émotion et non du savoir. Accessoirement, il n'est peut-être pas inutile de remarquer qu'au sens strict le mot "génocide" désigne une "race" (*genos*) et non un peuple (*demos*) et qu'il appartient donc à un univers mental à tonalité raciste. La véritable clé idéologique de l'emploi du mot se trouve dans son rôle de justification de l'occupation de la Palestine par des Juifs qui la reçoivent ainsi en "compensation" du génocide. On le voit bien dans la lutte, parfois sanglante, qu'ont menée certains groupes nationalistes arméniens pour obtenir que l'Occident appelle "génocide" ce qui, jusque là était connu sous le nom de "massacre" des Arméniens en 1915, pour soutenir une revendication territoriale et irrédentiste sur une fraction du territoire turc, jusque là peuplée d'Arméniens (et de beaucoup d'autres ethnies, d'ailleurs).

Sur le fond, Vidal-Naquet est bien obligé de reconnaître que les chiffres sont mal connus. Il prend quelques risques en disant que "le chiffre de six millions de juifs assassinés qui provient de Nuremberg n'a rien de sacré ni de définitif" (31). Disons qu'il a une valeur symbolique et que c'est précisément cette valeur qui le rend indiscutable sauf, avec mille précautions, à l'intérieur d'un discret cénacle d'historiens "respectables", c'est-à-dire présentant des garanties politiques solides. C'est Vidal-Naquet lui-même qui m'a raconté que Léon Poliakov ne voulait pas citer l'étude pourtant classique de Reitlinger (*The Final Solution*) dans la bibliographie accompagnant la pétition des trente-quatre historiens (*Le Monde*, 21 février 1979) parce que cet ouvrage arrive à un chiffre qui tourne autour de quatre millions. Ceci montre bien que le chiffre de six millions relève du sacré. Pour moi, il ne fait aucun doute que des Juifs périrent par millions, que cela résultait directement des décisions prises par les nazis qui voulaient purifier (rendre *Judenrein*) les territoires qu'ils occupaient. La déportation et la concentration sont des pratiques immensément meurtrières, comme ce siècle le sait, depuis la guerre des Boers jusqu'à la politique polpotienne au Cambodge. Et les Juifs ne furent qu'une minorité parmi ceux qui périrent dans cette mécanique de la mort, emballée par la guerre et son apocalypse.

Reste la question des chambres à gaz. Comme le dit ingénument Vidal-Naquet, elle symbolise le génocide. C'est l'évidence même et c'est parce que cette question fonctionne comme symbole, avec toute la charge de sacré qui accompagne l'évocation de la mort et des ancêtres, que Faurisson fait figure de sacrilège, que nous passons pour iconoclastes et que des Vidal-Naquet se croient investis de la charge de gardien du temple.

Nous pouvons peut-être éclairer davantage cette dimension de la *réaction* à l'affaire Faurisson en reprenant la réflexion de Dan Sperber (32) sur le fonctionnement général du symbolisme. Pierre Vidal-Naquet aime bien les réflexions de Sperber (33). "Le dispositif symbolique est un dispositif mental couplé au dispositif conceptuel", écrit ce dernier (p. 152). Le dispositif conceptuel construit des représentations à partir des informations extérieures, de sa mémoire et de son système de catégories. Mais, dit Sperber, "les représentations conceptuelles qui n'ont pas pu être régulièrement construites et évaluées constituent l'input du dispositif symbolique". Autrement dit, ce dernier se nourrit de pensées que l'esprit n'a pas pu intégrer dans une représentation logique. Il y a ensuite, poursuit Sperber, deux étapes : d'abord, le dispositif symbolique fait glisser l'intérêt focal sur ce qui a rendu défectueuse la représentation, sur ce qui en a empêché l'intellection. "Deuxièmement, il explore la mémoire passive à la recherche d'informations susceptibles de rétablir la condition insatisfaite. Lorsque ce processus d'évocation aboutit, les informations ainsi trouvées sont soumises au dispositif conceptuel qui reconstruit à partir d'elles et de la condition antérieurement insatisfaite, une nouvelle représentation conceptuelle. Celle-ci est l'interprétation de la représentation symbolique initiale". Il y a rétroaction, *feed-back* comme on dit, entre le conceptuel et le symbolique.

Ce qui, dans les camps allemands, fait dérailler le conceptuel, est évidemment le fait qu'une si grande masse, réellement indénombrable, quasi-impensable, de gens y aient péri. Faute d'une intellection complète, assurément difficile parce qu'elle suppose une énorme quantité d'informations sur une réalité très complexe, le problème est reversé à l'instance symbolique qui en simplifie les données et en fournit une représentation floue et schématique mais digestible par le conceptuel. C'est là en fait quelque chose

qui se passe très couramment dans la sphère de la représentation politique. On n'échappe à ce mouvement rotatif conceptuel-symbolique que par un large effort de rassemblement et d'intégration de l'information et une acceptation du caractère complexe de la construction conceptuelle. Le symbolique, lui, se trouve au-delà du vrai et du faux.

Les premiers procès intentés à Faurisson ont engendré des dizaines de kilos de documents, fournis par les parties adverses qui avaient envoyé des émissaires à Varsovie et Tel-Aviv pour collecter une documentation *définitive*. Mais, chose curieuse, leurs avocats n'en ont presque pas fait usage au cours des débats. La pièce la plus généralement mise en relief est une expertise, réalisée à Cracovie en juin 1945, des orifices de ventilation de la supposée chambre à gaz de Birkenau et d'un paquet de cheveux. Faurisson avait dit en janvier 1979 qu'il n'existait pas d'expertise. "Mensonge pur et simple, c'est faux", triomphe Vidal-Naquet, qui produit un texte jusque là inconnu, photocopié aux archives polonaises le 13 juin 1979, traduit en français et versé aux débats en 1980 (34). Vidal-Naquet n'a pas regardé les dates. Mauvaise foi ? Légèreté ? De plus cette expertise ne porte pas sur le local litigieux.

L'analyse chimique montre la présence de composés de l'acide cyanhydrique. Quand on sait que le Zyklon B, dont le principe essentiel est l'acide cyanhydrique (HCN), est un puissant insecticide utilisé depuis près de soixante ans, on voit qu'une telle expertise laisse la porte ouverte à toutes les interprétations. Cette pièce, une annexe du procès Höss, n'avait sans doute pas paru déterminante puisqu'elle n'aurait jamais été publiée sans les besoins du procès Faurisson. Pour le reste, la montagne de documents amassée par ses preux adversaires n'a accouché que d'une assez vaste portée de minuscules souris, dont plus d'une devait à Faurisson d'avoir vu le jour.

C'est peut-être le lieu de répondre à nouveau à cette question : y a-t-il eu des chambres à gaz ? L'on devient en ces matières si exigeant, si pointilleux, si décidé à ne se satisfaire que de preuves absolument irréfutables que je ne me crois pas en mesure de conclure. Les arguments de Faurisson n'ont pas emporté ma conviction. Ceux de ses adversaires ne me paraissent pas décisifs. Il y a des éléments troublants partout, des questions sans réponse. Je vois toutes les raisons de repousser les versions les plus courantes sur les "usines de la mort". Mais je ne vois pas de raison d'exclure complètement que l'on ait tué des êtres humains de cette façon, mais non pas de façon massive et régulière, qui eût été impossible. Dans tous les cas, beaucoup de gens sont morts de beaucoup de façons et, moralement, le résultat est le même. A d'autres le soin de régler ces questions, si faire se peut, de façon exclusivement rationnelle, comme il convient quand on écrit l'histoire (35).

Je ne sais pas, finalement, si l'on peut élaborer une preuve directe. La meilleure critique de Faurisson, Vidal-Naquet est passé à côté parce qu'il ne l'a pas lue. C'est celle que Rodney Needham adresse à W. Arens. Je cite Needham et chacun transposera : "Il y a un défaut plus grave dans sa procédure : il ne stipule pas clairement ce qui doit valoir comme preuve [de l'existence du cannibalisme]. Au début, il parle de "récit satisfaisant de première main" et semble réclamer que la pratique en question ait été observée mais vers la fin de l'ouvrage, il parle d'un "récit valable, complet, de première main par un anthropologue", et ces conditions sont beaucoup plus restrictives. Plus fondamentalement, Arens ne semble pas prendre en considération la différence de poids probatif entre la preuve directe et la preuve

circonstancielle. Il semble insister sur la preuve directe, mais il aurait mieux fait d'écouter A.M. Hocart (36) : "Une erreur commune, quoique naturelle, consiste à croire que les témoignages directs ont forcément plus de valeur que les témoignages indirects (*circumstancial*)", mais "les témoignages indirects ne constituent pas un substitut de moindre valeur au témoignage de la vue et de l'ouïe : ils constituent le fondement même de toute connaissance"" (37). Je cite Hocart d'après la traduction, parue au Seuil (1978), de *Rois et courtisans* (p. 87 et 102), précédée d'une remarquable introduction du même Needham.

Ce chapitre est effectivement d'une lecture tonifiante – comme d'ailleurs l'ouvrage tout entier. "Rien n'est prouvé – dit encore Hocart à la fin du chapitre – rien ne saurait l'être si par preuve on entend voir effectivement les choses se produire, ou connaître quelqu'un qui les a vues. Mais voir n'est pas prouver. Prouver, c'est fournir une explication si complète des témoignages décousus appréhendés par nos sens qu'aucune alternative satisfaisante ne soit concevable. Peut-être trouvera-t-on un jour une telle alternative ; en attendant, si notre hypothèse a quelque valeur, elle nous aura aidé à faire quelques découvertes et c'est cela qui importe vraiment" (38). Alors, certes, d'un côté Faurisson réclame des témoignages authentiques, des preuves directes, qui soient valables, mais, de l'autre, il propose aussi une explication complète de l'utilisation des locaux incriminés. Je veux bien qu'il y ait une alternative, mais il faut bien dire que l'"hypothèse Faurisson" aura fait avancer la réflexion, la recherche de documents, l'affinement de la compréhension. Quant à ses adversaires, ils présentent des "témoignages décousus appréhendés par [les] sens" dans une explication si incohérente et contradictoire qu'on n'a aucun mal à concevoir une alternative. Combien d'hypothèses justes ont été oubliées pendant des décennies, comme celle de la dérive des continents ? Combien d'hypothèses fausses ont provoqué de réelles avancées de la connaissance ? Tout ce bruit et cette fureur...

On pourrait croire que ce premier point de Vidal-Naquet résume tous les autres. Non, puisque "méthode" il faut, passons à la suite.

2°/ "La "solution finale" n'a jamais été [pour les révisionnistes] que l'expulsion des Juifs en direction de l'Est européen". Vidal-Naquet ajoute une plaisanterie de son cru qui compare cela aux autorités françaises refoulant des Algériens, pendant la guerre, vers leur "douar d'origine". Grotesque. La "solution finale" est ouvertement décrite dans divers documents allemands comme la déportation des Juifs d'Europe dans l'*Ostgebiet*, les (nouveaux) territoires de l'Est. C'est une politique qui mérite d'être analysée. C'est elle qui est décrite, si on veut bien le lire, dans le fameux protocole de la conférence de Wannsee, à usage interne de l'administration. Il faut sérieusement trafiquer les textes, comme on n'hésite pas à le faire dans certains manuels scolaires, pour lui faire dire que l'on va assassiner les Juifs. Il s'agit de les déporter, en toute connaissance du fait que cette déportation, suivie d'une mise au travail forcé, provoquera de lourdes pertes. Le travail à l'Est est perçu comme une sorte de principe de sélection naturelle qui devrait "régénérer" une "race" d'inutiles et de parasites : je paraphrase l'idée sous-jacente de ce protocole, qui ne nous apprend rien sur ce que les nazis pensaient des Juifs. Mais à Wannsee, en tout cas, en 1942, et dans une conférence interne des responsables nazis, il n'est nulle part question de les tuer systématiquement. Les Vidal-Naquet et autres historiens du dimanche qui s'intéressent à ces questions devraient avoir l'honnêteté de convenir que, si cette politique est effectivement devenue massivement meurtrière, on le sait par les effets

qu'elle a eus et que l'on ne dispose pas, à moins de les déformer complètement, de documents qui éclaireraient de façon décisive les intentions réelles qui y présidaient. La "solution finale", pour les nazis, c'est l'absence des Juifs ; pour eux, les moyens de susciter cette absence sont multiples : internements, déportations, émigration (massive, avant et encore pendant la guerre), expulsions, massacres sur place, massacres différés, etc. L'assassinat n'est qu'un moyen, et non pas le premier, parmi d'autres que la guerre a rendu moins praticables. Dans la constellation symbolique nommée Auschwitz, le terme de "solution finale" sert surtout de déclic. Il n'y a que les pouvoirs politiques à pouvoir souhaiter faire ainsi de l'histoire une suite de réflexes conditionnés.

3°/ "Le chiffre des victimes juives du nazisme est beaucoup plus faible qu'on ne l'a dit". Je crois que certains révisionnistes ont eu tout à fait tort de lancer des chiffres, et surtout des chiffres aussi ridiculement bas que ceux relevés par Vidal-Naquet. Mais que ce soient, toutes options confondues, les Poliakov, Wellers, Rassinier, Butz ou d'autres, ils utilisent tous des données de base qui sont douteuses, pour ne pas dire fantaisistes. Il n'y a guère de sens, par exemple, à utiliser sans les critiquer très sérieusement des sources démographiques soviétiques qui n'enregistrent pas sous le terme de "juif" la même chose que, disons les Allemands de l'époque, ou les Israéliens d'aujourd'hui, ou les sociologues français ou américains. La "nationalité" en URSS est d'abord affaire de langue maternelle, ce qui est fort éloigné de la loi mosaïque. Selon donc les époques, les nécessités individuelles ou familiales, des individus ou des groupes, plus ou moins polyglottes, et non seulement des Juifs, auront la faculté de changer de "nationalité" lors des recensements (sans compter que certaines nationalités ont été, à certains moments, supprimées par oukases). Cette latitude individuelle, seul principe d'explication des variations importantes que l'on décèle d'un recensement à l'autre, ajoutées aux variations de la politique gouvernementale face aux minorités directement concernées par le conflit mondial, tels que les Ukrainiens ou les Allemands de la Volga, devrait inciter à étudier les recensements soviétiques avec une prudence que je ne vois guère chez ces démographes amateurs. Il y a aussi la question du partage de la Pologne en 1939 et du nombre de Juifs polonais restés du côté soviétique et du nombre, parmi eux, de déportés vers le Goulag. Il y a la question du nombre de survivants émigrés à la fin de la guerre, en particulier aux États-Unis où l'on a cessé à cette époque d'enregistrer la confession des nouveaux immigrants. Certes, toutes les estimations sont possibles mais si, comme le dit Vidal-Naquet, beaucoup d'historiens penchent pour des chiffres *inférieurs* à six millions, on devrait en conclure que "beaucoup d'historiens" sont révisionnistes. En réalité, tout le monde sait très bien que les chiffres réels, que l'on se garde bien d'établir, sont largement inférieurs à ces "six millions". Mais Vidal-Naquet préfère parler en se trémoussant de "chiffre symbolique" pour ne pas avoir à dire qu'il est simplement imaginaire et faux (39).

4°/ "L'Allemagne hitlérienne ne porte pas la responsabilité majeure de la seconde guerre mondiale. Elle partage cette responsabilité par exemple, avec les Juifs..." Et de citer Faurisson qui parle, lui, mais Vidal-Naquet tronque la citation, "des Alliés et des Juifs", en se référant à une haute personnalité sioniste.

Ces propos de Faurisson lui ont valu de féroces attaques et Vidal-Naquet reprend la question plus loin, p. 36-40. Il est incontestablement erroné de dire, comme l'a fait Faurisson, que Chaim Weizmann était, en 1939, président du Congrès juif mondial. Il

était président de l'Agence juive, ce qui, sans doute, change absolument tout. Il n'avait pas qualité pour engager les Juifs du monde entier dans une guerre contre l'Allemagne, comme le fait remarquer Vidal-Naquet, mais ce n'était sans doute pas l'opinion de Weizmann lui-même quand il écrivait au premier ministre britannique que "les Juifs soutiennent la Grande-Bretagne et combattent aux côtés des démocraties". C'est d'ailleurs un trait constant des sionistes que de parler au nom de tous les Juifs et c'est bien pour cette raison que nombre de Juifs les ont vigoureusement combattus.

Autrement dit, Vidal-Naquet confirme en substance le propos de Faurisson : un haut dirigeant sioniste a promis l'engagement des Juifs (lesquels ? c'est une autre question avec quelle autorité ? c'est encore une autre question) aux côtés des Anglais. Faurisson, qui a fait une erreur sur le titre de Weizmann, aurait fait aussi une erreur de date. La même erreur est faite par Harwood, un néo-nazi anglais, dans sa célèbre brochure, qui est donc la source probable de Faurisson. Mais Vidal-Naquet ne s'est pas demandé d'où venait l'erreur de date de Harwood car il pense sans doute qu'un néo-nazi est un idiot. Or lesdites erreurs proviennent directement d'un ouvrage certainement lu par Harwood, évoqué par Faurisson, aisément identifiable, les propos de table de Hitler, les *Hitlers Tischgesprächen*, ces considérations sur l'entrée en guerre des "Juifs", ou en tout cas de l'Agence juive, mandatée ou non, ne valent certainement pas grand chose comme explication des causes de la guerre mais elles prennent un tout autre relief si l'on considère qu'elles faisaient partie de la pensée de Hitler, et que les déclarations de Weizmann ont très bien pu jouer un rôle dans les décisions prises alors par le chancelier du Reich. Tout cela est donc très loin d'être aussi bénin ou ridicule que Vidal-Naquet ne le croit, faute d'avoir poussé l'enquête jusqu'à la source. Légèreté ? Mauvaise foi ?

J'ajouterai, pour ma part, que les considérations de Faurisson sur certains aspects de la guerre sont très partielles, ne valent à peu près rien sans le contexte que seule une étude historique serait susceptible de leur fournir, que ce n'est pas à Faurisson d'écrire l'histoire mais aux historiens d'intégrer dans leur vision de ce temps les éléments matériels incontournables que le travail de Faurisson a mis au jour.

5°/ "L'ennemi majeur du genre humain pendant les années trente et quarante n'est pas l'Allemagne nazie, mais l'URSS de Staline". Ce mode de raisonnement, qui est sans doute celui de certains révisionnistes, semble partagé par Vidal-Naquet, puisqu'il semble vouloir seulement inverser les propositions. Pour moi, et pour d'autres, Hitler, Staline et d'ailleurs toute une kyrielle d'autres salopards, moins nocifs parce que moins puissants, ont également droit au titre trop rarement décerné d'"ennemi du genre humain".

6°/ "Le génocide est une invention de la propagande alliée, principalement juive, et tout particulièrement sioniste". C'est là un vaste domaine. Je rejette pour ma part les termes d'*invention*, de *complot*, de *mensonge* qui sont employés par les uns ou par les autres. La question de la propagande de guerre commence à être étudiée mais il reste beaucoup de pain sur plusieurs planches (40). Il en ressort que la propagande alliée n'a aucunement ignoré les graves événements qui se passaient en Pologne. Les directives du Political Warfare Executive britannique mentionnent par exemple à la date du 10 décembre 1942 un prétendu "plan de Hitler pour exterminer les Juifs en Europe". On publie à Londres en même temps un *Livre blanc* sur les crimes de guerre

commis par les Allemands, avec des sources essentiellement polonaises. Parmi les documents publiés par le PWE à destination de l'Allemagne, surtout par le truchement de la radio, figurent des notes d'information sur les "camps d'extermination" de Treblinka, Belzec et Sobibor (24 décembre 1942), sur la construction à Auschwitz d'un crématoire capable, dit-on, de brûler 3000 corps par jour (8 avril 1943), sur la liquidation des Juifs en Pologne (13 avril 1944), etc. De même, un survol de la presse anglo-saxonne montre que les informations étaient assez abondantes. C'est une complète mystification que de faire croire aujourd'hui que les Alliés ignoraient ce qui se passait dans les camps en Pologne ou, pis, qu'ils se taisaient. Ils parlaient, d'abondance, aux Alliés comme aux Allemands.

Seulement, et c'est ce que leur reproche ce point de vue mystifié, ils n'en ont pas fait le seul axe de leur propagande ; ils n'ont même jamais fait de cette affaire un des buts essentiels de la guerre. (Ajoutons, entre parenthèses, que s'ils l'avaient fait, ils auraient justifié les suspicions de Hitler, évoquées plus haut, sur une guerre faite à l'Allemagne par et pour les Juifs, ce qui permettrait aux mêmes plumitifs aujourd'hui de reprocher aux Alliés d'être tombés dans le piège de la propagande hitlérienne.) Même si aujourd'hui des esprits partisans croient que cette guerre se résume dans l'extermination d'une partie des Juifs européens, en considérant sans doute que les autres victimes sont moins importantes ou ont moins de "sens" – comme si la mort avait un sens – il faut bien rappeler que l'enjeu du conflit était autrement vaste, qu'il s'agissait du sort de toute l'Europe et, accessoirement, de l'avenir de la planète. Du moins le croyait-on alors, et de tout côté, et chez les Juifs aussi. Une partie d'ailleurs des sionistes n'avaient pas vu d'un mauvais œil la montée du nazisme puisque ce dernier, séparant le bon grain de l'ivraie (à chacun son point de vue) favorisait l'émigration juive vers la Palestine (41).

Il est assez désagréable d'avoir à rappeler que la terreur et les massacres engendrés par l'occupation allemande concernaient de très nombreux peuples en Europe et que le sort des Juifs, pour atroce qu'il ait été, ne rendait pas celui des autres beaucoup plus enviable, surtout sur les marches orientales de l'Europe. Et c'est bien une sorte de chauvinisme qui fait tiquer certains comme Vidal-Naquet (*Esprit*, p. 49), quand ils entendent les historiens polonais dire qu'Auschwitz a servi à exterminer des Slaves (Polonais, Russes, Ruthènes, etc.) et des Juifs, ou des "Polonais victimes du fascisme", comme s'il était inconvenant de nommer "polonais" des Juifs polonais. Pour eux, les morts juifs sont plus sacrés que les morts slaves, dont ils pensent sans doute sans le dire qu'ils devaient être au demeurant antisémites, tant il est de bon ton de qualifier ainsi toutes les autres populations de l'Est.

Le premier, à ma connaissance, qui ait enquêté un peu systématiquement sur la façon dont les informations en provenance de Pologne sont arrivées aux oreilles des Alliés et sur ce qu'ils en ont fait, est Arthur Butz. Il est remarquable que, pour l'essentiel, les éléments qu'il donne à ce sujet soient confirmés et amplifiés par un auteur de conviction opposée, Walter Laqueur, dans *The Terrible Secret*, récemment traduit en français (42).

C'est un ouvrage remarquable à beaucoup de titres. Ce brillant spécialiste de politique internationale, qui dirige le centre d'études internationales stratégiques de Washington, l'un des temples du reaganisme, a été autrefois fort lié au sionisme et à l'Intelligence Service, du temps du Mandat britannique en Palestine. On garde en

mémoire son *Nationalism and Communism in the Middle East*, publié dans les années cinquante, puisant aux sources des services de renseignement britanniques, et outrageusement pillé par les Lacouture dans leur *Egypte en mouvement*. Son enquête est vaste et couvre de nombreux pays, sauf, curieusement, les États-Unis. Le sous-titre est explicite : "Le premier et troublant récit de la façon dont l'annonce de la "solution finale" de Hitler a d'abord été cachée et finalement révélée".

Ce livre est tout à fait paradoxal : il montre que les Alliés ne pouvaient pas ne pas savoir ce qui se passait en Allemagne et dans les territoires occupés. Laqueur passe en revue les sources : diplomates des pays neutres, mouvements de résistance, surtout en Pologne, églises, Croix-Rouge, voyageurs, commerçants, ingénieurs, personnes libérées des camps, évadés, etc., sans compter que les radios étaient écoutées et que les principaux codes allemands avaient été décryptés. Bref, l'Allemagne hitlérienne, sans être une maison de verre, dégorgeait quotidiennement une énorme masse d'informations que les services alliés n'avaient qu'à recevoir et analyser. Plus précisément, Laqueur montre que les informations sur la persécution et les massacres de populations juives d'Europe centrale et orientale parvenaient par quantité de canaux jusqu'à Londres et Washington. Il détruit radicalement le mythe abondamment répandu qui prétend que "tout était caché", que "personne ne savait". Et même le public, car, dit-il :

> beaucoup d'informations se trouvaient dans la presse quotidienne. C'est ainsi qu'un rapport publié *en octobre 1941* [je souligne, ST] dans un journal de langue allemande édité à Londres [*Die Zeitung*], intitulé ambiguïté, disait que les Juifs déportés d'Allemagne étaient tués d'une façon ou d'une autre. Il se fondait sur un rapport d'abord publié dans le *Social-Democraten* suédois du 22 octobre et disait *expressis verbis* qu'"il n'y avait aucun doute sur le fait qu'il s'agissait d'un meurtre de masse prémédité". L'article mentionnait aussi Adolf Eichmann comme "chef de l'opération" (p. 67)

informations reprises dans le *Sunday Times* du 24 octobre 1941.

A partir de là, ces informations ne cessèrent plus de paraître dans la presse et l'on pourrait remplir des pages et des pages de simples références. Mais, et c'est là la question d'aujourd'hui, ceci n'a pas changé le cours de la guerre. Ce que reprochent Laqueur et l'idéologie dominante aujourd'hui aux dirigeants alliés de l'époque, c'est de ne pas avoir donné dès 1941 le sens et la vision du conflit qui ont commencé à s'élaborer après la guerre, à Nuremberg, et qui ne se sont épanouis que dans les années soixante, ceux de la centralité juive de la guerre : le but principal de la guerre pour les nazis étant supposé être l'extermination des Juifs, les Alliés (y compris donc l'URSS) auraient dû avoir pour mission essentielle, d'intervenir plus tôt afin de sauver les Juifs. Aux pressions qui s'exerçaient sur eux dans ce sens, venues surtout des milieux sionistes – et Laqueur confirme Butz à un point qui devrait le faire taxer lui aussi d'antisémitisme – les chefs politiques et militaires du "monde libre" auraient opposé un refus. Ce qui permet aussitôt de les accuser d'avoir voulu cacher la vérité et d'avoir sournoisement cédé à un antisémitisme discret.

Tout cela, qui se discute doctement dans des livres fortement documentés, comme celui de Laqueur, dans les revues d'opinion et la grande presse, découle d'un autre révisionnisme ; celui-là est sans rivage. Il faut, pour y parvenir, scotomiser la plupart

des racines du conflit, en gommer la plupart des enjeux, bref, placer l'histoire du monde contemporain sur le lit de Procuste d'une conception judéocentrique dont le plus beau fleuron est aujourd'hui la pratique politique de l'État d'Israël.

C'est pourquoi il est fascinant de voir Laqueur à l'œuvre ; il sélectionne et tire hors du contexte, systématiquement, toutes les informations sur la politique nazie. Les *Einsatzgruppen*, en Russie, ont tué tel nombre de Juifs. On ne saurait penser qu'ils ont également tué, et en nombre plus grand encore, des Russes, des Ukrainiens, des Baltes, des commissaires politiques, des partisans, des paysans, des Mongols bouddhistes, etc. Ceci n'est pas pertinent et n'est donc pas mentionné. Laqueur, emporté par sa pensée unilatérale, est totalement incapable de comprendre ce qu'explique fort bien l'historien Balfour : que la propagande alliée, tout en mentionnant les atrocités nazies partout en Europe occupée, ne devait pas non plus trop en rajouter, d'abord pour être plus crédible qu'en 14-18, et surtout pour ne pas effrayer et décourager les mouvements de résistance et le soutien qu'ils pouvaient recevoir dans les territoires occupés et, éventuellement, en Allemagne, dont on espérait que le développement dans les milieux dirigeants allait hâter la fin de la guerre.

Laqueur s'étonne aussi de l'incrédulité avec laquelle étaient reçues des informations qui étaient, parfois, partiellement ou totalement fausses. Il montre par exemple que les dirigeants sionistes en Palestine ont longtemps refusé d'ajouter foi aux rapports alarmants qui leur parvenaient et qu'ils changèrent d'opinion lors de l'arrivée en novembre 1942 d'un groupe de plusieurs dizaines de Juifs en provenance de Pologne. "Paradoxalement – dit Laqueur – les détails inexacts [fournis par les arrivants] eurent sur les dirigeants juifs et l'opinion publique une influence plus grande que les rapports précédents, plus exacts". Le faux faisant plus vrai que le vrai... On voit ça tous les jours dans nos journaux ! C'était pourtant compréhensible : il circulait tant de bruits, de rumeurs, de témoignages plus ou moins dignes de foi qu'il fallait, dans tous les cas, en prendre et en laisser. Le livre fourmille de ces informations que Laqueur décrète fausses ou inexactes. Mais il effectue le tri sans jamais se justifier, sans aucune référence ; il dispose sans doute d'une grille qui lui permet, au premier coup d'œil, de dire le vrai du faux. Il distribue aux porteurs d'informations de l'époque de bons et de mauvais points selon qu'elles cadrent ou non avec sa propre thèse. Si l'on peut ainsi, sans étude critique, faire le choix entre les informations disponibles à une certaine époque, l'histoire, dans ces conditions, est facile à écrire. On comprend que tant de gens s'y mettent pour arrondir leurs fins de mois.

Il faudrait analyser en détail, montrer comment Laqueur oublie à propos tout ce qui ne conforte pas sa thèse. Ce livre est un véritable cadeau offert au révisionnisme dans la mesure où il parvient à détruire complètement son propre argument.

Mais revenons encore une fois, après cette parenthèse, à l'amusant Vidal-Naquet, subitement transmuté en épistémologue :

1°/ "Tout témoignage direct apporté par un Juif est un mensonge ou une fabulation". Pure hystérie de sa part. L'argument lui permet surtout de pratiquer l'amalgame entre le révisionnisme et certains écrits antisémites qui peuvent exister par ailleurs.

2°/ "Tout témoignage, tout document antérieur à la Libération est un faux ou est entièrement ignoré ou est traité de rumeur". Exemple : les documents écrits par des membres du *Sonderkommando* et enterrés à Auschwitz.

Parlons-en. Ces documents ont été trouvés, n'en déplaise à Vidal-Naquet, après la Libération, à une période où Auschwitz était fermé et en train de subir les travaux qui devaient transformer l'endroit en musée (43). Ces documents, tout le monde en parle, comme s'ils contenaient des révélations, mais on ne les a pas vus. Ils sont tellement importants qu'on ne les a pas traduits en français, pour les trois qui sont écrits, paraît-il, en yiddish. Vidal-Naquet mentionne des traductions parues en Pologne près de vingt ans après leur découverte. Tout cela est assez étrange.

Je n'ai trouvé le texte complet du quatrième document, celui qui est écrit en français, que dans l'ouvrage d'Ady Brille (44) publié par la FNDIRP, une organisation de déportés très proche du PCF. Cet ouvrage contient des extraits de livre connus comme faux purs et simples (M. Gray, V. Grossmann) ou d'autres, remaniés ou apocryphes (Hœss, Nyiszli, etc.). Peu importe.

Que dit ce document-massue, écrit quelques semaines avant la libération du camp, par quelqu'un, un certain Bermann, qui a passé vingt mois dans le *Sonderkommando*, document qui – affirme Vidal-Naquet – donne une "description précise et concordant avec tout ce qu'on sait par ailleurs des chambres à gaz" (p. 23) ? Rien, rien, rien. Pas un seul mot sur les chambres à gaz, sinon pour dire, comme le répétait la rumeur, qu'à l'arrivée à Auschwitz, "cent personnes étaient triées pour descendre dans le camp parmi lesquelles j'étais, le reste allait au gaz et dans les fours ensuite". Dans la phrase où il décrit son travail, il dit qu'il était là comme croque-mort. Il dit plus loin qu'il a la conscience pure. Si je comprends bien (son français est très fautif), il s'excuse auprès de sa famille d'avoir exercé par nécessité un si honteux métier, mais il dit l'avoir fait avec humanité, donc avec le respect des morts. Il n'a certainement participé à aucune action meurtrière. Il dément ainsi totalement – avant la Libération – son collègue menteur, Filip Muller. Lorsqu'il mentionne la disparition de ses camarades de kommando, il parle de "transport à Lublin", et certainement pas de gazage sur place. Il pense qu'il sera liquidé mais il ne parle pas de gaz. Si le document est authentique, il est donc parfaitement faurissonien. Si Vidal-Naquet le choisit comme preuve, il n'existe qu'une alternative : ou il ne l'a pas lu, ou il est un partisan caché de Faurisson car il faut un haut degré d'imagination pour y trouver une "description précise" de chambres à gaz totalement absentes. Légèreté ou mauvaise foi ?

3°/ "Tout document, en général, qui nous renseigne de première main sur les méthodes des nazis est un faux ou un document trafiqué". Et de reprocher à Faurisson d'avoir rangé parmi les ouvrages "faux, apocryphes ou suspects" la chronique du ghetto de Varsovie d'Emmanuel Ringelbum. C'est, à mon avis, un document très remarquable, instructif au plus haut point, écrit par un homme admirable, dont la substance se retrouve dans le très beau roman de John Hersey, *La Muraille*. "Renseignements pris – ajoute piteusement Vidal-Naquet, qui n'avait jamais songé à vérifier – la chronique a été effectivement amputée, surtout dans son édition polonaise". C'est donc bien grâce à Faurisson ("effectivement") que notre censeur s'aperçoit que son livre de chevet a été censuré. Et c'est un peu idiot puisque les traductions ont été forcément établies à partir du texte polonais. J'ai sous les yeux une édition américaine de 1974 (Schocken Paperback), qui est un "reprint" de celle de

McGraw Hill de 1958. Elle contient un avertissement : "Cette version anglaise des *Notes du Ghetto de Varsovie* est fondée sur la sélection publiée dans les *Bleter Far Gezichte*, Varsovie, mars 1948, et le volume publié par la Commission historique juive de Varsovie en 1952. Malheureusement, il a été impossible d'obtenir le texte complet, que ce soit l'original de Varsovie ou la copie en Israël". Il ne devrait point être besoin de Faurisson pour trouver "suspecte" une censure qui s'exerce à la fois en Pologne et en Israël. C'est d'ailleurs le lieu de poser la question de savoir pourquoi tant de documents comme celui-ci, ou les archives de Théodore Herzl, ou même certains manuscrits de la Mer morte restent enfermés dans des coffres-forts en Israël. Quant à Vidal-Naquet il a fait encore une fois preuve de légèreté. Ou de mauvaise foi ? (45)

Et puisque l'on tient ce document, en supposant que les passages censurés ne concernent pas notre affaire, voyons ce qu'il nous apprend. L'index fournit quatorze mentions d'Oswiecim (nom polonais d'Auschwitz) mais on vérifie facilement qu'il n'y est pas une fois question de gaz. Il mentionne plutôt des internements, souvent des morts individuelles et même la libération d'un gangster juif. Voyons Treblinka : huit références au "camp pénal" de Treblinka. En juillet 1942, des familles dont certains membres ont été déportés à Treblinka envoient quelqu'un de Varsovie, un bundiste, pour vérifier sur place les rumeurs qui circulent et qui font état d'une véritable extermination. L'homme n'arrive pas jusqu'au camp mais rencontre en route un évadé, Esrael Wallach, "qui confirme les pires récits". Ringelbum note (p. 320-1) les nouvelles que lui donnent des prisonniers qui se présentent comme évadés de Treblinka : "La méthode pour tuer : gaz, vapeur, électricité".

Voici une situation typique. Vidal-Naquet, scribe admirable, enregistre tout, de plus en plus hâtivement, en raison des événements qui se précipitent. Sur Treblinka, qui n'est pas très loin de Varsovie, les rumeurs courent bon train. Elles courront encore après la guerre. Vassili Grossmann, journaliste soviétique, arrive peu après l'Armée rouge et recueille des témoignages, trente-cinq ans avant Lanzmann. Il parle de trois millions de tués à Treblinka et mentionne l'usage de "pompes à vide". Ringelblum note la source du ouï-dire, témoigne de l'existence d'une rumeur. Il incombe maintenant aux historiens à la Vidal-Naquet d'expliquer pourquoi et comment ils abandonnent les explications contemporaines "vapeur", "électricité", "pompes à vide", pourquoi ils révisent si fortement à la baisse les chiffres de 45, au terme de quelle enquête matérielle et de quelle critique des témoignages. Ils doivent justifier leur révisionnisme avec les mêmes règles qu'ils entendent appliquer à Faurisson. Et, à terme, ils devraient répondre devant les mêmes tribunaux.

4°/ "Tout document nazi apportant un témoignage direct est pris à sa valeur nominale s'il est écrit en langage codé mais ignoré (ou sous-interprété) s'il est écrit en langage direct". Et de citer Himmler, Goebbels. Il est effectivement compliqué d'interpréter des textes et des paroles de nature diverse émis dans des conditions très différentes. Il serait ridicule de leur appliquer à tous la même grille de déchiffrement. Certains propos peuvent être dits codés, d'autres ne seront qu'allusifs, d'autres encore de pures rodomontades de propagande. Si Vidal-Naquet, historien de l'antiquité, possède tous les codes pour lire tous les textes allemands de l'époque, nous pouvons dormir rassurés. Il n'a qu'à les publier, et nous expliquer, en passant, pourquoi nous possédons des "discours secrets" de Himmler sur bande magnétique.

5°/ "Tout témoignage nazi postérieur à la fin de la guerre, qu'il soit porté par un procès à l'Est ou à l'Ouest... est considéré comme obtenu par la torture ou par l'intimidation". Et d'affirmer qu'*aucun* dirigeant SS n'a nié l'existence des chambres à gaz. C'est archifaux, il n' y a qu'à consulter les minutes des procès allemands. Quant aux aveux judiciaires, c'est bien la moindre des choses que de se demander ce qu'ils valent, de chercher à savoir dans quelles conditions ils ont été obtenus. C'est une activité à laquelle le jeune Vidal-Naquet savait se livrer, du temps de la guerre d'Algérie, mais dont il semble avoir oublié l'intérêt. Enfin, il faut noter que dans les procès allemands, ce qui porte à condamnation est généralement la simple participation au processus de "sélection", le terme étant entendu par les tribunaux comme synonyme de "meurtre" par simple référence aux "aveux" de Höss (46). Par cette pirouette, les tribunaux se dispensent ainsi de l'administration de la preuve.

6°/ "Tout un arsenal pseudo-technique est mobilisé pour montrer l'impossibilité matérielle du gazage massif". Vidal-Naquet qui cache son incapacité à comprendre des problèmes techniques en les baptisant "pseudo-techniques" croit malgré tout nécessaire de répondre sur ce terrain puisqu'il fait appel à un chimiste, Pitch Bloch, dont il annexe l'opinion à son article. Malheureusement, le chimiste, au lieu de donner des arguments techniques à l'appui de son ami helléniste, se contente de recopier un rapport très connu, du temps de la guerre, qui est riche de quelques sérieuses invraisemblances. Ce chimiste doit faire dans les cosmétiques.

Dans cette débauche d'arguments techniques, il vaut mieux se référer à Wellers, qui a sans doute lavé des cornues, plutôt qu'au spécialiste du mythe de l'Atlantide. C'est un débat qui peut échapper aux profanes. Par quels critères va-t-on juger de la plus ou moins grande ventabilité d'un gaz ? Comment doit-on préciser le mélange gazeux qui assure dans un four la combustion d'un corps ? Il est évident que si l'on parle d'une pratique industrielle, on ne peut éviter d'examiner la question de la technique. À part le Saint-Esprit, je ne vois guère que Mao Tsé-toung et Vidal-Naquet pour souhaiter s'en affranchir.

7/ La "preuve ontologique" : "Les chambres à gaz n'existent pas parce que l'inexistence est un de leurs attributs". Ça, c'est la blague cultivée. Comme exemple, il cite le mot allemand *Vergasung*, compris par Faurisson comme *gazage* dans un cas et *carburation* dans un autre. Cette bonne blague cache une stupidité, que notre savant aurait pu s'épargner en ouvrant le premier dictionnaire venu, par exemple le petit Weis-Mattutat (47) : "*Vergasung* : tech. gazéification; mot. Carburation ; (von Menschen) gazage". Autrement dit, tout est affaire de contexte, mon cher Watson.

8/ "Enfin et surtout, tout ce qui peut rendre concevable, croyable, cette épouvantable histoire, marquer l'évolution, fournir des termes de comparaison politique, est ignoré ou falsifié". Et de reprocher de ne pas avoir parlé des exactions des troupes spéciales de l'armée allemande en territoire soviétique, ni des actions d'euthanasie pratiquées en 39-41 sur des aliénés mentaux en Allemagne.

Il y a, hélas, c'est vrai, tellement de choses dont on n'a pas parlé. Tellement de choses sur lesquelles il faudrait se poser des questions, voir de plus près, écarter les déformations, les exagérations. Là aussi, il s'est passé, sans le moindre doute, des atrocités commises à grande échelle, mais là aussi la documentation semble lacunaire, et trop facilement reconstruite ou complétée par certains auteurs. Le procès du général

Von Manstein, qui commandait l'armée allemande sur le front russe, est révélateur puisque l'accusation a fini par abandonner la question des *Sonderkommandos* (48). Et les Tziganes, dont les intérêts ont été récemment pris en main par un certain Simon Wiesenthal (dont le passé, en Ukraine occidentale, pendant la guerre, persiste à nous intriguer), et les homosexuels... Il y en aurait des choses à dire. Les "triangles roses", Vidal-Naquet non plus n'en parle pas. On peut se jeter à la tête beaucoup de choses dont on ne parle pas, à nous l'encyclopédie! Alors il faut conseiller la lecture du journal d'un déporté homosexuel, Heinz Heger, avec la forte préface de Guy Hocquengheim (49). Vous allez voir ce qu'étaient les camps, vus par plus *untermensch* que les Juifs ! Il faut que ce livre soit lu, dit le préfacier, "pour que le masque hypocrite des humanismes refroidis et censeurs soit arraché de la gueule de ceux qui, aujourd'hui encore, nous mentent sur les camps". Il y aurait encore tant à dire, n'est-ce pas, sur tout cela... Si l'on n'était pas aussitôt attaqué par une meute de gardiens du mémorial et de conservateurs de musée... Que de temps perdu...

On pourrait continuer longtemps, éplucher encore et toujours. Vidal-Naquet a une attitude finalement étrange. Quand Faurisson critique des documents (aveux de SS, procès de Nuremberg, de Jérusalem, etc.), notre helléniste commence par trouver ça insupportable, stupide, aveugle. Et puis il admet qu'il faut nuancer, que certains aveux ne sont pas bons, que les pièces des procès ne sont pas toutes de bonne qualité, qu'il y a un "tri à faire". Et puis, ces critiques ayant été formulées, ou plus exactement la clause rhétorique qui ouvre l'éventualité d'une critique ayant été émise pour la forme, il finit par tout accepter sans plus barguigner. La technique du béton souple : évidemment, il faut faire un tri, mais je ne le ferai pas moi-même. Faurisson n'ayant pas le droit de le faire, les choses resteront en l'état. Et comme expert final, pour passer la brosse à reluire à son compère, celui qui typiquement n'a jamais rien *trié* dans la documentation, Léon Poliakov, il ne trouve personne d'autre qu'Adolf Eichmann (50) , enfermé pendant un an, avant son procès, avec pour toute pitance cette seule littérature de la revanche. Eichmann nous recommanderait la lecture de Poliakov, mais, comme par hasard, Vidal-Naquet se garde bien de nous recommander la lecture de la "déclaration finale" d'Eichmann. On nage en plein délire.

De ce qui suit – une longue attaque contre Rassinier – je ne discuterai pas les calculs démographiques qui me paraissent aussi mal fondés chez lui que chez ses adversaires, surtout Hilberg. Je ne relèverai qu'un seul aspect de la "méthode" de Vidal-Naquet. Il cite des propos de Rassinier afin de démontrer qu'il était en proie à l'antisémitisme. Que l'on m'entende bien : Rassinier, qui, pendant la guerre, avait aidé des Juifs à se réfugier en Suisse, a eu, vers la fin de sa vie, alors qu'il était en butte à une véritable persécution, parfois des propos ambigus qui prêtaient le flanc à la critique. Comment démontrer son antisémitisme ? En choisissant telle ou telle phrase typique, prise dans les nombreux écrits de Rassinier, comme celle-ci, dans la version Vidal-Naquet : "Que demain, le mouvement sioniste international mette 'la main sur Wall Street' et le port d'attache israélien de la Diaspora deviendrait non seulement le toit commercial du monde atlantique, mais (grâce au pétrole) le port de commande aussi de toute son industrie" (51). Or il se trouve que ces propos n'appartiennent nullement à Rassinier. On les trouve dans une page du *Drame des Juifs européens* où Rassinier discute un ouvrage sioniste, **paru en 1930** chez Kra, *L'État d'Israël*, dont l'auteur se nomme Kadmi Cohen (le père de J.-F. Steiner, l'auteur de la fiction intitulée *Treblinka*). Les propos jugés antisémites de Rassinier sont donc en fait les propos sionistes de K. Cohen. Je ne suis pas, pour ma part, surpris que l'on puisse confondre, mais de celle

de Vidal-Naquet, cela témoigne d'une grosse légèreté, sinon même d'un franc parti-pris.

On trouve plus loin une longue discussion du journal du médecin Johann Paul Kremer. La chose était prévisible puisqu'à l'époque l'accusation judiciaire de la LICRA et d'autres groupes ne portait, concrètement, que sur le fait que Faurisson aurait **falsifié** ledit journal. Kremer était un médecin allemand qui a travaillé à Auschwitz et tenu un journal intime. L'imputation de falsification était en elle-même grotesque puisque Faurisson n'était nullement l'éditeur de ce texte allemand.

En raison de ce procès, Faurisson a complètement repris la question de ce document – question qui me semble au demeurant à peu près dépourvue d'intérêt, puisque Kremer n'explicite nulle part dans son journal intime le sens des mots qu'il emploie à son seul usage – ce qui a donné la matière d'un livre, publié fin 1980 sous le titre de *Mémoire en défense, contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire* (La vieille Taupe). A compléter par le texte qu'a donné Jean-Gabriel Cohn-Bendit, *Mon analyse du "Journal de Kremer"*, 17 p. (1980) (52).

Le terrain a donc été abondamment retourné et l'on n'y a trouvé nul filon nouveau. L'attention se porte alors sur les procédés de Vidal-Naquet. Il consacre près d'une page (p. 45-46) à discuter de l'interprétation que Faurisson donne d'une expression de Kremer. Il conclut ses remarques philologiques en disant que Faurisson "s'est laissé duper par la traduction de l'éditeur polonais" ; il discute ensuite du type de maladie dont a été atteint Kremer lui-même. Il affirme pour terminer : "Quand Kremer parle *du* camp de l'anéantissement, il ne fait pas, c'est vrai, référence à un concept juridico-administratif, qui ne figurait pas, c'est encore vrai, sur les tablettes officielles du IIIe Reich, il parlait tout simplement de ce qu'il voyait. Sur le plan qui lui est cher, celui de l'exactitude philologique, de la traduction correcte, l'interprétation de Faurisson est un contre-sens".

Certes, un contre-sens, c'est très ennuyeux, c'est très gênant. A vrai dire, toute cette affaire peut se discuter rationnellement, comme Vidal-Naquet vient de la faire. Une bonne partie de la vie académique consiste à pourchasser les contre-sens échappés à d'érudits collègues qui ont commis l'erreur d'interprétation grâce à laquelle on pourra les vouer à l'opprobre et se hisser sur leur cadavre pour réclamer les palmes. Contre sens ! À l'école, on met une mauvaise note, on corrige et on passe à la suite. Or la phrase de Vidal-Naquet ne s'arrête pas là, elle continue ainsi : "Sur le plan de la morale intellectuelle et de la probité scientifique, c'est un faux". Voilà qui est proprement renversant. Comment un simple contre-sens peut-il être un "faux" ? Ce peut être une erreur, une faute, une inadvertance, le produit d'un mauvais raisonnement, une méprise, une illusion, une ignorance, ou même une fausseté. Mais un faux ? Il y a une impossibilité logique (une pomme n'est pas une poire) que Vidal-Naquet résout par un coup de force sémantique (une pomme est une poire), mis en relief par la formulation *in cauda venenum* : "C'est un faux". Ce tour de passe-passe pourrait paraître simplement ridicule si Vidal-Naquet ne se promenait depuis, partout, en claironnant qu'il a démontré que Faurisson était un faussaire. Il l'a dit à tout le monde, il l'a répété dans la presse écrite et parlée. Il est le Saint-Georges qui a terrassé le dragon par la seule force de sa logique et il est d'ailleurs encensé comme tel par les ignares et les prudents qui ont préféré ne pas mettre leur nez dans cette affaire et déléguer un champion. Mais cette démonstration, en vérité, **ne repose que sur cette**

fraude verbale-là. Pour les besoins idéologiques du procès et de la manipulation de l'opinion publique, il fallait bien trouver quelque part le moyen d'introduire les concepts de "faux" et de "falsification" et les accoler au révisionnisme. On ne peut plus croire à la simple légèreté de Vidal-Naquet. Une telle contorsion verbale ne relève que de la passion et de sa conseillère, la mauvaise foi.

Lorsqu'on fait le bilan des maladresses, des contradictions et des marques de mauvaise foi de Vidal-Naquet, on reste confondu par la médiocrité de sa performance. Qu'il se laisse emporter par une passion qui plonge dans l'histoire douloureuse de sa famille, je le comprends et je m'incline. Mais qu'il joue au directeur de conscience et au professeur de morale scientifique, c'est beaucoup trop pour le contenu réel de ses interventions. Je répète ce que j'ai dit dans mon premier livre sur cette question : nul n'est tenu d'entrer dans cette discussion parce qu'elle est forcément douloureuse, pour tout le monde. Vidal-Naquet a cru devoir monter en première ligne pour défendre à la fois ce qu'il pense être le point de vue de la gauche et ce qu'il a aussi reconnu comme étant le point de vue officiel (de l'État) dans cette affaire. Toute la gauche respectueuse s'est rangée derrière lui, comme elle fait derrière tout idéologue de bas étage ; il convenait donc d'examiner de près ce qu'il avait à dire. Il en ressort qu'il est intervenu dans cette discussion avec des moyens si incomplets, une compétence si déficiente, qu'il dissipe lui-même l'illusion de son sérieux. Il dit, dans une note introductive à la réédition de son article dans un livre, qu'il lui a été assez facile de se mettre au courant, en quelques mois, de toutes ces questions. C'est là pure présomption de sa part. Que Vidal-Naquet patauge de la sorte n'est pas en soi une preuve que Faurisson ait raison, mais on aurait aimé qu'une véritable confrontation fasse avancer le savoir.

LA GRANDE ÉBULLITION

L'article de Vidal-Naquet provoqua comme un lâche soulagement dans les salons de la gauche parisienne. On se congratulait à la terrasse des cafés. Ils l'avaient dans l'os, hein, les révisionnistes. On pouvait dorénavant dormir tranquille, Thion avait entrouvert le couvercle d'une sacrée boîte de Pandore, mais Vidal-Naquet avait sauvé la civilisation en venant s'asseoir dessus. On nous conseillait amicalement de laisser tomber, de nous faire oublier.

Mais, dans l'extrême-gauche, un certain nombre de personnes et de petits groupes s'étaient mis à réfléchir et à trouver que décidément, il manquait à ces controverses une dimension politique que je m'étais abstenu de lui donner dans le livre, pour que le lecteur se confronte d'abord aux faits et ne les rejette pas pour des raisons de désaccord politique personnel (53). Ils rédigèrent donc un tract, tiré à vingt mille exemplaires, qu'ils commencèrent à diffuser dans les tout premiers jours d'octobre 1980. Je n'avais aucunement participé à sa rédaction, mais j'en approuvais les grandes lignes. Le voici :

Notre royaume est une prison

> C'est une nécessité constante pour une société de classes de proposer, aux populations opprimées, de faux ennemis, de fausses horreurs à la place des vrais. La religion a tenu ce rôle de distraction et d'unification de la société par-

delà ses antagonismes. Elle déplaçait de la terre au ciel les oppositions sociales : Dieu et le diable. La répartition inégale de la richesse, selon l'origine sociale, s'y transformait en une juste répartition des récompenses et des châtiments suivant les mérites. Les terrifiantes visions de l'enfer, de flammes éternelles, faisaient mieux accepter aux exploités leur misère. Des horreurs extrêmes, mythiques, sont produites pour rendre supportables la pauvreté et la peine quotidienne.

Aujourd'hui, religion et morale perdent de leur force, mais la société de classes se perpétue et ses nécessités fondamentales demeurent. La politique et l'idéologie prennent le relais. Les hommes doivent trouver une certaine unité, se rassembler contre les mêmes ennemis, communier dans les mêmes terreurs. De fausses oppositions politiques se substituent aux oppositions sociales réelles. Des horreurs exagérées ou inventées doivent, par contraste, mieux permettre aux prolétaires d'apprécier leur "confort" présent – cacher la véritable nature de leur misère réelle. Les délires qui naissent de ces nécessités sociales n'ont finalement rien à envier à ceux de l'obscurantisme religieux.

La liberté, c'est l'esclavage

Dans la pensée politique contemporaine, le fascisme joue, avant toute autre idéologie, le rôle du diable. L'univers concentrationnaire nazi fournit un enfer des plus convenables. L'idéologie antifasciste se propose de sauver la démocratie par tous les moyens face au fascisme et aux dictatures étatistes qui lui sont plus ou moins assimilées. Mais, en vérité, cette idéologie est d'abord le moyen de noyer les perspectives propres du prolétariat dans la confusion et d'intégrer cette classe dans la défense du monde capitaliste.

L'opposition entre fascisme et antifascisme, dont on fait un absolu, a d'abord été une mauvaise blague que les exploiteurs et les politiciens ont faite au prolétariat. Que d'hypocrisie elle recouvre ! Avant d'entrer en guerre contre le fascisme, les États démocratiques, comme l'État stalinien et les partis de gauche en Italie, en Allemagne, en Espagne, ont d'abord cherché à faire un compromis et à pactiser. Après la guerre, en Italie et en Allemagne, les flics et les fonctionnaires qui avaient servi Mussolini ou Hitler furent reconduits au service de l'État démocratisé. Quant au régime de Franco, il s'est tout naturellement intégré au nouvel ordre occidental. La mythologie de l'antifascisme, libéral ou stalinien, réécrit l'histoire et dissimule l'unité profonde des formes démocratiques et dictatoriales que prend l'État. La démocratie sera toujours prête à se transformer en dictature, et vice versa, pour sauver l'État ! C'est en attaquant l'État et le salariat à la racine, et non en les préservant pour éviter le pire, que nous pouvons lutter réellement contre les dictatures ou les mesures dictatoriales (restriction de la liberté d'expression, de circulation, interdictions professionnelles... mesures propres à tout État).

Le fascisme italien et le nazisme allemand ont été vaincus par les armées occidentales et staliniennes. Cela n'empêche pas que les États antifascistes soient aujourd'hui les héritiers du fascisme. Le fascisme a été un banc d'essai pour le capitalisme moderne : intervention étatique dans l'économie de marché automobile pour tout le monde... bourrage de crâne permanent unité factice

par-dessus les classes "perversion" et intégration des idéaux prolétariens et socialistes.

Hitler avait réussi à unifier et à diriger les Allemands en canalisant leurs ressentiments sur un faux ennemi : le Juif. D'où une hypocrisie intellectuelle ou populaire odieuse. Dans le capitalisme allemand ébranlé d'après 1914-1918, l'antisémitisme a servi cyniquement à unifier politiquement des couches sociales hétérogènes et à les faire adhérer à l'État. L'antifascisme a la même fonction politique et utilise les mêmes ressorts psychologiques, même si la cible a changé. Il faut en finir avec l'antisémitisme. Il faut en finir avec l'antifascisme. L'un et l'autre sont le "socialisme des imbéciles".

L'antifascisme est une forme plus évoluée, plus subtile que l'antisémitisme, mais pas moins contre-révolutionnaire. Il crée une attitude et des réflexes de haine. Face au fascisme on ne pense plus : il ne faut plus penser – c'est tabou. Face au fascisme, tout est permis, les crapuleries, le mensonge, le truquage, le lynchage, l'appel à l'État. L'antisémitisme fonctionnait aussi bien contre l'épicier concurrent que contre le "judéo-bolchevisme", le "judéo-capitalisme"... La capacité d'assimilation du terme fascisme sera encore plus vaste. Tout ce qui dérange et tout ce qu'on ne veut pas comprendre devient du "fascisme".

Depuis le XIXe siècle, la gauche a tenu ce rôle de chien de garde de l'État, aboyant à la provocation devant l'irruption du prolétariat ou n'importe quelle émeute populaire, rejoignant la droite dans une ambiance de ratonnade : à Berlin (1919-1923), à Barcelone (mai 1937) ou à Sétif (le 8 mai 1945 !). C'est la gauche qui dénonce, désarme les mouvements insurrectionnels en appelant à l'indignation populaire contre les ennemis de l'ordre. Aujourd'hui, en Italie, c'est elle qui cristallise l'union sacrée autour de l'État.

Mais comment oser comparer un comportement et une idéologie racistes à l'antifascisme qui se veut un antiracisme ? En réalité, l'antifascisme a servi à couvrir et à justifier bien des saloperies à l'égard de telle ou telle population. Et d'abord, il a permis de couvrir un répugnant racisme anti-allemand. Mais aussi la répression colonialiste : les émeutiers algériens de Sétif, dont on a fait une boucherie – c'était des "hitlériens". D'une façon plus générale, l'antifascisme a fait de l'antiracisme quelque chose de creux. Tout le monde est contre le racisme et tout le monde s'accommode de racismes qui n'osent pas dire leur nom. Ainsi on attaquera comme racistes des comportements qui ne le sont pas.

Mais comment oser comparer ceux qui mettaient les Juifs dans les "chambres à gaz" et ceux qui sont venus interrompre ce "génocide" ? Ce serait la grande différence : les fascistes et les nazis faisaient exprès de faire le mal et d'assassiner notre monde démocratique et "socialiste", lui, se contente de laisser crever de faim chaque année des dizaines de millions d'hommes qu'une meilleure répartition de la nourriture disponible pourrait sauver.

Ce n'est pas la volonté de ses dirigeants qui a rendu le fascisme meurtrier. Comme ses ennemis, il était pris dans la guerre et, comme eux, il voulait la

gagner par tous les moyens, y compris les plus atroces. S'il avait eu la bombe atomique, sans doute l'aurait-il utilisée. La déportation et la concentration de millions d'hommes ne se réduisent pas à une idée infernale des nazis, c'est avant tout le manque de main d'œuvre nécessaire à l'industrie de guerre qui en a fait un besoin. Contrôlant de moins en moins la situation, la guerre se prolongeant et rassemblant contre lui des forces bien supérieures, le fascisme ne pouvait nourrir suffisamment les déportées et répartir convenablement la nourriture. L'individu réduit à un matricule, les camps de concentration avec leur déshumanisation, leur bureaucratie interne, leurs épidémies dévastatrices, la sous-nutrition, les rumeurs délirantes, ne sont que l'expression exacerbée du monde où nous vivons. Pas un enfer qui lui serait extérieur.

L'ignorance, c'est la force

Ces "chambres à gaz" (dont on nous rebat les oreilles et qui auraient été l'instrument du crime le plus énorme de l'histoire où, dans plusieurs camps de concentration, des SS ont "avoué" et des déportés "témoigné" de leur existence et que l'on continue à présenter aux touristes, on reconnaît officiellement qu'elles n'existaient pas), ces "chambres à gaz" sont l'horreur qui a permis d'éviter d'affronter l'horreur réelle de la déportation et des camps de concentration, nazis ou autres. La rumeur des "chambres à gaz", rumeur officialisée par le Tribunal de Nuremberg, a permis d'éviter une critique réelle, profonde du nazisme. C'est cette horreur mythique qui a permis de masquer les causes réelles et banales des camps et de la guerre !

Les déportés qui ne sont pas revenus sont morts du fait de la guerre. Leur mort est exploitée pour faire passer au second plan les dizaines de millions de morts de la seconde guerre mondiale. Et si une révolution sociale, bousculant tout ce petit monde, ne survient pas, sans doute verra-t-on, dans quelques années, des intellectuels faire des mea culpa et s'interroger gravement sur les causes de leurs errements. D'autres expliqueront que le mensonge était, ma foi, provisoirement nécessaire.

Après la guerre de 1914-1918, le dégoût pour cette gigantesque tuerie avait été général. Le pacifisme rencontrait un écho dans de larges couches de la population. La guerre de 1939-1945, elle, a été une véritable victoire pour le capital. Le retour à la paix s'est fait dans le calme, avec peu de remous prolétariens. Cette guerre, beaucoup plus meurtrière que la précédente, est apparue comme une entreprise justifiée. Il fallait battre Hitler, écraser le diable. Plus jamais l'absurdité de Verdun ! Mais Stalingrad, le débarquement, la Résistance, c'est différent, penseront des gens qui, parfois, se prétendent révolutionnaires.

La guerre, c'est la paix

On est prêt à se mobiliser dans les usines sous la conduite des syndicats responsables, à repartir au front, pourvu qu'on donne à croire qu'il s'agit de lutter pour la Liberté, pour le Socialisme, pour les Droits de l'Homme. Jamais autant d'armes, et des armes aussi meurtrières, n'ont été produites. On meurt aux quatre coins du monde dans des conflits alimentés par des puissances

impérialistes. Mais les ministères de la Guerre sont devenus des ministères de la Défense ; et comme dans *1984* de George Orwell, peut-être deviendront-ils des ministères de la Paix ? Les hurlements belliqueux et nationalistes d'antan ont cédé la place aux discours pacifistes des chefs d'État modernes. Faire la guerre oui, mais pour mieux préserver la paix. La propagande de guerre moderne n'est plus celle d'un nationalisme borné contre un autre. Mais elle a toujours plus besoin de mettre en scène des monstres et de cultiver l'horreur. On justifie ainsi, ou l'on fait oublier, sa propre barbarie.

Récemment, au Cambodge, on a multiplié le nombre des morts et caché les causes réelles d'une situation catastrophique pour tout rejeter sur une bande de fous meurtriers à la Pol Pot – de nouveaux Hitler ! Les chiffres ont été gonflés à Hanoi et repris par la presse de droite aux USA. Chacun y trouvait son compte : le Viêt-Nam avait un prétexte pour justifier une intervention ; les Américains y trouvaient de quoi alimenter leur anti-"communisme" et de quoi effacer le rôle néfaste qu'ils ont joué dans la région. Pendant que, en Occident, se faisait tout ce tapage à propos du Cambodge, des massacres de même ampleur avaient lieu à Timor, rattaché à l'Indonésie – les armes utilisées sont de fabrication française et américaine. En France et en Amérique, nous étions donc plus concernés et nous avions des possibilités d'action. Mais la presse, qu'elle soit de droite ou de gauche, a fait le silence.

La seule attitude révolutionnaire possible n'est pas d'en rajouter dans l'antifascisme, de voir du fascisme partout comme le font les gauchistes. Elle ne peut être que la subversion de toutes les propagandes de guerre. Il n'y a pas de monstres en face de nous. Nos ennemis, ce sont des rapports sociaux, même si ce sont des hommes qui les défendent et que nous devons affronter. C'est en s'attaquant à l'argent et à l'État que l'humanité pourra, non pas accéder à un impossible paradis, mais se constituer en communauté. Le fascisme a été un mouvement social qui est venu renforcer un État qui ne parvenait plus à maintenir l'ordre et à unifier la société. L'antifascisme reste le moyen d'éviter la critique de l'État : participation de la gauche à l'État pour éviter sa fascisation, soutien et appel à l'État pour lutter contre des fascismes réels ou imaginaires.

Ce fut, en 1936, le reniement par l'anarcho-syndicalisme espagnol de ses principes anti-étatiques après le putsch de Franco : l'antifascisme et le sang ouvrier furent mis au service de l'État républicain. En Italie, aujourd'hui, l'antifascisme allié à l'anti-"terrorisme rouge" sert à rassembler la population autour de l'État qui est censé la protéger. Mais là aussi ça tourne au délire. Ce sont les flics de cet État antifasciste qui organisent eux-mêmes les massacres ou un enlèvement comme celui d'Aldo Moro. On exhibe ensuite quelques éléments d'extrême-gauche ou d'extrême-droite pour en faire des coupables. Et l'ensemble des *mass media* fait résonner les tam-tams pour qu'aucune autre version que la version étatique ne puisse se faire entendre (Cf. Gianfranco Sanguinetti, *Du Terrorisme et de l'État*).

Pourtant, alors que le scepticisme face aux déclarations officielles est répandu, ce mensonge fonctionne. On n'y croit pas, mais c'est pour s'en désintéresser – vrai, faux ? Quelle importance ! L'isolement et la passivité ont amené une effrayante démission de l'intelligence. La démocratie, loin d'être la société de la liberté de penser, est celle de la suprématie du baratin dans le plus grand respect de la connerie individuelle.

L'aspect le plus frappant dans l'histoire des vérités officielles est l'aisance avec laquelle ceux qui les colportent retournent leur veste quand ils n'ont plus le choix. Pendant l'époque "chaude" des reportages sur le Cambodge, des chiffres étaient modifiés chaque jour sans qu'aucune explication vienne justifier certaine incohérence. Un déluge d'informations contradictoires sur les récents événements polonais nous a été déversé dans la plus grande confusion, sans qu'aucune des questions précises – combien ? où ? quand ? – puisse recevoir de réponse. Quant aux partisans de l'existence des "chambres à gaz" homicides, ils cèdent du terrain pied à pied, reconnaissant des faits, mais n'avouent jamais que ce qu'ils prétendaient la veille était pur mensonge.

Comparé au monde féodal, l'univers démocratique de la bourgeoisie n'est pas capable de produire une religion monolithique qui fasse l'unanimité. Mais il a ses vérités sacrées et il paie bien ceux qui les protègent. Il n'est pas question, pour nous, de corriger ces vérités sacrées mais de les démonter, de les déconstruire et de démasquer les menteurs. Nous n'aurons peut-être jamais de preuves "scientifiques" de l'inexistence de ces "chambres à gaz" (dont l'existence est remise en cause par un nombre croissant de Juifs) qui résistent à la critique. C'est en renversant les idéologies que l'on comprend à la fois leur fonction et la réalité qu'elles voilent. Il est important d'imposer pratiquement une autre version de certains faits et surtout d'inciter à une autre compréhension de la réalité sociale, de bloquer l'effrayante production de bobards qu'on voudrait froidement nous faire gober.

Cette époque produit l'indifférence têtue des uns et l'hostilité bétonnée de ceux qui sont prisonniers de la pensée et des réflexes politiques, indifférence et hostilité auxquelles il faudra nous heurter. Mais cette époque produit aussi les têtes capables de nous comprendre et les forces capables de la subvertir.

Seules, la lutte communiste des prolétaires, la destruction du salariat, de la marchandise et des États permettront d'en finir avec les délires politiques et idéologiques symétriques.

Quelques jours plus tard, une bombe explose. Le vendredi 3 octobre 1980, en fin d'après-midi, au moment du service religieux, une forte bombe explose devant une synagogue, rue Copernic, dans les quartiers chics, à Paris. Plusieurs passants sont tués et d'autres blessés. Ce crime n'est pas revendiqué.

Aussitôt les milieux politiques entrent en ébullition. Émotions, déclarations, démonstrations résonnent dans le grand tam-tam des médias et donnent à l'événement une allure de crise nationale, bien peu ressentie pourtant par les gens dans la rue. C'est

le monde politique, journalistique et intellectuel qui se voit seul atteint d'une hystérie croissante et qui, unanime, tend un doigt accusateur vers les seuls monstres que l'on conçoit capables d'attenter ainsi, non tellement à des vies humaines, mais à l'idéologie dominante, les fascistes, néo-nazis et autres ultra-nationalistes.

Ils ne sont pas tellement pris par surprise, ces pâles héritiers des fascismes abîmés ; depuis des mois, ils sont traqués par la police et par une presse qui, là, se sent libre, libre de dire n'importe quoi. Infiltrés par les flics et les espions sionistes, divisés en chapelles irréductiblement opposées, ils nagent dans la peur et l'impuissance. De là à tenter le saut périlleux et à dire que les empêcheurs de penser-en-rond, Faurisson, la Vieille Taupe et leurs amis sont moralement impliqués dans ce genre d'activité criminelle, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par les commissaires politiques du *Nouvel Observateur* : "De la Nouvelle Droite qui, par ses vaticinations indo-européennes, a préparé le terrain (aux nouveaux nazis), jusqu'aux écrits de ceux qui, en doutant de l'existence des chambres à gaz, cherchent à blanchir de l'Holocauste les nazis de la haute époque, tous les barrages ont cédé", (6 octobre 1980). Franchi aussi par la walkyrie de l'amour maternel, Elisabeth Badinter : "Question perverse ... question contagieuse ... comment ne pas remarquer la simultanéité des propos et des actes racistes qui se multiplient comme autant d'avertissements depuis deux ans ?" *(Le Matin de Paris*, 8 octobre 1980), sans compter les rabbins : "On pousse l'ignominie jusqu'à vouloir nous voler le souvenir sacré de nos martyrs" (grand rabbin Sirat, *ibidem*). Et chacun de réclamer davantage de police, de répression, l'interdiction de tel ou tel groupe et de telle ou telle doctrine. On connaît la chanson.

Cette énorme confusion allait culminer quatre jours plus tard lors d'une grande manifestation où figuraient toutes les organisations politiques et syndicales et autres mouvements de pensée. Tous ces gens, plus habitués à s'opposer, étaient assez gênés de manifester ainsi pour la première fois ensemble, dans une totale vacuité politique, le seul élément nouveau étant le surgissement d'un petit groupe, marqué à droite, très lié à Israël, le "Renouveau juif" qui cherchait à rassembler les Juifs français pour en faire un docile instrument de pression politique. Pas loin de vingt mille personnes ont défilé sous ses bannières. On n'allait pas tarder à casser la figure à quelques passants dont les cheveux trop courts leur faisaient d'évidentes têtes d'antisémites. Pendant ce temps-là, le tract "Notre royaume est une prison" se distribuait comme des petits pains, sans incident. De plus en plus demandé à Paris et en province, il fallut procéder à deux nouveaux tirages, ce qui en porta le nombre à soixante mille.

Il me sembla urgent de proposer de mettre un peu d'ordre dans cette absurde confusion. Après tout, nous étions désignés à la vindicte populaire par une tourbe de plumitifs coassants. Cette contre-attaque prit la forme du texte suivant :

BOMBES GLACÉES

Cui prodest ?

Les bombes glacées d'un terrorisme froid et calculateur explosent dans une Europe inquiète. Milan, Belfast, Madrid, Bologne, Munich, Paris, nœuds des instabilités et des conflits latents de nos républiques provisoires. Aucune interprétation qui ne rendrait pas compte de l'extension récente du terrorisme ne serait recevable. Les Irlandais, les Basques, les Bretons, les Corses, les Arméniens, les Israéliens, les Palestiniens, et d'autres, mènent ou ont mené des actions terroristes dans des conditions bien connues, avec des références établies. Ils souhaitent fabriquer, gérer ou défendre un instrument d'exploitation qui soit le plus propre, un État national qui les opprimera de manière plus complète, plus intime, plus définitive. Il est des bourgeoisies qui ne sont jamais rassasiées. Cette crise des nationalités qui n'en finit pas de traîner depuis le début du capitalisme moderne ne s'achèvera qu'avec lui. Ceux qui n'ont ni patrie ni frontières la regarderont avec le détachement qui convient à la considération que l'on porte à l'héritage du passé.

Mais des bombes explosent qui ne sont pas enveloppées dans d'hypothétiques drapeaux nationaux, qui ne visent la sécession d'aucune périphérie, qui ne sont revendiquées par personne, même si la rumeur les attribue à n'importe qui. Elles explosent sans dire pourquoi. Elles émeuvent, sans pourtant avoir de signification manifeste. Si l'on doit se demander pourquoi la gare de Bologne, pourquoi l'*Oktoberfestplatz* de Munich, il n'y a pas de raison de ne pas se demander pourquoi la *synagogue de la rue Copernic*.

Le plus vieil adage de notre droit criminel est *cui prodest* ? A qui profite le crime ? Pour répondre à cette question et désigner les auteurs de ces crimes atroces, il n'est nul besoin de ces enquêtes policières truquées, de ces tribunaux spéciaux dont la servilité est proverbiale ni de ces fuites lâchées par de mystérieux augures pour le plus grand profit de quelques publicistes. Ces questions se résolvent d'elles-mêmes par l'observation du champ social.

Écartons les fantasmagories qui traînent partout : pour les sionistes obsédés, le coupable c'est évidemment Kadhafi, ou les Palestiniens, ou les Arabes ; pour les conservateurs et la "nouvelle droite", c'est le KGB ; pour les centristes de gauche, c'est l'extrême-droite et pour les centristes de droite, c'est l'extrême-gauche. Toutes ces projections relèvent de la psychanalyse de masse. Entendons-nous bien : il ne s'agit nullement de déterminer la couleur de la peau ou des convictions des lampistes qui jouent du pistolet ou qui posent des explosifs. Ceux-là ne savent sûrement pas pour qui ils accomplissent leur besogne. C'est le minimum de sûreté que puissent se donner les têtes qui calculent la charge et sa déflagration politique.

L'hypothèse d'un attentat du Mossad, le service israélien, est venue à l'esprit de tout un chacun, ne serait-ce qu'un instant. Le Mossad ne s'est jamais gêné pour assassiner, en France, les militants arabes, ou pour faire sauter les ateliers où

l'on fabrique un réacteur atomique destiné à l'Irak, ni même à le bombarder en profitant de la guerre entre l'Irak et l'Iran. On sait les services spéciaux israéliens animés d'un cynisme à toute épreuve et rien n'interdit de penser, à voir l'exploitation que l'on en fait à Jérusalem, qu'ils ont voulu, qu'ils veulent effrayer les Juifs français pour les faire émigrer en Palestine. La seule raison décisive de ne pas le penser est que le terrorisme fonctionne à l'échelle européenne, et que c'est là seulement qu'il s'expliquera.

Expédions tout de suite, pour ce qu'elle vaut, la prétendue culpabilité des néo-nazis : ces groupes minuscules, dépourvus d'audience, dirigés par des nullités obscures, sont visiblement incapables de faire trembler un État, aussi proche soit-il de la décomposition. Ils sont, en France, depuis plusieurs mois, l'objet d'une persécution policière aussi stérile qu'hypocrite. Ces gens-là passent la moitié de leur temps à se faire interroger dans des commissariats, aussi bien en France qu'en Allemagne ou en Italie. La police passe aussi son temps à les relâcher, sans pouvoir leur coller autre chose que quelques motifs. Et les têtes chenues de la gauche bien-pensante de s'indigner : comment peut-on laisser des nazis libres d'avoir des pensées nazies ? Écoutez ces Caton réclamer pour des gens qui ne pensent pas comme eux une prison qu'eux-mêmes mériteraient bien pour leur propre idiotie !

Veut-on y voir de plus près ? La FANE, ce groupuscule monté en épingle par les cognes, les juges et les journalistes, contient vingt pour cent de flics, aux dires de quelques vertueux porte-matraque. Les gogos ne s'étonnent pas de cette inversion de la réalité : si un militant sur cinq est un flic, on en déduit que les fascistes peuvent entrer dans la police comme on s'inscrit à un club de pêche. Mieux encore, ce fameux inspecteur Durand, membre de la FANE, n'est sorti de l'anonymat que grâce à la balourdise des enquêteurs italiens qui avaient un urgent besoin de chair fraîche. Et quelle était la tâche officielle de cette semelle à clous ? La protection de Kaplan, notre grand rabbin à tous, un homme honorable, qui avait tant d'amitié pour les Croix de Feu dans les années trente. Kaplan n'a rien dit, n'a manifesté ni surprise ni indignation quand la presse a révélé par inadvertance les intéressantes relations de son ange gardien. Et Durand, quand il s'est fait vider de la maison poulaga, comme un vulgaire malfrat, il ne s'est pas plaint. A se demander qui, des bourrus, de la FANE ou de Kaplan tirait le plus grand profit de toutes ces charmantes mondanités.

Voit-on pointer l'oreille ? Qu'est-ce qu'un mouvement squelettique, noyauté par les pandores, harassé par les descentes et les attentats (de gauche, peut-être ?) et finalement interdit par décret gouvernemental, pourrait bien faire en cette galère ? Il sert de paravent, de caution, de cache-misère aux véritables terroristes qui peuvent, la mise en scène étant au point, leur faire endosser leurs crimes. Le maladroit téléphoniste qui a pour fonction de revendiquer les attentats n'a pas craint, le surlendemain de la rue Copernic, de revendiquer le piégeage d'une voiture par un quelconque mari jaloux, au nom d'un autre fantôme impotent de l'extrême-droite.

Si l'on veut comprendre quelque chose à tout ce méli-mélo, il faut revenir à l'Italie où s'est affirmé dès 1969 le style contemporain du terrorisme new-look.

C'est aussi d'Italie, par voie de conséquence, que nous vient l'analyse la plus profonde et la plus pénétrante, sous l'implacable plume de Gianfranco Sanguinetti, *Du Terrorisme et de l'État, la théorie et la pratique du terrorisme divulguées pour la première fois,* ouvrage qu'il serait judicieux de distribuer à tous les élèves qui sortent des écoles primaires. En effet,

dans cette péninsule, remarque Sanguinetti – berceau du capitalisme moderne, siège de la papauté, centre du christianisme et de l'eurostalinisme, lieu privilégié de l'expérimentation contre-révolutionnaire, de la Contre-Réforme aux entreprises actuelles des services secrets et des staliniens en passant par le fascisme dont les vestiges de la grandeur passée attirent tant de visiteurs étrangers, confluent aujourd'hui les déchets putrides de la décomposition de tout ce qui a marqué ce millénaire, et toute la population est empestée par les miasmes fétides du christianisme, du capitalisme et du stalinisme parvenus au stade ultime de l'infection, se soutenant tous les uns les autres encore un instant face à l'imminence menaçante de la plus menaçante des révolutions, se donnant tous rendez-vous ici pour mettre en œuvre la plus impitoyable et la plus désespérée de toutes les répressions, disputant tous du système le plus efficace pour condamner l'histoire, qui les a condamnés. (p. 27)

Sanguinetti explique d'abord que :

le terrorisme défensif des États est pratiqué par eux directement ou indirectement, ou avec leurs propres armes ou avec celles d'autrui. Si les États ont recours au terrorisme direct, celui-ci doit être dirigé contre la population – comme cela s'est produit par exemple avec le massacre de la piazza Fontana, avec celui de l'Italicus, et avec celui de Brescia. Si au contraire les États décident de recourir à un terrorisme indirect, celui-ci doit être apparemment dirigé contre eux – comme cela s'est par exemple produit dans l'affaire Moro.

Les attentats directement réalisés par les corps détachés et par les services parallèles de l'État ne sont habituellement revendiqués par personne, mais sont à chaque fois imputés et attribués à tel ou tel "coupable" commode, comme Pinelli ou Valpreda. L'expérience a prouvé que c'est là le point le plus faible d'un tel terrorisme, et ce qui en détermine l'extrême fragilité dans l'usage politique que l'on veut en faire. C'est à partir des résultats de cette même expérience que les stratèges des services parallèles de l'État cherchent désormais à donner une plus grande crédibilité ou, au moins, une invraisemblance moins grande, à leurs propres actes, soit en les revendiquant directement par tel ou tel sigle d'un groupe fantomatique, soit même en les faisant revendiquer par un groupe clandestin existant, dont les militants sont apparemment, et se croient parfois, étrangers aux desseins de l'appareil d'État. (p. 69-70)

Les raisons profondes de cet état de choses, Sanguinetti les expose ainsi :

De la piazza Fontana à l'enlèvement de Moro, seuls ont changé les objectifs contingents que le terrorisme défensif a atteints, mais ce qui dans la défensive ne peut jamais changer, c'est le but. Et le but, du 12 décembre 1969 au 16 mars 1978, et aujourd'hui encore, est en effet toujours resté le même, qui est de faire croire à toute une population, qui désormais ne supporte plus cet État ou est en lutte contre lui, qu'elle **a au moins un ennemi en commun** avec cet État, et dont l'État la défend à condition de ne plus être remis en question par personne. La population, qui est généralement hostile au terrorisme, et non sans raison, doit ensuite convenir que, au moins en cela, elle a besoin de l'État, auquel elle doit ainsi déléguer les pouvoirs les

plus étendus pour qu'ils puissent affronter avec vigueur la tâche ardue de la défense commune contre un ennemi obscur, mystérieux, perfide, impitoyable, et en un mot **chimérique**. Devant un terrorisme toujours présenté comme **le mal absolu**, le mal en soi et pour soi, tous les autres maux, bien plus réels, passent au second plan, et doivent même être oubliés puisque la lutte contre le terrorisme coïncide avec **l'intérêt commun**, elle est déjà le **bien général** et l'État qui la mène généreusement est le bien en soi et pour soi. Sans la méchanceté du diable, l'infinie bonté de Dieu ne pourrait apparaître et être appréciée comme il convient.

L'État, affaibli à l'extrême par toutes les attaques qu'il subit quotidiennement depuis dix ans, en même temps que son économie, de la part du prolétariat, d'une part, de par l'incapacité de ses gestionnaires de l'autre, peut taire ainsi l'une et l'autre chose, en se chargeant solennellement de mettre en scène le spectacle de la défense commune et sacro-sainte contre le monstre terroriste, et, au nom de cette pieuse mission, peut exiger de tous ses sujets une portion supplémentaire de leur liberté exiguë, qui va renforcer le contrôle policier sur toute la population. (p. 71-72)

Beaucoup d'autres considérations seraient à citer, comme celle-ci, que pourraient méditer nombre d'"antifascistes" :

Les staliniens, lorsque la "piste rouge" de la piazza Fontana s'effondra misérablement, et quoiqu'ils n'aient pas protesté contre le fait que Valpreda ait été emprisonné pendant trois ans, ont tiré de leur sac la "piste noire", et voilà que nos extra-parlementaires ont justement fait leur la "piste noire" et ont couru derrière les staliniens pour crier eux aussi que le "fascisme ne passera pas" Naturellement, je n'exclus pas du tout qu'un fasciste quelconque ait participé à tel ou tel acte terroriste, "noir" ou "rouge" : mais ce fait **n'a aucune importance**, parce que nous savons tous que de même que notre État se sert de fascistes notoires en tant que généraux, préfets, magistrats et commissaires de police, il s'en sert tout autant en tant qu'agents secrets, éléments infiltrés et main-d'œuvre terroriste – **et ce sans que cet État et ce terrorisme puissent être définis comme "fascistes"**. (p.87)

Comme cela est vrai de l'Allemagne (des deux Allemagnes, devrait-on dire), et de notre beau pays : combien d'anciens pétainistes dans la haute administration ou dans les fauteuils de ministres, comme Marcellin, combien d'anciens militants de l'Algérie française et de l'OAS dans ces mêmes milieux, dans la police, dans l'armée ? Et notre éminence grise, Poniatowski, qui avant d'occuper la place Beauvau s'occupait à renseigner l'OAS ? Et Giscard qui recrutait son service d'ordre, en 1974, chez les activistes d'extrême-droite ?

Dans la confusion inouïe qui règne aujourd'hui, les débris de la misère gauchiste ne brillent pas par leur lucidité, pas plus ici qu'en Italie :

A cause de leur incurable complexe d'infériorité vis-à-vis de la capacité de mentir du PCI, effectivement supérieure à la leur, les extra-parlementaires acceptèrent donc sur le champ la version des faits accréditée par le PCI, selon laquelle les bombes étaient "de style fasciste" et donc ne pouvaient pas être le fait des services secrets de cet État "démocratique", si démocratique même qu'il ne s'inquiète jamais de ce qu'ils racontent, qu'ils sont les seuls à considérer comme "dangereux" pour le spectacle, dont ils sont les comparses mal récompensés mais indispensables. Leur explication des faits s'accordait cependant parfaitement avec la véritable idéologie de ces groupuscules, alors tous entichés de Mao, Staline, et Lénine, comme ils le sont aujourd'hui de Guattari, Toni Negri et Scalzon, ou de leur "vie privée" misérable et de

leurs "bordels" ridicules. Puisque tous ces prétendus "extrémistes" **ne voulaient pas** dire la vérité et ne savaient pas accuser ouvertement cet État d'être **le** terroriste, ils ne savaient pas non plus le combattre avec un quelconque résultat tangible : parce que dire que cette bombe était "fasciste" était tout aussi mensonger que de dire qu'elle était "anarchiste" et tous les mensonges, pour opposés qu'ils puissant apparaître, **sont toujours solidaires** dans le sabotage de la vérité. Et seule la vérité est révolutionnaire, seule la vérité est capable de **nuire** au pouvoir, seule la vérité est en mesure de **mettre en fureur les staliniens et les bourgeois**. [...] Victimes de leur fausse conscience même, qui s'exprime toujours dans l'idéologie, les extra-parlementaires ne pouvaient cependant pas éluder longtemps les questions posées par le terrorisme spectaculaire, et à partir de 1970 ils commencèrent donc à considérer la question du terrorisme en soi, dans l'empyrée de l'idéologie, d'une manière toute métaphysique, complètement abstraite de la réalité des choses. Et quand la vérité sur le massacre de la piazza Fontana se fit jour finalement, après que tous les mensonges adoptés à son sujet fussent tombés l'un après l'autre, ni les belles âmes de la bourgeoisie intellectuelle-progressiste, ni les épouvantails à moineaux de "Lotta continua" et consorts n'ont été capables de poser une bonne fois la question dans ses termes réels, c'est à dire **scandaleux** : que **la République démocratique n'a pas hésité à faire un massacre** quand cela lui a paru utile, parce que quand toutes les lois de l'État sont en danger, "il n'existe plus pour l'État qu'une seule et inviolable loi : la survie de l'État" (Marx).(p. 91-93)

Le massacre de la piazza Fontana, à Milan, en 1969, est le fait des services italiens. C'est aujourd'hui de notoriété publique. *Le Monde* l'écrivait dans un article, au lendemain de l'attentat de Bologne, comme si c'était une simple banalité, connue de tout lecteur, **alors qu'il ne l'a jamais écrit ni expliqué auparavant**. De cela aussi, Sanguinetti montre la raison :

Que cet État ait besoin du terrorisme est d'autre part une chose dont chacun de ses représentants s'est désormais parfaitement convaincu, par expérience si ce n'est par raisonnement, et ceci depuis l'heureuse issue, immédiate et miraculeuse, de l'opération de la piazza Fontana. La preuve en est que **s'il n'y a pas eu** d'"affaire Dreyfus" à ce propos, cela ne provient certes pas du fait que la question était moins scandaleuse, mais bien du fait que tous les partis, pour des raisons différentes, ont compris que si cette bombe avait sauvé l'État, que chacun d'eux défend à sa manière, **la vérité** sur cette bombe était capable à elle seule de **le détruire** définitivement. Et, s'il n'y a pas eu d'"affaire Dreyfus", cela provient aussi du fait que, dans notre intelligentzia asservie, aucun Émile Zola de service n'a jamais réclamé ni voulu exiger une conclusion véridique sur la piazza Fontana. (p. 96-97)

L'enquête répondra peut-être à ces questions subsidiaires mais elle sera difficile, les policiers n'y suffiront pas. Il faudra leur adjoindre des sociologues.

André FROSSARD

Les piétons de la rue Copernic

Les analyses de Sanguinetti avaient provoqué quelque émotion, en 1975, quand, sous le nom de Censor, il avait publié un *Rapporto veridico sulle ultime opportunita di salvare il capitalismo in Italia*. Il paraissait si bien informé que la presse spéculait à qui mieux mieux sur l'identité possible de ce Censor, probablement un membre du gouvernement. Sanguinetti ridiculisa bientôt ces trop habiles : il ne disposait d'aucune information particulière et faisait simplement usage de sa comprenette. Il est donné à chacun de faire de même et de voir ce que la situation nous montre comme le nez au milieu de la figure.

On peut ainsi remarquer qu'à Bologne, Munich ou Paris, il semble que l'on ait utilisé des explosifs sophistiqués. Les experts de la préfecture, à Paris, sont d'ailleurs étrangement discrets sur ce sujet. C'est pourtant l'enfance de l'art que de déterminer la nature de l'explosif (et donc, dans la plupart des cas, sa provenance) ainsi que celle du détonateur. Personne ne nous a dit si la bombe de la rue Copernic était ou non télécommandée. Tous ces éléments qui demeurent obscurs permettraient de mieux comprendre les mobiles, de voir pourquoi, à Munich, le porteur putatif de la bombe a sauté avec elle, et pourquoi, à Paris, elle a sauté *avant* la sortie du service religieux. Erreurs ou habiletés suprêmes des planificateurs ?

Cette montée du terrorisme en Europe s'éclaire de ce qu'il a révélé de lui-même, surtout en Italie, au cours des dix années passées. Les explosions de Bologne et de Munich étaient non seulement prévisibles, mais encore prévues. Voyez Sanguinetti. Car pour valider ses coups, ce terrorisme-là doit toujours surenchérir. A l'instant d'après la rue Copernic, nous pouvions nous persuader que d'autres bombes allaient exploser, qui viseraient d'autres genres de victimes. Le carnage qui ne s'est pas fait, quelques jours plus tard, à la Bourse, par l'effet d'un hasard, se retrouvera ailleurs, dans peu de temps. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de l'explosion de la rue Copernic mais il faut seulement en relever quelques particularités.

C'est un attentat antisémite ou, pour le moins, qui en a toutes les apparences. L'antisémitisme, en effet, peut n'être pas le but mais le moyen. Remontons le cours des événements : on revendique l'attentat au nom de la FANE. Le public ne peut qu'accueillir cette indication positivement ; depuis trois mois, la presse, la justice, les politiciens, dans un bel ensemble, se sont attaqués à ce groupuscule, qui avait végété depuis de nombreuses années sans que personne y prête attention jusque là. Ni les activités ni les écrits de la FANE n'ont entre temps changé de *nature*. Mais au cours de l'été, des actions à caractère anti-juif sont anonymement revendiquées au nom de la FANE, culminant, la semaine avant la bombe, avec des mitraillages nocturnes d'établissements juifs. On a donc soigneusement semé les petits cailloux noirs qui, depuis plusieurs mois, ne peuvent mener qu'à la rue Copernic. Pendant ce temps-là, les gens de la FANE subissaient diverses persécutions juridico-policières, sans compter les agressions et les attentats, comme celui du 4 mai contre l'appartement de Fredriksen, à l'occasion duquel les flics ont emporté

discrètement la liste des adhérents de la FANE. Le parcours était balisé : FANE ou pas FANE, c'est bien un coup des nazis.

Curieuse idée que de ressusciter un si vieux cadavre. Sans compter que les vrais nazis sont arrivés au pouvoir par des voies démocratiques. Les Italiens, qui sont plus modernes, ont un terrorisme à double face, "rouge" et "noir". En France, malgré quelques tentatives minables des ploucs de la "gauche prolétarienne", si chère au cœur de Sartre, les gauchistes n'ont pas été à la hauteur. Ils n'ont pas pu faire marcher leurs "machines désirantes" dans l'artisanat pyrotechnique ou la "jambisation" (54) des petits chefs. Ils ont finalement préféré la salsa ou le retour à la synagogue. Les autonomes, quant à eux, n'offraient pas la structure clandestine hiérarchisée nécessaire à toute manipulation efficace. On aura pourtant essayé par tous les moyens de les faire basculer. Le chapitre "provocation" du budget policier a dû coûter cher en 1979. Rappelons la manifestation du 23 mars à Paris où l'on a envoyé délibérément les flics se faire rectifier le portrait par les sidérurgistes, ou celles de l'Opéra et de Jussieu où les provocateurs étaient si déchaînés que même les journalistes ont eu la puce à l'oreille. Ce n'est pas peu dire.

Il n'y aura donc eu qu'une poignée de zorros de banlieue, proprement maoisés, pour jouer à l'"Action directe". Ces malheureux candidats au diplôme de brigadisme auront vécu ce que vivent les roses. On a eu beau les infiltrer, ils étaient si faiblards que les flics ont dû les liquider *au moment même* où les fabricants d'opinion gonflaient une FANE ectoplasmique. Puisque, en définitive, il se révèle impossible de monter et de manipuler un terrorisme de gauche qui fasse bonne figure et qui soit crédible, il faut bien le trouver à droite. En France, on n'a pas de Brigades rouges, mais on a des nazis.

Encore faut-il qu'ils puissent disposer d'un certain crédit avant et après l'acte de naissance du terrorisme moderne. Le terrain préparé par les journaux, bons cons, il fallait que la signature de l'attentat soit au-dessus de tout soupçon. Qu'est-ce qui prouve qu'un nazi est indubitablement nazi ? C'est qu'il tue des Juifs. *Quod demonstrandum erat*.

Mais comme on sait d'avance qu'il sera difficile de trouver un bon nazi qui fasse un coupable présentable, on a soigneusement préparé d'autres pistes, utilisables au gré des circonstances. Un invraisemblable faux Chypriote, qui a agité ses passeports et ses dollars au nez de tout le monde, a tracé une piste qui risque fort de se perdre dans les sables mouvants du Chatt el Arab. Et combien d'autres filières sont en réserve pour exciter la sagacité de nos fidèles Ganimard ?

Toute cette affaire nous fournit, accessoirement, la clé d'une petite énigme restée à ce jour sans solution, l'assassinat d'Henri Curiel en 1978 (55). Celui-ci, comme on sait (56), occupait une position centrale dans les rapports noués par de nombreuses organisations clandestines étrangères. Son réseau "Solidarité", convenablement infiltré par les services français, leur fournissait un intéressant poste d'observation. Ceux qui ne voient pas que Curiel travaillait – librement et volontairement – pour les Russes ne savent sûrement pas pour qui ils travaillent eux-mêmes. On a entendu formuler l'hypothèse d'un

assassinat ordonné par le KGB mais on ne voit pas qu'à aucun moment Curiel se soit montré indocile ou réticent.

Quoi que l'on pense de Curiel, il est indubitable que son action se situait aux antipodes du terrorisme. Tapi au carrefour de tant d'activités souterraines, Curiel avait sûrement des rapports avec des groupes ou des militants qui ont pratiqué à un moment ou à un autre le terrorisme. Mais il avait des moyens de s'y opposer et s'y opposait effectivement. Il semble donc normal que toute entreprise visant à ouvrir la voie aux manipulations préliminaires qui sont nécessaires à la mise en place d'une structure terroriste rencontre comme premier obstacle Curiel et les ramifications clandestines de son groupe. Ceci justifierait entièrement son élimination et le fait que son réseau n'ait pas été touché : une organisation clandestine sans direction, c'est la proie rêvée des manipulateurs. Comme par hasard, ce n'est qu'en juin 1980 que tombe son atelier de faux documents (*Le Monde*, 25 juin 1980), c'est à dire à ce moment charnière où Action directe est en train de se faire coincer et où la FANE se trouve soudainement propulsée sur le devant de la scène.

La seule indication positive que l'on connaisse sur le meurtre provient de chez les poulets : l'arme qui a tué Curiel est la même que celle qui a tué en décembre 1977 le veilleur de nuit de l'Amicale des Algériens. La chose est invérifiable. Ou la maison poulemane ment sur ordre pour brouiller les pistes, ou cela montre que les organisateurs du terrorisme d'État en France n'ont pas de difficulté à trouver une arme ou un tireur chez les anciens de l'OAS. Ces nostalgiques de la ratonnade sont évidemment le meilleur vivier où pêcher des hommes d'expérience. Enfin, dans un admirable souci de cohérence, pour clore le cercle et relier le meurtre préliminaire de mai 78 à la préparation de la rue Copernic, on est venu, pendant l'été 80, déposer une bombinette à la porte de Mme Curiel, sur les lieux mêmes de l'assassinat. Il faut bien que toutes ces misérables inventions se tiennent.

Aspects de l'idolâtrie contemporaine

La perfection de l'opération Copernic tient à ce que ses effets étaient parfaitement calculables : dans un premier temps, des manifestations massives et politiquement factices, un pilonnage généralisé de toutes les presses et de toutes les obédiences politiques et religieuses dans un deuxième temps, une réaction dans les profondeurs de la population qui se montre plutôt hostile à toute cette dramatisation, à ce clivage qui tend à resacraliser les Juifs. Contrairement à ce qu'avancent tant de gros bêtas, ce n'est pas l'antisémitisme qui mène à la rue Copernic (sinon il y en aurait toutes les semaines), mais la rue Copernic qui déclenche ou ressuscite l'antisémitisme. Dans l'incapacité de voir qu'au sein de l'équation du terrorisme d'État les variables locales font que les Juifs français sont homologues aux buveurs de bière allemands et aux voyageurs ferroviaires italiens, on réentonne la vieille chanson de l'irréductible spécificité juive. C'est elle qui empêche les Juifs de se comprendre eux-mêmes dans *cette situation;* elle renforce le camouflage des terroristes et désolidarise les victimes de tous les jobards qui n'ont pas su se faire élire par Dieu.

Dans les manifestations qui ont suivi la rue Copernic, ce qui s'est révélé de plus neuf a été la fascisation croissante d'une partie notable de la "communauté" juive française, sensible surtout chez les Séfarades rapatriés d'Algérie. Le sionisme fournit la structure d'encadrement et le romantisme héroïque. Aux raclements de pantoufles des vieux "Amants de Sion" succède le bruit de boots des jeunes nervis du Bétar. On a vu le comportement typiquement nazi des jeunes de l'Organisation juive de défense (OJD), avec la chasse au faciès (de droite), les agressions physiques, les menaces de mort, les attentats, etc. Elle recrute principalement dans la pègre du Marais, qui terrorise depuis longtemps les commerçants juifs du quartier, qui ne les dénoncent pas parce que ce sont leurs enfants. Ce fascisme juif, nos braves humanistes de gauche ne le dénonceront que lorsqu'ils se feront casser la tête à leur tour et qu'ils se retrouveront au même hôpital que Fredriksen.

Ces violences qui éclatent au grand jour et qui soulèvent l'inquiétude timide des consistoires, s'est manifestée depuis quelques années, et ailleurs qu'en France. Plus que la situation intérieure, elle reflète les difficultés éprouvées par la politique israélienne, dans l'impasse où l'a mise le gouvernement Begin. Dans son refus de chercher à négocier une paix véritable, le gouvernement que dirige l'ancien terroriste Begin cherche à manipuler la diaspora pour faire pression sur ses alliés (57). L'amalgame est clairement établi, *"On ne peut établir aucune distinction entre l'anti-israélisme, l'antisionisme et l'antisémitisme qui a entraîné l'humanité tout entière dans le désastre et la honte"*, déclare Begin (*Le Monde*, 7 octobre 1980), discours repris ici, de Kaplan à l'OJD.

Sur la question du terrorisme, il n'est pas inintéressant d'enregistrer les aveux implicites du premier ministre israélien :

Le premier ministre lui-même a apporté des précisions sur ses précédentes déclarations en faisant savoir aux autres membres du cabinet que si la politique du gouvernement français pouvait avoir encouragé l'antisémitisme, on ne pouvait lui reprocher d'avoir voulu cette série d'attentats. A l'appui de cette mise en garde, M. Begin a souligné que le gouvernement israélien ne pouvait être non plus impliqué à propos de certains cas de terrorisme lorsqu'il y avait eu des "victimes non juives". M. Begin a fait allusion, par exemple, aux attentats à la bombe commis en juin dernier en Cisjordanie contre les maires de Ramallah et Naplouse. (*Le Monde*, 7 octobre 1980).

Je ne connais pas de plus bel hommage rendu à la solidarité de tous les terrorismes d'État.

Ce qu'il faut retenir, sans doute, du discours juif officiel, tel qu'il est repris et amplifié par la presse, est la reprise, mais en l'inversant, du thème le plus profond de l'antisémitisme traditionnel, celui du complot qui vise à dominer le monde. On nous présente aujourd'hui une mystérieuse "Internationale noire" disposant de moyens financiers fabuleux, de relations occultes à tous les niveaux du pouvoir, armée d'une ténacité défiant toutes les circonstances, qui est l'*exacte réplique* de la conspiration décrite par les *Protocoles des Sages de Sion*. Et avec autant de preuves.

On conviendra aisément que tous ces protofascisme, cryptofascisme, parafascisme, quel que soit le terreau où ils plongent leurs radicules, ne représentent pas grand chose, et surtout pas un danger réel. Je suis de ceux qui ont pensé que l'OAS, à l'apogée de sa force, n'avait rigoureusement aucune chance d'emporter le moindre succès durable, et je ne vois pas qu'il faille aujourd'hui s'alarmer d'un péril cent fois moindre. Tous ces mouvements ne sont que des caricatures du passé et il faut être abruti par les religions de gauche pour croire que l'avenir sera toujours assez gentil pour bien vouloir se présenter sous le masque du passé. Sanguinetti insiste sur ce point :

> L'actuel président de la république, Pertini, un homme naïf, craint toujours et seulement le fascisme, car il ne craint que ce qu'il connaît : au contraire, il devrait dès maintenant craindre **ce qu'il ne connaît pas et connaître au plus vite ce qu'il doit craindre aujourd'hui :** non plus une dictature ouverte, mais un redoutable despotisme caché des services secrets, despotisme d'autant plus fort qu'il utilise sa force pour affirmer vigoureusement qu'il n'existe pas. (p. 132)

La tyrannie qui frappe les trois coups et qui se profile à l'horizon aura profité des leçons du passé et saura conserver "un visage humain" et des formes démocratiques. La grande utilité de la démocratie bourgeoise est d'ailleurs là, dans sa capacité à changer le contenu social des institutions politiques. Devant la crise qui n'est encore que commerciale et financière, le pouvoir veut se prémunir contre l'éventualité d'un glissement vers une véritable crise économique et sociale. On n'a pas oublié, dans les allées du pouvoir, qu'on a sué de trouille en mai 68 et qu'on a dû enterrer l'argenterie. La confiance que le pouvoir place dans l'appareil politico-syndical stalinien peut se révéler excessive. La compétition internationale et les formidables pressions du marché mondial peuvent bien mettre nos vieilles bourgeoisies le dos au mur, sans marge de manœuvre face à un prolétariat qui aurait perdu toute envie de rire.

Si l'on cherche les responsables du terrorisme, il faut les dénicher parmi les **partisans de l'État à venir**. Ils sont déjà très proches du pouvoir, s'ils n'y sont pas installés, avec leur "gros cul" et leurs "grandes oreilles". Cherchez, fins limiers, parmi ceux qui veulent absolument faire notre bonheur. Ceux-là sont assurément les pires. La recherche sera d'autant plus difficile que le terrorisme d'État n'en est encore qu'à ses débuts, que sa spontanéité créatrice ne s'est sans doute pas encore concentrée, centralisée, que son programme est encore vague et que toutes ses ramifications ne sont pas encore en place. Il s'offre comme service de sauvetage à des groupes qui occupent des places diverses dans l'appareil d'État (et dans l'opposition), et potentiellement à toutes les forces politiques organisées, puisqu'elles participent toutes d'une vision du monde fondamentalement identique, où la politique ne vise qu'au renforcement de l'État et à la stabilisation des pouvoirs. Le terrorisme sera l'ultime recours de tous ceux qui s'enferrent dans l'illusion que les jeux politiques pourraient avoir une influence quelconque sur la tectonique sociale. Ils dansent sur des volcans et croient conjurer l'éruption en s'assourdissant de leurs pétards.

Ces bombes-là, à l'inverse du terrorisme classique, ne visent point des hommes concrets, mais elles veulent provoquer des *réactions*. La seule bonne réaction est donc de n'en avoir pas, de mettre en marche ses neurones pour s'atteler,

selon une heureuse formule trop peu connue, à la "déconstruction du délire", à l'instar des auteurs du tract "Notre royaume est une prison", rédigé et imprimé *avant* la rue Copernic et qui a pu se diffuser à soixante mille exemplaires *après*; il n'était pas dépassé par l'événement mais justifié par lui.

Ce tract vaut ce que vaut un tract : un recto-verso est moins explicatif et détaillé qu'un pavé de trois cents pages. Mais il a donné quelques migraines à quelques beaux esprits qui furent si tentés de lui trouver de la justesse qu'ils ont dû passer aux invectives, quand la pression idéologique devint si fort qu'ils eurent peur d'être vus quitter un instant le troupeau antifasciste. C'est par une nouvelle révolution copernicienne que peuvent désormais s'aligner les satellites d'une étrange constellation, éclairée par le soleil du "renouveau juif".

Dans la fatale confusion qui s'étale partout, il fallait bien qu'un représentant d'une engeance que l'on croyait disparue – celle des pro-situ – vienne nous rappeler que nous sommes dans la "société du spectacle" et que "la critique de l'idéologie est devenue la question centrale de la société entièrement spectaculaire (*i.e.* entièrement idéologique)". Arrivé à ce sommet théorique, essoufflé, il s'arrête : nous ne saurons jamais si le monde moderne qu'il contemple de son œil moderne est bien celui où nous vivons. Il ne nous donne qu'un seul exemple de l'extraordinaire acuité de son analyse en affirmant que l'ouvrage de Sanguinetti qui est "effectivement capital" ne saurait avoir de pertinence à l'égard de la bombe de la rue Copernic parce que le chef de l'État et le premier ministre ont réagi avec un "évident ahurissement confinant à la stupidité pure" (58). C'est là une preuve évidente, en effet. Mais qui *confine* le plus ?

Tout comme le délicieux Manchette, l'aimable Baynac qui signe avec d'autres associés "d'urgence" une charmante lettre intitulée gentiment "La gangrène" sont *obligés* de mentir en disant que ce tract a été édité trois jours après la rue Copernic, parce qu'ils ne l'auraient pas trouvé si scandaleux avant. Ce n'est pas en vérité le texte qui les indigne (quelle que soit l'étendue de leurs accords et de leurs désaccords avec lui), c'est le fait qu'il **existe après, que ses auteurs ne se soient pas aussitôt ralliés au discours officiel**. Ce qui a basculé, ce n'est pas le contenu du tract, ni même la situation, mais la compréhension de tous ces gens qui étaient au courant du contenu de ce tract depuis des mois et qui en discutaient. "Dans l'époque de décomposition du mouvement révolutionnaire que nous traversons – écrit Baynac, lui-même décomposé de *terreur* – et tant que le mouvement ne renaîtra pas sur d'autres bases, il faut redouter (!) que cette pseudo théorie de l'antifascisme ne ravage ceux que l'échec a démoralisés et, plus grave, ceux qui ignorent tout" (59). On ne sait pas si Baynac se range dans la première ou la deuxième catégorie.

Comme le diable des époques médiévales, le nazisme est sorti de la boîte, aujourd'hui, en 1980. Et comme à l'époque médiévale, on trouve toujours quelques aigris qui vont accusant leurs voisins de *pactiser* avec le diable. La preuve, c'est que Baynac a "maintes fois sommé" les auteurs du tract "de se démarquer des nazis". Comme si la confusion pouvait se faire ailleurs que dans une cervelle de procureur... Si ces gens-là parlent au nom d'un "mouvement révolutionnaire" (ce que je ne fais certes pas), il me semble

urgent que ledit mouvement achève au plus vite de se décomposer. Il leur restera toujours une petite place à la LICRA, ou au MRAP.

Laissons les antifascistes à leurs maigres cortèges. Le seul antidote à tous ces poisons subtils est de se tailler un supplément de liberté, en rejetant ces bigoteries, ces lâchetés d'esprit, ces oppressions doucereuses qui nous réclament de sacrifier un peu de nos libertés pour un intérêt commun qui n'est visiblement pas le nôtre. Il faut dénoncer les vertueuses ignominies d'un Philippe Boucher qui affirme : "Pas de liberté pour les ennemis de la liberté." (60) N'est-il pas atroce, ce rêve de bureaucrate qui, se prenant pour un autre Saint-Just, se voit déjà faisant basculer les têtes sous le couperet ? Notre liberté à tous, c'est l'impavidité devant ces provocations criminelles, c'est le refus d'entrer dans ces violences-là, c'est l'usage de la critique, le renversement des idoles, la transgression des tabous de l'esprit du temps. C'est enfin, ultime garantie, la liberté pleine et entière que nous réclamons pour tous nos ennemis.

(18 octobre 1980)

Une autre bombe, d'un autre genre, allait bientôt éclater : l'avant-propos de Noam Chomsky au livre que Faurisson publiait pour le procès, son *Mémoire en défense*. Quelque temps auparavant, excédé par les remontrances absurdes qui lui pleuvaient de Paris à propos de la signature qu'il avait donnée à une pétition circulant en Amérique en faveur des droits civils de Faurisson, Chomsky envoya une lettre qui faisait une sorte de mise au point sur les principes de la défense des libertés. Elle était adressée à celui qui, dans l'ombre, avait déclenché cette petite campagne de pression en demandant à tous ceux qui connaissaient Chomsky à Paris d'insister auprès de lui pour qu'il se dégage de cette affaire et s'en démarque, l'inévitable Vidal-Naquet. J'en reçus copie. Ce texte me parut si clair, dans sa brièveté, que je demandai par téléphone à Chomsky de m'autoriser à le traduire et à le publier. J'avais fait de même à un moment où il avait été bassement attaqué par Claude Roy dans *Le Nouvel Obscènateur*.

Il me dit qu'il allait relire le texte, en expurger ce qui pouvait avoir un caractère personnel et me l'envoyer pour que j'en fasse l'usage qui me semblerait bon. C'était le moment où le mémoire en défense de Faurisson était à la composition. Je mentionnai l'idée d'y joindre ce texte et Chomsky, qui ne pouvait voir que de très loin la cabale qui se formait et qui n'y attachait guère d'importance, me répéta que j'étais, sur place, le meilleur juge de l'usage à faire de ce texte. Il figure donc en avant-propos du livre de Faurisson.

"Les remarques qui suivent sont tellement banales que je crois devoir demander aux gens raisonnables qui viendraient à les lire de bien vouloir m'excuser." Ainsi commence ce texte, à juste titre. L'auteur explique pourquoi il a signé une pétition en faveur des droits de Faurisson (61), comme il aurait signé toute autre pétition en faveur de toute autre personne, quelles que soient ses idées politiques. Et, dit-il, c'est justement dans le cas où ces idées politiques nous paraissent en elles-mêmes condamnables que nous devons défendre le droit de les exprimer. Faire le contraire, c'est céder aux courants souterrains du totalitarisme. "Il est trop facile de défendre la liberté d'expression de ceux qui n'ont pas besoin d'être défendus". Il termine en disant

que les arguments avancés par ceux qui accusent Faurisson d'être un antisémite ne lui paraissent pas convaincants.

À peine paru, ce texte provoqua une nouvelle avalanche de lettres alarmistes. Des gens qui voyaient en Chomsky le grand rénovateur de la linguistique, ou même qui tout simplement révéraient en lui un grand homme – parce qu'ils ont des besoins de révérence – mais qui se foutaient du tiers comme du quart de ses activités politiques, lui représentèrent que son association avec des individus douteux et tarés, faisant "objectivement" le travail des nazis, allait ruiner son crédit politique et saper les bases de sa lutte contre l'impérialisme américain.

Un peu ébranlé par cette hystérie et surtout désireux de poursuivre une lutte politique qui embraye sur l'actualité, Chomsky m'écrivit en me demandant, s'il en était encore temps, de retirer le texte. Il avertit en même temps l'un de ses correspondants parisiens, un fantaisiste culturel connu sous le nom de Jean-Pierre Faye. Au reçu de cette missive, je téléphonai aux États-Unis pour dire que le texte était déjà imprimé et publié. Fallait-il le retirer ? "Non, ça va comme ça. *Forget about my letter*." Mais le lendemain, on voyait se glisser à la télévision, dans une émission sur les femmes d'Anne Sinclair, "L'invité du jeudi", un Jean-Pierre Faye mélodramatique, qui brandissait l'aérogramme de Chomsky en affirmant que celui-ci retirait son texte, contre-vérité aussitôt reprise par l'ensemble de la presse. Il en profitait pour réclamer la saisie du livre de Faurisson. Je passai un démenti au *Monde* qui le publia, tronqué (62).

Alors on vit se lever une houle de vociférations, de protestations. Ah, le Chomsky ! le traître ! le petit-fils de rabbin qui ose se mêler de ce qui ne le regarde pas, nous donner des leçons de morale, avec sa "hargne anti-française" ! Il ose ne pas admirer l'intelligentzia française, on va lui faire rentrer sa linguistique dans la gorge. Dans la presse, c'est devenu l'*affaire Chomsky*, rebondissement de l'affaire Faurisson. Encore une fois, Vidal-Naquet était venu au secours des éditions de la Vieille Taupe : les ventes remontèrent en flèche, malgré les refus et les tracasseries de beaucoup de libraires. La presse étrangère s'en mêla, articles dans le *New York Times*, en Allemagne, en Scandinavie, en Italie. Chomsky ne se laissa pas accabler par les calomnies et déformations en tout genre. Il répondit aux accusations fausses, il donna des interviews au *Monde*, à *Libération*, qui relancèrent l'ire des intellectuels galonnés. Il publia une longue explication dans *The Nation*. La palme revint, comme presque toujours, au *Nouvel Obscènateur*, sous la plume de Jean-Paul Enthoven : "Et sa théorie instrumentaliste du langage, cette 'grammaire générative' qui refusa toujours de se donner les moyens de penser l'inimaginable, c'est à dire l''Holocauste', avait-elle besoin du biais Faurisson pour s'accorder une bien pauvre légitimité ?" (n° 841, 22 décembre 1980).

Devant ce déferlement, je me résolus à intervenir. Le 3 janvier 1981, après avoir reçu par téléphone un accord de principe sur sa publication, j'envoyai au *Monde* le texte suivant :

MISE AU POINT

Attaqué depuis six mois dans de nombreuses publications, et à plusieurs comptes – l'affaire Faurisson, les positions de Chomsky, le Cambodge – je n'ai pas cru devoir répondre à chaque fois et à chacun de mes détracteurs. J'attendais que le débat s'élargisse, qu'il aborde enfin aux rivages du rationnel et de l'essentiel. Nous en sommes loin et je me réserve d'examiner au fond et à loisir les arguments divers, en laissant de côté les insultes, qui me sont jusqu'ici opposées. Mais la confusion atteint ces temps-ci de telles proportions qu'une mise au point s'impose avec des références précises à des textes qu'il conviendrait de *lire* avant que de les attaquer.

Le surgissement de ce qu'on appelle l'affaire Chomsky est symptomatique. Le tollé soulevé par les quelques évidences de base énoncées par le linguiste américain montre à quel point sa critique de l'intelligentzia française est justifiée : tendances à l'intolérance, à l'autoritarisme, à l'asservissement volontaire aux besoins idéologiques de l'État.

La campagne contre Chomsky, en réalité, a commencé depuis deux ans. Elle procède essentiellement du vieux besoin de la gauche de se forger des idoles pour ensuite les renverser et battre bruyamment sa coulpe. On détrône le Viêtcông et pour se bien convaincre que le fétiche est brisé, on s'en prend à Chomsky en affectant de croire qu'il prenait rang parmi les idolâtres. Pour le dépeindre tantôt comme un suppôt du stalinisme, tantôt comme le Juif de service des fascistes, il faut distordre singulièrement ses propos et même inventer les positions qu'on lui attribue à seule fin de les mieux pourfendre. J'ai démonté ce mécanisme à plusieurs reprises, sans que cela permette à quiconque de m'affubler du titre de "porte-parole en France de Chomsky". Chomsky est un intellectuel indépendant, et moi aussi. Il appartient au courant libertaire, d'inspiration anarchiste, et moi aussi. Cela entraîne la formulation de positions politiques qui n'ont pas l'heur de plaire à tout le monde. Il est inutile d'épiloguer. Mais faire croire que Chomsky se prendrait pour "*la* conscience" (de l'Occident, sans doute) est une pure bouffonnerie. Paul Thibaud, qui appartient à un tout autre courant de pensée, se trouve-t-il en désaccord avec Chomsky ? La seule explication qu'il y trouve est que Chomsky est paranoïaque. Ou antifrançais. Je dis bravo !

Et si je dis à Thibaud, pour parler d'autre chose et reprendre une phrase célèbre, que le seul espoir pour les Polonais d'être libres est de pendre Lech Walesa avec les tripes de Kania [le premier ministre communiste de l'époque], je suis sûr qu'il ne me comprendra pas. A quel psychiatre voudra-t-il m'adresser ?

Récemment, un quarteron d'intellectuels parisiens s'est efforcé de faire revenir Chomsky sur l'expression de ses principes, par une petite campagne de lettres personnelles. Jean-Pierre Faye nous a ingénument donné leurs noms à la télévision (63). Ils ont cherché ensuite à entretenir la confusion en excipant de fragments de correspondance privée. La situation est pourtant parfaitement simple et claire : l'"avis" de Chomsky est paru en prologue au livre de Robert

Faurisson et Chomsky le maintient, tel qu'il est publié. Les manœuvriers en sont donc pour leurs frais.

Paul Thibaud (*Le Monde* du 31 décembre) ne parvient pas à se défaire d'une contre-vérité sur laquelle j'ai déjà attiré son attention : la lutte contre l'intervention américaine en Indochine n'impliquait nullement, au moins pour certains, dans un esprit réellement internationaliste, un soutien aux mouvements communistes qui animaient la résistance sur place. Faut-il lui rappeler que c'est le gouvernement américain, et non Chomsky, qui a détruit systématiquement toute possibilité d'expression politique d'une troisième force ? Faut-il rappeler qu'en matière de totalitarisme, de massacre aveugle, de destruction économique, le bilan occidental en Indochine reste, encore aujourd'hui, de loin le plus lourd, en dépit de l'émulation de tous les Pol Pot ? Mais n'est-ce pas le même Paul Thibaud qui me disait, il y a quelques mois, que malheureusement, dans les circonstances actuelles, il fallait sans doute soutenir Pol Pot contre l'impérialisme viêtnamien ? (64)

Enfin, pour en revenir à l'affaire Chomsky-Faurisson, le véritable scandale me paraît être justement dans le fait que certains veulent en faire une "affaire". Puisqu'il s'est révélé successivement impossible de faire taire Faurisson, de le faire passer pour fou ou fasciste, il faut l'évacuer en parlant d'autre chose, en détournant la controverse. Chomsky peut bien servir de bouc émissaire aux inquiétudes que soulèvent – et je les comprends – les affirmations du professeur Faurisson.

A occulter le débat, on le retarde et on le rend confus. J'observe que depuis la sortie de mon livre, qui expose les données du problème, il n'y a eu qu'une seule tentative de réponse aux arguments de Faurisson, celle de Pierre Vidal-Naquet, derrière laquelle se retranchent tous les autres. Et pourtant, elle aussi, elle louvoie et omet de répondre sur l'essentiel. Pierre Vidal-Naquet ne maîtrise manifestement pas le dossier et s'emploie avec énergie à boucher les trous d'une thèse officielle qui fait eau par beaucoup d'endroits. Il n'ose pas, et pour cause, comme le fait Mme Delbo (*Le Monde* du 31 décembre 1980), se servir du témoignage romancé de Filip Muller, un document si "brut" que ses éditeurs français ne peuvent se résoudre à avertir le lecteur qu'il a été écrit par un nègre.

S'il y avait en France un débat sérieux, on finirait peut-être par savoir si Faurisson a raison ou tort et où se situe la vérité sur ce qu'on appelle – absurdement – l'holocauste. Pour moi qui suis sur le fond dépouillé de toute conviction, assuré seulement que le travail des historiens n'a pas encore réellement commencé, je me sens le premier intéressé à un tel débat. Je voudrais savoir, et beaucoup de gens sont dans mon cas. Mais à voir se soulever les passions et militer la foi, j'avoue que je ne crois plus beaucoup que puisse s'imposer la lumière tremblotante de la raison.

Après deux semaines de tergiversations, la rédaction en chef du *Monde* décida, une fois de plus, que l'affaire était close et qu'il était donc trop tard pour publier mon papier.

Le Quotidien de Paris s'étant distingué par de pleines pages d'attaques, j'obtins, par l'intermédiaire de Maître Delcroix, le remarquable avocat de Faurisson, une tribune libre. J'aiguisai mon scalpel pour disséquer deux articles particulièrement démonstratifs de la débilité ambiante :

Le jour où ces acrobates lèveront le voile du silence (65)

Les intellectuels se doivent de "prendre position". C'est un syndrome particulièrement français. Et "prendre position", cela veut dire prendre parti, trancher, décider du vrai et du faux. Et pour soutenir son statut, l'intellectuel doit le faire tout le temps. Le Biafra, l'Europe verte, les énergies nouvelles, l'affaire Faurisson... l'intellectuel sans cesse sollicité doit produire à tout coup du *jugement* et du jugement aussi définitif qu'immédiat. Dans l'incapacité bien compréhensible où il se trouve de juger lui-même de toute chose, l'intellectuel français, plutôt que de renoncer à être péremptoire, préfère emprunter les jugements qu'ont portés avant lui d'autres intellectuels comme lui, en qui il a habituellement confiance.

On a ainsi le spectacle offert par quelques intellectuels parisiens qui s'en prennent furieusement à Chomsky. Ils ont en commun d'avoir au cours des années subi de fortes dérives idéologiques et donc de trouver que Chomsky, qui n'a pas bougé d'un pouce de ses positions libertaires et anti-impérialistes, devient un obstacle au jeu de leurs amnésies successives. J'ai déjà raconté (*Esprit*, septembre 1980) comment les Lacouture, les Claude Roy, les B.-H. Lévy, Attali et autres Glucksmann ont créé pièce à pièce le phantasme d'un Chomsky soutien de Pol Pot. De la même manière, et avec le même souverain mépris des faits, on accuse aujourd'hui Chomsky de soutenir les néo-nazis ou bien de se faire le cheval de Troie de l'hégémonie soviétique. C'est en particulier ce que vise à démontrer le venimeux article de François Fejto dans le *Quotidien de Paris* du 29 décembre.

Je dis venimeux à cause du ton : "Sans doute êtes-vous un esprit trop supérieur pour que l'examen des conditions qui ont conduit à l'extermination de six millions d'humains vous intéresse". On ne s'honore pas à attaquer si bas. Ni à employer constamment cette fausse déférence et ce terme de "maître" elle évoque irrésistiblement la réponse de Sartre à de Gaulle qui lui avait aussi donné du "maître" (dans la lettre où il refusait que le Tribunal Russell siège à Paris). Il n'était accoutumé, disait-il, à recevoir du "maître" que des garçons de café.

Le problème posé par Fejto, et par beaucoup d'autres, est simple : pour eux, s'attaquer exclusivement, ou essentiellement, à l'impérialisme occidental revient à faire le lit des Soviétiques. Ces myopes ne voient pas que pour des gens comme Chomsky, issus de la tradition anarchiste, la condamnation du bolchevisme date de très longtemps, d'avant même la révolution de 17. Tout ce qui s'est passé depuis n'a fait que renforcer cette condamnation. J'ajouterai

qu'il y a certainement dans les positions de Chomsky de plus solides raisons de rejeter tout ce qui s'apparente au léninisme que dans celles des gens qui s'attaquent à lui aujourd'hui. Mais la pire myopie, c'est de ne pas voir que c'est précisément l'impérialisme occidental qui fait le lit du communisme. Voyez Cuba, l'Indochine, l'Afrique lusophone. Voilà pour le passé proche. Voyez le présent, en Afrique, en Amérique latine, à Séoul et ailleurs.

Si nous ne balayons pas d'abord devant notre porte, si nous laissons nos gouvernements appliquer des politiques de pillage, de dictature, de terreur, par l'intermédiaire des potentats qu'ils mettent en place, comment s'étonner de voir quelqu'un tirer les marrons du feu ? Il y a des gens pour se plaindre de Khomeiny alors que le shah apportait l'Iran sur un plateau au Toudeh (66) ... Et le Tchad où depuis quinze ans l'armée française casse soigneusement du bougnoule ? Et le Sahara espagnol, qu'on a refilé à Hassan II sous la table, comme un simple bakchich ? Et à Kolwezi, où était la gauche française ? Elle applaudissait la Légion. Tout cela laisse, sur place, des souvenirs, qui se paieront un jour. Et M. Fejto pourra dénoncer le totalitarisme rouge installé à Kinshasa, ou au Honduras ou en Patagonie d'autant plus sereinement qu'il en attribuera la responsabilité à ceux qui auront cherché à s'y opposer vingt ans avant lui. J'inverse donc la question pour la poser à M. Fejto : sachant que le principal mouvement sud-africain de libération est l'ANC, sachant que l'ANC est largement manipulé par le très moscoutaire PC sud-africain, faut-il chercher à abolir l'apartheid avant qu'il soit trop tard ou, au contraire, comme le fait la France, chercher à le renforcer ? Si j'en juge par son ahurissant commentaire sur les excès du libéralisme de Weimar, je crains fort de connaître sa réponse. Ceux qui "préparent psychologiquement un retour des servitudes humiliantes et des massacres monstrueux" sont ceux qui veulent nous *enfermer* dans l'alternative entre les massacreurs "de gauche" et les massacreurs "de droite". La liberté n'y trouve pas son compte.

Enfin, il faut dire à M. Fejto qu'à propos du Cambodge son information est aussi courte que sa hargne contre les "anarcho-gauchistes" est grande. Chomsky a tout à fait raison de dire que les dirigeants du PC khmer ont été formés par les staliniens français et – ajouterai-je – viêtnamiens. Mais le grand tournant fut pour eux la révolution culturelle chinoise. Certains d'entre eux ont fait de longs voyages secrets en Chine à ce moment-là. Il n'est guère douteux que les horreurs du Cambodge, pour celles au moins qui ne sont pas imputables aux séquelles de la guerre américaine, procèdent de l'imbécillité maoïste. Les modes parisiennes n'y sont pour rien et M. Fejto devra trouver d'autres prétextes pour régler ses comptes. Mais peut-être cet article de M. Fejto n'est-il qu'une mauvaise plaisanterie. Il faut un esprit porté au canular pour écrire qu'en 1940 "la France faisait semblant d'être pétainiste". Depuis, comme on sait, elle n'a pas cessé de faire semblant d'être gaulliste, puis giscardienne. Il faut que les lecteurs "fassent semblant" d'être idiots pour accepter de telles énormités.

Les aigreurs de M. Fejto sont peut-être à mettre au compte de la dure condition de l'exil. Encore faut-il lui reconnaître qu'en de certaines occasions il n'a pas manqué de courage. Mais s'il y a quelqu'un que l'on s'étonne de voir intervenir dans un tel débat, c'est bien M. Pierre Daix. Voilà un homme qui,

aux yeux de beaucoup, s'était définitivement déconsidéré. J'étais bien môme quand j'ai lu le compte-rendu du procès qui l'opposa jadis à David Rousset à propos des camps de concentration soviétiques. M. Daix était le chantre des staliniens qui en niaient l'existence. Une génération plus tard, M. Daix a quitté le parti, ce qui est fort indifférent, le passé restant le passé. Un minimum de décence devrait l'amener à se pencher plutôt, dans ses écrits, sur la vie des papillons ou les fresques de Pompéi. M. Daix ose parler des "droits civiques des familles de victimes" mais j'en connais qui demanderaient d'abord la tête de M. Daix parce qu'en matière de crime contre l'intelligence et la probité, il n'y a pas de prescription.

Et pourtant, tout uniment, M. Daix entreprend de "décrypter" la pensée politique de Chomsky (*Le Quotidien de Paris*, 29 décembre 1980), c'est à dire de substituer à ce qui est clair comme de l'eau de roche une collection d'absurdités dont rougirait un cancre en classe de philo. Je n'ai toujours pas compris pourquoi Chomsky aurait "besoin de se dédouaner à ses propres yeux" ni quel lien logique on pourrait trouver entre cette affirmation et la citation de Daix qui la suit. Je n'arrive pas non plus à saisir comment il se pourrait que "le rationnel" soit "le danger que fait courir au monde la croisade américaine contre le communisme". Je ne vois pas bien dans quel autre vocabulaire que le religieux l'Amérique serait "le mal absolu". Si dire qu'il existe des dissidents soviétiques de droite revient à cautionner les "fiches du KGB", cela semble impliquer que tous les dissidents seraient, ontologiquement, de gauche. Tous derrière Pliouchtch ? Pour ma part, je n'éprouve aucune gêne à reconnaître que Soljénitsyne se situe à l'extrême-droite et qu'*il faut le lire et le faire lire*. Mais si pour M. Daix et quelques autres "intellectuels français", l'*Archipel du Goulag* était une révélation bouleversante, il n'en allait pas de même pour Daix et d'autres, comme moi. Il y a eu le procès Rousset, justement, et d'autres témoins, de gauche, auparavant, dans les années trente, pour qui voulait savoir. M. Daix, qui a fait si longtemps partie de cette masse d'intellectuels français qui avait tout sous les yeux et qui ne voulaient pas savoir est assez mal venu de s'en prendre à ceux qui placent au premier rang de leurs devoirs politiques celui d'essayer de savoir ce que sont les faits.

Enfin, je sursaute devant la dernière phrase de M. Daix : "Il serait en effet dangereux, dit-il, que l'entreprise de Faurisson et des gauchistes de la Vieille Taupe aboutisse à renforcer des tabous sur l'examen scientifique des réalités concentrationnaires". Je crois que c'est le comble. Accuser ceux qui tentent d'ouvrir une discussion portant sur les *faits* (le sort des Juifs dans la déportation), qui le font au milieu des pires difficultés, sous une pluie d'injures, accuser ceux-là de renforcer les tabous intellectuels qu'ils s'efforcent justement de briser, il fallait un acrobate spécialisé dans le renversement idéologique pour oser le faire. Si la polémique est si violente, c'est bien parce que, cohorte après cohorte, les intellectuels à la Daix montent au créneau pour défendre les tabous qui les protègent.

Si Pierre Daix, matricule 59807 à Mauthausen, s'intéresse à l'"examen scientifique des réalités concentrationnaires", qu'il commence donc par relire d'un œil critique le témoignage qu'il a publié juste après la guerre sur les

> camps, *La dernière forteresse ;* qu'il examine avec soin la façon dont les communistes ont pris le pouvoir au sein de l'administration des camps ; qu'il soupèse le poids de cette collaboration entre nazis et communistes aux dépens des autres détenus ; qu'il enregistre les quelques aveux encore bien timides à cet égard de Jorge Semprun dans *Quel beau dimanche !* Qu'il lise Rassinier. Quand Daix, ou d'autres, commenceront à soulever le coin du voile de silence et de témoignages plus ou moins douteux, et qui sont plutôt des plaidoyers, pour essayer de voir ce qui s'est vraiment passé, ils seront surpris par la profondeur de leur propre ignorance. Mais à quoi bon demander aux intellectuels de faire un métier qui rapporte davantage de coups et de doutes lancinants que d'honneurs et de certitudes confortables ?

La presse de droite fit quelques commentaires ironiques et se porta vertueusement à la défense d'un Chomsky dont elle abhorre par ailleurs les idées politiques. Il est très remarquable que, dans toute cette affaire, la droite se soit cantonnée dans un silence prudent. Le seul journaliste qui en ait dit quelques mots dans l'organe qui regroupe la nouvelle droite, *Le Figaro magazine*, s'est fait vertement tancer par *Le Nouvel Observateur* et a été presque aussitôt jeté à la porte lorsque son directeur, Pauwels, littéralement terrorisé par les clameurs qui ont suivi l'attentat de la rue Copernic, a cru nécessaire de donner des gages et de jeter du lest. J'avais pensé, en m'engageant dans cette affaire, qu'il fallait faire assez vite, puisque dans tous les cas elle était devenue publique, afin d'éviter une préemption par la droite et une exploitation que plus rien n'aurait contrôlé. C'était là beaucoup surestimer l'intelligence et le courage de cette droite. A de rares exceptions près, ses penseurs et ses écrivains ont montré la même turpide lâcheté que nombre de plumitifs de gauche, qui, en privé, se disaient intéressés ou troublés ou perplexes et désireux d'en savoir plus, mais qui n'auraient pas publié un mot de leurs états d'âme, pour ne pas encourir le risque de se faire montrer du doigt par un quelconque de leurs collègues "en civil".

L'affaire Chomsky fut aussi le détonateur d'un autre rebondissement. Copieusement insulté par divers commentateurs, Faurisson obtint de passer quelques minutes le matin à un programme de grande écoute avec Ivan Levaï, sur *Europe n°1*, le 17 décembre 1980. Devant un journaliste hostile, hargneux, et de plus fort mal informé, Faurisson, gardant son calme, annonça qu'il allait résumer les conclusions de ses travaux en une phrase de soixante mots. La voici :

> "Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont : l'État d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier".

Cette phrase allait déclencher une cascade de papier timbré et un nouveau grand procès.

Pour que tout soit bien clair, je donnerai, avant de poursuivre cette "chronique des événements", comme on dit chez les Russes, mon propre sentiment sur cette phrase lancée par Faurisson comme un boulet de canon sur les fortifications de ses adversaires.

La simplicité apparente de cette phrase est trompeuse puisqu'elle prétend évoquer la politique nazie à l'égard des Juifs, les politiques du sionisme et de l'Allemagne après la guerre, en incluant même la question palestinienne. Une telle simplification ne peut être qu'outrancière. Ce ne peut être qu'une provocation, au sens littéral d'un geste qui veut provoquer une réflexion. Mais dans sa formulation abrupte et sans nuance, elle provoquera au contraire chez les auditeurs et les lecteurs une attitude de rejet, et non une réflexion constructive.

C'est surtout le choix du vocabulaire qui servira à bloquer la réflexion. Il est peut-être possible de parler des "prétendues" chambres à gaz, puisque Faurisson a pu convaincre, par l'usage d'arguments rationnels, donc discutables et discutés, qu'il y avait au minimum des questions à se poser quant à leur existence. Mais parler du "prétendu génocide des Juifs", c'est, si l'on n'a pas d'abord soigneusement explicité ce que l'on entend par ce terme, s'exposer à n'être pas compris. Le public concluait que cela voulait dire que de grandes masses de Juifs n'auraient pas péri du fait de la politique nazie. C'est évidemment faux. L'opinion publique à l'Ouest, dans sa docte ignorance, croit généralement que les six millions sont morts dans les chambres à gaz, d'ailleurs généralement confondues avec les fours crématoires, alors que les historiens orthodoxes n'y voient que le moyen par lequel ont péri un quart ou un tiers des disparus. Et on ne les a pas vus se lancer dans une croisade pour redresser l'erreur qui pèse sur la majorité des esprits. Mais la phrase de Faurisson a le tort de laisser entendre que des morts n'ont tout simplement pas été tués. C'est à mon avis une absurdité. La vraie question serait de savoir combien, pourquoi, comment, etc. On sait beaucoup de choses, mais souvent on les sait mal. Il conviendrait de savoir mieux et il n'y a pas grand'chose à attendre des Wellers, Vidal-Naquet et autres Finkielkraut, plus attachés au combat idéologique qu'à la quête patiente des faits.

De même, l'usage du terme "mensonge historique" me paraît déplacé. Il faudrait établir que des gens qui savaient la vérité ont entrepris sciemment de la travestir. Au contraire, tout ce que l'on sait des origines de cette "rumeur d'Auschwitz" montre bien qu'il circulait, en Europe pendant la guerre, des bruits, des rumeurs, des informations et même des mythes où se mêlaient inextricablement, en proportion variable, le vrai et le faux. Que certains milieux aient fait un usage politique de ces informations n'implique pas qu'elles étaient délibérément travesties. L'appareil idéologique n'a guère besoin de mensonge à l'état pur, il lui suffit de sélectionner, d'adultérer, de mettre en valeur, d'oublier certains faits par rapport à d'autres. Les seuls mensonges prouvables (Katyn, les usines à savon juif) dans cette affaire, sont à mettre au compte des Soviétiques dont l'appareil idéologique était beaucoup plus grossier et, de ce fait, beaucoup moins cru. Ceux qui falsifient un peu, sur les bords, sont généralement encensés.

De même encore le terme d'"escroquerie politico-financière" prête certainement à confusion. On distingue en effet souvent mal entre les réparations données à titre personnel par l'Allemagne à des individus qui ont souffert personnellement des persécutions, et les réparations accordées à Israël, destinées en principe à réparer des dommages individuels ou communautaires, mais qui vont directement dans les caisses d'un État qui se substitue ainsi à des personnes qui, par définition, ne relevaient pas de sa souveraineté à l'époque des faits. On trouvera certes normal et compréhensible que le Japon verse des réparations aux pays qu'il a occupés pendant la guerre (je ne crois pas qu'il verse des réparations à des individus), mais on voit la série de fictions

juridiques qu'il faut instituer pour justifier les réparations allemandes à l'État hébreu. S'il y a escroquerie, elle est certainement dans la création d'un État qui se dit juif au Proche-Orient, aux dépens des habitants arabes de la Palestine, création assurée par le concert des grandes puissances. Tout le reste découle de cette décision, à laquelle l'Allemagne n'était pas partie.

Ceci se trouve d'ailleurs dans la phrase de Faurisson. Mais elle pourrait laisser entendre que c'est en raison de l'inexistence de l'extermination que la création d'Israël se révèle une escroquerie politique. Ceci pourrait vouloir dire que si le génocide avait existé, alors la création d'Israël serait justifiée. Mais le sionisme est bien antérieur à Hitler, il est l'expression de la montée nationaliste dans certains milieux de l'Europe centrale. Ses prétentions à créer un État juif en territoire arabe étaient inadmissibles depuis le début, depuis le premier congrès sioniste à Bâle en 1897.

Je me trouve donc en désaccord sur de nombreux points qui sont trop superficiellement touchés par cette phrase. Elle aurait pu dire les mêmes choses sous une autre forme qui aurait été plus juste et moins provocante. Mais elle a aussi entraîné des réactions qui, pour être absurdes, n'en sont pas moins inévitables et inévitablement violentes. Ainsi de l'usage du terme "sioniste". C'est une constante de la propagande sioniste que d'assimiler "Juif" et "sioniste", d'abord parce que, dans cette vue, tout Juif a vocation à se rendre (ils disent "monter") en Israël, ou, sinon, à aider ceux qui veulent s'y installer ou qui s'y trouvent déjà. Pour les sionistes, tout Juif est ou deviendra sioniste. C'est donc par un renversement tout naturel que sous le terme "sioniste", ils comprennent "Juif". Et c'est ce qui permet de répéter partout l'affirmation, parfaitement gratuite et mille fois combattue, que l'antisionisme est substantiellement identique à l'antisémitisme. On reprochera donc à Faurisson de dire "mouvement sioniste" là où ses adversaires ne veulent voir que "les Juifs dans leur ensemble". Et par conséquent, accusant le mouvement sioniste de bénéficier d'une escroquerie politico-financière, Faurisson sera accusé de dire : les Juifs sont des escrocs, ils volent de l'argent, thème ressassé de l'antisémitisme depuis le Moyen Âge. Ce serait pour se cacher qu'il a dit "sioniste" au lieu de "juif". Le tour est joué. Le clou de la démonstration sera apporté au cours du procès par une historienne du mouvement ouvrier, proche de Vidal-Naquet, et très longtemps membre du PCF, Madeleine Rebérioux, chargée au sein de la Ligue des Droits de l'Homme d'une petite cellule qui s'occupe spécialement de surveiller Faurisson et ses acolytes (67). (Cela n'étonnera que les profanes : plusieurs organisations d'antiracistes et de déportés se sont même livrées sporadiquement à des activités de type policier : filatures, détournement de correspondance, menaces, etc.). Pour démontrer que Faurisson ne peut pas parler d'autre chose que des Juifs en général quand il mentionne le mouvement sioniste, cette historienne affirmait, en péroraison de son bref exposé sur l'histoire de l'antisémitisme, que le "sionisme international" n'existait pas, que c'était "un concept vide, sans intuition, comme dit Kant" (68).

J'avoue qu'en dépit de la révérence due aux fastes de la Justice, je n'ai pu m'empêcher d'exploser de rire. Le gloussement et le regard de poule outragée que me lança Rebérioux n'y pouvaient rien changer. Le gag nous prenait tous au dépourvu. Comment aurait-on pu prévoir que la mauvaise foi pouvait atteindre un tel sommet ?

LES RÉPERCUSSIONS À L'ÉTRANGER

Mais avant de passer aux procès eux-mêmes, il faudrait peut-être terminer ce tour d'horizon par les prolongements de l'affaire dans la presse aux États-Unis et en Allemagne.

J'arrivai par hasard à New York quelques jours après la mise en vente d'un numéro du *Village Voice* qui portait en titre "Gas Chamber Games" et en sous-titre "Crackpot History and the Right to Lie", avec un fort long article d'un membre du staff, Paul Berman (69). C'est évidemment la part qu'a prise Chomsky dans cette affaire qui suscitait la plus vive excitation. Le provincialisme de la presse américaine est tel qu'aucun sujet n'est réellement digne de son intérêt à moins que l'Amérique ou des Américains n'y soient impliqués. Et dans cette presse, le *Voice* exprimait sans aucun doute, à cette époque-là au moins, ce qu'il y avait de plus ouvert, de plus cosmopolite, de plus destiné à ce que l'on aurait appelé ailleurs les intellectuels de gauche.

L'article, qui se termine par une longue lamentation sur tout ce que Chomsky a apporté à la réflexion politique de la gauche en Amérique et sur son rôle de premier plan dans le mouvement contre la guerre en Indochine, débute par une attaque féroce. Chomsky a non seulement défendu les droits civils de Faurisson, mais a ajouté qu'il ne lui semblait pas que Faurisson fût un antisémite. Berman est très énervé mais finit par admettre qu'il se pourrait bien qu'il y eût là un problème de défense des droits civiques sur lequel il ne veut rien dire. Il va en revanche démontrer que Faurisson est un antisémite. Pour ce faire, il mélange Faurisson et les membres de différents groupes américains, qui soutiennent aussi que le génocide est une invention, mais avec des arguments différents ou même pas d'arguments du tout. Il y a parmi ces gens des antisémites patentés et il est bien évident que beaucoup appartiennent à une extrême-droite américaine, raciste et fascisante.

L'amalgame est facilité par le fait que Faurisson a participé à une "convention révisionniste" organisée en Californie par ces gens-là. Comme n'importe qui, Faurisson parle à qui veut l'entendre et l'assimiler à ses auditeurs est un procédé aussi courant que grotesque. Parlez à Dieu, on vous dira divin. Parlez au diable, vous sentirez le soufre.

Le niveau d'information de Berman sur le fond du problème est très bas. Comme j'avais tenu au courant quelques amis aux États-Unis des développements de cette affaire, Berman n'a eu qu'à puiser et il s'est surtout contenté de paraphraser Vidal-Naquet, et sur quelques points seulement.

L'article ne devient franchement amusant que quand il en vient à la Vieille Taupe, ou plutôt aux quelques individus libres, avec chacun leur passé politique à l'extrême-gauche, qui se coalisent de temps à autres sous ce nom. "Comment cela est-il possible ?" se demande un Berman visiblement éberlué, parce qu'il ignore qu'il n'a encore rien compris à tout cela. "Qu'est-ce qui peut bien avoir propulsé ces penseurs parisiens épris de liberté sur les avenues de l'extrême-droite paranoïde, animée par la haine des Juifs ?" A question idiote, pas de réponse. Mais Berman cherche. Peut-être les guerres coloniales qui nous auraient rendus un peu fous. Ou alors l'effondrement idéologique du marxisme en France qui nous obligerait à nier toutes les réalités pour

mieux résoudre des problèmes théoriques. Et, c'est bien connu, en cas de crise, qu'est-ce qui ressort ? C'est l'antisémitisme. Il ne reste plus à Berman qu'à souligner que Chomsky appartient à une tradition politique "française" pour jeter le tout à la trappe. J'admire beaucoup les gens comme Berman pour qui tout est toujours simple. Que n'ai-je l'esprit ainsi fait pour vivre enfin tranquille dans une chaise longue, à l'ombre des certitudes en fleurs...

Je rédigeai aussitôt une brève réponse qui fut publiée le 22-29 juillet. Auparavant, Berman avait refusé de me rencontrer devant le micro d'une radio, WBAI, en disant qu'il ne discutait pas avec des gens qui pensent que la terre est plate (70).

Je traduis ce texte qui avait été écrit sur place en anglais (71).

CRITIQUE DES MYTHES POLITIQUES

C'est une tâche difficile pour Paul Berman et quelques autres de comprendre pourquoi quelques socialistes libertaires et anarchistes, vaguement fédérés au sein d'un groupe informel basé à Paris et appelé *La Vieille Taupe,* se sont intéressés à l'affaire Faurisson. Ils ont fait plus. Ils ont publié son point de vue, lutté pour protéger ses droits élémentaires à la libre expression et, en outre, plaidé à ses côtés devant les tribunaux.

Il ne semble pas venir à l'esprit de M. Berman que la première raison pourrait être que l'on trouve au moins un atome de vérité dans ce que dit Faurisson. C'est pourtant ce qui a été reconnu même par ses adversaires les plus acharnés en France. Si votre adversaire a raison sur un point et profère une proposition dont on peut démontrer la vérité, refuserez-vous de le reconnaître ? Il n'y a qu'un esprit tordu, insensible aux faits et à la vérité, qui puisse le faire.

Mais à l'évidence, les socialistes libertaires ont trouvé à cette affaire un intérêt plus politique et M. Berman est assez loin de comprendre ce qu'il a pu être. Ils pensent depuis longtemps que le système politique occidental, qui domine aujourd'hui la plus grande partie du monde, tient debout essentiellement parce qu'il existe un consensus idéologique à l'intérieur des sociétés qui le composent. On peut appliquer ce point de vue, d'une manière un peu différente, au bloc soviétique. En pratique, ce consensus est fondé sur le concept d'une alliance des forces de liberté – qui incluaient à l'origine l'Union soviétique – contre les forces du Mal, écrasées en 1945 lors de l'effondrement de l'Allemagne nazie. L'idée que le Mal se trouve entièrement d'un côté et que le Bien se situe de l'autre est un procédé très utile pour les contes de fées et pour les mythes politiques.

Il est donc pour nous évident qu'il est impossible de comprendre notre époque sans une sérieuse critique de ses fondements mythiques, ou idéologiques, dont les racines plongent profondément dans celles de la seconde guerre mondiale. Pour effectuer cette critique, il est nécessaire de distinguer les faits des représentations déformées qui en ont été données successivement par la suite.

Le socialiste libertaire Paul Rassinier fut, dans ce travail nécessaire, un pionnier, même s'il ne fut pas exempt d'erreurs, et Faurisson, avec ses méthodes très matérialistes, est un continuateur de Rassinier. Les gens de la Vieille Taupe savaient cela depuis au moins une dizaine d'années. Il est parfaitement stérile d'imputer notre engagement politique à quelque circonstance que ce soit, comme les aventures bouffonnes des tigres maoïstes devenus des moutons libéraux, ou une "amertume insurmontable" provoquée par les guerres coloniales. Ce qui est insurmontable, ce sont les guerres coloniales d'aujourd'hui, qui se mènent au Salvador, en Namibie, au Sahara occidental, au Liban, aux Philippines, etc. Les avions et les camions de l'Occident terrorisent des centaines de millions d'individus, à travers les cinq continents, en ce moment même. Les atrocités très réelles du régime hitlérien deviennent relativement "normales" quand on les compare à l'accumulation des atrocités perpétrées par les puissances occidentales dans leur domaine d'influence depuis la seconde guerre mondiale, et même si cet horrible bilan trouve largement son équivalent dans les horreurs perpétrées par les pouvoirs communistes dans leur propre sphère d'influence. Ceux qui crient "jamais plus" s'aveuglent et se mentent à eux-mêmes. Les nazis ne furent que les précurseurs de notre modernité. Être antinazi aujourd'hui revient à fouetter un cheval mort. Le cheval a été abattu en 1945. Tout cela fonctionne comme un écran, un rituel religieux destiné à masquer et à blanchir les tendances profondément totalitaires de nos prétendues démocraties.

Tout ceci est le cadre dans lequel se sont situées les activités d'un certain nombre de gens, plus ou moins reliés à la Vieille Taupe. Le travail de Faurisson est alors apparu comme un essai de confronter le mythe à l'histoire. Quel que soit le jugement ultime que l'on portera sur l'œuvre de Faurisson, il restera à son crédit un mérite particulier : celui d'avoir montré la nécessité de se concentrer sur les seuls faits. Toute l'historiographie officielle, fondée essentiellement sur les éléments d'accusation fournis au Tribunal de Nuremberg, s'en trouve ébranlée. Nous l'avons constaté devant les tribunaux français. Le besoin de développer une véritable étude historique de ces réalités atroces et insupportables n'en sera pas supprimé, bien au contraire.

M. Berman et quelques autres en Amérique s'inquiètent gentiment de voir la Vieille Taupe escortée par d'étranges alliés issus des groupes fascistes américains. Ils ne semblent pas saisir un fait élémentaire : parce qu'ils ont des buts totalement différents, les ressemblances entre ces groupes sont entièrement superficielles, accidentelles et sans conséquence durable. Nous avons déjà exprimé notre totale indifférence à ce genre de hasard. Ce que nous disons n'a pas la même *signification* et ne se situe pas dans la même action. Il suffit. La position véritablement ambiguë consiste à accepter sans la moindre critique la version officielle de ce qui s'est passé en Allemagne. On y trouve côte à côte MM. Brejnev, Reagan, Begin, Schmidt, Giscard, Mitterrand, et beaucoup d'autres, ainsi que M. Berman. Cela ne semble pas le gêner. Cela signifie-t-il pour autant qu'il manifeste une solidarité active avec tous les politiciens mentionnés ici ?

Sa grande justification est la lutte contre l'antisémitisme, en accolant l'étiquette d'antisémite à Faurisson. C'est vraiment un très pauvre argument. On pourrait

comprendre qu'un officiel israélien amalgamât l'antisionisme (ou même simplement tout point de vue critique sur la politique israélienne ou juive) à de l'antisémitisme. Mais cette extension sans limite du concept d'antisémitisme porte tort à toute réflexion politique et ne peut avoir sa place dans un débat sérieux.

Nous avons assisté à la même tentative de réduire le débat en France, à la fois dans les *médias* et devant les tribunaux. Mais au bout d'un certain temps cet argument se retourne contre ceux qui l'emploient. Plus on emploie des arguments irrationnels et émotionnels, plus se renforce l'image d'un Faurisson rationaliste. Je dis cela par pure charité pour M. Berman. Les procès contre Faurisson ont été bien acceptés en 1979 mais beaucoup de gens en France se sentent maintenant embarrassés par ces procédures. La défense clairvoyante de Chomsky à l'égard des droits élémentaires de Faurisson a fait beaucoup dans ce sens.

Le reproche le moins grave que l'on puisse adresser à M. Berman est son ignorance totale à l'égard des faits les plus élémentaires – je dis bien les faits – qui concernent la véritable politique nazie de persécution des Juifs européens, politique qui a causé des millions de morts parmi eux. Ce n'est pas un reproche grave parce que cette ignorance est partagée par la plupart de nos contemporains, et la plupart de ceux qui écrivent sur ce sujet. Son attaque à propos du *Journal* de Kremer en est une preuve. Les lecteurs de M. Berman doivent savoir qu'ils n'ont pas eu la moindre possibilité d'avoir sous les yeux les arguments qui sont ceux de Faurisson, ni des raisons plus générales qui poussent à s'intéresser à cette affaire, et que j'ai exposées dans un livre publié par la Vieille Taupe.

M. Berman avait enfoncé son clou avec un marteau. La semaine suivante, le *Voice* passait au marteau-pilon avec un article principal intitulé : "Anti-Semitism and the Crime of Silence". Le titre en lui-même est déjà assez ahurissant, mais le contenu de l'article l'est encore plus. L'auteur Jack Newfield ("*I am Jewish and I have a healthy amount of ethnic pride*") se fustige et fustige ses collègues parce que, décidément, on ne se préoccupe pas assez des Juifs et de l'antisémitisme qu'on voit monter à vue d'œil partout, dans tous les pays. "*The* Voice *has been a vigilant watchdog on abortion, Civil Liberties, and militarism, but the rights of the Jews have been a secondary concern. Jewish nationalism has been treated differently than every other nationalism*" (72). Il attaque un de ses collègues, Alexander Cockburn, qu'il accuse de soutenir l'OLP et de mépriser Israël, puis il vide ses tiroirs de coupures de presse qu'il y accumulait, mélangeant anecdotes plus ou moins insignifiantes et problèmes politiques sérieux ("Iran, Khomeiny"), sans oublier l'affaire Timerman en Argentine et le livre de Faurisson, qualifié d'"*insane, anti-semitic*". Newfield est effrayé de constater qu'une petite partie de la gauche américaine est devenue, peu à peu, "plus indifférente au sujet de l'existence d'Israël".

Les deux articles suscitèrent une assez vive polémique (1-7 juillet) où intervinrent Alex Cockburn, Noam Chomsky, Berman, Newfield, Richard Falk, W. Kunstler et quelques autres. Mais on avait l'étrange impression de tourner en rond parce que finalement le mur des tabous politiques américains n'était pas vraiment mis en cause. Il est encore impossible d'écrire dans la presse américaine un article qui pose

véritablement le problème du rôle de la culpabilité, vraie, fausse, fabriquée, entretenue, dans l'attitude de la gauche américaine vis-à-vis du nationalisme juif et d'Israël. Les Newfield peuvent dire n'importe quoi, attaquer tous ceux qui ne sont pas à la botte de Begin, et ces gens-là vont protester, se défendre, se justifier au lieu de chercher à faire éclater cette baudruche qui les terrorise.

Je trouve par exemple symptomatique qu'une radio new-yorkaise ayant enregistré en studio une conversation avec moi, ne se soit pas jugée en mesure de la diffuser sans y adjoindre une masse d'autres propos, aussi contradictoires que possible avec les miens et qu'après diverses tentatives, elle n'ait trouvé *personne* qui ose tout simplement venir me contredire. Même ça, c'était trop. J'ai finalement vu arriver à Paris, quelques semaines plus tard, un membre de la rédaction qui venait y chercher des contradicteurs à m'opposer. Je lui ai conseillé Vidal-Naquet : "Son anglais n'est pas fameux, mais ce sera le moins mauvais". Quelle époque ! Quelle misère !

Nous eûmes droit aussi à un long article dans une excellente revue allemande, *Transatlantik* (juillet 1981). Son auteur, un jeune écrivain allemand tout à fait sympathique, était venu à Paris se documenter et rencontrer les divers protagonistes : sous le titre "Les blanchisseurs d'Auschwitz", il fit un article très hostile, auquel je fus obligé de faire la réponse suivante :

LE BLANCHISSEUR ET SES OMBRES

Le texte de Lothar Baier, "Die Weisswäscher von Auschwitz", appelle de ma part quelques commentaires, principalement à cause du ton qu'il adopte. Il utilise presque tout le temps l'ironie facile et le persiflage, ce qui dénote, je crois, une gêne et une incapacité à aller au fond des problèmes. Je le dis d'autant plus librement que je suis généralement bien traité dans son article et que je ne fais pas, personnellement, l'objet d'insinuations plus ou moins malveillantes.

Il est impossible d'entrer en peu de pages dans une discussion complète de tous les points qui ont été soulevés dans cet article. Il faudrait, par exemple, pour saisir réellement le sens des propos de Rassinier sur la vie et l'organisation des camps de concentration de l'époque nazie, faire une analyse complète de leur fonctionnement interne et la comparer avec ce qu'il en dit et ce qu'en disent beaucoup d'autres écrivains. Ce qui transparaît dans les réactions de Baier à ce sujet, c'est surtout l'aspect très superficiel de ses connaissances à ce sujet. Je dois dire qu'à une première lecture de Rassinier, il y a plus de dix ans, j'ai été aussi surpris et souvent incrédule. Néanmoins, au lieu de me livrer à la dénégation et à l'ironie facile, j'ai été consulter un bon nombre d'anciens déportés de mes amis.

Ils appartiennent à la génération de mes parents et ont pour la plupart été liés à l'organisation politique de la résistance dans les camps, soit comme communistes, qui en étaient la force dominante, soit comme chrétiens ou progressistes à qui les communistes "tendaient la main", selon l'expression

politique de l'époque. J'ai pu, par ces conversations, me convaincre du bien-fondé des affirmations de Rassinier. Je ne dirais certes pas qu'il a raison dans tous les détails, mais il a eu le courage et le mérite de mettre le doigt sur une question qui me paraît essentielle si l'on veut comprendre le phénomène concentrationnaire : la collusion d'une partie organisée, politique – les communistes – des détenus avec les représentants locaux de l'appareil répressif d'État. Cette vérité commence à se faire jour dans la littérature concentrationnaire (73). Elle est exemplairement détaillée dans un livre qu'il faut conseiller fortement parce qu'il est écrit par un de ceux qui subissaient le maximum de l'oppression accumulée, Heinz Heger, *Die Männer mit dem rosa Winkel*, Merlin Verlag, 1972. Heger a survécu, parce qu'il était kapo il explique cela très bien. Rassinier a survécu parce qu'il a trouvé une situation privilégiée. On le sait parce qu'il le raconte lui-même. Pourquoi donc Baier prétend-il que ce fait, Rassinier l'a "visiblement occulté" ?

Il y a, dans l'article, beaucoup de petites inexactitudes qui sont sans grande importance si l'on ne construit pas un raisonnement dessus. Ainsi, Baier dit que le président de l'Université de Lyon, où enseignait Faurisson, "aurait garanti sa sécurité". C'est exactement le contraire qui s'est passé. L'Université, a dit en substance le président, n'a pas les moyens matériels d'assurer la sécurité. Et chaque semaine, au fil des mois, un commando sioniste est venu attendre Faurisson à l'heure de son cours qu'il donnait, en réalité, en cachette, dans un café. L'Université n'a rien fait pour mettre fin à cette situation, elle a même préféré fermer les yeux sur le fait que Faurisson était physiquement absent pendant six mois.

Je me suis demandé même si Baier savait réellement lire. Il cite, p. 20, Faurisson qui rapporte, p. 188 de mon livre, des "propos de table de Hitler". Ensuite Baier ajoute : "Je ne sais pas de quelle version clandestine des *Propos de table* disposait Faurisson, mais dans la mienne (Seewald, Stuttgart, 1976), je lis ceci (p. 456)". Et il cite les propos de Hitler. Si Baier savait lire, il se serait reporté à la note 44 du livre français qui donne le texte de cette phrase *en allemand* et indique comme source l'édition fort peu clandestine de 1963, p. 471. Cette phrase est mot pour mot la même, sauf que dans la version Baier on lit *Juden*, et dans la version Faurisson *Drecksjuden* (Juifs de merde). Erreur dans la transcription de Baier ? Censure de son édition de 1976 ? Je l'ignore, mais imaginons ce que l'on aurait reproché à Faurisson si c'était lui qui avait édulcoré des paroles de Hitler... En tout cas, lorsque Baier commente en disant que "c'est une faible prestation pour un diplômé de littérature", il montre qu'il a encore beaucoup à faire avant d'espérer pouvoir se qualifier en vue d'un tel titre.

Je me suis demandé aussi jusqu'où allait la capacité de raisonnement d'un Baier emporté par le désir de dénigrer. Il veut montrer que Hitler a bien ordonné l'extermination des Juifs, ce que Faurisson conteste. Les historiens sont tous d'accord pour dire qu'il n'existe pas de document à cet effet, mais Lothar Baier va résoudre la question grâce à des propos privés de Hitler. Ce peut être une bonne méthode. Il cite deux phrases qui expriment l'idée qu'il faut exterminer le judaïsme. *Ausrotten* peut aussi se traduire en français par extirper. Mais je ne jouerai pas sur les mots, avec le souvenir qu'au temps des

guerres de religion, en France, ceux qui voulaient *extirper l'hérésie* n'hésitaient pas à recourir à la violence et aux massacres. Dans la troisième phrase, Hitler affirme avoir donné l'ordre d'exterminer "tous ceux qui appartiennent à la race qui parle polonais" (p. 21). Si des propos de ce genre sont la preuve de l'ordre d'extermination des Juifs, ils sont une preuve plus claire et plus écrasante encore du génocide des Polonais, puisqu'il affirme avoir déjà donné l'ordre d'extermination.

Je suis de ceux qui pensent que les Slaves, Polonais, Russes, Baltes, Yougoslaves, ont payé un tribut beaucoup plus lourd, en chiffres absolus, que les Juifs, aux exactions des nazis. Mais à part les politiciens de Varsovie et, peut-être, M. Baier, personne ne croit qu'il a existé un projet de liquider les vingt ou trente millions de Polonais. Et d'ailleurs, en dépit d'atrocités sans nombre et de lourdes pertes en vies humaines, les Polonais, n'ont pas été à proprement parler liquidés.

Le raisonnement de Baier est donc parfaitement absurde et il ne l'oppose à Faurisson que parce que son désir de le contredire est plus fort que les moyens qu'il a de le faire. C'est le cas de beaucoup d'adversaires de Faurisson et c'est ce qui rend la réflexion sur toute cette affaire si difficile et si perpétuellement encombrée de querelles mineures, nées de la mauvaise foi.

Je me suis également demandé si M. Baier avait raison de parler de ce qu'il ne connaît pas. A propos de la controverse sur le sens que possède le mot *Vergasung* dans un descriptif technique, il croit malin de "recommander au spécialiste de la carburation qu'est Faurisson de faire breveter au plus vite la découverte de ce four crématoire qui est enflammé à l'aide d'un carburateur et cependant n'explose pas" (p. 21). Ce n'est là qu'un brevet d'ignorance. S'il s'était renseigné, il saurait qu'un four crématoire brûle du gaz, que ce gaz provenait dans ces appareils anciens de la chauffe du coke et qu'il fallait le mélanger à de l'air pour qu'il puisse faire son office et brûler les corps, que ce mélange s'appelle carburation. J'ai eu ces renseignements du directeur de l'une des rares maisons françaises qui construit des crématoires. Il est aussi juste de dire que cet expert ne voyait pas, sur les plans d'un crématoire d'Auschwitz, l'utilité d'une pièce appelée *Vergasungskeller*, l'opération se faisant par un jeu de tuyauterie. Si j'ai dit quelque part que les arguments de Faurisson sont sérieux et qu'il faut y répondre, je suis obligé de perdre l'espoir de voir Lothar Baier y répondre autrement que par des pirouettes aussi médiocrement spirituelles que les lourdes plaisanteries de Nadine Fresco dans les *Temps Modernes* (74). Comme il le dit lui-même à propos de l'analyse du *Journal* d'Anne Frank, "Je ne me suis pas donné la peine de l'examiner en détail". Parce que Baier croit que Faurisson ne fait que copier les autres... Ceci est parfaitement ridicule et cette analyse est justement la partie des travaux de Faurisson qui est acceptée par ses adversaires les plus déterminés. Et pourquoi M. Baier ne veut-il pas se donner la peine de courir le risque d'avoir à dire que, sur certains points au moins, il arrive aux esprits les plus prévenus de donner raison à Faurisson ?

Moi, je ne crois pas du tout que Faurisson ait raison sur tout. Je trouve qu'il a entièrement tort de dire qu'il n'y a pas eu de politique qui visait plus ou moins

à exterminer les Juifs. Je crois qu'il n'y a aucun doute sur le fait que plusieurs millions de Juifs ont péri à cause de la discrimination, de la déportation, de la concentration et des massacres effectués de sang-froid. Je ne sais pas si le gazage faisait partie de l'éventail des techniques employées pour tuer des gens et je ne sais pas si on pourra un jour cerner complètement cette question et l'éclairer définitivement. Mais peu importe, ce qui compte, c'est l'effort qu'il faut faire pour comprendre toutes les réalités, si complexes et parfois si contradictoires, de cette époque sauvage. Nous en sommes les héritiers, elle nous marque et nous la connaissons bien mal, aussi en raison de tous les bobards qu'ont fait courir tant de gens intéressés à justifier le rôle plus ou moins trouble qu'ils ont joué à cette période. Discutant avec Lothar Baier quand il est venu chez moi, nous avons ensemble constaté à quel point toutes ces questions sur la réalité des années 30-40 étaient occultées, et surtout en Allemagne. J'ai beaucoup voyagé en Allemagne quand j'étais adolescent et cette absence de mémoire historique, ce passé noir et vide, m'ont souvent choqué chez les amis allemands de mon âge. Il est absolument inévitable qu'une nouvelle génération d'Allemands veuille un jour lever les tabous pour récupérer ce passé. J'ignore quand et comment cela se fera et peut-être est-il beaucoup trop tôt encore. Mais je ne suis pas sûr que la meilleure chose que puissent faire les intellectuels soit de bétonner les tabous et de s'opposer à toute curiosité critique, à toute remise en question. En tant que groupe, je sais bien que leur fonction sociale consiste à chanter les louanges de l'État, mais en tant qu'individus, ils ne répriment le questionnement que par des procédés aussi discutables que ceux de cet article (75).

Que veut dire Baier, par exemple, en me reprochant de citer le fascicule de Thies Christophersen en bibliographie ? Est-ce que je perds la raison en cataloguant les ouvrages divers qui portent sur le sujet que je traite ? Je n'ai nullement utilisé le fascicule de Christophersen ni dans mon texte, ni dans mon raisonnement, puisque ce livre n'apporte aucun renseignement sur ce qui m'intéresse. Il dit que, dans une petite annexe rurale d'Auschwitz, la vie était plutôt bonne. C'est bien possible, mais ça n'a rien à voir avec ce qui se passait à Birkenau. C'est Baier qui accorde à Christophersen une importance factice puisqu'il en fait "un des piliers de base de la construction de Faurisson". C'est tout simplement absurde. Je m'étonne que l'on emploie de tels procédés.

Pour conclure par des considérations plus générales, et pour répondre aussi à ce que dit Baier en caricaturant les propos tenus par la Vieille Taupe et les gens qui en sont proches, nous sommes un certain nombre à penser que l'antifascisme est surtout un écran, qu'il sert à masquer les très réelles atrocités que les démocraties occidentales ne cessent d'infliger à travers le monde à tous ceux qui souhaiteraient échapper à leur coûteuse sollicitude. Le danger nazi, fasciste en Europe ? Il est mort en 45. Franchement, ça ne fait pas sérieux. Cette lutte acharnée contre des ectoplasmes, il faut en comprendre les buts : elle sert à faciliter l'installation de systèmes de domination beaucoup plus subtils, beaucoup plus modernes et efficaces, et donc moins sanglants, que les archaïques méthodes nazies ne permettaient de le faire. Une domination sans douleur, sans couleur, sans prise visible, bien intériorisée. La dictature de la marchandise, et non plus celle d'un pantin sanglant.

Céline, dont M. Baier est assurément un fin connaisseur, disait, dans son *Hommage à Zola*, en 1933 :

"Nous voici parvenus au but de vingt siècles de haute civilisation et cependant aucun régime ne résisterait à deux mois de vérité. Je veux dire la société marxiste aussi bien que nos sociétés bourgeoises et fascistes. L'homme ne peut persister en effet dans aucune de ces formes sociales entièrement brutales, toutes masochistes, sans la violence d'un mensonge permanent et de plus en plus massif, répété, frénétique, "totalitaire", comme on l'intitule.

"Privées de cette contrainte, elles s'écrouleraient dans la pire anarchie, nos sociétés. Hitler n'est pas le dernier mot, nous verrons plus épileptique encore, ici peut-être. Le naturalisme dans ces conditions, qu'il le veuille ou non, devient politique. On l'abat. Heureux ceux que gouverna le cheval de Caligula (76)."

Ce texte étant arrivé à *Transatlantik* plusieurs mois après celui de Baier, la rédaction jugea qu'elle ne pouvait le publier. La presse a toujours d'excellentes raisons pour ne pas publier les réponses aux attaques qu'elle lance, et toujours ces raisons sont différentes. Elle n'a donc pas tout à fait perdu le sens de l'originalité.

LES PLAIDEURS

C'est à la fin de mai 1981 que commencèrent les procès. Ils avaient été précédés par une affaire aussi ridicule que démonstrative du climat d'intolérance qui règne autour de cette affaire. Lors de son passage à *Europe n° 1* et pour répondre aux calomnies dont l'abreuvait Ivan Levaï, Faurisson avait dit que l'un de ses avocats, Me Yvon Chotard, était membre du MRAP, une organisation antiraciste généralement considérée comme proche du PCF. Or le MRAP faisait partie du cartel qui poursuivait Faurisson. Il ne pouvait d'ailleurs pas laisser sa principale rivale, la LICRA, dans une affaire aussi riche de potentialités publicitaires. La révélation de ce secret de Polichinelle provoqua aussitôt une vive émotion chez les mrapistes qui, dans un beau geste d'intelligence généreuse, exclurent Chotard, malgré l'opposition de son groupe local. Cette décision souleva évidemment maintes protestations, bientôt anesthésiées par les soporifiques justifications que dut multiplier Albert Lévy, un secrétaire général qui sécrète généralement surtout de l'ennui.

Le premier procès n'était qu'un prologue, comme dans une bonne pièce de théâtre. Léon Poliakov s'estimait diffamé par une note de *Mémoire en défense* (p. 119) qui le traitait de "manipulateur" et "fabricateur de texte" à propos de diverses versions du fameux, ou plutôt fumeux, document Gerstein (77). Les avocats de Poliakov étaient justement ceux que l'on allait retrouver dans les procès suivants. On sentait que tout cela était bien coordonné et que leur stratégie consistait à obtenir rapidement une condamnation de Faurisson en diffamation, pour aborder en position favorable le grand procès d'opinion. Cette manœuvre échoua de peu. On parla finalement peu du chef d'inculpation. Poliakov se défendit assez mollement. Il ne se souvenait d'ailleurs pas très bien de cette histoire de document. Il avait sa conscience et sa réputation pour lui, ça devait bien suffire. Il a eu tout à fait raison, puisque le tribunal devait dire dans son jugement que Poliakov avait pu commettre des erreurs, et même des erreurs

"fautives", pour reprendre l'admirable litote de son petit camarade Vidal-Naquet et même, à l'occasion, "enfreindre la rigueur scientifique", sans que cela empêchât le tribunal de condamner tout uniment Faurisson.

Il serait trop long et peut-être fastidieux de reprendre toutes les interventions, celles des témoins (78) ou celles de la dizaine d'avocats qui s'employèrent à terrasser le dragon. La formidable machine, mise en branle par ce puissant collectif d'avocats – les dizaines de kilos de documents, les missions à Varsovie et à Tel-Aviv – n'a pas apporté beaucoup de grain à la meule judiciaire. Les effets les plus sûrs étaient plutôt d'ordre sentimental. L'assistance, bourrée de membres des associations demanderesses venus là sans bien savoir de quoi il s'agissait, se trouvait plutôt abasourdie. La presse était assez nombreuse, avec un bon nombre de correspondants étrangers. Vidal-Naquet les accrochait au passage pour leur confier que "*Faurisson is a rat, just a rat*". On nageait dans le grotesque, les uns en train d'essayer de refourbir le vieux thème des haines raciales, les autres amusés, incapables de prendre tout ce guignol vraiment au sérieux. L'issue était connue d'avance et le vrai débat n'était pas là. Les juges avaient des têtes de juges, les avocats étaient bons, ils faisaient chacun le petit numéro qu'ils s'étaient réparti dans l'éventail des passions humaines. Le meilleur fut incontestablement Me Badinter, avec sa belle voix de bronze, fin produit d'une vieille tradition d'éloquence, fort apparentée dans son style noble à celle de la Comédie française.

Évidemment, certains lèveront peut-être un sourcil en pensant que ce devait être sa dernière plaidoirie, puisque celui qui animait depuis deux ans l'attaque contre Faurisson allait se trouver, entre les débats et le jugement, désigné comme ministre de la justice du nouveau gouvernement socialiste. Cela ne changea sûrement rien au jugement, mais quelque chose à la loi d'amnistie, traditionnellement votée au début de chaque septennat, qui exclut spécialement les délits pour lesquels Faurisson était traîné en justice. Badinter, que j'ai par la suite entendu dire à la radio qu'il ne prenait pas de grande décision sans s'être entretenu avec des rabbins, n'a pas voulu, par cette mesquinerie, gâcher son propre travail.

J'ai tâché de résumer quelques enseignements de ces procès dans un article que publia *Le Monde*, en le raccourcissant (79). Le voici en entier :

UN VERDICT RÉVÉLATEUR

Au lendemain de la condamnation de Robert Faurisson devant le tribunal correctionnel et avant celle qui interviendra devant le tribunal civil, pour ce que l'on ne peut qualifier que de *délit d'opinion*, il n'est pas inutile de se poser quelques questions. Pour la LICRA, partie civile, et ses associés, l'enjeu de ce procès n'était pas mince. Me Badinter a dit qu'il s'agissait d'un tabou, le dernier tabou qui protégeait les Juifs contre un retour des pratiques qui avaient amené l'extermination. Tout est là, sans doute. Il faut comprendre l'angoisse de ceux qui ne se croient protégés que par la magie opératoire d'un tabou, dans un monde qui en respecte de moins en moins. Le roi nu a toujours à craindre le

regard naïf qui simplement *ignore* le tabou et déclenche ainsi la chute dans le réel.

Je suis de ceux qui ont contribué à faire connaître les arguments de Robert Faurisson, et à les proposer au débat pour qu'on les soumette à la critique. Je m'étonne encore, dans ces conditions, que la LICRA n'ait pas osé me poursuivre. C'est sans doute que le débat, pour rester judiciaire, devait être manichéen : les adversaires de l'antisémitisme d'un côté, l'affreux Faurisson et ses phrases provocantes de l'autre. La partie était jouable et même, avec les habituels moyens du prétoire, facile à jouer. Mais il était rigoureusement impossible de prétendre que les gens de la Vieille Taupe pouvaient être soupçonnés d'antisémitisme. Et s'il avait fallu répondre à ce qu'ils avaient à dire en cette affaire, le manichéisme n'aurait plus été de mise.

Pour qui a suivi cette affaire depuis le début, ce verdict a quelque chose de très inquiétant. Je laisse ici de côté la question de la liberté d'opinion dans ce pays et je la confie à ses défenseurs habituels, en remarquant simplement que pour une bonne partie d'entre eux, ils se sont rangés parmi les demandeurs de répression. Ainsi en va-t-il habituellement du libéralisme, quand il sort de l'abstraction. La vraie question est de savoir ce qui protège *effectivement* les Juifs, si tant est qu'ils puissent se sentir menacés dans notre société aujourd'hui. Aux partisans du tabou, aux sacralisateurs profanes et religieux, à tous ceux qui ont tendance à amalgamer successivement les individus juifs *volens nolens* à une mystérieuse "communauté juive", puis le destin juif au sionisme, le sionisme à Israël et Israël à la politique de M. Begin, je dis qu'ils font involontairement le lit d'un antisémitisme dont nous ne connaissons pas encore le visage parce qu'ils pratiquent exactement ce dont ont toujours eu besoin les bourreaux des Juifs : retrancher, d'abord mentalement, les Juifs du commun du genre humain, en faire des êtres à part, porteurs de ceci ou de cela, jouissant d'une sorte de privilège d'extra-historicité que leur vaudraient les souffrances, réelles, issues du passé. L'on peut juger que l'Holocauste (terme religieux d'usage très récent) mérite ou non réflexion. Mais l'usage que font de l'Holocauste des idéologues, des groupes politiques, des États, des ligues partisanes, des organisations qui se prétendent antiracistes quand elles comptent dans leurs rangs des thuriféraires de l'apartheid, ça peut se discuter. Comme on peut discuter l'assistance militaire que fournit Israël à l'Afrique du Sud. C'est de la bonne grosse politique, avec ce qu'il faut de mensonges et de corruption ; on sait bien qu'en politique les morts servent surtout à engraisser les vivants. Sinon, il n'y aurait pas tant de monuments "aux morts". Et pour se servir de l'Holocauste à des fins politiques, on utilise principalement le levier de la culpabilité.

Alors, s'il faut en croire Faurisson, la culpabilité ne serait plus, ou serait moins. Mais, avec ou sans Faurisson, elle s'évapore de toute façon, pour mille raisons, qui tiennent au fonctionnement social et à l'éloignement du temps. Cette culpabilité, on cherche à la ré-enraciner, aussi bien chez les Juifs qui n'ont pas eu le douteux mérite d'y laisser leur peau que chez les non-Juifs qui sont allègrement tous rangés dans le camp des assassins. Hélas ! Défendre un tabou, c'est déjà reconnaître qu'il a disparu. Demandez aux anthropologues si

une société qui fonctionne avec un corps de tabous peut même concevoir de les défendre !

Pour nous, la *seule* réponse à l'antisémitisme consiste à traiter les Juifs très exactement comme n'importe qui et comme tout le monde, et donc à refuser l'ouverture d'une béance entre eux et les autres, à renverser les dérisoires barrières où veulent les enfermer aussi bien les racistes de tout poil que les sionistes. L'histoire des Juifs et la tragédie qui les a frappés n'ont de sens que confondues avec l'histoire et la tragédie qui se sont jouées pour tous les hommes de ce temps-là. Protéger les Juifs en tant que tels, c'est déjà les désigner. Mais vouloir les protéger contre un professeur et ses idées, c'est aussi les mettre dans un embarras absurde. On sait que certains ont protesté.

Depuis le début, cette affaire touche à la raison d'État. Nous en avons eu mille témoignages depuis bientôt trois ans. Mais quelle plus merveilleuse démonstration que de voir le chef du collectif d'avocats acharnés à la perte de Faurisson, accumulant procès sur procès, dépouiller sa robe, passer, pendant le temps d'un délibéré, de la barre à la garde des Sceaux, passer en somme sur tous les sièges, sauf le banc de l'accusé... Le temps pressait, il a pu néanmoins changer de procureur et veiller à ce que l'amnistie proposée au gouvernement ne puisse s'appliquer au cas, fort rare, de Faurisson. C'est l'humanisme total. Je ne crois pas que le régime giscardien aurait fait juger autrement. Mais on voit bien, par cette admirable contiguïté, que le sort imaginaire des Juifs touche à la religion d'État. C'est bien cela que révèlent ces procès, et c'est bien le plus inquiétant quand on pense à ce dont les États modernes sont capables.

La véritable surprise vint quand on fit le compte des amendes et des obligations d'insertion dans la presse auxquelles fut condamné le professeur. Puisqu'il fallait lire un jugement fort long à la radio et à la télévision, au prix de la minute de publicité, le total en venait à dépasser les trois millions de francs, une trentaine d'années de salaire, peut-être... La liberté d'expression, c'est très beau, mais il faut être un peu riche. Appel a été fait.

A un moment, pendant les procès, suffoqué par tous ces artifices, j'avais griffonné dans la salle d'audience ces quelques lignes :

Procès – Ritualisation de l'empêchement de la parole et du dialogue. Les avocats peuvent dire absolument n'importe quoi et ne se gênent pas pour le faire.

L'histoire des chambres à gaz tourne entièrement autour de l'idée de la chose unique dans l'histoire, de la spécificité nazie comme reflet de la spécificité juive. Badinter reconnaît franchement que c'est un tabou et l'importance de ce tabou vient de ce qu'il est le verrou, le barrage, qui empêcherait le retour, la répétition du grand massacre. C'est là évidemment une hallucination. Mais on peut aller plus loin. Acceptons les chambres à gaz, acceptons tout, acceptons les témoignages même les plus controuvés, même les chiffres les moins sûrs au bout du compte, il ne reste aucun mystère, il ne subsiste aucune spécificité réelle, il n'y a pas de barrière entre humanité et inhumanité. Si, comme le dit Wellers dans son livre, 80% des convois étaient gazés et que, dans les camps,

ceux qui étaient internés périssaient à 80%, on voit bien que le résultat était le même, qu'il s'agit fondamentalement de l'inhumanité qui fait partie de l'humanité, et que le mythe de la spécificité nazie nous cache le fait que nous sommes absolument capables de la même chose. Voir Israël et les Arabes. Je ne discuterai plus des chambres à gaz parce que, finalement, la discussion n'est pas plus intéressante que celle de savoir si les Allemands connaissaient et utilisaient, à cette époque et en ces lieux, la mitraillette ou la grenade. Ce sous-paragraphe de l'histoire des techniques meurtrières s'est gonflé pour des raisons purement idéologiques, qu'il fallait seulement montrer du doigt.

(Juillet 1981.)

On est parfois brusquement étreint par la sensation de marche dans la nuit polaire, sur la banquise des idées gelées, et qu'il ne nous reste que quelques allumettes pour y voir clair et faire fondre cette sacrée banquise. Alors, on se dit qu'il vaut mieux s'asseoir et, en tâchant de ne pas mourir de froid, attendre la débâcle.

Janvier 1982

Notes du chapitre 1

(1) Voir le témoignage de Bartolomé de Las Casas, *Très brève relation de la destruction des Indes*. En 1552, il situe le nombre de massacrés en Amérique entre 12 et 15 millions. [Les références bibliographiques sont regroupées en fin d'ouvrage.]

(2) *Le Monde*, 3 novembre 1979. Pour une information régulière, voir *Timor Informations*, BP 59 – 75921 Paris cedex 19 et Tapol, publié à Londres.

(3) Voir, par exemple, "De l'holocauste à Holocauste ou comment s'en débarrasser", *Les Temps Modernes*, juin 1979. Il y exhale son amertume contre le téléfilm américain parce qu'il prépare, lui aussi, depuis des années, un film consacré au même sujet. Il est amusant de relever cette phrase, à propos des chambres à gaz : "Aucun de ceux ou celles qui y pénétrèrent n'est revenu parmi nous pour témoigner". Il n'avait sans doute pas encore déniché l'oiseau rare, l'invraisemblable Filip Muller, dont nous allons parler plus loin.

(4) "Entretiens avec Benny Lévy", publiés en 1980 dans *Le Nouvel Observateur*.

(5)*Cf*. "L'Avenir du Sud-Ouest Africain", avril 1966, consacré à ce qui s'appelle aujourd'hui la Namibie "Sur le Pourtour de l'Indonésie", octobre 1976.

(6) "Despote à vendre", n° spécial "*Indochine : Guerre des socialismes, mort des peuples*", n° 402, janvier 1980, p. 1254-1268. Voir, dans le même numéro, "L'Ingratitude des crocodiles", p. 1283-1323.

(7) Il existe sur ce sujet une excellente étude d'un chercheur australien, Grant Evans, *The Yellow Rainmakers*, publié à Londres, en 1984. J'ai échoué à lui trouver un éditeur en France.

(8) Je dois à l'honnêteté de dire que j'ai emprunté ce proverbe à Hubert Coppenrath et Paul Prévost, *Grammaire approfondie de la langue tahitienne (ancienne et moderne)*, p. 170.

(9) Par exemple, cette petite chose écrite en collaboration avec le plaisant Baynac, "Comment s'en débarrasser" (reproduction du texte paru dans *le Monde*, 18 juin 1987), où l'on trouve cette grave interrogation : "Comment se fait-il alors que leurs idées (celles des révisionnistes) se propagent somme toute plutôt bien dans la société française ?" La réponse-bateau, c'est évidemment l'antisémitisme. Mais, comme je l'ai toujours pensé, cette question travaille comme un opérateur psychanalytique. L'inconscient de Fresco écrit quelques lignes plus loin : "Quand les Juifs morts se comptent par millions, ils deviennent parfois plus encombrants encore que lorsqu'ils étaient vivants". Cet encombrement rend très difficile le travail du deuil et provoque un hyper-investissement symbolique, une véritable mythification de ces événements tragiques. Voir aussi "Parcours du Ressentiment", qui relève, littérairement et intellectuellement, du genre "Rapport de police", dans *Lignes*, n° 2, 1988, p. 29-72.

(10) *L'Homme*, n° 17, 2-3 ; n° 18, 1-2 ; n° 20, 4.

(11) Lucien Bodard, *La Guerre d'Indochine*, cinq volumes, Gallimard, 1963-1967, republiés en Folio.

(12) P. Joffroy, *Kurt* Gerstein, *l'espion de Dieu*, p. 153. [Il faut ajouter aujourd'hui qu'il existe un travail exhaustif sur les textes de Gerstein, qui était, lui aussi, un "agité du bocal". On sait l'explosion d'imprécations que souleva l'annonce de la soutenance, à Nantes, d'une thèse d'université sur les textes de Gerstein par Henri Roques. Le malheureux ministre de la Recherche de l'époque, Alain Devaquet, fit annuler la thèse. Il me fit personnellement expulser *manu militari* avant la conférence de presse, tenue le 2 juillet 1986 au ministère de la Recherche, où il annonça cette mesure inique. Inique et unique, car si l'on appliquait le même rigorisme juridique à l'ensemble des thèses qui se soutiennent en France, un tiers ou une moitié d'entre elles devraient être annulées pour vice de forme. Le plus révélateur fut le concert de vociférations de l'époque. Aucun exemplaire de la thèse de Roques n'avait encore circulé. Seule la Vieille Taupe en détenait quelques exemplaires et l'avait fait savoir. De toute la presse parisienne, seule se présenta une journaliste américaine. La presse française qui tartinait article sur article n'avait pas lu une ligne de cette thèse réputée scandaleuse. Un soi-disant "jury", comprenant jusqu'à l'improbable Harlem Désir, surgit même du néant pour jeter l'anathème. Quelques mois plus tard, le texte intégral en fut publié par un éditeur de droite. Voir, plus loin, la bibliographie et "L'Affaire de la thèse de Nantes", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 1, 1987, p. 165-180 et Henri Roques, "De l'Affaire Gerstein à l'affaire Roques", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 3, 1987, p. 103-125. Tous ces textes se trouvent sur le site de l'Aaargh avec la thèse.]

(13) Au moment où je retranscris ces lignes, paraît en librairie une brochure de Dionys Mascolo, *Autour d'un effort de mémoire – Sur une lettre de Robert Antelme*, 1987, 95 p. C'est une des plus fines, des plus profondes réflexions qui soit donnée sur ce qu'est le passage du camp de concentration à la vie après le camp. La lettre d'Antelme, de juin 1945, et les "efforts" de Mascolo sont les douloureuses exigences d'une probité intellectuelle sans pareille. Le livre d'Antelme, *L'Espèce humaine*, est de très loin le meilleur livre qui soit, sur la vie dans les camps. On le sait, on le dit, mais on le lit peu parce que, dans le monde d'aujourd'hui, son intuition centrale, à savoir que bourreaux et victimes font partie d'une seule et même espèce, est progressivement devenue irrecevable.

Précautionneux, sans concession, Mascolo cherche à cerner ce que le retour à l'humanité, à la sortie de l'enfer, produit comme déplacement de la parole. Il n'est par ailleurs nullement suspect d'un "révisionnisme" sur lequel, bassement sollicité par Antoine Spire au micro de *France-Culture* (5 mars 1988), il a dit quelques grossièretés venues, chez cet homme qui pèse ses mots, d'une connaissance, ou plutôt d'une méconnaissance par ouï-dire. Mais peu importe. Son petit livre est à mettre entre toutes les mains, en particulier de ceux qui croient que la mémoire est comme une machine qu'il suffit de brancher.

Sur le témoignage, Mascolo a ceci à dire : "Je veux en témoigner ici pour mon compte : touchant les événements significatifs – c'est-à-dire capables de modifier la vision, ou historiques – que j'ai vécus en commun avec d'autres, je n'ai

rigoureusement l'expérience d'aucun témoignage qui ne participe plus ou moins gravement du faux témoignage : *c'est l'expérience commune* [c'est moi qui souligne] mais dira-t-on jamais assez le soupçon que cela fait peser sur ce que l'on nous donne pour ayant eu lieu d'essentiel ? Ce n'est pas même erreur, ni mensonge. La logique de narration aidant, qui expose déjà aux misères des *post hoc propter hoc*, le possible, le vraisemblable et le probable colmatent les vides de ce qui ne fut pas vu, pas su, ou qui fut oublié" (p. 28).

Ce n'est plus un caillou, c'est un rocher dans le jardin des Vidal-Naquet et autres marchands de mémoire.

(14) *Le docu-mensonge de la semaine. Quelques commentaires sur une récente ignominie du* "Nouvel Observateur", 1980, 19 p.

(15) "Le Cambodge, la presse et ses bêtes noires", *Esprit*, septembre 1980, p.95-111.

(16) J'ai pu passer quelques articles, par-ci, par-là, par exemple dans *Le Monde* des 16 septembre 1975, 28 novembre 1975, 14 avril 1976, etc.

(17) Devenu ministre de la Santé dans le gouvernement Rocard en 1988.

(18) "Petite hystérie" était d'ailleurs le titre d'un entrefilet qui signalait l'article d'Evin, dans *Libération*, 21 août 1980, le *Libé* de gauche, d'autrefois : "On peut estimer que Serge Thion se fourvoie gravement et qu'il prend la défense d'une cause indigne. Cela n'autorise pas à douter de son désintéressement ou à lui prêter des opinions aux antipodes de celles qu'il professe."

(19) "Africa : War and Revolution", *Dissent*, New York, printemps 1979.

(20) Il faut tout de même mentionner Raul Hilberg, dont personne en France ne songeait à publier l'énorme pavé, *The Destruction of the European Jews*, dont la première édition remonte à 1961. C'est évidemment l'affaire Faurisson qui a provoqué sa publication en français en 1988. Dans une interview au *Nouvel Observateur* lors du premier grand colloque anti-révisionniste à Paris, Hilberg reconnut que les questions posées par le révisionnisme étaient un aiguillon pour la recherche. Par la suite, on fut obligé de constater, soit qu'il n'avait pas fait de nouvelles recherches, soit qu'il n'avait pas trouvé de bonnes réponses. Que ce soit dans la nouvelle version de son livre, ou au cours de sa prestation dans le film *Shoah*, ou encore au procès de Toronto, il ne tint que des propos creux, vagues ou frivoles. A Toronto, il fut tellement étrillé par les défenseurs de Zundel qu'il renonça à apparaître au procès en appel. La faiblesse insigne de sa position tient à ce qu'il a borné sa documentation historique aux pièces sélectionnées et rassemblées pour les procès de Nuremberg, et dont il fut, au début, simple archiviste.

(21) Pierre Vidal-Naquet, "Un Eichmann de papier", *Esprit*, septembre 1980. Repris avec quelques changements dans son livre : *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Maspero, 1981. Également traduit et abrégé dans une revue new-yorkaise, *Democracy*, 1981.

(22) G. Wellers, *Les Chambres à gaz ont existé*, Gallimard, 1981, 279 p.

(23) [G. Wellers a achevé de se déconsidérer en publiant dans le n° 107 du *Monde juif* en 1982, un article de Jean-Claude Pressac, un nostalgique de Hitler, qui était venu d'abord voir le professeur Faurisson avant d'élaborer tout seul la thèse dite du "gazouillage", qui concède que la version officielle des gazages massifs ne résiste pas à l'examen mais qui rattrape la chose en disant que les Allemands ont gazé un petit peu, à Auschwitz et ailleurs, le tout au prix de pirouettes intellectuelles qui n'honorent ni l'auteur ni la revue qui l'a publié. D'après le *New York Times* du 18 décembre 1989, Pressac, rallié au clan Klarsfeld – où l'on tient Wellers pour moins que rien (voir comment Wellers descendait en flamme Klarsfeld dans *Zéro*, mai 1987, p. 72-73) – Pressac, dis-je, a publié à New York, dans une édition Klarsfeld (?), un livre intitulé *Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, de 563 p., où il semble développer son article du *Monde juif* (n° 107, juillet-septembre 1982, p. 91-131). Ce livre, dont la rumeur annonce monts et merveilles, puisqu'il apporterait enfin les 37 preuves annoncées de l'existence des chambres à gaz, ne semble pas être véritablement diffusé. Rappelons que R. Faurisson a qualifié la "thèse" de Pressac de "cornichonnerie". (Voir plus loin chapitre 8.)

Je terminerai en ajoutant que M. Wellers est un malpoli. Il ne m'a jamais remercié de lui avoir donné les photos aériennes d'Auschwitz, publiées par la CIA, que j'avais apportées de Washington et qu'il a publiées, accompagnées de commentaires ineptes, dans *Le Monde juif*. Sur ces photos, voir plus loin, dans les annexes, la note 16.]

(24) Il apparaît même dans la campagne de lancement, en 1989, de la nouvelle version des *Journaux* d'Anne Frank. Dans ses multiples apparitions médiatiques, il omet seulement de dire qu'il avait approuvé Faurisson d'avoir démontré que le *Journal* d'Anne Frank était un texte "trafiqué". Selon lui, aujourd'hui, la publication des originaux (???) serait la preuve que Faurisson avait tort ! Écœurant de malhonnêteté ! Vidal-Naquet court à toutes les brèches pour bétonner. Pour justifier sa présence dans une affaire où il n'a aucune compétence, il excipe de son âge. Il est né la même année qu'Anne Frank. Argument imparable... On le sait capable de tout, même de signer des motions de soutien au petit Staline iranien, Massoud Radjavi (Cf. *Le Monde*, 10 juillet 1985).

(25) [Les choses ont changé. Le "pouvoir pâle" n'a pas encore changé de main mais le sang coule à flots, donc la presse en parle. A croire que les encriers de ces plumitifs ne sont emplis que de sang.]

(26) Voir Christian Duverger, *La Fleur létale*, Le Seuil, 1979.

(27) Il y en a bien besoin, si l'on en juge par quelques cervelles à décrasser qui osent écrire des choses dans le genre de ceci : "De nos jours, pour autant qu'on le sache, le cannibalisme est encore pratiqué dans certaines tribus de l'Oubangui (Afrique) avec une connotation de gourmandise, ainsi qu'aux îles Salomon (Mélanésie), aux îles Marquises (Nouvelle-Guinée), aux îles Fidji, en Nouvelle-Zélande, à Sumatra, etc." Voilà de l'information qui doit dater d'un bon siècle, d'une époque où d'ailleurs elle cessait d'être vraie, si d'ailleurs elle l'a jamais été. Sans parler des îles Marquise, territoire français, qui se trouvent à 6 ou 7000 km de la Nouvelle-Guinée. C'est si loin, tout ça... Mais ça se trouve dans *Le Monde*, sous la plume d'Henri Fesquet (21-22 juin 1980), et il ajoute : "Au Cambodge et au Viêt-Nam, si l'on en croit Jacques Attali

(dans *L'ordre cannibale*), on fait avorter des femmes à sept mois de grossesse pour donner le fœtus à manger aux cadres supérieurs".

Apparemment, personne n'a sursauté devant ces énormités d'un autre âge. Pourtant, de passage au Viêt-Nam, j'ai cherché à savoir de quel feu venait cette petite fumée attalienne. La médecine traditionnelle accorde une grande valeur à certaine préparation de placenta humain, recueilli *post partum*, et il existe un trafic de placenta dans certaines grandes maternités de Hanoi et de Saigon. De là à imaginer qu'on le réserve aux cadres et, pis encore, que l'on provoque des avortements pour boulotter des fœtus, il y a un grand saut dans l'invention mythologique que franchit allègrement le conseiller du président. On peut s'inquiéter sur la façon dont il conseille notre prince... J'ajouterai à cette lugubre histoire de placenta que la médecine traditionnelle ne se trompait peut-être pas entièrement puisqu'aujourd'hui la relève est assurée par la grande industrie pharmaceutique qui achète le placenta au kilo afin d'en extraire les précieuse immunoglobulines. Et Rhône-Poulenc avait fait des propositions dans ce sens au Viêt-Nam. Mais les problèmes soulevés par la réalisation d'une chaîne du froid continue ont renvoyé ce projet à plus tard.

On voit à quoi des livres comme celui d'Arens s'attaquent : des montagnes d'ignorance et de préjugés stupides, datant de l'ère coloniale. On voit aussi que ces livres encourent presque toujours les attaques ennuyeuses des idéologues parisiens, à la Vidal-Naquet, que rien n'arrête quand il s'agit de parler sans savoir.

(28) Wellers, *op. cit*., p. 211-219. Cf. Vidal-Naquet, in *Esprit*, p. 28.

(29) [Voir la réponse de Monteil à Vidal-Naquet dans la *Revue d'histoire révisionniste*, n° 3, 1990-91.]

(30) S. Thion et B. Kiernan, *Khmers rouges ! Matériaux pour une histoire du mouvement communiste au Cambodge*, Albin Michel, 1981, p. 35. A ces considérations, j'aimerais ajouter une note, publiée par la Vieille Taupe au moment des grands procès :

> "Le mot "Holocauste", pour désigner le sort des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, date des années 70. Le mot lui-même, et la représentation qu'il véhicule, ne s'est imposé à travers les medias que grâce au film du même nom.
>
> Le mot "génocide" semble avoir été créé en 1942 par le militant sioniste Rafael Lemkin, dans le but explicite de différencier sémantiquement le sort des Juifs par rapport aux autres massacres de population dont les guerres sont le théâtre. Ce mot est resté confiné à des cercles limités, idéologiquement très productifs. Il a émigré lentement dans les années cinquante et n'a accédé au statut de représentation universellement admise que dans le courant des années soixante.
>
> Ces mots imposent, tant au niveau de l'intentionnalité "nazie" que de la spécificité du processus lui-même un contenu idéologique, qui en se généralisant et en s'incrustant dans le langage social, perd la conscience de ses

origines et surtout la conscience du caractère idéologique des significations qu'il impose.

On pourrait donc faire l'histoire de ces représentations et il devient évident qu'elles sont d'abord et avant tout le résultat de besoins idéologiques de ceux qui les produisent et n'ont qu'un rapport fort lointain avec l'expérience et le souvenir des déportés et que lorsqu'elle s'appuie sur des documents, ils sont sélectionnés et interprétés en fonction du but apologétique et moralisant recherché. L'écrasante majorité des témoins, des victimes survivantes, se sont enfermés dans le silence. La "mémoire" a été monopolisée par une infime minorités de bavards qui doivent leur immense audience moins à la qualité ou même à la réalité de leurs souvenir qu'à l'adéquation de leur production littéraire à la demande sociale.

Le mot "génocide" a un contenu idéologique précis. Nier le "génocide" ne signifie pas nier la réalité incontestable de la persécution des Juifs, de leur déportation massive et de la mort d'un grand nombre d'entre eux dans des conditions que la recherche historique permet maintenant de connaître." (25 juin 1981)

[En ce qui concerne le Cambodge, j'ai repris la question dans une conférence donnée dans le cadre d'un "Symposium Rafael Lemkin" à Yale University en février 1992. Cette communication, intitulée "Genocide as a Political Commodity" est sous presse aux États-Unis, dans *Genocide and Democracy in Cambodia: The Khmer Rouge, the UN and the International Community,* Yale University, chapitre 4.]

(31) [Une telle affirmation, aujourd'hui, lui vaudrait une possible inculpation pour "contestation des crimes condamnés à Nuremberg".]

(32) Dan Sperber, *Le Symbolisme en général*, Hermann, 1974.

(33) Cf. son article d'*Esprit*, p. 28.

(34) Voir Wellers, *op.cit.*, p. 205-8.

(35) [Depuis la rédaction de ces lignes, en 1982, la preuve rationnelle et matérielle que l'on n'avait pas pu procéder à des gazages massifs dans les morgues d'Auschwitz a été apportée par un expert américain, spécialiste en construction de chambres à gaz, commis au procès de Toronto. Ce texte essentiel a été publié en français dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 5, 1988 : Fred A. Leuchter, "Rapport technique sur les présumées chambres à gaz homicides", p. 51-102. Le point décisif à mes yeux de l'analyse de Leuchter, c'est d'avoir effectué des prélèvements sur place. Sa méthode est répétable et ouvre le champ à toutes les contre-expertises. (Voir plus loin le chapitre 8.)

(36) "Evidence in Human History", *Psyche Annual*, 1933; repris comme chapitre 1 de *Kings and Councillors*.

(37) *Times Literary Supplement*, 25 janvier 1980.

(38) *Op. cit.*, p. 101-2.

(39) [Note de 1993 : Pour ma part, et si je comprends bien les bruits qui proviennent d'Arolsen et de Yad Vashem, en Israël, je ne serais pas surpris d'apprendre un jour, si des études sérieuses sont entreprises, que les chiffres réels se situent vers la moitié des chiffres symboliques.]

(40) Voir Michael Balfour, *Propaganda in War, 1939-1945*, 1979. Il en ressort qu'à côté des Anglais, les Allemands étaient des enfants. Vers la fin de la guerre toute l'Allemagne écoutait la BBC.

(41) Sur les espoirs soulevés dans certains milieux sionistes par l'avènement des dictatures entre les deux guerres, et les ambiguïtés qui s'ensuivirent, voir le dossier très fourni de Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*.

(42) Arthur R. Butz, *The Hoax of the Twentieth Century, the Case against the presumed Extermination of European Jewry*, première édition en 1976. Walter Laqueur, *The Terrible Secret*, 1980.

(43) [Le fait d'avoir transformé Auschwitz en "musée" semble à beaucoup de gens infiniment moins choquant que l'installation discrète de quelques carmélites dans un bâtiment désaffecté. Pourtant, il est incontestable que le processus de muséification a entraîné des remaniements et des transformations des lieux. Les travaux ont duré plusieurs années et n'ont jamais été clairement justifiés. Ils servent maintenant de point de référence international.

Les "experts" viêtnamiens qui ont aménagé, en 1979, l'ancien lycée cambodgien devenu, sous Pol Pot, centre d'interrogatoire, de torture et d'exécution, connu sous le nom de Tuol Sleng, ont été formés en Pologne, à Auschwitz, comme les conservateurs khmers qui leur ont succédé. Tuol Sleng a d'ailleurs subi plusieurs remaniements depuis 1979. Un musée est une représentation et doit donc évoluer avec le temps en fonction des nouveaux besoins que la représentation doit satisfaire. On prépare un musée à Treblinka, d'autres aussi peut-être, en Pologne.

On apprend, début 1993, qu'à la suite de la réunification allemande, les autorités ont procédé à une "rénovation" du camp de Buchenwald, qui se trouvait à l'Est. La nouvelle présentation insiste sur le fait que les Soviétiques ont réutilisé le camp après 1945. On aimerait qu'un si beau souci d'objectivité historique se manifeste aussi dans les camps rouverts par les Américains.]

(44) *Les Techniciens de la mort*, deuxième édition, 1979, p. 184-189.

(45) Reuben Ainsztein, dans sa bibliographie de *The Warsaw Ghetto Revolt*, New York, Holocaust Library, 1979, qualifie cette édition de "*edited and inadequate version*" (tronquée et inadéquate). Il renvoie à *Ksavim fun Geto*, Varsovie, 1962-3. Mais les choses se compliquent. Vidal-Naquet remarque que Faurisson approuve un certain historien à un certain moment et qu'il le désapprouve à un autre (rien d'étonnant à cela, mais enfin...). Cet historien est Michel Borwicz qui dénonce, dans le passage approuvé par Faurisson, et donc approuvé aussi par Vidal-Naquet, la fabrication de faux journaux intimes d'enfants par l'Institut historique juif de

Varsovie. C'est précisément cet institut-là qui a publié les notes de Ringelbum. Et là-dessus, Vidal-Naquet nous fait un éloge marquant des historiens polonais, ce qui inclut, il faut le présumer, ceux de l'institut en question.

La série de contradictions dans laquelle se place notre pourfendeur de révisionnisme semble ne plus devoir s'arrêter. Il y aurait bien une façon de s'en sortir, ce serait d'étudier les textes et les documents un à un, sérieusement, complètement. Mais une telle méthode aurait des relents de faurissonisme. Vidal-Naquet n'a ni le temps ni les moyens de faire un tel travail. Il préfère opérer en confiance, admettant un document ici (Höss, par exemple), rejetant un autre là (Broad, par exemple), sans raison précise, au pif, comme ça l'arrange. Et après il donne des leçons de méthode.

(46) Sur les aveux de Höss, voir Robert Faurisson, "Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 1, 1987.

(47) Klett Verlag, Stuttgart, 1967, p. 969.

(48) Voir le livre de l'avocat travailliste du général, Sir Reginald Paget, *Manstein, his campaigns and his trial*.

(49) *Les Hommes au triangle rose*, 1981.

(50) Je n'invente pas. Voir son article dans *Esprit*, p. 31.

(51) *Esprit*, p. 33.

(52) Republié dans une petite revue d'extrême-gauche, *Antimythe*, n° 25.

(53) Voir l'excellente mise au point du groupe "La Guerre sociale", *De l'Exploitation dans les camps à l'exploitation des camps* (suite et fin), mai 1981, p. 103. Cette brochure comporte une très bonne critique de Vidal-Naquet – à laquelle il n'a pas répondu – ainsi que des critiques à l'égard de Faurisson et de mon livre, qui m'ont paru tout à fait acceptables.

(54) Spécialité italienne qui consiste à casser les jambes à coup de pistolet.

(55) On sait que les hystériques modérés tiennent les meurtres de Curiel et de Goldmann pour des actes antisémites. Le tort de Goldmann semble avoir été de se mêler inconsidérément des affaires du terrorisme basque, car les services espagnols opèrent en France comme chez eux.

(56) Voir notre *Du bon usage des momies en politique*, samizdat, février 1980.

(57) [Il a détaillé ses exploits avec complaisance dans un volume de mémoire, écrit vers 1950 (voir bibliographie).]

(58) *Charlie Hebdo*, "Alerte aux gaz !", 22 octobre 1980, signé J.-P. Manchette.

(59) *Libération*, 25-26 octobre 1980.

(60) *Le Monde*, 5-6 octobre 1980.

(61) Certains ont cru et écrit que j'étais à l'origine de cette pétition (dont le texte figure dans *Vérité historique ou vérité politique ?*, p. 163) ou que j'avais demandé à Chomsky de la signer. Il n'en est rien. J'ai appris par la suite qu'elle avait été lancée par un jeune révisionniste américain, Mark Weber ; elle n'a circulé qu'aux États-Unis, après que la presse américaine ait rapporté que le professeur Faurisson avait été suspendu et interdit d'enseignement.

(62) On le trouvera entier dans *Droit et histoire*, de P. Guillaume, p. 158-159.

(63) Faye a mentionné Pierre Vidal-Naquet, Mitsou Ronat, Jacqueline Guéron, Dan Sperber.

(64) [En octobre 1991, lors d'un petit colloque socialisto-universitaire sur "la démocratie au Cambodge", je suis intervenu pour dire que rien ne serait fait dans ce pays avant que les Khmers rouges soient écrasés militairement. Paul Thibaud, assis derrière moi, m'approuva vigoureusement. Je lui rappelai qu'il avait souhaité leur victoire. "Ah oui ? – dit-il. Tu as peut-être raison. J'ai oublié." Voilà comment sont ces intellectuels qui vous donnent des leçons.]

(65) J'avais donné comme titre : "Les nouveaux acrobates".

(66) Parti communiste iranien.

(67) [Elle en a depuis pris la présidence.]

(68) *Libération* du 26 juin 1981 et *Le Monde* du 30 juin 1981, qui la citent fautivement.

(69) "Jeux de chambres à gaz" et "Histoire cinglée et droit au mensonge", 10-16 juin 1981.

(70) Ceci marque un mépris que je trouve scandaleux pour une large partie de l'humanité qui a pensé et qui pense encore que la terre est plate. Après tout, croire que la terre est plate est une expérience plus sensible, et plus pleine de vérité vécue que de croire que six millions de Juifs ont été précipités vivants dans le feu des fours.

Les attaques contre Chomsky reviennent aussi régulièrement que les hirondelles. Consulter d'abord ses *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, 1984, 93 p. On trouvera des détails dans Pierre Guillaume, Droit et histoire, p. 152-172. Pour une étude favorable à Chomsky, voir l'article de Christopher Hitchens, "The Chorus and Cassandra – what everyone knows about Noam Chomsky", dans la revue new-yorkaise *Grand Street*, qui n'a pu éviter quelques erreurs factuelles. La controverse a rebondi, entre mille autres endroits, dans le *Village Voic*e avec une attaque de Paul Berman et des réponses de Ch. Hitchens, N. Chomsky et P. Guillaume. Voir les numéros des 10 février, 18 mars et 6 mai 1986. On aura un bon concentré des calomnies les plus usuelles dans la brochure de Werner Cohn, *The Hidden Alliance of Noam Chomsky*, publié vers 1988 par une organisation qui n'est peut-être pas purement philanthropique, "Americans for a Safe Israel".

(71) Intitulé *Rethinking Political Myths*, (par référence à un ouvrage d'Edmund Leach sur sa propre discipline. Avec Dan Sperber, nous en avions fait la traduction française de *Rethinking Anthropology*, parue aux PUF, sous le titre de *Critique de l'anthropologi*e en 1968.) *The Village Voice*, 22-29 juillet 1981.

(72) "La *Voice* a été une sentinelle vigilante en ce qui concerne le droit à l'avortement, les libertés et le militarisme mais les droits des Juifs sont passés au second plan. Le nationalisme juif a été traité [dans ce journal] d'une manière différente de celle qui a été appliquée à tous les autres nationalismes."

(73) C'est d'ailleurs exactement la situation que décrit à maintes reprises Soljénitsine pour les camps soviétiques. Voir aussi les souvenirs sur les camps allemands de l'ancien communiste espagnol Jorge Semprun, *Quel beau dimanche!*, Grasset, 1980.

(74) J'ai envoyé ledit Baier chez Nadine Fresco. Ils ont fini par si bien s'acoquiner que, sempiternelle égérie, elle a préfacé un ouvrage que Baier a écrit en français, sur la France. Elle y confesse le racisme anti-boche qui a bercé son enfance. Sa découverte que les Allemands sont finalement aussi des hommes est un chef d'œuvre digne de figurer dans une anthologie de la naïveté contemporaine. De Lothar Baier, *Un Allemand né de la dernière guerre* et *L'Entreprise France*, chez Calmann-Lévy.

(75 [Depuis que ces lignes ont été écrites, il s'est passé beaucoup de choses en Allemagne. Plusieurs historiens ont ouvert les dossiers et proposé des réflexions qui sortaient du ronron orthodoxe sur l'histoire du vingtième siècle. On les vite qualifiés de "révisionnistes", bien qu'aucun d'entre eux n'ait pour l'instant remis en cause les vues les plus courantes sur l'extermination. Une bonne partie de la polémique a été rendue disponible en français dans *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Cerf, 1988, 353 p., avec une préface débile de Luc Ferry. Ainsi a commencé en 1986 le mouvement de retour critique que Rassinier appelait de ses vœux en 1950. En Allemagne, on l'appelle *Historikerstreit*, la Querelle des historiens. Voir en complément Ernst Nolte, *Das Vergehen der Vergangenheit. Antwort an meine Kritiker im sogenannten Historikerstreit*, 223 p. Le titre renvoie à celui d'un des premiers articles qui a déclenché la controverse, sur "le passé qui ne passe pas". A la suite de quoi, Nolte a vu sa voiture incendiée. Ces discussions sont mille fois plus intéressantes que ce qui se fait en France sur le même sujet. L'infime Baier n'y participe évidemment pas.

(76) In *Louis Ferdinand Céline*, Cahiers de l'Herne, rééd. 1972, p. 23.

(77) Le plaignant fit venir à Paris à deux reprises pour témoigner le baron suédois Von Otter, ce diplomate à qui Gerstein aurait fait ses confidences, dans un train, en août 1942. On a longtemps cru que le diplomate avait rédigé un rapport sur cette rencontre exceptionnelle avec quelqu'un de la SS, qui se disait témoin d'exécutions dans les chambres à gaz. Il l'a affirmé à Pierre Joffroy (*L'Espion de Dieu*, p. 17) mais ce texte était resté introuvable. Il a fallu attendre que Laqueur, le premier, ait accès aux archives du ministère suédois pour que se dissipe le mystère qui entourait ce fameux rapport : "*What emerges from all this is that there was only an oral report by Von Otter in 1942 which did not result in a written memorandum or note*" (Laqueur, *op. cit.*, p. 50). Bref, aucune trace écrite. Ceci montre que Von Otter, sur le moment, n'a pas dû prendre au sérieux Gerstein, manifestement illuminé, et aussi comment

fonctionne la mémoire reconstructive, le baron croyant avoir fait un rapport. Von Otter et Joffroy se trouvaient ensemble au procès mais la machine de la Justice, tout occupée de ses formes, n'a pas permis de les confronter sur ce point, ni même de faire dire au baron ce qu'il avait réellement compris de cet embrouillamini à l'époque. Oserais-je insinuer que les débats judiciaires ne font guère avancer le shmilblic historique ? C'est tout le problème de Nuremberg.

(78) La plus intéressante, parce que procédant d'une réflexion, à la fois très large et très personnelle, a été, à mon avis, celle de Claude Karnoouh. Il l'a reprise et augmentée dans un texte intitulé : "De l'Intolérance et quelques considérations subjectives sur le nationalisme. Mémoire adressé à mes amis sur les raisons de mon témoignage lors du procès du professeur Robert Faurisson", publié dans *Intolérable intolérance*, Paris, Éd. de la Différence, 1981, p. 43-135. Cet ouvrage contient des considérations sur les procès, sous les plumes de Me Delcroix, Vincent Monteil, Jean-Louis Tristani, avec le jugement du tribunal de grande instance de Paris, en date du 1er juillet 1981.

(79) "Un délit d'opinion", 16 juillet 1981.

Chapitre 2

MISE AU POINT SUR TOUR D'HORIZON

Une vérité nouvelle, en science, n'arrive jamais à triompher en convainquant les adversaires et en les amenant à voir la lumière, mais plutôt parce que finalement ces adversaires meurent et qu'une nouvelle génération grandit, à qui cette vérité est familière.

Max.Planck, *Auto-biographie scientifique*, 1960, p. 84.

LA VÉRITÉ NOUS INTÉRESSE-T-ELLE ?

Il serait facile de se gausser de quelques-uns de ces revirements, de ces soudaines conversions de plusieurs de nos contemporains qui, après avoir sacrifié à d'ardentes fois politiques, s'être agenouillés devant des tyrans, brûlent avec acharnement les idoles qu'ils adoraient et qu'ils piétinent courageusement longtemps après qu'elles sont tombées. Ces gens-là changent de certitudes avec un entrain qui confond. Ils ressemblent à ces représentants de commerce que l'on voyait l'an passé vendre des aspirateurs et qui reviennent cette année avec des toiles cirées. Que sera-ce l'an prochain ? se dit-on.

Il faut bien confesser une sorte de positivisme, au moins pratique : nous soupçonnons, à propos des affaires humaines, qu'il existe quelque chose comme la vérité et que nous possédons quelques moyens, non sans doute de l'atteindre, mais d'y tendre. S'en approcher peut requérir des efforts, dont le prix se compense de ce que nous forgeons de certitudes, là où le doute régnait, à moins qu'une certitude, c'est-à-dire l'assurance qu'une vérité se situe entre des limites connues, n'en remplace une autre. Sans débattre de l'utile de la vérité, on constate d'une part qu'un chacun s'en dira désireux et partisan, que personne ne se voit vivre dans l'erreur, mais d'autre part qu'à l'instant où l'on se voit proposer une affirmation contraire ou déviante par rapport à la vérité qui est nôtre, nous lui opposons un refus, et souvent véhément

À examiner de plus près, on constate que les vérités, ou ce qui est admis pour telles, vivent en troupeaux ; elles forment des ensembles. Si un individu X croit que A est vrai, on peut affirmer qu'il donnera fort probablement B, C et D pour vrais également. Les affirmations nouvelles sont ainsi reçues pour vraies si elles peuvent se concaténer avec les précédentes, déjà admises. Ces ensembles sont solidaires : toucher à l'une des

"vérités" élémentaires qui les composent revient à ébranler le tout, et à provoquer des réactions de défense qui relèvent du trouble émotionnel. La défense des vérités acquises requiert une sorte d'espace protecteur au sein duquel joue une intense valorisation de soi (et de ses semblables) qui déborde facilement sur une sorte de sacralisation, qui arrête et fixe le mouvement de la pensée.

Comment savons-nous ce que nous pensons savoir ? En réalité, nous ne différons pas sensiblement de nos voisins musulmans qui font débuter leurs *hadith* par la récitation des chaînes de transmission : Untel tient de Untel qui tient de Untel... qui a entendu le Prophète dire que... Nous faisons confiance à des intermédiaires, plus ou moins, et à des autorités que nous investissons d'un pouvoir plus grand que le nôtre de savoir et dire le vrai. L'*auctoritas*, rappelons-le, est, dans la Rome primitive, l'activité de l'*augure*, de celui qui seul détient le savoir inaccessible au profane, celui de lire les signes du destin, du *fatum* ("ce qui est prononcé"), dans un espace délimité, un *templum*, où le profane ne voit qu'oiseaux passant à tire d'aile ou viscères dégoûtant de sang.

Prendre conscience de la précarité de cette confiance ou de la fragilité de ces chaînes de transmission est un acte décisif qui fonde, pour le meilleur et pour le pire, la liberté individuelle. C'est le refus ou l'impossibilité de cet acte qui fonde les croyances, dont on voit qu'elles sont aussi universellement nécessaires à la vie humaine que le besoin de se nourrir ou celui de dormir. Il faut croire que le doute, ou simplement l'absence de croyance est une souffrance vite intolérable pour l'esprit humain. La liberté est modelée par cette contrainte de l'esprit qui, pour n'être pas naturelle mais sociale, n'en fonctionne pas moins comme un carcan invisible.

Je ne me rangerais sûrement pas dans une catégorie à part formée par ceux qui seraient indemnes de croyance, la chose ne me paraissant guère possible. Mais je suis partisan de l'incroyance en toutes choses, dès lors qu'apparaît sa possibilité, puisqu'elle est source d'une liberté toujours accrue. J'ai maintes fois accepté la souffrance qu'elle entraîne et j'ai dû accepter de l'infliger parfois à autrui. Je ne m'étonne donc nullement des réactions qui accueillent à l'occasion mes interventions, silence hostile, insultes, peur, etc. Je les comprends. Mais la liberté, en particulier celle de penser n'est pas seulement individuelle. Elle n'existerait pas sans interaction. Dans la solitude, elle dépérirait sans rémission. D'une façon ou d'une autre, la société nous force au dialogue. A vrai dire, c'est lui qui nous constitue en êtres humains, plus ou moins achevés selon que nous savons le pousser plus loin.

Je voudrais proposer ici quelques échanges de lettres avec des personnes pour qui j'éprouve une grande estime. Suivront d'autres lettres adressées à des gens qui me sont totalement étrangers. Ces dialogues, nés de la publication du livre que j'avais consacré à l'affaire Faurisson, sont loin d'être faciles, comme on en jugera.

LETTRE À UN AMI JUIF

P. G., un vieil ami, le seul de mes amis que je puisse dire juif au sens plein du terme, puisqu'il a étudié dans une école talmudique et qu'il continue sereinement à creuser cet enseignement, m'écrivit la lettre suivante le 3 janvier 1983 :

Ces quelques lignes jointes devraient, j'espère, compléter ta documentation. Il y a à Riga des documents sur toute cette période. Je te conseille le voyage !

TÉMOIGNAGE

En juin 1981 se tenait à Paris un étrange procès en diffamation intenté par plusieurs associations juives de défense comme la LICRA, l'Association des fils et filles de déportés juifs de France et d'autres encore, contre un professeur de faculté : M. Faurisson. Il avait dans ses écrits mis en doute la véracité de l'extermination de 6 millions de Juifs par les nazis pendant la deuxième guerre mondiale. Comme le dit Me Badinter lors du procès, sous couvert d'une recherche historique désintéressée, M. Faurisson accusait les Juifs d'être les plus grands faussaires de l'histoire universelle. Si les Juifs ne sont morts que du typhus, si l'existence des chambres à gaz n'est qu'une fable, alors le peuple juif est l'auteur de la plus grande escroquerie morale de tous les temps.

Ayant participé comme témoin étranger à une cérémonie du souvenir sur les lieux d'un charnier en Lettonie à quelques kilomètres de Riga, le 29 novembre dernier [1982], je désire faire connaître par mon récit quelques faits historiques qui n'ont pas retenu jusqu'à présent l'attention des historiens.

Tous les ans, dans une forêt, à cinq ou six kilomètres de Riga, la capitale de la Lettonie, quelques dizaines de Juifs se rassemblent le dernier dimanche de novembre pour rappeler la mémoire des événements qui se déroulèrent dans la nuit du 28 au 29 novembre 1941.

Pour la communauté de Riga ce rappel est d'autant plus important que seuls sont encore en vie quatre rescapés du ghetto de Riga : une personne en Israël et trois à Riga. Sur les lieux de ce massacre, une petite stèle d'un mètre de hauteur, écrite en russe, en letton et yiddish (cette dernière inscription sur l'insistance des Juifs) est dédiée à la mémoire des "Victimes du Fascisme". Aucune mention n'est faite de l'identité juive de ces "victimes".

La cérémonie du souvenir n'est pas autorisée par les autorités soviétiques et certaines années des camions avec des haut-parleurs couvrent la voix de ceux qui viennent prier et se recueillir. Cette année les camions se turent mais les policiers en civil étaient presque aussi nombreux que les Juifs. D'ailleurs, en arrivant sur les lieux de la cérémonie, on me pria de ne parler qu'aux gens qui s'exprimeraient en hébreu. L'hébreu devenait ainsi une "*lingua franca*", une sorte de signe de reconnaissance. Devant plus de deux cents personnes réunies, l'un des leaders clandestins de la communauté juive de Riga, après avoir rappelé les faits, objet de la cérémonie, invita les Juifs présents à ne jamais oublier. Deux jeunes gens lurent des poèmes, un vieux monsieur s'avança pour dire le Kaddish et un jeune homme barbu en anorak marron, portant un béret, chanta le "El Malek Rahamim" : Dieu plein de miséricorde, la prière juive pour les morts. Dans son austérité et sa simplicité, la cérémonie était terminée.

À l'arrivée des Allemands à Riga, en juillet 1941, il y avait environ 37.000 Juifs. Dès leur entrée dans la ville, la police auxiliaire lettonne (sous l'influence de mouvements pronazis lettons : Perkonkrust et Aizoargi) organisa un pogrom, au cours duquel les vingt-huit synagogues de la ville furent détruites à l'exception d'une seule qui subsiste jusqu'à aujourd'hui. Ainsi les Lettons rassemblèrent quelque 2000 personnes dans la "Horalsnaja synagogue" où ils mirent le feu. Il est caractéristique de l'attitude des autorités soviétiques qu'aucun signe ne rappelle l'événement à l'emplacement de la synagogue. Qui saura jamais que là où l'on peut voir maintenant de grands panneaux comportant des photos de "travailleurs soviétiques d'élite" s'élevait il y a un peu plus de 40 ans une synagogue lieu du martyre de 2000 personnes !!

À l'entrée de Riga dans une forêt nommée Bikerrijeku, le promeneur peut voir aujourd'hui cinq grands rectangles où l'herbe a poussé, entourés de petites pierres. Ces rectangles ont 20 à 30 mètres de long et 5 à 6 mètres de large. Aucun monument, aucune inscription ne permet de savoir qu'il s'agit de tombes collectives de plus de 15 000 personnes exterminées pendant l'été 1941.

Le premier septembre 41 fut créé par les Allemands le ghetto de Riga. Les portes du ghetto ont été fermées le 23 octobre. Dans la nuit du 28 au 29 novembre 1941, les Allemands séparèrent les familles : vieillards, femmes, enfants : tout un long cortège se mit en marche vers la forêt de Romboula. Plus de 20.000 personnes partirent ainsi par l'une des rues principales de Riga, la rue de Moscou, vers cette forêt qui sera le lieu de leur martyre et dont aujourd'hui, en secret, des Juifs tentent de perpétuer la mémoire. L'hiver 41 était particulièrement rigoureux. Deux à trois mille personnes moururent d'épuisement ou furent tuées sur la route avant même d'arriver. Le voyageur qui vient actuellement à Riga peut chez l'un des Juifs de la ville feuilleter un album de photos, prises je ne sais par qui et conservées je ne sais par quel miracle, où l'on peut voir les corps épars dans les rues de Riga.

Toute la journée du 29 novembre, dans cette forêt, près de la voie ferrée eurent lieu les exécutions de 20.000 personnes de tous âges. Le reste des habitants du ghetto de Riga fut exécuté à Romboula le 8 décembre.

Pendant toute la guerre, le Ghetto servit de lieu de rassemblement pour les Juifs d'Ukraine, de Pologne, de Tchécoslovaquie de telle sorte que le charnier de la forêt de Romboula contient plus de 100.000 (cent mille) corps.

La Lettonie est remplie de nombreux autres lieux où des Juifs furent exterminés pendant la seconde guerre mondiale. Mais qui fera leur recensement ? Il n'y a pratiquement pas de rescapés et les autorités soviétiques (voir Riga, voir Babi Yar) ne tiennent pas à ce que l'on sache que ce sont des Juifs qui ont été tués et pour aucune autre raison que celle-ci : ils étaient Juifs. A Valekji, à une centaine de kilomètres de Riga par exemple, la dédicace de la plaque commémorative qui fut apposée l'an dernier sur la tombe collective de 200 personnes indique "Mémoire éternelle aux victimes du fascisme". Seuls des Juifs disent qu'il s'agit là de Juifs. Et combien d'autres lieux restent ainsi ignorés !! Des refuzniks m'ont ainsi raconté qu'ils avaient appris par hasard, à

l'occasion d'une excursion, de la bouche d'une paysanne, l'existence d'un charnier à Toukoures (85 kilomètres de Riga environ). C'est en pleurant que cette femme leur a dit : "Ah ! vous êtes juifs. Il y a eu un jour des Juifs ici". Et elle les emmena sur la tombe de plusieurs centaines de personnes. Mais rien n'indiquait dans la forêt de Bikerrijeku dont j'ai parlé plus haut qu'il s'agit de Juifs.

Se souvenir, se rappeler, faire savoir, les Juifs de Riga en sont obsédés. Leur motivation est claire : elle est née de leur situation anormale. Les visas pour Israël sont accordés de plus en plus rarement, les Juifs ne sont certes pas en prison mais ils ne sont pas libres pour autant. Avoir demandé un visa pour Israël les a transformés en parias de la société soviétique, soumis à des tracasseries constantes, espionnés, souvent licenciés de leur travail - j'ai rencontré ainsi un ingénieur dont je tairai le nom par prudence pour lui, qui est au chômage depuis une dizaine d'années - sans relation avec personne, sans moyens d'information, leur seule identité reste leur mémoire.

M. Faurisson, vous pensez sans doute avoir gagné votre combat contre la vérité historique. Vous avez d'ailleurs un puissant allié en Union soviétique. Les Occidentaux pourront peut-être visiter, la conscience en paix, la Lettonie selon le vœu que forme pour eux le dépliant d'Intourist : "Nous vous souhaitons un séjour agréable à Riga, une ville ancienne perpétuellement jeune". Mais le courage exceptionnel des Juifs, et en particulier des refuzniks que j'ai rencontrés, sera assez fort, me semble-t-il, pour vous décevoir.

Je répondis à cette lettre avec un certain délai, le 10 avril 1983 :

Mon très cher P., ta lettre du 3 janvier m'a suivi dans un long périple et ne m'a atteint que la semaine dernière à Tokyo, où je passais, un peu en coup de vent. Je suis content que tu aies pris la plume pour apporter des éléments peut-être nouveaux, dans le besoin où nous sommes tous de savoir de quel horrible passé, exactement, nous sortons. J'aurais voulu, puisque tu as pu te rendre à Riga, que tu recueilles les souvenirs aussi détaillés que possible des quelques survivants dont tu parles. Je ne crois pas d'ailleurs que ces événements atroces soient entièrement ignorés et nombre d'ouvrages signalent les pays baltes comme ayant été la région où se sont passées les tueries les plus énormes. Mais c'est peut-être aussi la région sur laquelle on est le moins bien documenté.

A propos de l'affaire Faurisson qui, tu t'en souviendras sûrement, a été surtout pour moi l'occasion d'en appeler à la formulation d'une véritable histoire, et non d'une histoire pieuse (car, tout simplement, je ne suis pas pieux), ton témoignage va dans le même sens que les affirmations du professeur : nul besoin de chambres à gaz pour exterminer des gens. Les bonnes vieilles méthodes millénaires suffisent amplement. Je n'en tirerai évidemment aucune conclusion. C'est aux historiens de travailler et je constate que cette affaire, et le petit rôle que j'y ai joué, a effectivement provoqué une ébullition dans ce qu'à l'époque de Jules Verne, on appelait le "monde savant". Je n'en demandais, pour ma part, pas davantage.

Je circule depuis des mois, et ce n'est pas la première fois depuis quinze ans, dans un monde asiatique où la guerre, et non pas seulement la seconde guerre mondiale, a laissé des traces épouvantables. J'ai trop vu, j'ai trop écouté de gens, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, pendant et après les guerres, pour ne pas voir qu'il n'y a de réalités et d'horreurs que spécifiques, déterminées par un lieu et une époque. Ce qui est arrivé ici, avec la mort des uns, est arrivé ailleurs, autrement, avec la mort des autres. Ce qu'il y a de particulier dans le destin des uns n'est jamais identifiable aux particularités du destin des autres. C'est pourquoi il m'est impossible de m'identifier à une vision juive de l'histoire, faute de ressentir la croyance centrale selon laquelle il existe un destin juif qui aurait une signification différente du destin zoulou, khmer, mandchou, etc. Je pourrais mentionner des centaines de peuples, petits et grands, que j'ai rencontrés. Et moi je ne fais partie d'aucun, tu comprends ? La tribu dissoute par la modernité d'un monde atroce, comme une énorme machine à massacrer, folle, inarrêtable. Que sont les pauvres petites choses que nous avons pu faire avec les Algériens, les Palestiniens, les Sud-Africains, les Viêtnamiens, les Cambodgiens, et les mille autres avec qui nous ne ferons même rien, faute de temps, de force...

Je crois connaître un peu tes sentiments, je crois aussi que je t'aime parce que tu es l'un des rares Juifs que j'ai rencontrés, je veux dire que tu as choisi un sens, une ascèse, une contrainte, par où il faut toujours passer si l'on veut à la fin devenir pleinement homme. Il y a d'autres chemins, que je connais, mais ils sont tous également épineux. Il y a tellement de zozos qui se disent juifs sans la moindre raison valable, je veux dire sans autre effort que celui de leur généalogie, que si l'on veut pouvoir estimer le cheminement spirituel du judaïsme, il faudra d'abord ignorer tous ceux qui le détournent à des fins partisanes. Ceci vaut aussi pour nombre de Juifs soviétiques qui ne trouvent dans leur judéité qu'une bonne occasion de foutre le camp en Amérique. J'en ai connu plus d'un à New York. Il y a les autres, c'est vrai. Il y a toujours les purs, qui souffrent le plus.

LETTRE À UN ALLEMAND

Le débat révisionniste ne se limite évidemment pas à la France. Il est même assez évident qu'il ne fera de progrès réels que dans la mesure où des pas décisifs seront faits en Allemagne. C'est pourquoi, au moment où je préparais le volume sur l'affaire Faurisson, j'avais fait circuler mon introduction, "Le Comment du pourquoi" ; je l'avais envoyée à une centaine de personnes de ma connaissance, intellectuels de diverses obédiences, journalistes, etc. J'en avais envoyé un exemplaire à un écrivain allemand pour qui j'éprouve une vive estime en raison de l'indépendance d'esprit qu'il manifeste dans des ouvrages superbes. Hans Magnus Enzensberger dirigeait alors une fort bonne revue nommée *Kursbuch* (1). Le 4 décembre 1979, il répondit à cet envoi par la lettre suivante en français, que je reproduis fidèlement :

J'ai tout de suite lu votre article fascinant, et je vous remercie beaucoup de cette leçon de courage et de lucidité. Il serait en effet très souhaitable que les

historiens se mettent au travail sérieusement et sans peur d'une révision éventuelle des idées reçues au sujet du génocide juif. Je doute que ce seront les rechercheurs allemands qui se chargeront de ce travail, et je doute également qu'une discussion scientifique, avec le sang-froid que vous souhaitez, se puisse ouvrir ici. Je doute même que les questions soulevées par les révisionnistes, en eux-mêmes, puissent intéresser beaucoup de gens. Ce qui trouble les Allemands n'est jamais la question des chiffres des victimes ou des installations de la mort industrielle ; c'est plutôt leur capacité insuffisante pour le travail psychique exigé par leur passé. C'est pourquoi, selon moi, la question si l'on a tué 6 ou bien 3 millions de Juifs (de communistes, de gitans, de Russes, de malades...), chez nous ne sert que comme paravent ou prétexte à dissimuler une difficulté plus profonde et même, dirai-je, insurmontable – difficulté qui menace l'identité même de celui qui s'interroge. Il y a donc un problème de *priorité*. Je ne dis pas cela pour excuser les historiens, qui ont une obligation bien précise à nous faire savoir tout ce qu'il est possible de savoir sur le passé. Si vous voulez bien donner un coup d'œil au texte que j'ajoute sur une discussion parmi de jeunes Allemands à ce sujet, vous verrez bien que tous les participants s'adressent à des questions moraux et politiques, à leurs obsessions et à celles des autres, et ne pas aux "faits" minutieusement établis. Un examen de cet ordre ne changerait pour rien les données de leur problème, même s'il nous amenait à réduire le chiffre des assassinés par la moitié. Tout cela, évidemment, n'ôte rien au respect et à l'admiration que j'ai pour le raisonnement irréprochable que vous faites, et dont j'espère lire la suite bientôt.

Je répondis aussitôt par la lettre suivante :

Je vous remercie beaucoup pour votre lettre et les compliments très exagérés qu'elle contient. Je voudrais tout d'abord m'excuser de ne pas écrire en allemand. Je n'ai pas eu l'occasion de me servir de cette langue depuis très longtemps et je ne peux plus la lire qu'assez lentement. J'ai néanmoins lu l'article que vous m'avez envoyé. L'incident qu'il décrit n'a rien de typiquement allemand. Je crois que la même conversation aurait très bien pu se passer ici. C'est évidemment un dialogue de sourds puisque chacun croit connaître toute la vérité. Tout cela souligne la nécessité de l'esprit critique. Ainsi je connais les sources dont parle le "néo-nazi" de l'article. A mon avis, elles ne permettent pas d'établir des certitudes, mais par contre elles contribuent, par exemple l'ouvrage de Butz (il est traduit en allemand mais sa vente est plus ou moins empêchée, *Indizierung*, je crois) à poser des questions qui n'ont pas encore reçu de réponses. Pour ma part, je pense qu'il n'est pas impossible de trouver ces réponses, si une recherche sérieuse est entreprise. Comme vous le dites, le texte des *Berliner Hefte* montre bien que l'on ne s'intéresse pas beaucoup aux faits.

Il s'agit de questions morales et politiques. C'est bien pourquoi tout cela est si important. Il me semble que la question centrale est celle de la "culpabilité collective" des Allemands. À part le fait que je trouve cette idée monstrueuse (comme celle des "représailles collectives"), j'ai l'impression qu'il règne en Allemagne une grande ambiguïté sur ce sujet. Je suis bien obligé de constater qu'il ne règne en France aucun sentiment de culpabilité par rapport aux

atrocités de la guerre d'Algérie, faite par deux ou trois millions de jeunes Français, et qu'aux États-Unis la grande masse des Américains vit dans une conscience très tranquille par rapport aux horreurs de ce que fut leur guerre d'Indochine (2). Il y a comme une situation spéciale de l'Allemagne vis-à-vis du passé qui provient entièrement de la défaite de 1945.

A cela s'ajoute peut-être un conformisme intellectuel et politique que j'ai trouvé très étouffant au cours d'une brève visite que j'ai faite à Francfort en 1977, à l'occasion de la remise d'un prix littéraire à mon ami Breytenbach, un poète sud-africain emprisonné depuis 1975.

En morale, il s'agit certainement de choisir des principes applicables à l'individu comme à la collectivité. Mais en politique, j'ai toujours pensé que le premier mouvement devait être de comprendre la réalité, dans ses aspects complexes et même contradictoires. C'est un peu la leçon que nous avait donnée en son temps la guerre d'Algérie. Aucune des analyses politiques préconçues dont nous pouvions disposer alors ne nous permettait de comprendre ce qui se passait. Il fallait faire un effort pour sortir des chemins tracés. Je n'ai fait que poursuivre cette tâche depuis lors.

Pour en revenir au sujet de mon petit texte et à l'article des *Berliner Hefte*, je dirai qu'il faut à la fois accorder la liberté d'expression complète aux néo-nazis (c'est le principe démocratique), voir ce qui peut se trouver de vrai, mélangé à du faux, dans leur discours, et combattre vigoureusement toute tentative qu'ils feraient de vouloir *imposer* leur point de vue par des méthodes violentes. On peut en dire autant des staliniens.

L'article que je vous ai envoyé paraîtra au début de l'année prochaine comme introduction à un "dossier de l'affaire Faurisson". Je crois que l'on parlera de cette question. Mais je veux éviter toute tentative de récupération par la droite. En France, on y arrivera. Je connais moins bien la scène allemande mais il me semble souhaitable que mon texte soit aussi publié en Allemagne, pour éviter que la grande presse soit seule à rendre compte du débat qui pourrait se développer ici.

Le texte ne fut pas publié en Allemagne. Quelque temps après la sortie du livre, un éditeur allemand d'extrême droite, dont les publications me paraissaient honorables au demeurant, demanda les droits pour l'.Allemagne. Nous les lui avons refusés dans le mince espoir de nous faire éditer à gauche, ce qui ne s'est pas produit. Néanmoins, cet échange de correspondance eut des répercussions par la suite puisque Hans Magnus Enzensberger, alors qu'il était conseiller de la rédaction de la revue *TransAtlantik*, un peu plus tard, fit en sorte que cette revue dépêchât à Paris un jeune écrivain, Lothar Baier, pour faire le point de la question. Ce qu'il en advint, on l'a vu dans le chapitre précédent.

LETTRE À UN RÉVISIONNISTE

Dans le cours du travail qui entourait la rédaction de *Vérité historique ou vérité politique ?*, il y eut maints échanges de lettres entre le professeur Faurisson et moi-même. J'avais toujours besoin d'un renseignement, d'une date, de la référence d'un document. Le professeur y répondait aussitôt avec sa concision et sa précision habituelles. C'est un homme qui connaît parfaitement ses dossiers et l'on allait avoir, au cours des procès successifs, la preuve qu'en France personne ne les connaissait comme lui. Le 9 novembre 1979, il m'envoya une lettre différente. Il pensait avec angoisse et commisération à tout un tas de gens pourchassés, traqués, ou punis pour leur rôle dans l'appareil national-socialiste, à qui l'on reprochait, et reproche encore, leur participation, plus ou moins supposée, à une entreprise d'extermination dont lui, Faurisson, pensait qu'elle n'avait nullement été ce que l'on en disait généralement. C'était bien avant que Barbie ne fût acheté aux Boliviens, et Kurt Waldheim, à ce moment-là, était le respecté Secrétaire général des Nations Unies. Je désirai donc faire la mise au point suivante, le 17 novembre 1979 :

> Vous me dites que vous passez parfois des nuits à penser à des hommes comme Hess, Roeder, Vasseur (j'ignore qui il est), Touvier et d'autres, "désespérés, acculés au suicide". "Cette déréliction totale est affreuse", dites-vous. Je comprends que l'on compatisse, je respecte la pitié (sans être le moins du monde chrétien) et je l'éprouve aussi pour les victimes. Mais dans le monde mauvais où nous vivons, je ne crois pas que toutes les victimes se valent. Il y a des gens qui sont vraiment, complètement, totalement innocents, irresponsables de ce qui leur arrive. Je pense par exemple à ces paysans cambodgiens que je connais bien, qui arrivent presque morts de faim en Thaïlande. Ces gens-là ont été emmenés de force par les hommes de Pol Pot, privés de nourriture au profit des cadres et des militaires, empêchés de s'enfuir par la menace des armes. Ma compassion est entière. Mais si d'aventure ces mêmes soldats, ces mêmes cadres communistes se trouvent pris dans la nasse, eux aussi exténués et exterminés, ma compassion ne sera pas la même. J'aurai, d'une façon ou d'une autre, le sentiment qu'ils paient pour leurs crimes, pour les incroyables duretés qu'ils ont infligées aux autres qui n'en pouvaient mais. Pour moi, les gens comme Wagner, Lischka, Touvier et les autres, se sont conduits comme d'abominables brutes. Je ne parle pas, vous vous en doutez, des choses les plus "spectaculaires". Mais pensez au pauvre type, votre voisin, ou le mien, que la police est venu chercher un petit matin pour l'arracher aux siens, à son "chez soi", pour l'entasser dans un wagon, le brutaliser, le priver de manger, de boire, de dormir. L'auriez-vous fait ? Non. Moi non plus. Des gens ont fait ça, ont commis des crimes odieux, de tous les côtés, j'en suis bien d'accord. Certains l'ont payé de leur vie, ou de la prison. Aucune justice n'était réellement possible. Certains s'en sont bien tirés. D'autres se sont fait attraper vingt ou trente ans plus tard. Je n'approuve pas ces haines tenaces. Mais il faut bien reconnaître qu'ils ont quelque chose de très lourd sur la conscience. Ces gens-là ne sont pas des innocents, même si vous croyez que *certains* des crimes dont on les accuse, ils ne les ont pas commis. Je pense que certains étaient complètement innocents, peut-être Jean-Paul Kremer.
>
> Je n'ai aucune doctrine de châtiment. J'ai une horreur profonde de toute idée de châtiment parce que j'y vois trop le plaisir pervers qu'y prennent les juges, les

jurés, les bourreaux, sous la protection de la loi. Ces choses-là sont du ressort de la psychanalyse. Je suis plutôt pour qu'on ouvre les prisons et qu'on les supprime. Mais le résultat risque ne n'être pas fameux. Bref, c'est un problème dont je ne sais pas par quel bout il faut le prendre. La seule ligne de conduite que je me trace est de faire la séparation entre ce qui est acceptable, humainement, et ce qui ne l'est pas, ce qui est écrasement intolérable de l'autre, de l'individu qui a autant que vous et moi le droit de vivre, et vivre ne signifie pas ne pas mourir, mais vivre dans une certaine dignité. Les gens qui bafouent cette dignité, je les appelle criminels. Parmi les gens qui exercent le pouvoir, il en est bien peu qui se mettent à l'abri des tentations. J'approuve totalement les Iraniens qui réclament que l'on juge le Shah, qui ont exécuté un ancien premier ministre. Je suis favorable au principe de l'exécution systématique des anciens premiers ministres, comme dans ces tribus nilotiques où les rois sont rituellement mis à mort. Cela moraliserait la profession. Mais je plaisante. Je suis sûr que vous me comprenez. **Il y a deux poids et deux mesures,** selon ce qu'on a fait, ou refusé de faire. Il y a des gens dont le sort ne m'empêchera pas de dormir, non pas que je me ferais leur bourreau, mais parce que je les ai rangés depuis longtemps dans la catégorie de ceux qui ont fait des choses intolérables, et que je ne tolérerais pas que l'on me fasse.

LETTRE À UN DÉPORTÉ

Lorsqu'au début des années 70, Pierre Guillaume et mes amis de la Vieille Taupe - qui était alors l'enseigne d'une librairie - tombèrent sur les livres de Paul Rassinier, je ne tardai pas à les lire avec le sentiment qu'il y avait là de quoi repenser ce qui s'était passé dans les camps et dont la vulgate nous donnait une version apparemment rectifiée. Néanmoins, pour convaincantes que pouvaient me paraître les analyses de Rassinier, je crus nécessaire d'en vérifier la valeur auprès des témoins, les rescapés des camps. Je fis donc le tour de tous ceux que je connaissais et, comme ils avaient tous eu l'occasion, depuis 45, de procéder à l'autocritique de leurs engagements politiques de l'époque, ils confirmèrent tous que Rassinier touchait juste dans sa perception du partage des responsabilités entre les gardiens allemands des camps de concentration et les directions politiques des prisonniers, elles-mêmes formées de prisonniers, concernant les pires aspects de la vie des camps. Lorsque l'affaire Faurisson vint sur le tapis, je les consultai à nouveau. Aucun n'avait vu de chambre à gaz en état de fonctionnement, bien qu'ils en aient tous entendu parler à leur arrivée dans les camps. L'un d'eux pensait même avoir dormi dans la chambre à gaz de Dachau, au moment de la libération, un local dont on sait parfaitement aujourd'hui qu'il n'a jamais servi à tuer qui que ce soit. Certains avaient été à Auschwitz. Je leur soumis les descriptions tirées des ouvrages de référence, les plans, les photos. Ils ne s'y reconnaissaient généralement pas. Ils tombaient d'accord pour dire que les choses qui s'étaient passées là avaient dû se passer autrement que dans les descriptions canoniques. Certains, qui se souvenaient avoir vu des gens faire la queue à l'entrée des crématoires, se disaient certains de ne pas les avoir vu en sortir. Tous, en tout cas, étaient conscients du fait que leurs souvenirs étaient parfois très imprécis, que leurs perceptions sur le moment pouvaient avoir été floues, ou même hallucinées, en raison de leur épuisement, de la faim, du travail trop dur et des coups qui abrutissaient. L'un d'eux, un vieux et cher ami, me confia quelques livres en me demandant de voir

dedans, qu'il y avait sûrement toutes les preuves dans ces pages. Quelque temps après, je lui fis mon compte-rendu :

> J'ai commencé à regarder les livres que tu m'as prêtés. C'est toujours extrêmement pénible et rebutant. Je les regarde néanmoins avec un souci bien délimité : chercher dedans ce qui peut nous éclairer sur tout ce qui concerne très précisément les chambres à gaz, leur fonctionnement, leurs effets. Il s'agit de cerner un problème concret. C'est là le nœud de l'affaire Faurisson. Comme je te l'ai dit, je ne désire pas m'engager dans un véritable travail d'historien sur le sujet. Mais je me dois de te faire part de mes réactions à ces ouvrages.
>
> Je commence par les cinq volumes du Comité International d'.Auschwitz. On pourrait d'ailleurs dire le comité polonais, puisque toutes les contributions sont polonaises (Przeglad Lekarki Auschwitz [Comité international d'Auschwitz], *Anthologie*, éd. par Jerzy Rawicz, tome I-2, *Médecine inhumaine*, 261 p.; II-1, *Dans l'enfer, ils sauvaient la dignité humaine*, 210 p. ; II-3, Idem, 193 p.; III-1, *Cela ne s'est pas terminé en 1945*, 181 p. ; III-2, Idem, 223 p., 1969). Il n'y a aucun texte qui traite directement de la question des chambres à gaz, ou qui en donne une description même vague. On y trouve le verdict du procès de Francfort de 1965, dit procès d'Auschwitz. On y a condamné des médecins qui avaient participé à des sélections. Le tribunal semble avoir considéré que cela équivalait à des assassinats puisque Höss, dans ses mémoires, dit que les médecins qui sélectionnaient sur la rampe étaient aussi chargés des gazages. Il me semble évident que le témoignage de Hoes, aux mains des Polonais, a été manipulé. Mais dans quelle proportion, cela reste à déterminer. Mon attention s'est surtout fixée sur le papier du Dr Tadeusz Paczula (Vol. II, 1, p. 38-73) qui a tenu le *Totenbuch* [registre des décès] pendant deux ans (mais il ne dit pas quelles années). Il est ahurissant de constater quelle énorme paperasserie engendrait l'administration du camp, en particulier, en ce qui concerne les décès. Il dit que les nombreux documents qui suivaient un décès nécessitaient 21 signatures pour une mort naturelle, et 33 pour une mort non-naturelle (p. 45). Il mentionne à ce sujet les gazés, les fusillés, les tués par injection de phénol. En ce qui concerne les fiches établies sur les arrivées des nouveaux convois, il n'est pas très clair. Cette contribution - une étude de l'administration - me paraît importante mais trop imprécise et malaisée à estimer (3).
>
> Je continue par Vassili Grossmann, *L'Enfer de Treblinka* (Arthaud, 1945 et 1966, 91 p.). C'est apparemment une brochure soviétique à la plus grande gloire de la vaillante Armée rouge. En général, on est beaucoup moins bien renseigné sur Treblinka et les autres "petits" camps d'extermination que sur Auschwitz. Je crois que Faurisson n'a pas particulièrement abordé cette question. Grossmann semble avoir interrogé des gens après l'arrivée des troupes soviétiques, mais il ne dit pas qui, ni quand, ni comment. Le ton n'est pas précisément celui de la description factuelle. J'ai relevé deux choses. D'abord le nombre. Il fait à deux reprises, et par des moyens différents, des calculs, incroyablement arbitraires, qui l'amènent à dire que trois millions de personnes sont mortes à Treblinka. Ça ne tient pas debout. Le livre *La Déportation* parle de 700.000 morts. J'ignore sur la base de quoi on a fait une telle estimation. Quant aux procédés, Grossmann parle de deux systèmes, l'un

par des gaz d'échappement d'un moteur, l'autre par une pompe à vide. C'est pour le moins étrange. En bref, ce texte ne paraît guère sérieux et l'auteur n'est pas un témoin direct.

Le gros livre intitulé *La Déportation,* édité par la FNDIRP (1968, 295 p.) est évidemment très intéressant. J'objecterai au principe même d'une préface par un Martin-Chauffier que je considère comme le type du faux derche qui a "profité" de la déportation. (Jean Paulhan affirmait que Martin-Chauffier avait commencé la guerre en trafiquant sur les métaux avec les Allemands, à Lyon, je crois). Mais passons. Il y a beaucoup de photos intéressantes ; on regrette que les sources de ces photos ne soient pas plus explicites. Il y en a où la légende est discutable. Les quelques pages sur les chambres à gaz (p. 134 à 139) sont particulièrement peu démonstratives, comme la photo (p. 134) d'un soldat américain devant une étuve de désinfection à Dachau ; elle est très connue. Donner cet endroit pour une chambre à gaz est ridicule. Celle de la p. 136 n'est pas plus sérieuse : l'endroit a deux grandes fenêtres. Pour le reste on voit des gens qui se déplacent, ce qui n'est pas très probant. Il y a aussi une photo d'une facture de Zyklon B, adressée à Gerstein. La chose est connue mais ne renseigne pas, en elle-même, sur l'usage dudit Zyklon B.

Pour Maidanek, pas de document sur la chambre à gaz. Je note que le 3 novembre 1943, les SS auraient abattu à la mitrailleuse 18.000 personnes. Je ne sais pas si la chose est vraie mais il me semble que ça rendrait les chambres à gaz pour le moins inutiles (p. 217). Sur les autres camps, Treblinka, Sobibor, Belzec, Chelmno, les photos ne nous apprennent et ne montrent rien.

On peut faire les mêmes remarques pour la brochure *L'Impossible oubli* (supplément au n° 363 du *Patriote résistant*, janvier 1970, 98 p.). Évidemment, certaines photos sont les mêmes mais il arrive que les légendes changent. C'est sans doute inévitable, les photos circulent mais on ne sait plus très bien qui les a prises, ni où ni quand. Là non plus, il n'y a pas d'éléments qui nous apporteraient des renseignements précis, sans compter les absurdités : "Il n'était pas rare qu'en un seul jour parviennent 10.000 déportés Juifs à Treblinka" (p. 40). Tout le monde semble d'ailleurs dire qu'il n'y avait pas de four crématoire à Treblinka ; on se demande bien pourquoi puisqu'on en a construit un grand nombre à Auschwitz et ailleurs, précisément pour faire face au problème de la montée du nombre de cadavres (quelle que soit la théorie qui explique cette situation).

J'ajouterai un seul commentaire, sur la dernière page, "le bilan de la déportation", qui reprend des chiffres couramment cités : 200 à 240.000 déportés. Où l'on cite aussi les efforts du Comité d'histoire de la Seconde Guerre Mondiale. Or il se trouve que ce Comité, après vingt ans de recherches, est arrivé à un dénombrement à peu près complet. Mais il a décidé de ne pas rendre public le chiffre auquel il est parvenu pour ne pas avoir d'histoires avec les associations d'anciens déportés (j'ai les photocopies du bulletin intérieur du Comité). Par un biais que j'ignore, Faurisson a obtenu ces chiffres "secrets". Les voici : 91.000 déportés en tout, dont 28.000 "raciaux" et 63.000 "non-raciaux", pour garder la terminologie de l'époque. Sont rentrés en 1945, 3500 "raciaux" et 37.000 "non-raciaux". Les "non-raciaux" incluent évidemment des

Juifs déportés pour des causes précises (résistance et autres). Soient 40.000 déportés rentrés en 1945. Le bilan des pertes humaines est évidemment très lourd.

Témoignages sur Auschwitz, (Édition de l'Amicale des déportés d'Auschwitz, 1946, 209 p.). La préface de Jean Cassou est particulièrement crapuleuse : il dit que le génie humain est l'opposé du génie allemand, que "la haine est devenue une nécessité morale et l'un des ressorts qui doivent soutenir le relèvement de la France". Parlant des collaborateurs, il dit que "ceux-là n'étaient pas conduits à une telle action par des raisons physiologiques, par cette similarité du sang qui, au dire des Allemands eux-mêmes, justifie leur singularité et en fait véritablement une "race", une race à part, une espèce à part dans l'univers biologique. Ceux-là n'étaient pas de la race". Vraiment écœurant, non ? Comment pouvait-on tenir un discours aussi précisément nazi dans un bouquin manifestement fait par des communistes (4) ? Ces textes sont très difficiles à manier parce qu'ils manquent de toute précision chronologique, et surtout qu'ils mêlent très souvent les choses qu'ils ont vues et celles dont ils ont entendu parler. Il y a, par exemple, des histoires qui n'ont plus cours aujourd'hui : les exécutions par "plancher électrique" ou "noyade dans les douches" (p. 9). Dans ce même témoignage, le Dr Krewer explique d'abord qu'on sélectionnait des gens pour les envoyer dans de prétendus camps de convalescence mais que c'était une ruse pour les envoyer dans la chambre à gaz (p. 12-13). Il dit ensuite qu'il a été lui-même sélectionné et envoyé dans un tel camp de convalescence : "Fait curieux, dit-il, au lieu de nous brûler, nous, foyer dangereux de dissémination de germes, on nous nourrissait, on nous soignait, on nous offrait même une convalescence de deux mois" (p. 16). Et il ne voit nulle contradiction... Je note aussi une phrase intéressante dans le témoignage de Petitjean : "Notre première nuit se passe, empilés dans le block qui servait à la désinfection des vêtements et à la fois de "chambre à gaz"" (p. 33).

LETTRE À UN ANTISÉMITE

Un certain M. Loubet, qui publie diverses brochures d'inspiration nazie, entreprit de me convaincre que je n'étais pas loin de découvrir la vraie doctrine et qu'il me fallait encore faire un effort. Lettre du 6 février 1981 :

> Vous vous rangez malgré vous du côté des nationalistes ou plutôt des Nationaux-Socialistes mais avec beaucoup de réticences. Combien de temps vous faudra-t-il donc pour comprendre que le Nat-Socialisme n'est rien d'autre que ce que ses adversaires implacables, les Juifs et les francs-maçons en ont fait ?! Combien de marques vous faudra-t-il donc encore de la perversité intrinsèque aux circoncis au 8ème jour ? (Cf. le livre *Essais secrets* du professeur Dommergue, juif lui-même). Combien de crimes, combien de falsifications, combien d'horreurs les monstres sionistes devront-ils encore commettre pour que vous et les autres se réveillent vraiment ?!

Le 20 février, je répondis à M. Loubet :

> J'ai bien reçu votre lettre du 6 février et les publications qu'elle contenait. Je veux vous dire que je ne suis pas du tout de votre avis. Je suis politiquement anarchiste, c'est-à-dire hostile à toute idée de nation, de nationalisme, d'État, etc. Toutes ces doctrines, qui cherchent à assurer la domination d'un groupe sur les autres, et le national-socialisme tout particulièrement, n'aboutissent, quand elles se traduisent par des actes, qu'à des catastrophes. De même, je m'oppose à tout jugement ou à toute condamnation collective, qu'il s'agisse des Juifs, des francs-maçons, des Allemands, ou des porteurs de cravate vert pomme. Je ne connais que des responsabilités individuelles.
>
> C'est donc en éprouvant le plus complet désaccord avec les termes de votre lettre et de vos publications que je puis vous dire que je vous reconnais le droit entier pour vous et vos amis de vous exprimer, ici ou ailleurs, comme en Allemagne, et que je trouve profondément inquiétante toutes les répressions contre la pensée et l'intelligence. Souvenez-vous que l'Allemagne nazie envoyait les gens comme moi dans les camps.

LETTRE À UN SIONISTE

J'avais publié dans *Le Monde* (16 juillet 1981) un commentaire sur le jugement qui était intervenu au terme du premier grand procès intenté au professeur Faurisson. Cet article (voir chapitre précédent) avait entraîné un certain Raymond Lipa, membre de la LICRA, à envoyer à ce journal une réponse que la rédaction n'a pas voulu publier parce qu'elle m'aurait ouvert, à son tour, un droit de réponse. Et les journaux français, comme on sait, ont une sainte horreur de ce fameux droit de réponse. M. Lipa, mécontent d'être ainsi forclos, m'envoya sa missive le 27 septembre 1981.

Après avoir rappelé que je n'avais pas connu l'épreuve de la déportation, "dans un blizzard européen coupant comme un rasoir", qui aurait changé mon "optique", il poursuit :

> Les attestations de l'existence des chambres à gaz sont suffisamment nombreuses et sérieuses pour que l'on n'ait pas même une seconde d'attention à consacrer aux contestations de ces messieurs de la "Vieille Taupe" et consort. Ce n'est pas de la "répression" que l'on exerce contre cette équipe, mais un travail de salubrité et d'hygiène publique. Et les sanctions des tribunaux à l'encontre de M. Faurisson – en regrettant que M. Serge Thion n'en soit pas gratifié – ne sont que des mesures prophylactiques élémentaires.

Et plus loin :

> M. Thion enfile les phrases comme des perles, mais son fil est loin d'être invisible. Il n'abusera personne d'équilibré en supposant une intention d'amalgamer le fait juif – et toutes ses conséquences réelles historiques et actuelles – à la politique de M. Begin. Quant à faire le lit de l'antisémitisme,

nous pensons qu'il serait difficile de battre l'éditeur de M. Faurisson dans cette compétition.

Les Juifs n'évoluent pas dans l'univers fantasmagorique concurrentiel que s'est construit M. Thion, connaissant très exactement les incidences qui créent les "bourreaux des Juifs" et ne se laissent pas abuser par quiconque entendrait les retrancher – même mentalement – du commun du genre humain. Ils font grâce à votre correspondant de sa "sollicitude" et l'assurent qu'ils n'ont nul besoin d'extra-historicité. L'historicité toute simple leur suffit, surtout lorsqu'ils y trouvent des Faurisson et des Thion.

Un dernier mot au sujet de l'allusion de l'assistance militaire d'Israël à l'Afrique du Sud. Je puis, pour ma part, en tant que membre de la LICRA, conscient et militant, assurer que, dans le contexte actuel du boycottage économique, politique, diplomatique, culturel, mais surtout RACISTE dont Israël est l'objet de la plupart des pays arabes et de ceux qui les soutiennent - dont l'Union soviétique qui, elle-même traficote avec le San Salvador et le Chili, entre autres pays à direction "musclée" - l'État hébreu n'a pas à éprouver de complexe en commerçant avec le régime de Pretoria qui, sous d'autres angles, vaut bien celui de Ryad, de Téhéran, de Baghdad, de Damas ou d'Alger chez lesquels on exige des exportateurs, transitaires et sous-traitants, des "certificats de baptême" et l'ENGAGEMENT ÉCRIT de ne pas employer de personnel juif à aucun stade de manipulation des denrées ou marchandises à expédier.

Ce n'était pas la première fois que je voyais ainsi des membres de la LICRA voler au secours de l'Afrique du Sud et de son régime d'apartheid. La coupe étant pleine, j'expédiai la réponse suivante le 23 octobre 1981 :

Au retour d'un long voyage, je trouve votre lettre, copie "pour information".

Je constate que les condamnations judiciaires qui portent sur des faits d'opinion vous apparaissent comme "un travail de salubrité et d'hygiène publique". C'est là un vocabulaire qui rappelle fâcheusement celui des nazis.

Je constate également que, membre d'une organisation qui se dit antiraciste, vous ne voyez aucun inconvénient à ce que l'État d'Israël commerce et entretienne des relations militaires avec l'Afrique du Sud, un pays dont les dirigeants actuels furent parmi les principaux adeptes étrangers du nazisme.

Monsieur, vous avez été prisonnier en Allemagne pendant la guerre. Ce devait être une erreur. Vous auriez dû être de l'autre côté des barbelés.

LETTRE À UN FASCISTE

Le responsable de la publication d'une revue fasciste, anticapitaliste, anti-américaine, appelant au relèvement d'une Europe blanche et peut-être même aryenne, m'écrivit en avril 1987. Je lui fis cette réponse :

> Vous me demandez l'autorisation de publier un texte qui circule sous ma plume intitulé "Pour les beaux yeux du Mossad". C'est très aimable à vous. Je vais donc vous faire une réponse qui n'est paradoxale qu'en apparence : je ne peux pas vous donner cette autorisation mais vous pouvez publier ce texte.
>
> En effet, j'écris dans le désir de convaincre quelques-uns de mes contemporains. Mes textes sont donc dans le domaine public. Les reproduit qui veut. Je souhaite seulement qu'ils le soient dans leur intégrité. Je ne me sens évidemment tenu ni d'approuver ni de désapprouver le contenu des publications, d'ailleurs extrêmement divers, qui ont la bonté de les accueillir.

Le texte fut donc republié, intégralement, mais sous un autre titre, nettement moins bucolique : "Il tue, il tue... le Mossad" (*Le Partisan européen*, n°10-11, août 1987).

TÉLÉGRAMME À CERTAINS DE MES CHERS COLLÈGUES

Ce qu'il est convenu, sans méchant jeu de mot, d'appeler le "milieu" universitaire entra dans une forte ébullition après la parution du livre et les témoignages qui furent apportés au procès Faurisson. Il y eut de nombreuses réunions qui toutes, par un louable souci d'objectivité, se tinrent en l'absence des principaux accusés. Des pétitions circulèrent. Des accusations furent lancées. Des manœuvres furent tentées dans maints couloirs. Je méditais une réponse longuement circonstanciée. Mais il se trouva dans ce milieu suffisamment de gens pour s'opposer à ceux qui étaient résolus à attenter à la liberté de pensée. Je me bornai donc à envoyer ce petit télégramme aux plus acharnés de mes chers collègues. C'était au lendemain de la proclamation de l'état de guerre en Pologne :

> AU NOM PARTI ET ARMÉES EXPRIMONS CHALEUREUSES FÉLICITATIONS A GROUPE CANDIDATS NANTERROIS A FONCTIONS COMMISSAIRE POLITIQUE. STOP. VOTRE LETTRE DÉNONCIATION DEUX CHERCHEURS RÉVISIONNISTES NOTE 18/20. STOP. TECHNIQUE RÉDACTIONNELLE EXCELLENTE. STOP. SUSPICION ANTISÉMITISME TRÈS UTILE DANS CONTEXTE ACTUEL OPINION OCCIDENTALE. STOP. INTENSIFIER CAMPAGNE COMME PRÉALABLE INTERROGATOIRE RENFORCE TOUS CHERCHEURS "À DÉMARCHE SUSPECTE". STOP. DIPLÔMES COMMISSAIRES DEUXIÈME CLASSE ET RECRUTEMENT POLICE POLITIQUE ASSURÉS.
>
> signé : JARUZIELSKI, Warszawa, 20.12.81

Je n'entendis plus parler d'eux.

LETTRE À UN JOURNALISTE

À M. Roland Itey, *La Croix*, le 7 février 1985 :

> Je lis avec attention votre article du 5 février intitulé ".Mengele court toujours". Vous écrivez que l'on estime (peut-être serait-il intéressant de savoir qui est ce "on") "à 400.000 le nombre des morts dues aux expérimentations criminelles et pseudo-scientifiques de Mengele". Cela fait un choc, pensez donc, 400.000 morts.
>
> Je me suis dit, voyons, le camp d'Auschwitz a fonctionné pendant à peu près trois ans, de la fin 41 à janvier 45. Si Mengele a été en service toute cette durée, ce que j'ignore, il a donc tué 130.000 personnes par an. S'il n'a pas pris de congé, qu'il était à son poste chaque jour de l'année, il a donc tué, en moyenne, 356 personnes par jour. En admettant qu'il travaillait beaucoup, disons seize heures par jour, ça fait plus de 22 personnes à l'heure, c'est-à-dire qu'il lui fallait dépêcher quelqu'un toutes les deux ou trois minutes, ce qui est un temps un peu bref, vous en conviendrez, pour faire des expériences scientifiques, fussent-elles "pseudo".
>
> Itey missa fuit.

LETTRE À DEUX NOUILLES IDOLÂTRES

À Messieurs Poirot-Delpech et Kéchichian, plumitifs au *Monde*, le 11 avril 1987 :

> Vous êtes deux pauvres nouilles et je vais vous dire pourquoi, par pur souci humanitaire. M. Patrick Kéchichian rend compte le 26 mars d'un livre de Sarah Kofman, *Paroles suffoquées*, ouvrage d'une philosophe qui porte sur Auschwitz et les camps, qu'elle n'a pas connus, non plus d'ailleurs que l'autre philosophe cité à l'appui, Vladimir Jankélévitch, qui pendant la guerre vivait à Toulouse. Les philosophes ont certes comme les autres la latitude de dire ce qu'ils croient pouvoir penser de cet horrible drame. Certes, la motivation avancée par Kéchichian est absolument illogique : "Dire l'expérience impensable des camps"; on ne dit pas l'impensable, même quand on est philosophe. C'est pourquoi il faut ajouter la "souffrance" devant "l'impossibilité de communiquer *cela* sans le ramener au pensable, sans le réduire à quelque chose de mesurable dans le langage commun", ce qui est, on en conviendra, la tâche première de la philosophie. Et Mme Kofman le fait avec des textes. Il n'y a donc rien là que de très normal dans sa fonction et le titre de Kéchichian : "Dire encore l'impensable" n'est rien d'autre qu'une idiotie à la mode dont la fonction est bien connue : nous faire croire que ce qui s'est passé dans les camps nazis est un événement unique dans les annales de l'humanité, au nom de quoi nous sommes libres d'ouvrir d'autres camps, de torturer, de massacrer en Algérie, à Madagascar, au Viêt-Nam, au Guatemala,

en Argentine, en Grèce, en Turquie, en Afrique du Sud, j'en passe beaucoup, et les Soviétiques, pour les mêmes raisons, sont libres aussi chez eux de faire ce que nous savons qu'ils font. Et je ne parle pas des Israéliens qui sont au-dessus de tout soupçon. C'est avec ce baratin de l'impensable, de l'incommunicable, qu'on s'astique l'auréole. S'il n'y avait pas eu les méchants nazis, il faudrait les inventer.

C'est précisément ce que font certains. Ils inventent. Ils en rajoutent. L'un des faussaires les plus célèbres est justement celui qu'encense cette autre nouille de Poirot-Delpech, Elie Wiesel, au faîte des honneurs : son dernier livre devrait être au programme de toutes les écoles, dit notre *magister*. Pourtant, il ne faut pas être grand clerc pour voir, dans celui que Mme Ahrweiler à la cérémonie de la Sorbonne a appelé un "miraculeux archiviste", un charlatan qui n'est miraculeux qu'au sens de la Cour des Miracles. Ce n'est pas seulement le professeur Faurisson qui le dit (et qui le démontre) mais aussi l'anti-révisionniste patenté, Pierre Vidal-Naquet. Ne vient-il pas de déclarer au mensuel *Zéro* (Avril 1987, p.57) : "Par exemple, vous avez le rabbin Kahane, cet extrémiste juif, qui est moins dangereux qu'un homme comme Elie Wiesel qui raconte N'IMPORTE QUOI (c'est lui qui souligne)... Il suffit de lire certaines descriptions de *La Nuit* pour savoir que certaines de ses descriptions ne sont pas exactes et qu'il finit par se transformer en marchand de Shoah... Eh bien lui aussi porte un tort, et un tort immense, à la vérité historique". Alors Poirot, tu as l'air de quoi maintenant ? D'une pauvre nouille. Et si je citais le reste de l'article, tu ferais un vrai plat de macaronis (*Le Monde*, 10 avril 1987).

Et l'autre nouille de Kéchichian qui nous avertit que l'autre grossiste en Shoah business, Claude Lanzmann, "présente un nouveau témoignage accablant"... On en a déjà eu un paquet de même source, le plus beau était sans doute celui d'un audacieux menteur qui prétendait avoir passé "trois ans dans les chambres à gaz". On a bien ri, que faire d'autre ?

C'est pourquoi il faut du révisionnisme, ou plutôt de la révision, pour évacuer les tombereaux d'inepties qui se disent et s'écrivent chaque jour qui passe sur la période de la guerre. Kéchichian, aussi maître d'école que son illustre aîné, veut "condamner ceux que l'on nomme pudiquement les "révisionnistes" à lire l'ouvrage de Robert Antelme, *L'Espèce humaine*." Mais, pauvre nouille, ce livre, ils l'ont lu bien avant toi; écrit en 47, il a été publié dix ans plus tard. Et si tu l'avais lu, nouillasse, tu verrais qu'il date d'avant la grande holocaustication, qu'il n'y a pas de monopole juif, ni même de chambre à gaz dans ce livre. Si tu l'avais lu, tu aurais compris le titre : l'espèce humaine, elle comprend les bourreaux et les victimes, et même que les pires bourreaux sont les victimes passées du côté des bourreaux. L'espèce humaine, c'est tout le monde, et pas seulement les nazis, et pas seulement les Juifs. Wiesel n'écrivait pas encore, il a fallu que ce vieux curé ranci de Mauriac l'y pousse.

Vous avez beau vous débattre, et Mme Ahrweiler a beau promettre à Wiesel qu'elle maintiendra la Sorbonne, menacée sur sa "périphérie", *revisionnistfrei*, le révisionnisme est sous vos pieds. Vous ne pourrez plus faire un pas sans tomber dans ses trappes.

Ces deux nouilles restèrent coites dans leur plat, mais je reçus un coup de téléphone de la beauvoirienne de service, Josyane Savigneau, qui tenta nerveusement de me dire de petits gros mots. Elle n'était pas à l'aise en service commandé, la povrette.

Notes du chapitre 2

(1) Hans Magnus Enzensberger est l'auteur de nombreux essais, de plusieurs recueils de poèmes et de traductions. Citons, entre autres, *Einzelheiten* ("Culture ou mise en condition ? et autres essais", Julliard, 1965), *Deutschland, Deutschland unter andern Äusserungen zur Politik* ("L'Allemagne, l'Allemagne entre autres", Bourgois, 1970), *Politik und Verbrechen*, etc.

(2) Dix ans ont passé depuis cette lettre et je dois constater que le Viêt-Nam taraude aujourd'hui beaucoup l'esprit d'une bonne partie de la génération qui a fait cette guerre perdue. C'est presque chaque jour que sort un nouveau livre, aux États-Unis. Les films se multiplient. On enseigne la guerre dans les écoles. Toute cette production est très inégale mais elle témoigne au moins d'un désir d'explorer les consciences et d'en arracher les racines d'une souffrance longtemps méconnue. Rien de tel en France pour la guerre d'Algérie. On est passé de l'amnistie à l'amnésie. Les marchands de mémoire sont absents de ce marché-là. Quelques signes précurseurs donnent néanmoins à penser que l'oubli n'est pas total, que l'on finira par *revenir* sur cette maudite guerre d'Algérie.

(3) Au cours du deuxième grand procès Zundel, à Toronto, en février 1988, le directeur du Centre international de recherche d'Arolsen aurait déclaré qu'à part les trois volumes disponibles en Pologne, l'ensemble des *Totenbücher*, les registres de décès d'Auschwitz, soit une cinquantaine de volumes, se trouve à Moscou, dans les archives soviétiques. L'étude de ces documents pourrait certainement contribuer à résoudre nombre de problèmes relatifs à l'histoire d'Auschwitz. Ce travail reste entièrement à faire. [Depuis cette date, les registres ont été donnés par les Soviétiques au centre d'Arolsen. Mais ils restent inaccessibles aux chercheurs.]

(4) Ceci n'est pas sans rappeler les imprécations du grand humaniste Ilya Ehrenbourg dans ses articles et ses tracts de 1945 : "Les Allemands ne sont pas des êtres humains... Si vous n'avez pas tué un Allemand par jour, vous avez perdu votre temps. Si vous tuez un Allemand, tuez-en un autre - il n'y a rien de plus amusant pour nous qu'une pile de cadavres allemands... Tuez des Allemands, c'est ce que demande votre grand-mère. Tuez des Allemands, c'est la prière de votre enfant... Tuez, tuez..." (Texte et photo du tract d'Ehrenbourg dans *Nemesis at Potsdam*, de De Zayas). On vient d'apprendre que les archives personnelles d'Ehrenbourg, décédé en 1967, ont été transportées clandestinement en Israël et ont été déposées à l'Institut Yad Vashem, le centre mondial de documentation canonique sur l'Holocauste. Ces archives, dit *Le Monde* (13 février 1988) "contiendraient notamment le manuscrit complet du *Livre noir* rédigé sous la direction d'Ehrenbourg et de Vassili Grossmann sur les atrocités commises contre les Juifs en URSS pendant l'occupation nazie et sur les manifestations antisémites après la guerre; le document ne fut jamais publié en URSS, et a été édité en russe dans une version partielle en Israël". Encore un texte trafiqué, donc. La nouvelle version en préparation à Jérusalem ne manquera d'être un affreux salmigondis, si l'on tient compte de la personnalité et du passé de propagandistes

hystériques des deux auteurs, portés au pinacle pendant la guerre contre l'Allemagne et déçus de ne pas y rester ensuite. Staline avait fouetté le nationalisme russe pour sauver le régime soviétique, ce qui avait entraîné un déclin de l'influence juive dans le parti et le régime. Il n'en fallait pas plus pour que certains crient à l'antisémitisme. Le fond du problème, pour une opinion soviétique qui ne porte pas un amour immodéré au Parti, est le rôle historique joué par les communistes juifs dans ce même parti. C'est un sujet relativement tabou, même en Occident. Il reste d'une brûlante actualité et les ambiguïtés actuelles de la politique soviétique par rapport au Moyen-Orient ont un rapport étroit avec cette question et celles du poids de la communauté juive dans les économies occidentales avec lesquelles l'URSS a besoin d'intensifier certains types d'échanges. La propagande israélienne, reprise ici par le chœur des vierges, sur ce que serait l'effroyable condition des Juifs soviétiques, n'a de sens que par rapport aux faiblesses de la démographie israélienne mais devient un enjeu dans une négociation internationale qui ne manquera pas d'avoir des répercussions internes en Union soviétique. Jamais l'impression de marchandage n'aura été si forte. Dans ce domaine, les grands discours sur les Droits de l'homme sont, de tous côtés, d'une hypocrisie révoltante.

[J'ajoute, en 1990, que l'on attend maintenant en Israël plusieurs centaines de milliers de Juifs soviétiques, dépités dans leur immense majorité de ne pouvoir émigrer aux États-Unis.]

[Note de l'AAARGH : *Le livre noir* a finalement été publié en français en 1995. *Le Monde* lui a consacré un dossier de désinformation que l'Aaargh met à votre disposition.

Chapitre 3

CELUI QUI NE DISCUTE PAS

> Il n'y a guère de détails certains en histoire; les détails cependant ont toujours quelque signification. Le talent de l'historien consiste à faire un ensemble vrai avec des traits qui ne sont vrais qu'à demi.
> Ernest Renan, *Histoire et paroles*, p. 358.

Il est un personnage qui rend service à tout le monde. D'abord aux révisionnistes puisqu'il est celui qui a fait le plus d'efforts pour considérer de manière plus ou moins rationnelle quelques-uns des arguments qu'ils ont avancés. Il a aussi assuré leur promotion médiatique en intervenant lui-même sur tous les fronts pour les dénoncer auprès de gens qui étaient à mille lieues de se poser des questions. Il a relancé la question quand elle menaçait de s'endormir, soulevant, par exemple, le "scandale" de la thèse de Roques, à Nantes. Certains ont donc commencé à se poser des questions. Il a rendu aussi un grand service aux anti-révisionnistes en faisant un travail qu'ils étaient bien en peine de faire. Il sert ainsi de parapluie à une foule de déboussolés en quête d'une autorité rassurante. Cet homme, donc éminemment serviable, a décrété qu'on "discute sur le révisionnisme, mais on ne discute pas *avec* les révisionnistes". On aura reconnu Pierre Vidal-Naquet, à qui la presse, soulagée de ne plus être gênée par le refus qu'elle opposait, dans presque tous les cas, aux révisionnistes de s'exprimer, a emboîté le pas avec enthousiasme. On a donc partout publié qu'on ne discutait pas *avec* les révisionnistes.

Cette affirmation est pourtant frauduleuse. J'aurais probablement laissé dormir dans mes archives la correspondance que j'ai eue avec Pierre Vidal-Naquet s'il n'avait pas justement commis la sottise de prétendre qu'il ne discutait pas *avec*. J'ai déjà formulé les remarques qui s'imposaient sur la charge qu'il a publiée dans *Esprit*. Je me bornerai à reproduire un échange de correspondance. On verra bien si la presse continue ensuite à croire qu'il est le bon guide des égarés.

Lorsque je mis en circulation le "Comment du pourquoi", Paul Thibaud, directeur de la revue *Esprit*, suggéra une rencontre avec Pierre Vidal-Naquet et lui, que j'acceptai aussitôt et qui se tint chez ce dernier le 2 octobre 1979. Voici les notes que j'ai rédigées le soir même :

RÉSUMÉ DE MON ENTRETIEN AVEC PIERRE VIDAL-NAQUET ET PAUL THIBAUD, LE 2 OCTOBRE 1979

Pierre Vidal-Naquet commence par dire que Faurisson est un nazi. Il était en hypokhâgne quand RF (Robert Faurisson) était en khâgne. A cette époque-là, dit Pierre Vidal-Naquet, RF était tout à fait nazi. Il est également antisémite, il avait écrit au Comité Audin pour dire qu'il était écœuré par les petites manœuvres du Comité et ajoutait : "Cachez vos Juifs". Je réponds que je ne crois pas RF nazi, d'aucune façon, et qu'à mon avis c'est un homme de droite, qu'il n'est pas plus antisémite que les Français moyens, qu'il ne se livrerait sûrement à aucun acte qui porterait préjudice aux Juifs. Pierre Vidal-Naquet répond que "vouloir toucher les Juifs dans ce qu'ils ont de plus sacré, c'est de l'antisémitisme". Je dis mon désaccord là-dessus, je ne vois pas en quoi cela pourrait être assimilé à de l'antisémitisme. La question du sacré reviendra par la suite.

Pierre Vidal-Naquet relève ensuite que dans mon texte, j'ai dit que *Le Monde* avait fait donner la grosse artillerie en faisant appel aux historiens. Il veut rectifier cette impression en disant que c'est un ami à lui, médecin, qui lui a suggéré de faire un texte signé par des historiens. Il l'a donc rédigé, revu avec Poliakov. Certains n'ont pas signé, d'autres, comme Soboul, ont signé trop tard. Au *Monde*, le texte est resté trois semaines en souffrance. J'en donne acte.

La conversation porte ensuite sur le texte de la pétition. Je n'ai pas bien compris le passage sur "le point de départ obligé de toute enquête historique". Pour Pierre Vidal-Naquet et PT, toutes les recherches sont possibles et souhaitables. Nous avons pris soin, dit Pierre Vidal-Naquet, de dire que toutes les interprétations sont possibles, que chacun est libre. Mais on ne peut mettre en question quelque chose qui est de l'ordre de l'évidence. J'essaie de faire comprendre que c'est précisément là le centre de la discussion, que l'on peut à tout le moins se dire que les choses ne se sont pas passées comme il est dit habituellement et que, pour arriver à savoir, il importe de n'interdire aucune remise en cause. Pierre Vidal-Naquet dit qu'il lui est insupportable de discuter de ça, l'oppression qu'il en ressent se traduit par une terrible quinte de toux.

Je parle du "techniquement possible", des voyages d'Ulysse, placés dans l'Atlantique par Alain Bombard, ou dans la Méditerranée, version Bérard. Pierre Vidal-Naquet m'apprend que je me trompe, que Bombard délire mais que Bérard n'a rien démontré du tout, qu'au surplus les Grecs ont fait le tour de l'Afrique (je pense pourtant que cela est fort douteux). Je préfère que la conversation ne dévie pas et je lui abandonne mon petit exemple.

Nous en revenons à l'hypercritique. Je trouve l'idée un peu étrange et contradictoire. Pierre Vidal-Naquet répond par l'exemple du Christ : après des siècles de croyance, le pendule est parti dans l'autre sens et, à l'époque classique, des exégètes ont nié jusqu'à l'existence physique du personnage. A ces quelques exemples, j'oppose l'observation suivante : comme le faisait remarquer Pierre Vidal-Naquet, ce qui est arrivé aux Juifs sous le Troisième Reich a fait l'objet d'une sorte de sacralisation. Je respecte les gens mais je

n'accepte pas le sacré pour mon compte. S'il y a eu sacralisation, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait désacralisation Faurisson, dans ce sens, peut être compris comme un symptôme d'une époque, du fait que le temps passe. Un autre mode de connaissance s'impose. J'insiste sur l'étrangeté de certaines des sources sur lesquelles se fonde ce que j'appelle la vulgate.

S'ensuit une discussion un peu confuse sur différents auteurs [que je ne reproduis pas ici]. On parle de l'ouvrage de Butz. Pierre Vidal-Naquet dit à PT, qui ignore de quoi il s'agit : "C'est un livre très impressionnant pour qui ne connaît pas la question". J'en conclus que Pierre Vidal-Naquet lui-même a été très impressionné. Il l'a rejeté parce que, dit-il, l'argument de Butz est que tout ça est une invention des sionistes et que déjà, dit Butz, Flavius Josèphe avait attribué à la résistance des Juifs aux Romains un million de morts. Je ne me souviens pas d'un tel passage dans Butz mais je fais remarquer que l'argument central de Butz est qu'il y a eu propagande de guerre, et que je ne vois pas comment on pourrait le nier. Ils en tombent d'accord. [Je reprends Butz, n'y trouve aucune référence à Flavius Josèphe. Pierre Vidal-Naquet se trompe, il mélange la lecture de Butz et sa propre introduction à l'édition de *La Guerre des Juifs*, récemment parue chez Minuit. Butz parle des chiffres fantaisistes sur l'extermination romaine donnés par le Talmud]. La conversation se poursuit sur les sources, les Soviétiques, Nuremberg, les Polonais, Höss, etc. Au moment de partir, je lui demande s'il croit que Néron a incendié Rome. "La question est discutée". Bien, dis-je. Faisons un parallèle. Rome a brûlé à cette époque-là, c'est un fait. Transposons : les Juifs ont été déportés et beaucoup sont morts, c'est un fait. Néron était empereur et a existé. Transposons : le nazisme et son antisémitisme étaient au pouvoir. Néron a-t-il ordonné l'incendie de Rome ? – "Je n'en sais rien". Bien, dis-je. Les nazis ont-ils ordonné la destruction des Juifs ? – "C'est évident, ça ne se discute pas".

La discussion a été fort longue sur les limites de ce qui est discutable et de ce qui ne l'est pas parce que les preuves en seraient parfaitement claires. Pierre Vidal-Naquet reconnaît que la formulation de la pétition des historiens est maladroite et ambiguë. PT est d'accord et reconnaît que même si je l'interprète de la façon la plus défavorable, mon interprétation reste à l'intérieur des limites de cette ambiguïté. De tout cela je tire surtout l'impression que la discussion touche un point douloureux, au-delà du rationnel, qui est l'image que Pierre Vidal-Naquet s'est faite de la disparition de ses parents, déportés à Auschwitz. Il ne sait rien de leur fin et l'image de cette fin affreuse est devenue constitutive pour lui. Toute cette conversation est ponctuée d'interjections – Pierre Vidal-Naquet disant qu'il ne peut pas discuter de ça – de quintes de toux et d'étouffements. Je ressens sa souffrance, je la comprends et je compatis. A sa place, je ferais sans doute de même. C'est un deuil infini, auquel nul ne peut rien. En dehors de la douleur qui est toujours solitaire, enfermée en nous – les pauvres mots peuvent à peine l'évoquer – il ne reste à échanger que des arguments de raison. Mais ils sont sans cesse menacés d'être submergés par les émotions, légitimes sûrement, mais rongeuses du droit fil du raisonnement.

Dans le *Monde* du 21 décembre 1979, Pierre Vidal-Naquet publia une lettre sur "L'éventualité d'une visite de M. Arafat en France". Elle contenait une petite phrase qui méritait une intervention. Je lui écrivis le 30 décembre :

Tu as publié dans le *Monde* du 21 décembre une excellente lettre sur "l'éventualité d'une visite de M. Arafat en France". Je souscris des deux mains aux idées que tu y exposes, et en particulier sur les risques du métier d'homme d'État, avoir à tuer et à recevoir des tueurs. "Il est même arrivé que le gouvernement français ait compté dans son sein des criminels de guerre", dis-tu. On pense évidemment à Michel Debré, Marcel Bigeard, et d'autres encore. Ceci n'est pas sans poser le problème de ce qui s'est passé à Nuremberg : de deux choses l'une, ou les procès de Nuremberg sont un événement unique dans l'histoire contemporaine et c'est donc une anomalie, ou il faut en faire d'autres pour juger les criminels de guerre de notre époque doivent donc comparaître les gaullistes, l'administration Nixon, les salazaristes, diverses équipes communistes au pouvoir ici et là, etc. Cette deuxième possibilité est beaucoup plus irréaliste que la première, et c'est bien regrettable.

Cette phrase sur les criminels de guerre pourrait d'ailleurs s'écrire au présent puisque l'actuel ministre du budget est le même Maurice Papon sur les ordres de qui des centaines, voire des milliers, d'Algériens ont été assassinés par la police parisienne en 1961. C'était *Octobre à Paris* (1). Nous étions bien peu alors à nous trouver du mauvais côté du fusil.

Pour le reste, le parallèle entre Begin et Arafat, je suis d'accord aussi. Je le pousserais même un peu plus loin en disant que si Begin, par ses intransigeances et sa politique réactionnaire, est à terme un dangereux ennemi des Israéliens et de leur légitime désir de sécurité, M. Arafat est lui le chef d'une organisation dont la fonction essentielle est de réprimer les aspirations des Palestiniens pour leur imposer un ordre qu'ils n'auront jamais l'occasion de choisir. Ils font l'un comme l'autre un travail de flic, dont les seuls Occidentaux tireront les profits.

Je ne suis pas mécontent de souscrire ainsi à une lettre qui fustige les propagandistes grossiers d'un sionisme aveugle, comme ceux de la LICRA, par exemple, qui n'hésitent pas dans leurs publications à recourir au mensonge pour cacher l'expansionnisme israélien. J'ai le souvenir d'une autocritique retentissante que tu avais publiée dans *Le Monde*, quelques mois, me semble-t-il, après la guerre des Six jours, où tu disais avoir été trompé par les appels à la défense d'Israël menacé. On a bien vu ensuite que les Arabes étaient tombés dans un piège habilement tendu. Je n'étais pas, pour ma part, dans les 98% de Français (sondage de l'époque) qui étaient favorables à l'action israélienne. J'avais, en 1961, séjourné, un peu par hasard, à Gaza et j'avais là, pour mon compte, découvert l'existence des Palestiniens et leur revendication sur une terre qu'ils estimaient être leur. Inutile de te dire que de 1961 à 1967, il était tout-à-fait impossible d'écrire dans un journal de gauche que les Palestiniens *existaient*, qu'ils réclamaient quelque chose et cela n'était pas entièrement dépourvu de sens. Nous baignions alors tous dans un sionisme diffus qui rendait proprement scandaleuse toute proposition qui remettait un tant soit peu en cause le caractère sacro-saint de l'existence d'Israël. Comme tu le sais, je n'ai pas un goût particulier pour les tabous intellectuels. Pour le plus grand bien de la vérité historique et politique, nous n'en sommes plus là, et personne ne nie, sauf sans doute M. Begin, que le problème palestinien existe et qu'il faudra bien lui trouver une solution. Je remarque simplement que cette prise

de conscience ne doit rien aux efforts de quelques individus dans mon genre, mais aux événements, parfois sanglants, qui l'ont imposée. Quoiqu'il en soit, on peut aujourd'hui parler du problème palestinien normalement, sans se faire traiter de tous les noms, sauf par quelques sionistes attardés qui ne comptent guère à mes yeux.

C'est dans ce contexte que je trouve une phrase de ta lettre particulièrement déplorable. Tu parles d'un "groupe humain qui a souffert des crimes indicibles, *dont l'immonde campagne actuelle pour nier l'existence des chambres à gaz* ne saurait faire oublier la réalité" (je souligne). Je suis évidemment visé puisque je fais circuler un texte, intitulé le "Comment du pourquoi" qui expose les raisons historiques et politiques pour lesquelles on a, à mon avis, le droit et même le devoir de se poser des questions sur ce qui s'est réellement passé dans les camps, appelés après la guerre "d'extermination", situés en Pologne occupée par les nazis. Nous en avons longuement parlé ensemble, sans d'ailleurs tomber d'accord, en présence de Paul Thibaud, le 2 octobre dernier. Je n'insisterai pas sur ce que ta phrase a de doublement mensonger : il ne s'agit pas d'une "campagne", mais seulement de quelques personnes privées, aussi respectables que toi, qui ont considéré qu'il y avait dans les arguments avancés par R. Faurisson, et avant lui, par P. Rassinier, des éléments sérieux de réflexion et que nombre de questions posées par ces auteurs restaient à ce jour sans réponse. Il n'y a pas de coordination entre ces personnes qui sont parfaitement autonomes, et elles ne disposent d'autres fonds que de leurs revenus personnels. Voilà pour "l'immonde campagne" de ceux qui, dans tous les cas, ont commencé par en parler avec toi. D'autre part, il ne s'agit pas de "faire oublier la réalité" des crimes commis contre les Juifs européens, mais seulement de cerner cette réalité pour mieux la comprendre.

Mais surtout, ce qui me désole, c'est l'adjectif "immonde". C'est un mot que tu ne m'as pas dit en face et que tu n'aurais certainement pas pu me dire. S'il y a quelque chose d'immonde dans ce que j'ai écrit, il faut vite en faire état, parce que je ne me contenterai pas de ce samizdat, et j'escompte bien qu'il sera imprimé et publié.

Ce genre d'insulte, on ne l'attend pas de toi, il appartient à des traditions politiques auxquelles ni toi ni moi ne nous identifions. Alors laissons cela aux butors qui ne manqueront sans doute pas de se manifester. Il y a un débat ouvert sur une question historique. Si tu ne désires pas y participer, abstiens-toi. Que nul ne s'y oblige. Mais si tu veux faire entendre ta voix comme tu l'as déjà fait, il faut passer définitivement de l'injure au raisonnement.

Réponse de Pierre Vidal-Naquet le 3 janvier 1980 :

Je ne puis que te dire ce que j'ai dit à P. Guillaume : je pense qu'il n'y a plus, pour l'instant, de dialogue possible entre nous. Je crois que tu déraisonnes au sens propre du terme. Bien entendu tu n'es pas personnellement "immonde". Mais il y a bel et bien depuis quelques années une campagne immonde représentée en Amérique par Butz, en Angleterre par Harwood (si je me souviens bien), en France par Rassinier tel qu'il était devenu à la fin de sa vie et par Faurisson. Ton texte part bien entendu de considérations toutes

différentes, mais tu me fais rire quand tu dis qu'il n'y a pas de coordination entre ces personnes alors que l'activité coordinatrice de P. Guillaume prouve chaque jour le contraire. Mais encore une fois tout ceci ne serait peut-être pas très grave, si la génération qui a connu n'était pas en train de disparaître, si de très fâcheuses habitudes intellectuelles n'étaient pas en train de se répandre en ce qui concerne le traitement des textes, si une campagne, je maintiens le mot, n'était organisée pour banaliser le nazisme et faire d'Hitler un belligérant comme un autre. Faurisson n'a-t-il pas expliqué à Gilbert Comte en présence de P. Guillaume que les Juifs avaient déclaré la guerre à Hitler, que la riposte d'Hitler était donc normale, et que le nombre des victimes était de 300.000 à 700.000 ?

J'ai essayé de t'expliquer pourquoi ton texte était non "immonde" mais absurde. En vain. J'en tire la conclusion, je te le répète, que le dialogue entre nous est impossible.

Je le regrette, et t'adresse mon amical souvenir.

C'est l'époque où je rédige et diffuse "Du bon usage des momies", un samizdat qui porte sur l'affaire Curiel. J'en envoie un exemplaire à Pierre Vidal-Naquet, qui m'écrit le 18 février :

Il m'arrive en effet de me demander si j'ai bien fait de signer ce texte contre Suffert que je n'aurais pas rédigé ainsi (2). Cela dit, je ne vois pas ce qu'il y a de subversif dans un texte et une démarche qui est celle de beaucoup.

Il faut tout de même pas mal d'estomac, je le reconnais, pour écrire que "Curiel risquait assez facilement la vie des autres". Il me semble qu'il risquait un peu la sienne aussi. C'est une étrange confusion que de mettre en parallèle comme atteinte aux libertés, la demande purement morale concernant Suffert et la saisie très effective du livre de Chomé. Si j'écris, par exemple, que pour telle ou telle raison, M. Giscard d'Estaing est indigne d'être président de la République, ou M. Mitterrand leader de la gauche, est-ce que je porte atteinte aux libertés ? Tu cites à propos de l'Algérie un manifeste dont je me souviens fort bien et qui est effectivement peu honorable pour ceux qui l'ont signé. Mais crois-tu que ce que tu as écrit sur les Khmers rouges fait absolument honneur à ta lucidité ? Je sais, j'ai été un des fondateurs de CVN (Comité Viêt-Nam national); je n'en suis pas très fier.

Je n'ai jamais été "curieliste"; mon jugement sur lui est assez proche de celui de Rodinson. Je ne vois pas, par exemple, dans l'hypothèse "soviétique" qui est la tienne, pourquoi il se serait acharné à faire se rencontrer Israéliens et Palestiniens. Quant à Suffert il raisonne certes "comme un Pandore", mais ce qu'il a fait est tout de même plus grave. Accuser quelqu'un d'être "le Patron des réseaux d'aide aux terroristes" me paraît pour le moins poser un problème moral.

J'étais parti sous les cocotiers. Pendant ce temps, Pierre Vidal-Naquet m'envoie un mot le 25 mars, lecture faite de l'"avis aux lecteurs" d'un hypothétique Jean-Paul Sartre.

Je ne puis que désapprouver au moins une phrase du texte de Sartre : le fait que tu délires au sujet des chambres à gaz et de l'extermination des Juifs ne signifie pas obligatoirement que tu en fasses de même au sujet de l'Indochine. J'ai personnellement lu avec intérêt ton article sur Sihanouk. Je t'envoie cette lettre dactylographiée; cela ne signifie pas que j'en ferai une lettre ouverte, comme tu fais de tes propres textes, et j'attire ton attention sur le fait que tu ne réponds pas, au moins en ce qui me concerne, aux lettres qui te sont adressées.

Le 8 mai, je réponds ainsi :

Je suis rentré depuis quelques jours et je reçois ta lettre du 25 mars. Tu dis à juste titre que je n'ai pas répondu à une autre lettre du 18 février, concernant l'affaire Curiel. J'étais en voyage, ce qui n'est nullement une excuse, mais une explication.

A propos de tes commentaires sur Curiel, je suis content de savoir que tu n'as pas trouvé le texte de la pétition tout-à-fait à ton goût. Tu trouves que j'ai "pas mal d'estomac" pour écrire que "Curiel risquait assez facilement la vie des autres". C'est que le difficile, dans cette affaire, est qu'il faut parler allusivement, et sans guère apporter de preuve, faute de quoi on mettrait dans le bain des gens qui ont peut-être toutes les raisons de ne pas vouloir que l'on sache qu'ils ont été mêlés à ce genre d'histoire. Mais j'en sais qui aux pires moments du salazarisme ou du franquisme ont mené des missions très dangereuses (et à mon avis, mal montées) pendant que Curiel et ses satellites restaient au chaud à Paris. Il n'y avait, à l'époque, pas de raison particulière de croire que la sécurité personnelle de Curiel était menacée. Mon très cher ami Breytenbach doit à sa naïve confiance en ces gens-là les neuf ans de prison qu'il purge en Afrique du Sud. Il les doit aussi au fait qu'il a accepté à son procès que témoignent contre lui des gens qui étaient venus à Paris suivre une "formation" à la clandestinité chez Curiel, formation bidon, inutile de le dire. Ceux-là se sont sauvés de la perpétuité (3).

Tu me dis ensuite que c'est une étrange confusion de mettre en parallèle la pétition et la saisie du livre de Chomé parce que la pétition était une "demande purement morale" (4). Mais elle n'est demeurée telle que parce qu'elle n'a pas été suivie d'effets. Et même ainsi, cette morale n'est pas, je crois, la nôtre, au moins pas la mienne. Ce n'est pas notre rôle, je pense, de réclamer quelque privation de liberté que ce soit, et pour quiconque. Il existe assez de liberticides comme ça, en liberté. Si Suffert, ou tout autre, devait être interdit dans la presse en raison de ses opinions, et si on te proposait une pétition pour protester, j'imagine que tu la signerais pour cette raison de principe que la liberté est indivisible, que nous avons le droit de critiquer et de dénoncer, mais que nous ne pouvons réclamer des limites à la liberté d'expression contre lesquelles nous serions tenus de protester.

Tu rappelles le manifeste algérois suscité par Curiel et le dis "peu honorable". Et par un rapprochement que je trouve extravagant, tu me demandes si ce que j'ai écrit sur les Khmers rouges "fait absolument honneur à (ma) lucidité". Diable, aurais-je écrit de cette prose policière que je réprouve chez Curiel, et chez Suffert ? Aurais-je fait l'apologie des Khmers rouges ? J'ai le souvenir

d'un reportage dans *Le Monde*, sur les maquis, en 1972, un an avant que ça commence à tourner au vinaigre (5). J'ai décrit ce que j'ai vu mais même aujourd'hui je ne vois pas bien ce que j'aurais pu y trouver comme signe prémonitoire. Je me suis livré en 1970 à une analyse des perspectives du mouvement khmer rouge (6). J'y jugeai l'édification d'un socialisme au Cambodge impossible (et j'avais raison) et je prévoyais que les Khmers rouges constitueraient une sorte de succédané bureaucratique de la bourgeoisie (et j'avais tort). Je n'ai certes pas prévu la tournure atroce qu'allaient prendre les événements. Mais personne d'autre, parmi les bons observateurs, ne l'a fait. Nous avons tous négligé, il est vrai, quelques informations fragmentaires qui nous venaient de la CIA. C'est une erreur d'appréciation. Mais enfin, je ne vois pas très bien ce que j'aurais écrit de déshonorant. Ton reproche est peut-être fondé sur une connaissance trop approximative des quelques textes que j'ai faits sur le Cambodge. Si tu veux, je pourrais t'en faire parvenir une collection exhaustive (7).

Enfin, tu me dis que tu ne vois pas, dans une hypothèse soviétique, Curiel acharné à faire se rencontrer Israéliens et Palestiniens. Je vois bien comment une solution politique qui exclurait du jeu entièrement les Américains pourrait satisfaire les Soviétiques. La paix au Moyen Orient sera une *pax americana* ou une *pax sovietica*. Les protagonistes, sur place, ont malheureusement perdu depuis longtemps les moyens d'une véritable politique autonome.

Quant à Suffert et ses articles, j'espère en effet qu'ils lui causent quelques problèmes moraux, ou au moins quelques ulcères d'estomac. Mais je crois ce genre de personnage doté d'une morale élastique.

Quant à ta lettre du 25 mars, elle me rassure et me désole en même temps. Que tu désapprouves l'imbécile mise en garde de Lanzmann (caché derrière Sartre) à propos de mes articles sur l'Indochine me paraît rassurant. Et je pourrais en conter sur la désopilante incurie du comité de rédaction.

Mais désapprouver "au moins une phrase" veut-il dire que tu approuves les autres ? Crois-tu, par exemple, qu'il faille désormais me ranger parmi les antisémites ? (Ce que signifie, d'après Lanzmann, *Les Temps Modernes*, n° 395, p. 1899, "antisioniste" quand "il s'agit des antisémites de gauche". Tu me parais également visé). Ne trouves-tu pas que coller cette étiquette-là est une intimidation et une bassesse ? Aurais-je écrit une ligne, un mot qui le justifierait ?

J'attends d'autrui, non pas qu'il soit d'accord avec moi, mais qu'il soit honnête. C'est, parmi d'autres, une qualité que je te connais, et portée à un niveau peu commun. Si je n'attendais pas de toi des critiques honnêtes, "objectives" (pour ce que ce mot veut dire), fondées en raison, de qui d'autre les attendrais-je ?

P.S. J'ai lu les *Sagesses barbares* de Momigliano. Livre superbe. J'espère que tu nous donneras d'autres ouvrages du même auteur (8).

Quelques jours plus tard, l'éditeur procède à l'expédition du "service de presse" du bouquin sur l'affaire Faurisson. Un exemplaire est envoyé à Pierre Vidal-Naquet. Il répond par ce mot, expédié à l'adresse de la Vieille Taupe, en date du 6 mai :

> J'ai reçu, Serge Thion, ton ouvrage. Cette publication met un terme à nos relations. Je reconnais cependant à ton livre un mérite. Dans son interview à *Storia illustrata*, Faurisson se démasque si bien, il montre si bien à quel point c'est la haine des Juifs qui l'anime, que cette publication sera utile. Quant à la façon dont il trafique l'histoire, je n'en donnerai qu'un exemple, amèrement cocasse. Page 190, on lit ceci : "...les Allemands redoutaient ce qui allait d'ailleurs se passer dans le ghetto de Varsovie où, soudain, juste à l'arrière du front, en avril 1943, une insurrection s'est produite." Juste à l'arrière du front... Celui-ci était, en vérité, à beaucoup plus de mille kilomètres. Et voilà un homme qui exige que les témoins soient d'une précision implacable. C'est là un exemple entre dix autres qui en disent long sur l'insigne mauvaise foi de ce personnage. Au fait, puisqu'il n'y a eu à Auschwitz que 50.000 morts (p. 197), ce qui représente en moyenne 30 morts par jour, à quoi donc servaient ces crématoires et ces chambres froides pour cadavres qui avaient tout de même une belle taille selon les dires de Faurisson lui-même ?
>
> Mais je n'insiste pas en te précisant cependant, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, que, sur la question du *Journal* d'Anne Frank, question qui n'a du reste aucune importance, je considère, en effet, que la preuve est apportée, qu'il s'agit d'un texte trafiqué.
>
> Peut-être nous retrouverons-nous un jour ?

Le 14 mai 1980, je réponds ainsi :

> Nos lettres ont dû se croiser. Tu as le bouquin en main, et Thibaud m'a dit au téléphone qu'il t'avait demandé d'en faire la critique. Voilà qui est bien. Nous aurons l'occasion de voir une critique qui portera, je l'espère, sur le fond de la question, et non sur les détails que tu mentionnes dans ta lettre du 6 mai, à laquelle je réponds ceci : je ne crois pas, et je n'ai pas cru, que Faurisson soit mû, dans cette affaire, par la haine des Juifs . Si je l'avais pensé une seconde, je ne me serais pas même mis en rapport avec lui. Ton sentiment là-dessus était déjà fait avant que j'écrive une ligne, mais je crois que tu te méprends. Comme beaucoup d'autres, à l'occasion, il peut écrire "les" Juifs, ou "les" Allemands, ou "les" Espagnols. Je crois que ce genre de propension à ces facilités d'écriture est dangereux. Mais c'est un mal, hélas, trop répandu, et je ne suis pas sûr d'y avoir toujours échappé moi-même.
>
> L'exemple que tu donnes sur la "façon dont il trafique l'histoire" me paraît si mince que j'ai du mal à croire que tu ne puisses en trouver de plus probant. Après tout, Faurisson ne prétend pas au titre d'historien. Quant à la taille des chambres froides d'Auschwitz (*Leichenkeller*), je n'y vois rien de très étonnant si l'on veut bien considérer qu'elles ont été faites pour servir effectivement de morgue normale ; c'est-à-dire pas d'entassement, de l'espace pour la circulation des chariots, etc.

J'aimerais, à l'occasion de cette critique, que tu te prononces aussi sur le curieux livre de Filip Muller, si élégamment préfacé par Lanzmann. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que ce témoin s'exprime.

Nous nous retrouverons un jour, certes. Je crains même qu'il soit proche le moment où à nouveau quelques poignées de gens auront à faire face aux hystéries guerrières qui montent de toutes parts. Nous n'avons pas gagné grand-chose depuis vingt ans...

Le 20 mai 1980, Pierre Vidal-Naquet m'écrit ceci :

J'ai reçu, Serge Thion, tes deux dernières lettres, et, en dépit du fait que j'avais l'intention de ne plus t'écrire, ces lettres m'obligent à une ultime mise au point.

1° J'admets volontiers que tu n'es pas personnellement antisémite. A plusieurs reprises, toi-même (p. 39) ou Gabriel Cohn-Bendit (p. 132-133) expliquez que supprimer un crime majeur de la liste des crimes hitlériens, n'est pas banaliser le régime du 3e Reich. Je vous donne acte de cette bonne intention; ce n'est aucunement celle de Faurisson et il suffit de lire celui-ci pour s'en rendre compte, et sa fameuse petite phrase te paraît tout de même "ambiguë". Merci du peu.

2° Je ne sais pas ce que t'a dit Thibaud, mais je ne suis nullement décidé à faire un compte-rendu de ce livre. Si j'écris à ce sujet, cela dépendra de multiples circonstances. Je m'explique : on parle d'un film pornographique quand ce film devient un phénomène social. Il ne relève pas d'une critique normale. Je n'ai pas plus à discuter avec Monsieur Faurisson qu'avec Goebbels. Si j'excepte la question du *Journal* d'Anne Frank, son travail ne relève absolument pas de la critique historique. Il est d'un bout à l'autre grotesque, mensonger et falsificateur. Il peut être nécessaire d'informer le public de quelques-unes de ces falsifications, et peut-être aurais-je à le faire, mais l'idée de deux écoles historiques est simplement ridicule.

3° Tu écris que mon siège était fait sur l'antisémitisme de Faurisson avant même que tu n'écrives une ligne. En effet, et pour d'excellentes raisons que je te rappelle : Faurisson était en khâgne au lycée Henri IV en même temps que moi. Il se disait antisémite et nazi, ce qui, en 1948-49, témoignait d'un beau goût pour la provocation. Charles Malamoud pourrait te donner à ce sujet des précisions. Péché de jeunesse ? Soit, mais en 1961 Faurisson écrit au Comité Audin pour demander qu'on ne lui envoie plus notre ignoble littérature. S'il nous a envoyé un jour 20 Francs, c'est, dit-il, par pitié pour Madame Audin et il ajoute ceci que j'ai de bonnes raisons de savoir par cœur et sur lequel je te prie de te prononcer : "Et puis, un bon conseil, cachez vos Juifs. Je comprends qu'un Vidal-Naquet vibrionne à plaisir dans cette malodorante affaire, mais..." (9)

4° L'accusation qui est lancée dans ce livre est une des plus graves qui ait jamais été lancée contre une communauté réelle ou imaginaire. On l'accuse de s'être menti à elle-même et d'avoir menti aux autres, au point d'avoir fait de ces mensonges une vérité historique, sur les souffrances qu'elle a subies.

L'accusation vise tout le monde. Elle frappe Rodinson aussi bien que Ménahem Begin. Naturellement, rien ne doit faire obstacle à la vérité. Mais si c'est vraiment la vérité qui te préoccupe, je t'invite simplement à te poser les deux petites questions que voici :

a) Dans le dossier des chambres à gaz, il y a une question qui n'est jamais abordée sérieusement ni par Faurisson, ni par Butz, c'est celle de l'élimination des malades mentaux en 1939-1941. Il existe sur ce sujet toute une liasse de documents qui sont aisément consultables. De deux choses l'une, ou ces documents disent la vérité et les arguments "techniques" invoqués par Faurisson s'effondrent dans le ridicule. Ou ils sont mensongers et j'aimerais alors savoir quelle est l'organisation internationale qui, pour des raisons politiques s'est emparée de ce mensonge.

b) Voudrais-tu avoir la bonté de faire une enquête sur ce que sont devenues certaines communautés. Je te laisse le choix. Mais, par exemple, tu pourrais chercher ce que sont devenus les Juifs de Salonique. Combien en reste-t-il en 1945 ? Et comment expliquer, hors de l'"hypothèse" exterminationniste, leur disparition éventuelle ?

Pose-toi honnêtement ces deux questions et peut-être auras-tu une chance de sortir du délire dans lequel tes amis et toi vous vous enfermez.

J'arrête là cette lettre en espérant que tu pourras un jour la comprendre.

Entre-temps se tient, sous la présidence de Pierre Vidal-Naquet une grande réunion houleuse à la Maison des Sciences de l'Homme. Je réponds à Pierre Vidal-Naquet le 29 mai :

Je ne sais comment tu juges du procédé qui consiste à tenir une réunion à la Maison des Sciences de l'Homme sur le sujet de mon livre sans que l'un quelconque des nombreux participants se soucie de savoir si je voudrais venir m'en expliquer. J'étais au courant de la tenue de cette réunion, et je ne suis pas venu pour qu'il ne soit pas dit que je cherchais à créer des incidents ou des situations désagréables. Mais tu comprendras sans doute que je ne pourrais pas toujours rester sur cette réserve.

Je te remercie de ta lettre du 20. Je ne vois pas, pour reprendre ton deuxième point, ce qu'il y aurait d'anormal à rendre compte d'un travail que l'on jugerait, comme tu dis, "grotesque, mensonger et falsificateur". C'est par exemple très exactement ce que je pense du livre de Filip Muller et il me semble tout-à-fait normal de prévenir les lecteurs contre le risque qu'ils courent à se laisser abuser par ce qu'on appelle en anglais une *forgerie*. C'est, par exemple, le sentiment que j'éprouve à l'égard d'un livre sur le Cambodge, intitulé *La Massue de l'Angkar* (auteur Boun Sokha), sur lequel un publiciste danois vient de me consulter. Je ne puis, évidemment, lui cacher mon sentiment.

Pour le troisième point, concernant Faurisson, je suis disposé, si cela t'intéresse, à te donner mon sentiment sur l'homme et ses positions, puisque je le connais maintenant un peu (et sans doute plus que toi). Mais je ne suis pas

assuré que cette discussion-là t'intéresse. Il y a là autre chose qui relève des principes, en tout cas des principes qui sont les miens, mais, je dois le dire, qui n'ont pas toujours été les miens : j'appellerais ça la dissociation de l'étiquette et de la pensée. Certaines pensées nous sont acceptables ou inacceptables en fonction de l'étiquette que porte celui qui les émet. Voilà ce qui, je crois, a amené beaucoup de nos contemporains aux pires errements. J'ai appris, au sortir d'une adolescence qui ne me portait pas à la tolérance politique, que la plus grande radicalité consistait à prendre les pensées pour elles-mêmes, et les faits, accessoirement, pour plus importants que les théories qui les englobent. J'ai appris qu'en certaines occasions ceux que je considère comme mes ennemis politiques peuvent aussi dire des choses vraies, et qu'ils restent mes ennemis politiques parce qu'ils n'en tirent pas les mêmes conclusions que moi. Il se peut (je n'ai pas cherché) que sur certains points Staline ait dit des choses que je tiens pour vraies. Il se peut que Mao, ou Hitler, ou Pol Pot aient dit des choses que je puisse tenir pour vraies, pour acceptables comme rapport entre un discours et une réalité ou un fragment de réalité. Je ne m'attends pas à ce que ceci soit fréquent, mais si je le constate, je ne m'en effraie pas, même si des imbéciles vont criant que je soutiens Mao, Hitler ou Pol Pot. Il en va de même pour Faurisson, que je ne soutiens pas. Je constate que les objections qu'il présente à la représentation que j'avais en tête soulèvent en moi des doutes sur la valeur de cette représentation. Puis-je, sur un tel sujet, taire mes doutes ? Et si je suis Faurisson dans certains de ses raisonnements, parce que je les trouve corrects, cela ne rend pas la totalité de ma pensée semblable à la sienne.

Pour en venir au quatrième point, je dirai d'abord ceci : qu'une communauté quelconque, réelle, se mente à elle-même, qu'elle mente donc aux autres (le moyen de faire autrement si elle se ment à elle-même ?), me paraît la situation la plus banale qui soit. Je ne vois même pas de cas où l'on ne pourrait pas trouver, et sans doute prouver, que le discours qu'elle tient sur elle-même, sur ses origines, sur l'histoire de ses rapports avec les autres, est au moins en partie imaginaire, partial, déformateur, oublieux et je dirais mensonger, si on retire à ce mot sa valeur d'intention. C'est ce qu'on appelle communément, selon le genre de ces communautés, leur taille, etc., les mythes, les religions, les idéologies, etc. Je ne vois pas d'inconvénient à dire qu'une communauté qui se dit avoir passé une alliance avec Dieu se ment au moins autant qu'une autre qui se dit être en train de construire l'homme nouveau. Pour ma part, dans cette affaire, je ne parle pas de mensonge, sinon pour en faire porter le soupçon sur les staliniens de l'époque. Je n'appelle pas mensonge le fait que des gens, fort nombreux, répètent ce qu'ils ont entendu dire. Sur l'origine du bruit qui court (en l'occurrence, il court depuis 1942), je crois qu'il n'est pas inutile de s'interroger. Mais quand les Soviétiques veulent faire passer Katyn pour un crime nazi, le mensonge me semble caractérisé.

Et j'en viens à tes deux questions :

a) La question dite de l'"euthanasie" des malades mentaux n'apparaît pas, c'est le moins qu'on puisse dire, dans une clarté parfaite. L'un de ses multiples aspects est l'affirmation qu'une partie des meurtres se faisait par gazage. Sans entrer dans la discussion normale sur la valeur des sources, je remarque que

d'après elles il s'agissait de très petits groupes d'individus, que ces exécutions avaient lieu de temps en temps, et qu'elles se faisaient au monoxyde de carbone produit par des moteurs. Il ne s'agit donc pas de Zyklon B, ni de procédés d'allure industrielle. Je n'ai pas étudié cette question d'assez près pour conclure (au moins provisoirement) sur cette question de l'euthanasie. Mais il apparaît nettement sur le plan matériel qu'elle n'est pas susceptible de nous renseigner efficacement sur ce qu'ont été ou ce qu'auraient été les méthodes d'extermination dans les territoires polonais.

b) Il s'agit là, effectivement, de la question la plus importante. La façon dont tu proposes de poser le problème ne peut apporter que des renseignements assez marginaux pour la raison suivante : chercher ce qu'il est advenu de petites communautés (on connaît assez bien ce qu'elles étaient avant la guerre, justement parce qu'elles étaient petites) ne résout pas le problème de savoir ce que sont devenues de grandes quantités d'individus qui étaient loin de former des "communautés" au sens organisé, paroissial, du terme. Celle de Salonique, d'ailleurs, entre plutôt dans la deuxième catégorie. Avant la déportation, elle était [enfermée dans un camp près de la ville], ravagée par la sous-nutrition et surtout le typhus exanthématique. Il semble bien qu'elle soit à l'origine de l'effroyable explosion de typhus à Auschwitz et l'on sait, par ailleurs, que dans la plupart des cas, les convois en provenance de Salonique n'ont pas été acheminés directement sur les chambres à gaz, comme il est dit pour d'autres convois en provenance d'ailleurs. Il me semble que si l'on a gazé des gens venant de Salonique, ce ne pouvait être qu'une petite partie d'entre eux, parce que le ravage était déjà fait. C'est à mon avis là qu'est l'horreur la plus profonde, dans ces interminables transports en train, dans la sous-alimentation et surtout l'effondrement de la situation sanitaire. C'est précisément la violence du typhus qui a entraîné la construction des vastes crématoires que l'on connaît à Auschwitz. (Il est d'ailleurs pour le moins curieux que, personne, dans l'administration allemande, n'ait songé à faire construire de tels crématoires à Treblinka et dans tels autres petits camps d'"extermination" si l'on avait réellement prévu de les faire servir à cet usage). Pour d'autres petites communautés juives de Grèce (Athènes, Corfou, Rhodes), la déportation s'est faite beaucoup plus tard, vers l'été 44, à un moment où les conditions matérielles de transport et de survie s'étaient considérablement dégradées.

A mes yeux, le crime est là : c'est le principe même de la déportation : aussitôt que l'on arrache les gens à leur foyer, qu'on les concentre, qu'on les brutalise, ils commencent à mourir, et d'autant plus que leur alimentation n'était pas parfaite au départ. C'est je crois, ce qui est arrivé au Cambodge. Lorsqu'on examine les témoignages – il suffit de prendre le livre de Pin Yathai (10) – il est clair que l'immense majorité des décès est due à la fatigue provoquée par la sous-nutrition et le travail excessif. Les exécutions, les meurtres dont les témoins parlent pour les avoir vus de leurs yeux sont assez rares. Les témoins citent cependant souvent des cas de gens "convoqués par l'Angkar" (c'est-à-dire les instances supérieures du PCK), sans prendre garde qu'eux-mêmes ont été ainsi convoqués, souvent à plusieurs reprises, et déplacés d'une région à l'autre, pour des raisons qui n'apparaissent pas clairement. Par rapport aux gens qui sont restés sur place, ces témoins ont été ainsi "convoqués" et ont

ensuite disparu. On devait donc, sur place, les tenir pour morts. Il me semble qu'il y a aussi de cela dans le monde concentrationnaire allemand.

Ponctuellement, il doit être possible dans certains cas de mesurer les pertes que cette période a occasionnées dans certaines communautés. Mais pour la Pologne, pour l'URSS, ce que l'on sait est malheureusement beaucoup plus vague. Dans tous les cas, je ne suis pas persuadé que savoir exactement combien de personnes sont mortes nous indiquerait *ipso facto* quand, comment et où elles ont péri (11)

Suis-je en train de délirer ?

Ai-je compris un peu ta lettre ?

Comprends-tu la mienne ?

P.S. Je viens de jeter un coup d'œil dans Reitlinger (12) : j'y vois que les Allemands ont offert à plusieurs reprises au régime de Franco d'accueillir les Juifs de Salonique. Les Espagnols, depuis 1924, se disaient disposés à leur reconnaître la nationalité espagnole (en tant que descendants des Juifs expulsés d'Espagne en 1492). Le 22 décembre 1943, après les grandes déportations, les Espagnols ont accepté de rapatrier tous les Juifs de Salonique. Trop tard. Comment peut-on concilier cette offre allemande à Madrid, tout à fait dans la ligne de la "solution finale" d'avant-guerre (c'est-à-dire l'expulsion) avec la volonté d'extermination ? Et les tractations de Joel Brand ? (13)

Le 7 juin, Pierre Vidal-Naquet m'écrit, à nouveau chez moi, et à la main :

Je t'écris cette lettre personnelle, dont je ne garde pas copie et dont je ne parle rigoureusement à personne pour des raisons que tu comprendras un jour. Ta dernière lettre montre au moins que tu considères toujours les nazis comme d'épouvantables criminels, même si à mes yeux tu ne comprends absolument pas la nature de leur crime. Il n'est plus question pour moi de discuter avec toi sur le fond. J'ai la conviction absolue (au sens juridique du terme) que Faurisson est un faussaire et je le prouverai. Quant à Rassinier qui n'a pas toujours été un malhonnête homme, il était tombé dans une telle paranoïa antisémite que ce qui me stupéfie c'est qu'en lisant *Le Drame des Juifs européens* et autres textes tu ne t'en sois pas aperçu et que tu aies pris de pareilles calembredaines pour un livre sérieux. J'ai entre les mains les actes du premier congrès "révisionniste". Si tu ne comprends pas qu'il s'agit là de pure idéologie, je ne puis rien faire pour te le faire comprendre. Car la véritable question : c'est ceci. Je ne pense pas que tu puisses comprendre cette lettre pour l'instant, mais peut-être auras-tu intérêt à la relire dans quelques semaines ou dans quelques années ?

Tu risques en effet de te trouver, par la logique de la polémique, en route sur un chemin qui n'est pas le tien, celui d'un engagement sans recul sur la voie de l'antisémitisme. Car la question n'est pas de savoir si un antisémite dit la vérité, il est évident qu'il peut parfois la dire, de même que les tenants de

n'importe quelle idéologie. Je cite souvent le mot de mon maître Marrou (14) : "L'historien utilise tout, même l'ordure". Mais une chose est d'extraire d'un document ou d'un texte quelconque le noyau de vérité qu'il peut contenir. Autre chose est d'entrer dans une bataille idéologique en alliance avec ses propres ennemis. C'est ce qui est arrivé à Rassinier. C'est, je te le dis, loyalement et franchement, mais je ne crois pas que tu puisses m'entendre, ce qui te menace. Mais peut-être comprendras-tu un jour qu'il est toujours temps de revenir à ce qui doit être le pain de l'intellectuel : la vérité ?

Cette lettre me touchait et me touche encore. Avant d'y revenir, je voudrais verser au dossier au moins le brouillon de réponse que je retrouve, daté du 29 juin :

Je réponds à ta lettre du 7 que je n'ai, pour répondre à ton vœu, montrée à personne. Cette réponse est de même strictement privée.

Je comprends ton inquiétude. Si la vie de Rassinier devait apprendre quelque chose, c'est que l'isolement politique entraîne parfois la paranoïa. Il y a des textes de lui auxquels je ne souscris pas. Mais je ne crois pas qu'à aucun moment il soit passé à l'extrême-droite.

Tu me dis qu'il y a le risque "d'un engagement sans recul sur la voie de l'antisémitisme". Tu n'es pas, tu t'en doutes, le premier à me le dire ainsi, et tu ne croiras pas que je n'y ai pas pensé. J'accepterai bien volontiers de me placer sous ta censure permanente (15), ou celle d'autres esprits indépendants, je veux dire, par exemple, indépendants du sionisme puisque nombreux sont ceux qui font équivaloir antisémitisme et antisionisme. J'ai compris depuis très longtemps que le sionisme était une des formes du colonialisme européen, qu'il devait donc pour cette raison être combattu mais que le problème palestinien devait se résoudre politiquement. Je l'ai toujours dit, à l'occasion, à mes interlocuteurs palestiniens, en tâchant de leur démontrer que la primauté du militaire aboutit toujours à liquider ce qu'il y a d'aspirations à la justice dans les situations et les mouvements révolutionnaires. Ceci m'a valu chez eux, parfois, plus d'une suspicion (16).

Il faudrait, si l'on veut se pencher sur tous ces problèmes, que la suspicion ne soit pas toujours présente. Mais qu'y faire ? Si l'on dit qu'en telle ou telle circonstance, l'Agence juive ou tel groupe sioniste a fait une propagande mensongère, il se trouvera des gens, tu le sais bien, pour crier à l'antisémitisme. Maxime Rodinson (17) lui-même n'a-t-il pas été à maintes reprises traîné dans la boue ? De qui peut-on prendre au sérieux cette imputation, si d'aventure elle survient ? Tu as vu ce qu'a écrit Lanzmann dans *Les Temps Modernes*, sous la signature de Sartre. Vais-je le prendre au sérieux, ou le considérer – et j'aurais plutôt tendance à le faire – comme une sorte de malade mental dont la paranoïa se cristallise sur sa judéité ?

Chercher la vérité, écarter de sa route les tabous qui l'encombrent, c'est sûrement parfois s'exposer à des imputations de ce genre, formulées par des imbéciles. Bordiga disait que la pire chose qu'avait créée le fascisme, c'était l'antifascisme (18). Je ne serais pas loin de le paraphraser en remplaçant fascisme par racisme. Que ce soit le journal de la LICRA, que j'ai découvert

dans ces circonstances, ou les gens du MRAP, que j'ai un temps un peu vus à propos de l'Afrique du Sud, ils me font tous l'effet de solides crétins.

Quelle sera la bonne pierre de touche ? De par ma vie, la judéité est une partie composante de moi-même, parmi d'autres, sans que cela m'ait jamais paru poser de problème (19). Je ne me crois pas capable de sentiment raciste, et si peu que je n'hésiterai pas devant un individu qui se définit comme Juif et qui dit des conneries (Lanzmann, par exemple) à lui dire qu'il est un Juif con et que sa connerie est juive. Comme je le ferais avec un Turc ou un Fijien.

Quant aux batailles politiques, elles se mènent sans "alliances", qui peuvent être aussi déshonorantes à gauche qu'à droite. Y entre qui veut, en suivant sa propre ligne. Je ne suis responsable que de moi-même.

Le lendemain, 30 juin, je faisais cette autre lettre :

Paul Thibaud m'a dit que tu avais fait un texte sur ce qui nous occupe depuis plusieurs mois. Serait-il possible d'en prendre connaissance, soit que tu me l'envoies, soit que tu dises à Thibaud de me laisser en prendre connaissance ? J'ai, pour ma part, essayé de faire circuler les textes pour que le débat soit plus facile. J'ai même été jusqu'à procurer à Wellers un document qu'il n'avait pas, ce dont il ne m'a pas remercié. J'espère que dans ce texte tu t'es prononcé sur l'ouvrage de Filip Muller puisqu'il est présenté comme une "réponse" aux propos de Faurisson.

Je vois que tu interviens sur tous les fronts, les Juifs de gauche, la défense d'Edmond Maire, l'affaire de l'anthropologue allemande. J'avoue que sur ce dernier point, j'attends encore que votre dénonciation s'accompagne d'éléments un peu probants. Pour le moment, on a à nouveau l'impression (comme pour l'affaire Curiel) de gens qui ont signé les yeux fermés. Et d'ailleurs certains disent maintenant dans *Libération* qu'il ne s'agit pas d'attaquer une personne, mais une certaine conception de l'anthropologie. Pour moi, cette affaire n'est pas claire. J'ai le souvenir de m'être dérobé à l'enseignement qui était dispensé au Musée de l'Homme sur l'anthropologie physique, parce que je trouvais débile de mesurer des crânes et des angles faciaux. Mais la chose existe depuis plus d'un siècle, et si on ne l'avait peu ou prou remplacée par des méthodes nettement plus scientifiques (les marqueurs sanguins), il me semble que l'anthropologie physique resterait une méthode assez idiote pour saisir pourtant quelque chose qui existe. Il faut dire que les races existent (c'est donc un objet de savoir scientifique) mais que ce fait n'a aucune signification particulière. De la mauvaise science, il y en a toujours. Pourquoi s'attaquer à cette femme-là ?

La réponse vient de Provence, le 10 juillet :

Tes lettres du 29 et du 30.6, timbrées du 7.7, me sont parvenues ce matin. Je quitte la France demain pour un bon mois et n'ai guère le temps de réfléchir longuement à tes lettres et à ta demande, comme elles le mériteraient.

> Je refuse de te communiquer mon texte. J'ai pour cela beaucoup de raisons, mauvaises et bonnes. Parmi les mauvaises : je n'en ai pas envie. Parmi les bonnes : cette demande figure dans ta lettre publique. Tu liras mon texte dans les conditions où j'ai lu ton livre (à l'exception du chapitre 1). Je ne parle pas du livre de F. Muller, d'abord parce que tu m'as plus ou moins sommé de le faire, et je n'aime pas les sommations, ensuite parce qu'il m'est difficile de démêler dans ce livre tardif la part du réel et la part du fantasmatique. Ce qu'il contient de réel, à mon sens, n'ajoute rien à ce qu'on savait par les manuscrits retrouvés à Auschwitz.
>
> Je te dirai maintenant que ta lettre personnelle – bien entendu, elle le restera – ne me laisse nullement indifférent. Je ne suis pas un censeur et nous ne sommes pas très loin l'un de l'autre en ce qui concerne le problème palestinien. Dire que le Sionisme est "une des formes du colonialisme européen" est vrai. Ce n'est pas toute la vérité du sionisme. Mais je crois que sur ce terrain, nous nous entendrions assez facilement. Ce que je condamne absolument dans ton attitude, c'est que, justement, ton livre me paraît l'exemple même d'une "vérité politique" détruisant la "vérité historique". Faire du génocide hitlérien une création de la propagande sioniste me paraît une aberration proprement monstrueuse, je te le dis comme je le pense.
>
> Sur le fond des choses, j'ai reçu de Pologne, après la mise à la composition de mon texte, de nouveaux documents que je te montrerai, si tu le souhaites, à la rentrée. Quant à l'anthropologue allemande, j'ai lu les pièces du dossier. Elles sont parfaitement édifiantes. Tu peux t'adresser de ma part à Alain Schnapp, s'il est encore en France. Je puis t'assurer que ce dossier n'est pas récusable.

Cette affaire d'anthropologue allemande a vite disparu et je n'ai pas cherché à consulter le "dossier" irrécusable. On apprenait en passant que Vidal-Naquet prenait une part active au procès contre Faurisson, procès dont il affirmait l'inanité dans son texte, puisque les "documents polonais" allaient être versés au dossier par les parties civiles. Ces documents étaient d'ailleurs sans importance. Mais le même jour, le 10 juillet donc, j'expédiai cette lettre à Pierre Vidal-Naquet qui devait la trouver sans doute à son retour en France :

> Comme tu le sais, j'ai fait connaître à quelques-uns de mes amis tes premières réactions (lettre du 6 mai) lorsque tu as reçu mon bouquin. La rumeur aidant (et comment y échapper ?), ce que tu as dit du *Journal* d'Anne Frank est arrivé aux oreilles de quelqu'un pour qui cette question (l'authenticité dudit *Journal*) n'est pas tout à fait sans importance, puisqu'il se trouve traîné en justice pour avoir affirmé quelque chose dans ce genre-là.
>
> Je ne connais pas très bien l'affaire, mais il semble qu'un ancien nazi nommé Roemer, et qui pourrait bien l'être encore, soit poursuivi en Allemagne pour avoir attenté à l'authenticité du *Journal*.
>
> Il me semble évident que, quels que soient le passé et le présent de cet individu (qui m'est rigoureusement inconnu), il ne serait pas tolérable qu'il soit condamné pour avoir tenu des propos auxquels nous pourrions, l'un et l'autre, souscrire.

> Son avocat, par des intermédiaires, me fait demander une déclaration "à qui de droit" (*To whom it may concern*) disant, comme par exemple dans ta lettre, que tu considères que la preuve est apportée, qu'il s'agit d'un texte trafiqué. Pour ma part, j'ai déjà dit ce que j'en pensais dans mon livre.
>
> Ça me parait une question de principe. Peux-tu me dire rapidement ce que tu en penses ?

La réponse vient de Fayence, en date du 15 août 1980 :

> J'ai trouvé en rentrant de Grèce ta lettre du 10 juillet. Je ne pense pas que tu aies pu sérieusement me demander de témoigner en faveur d'un nazi. Ne s'agit-il pas de Manfred Roeder ? Ce n'est pas que je tienne à cacher ce que je pense désormais du *Journal* d'Anne Frank. Je l'ai écrit dans un article pour *Esprit* dont je viens de corriger les épreuves. Mon sentiment sera donc le mois prochain dans le domaine public. Mais il y a un monde entre écrire ce qu'on croit être la vérité et la démarche *subjective* qui consiste à venir en aide à un ancien et nouveau nazi, même sous la forme d'une déclaration "to whom it may concern". Puisque tu renvoies à ton livre, j'adopte donc la même attitude que toi. Quant à ma lettre du 6 mai, elle était destinée à toi, non à Faurisson.

Le 22 août 1980, après la sortie du petit papier de K. Evin et ma tentative de réponse, Pierre Vidal-Naquet m'écrit :

> Je désapprouve absolument l'article de K. Evin qui ne rend compte ni de ton livre ni de l'article de Nadine Fresco. Tu peux faire état de cette désapprobation (de cette condamnation) qui sont sans réserve. Mais je regrette que pour "les nécessités (?) de la polémique", tu aies toi-même donné de l'article de N. Fresco une interprétation qui pour n'être pas diffamatoire dans son ton est fausse.
>
> Tu es évidemment libre de croire que tu es favorable à l'"ouverture d'une discussion rationnelle sur l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis", mais ce n'est pas l'hostilité à ce rationalisme qui anime tes adversaires, dont je suis. Je continue à trouver impardonnable la caution que tu as donnée à des escrocs intellectuels comme Butz et Faurisson. Le Congrès de Los Angeles et le *Journal of Review History* ne sont pas une invention de Nadine Fresco. Je continue aussi à trouver grave la caution donnée aux délires démographiques de Rassinier. Cela dit, je le répète, l'article de K. Evin est le modèle même de ce qu'on n'a pas le droit d'écrire.

C'est autour de l'affaire Martin Gray que nos relations épistolaires, fort épuisées déjà, allaient s'achever. Le film tiré de l'ouvrage de Martin Graywesky, le véritable nom de M. Gray, d'après le *Monde*, allait sortir. *Le Figaro*, par la plume de Brigitte Friang ("Parlez, monsieur le Porte-parole", 9 novembre 1983) et le *Monde*, par celle de Jean-Marc Théolleyre ("Roman et brouillard", 27-28 novembre 1983), reprenaient les graves accusations lancées à la sortie du livre par la presse anglo-saxonne, légèrement moins naïve que la nôtre. *Le Monde* publiait dans cet article une lettre de Vidal-Naquet, et la réponse de Max Gallo. Je donne ici la lettre de Vidal-Naquet, à la suite de laquelle je suis intervenu deux fois dans des conditions que le texte explique :

Il y a quelques années, M. Max Gallo a réécrit (en franglais rewrité) un pseudo-témoignage de M. Martin Gray, qui, exploitant un drame familial, a inventé de toutes pièces un séjour dans un camp d'extermination où il n'a jamais mis les pieds. Dans le *Sunday Times*, il y a déjà plusieurs années, la journaliste anglaise Gitta Sereny avait démasqué cette imposture, qui fut publiée sous ce titre menteur : *Au nom de tous les miens*, en mettant en cause personnellement M. Max Gallo. Celui-ci aurait-il voulu rendre service à l'abjecte petite bande de ceux qui nient le grand massacre et qui se sont naturellement rués sur cette trop belle occasion, qu'il n'aurait pas agi autrement.

Ma réponse à Pierre Vidal-Naquet et Max Gallo, envoyée au *Monde*, n'y parut point :

TREBLINKA OU LA LIBERTÉ CRÉATRICE

Je m'honore de faire partie de l'"abjecte petite bande" de ceux qui, non pas comme le dit P. Vidal-Naquet dans sa lettre à Max Gallo, nierait le grand massacre, mais simplement réclament qu'on lui applique les règles ordinaires de la méthode historique. De l'abject à l'object.

"Il n'y a pas de controverse historique possible", écrivait en octobre 1980 l'historien-journaliste Max Gallo dans un article de *L'Express* où il citait les pièces mêmes d'une controverse en cours. L'article se présentait comme un compte rendu de mon livre et de celui de Wellers, sans qu'il dise un mot du contenu de l'un ni de l'autre. M. Gallo n'aime donc pas la controverse mais il ne peut y échapper. Les douze points de sa réponse à P. Vidal-Naquet, dans le *Monde* des 27-28 novembre 1983, appellent les commentaires suivants :

1. Il dit avoir recueilli les souvenirs de Martin Gray, survivant du camp de Treblinka. Il semble donc croire que Martin Gray y a séjourné. Il y a toutes les raisons de croire que c'est simplement faux. Martin Gray l'a même reconnu. On a du mal à penser que M. Gallo serait assez naïf pour ne pas s'en être rendu compte.

2. M. Gallo a écrit le livre de Martin Gray en utilisant "à la fois [son] métier d'historien et [sa] vocation de romancier". C'est un aveu.

3. Il a cosigné le livre et explique sa méthode, sans dire pourtant que sa vocation de romancier va lui permettre d'inventer des chapitres entiers.

4. Le livre a connu une immense diffusion. Avec cette "méthode", on ne sera pas surpris. *Papillon*, livre auquel M. Gallo avait aussi prêté son concours, a eu aussi un immense succès. Il se présentait également comme une autobiographie, mais cette fois la signature de M. Gallo n'apparaissait pas. Seuls quelques rares esprits simples ont pu penser que *Papillon* était une histoire vraie.

5. C'est en Angleterre que la supercherie littéraire a été d'abord dévoilée. Ce n'est pas dans la presse française. Il serait intéressant de se demander pourquoi.

6. Gitta Sereny, qui a été assistante sociale dans les camps allemands dès leur libération, a interviewé, dans sa prison, en Allemagne, Franz Stangl, qui fut commandant du camp de Treblinka. Elle écrit : "*This is an area in which commercially-motivated rubbish can have terrible long-term consequences*" (C'est un domaine où des cochonneries écrites pour le profit peuvent avoir de terribles conséquences à long terme), *New Statesman*, 2 novembre 1979.

7. M. Gallo n'a pas reconnu les propos qu'elle lui prêta. Les voici : "*M. Gallo informed me coolly that he "needed" a long chapter on Treblinka because the book required something strong for pulling in readers*" (M. Gallo me dit froidement qu'il "avait eu besoin" d'un long chapitre sur Treblinka parce que le livre devait avoir quelque chose de fort pour attirer les lecteurs). Elle ajoute qu'après avoir dit en face à Martin Gray qu'il n'avait jamais été à Treblinka, elle s'entendit répondre : "Mais quelle importance ?" (*But does it matter ?*) Gitta Sereny a donc recueilli ce double aveu. Elle habite Londres. Il est facile de lui demander les détails de ces intéressants entretiens.

8. Martin Gray aurait, croit M. Gallo, intenté une action en justice. Nous croyons, pour notre part, que ce n'est pas vrai, et que Martin Gray n'oserait jamais le faire. M. Gallo cherche à nous égarer sans trop se risquer lui-même, c'est pourquoi il dit "je crois". On peut toujours s'être trompé.

9. Aucune autre polémique n'aurait été engagée contre Martin Gray : on ne voit pas bien ce que cela prouve. Par ailleurs, M. Gallo, qui a lu mon livre, n'ignore pas que le sien y est qualifié, en 1980, de "faux splendide" (p. 346) en hommage, je le reconnais, à sa "vocation de romancier".

10. M. Robert Faurisson, a "naturellement" repris, mais sans les amplifier, les accusations. C'était si naturel, en effet, que P. Vidal-Naquet, le preux de la lutte contre Faurisson, les reprend à son tour, en les amplifiant, lui, puisqu'il suggère méchamment que Max Gallo aurait voulu rendre service à R. Faurisson. Nous sommes en mesure de préciser que si M. Gallo ne travaille pas pour R. Faurisson, en revanche, P. Vidal-Naquet a beaucoup fait pour la cause révisionniste, comme par exemple obliger M. Gallo à faire cette embarrassante mise au point, et il en fera encore beaucoup d'autres, nous en sommes assurés. Le jour viendra, où il dénoncera aussi les faux témoignages de M. Nyiszli et de F. Muller, publiés, tout comme le *Treblinka* de Steiner, avec la caution de l'équipe des *Temps Modernes*.

11. L'idée que le *Journal* d'Anne Frank est en grande partie une fabrication a été établie d'une manière tellement démonstrative par le professeur Faurisson qu'elle a été admise maintenant par beaucoup de ses détracteurs les plus habituels. Les premiers examens du manuscrit, rendus possibles par le décès de M. Frank, ont immédiatement confirmé le trafic. M. Gallo est en retard d'un TGV.

12. Les images de *Treblinka*, dans le film d'Enrico, sont, d'après M. Gallo, "d'une force et d'un réalisme jamais égalés", bel hommage du scénariste qui a tenu une plume inventive au réalisateur qui a tenu une caméra imaginative. Je me demande si un tel réalisme n'est pas en train de devenir, lui aussi, socialiste.

M. Gallo a prévu que la présente polémique devait nécessairement avoir lieu. Il dit qu'il en est ainsi avec les "témoignages insoutenables". Insoutenable, en effet. Comment soutenir le témoignage d'un faux témoin ? Grave question à laquelle Max Gallo n'a pas répondu. Il a même promis, pour se tirer d'embarras, qu'il n'y répondra plus.

Il reste une question subsidiaire. On est bien obligé de supposer, puisque son nom figure sur le livre et au générique du film, que M. Gallo est matériellement intéressé au succès de l'un et de l'autre. Les ambiguïtés de sa réponse prennent alors une nouvelle dimension. À cet égard, il sera intéressant de voir si l'on nous impose vraiment, comme il en est question, un feuilleton télévisé de huit heures, toujours tiré du même roman. Nous laisserons à d'autres le soin de juger s'il est acceptable qu'un membre du gouvernement tire un profit matériel de l'exploitation d'un grand et faux spectacle, une mise en scène de la souffrance à un moment particulièrement noir de l'histoire humaine, ceci par le truchement de la télévision d'État.

Martin Gray et Max Gallo ne sont ni les premiers ni les seuls à inventer un Treblinka conforme à leurs cauchemars. Ce camp favorise les descriptions imaginaires dans la mesure où il a été désaffecté, abandonné et détruit assez longtemps avant la fin de la guerre. Lorsque les Soviétiques y arrivèrent, il n'y avait plus rien à voir. Il se trouve que l'un des premiers inventeurs est l'une des plus récentes gloires littéraires de Paris, Vassili Grossmann, l'auteur de *Vie et destin*, décédé en 1964. Nicole Zand, dans sa présentation de l'homme et de l'œuvre (*Le Monde*, 23 septembre 1983), mentionne le fait, exact, qu'il était à la fin de la guerre journaliste à la *Krasnaia Zvezda*, le journal de l'armée soviétique, et le fait, faux-ci celui-ci, qu'il aurait vu les chambres à gaz de Treblinka.

Il n'a pas prétendu les avoir vues (le camp était rasé) mais il dit avoir "enquêté" à Treblinka en 1944 et il a publié sur ce sujet un livre, traduit en français, *L'Enfer de Treblinka*, étrangement absent de sa bio-bibliographie établie par Nicole Zand, absent aussi de la discussion qui a eu lieu autour de cet auteur à l'émission *Apostrophes* sur Antenne 2.

On ne sait rien des "témoins" qu'il a interrogés. Il parle de chambres homicides fonctionnant avec deux systèmes différents, les gaz d'échappement d'un moteur et une pompe à vide. Il arrive de plusieurs façons au chiffre faramineux de trois millions de morts pour le seul camp de Treblinka. Bref, c'est la médiocre propagande soviétique de l'époque.

Emmanuel Ringelbum, l'auteur des *Chroniques du Ghetto de Varsovie*, se fait, durant la guerre, l'écho des rumeurs qui parviennent de Treblinki (qu'il écrit avec un i) : "La méthode pour tuer : gaz, vapeur, électricité". Avec le temps

qui passe, les pompes à vide, les chambres à vapeur, les piscines électrifiées et autres inventions macabres ont disparu et ne sont plus mentionnées. C'étaient les témoignages de l'époque, ils disaient souvent des absurdités et reflétaient l'immense confusion du moment. Le temps a amené un changement dans la représentation, une décantation, avec l'oubli des plus grossières absurdités, genre Grossman, et construction d'une mythologie de plus en plus raffinée de l'horreur, centrée sur l'usage des gaz. Steiner remarque, à l'avant-dernière page de son livre, que les témoignages recueillis en 1945 par la Commission d'enquête polonaise étaient "sommaires" et que l'Institut Yad Vashem a demandé au cours des années suivantes à certains témoins de reprendre et d'étendre leur témoignage (20). Nous avons constaté cela aussi : plus le temps passe, plus le témoignage s'étoffe, au moins dans certains des livres les plus douteux.

On arrive aujourd'hui au bout de ce long cheminement. **Pour la première fois**, on nous a **montré** la chambre à gaz. On est passé du témoignage, parfois romancé, au pur roman qui se fait appeler témoignage. Mais, nommer l'innommable, montrer l'immontrable, c'est commettre le sacrilège, c'est renverser l'idole cachée qui siège au cœur de notre moderne religion des morts. C'est grâce à ce romancier et à ce cinéaste que l'affaire Faurisson est maintenant terminée.

30 novembre 1983

Sans réponse du *Monde*, je fis circuler cette lettre, accompagnée du texte suivant :

FAUSSAIRES SANS FRONTIÈRES

Comme les hirondelles, les faussaires reviennent régulièrement. A partir du 7 février 1985, TF 1 va diffuser, pendant huit semaines, un feuilleton tiré du livre de Martin Gray et Max Gallo, *Au nom de tous les miens*, réalisé par Robert Enrico. Un condensé, sous forme de film, était sorti sur les écrans en 1983. M. Enrico, prudent, déclare que "cette série doit être considérée comme une œuvre de fiction" (21).

J'ai déjà qualifié l'ouvrage de MM. Gray et Gallo de "faux splendide" dans un livre paru en 1980. M. Gallo, qui en rendit compte dans *L'Express* du 18 octobre suivant, s'abstint soigneusement de relever l'outrage. Un heureux concours de circonstances allait ensuite permettre de faire entrer ce romancier-historien dans le gouvernement.

Un peu avant que n'apparaisse le film de R. Enrico, Pierre Vidal-Naquet historien notoire et moraliste à l'occasion, intervint par une lettre au *Monde*, écrite en juillet 1983 et publiée dans le numéro des 27-28 novembre. On connaît de ces étonnants retards du courrier. Il voulait ainsi, louable initiative, faire sonner le grelot que j'avais contribué à attacher en France. Il dénonçait en termes virulents MM. Gray et Gallo, affirmant que M. Gray n'avait jamais mis

les pieds à Treblinka et que donc le chapitre que consacre M. Gallo à ce séjour putatif relevait de la pure imagination. M. Vidal-Naquet pense, à propos de la déportation et des camps de concentration, que "toute une sous-littérature qui représente une forme proprement immonde d'appel à la consommation et au sadisme doit être impitoyablement dénoncée" (*Esprit*, septembre 1980). Qui ne l'approuverait ? Il indique les ouvrages de C. Bernadac, S. Reiner, J.-F. Steiner, bien que, à propos de ce dernier, décrivant déjà Treblinka, il soit d'abord tombé dans le piège. Il a donc des raisons de ranger l'œuvre de MM. Gray et Gallo dans la "sous-littérature" du genre "immonde". Déjà, quelques jours plus tôt, Mme Brigitte Friang, résistante, déportée, gaulliste, avait dénoncé cet ouvrage en affirmant que mentir sur ce sujet revenait à insulter les morts (*Le Figaro*, 9 novembre 83). Elle exigeait de Max Gallo qu'il parlât.

Dans ce même numéro du *Monde*, Max Gallo faisait une réponse en douze points, affirmant, sans doute en raison de la dignité de sa fonction, que c'était sa "première et dernière mise au point". Il affirmait avoir décrit des événements qui étaient réellement survenus dans la vie de M. Gray.

Intéressé par ce que cette affaire a d'exemplaire et de représentatif du monde intellectuel contemporain, je rédigeai une brève analyse des données disponibles sous le titre *Treblinka ou la liberté créatrice*. La rédaction du *Monde* m'affirma qu'elle n'entendait pas poursuivre ce débat et qu'elle conservait "précieusement" mon texte.

On trouva néanmoins, grâce à Dieu, une petite place pour publier une seconde lettre de M. Vidal-Naquet (29-30 janvier 1984). Il avait rencontré M. Martin Gray. Celui-ci lui avait dit, devant témoin, "qu'il n'avait pas lu son propre livre". C'est une chose que répète, je le sais, M. Gray à qui veut l'entendre. Quant au passage sur Treblinka, dans le film, il dit aussi qu'il ne l'a pas vu, parce qu'il fermait les yeux. Il y a également des témoins de ces dires. M. Gray ne tient donc nullement à être tenu pour responsable en quoi que ce soit de la soi-disant "description" de Treblinka. C'est une façon peu élégante de refiler le ballon à Max Gallo et c'est surtout une défense faiblarde et ridicule parce qu'évidemment mensongère. On sait qu'en d'autres temps et devant d'autres témoins qui connaissaient bien la question, M. Gray a reconnu qu'il n'avait jamais été à Treblinka. Mais, à M. Vidal-Naquet et à quelques autres, il affirma le contraire. **Il produisit des attestations**. Le miracle opéra aussitôt. M. Vidal-Naquet toucha les Saints-documents et se convertit sur le champ. Ils avaient à ses yeux la force probante que leur confère leur rédaction en polonais, une langue que l'helléniste Vidal-Naquet n'entend pas.

C'est ainsi que les choses se passent. Ces attestations, ajoute le nouveau converti, établissent, "à moins d'être à leur tour mises en doute", la réalité du séjour de M. Gray à Treblinka. Le sévère historien ne semble pas avoir pensé qu'un document, manifestement postérieur à l'événement, mérite au moins une petite vérification. Il aurait pu s'assurer de leur contenu et de l'identité des prétendus signataires. Les survivants de Treblinka sont hélas peu nombreux et assez bien connus des historiens spécialisés. Non, M. Vidal-Naquet a choisi de croire. *Credo quia absurdum*.

Et bien nous ne croyons point. Nous connaissions l'existence de ces papiers que M. Gray n'exhibe qu'aux personnes qu'il sait incapables ou indésireuses de les regarder de près. M. Gallo avait tenté d'accréditer l'idée que M. Gray aurait intenté une action en justice contre ceux qui l'accusaient de mensonge. J'avais alors écrit que M. Gray n'oserait jamais. Il ne l'a pas fait et ne le fera pas parce que ses "attestations" sont des faux grossiers.

Je réaffirme publiquement que M. Gray n'a jamais mis les pieds à Treblinka, que les passages du livre, du film et de la série télévisée qui s'y rapportent sortent tout armés de l'imagination du romancier Max Gallo. M. Enrico se fait leur complice puisqu'il présente cette histoire comme ayant été vécue. J'affirme qu'ils font tous les trois, et les producteurs avec eux, d'énormes profits financiers en jouant cyniquement sur les sentiments d'humanité des lecteurs et des spectateurs. Le seul mot qui qualifie toute cette affaire est celui d'**escroquerie**. J'affirme subsidiairement que le naïf Vidal-Naquet s'est encore une fois fait gruger et que son imprudence a pour résultat de cautionner cet attentat au cœur et à l'esprit qui s'appelle *Au nom de tous les miens*.

4 février 1985.

Ce petit dossier circulait beaucoup. Martin Gray l'avait déjà dénoncé dans une lettre au *Monde* (11-12 décembre 1983) mais il s'était évidemment gardé d'intenter quelque action que ce soit. Je reçus alors, datée du 6 février 1985, une "note" de Pierre Vidal-Naquet. Je l'introduisis aussitôt dans le circuit, munie de l'appendice qui s'imposait :

Note à l'usage et à l'intention de Serge Thion

Serge Thion m'a fait parvenir un petit dossier intitulé : "Faussaires sans frontières" et dans lequel il se gausse de ma naïveté au sujet de Martin Gray. J'ai en effet affirmé successivement que Martin Gray n'avait pas été à Treblinka et qu'il y avait été. Je n'ai pas été le seul à penser ainsi : au vue (*sic*) du dossier d'attestation apporté par Monsieur Martin Gray, et qui était loin d'être tout en polonais, Brigitte Friang a eu la même réaction que moi. Elle me l'a dit en termes formels. En tout état de cause, d'une lettre au *Monde* à l'autre, mon opinion sur le livre intitulé *Au nom de tous les miens* est restée la même. Ai-je été naïf ? Il est bien possible, en effet, que je me sois trompé. Guitta (*sic*) Sereny et Michel Borwicz, qui connaissent tous deux bien ce dossier, le pensent. Pour ma part, désormais, sur cette affaire, je me tairai, puisque je me suis trompé au moins une fois. Cela étant dit, la note de Serge Thion n'en demeure pas moins stupéfiante. Serge Thion le note : "Les survivants de Treblinka sont hélas peu nombreux et assez bien connus des historiens spécialisés". Pourquoi sont-ils peu nombreux ? Il est passé à Treblinka aux environs d'un million de personnes, comprenant notamment la quasi-totalité de la population du ghetto de Varsovie. Si Treblinka n'avait été, comme l'affirme M. Butz, qu'un camp de triage, les survivants auraient dû être extrêmement nombreux. S'ils sont si peu nombreux, c'est pour des raisons bien connues de tous, sauf malheureusement de M. Serge Thion et de la petite bande abjecte

avec laquelle il persiste à s'associer. Ou bien faut-il voir dans cette constatation d'un fait une renonciation à soutenir les thèses révisionnistes ? Quoi qu'il en soit, en fait de falsification, il est difficile de dépasser les exploits de la petite bande en question. Je viens encore d'entendre avec une certaine stupéfaction, M. Pierre Guillaume affronter une ancienne déportée d'Auschwitz qui lui disait avec tranquillité ce qu'elle avait vu. Qu'importe ce qu'ont vu les témoins, pourvu que l'idéologie triomphe.

Mon commentaire fut bref :

"M. Vidal-Naquet affirme qu'un million de personnes sont passées à Treblinka. Les seules sources de ce chiffre sont les cheminots communistes de la résistance polonaise, **les mêmes** qui parlaient de 4 millions [de victimes] à leurs "libérateurs" soviétiques (Cf. Grossmann). Depuis 40 ans, ces chiffres-ludions varient, avec une forte tendance à la baisse. Attendons donc encore un peu.

"M. Vidal-Naquet reconnaît qu'il s'est trompé en faisant de plates excuses à son trompeur, M. Martin Gray. Il en tire la stupéfiante conclusion qu'il ne faut pas détromper les lecteurs du *Monde* qu'il a abusés avec de trompeuses excuses. On comprend que son silence est provoqué par une peur bien légitime, celle du ridicule. Mais c'est trop tard."

Notes du chapitre 3

(1) Titre d'un film d'Armand Panijel sur la répression de la manifestation des Algériens le 21 octobre 1961 à Paris. Selon des estimations de plusieurs sources, la police parisienne a massacré environ 200 personnes. Aucune sanction n'a jamais été prise. Voir le livre de Michel Levine, *Les Ratonnades d'octobre*. (Les notes de ce chapitre n'étaient pas dans les lettres et ont été ajoutées pour leur édition.)

(2) Georges Suffert, journaliste aux ordres, se faisant l'écho de certains courants policiers, avait écrit dans *Le Point*, que Curiel était le "patron" du terrorisme en France. Une pétition de soutien lancée par les adorateurs du nouveau mage égyptien avait aussitôt recueilli de nombreuses signatures. Sur l'ampleur de cette adoration est paru le témoignage empreint d'un bien involontaire ridicule, de Gilles Perrault, *Un homme à part*, 587 pages de slalom entre les vraies questions politiques. Un exploit.

(3) J'ai eu en main les procès-verbaux des interrogatoires des co-inculpés de Breytenbach rédigés par le juge d'instruction sud-africain. On y apprenait au moins deux choses certaines : le réseau "Solidarité" était une maison de verre pour les polices française et sud-africaine. Et les "techniques" de clandestinité enseignées par les hommes de Curiel étaient d'une affligeante puérilité.

(4) Jules Chomé a publié en 1974, après beaucoup d'autres livres, un remarquable ouvrage intitulé *L'Ascension de Mobutu*, chez Maspero, qui décrit la réalité, à tous égards scandaleuse et révoltante, de la mise en place d'une des pires dictatures que l'Afrique ait dû et doive encore subir. Pour complaire au Néron zaïrois, Giscard fit saisir le livre en excipant des lois antifascistes d'avant-guerre qui permettent d'interdire un livre s'il a, d'une façon ou d'une autre, une origine étrangère. M. Chomé est étranger, belge. En 1979, le Conseil d'État a confirmé l'interdiction du livre. Ces lois scélérates sont toujours en vigueur.

(5) "Dans les maquis cambodgiens", *Le Monde*, 26, 27 et 28 avril 1972. J'ai publié mon "Journal de marche" dans *Khmers rouges !*, Albin Michel, 1981, p. 42-97. La radicalisation brutale de la politique des Khmers rouges est intervenue l'année suivante, sous les terribles bombardements de l'US Air Force.

(6) *Des Courtisans aux partisans* (avec J.-C. Pomonti), 1971, troisième partie, p. 273-306. Le régime que je croyais devoir sortir de ces événements ressemble assez à celui que dirige aujourd'hui à Phnom Penh M. Hun Sen.

(7) C'est justement pour prévenir ce genre d'insinuation que j'ai inséré dans *Khmers rouges !* une liste complète de mes articles sur le Cambodge, parus avant 1981, p. 393.

(8) Cet espoir a été déçu. On doit donc lire Momigliano en italien ou en anglais. Voir, chez Einaudi, *La storiagrafia greca, L'Ellenismo e le altre culture Sui fondamenti*

della storia antica. L'édition française a toujours vingt ou trente ans de retard pour les maîtres-livres étrangers.

(9) Depuis tout ce temps, Pierre Vidal-Naquet n'a pu produire un seul document qui confirmerait ses dires. Il en ressort surtout une de ces solides inimitiés qui se cimentent sur les bancs du lycée. Le dossier est bien mince, on le voit. Je sais, parce qu'il me l'a raconté, que Faurisson, encore étudiant, a été bouleversé par le spectacle d'un procès d'épuration auquel il assista, un peu par hasard, où il vit lourdement condamner un jeune étudiant comme lui, qui avait appartenu à la milice, et pour cette seule appartenance. La justice de cette époque était d'autant moins sereine qu'elle en avait beaucoup à se faire pardonner.

(10) Pin Yathai, *L'Utopie meurtrière*, un rescapé du génocide cambodgien témoigne. Voir, sur la question des témoignages au Cambodge l'annexe n° 6 ci-dessous.

(11) Je n'accorde guère de crédit aux spéculations de Rassinier. Les éléments démographiques sur lesquels il s'appuie ne sont pas fiables. En cette époque de *glasnost*, il faut aller chercher les éléments à la source qui se trouve dans les archives soviétiques. On saura ainsi ce qui s'est réellement passé dans la Pologne occupée par les Soviétiques à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop et, surtout, on trouvera les archives allemandes. Ce sont bien les Soviétiques qui ont pris toute la région des camps de l'Est ainsi que Berlin. De nombreuses questions ont leur clé là-bas. Il faut encore aller les chercher.

(12) Gerald Reitlinger, *The Final Solution*, p. 376-7.

(13) Alex Weissberg, *L'Histoire de Joel Brand*, Le Seuil, 1957.

(14) Voir Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Le Seuil. Ce livre a joué un grand rôle au début de mes études à la Sorbonne.

(15) Cette censure s'exerce. Dans je ne sais plus quel journal, Pierre Vidal-Naquet a eu la bonté de donner son imprimatur à l'article que j'ai publié dans le n° 1 des *Annales d'histoire révisionniste*, en 1987. (Plus loin, première partie du chapitre 4).

(16) En 1973, avec plusieurs collaborateurs français, libanais et palestiniens, nous avons mené une grande enquête dans les camps palestiniens du Liban. Les résultats étaient assez loin d'entrer dans le cadre de référence des organisations politiques qui contrôlaient les camps. Survinrent la Guerre du Kippour et la montée des hystéries qui en découlaient. Mes collaborateurs se virent menacés de mort si le livre prévu était édité. On abandonna le projet. Les matériaux sociologiques que nous avions rassemblés ont depuis disparu.

(17) Voir l'excellent recueil intitulé *Peuple juif ou problème juif ?*, Maspero, 1981. J'ai eu, en son temps, l'occasion de discuter un ouvrage de Maxime Rodinson, *Marxisme et monde musulman* dans les *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 56, 1974.

(18) Amedeo Bordiga (1889-1970), fondateur, tôt exclu, du Parti communiste italien. Une forte pensée très mal connue en France. Voir *Structure économique et sociale de*

la Russie d'aujourd'hui, où il prévoit très bien, dès 1957, la crise de l'URSS et son intégration au marché mondial, et *Espèce humaine et croûte terrestre*, 1978. Ce paradoxe sur les ravages de l'antifascisme est illustré de façon ricanante par Curzio Malaparte dans *Chapeaux de paille d'Italie.*

(19) Je trouve, précautionneusement formulé par Dionys Mascolo (*Autour d'un effort de mémoire*) un sentiment qu'il vécut, avec ses amis, au lendemain de la guerre et qui fut confusément le mien, un peu plus tard, au décours de mon adolescence : "Du mot "juif", on le sait, il n'existe rigoureusement aucune définition que s'accorderaient à reconnaître l'ensemble de ceux qui se disent porteurs de cette identité. (Et n'y aurait-il pas déjà en cela un profond attrait ?) Peut-être cherchions-nous surtout à nous innocenter nous-mêmes, ou à nous placer du moins dans le voisinage d'une sûre innocence : la victime parfaite n'est-elle pas la moins suspecte de complicité ? Ou encore, à nous approprier quelque chose de la lucidité dont il faut bien que bénéficie cette victime idéale, assurément moins sujette à l'erreur. Nous corrigions en somme une inégalité. De fait, à mon souvenir, il n'y eut rien là d'un mouvement de générosité, rien de semblable à de la compassion. Il était fait bien plutôt d'égoïsme, presque d'envie, et d'intense regret, d'avoir été privé de la chance qu'est le malheur d'être Juif. "Comment le dire, ce que ce fut, au juste ?" (p. 66-67.)
Cette identification plus ou moins étroite à divers aspects du destin juif allait être durement traversée par les brutales agressions d'Israël. La fraternisation avec la victime innocente – désormais arabe – était à l'évidence impensable pour une partie grandissante de l'opinion juive. Pour elle la solidarité jouait en faveur du militarisme israélien. La culpabilité sur laquelle jouait la propagande sioniste me semblait irréelle. Et puis la vie se chargeait de nous faire partager celle de maints autres peuples, irrigués d'autres histoires et d'autres cultures. Comment s'enfermer dans l'une d'elle sans perdre les autres ? Pourquoi se faire le patriote d'un canton, revendiquer une identité limitée, restrictive, quand l'univers s'offre à nous ?

(20) Dans le *Journal du Dimanche*, du 30 mars 1986, Jean-François Steiner, interrogé à l'occasion du procès de John Demjanjuk, accusé par un tribunal israélien, d'avoir été un gardien sadique de Treblinka, surnommé "Ivan le Terrible", a raconté comment il avait écrit son *Treblinka*, un lieu où il n'avait jamais mis les pieds. Ce livre, dit-il, "je l'ai peuplé de mes souvenirs et de mes terreurs d'enfant". Sur le millier de déportés qui s'y trouvaient au moment de l'insurrection, 400 purent s'enfuir, et 40 survécurent à la guerre. Il en a rencontré une dizaine en Israël en 1964. Ils se réunissaient une fois l'an : "C'est au cours de ces rencontres que s'est créée l'histoire de Treblinka. Quand je les ai interrogés, vingt ans après, il était très difficile de la reconstituer vraiment... Parmi les dix rescapés que j'ai rencontrés, un seul avait des souvenirs intacts..." C'est le témoin capital, "qui a d'ailleurs affirmé sous serment qu'Ivan le Terrible avait été tué à coups de pelle" – ce qui évidemment disculperait Demjanjuk, mais *testis unus, testis nullus*. [Rappelons que Demjanjuk a finalement été acquitté par les juridictions israéliennes, note de l'Aaargh.]

On apprend aussi que la fin du livre de Steiner, avec le récit de la mort d'Ivan le Terrible, a été écrite et "romancée" par Gilles Perrault, lui aussi nègre, "historien et romancier". Décidément, toujours les mêmes.

(21) *Le Monde*, 2 février 1985.

Chapitre 4

ANATOMIE D'UN MENSONGE TÉLÉVISUEL

Comment s'y prendre pour montrer le reste, l'indicible reste, la grouillante et nauséenne fripouillerie du journalisme contemporain ?
Léon Bloy

Le 26 avril 1984, la chaîne de télévision *Antenne 2* présentait un film documentaire intitulé "L'Espion qui venait de l'extrême-droite", réalisé par Annette Lévy-Willard et Ludi Bocken (1). On avait rarement assisté à un pareil entassement de mensonges, d'amalgames, de ruses grossières et de propagande naïve. On sait l'information télévisuelle rigoureusement encadrée et aseptisée. Mais là il fallut plonger dans un cloaque nouveau et descendre au dix-huitième sous-sol où se fabriquent habituellement, entre autres, les programmes des télévisions mongole, morave, paléosibérienne, et quelques autres sans doute.

Nous allons démonter quelques-uns des mécanismes de cette entreprise d'abrutissement public car la recette de ce démontage vaut en général.

On commence, pour abaisser les éventuelles défenses du spectateur lambda, par dire que ce document est "étrange", car "il casse notre façon habituelle de percevoir le monde du terrorisme, le monde de l'extrême-droite et les néo-nazis". "C'est vrai", ajoute le commentateur, comme pour se rassurer lui-même. C'est donc le premier **amalgame**. Tout au long, on fera une équation entre ces trois éléments qui deviennent ainsi complètement interchangeables. Mais on va plus loin : "Nous avons tendance à ranger le monde [*sic*] qui nous entoure dans des cases bien en ordre, et c'est plus confortable : une case pour l'extrême-droite, une autre pour l'extrême-gauche, et c'est faux. Souvent, elles se rejoignent et nous le démontrerons". C'est donc le deuxième temps de l'amalgame : droite égale gauche. La méthode est simple. La phrase qui suit dans le commentaire le montre bien : "Les Palestiniens et ceux qui les soutiennent sont à gauche, et donc ne fricotent pas avec les néo-nazis. C'est faux aussi. Bizarre. Étrange."

La majeure (Les Palestiniens sont à gauche) est simplement absurde. Les Palestiniens – n'importe quel lecteur occasionnel de la presse le sait – se répartissent sur tout l'éventail politique, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Il en va de même pour ceux qui, pour une raison ou pour une autre, les soutiennent : on en trouve dans toutes

les sensibilités politiques. La même chose est d'ailleurs vraie de ceux qui approuvent et soutiennent l'existence d'Israël. Il s'agit donc là d'une simplification mensongère, émise ici pour les besoins d'une cause.

Le commentateur donne un autre exemple de la même eau : "L'homme de confiance du pasteur Jessie Jackson, noir lui aussi, est un fervent admirateur d'Hitler. Il est aussi musulman, mais ce signe-là, on préfère l'occulter". L'homme n'est pas nommé, l'affirmation est donc impossible à vérifier. On veut donc nous faire penser qu'un leader de la communauté noire américaine, musulman est normalement, sans doute parce que musulman, admirateur d'Hitler et que le pasteur noir chrétien Jessie Jackson épouse les mêmes idées. On a donc une séquence logique, *noir = musulman = hitlérien*. C'est une vision qui est effectivement assez répandue dans certains milieux Juifs américains. Elle procède d'une forme hystérique du sionisme américain qu'il est intéressant de voir ainsi importée clandestinement chez nous.

"Pour aller au delà de la surface des choses [*sic*], il nous fallait un guide. Ce guide, Annette Lévy-Willard et Ludi Bocken l'ont trouvé : c'est Ray Hill, l'un des leaders de l'extrême-droite anglaise".

Ce personnage est effectivement omniprésent mais le documentaire ne nous dira jamais qui il est réellement. Il est présenté comme étant "en fuite", alors qu'on le voit se promener en France comme en Angleterre. Il se cache "de ceux qu'il a dénoncés". C'est donc un dénonciateur. Voyons un peu ce qu'on apprend de lui au fur et à mesure du prétendu document.

Il dit qu'en arrivant à Roissy, "ce jour-là" (on ne sait pas lequel), il allait devoir "mener une vie de clandestin, à l'abri de mes anciens compagnons d'extrême-droite... Pour eux j'étais un **mouchard**". (Je souligne). Mouchard est synonyme d'*indicateur de police* (*Lexis*), d'*espion de police* (*GLE Larousse*), ce qui renvoie au titre de l'émission, *L'espion* qui venait de l'extrême-droite.

A ce stade, l'équivoque est complète, on ne sait s'il s'agit d'un militant d'extrême-droite qui a abandonné, puis trahi ses idées et ses amis, ou s'il s'agit simplement d'un flic infiltré dans les rangs de l'extrême-droite anglaise. D'autres éléments vont permettre, si l'on y prend garde, de résoudre cette intéressante question. Il est entré, dit-il, dans le mouvement nationaliste dans les années 60 et en est devenu "une des vedettes". Il faisait campagne pour l'expulsion des gens de couleur. Mais plus loin, cet étrange aveu : "De temps en temps, loin de ce monde-là, je me permettais de vivre une vie normale, *entouré de ceux que j'étais censé haïr* (je souligne). En fait, pendant des années, j'ai simplement joué le rôle d'un national-socialiste convaincu. L'idée d'expulser par la force les gens, c'est pas pour moi. Pas pour moi". Ce louche individu a donc joué le double jeu pendant des années, sans croire un mot de ce qu'il disait dans ses activités publiques. On lui demande : "Dans l'extrême-droite européenne, qu'est-ce que vous êtes ?" Il répond, et on entend ce qu'il dit en anglais : "*A sleeper. An agent*". "Un agent en sommeil" traduit le commentateur qui ajoute : "Taupe ? Agent double ? Peu importe". Et voilà ! On a l'aveu, on tient la preuve que toute cette histoire est un trucage, qu'on a affaire à un indic, un flic de Sa gracieuse Majesté, qu'il peut donc dès lors s'agir d'une pure provocation, et le journaliste, plein d'une onctueuse déontologie, ajoute : "Peu importe". On comprend tout le décousu, la confusion mentale du commentaire : c'est le croisement monstrueux de la version

policière de l'histoire, de sa recherche frénétique des "contacts", du "chef d'orchestre", de la "conspiration internationale", des élucubrations pachydermiques à la Poniatowski (2) avec le crétinisme journalistique, issu de ce *France-Soir* de gauche qu'est *Libération*, le canard de l'absolu conformisme des salons où l'on s'acharne à fouetter le cheval crevé d'un nazisme mort en 1945. Mais la tripaille qui s'en échappe est bien pauvre et sèche. Que voyons-nous dans ce film ? Quelques personnages qui font des discours à la fête nationaliste de Dixmude, au demeurant autorisée, quelques marchands d'armes (une profession légale et bien protégée), quelques excités qui sont peut-être de la même eau que le poulet Ray Hill.

Nous allons voir, grâce à notre auxiliaire de Scotland Yard, de quoi il retourne.

D'abord, il se rend chez un type à Clichy. On nous dit que ce type appartient à la FANE. Il y a des armes. On verra plus tard que ce type vend des armes, sans doute illégalement. Formidable découverte de la télévision. En sortant de là, Hill prétend mensongèrement qu'on lui a proposé un pistolet pour 2.000 F. Dans l'échange en anglais, c'est *lui* qui a demandé le prix. Grâce au flair de notre nouveau Sherlock Holmes, nous allons découvrir ensuite qu'il existe en Angleterre un éditeur d'extrême-droite. Fabuleuse trouvaille. Qui l'aurait cru ? Notre fidèle espion a oublié de nous dire que la firme en question, qui s'appelle Hancock, a pignon sur rue et que son adresse se trouve dans l'annuaire. On va frapper à la porte. Personne.

Ces imprimeurs impriment. Notre agent double en apporte la preuve il montre à l'écran l'ouvrage de Butz, *The Hoax of the Twentieth Century*, en ajoutant que l'auteur est "un Américain qui prétend avoir des diplômes, je ne sais pas de quoi". Il suffit d'ouvrir le livre de Butz pour y lire qu'il est titulaire d'un doctorat (Ph.D.) de l'Université du Minnesota et qu'il enseigne l'électronique à la Northwestern University dans l'Illinois (3). Le commentateur ajoute : "L'opération Hancock a pour premier but de rendre l'idéologie nazie acceptable en effaçant et en niant les crimes d'Hitler. Bien entendu toute cette opération est clandestine". On voit qu'insensiblement le langage du journaliste devient celui d'un policier. En tout cas, c'est un mensonge délibéré. Le livre de Butz est publié en Angleterre comme aux États-Unis de manière ouverte et légale.

Pour étayer sa thèse fantaisiste d'une opération clandestine, notre mouchard ajoute un vague ragot : l'argent "a été fourni par les Arabes". Les Arabes, sans autre précision. S'il avait dit "par les Juifs", on l'aurait aussitôt taxé d'antisémitisme. Mais à *Antenne 2*, on peut dire que l'argent vient *des* Arabes. Il dit d'ailleurs qu'il ne sait pas lesquels. Combien d'argent ? "Quatre ou cinq briques". L'opération aurait coûté en tout "dans les dix briques". (C'est ce que coûte aujourd'hui n'importe quel livre). Les Arabes avaricieux n'en auraient donc fourni que la moitié. La vérité c'est que l'inspecteur Hill n'en sait fichtrement rien et qu'il peut dire n'importe quoi *en toute impunité*. Je n'ai évidemment aucune lumière sur le financement de l'entreprise Hancock mais je remarque que l'ouvrage de Butz a connu plusieurs éditions, depuis 1976 et donc qu'il se vend. On a donc affaire à un imprimeur qui fabrique des livres qui se vendent. Mais, depuis Sindbad le Marin, l'argent arabe a de si mystérieux attraits...

On passe ensuite à la question policière par excellence : "Existe-t-il un réseau international de terroristes ?" On retrouve alors Ray Hill à Paris où, nous dit-on, "il a effectué plusieurs missions de renseignement". On ne nous dit pas *pour qui*.

A cette question qui dénote une sorte de candeur d'âme chez le journaliste, Hill répond avec simplicité : "Oui". Cet homme-là a donc découvert ce que toutes les polices au monde recherchent. Il a été invité chez les Hancock (sans doute un jour où il avait dû trouver leur téléphone) il a rencontré là un militant français de la FANE qui l'a invité en France, dans cet appartement de Clichy que nous avons vu et où l'on fait éventuellement un petit commerce d'armes. On nous apprend ensuite que la police française y a fait une descente pendant l'été 83. Et donc, de deux choses l'une : ou la visite *filmée* de Hill à cet appartement date d'avant la descente de la maison poulaga, et l'on peut soupçonner l'indicateur Hill d'avoir ensuite provoqué cette dernière ou alors la visite filmée date d'*après* et donc la planque est brûlée et le "document" filmé est bidon. On nage dans un tel flou qu'il est impossible de choisir. Bref, dans cette planque, les Français trouvent un phalangiste espagnol en fuite, condamné, nous dit-on, pour le meurtre de deux communistes à Madrid. Voilà tout. Des types qui ont la police aux trousses demandent à leurs amis politiques *de les planquer*. Révélation inattendue, propre à fournir un "étrange document" à Antenne 2.

C'est quand on arrive à l'attentat de Bologne que le flot de mensonges prend des proportions diluviennes. Ni le policier Hill ni les journalistes en carte d'Antenne 2 et de *Libération* ne semblent être au courant de ce qui a filtré depuis longtemps dans la presse : l'attentat de la gare de Bologne, 82 morts, est l'œuvre des services spéciaux italiens. La chose était parfaitement claire, bien avant que les autorités italiennes ne soient contraintes d'en faire l'aveu, ainsi qu'en témoigne l'opuscule de Gianfranco Sanguinetti, [déjà longuement cité dans le chapitre premier.] Et dans ce cadre, il faut se demander ce que fait ce policier infiltré dans l'extrême-droite anglaise. Vers 1980, d'après certains journaux, 20% des adhérents de la FANE étaient des policiers. On n'atteindra sans doute pas le record du PC américain qui, dans les années cinquante, était composé pour plus de la moitié d'agents infiltrés du FBI.

Mais nous allons assister à un autre morceau de bravoure. Ce brave Hill fait "une recherche sur les sources des pamphlets racistes qui ont envahi l'Europe, car l'argent des Arabes ne suffit pas". On sait le bédouin assez démuni, en effet. Cette littérature est, d'après lui, produite par l'organisation Hancock. Il doit être mal renseigné, mais peu importe. "Qui fournit la nourriture intellectuelle de cette réécriture de l'histoire ?" Diable, en effet, bonne question. A ce corps gigantesque qui couvre l'Europe, il faut un cerveau, et puissant. Sherlock Holmes a besoin de son Moriarty. "Je l'apprends bientôt". Là, on serait plutôt chez Tintin. "C'est une publication américaine connue sous le nom de "Journal de la révision de l'histoire", publiée par un institut de Los Angeles". (En fait : *The Journal* [la revue] *of Historical Review* [de critique historique]. *Review* ne signifie "révision" qu'au sens juridique de révision d'une loi). Le premier numéro étant sorti au printemps 1980, il faut chercher, pour les périodes antérieures un cerveau plus ancien, peut-être un cerveau reptilien... Hill *sait* "que cet Institut tient chaque année une conférence pour des participants triés sur le volet". C'est en effet un remarquable résultat pour une recherche qui devait être d'autant moins difficile que cet institut tient des conférences publiques dont les travaux sont publiés chaque année. Fin limier, Hill a découvert la date et le lieu de la prochaine conférence. En réalité, Annette Lévy-Willard a simplement téléphoné à Pierre Guillaume, l'éditeur de Faurisson et lui a demandé ces renseignements. C'est très simple, il n'y a pas l'ombre d'un secret mais Hill, qui veut se faire mousser, rajoute : "Trop dangereux pour moi de m'y rendre mais je donne l'information aux journalistes de l'équipe".

Toute la duplicité de ces acéphales est alors visible. Ils viennent "attendre" les participants qui arrivent à l'aéroport de Los Angeles et les filent ensuite sur l'autoroute. "Nous les suivons à distance" murmure l'héroïque commentateur. A l'arrivée à l'hôtel où se tient la conférence, nos prudents héros ont caché leur caméra dans un sac et essaient d'entrer sans carte d'invitation. Ils sont refoulés. Ils ne disent évidemment pas qu'ils ne l'ont pas demandée. Le service de sécurité est si peu chien qu'on les laisse tourner devant l'hôtel et même dans le hall. On a la preuve, un instant plus tard, qu'il est dérisoirement facile d'assister à la conférence : "Une organisation antiraciste américaine a eu la même idée que nous (étonnant hasard !) et a décidé à la dernière minute d'introduire un de ses hommes dans la réunion". Toujours cette manie d'espionnage. L'espion en question a dû demander un carton d'invitation et l'obtenir. Il est intéressant de noter que ce membre, ici clandestin, d'une "organisation antiraciste" est parfaitement connu de Mme Lévy-Willard qui l'enregistre sur place. Par une pudeur soudaine, elle omet de nous donner le nom de cette valeureuse organisation. Or on sait très bien quelle est l'organisation, aux antipodes de l'antiracisme, qui mène une guerre de guérilla contre l'Institut : c'est le B'nai B'rith, organisme exclusivement sioniste, ou plus exactement, sa filiale, spécialisée dans la pression politique et l'exécution des basses œuvres, l'Anti Defamation League (ADL) (4). Nous la retrouverons plus loin. Mais quelle nouvelle révélation va nous apporter cet espion bénévole ? Il y a du monde, 125 personnes il en nomme deux, David Duke, un leader du Ku-Klux-Klan et James Warner, de New Christian Crusade Church. Les enquêteurs sagaces parviennent ainsi à prouver qu'à une conférence organisée par des gens d'extrême-droite assistent au moins deux personnalités d'extrême-droite. Ensuite, on en voit d'autres, qui quittent les lieux. Ils ne veulent pas parler. Ils sont méfiants. La binette de Mme Lévy-Willard ne doit pas inspirer confiance. Ils n'ont pas tort.

On le voit quand arrive le tour du professeur Faurisson. Il est là, dans le hall. On voit bien qu'il a accepté de parler puisqu'il se tient debout, face à la caméra. Ce qui suscite aussitôt le commentaire accompagnant l'image : "Il veut que personne ne puisse prouver qu'il était ici à Los Angeles". Or il se trouve que les interventions du professeur ont été *publiées* dans la revue de l'Institut.

Pour corser le tout, le commentaire ajoute que le professeur "se présente comme un historien de gauche". Or il se trouve que le professeur ne s'est jamais présenté ni comme historien ni comme de gauche. En réalité, il n'a jamais fait de profession de foi politique, ce qui encourageait les journaux où écrivent les Lévy-Willard à le présenter comme "de droite".

Or donc, cette prudente, dont on ne voit jamais la bobine à l'écran, pose une question : "Je ne comprends pas pourquoi vous nous avez empêché de filmer dans la salle, alors que ce n'était pas vous qui organisiez la conférence, quand même ?". Suit alors ce dialogue :

– (Faurisson) Pas de réponse.
– Pourquoi vous refusez de répondre ?
– Pas de réponse
– Pourquoi vous nous avez empêchés donc de filmer à l'intérieur ?
– Pas...
– Ben... je vais me répéter tant que vous ne répondrez pas.
– Et bien alors c'est terminé.

– Vous ne voulez pas répondre aux questions ?
– C'est terminé. Je me refuse à répondre à vos questions.
– C'est vous qui vous occupez de la sécurité ici ?
– C'est terminé.
– Vous refusez de répondre ?

La fausse ingénue paraît désappointée. En réalité, si le professeur a accepté de parler, comme il en a eu visiblement l'intention, c'est qu'il voulait dire quelque chose de précis et non se laisser embobiner par les ineptes bavardages d'une journaliste venue là dans l'unique intention de le piéger. Il a dû le lui faire savoir avant de se mettre devant la caméra. L'espionne aux petits pieds a dû souscrire à cette condition, faute de quoi point de suisse. Habituellement, les questionnés se tiennent cois devant la caméra et se laissent mener. Elle démarre donc sur des questions imprévues et supposées embarrassantes. Mais polope ! Le professeur ne veut pas jouer son jeu à elle. Il s'arrête, elle s'acharne, sans résultat. Coupez.

Mais elle y gagne. Elle peut montrer une image authentique du professeur Faurisson qu'elle encadre de ses commentaires tendancieux : mensonge audio validé par le vrai visuel. Vieille technique (5).

La suite vient d'ailleurs dramatiser encore les exploits de ces nouveaux Rouletabille : "Ces historiens n'ont aucune envie de montrer leur visage. Et notre cameraman, Frédéric Vasseur, a réussi ce qu'ils craignent le plus : il filme là, *en secret*, et pour la première fois, les visages de ceux qui ré-écrivent l'histoire [*sic*], les blanchisseurs du nazisme (6)".

Prétention grotesque car ces gens, qui ne sont pas tous historiens, ne redoutent certainement pas la publicité, ils la désirent même sans doute. En revanche, au pays de la liberté d'expression, ils redoutent les bombes, les attaques, les incendies, les jets de vitriol et autres douceurs qui leur viennent de ces angéliques "organisations antiracistes" qui sont, il faut bien le dire, des organisations juives de répression de la pensée. En outre, ces officines dépendent toujours, d'une façon ou d'une autre d'un État qui les protège, et qui est, dans le cas présent, Israël. Il ne s'agit nullement d'une affirmation à la légère : deux mois et demi après le passage de la télévision française, le siège de l'Institut a été totalement dévasté par un incendie criminel. Des produits incendiaires sophistiqués ont entretenu la combustion de milliers de livres. Ce travail de professionnels n'a pas été revendiqué par l'ADL (7).

Mais la série continue. La caméra cachée présente furtivement Willis Carto, un homme politique "qui n'a jamais admis avoir le moindre rapport avec les révisionnistes". Cette pauvre désorbitée se trompe encore. Elle ne doit pas savoir lire. Carto est officiellement, publiquement, le fondateur et le directeur de l'Institut en question. Son nom figure sur toutes les publications. Peut-être cherche-t-elle seulement à justifier ses notes de frais en Californie, que nous payons de notre poche.

Il y a ensuite un long passage avec l'historien britannique David Irving. Il est bien connu et obtient de gros tirages en Angleterre, en France, en Allemagne et ailleurs. La journaliste essaie aussi de le piéger mais il est rodé, il la voit venir avec ses gros sabots. Elle ne peut qu'ajouter un filet de venin dans la sauce : "Nous suivons David Irving. Il s'en va vers un autre rendez-vous secret avec ses amis de Hambourg".

Comme elle n'est pas invitée, elle conclut, toujours dans sa logique policière, que le rendez-vous est secret. D'ailleurs, "il est chouchouté par ses admirateurs allemands", ce qui démontre à l'évidence la perversité du personnage. David Irving a des opinions de droite. C'est un historien, un vrai. Pour le juger, il n'y a qu'à lire ses livres dont certains sont traduits en français. Mais à la télévision française, on prouve qu'Irving est un type dangereux en montrant un match de football entre l'Allemagne et la Turquie, qui se joue à Berlin, au cours duquel *il aurait pu se produire des incidents.* Que demande de plus le cochon de spectateur ? On ne va pas lui refiler la *Logique* d'Aristote. Il suffit de lui dire que "la terreur règne dans le quartier turc". On a oublié Irving. On ignore aussi les attentats de l'extrême-droite turque contre les militants de gauche exilés. Non, une bonne terreur ne peut provenir que de nos ennemis héréditaires. Les Allemands font très bien l'affaire.

Envoyez le Boche ! Il fallait trouver ce boche qui pose complaisamment en uniforme SS, qui parle anglais avec un authentique accent teuton. Ce Heinz Mark, qui s'est "entraîné" avec les Palestiniens, peut prendre la relève de Curd Jurgens car le cinéma est toujours friand de grotesques officiers SS. Suit un assez long entretien avec cet incontestable fasciste et probable crétin. Ce qu'on veut surtout lui faire dire, et qu'il dit avec beaucoup de facilité, c'est qu'il a subi un entraînement militaire auprès du Fatah. La chose pourrait étonner les naïfs. Le Fatah est connu comme une organisation nationaliste férocement anticommuniste. Des membres de l'IRA et d'autres gauchistes européens ont cherché un entraînement militaire auprès d'organisations palestiniennes de gauche. Des fascistes et des mercenaires d'Europe ont combattu avec les phalangistes. Des Iraniens, des Turcs, des Arméniens, des Soudanais, des Tamouls, des Philippins, et j'en passe, sont venus se former à la guerre dans l'une ou l'autre des formations combattantes de la région. Il y a dans tout cela un aspect sinistre, j'en conviens, mais il faut le rappeler pour replacer dans le contexte le groupuscule dont fait partie ce Heinz Mark. Les carnages attirent les vautours.

Il faut donc à notre vaillante équipe de zorros médiatiques des *preuves* qu'il existe une collusion entre l'extrême-droite occidentale et ces affreux Palestiniens qui menacent le saint des saints de la conscience occidentale. On interroge donc à Los Angeles un certain David McCalden qui a travaillé un temps à l'institut révisionniste.

Il s'agit de découvrir une puissante machination. Effectivement, McCalden a écrit à plusieurs organisations palestiniennes. Une seule a répondu, le bureau d'information palestinien à New York. La découverte qu'un bureau d'information répond à une demande d'information doit nous apparaître comme très révélatrice. Ce bureau a même dépêché un orateur pour parler à une conférence. Il faut tout aussitôt enquêter sur "ce Palestinien étrange". Le meilleur endroit où se renseigner sur un "Palestinien étrange" est évidemment, pour Mme Lévy-Willard, l'officine d'une "organisation juive antiraciste", comprenez l'ADL, spécialiste de l'espionnage anti-arabe et anti-soviétique. On apprend ainsi que l'auteur américain d'un livre intitulé *Contre Sion* a touché de l'argent des Saoudiens. On en a la preuve parce qu'il a déclaré cet argent – au fisc. Ce n'est pas l'ADL qui aurait besoin d'argent étranger avec son budget de sept millions de dollars (en 1975) prélevé sur les Juifs américains.

Mais on n'en a pas fini avec les Arabes. Toujours grâce à l'indispensable Ray Hill, on rencontre en Allemagne un ancien général reconverti dans la vente d'armes. Entre autres turpitudes, il aurait vendu des armes au FLN, ce qui montre bien que ces gens-

là sont nos ennemis. Lévy-Willard, journaliste *de gauche* ne se gêne pas pour reprendre les lamentations de la droite pour laquelle, sans ce vilain Nasser et ces vilains Allemands marchands d'armes, nous aurions gardé notre belle Algérie française. Elle nous émeut beaucoup.

A quoi bon continuer ? On pourrait relever encore d'autres mensonges, d'autres distorsions, d'autres amalgames, d'autres affabulations, comme ce mystérieux commanditaire qui aurait voulu que Ray Hill commette un attentat raciste en Grande-Bretagne. Provocateur provoqué ? Guerre des polices ? Toutes ces histoires sont tellement manipulées qu'une louve (fasciste) n'y retrouverait plus ses petits. Quelques images, quelques fragments d'entretiens, des phrases, des mots dans la grisaille des mensonges pervers. Klaus Barbie a été "emmené" en France. Pas enlevé, illégalement extradé, acheté, non, simplement "emmené" – comme un enfant à la promenade. Le mépris pour le sens des mots en dit long sur l'estime dans laquelle ces gens-là tiennent leurs spectateurs.

L'extrême-droite existe. Pour la montrer, il suffirait d'aller la voir, d'en interroger les militants ou les dirigeants. S'étonner qu'ils puissent avoir des rencontres internationales est faussement ingénu. Que dire alors des philatélistes, des collectionneurs de boîtes de camembert ou des naturistes qui ont aussi leurs rencontres internationales, discrètes, sans grand tapage de presse ? Les terroristes existent. Les policiers qui ont quelque chose à dire à ce sujet sont priés de revêtir leur uniforme. A vrai dire, on ne sait plus très bien si ce reportage est une opération de la police britannique, une récupération des services israéliens ou un monument de bêtise spontanée. Probablement un cocktail des trois, assaisonné du conformisme de la gauche mollassonne qui nous gouverne (8).

Notes du chapitre 4

(1) [Le présent texte a servi à l'élaboration d'un article publié sur ce sujet par Pierre Pithou, sous le même titre, avec divers documents, dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 3, 1987, p. 11-47. Je ne suis pas Pierre Pithou et n'utilise pas de pseudonyme.]

(2) [Poniatowski a été longtemps ministre de l'intérieur sous Giscard. A cette époque, les hauts responsables de la police rêvaient beaucoup de "conspiration", internationale si possible. Cet état d'esprit était somme toute assez naturel chez un homme qui avait été l'espion de l'OAS, une conspiration bien réelle, celle-là, à qui il transmettait les délibérations du conseil des ministres où siégeait son copain Giscard, alors ministre des finances.]

(3) Il se trouve curieusement que Menahem Begin a reçu un diplôme *honoris causa* de cette même université en mai 1978. La majorité des étudiants avaient voté contre. On ne sait pas si Butz et Begin se sont rencontrés car Antenne 2 n'était pas là.

(4) Fondée en 1843 à New York, l'organisation B'nai B'rith (Les Fils de l'Alliance) est la plus ancienne et la plus vaste organisation juive dans le monde. Elle est présente dans plusieurs dizaines de pays, dont la France. Elle s'occupe d'affaires sociales, religieuses, philanthropiques, médicales, professionnelles et, surtout, un peu comme un franc-maçonnerie, politiques. Voir Edward Grusb, *B'nai B'rith*, 1966. L'ADL, fondée en 1913, fait partie du B'nai B'rith. Pendant longtemps, l'ADL a joué une sorte de rôle équivalent à notre Ligue des droits de l'homme. C'est dans les années soixante, surtout sous la pression de Golda Meir, premier ministre d'Israël, qu'elle est devenue une sorte d'agence officieuse au service des gouvernements israéliens. Elle s'est spécialisée dans la recherche et l'exploitation du renseignement, surtout politique. Présente partout aux États-Unis, avec des bureaux locaux et des permanents par centaines, chargée de réprimer toute critique qui menacerait le vote des énormes crédits alloués à Israël, elle est devenue, aux yeux de nombreux Américains, un prolongement du Mossad et l'instrument d'intimidation du lobby juif.

Voir par exemple l'ouvrage qu'elle a compilé, *Pro Arab Propaganda in America: Vehicles and Voices*, New York, ADLBB, janvier 1983, dont Chomsky dit ceci : "Ce livre contient beaucoup de faussetés et de calomnies, telles que celles qu'on peut attendre d'une "liste d'ennemis" dressée par une organisation, vouée maintenant largement à la diffamation" (*The Fateful Triangle*, p. 178, n. 145).

L'ADL s'occupe aussi de mettre la télévision au pas. Voir le pamphlet intitulé *An Anti Defamation League of B'nai B'rith Study: Television Network Coverage of the War in Lebanon*, New York, 12 octobre 1982. On a l'équivalent français avec Alain Finkielkraut et quelques autres qui ont protesté contre la diffusion à la télévision

d'images de Beyrouth, déjà censurées par l'armée israélienne, et recensurées par les chaînes françaises. C'était encore trop.

(5) [On a vu mieux pendant la guerre du Golfe : l'absence d'image comme authentification du commentaire. La propagande est une bien belle invention.]

(6) [Le mot est piqué à Lothar Baier. Voir chapitre 1.]

(7) [Quelques années plus tard, le professeur Faurisson a manqué être tué par trois nervis armés à Vichy. L'agression a été applaudie par Serge Klarsfeld qui s'est ainsi démasqué comme son inspirateur, sinon même son commanditaire.]

(8) [Depuis ce film qui n'a de mémorable que son ineptie, d'autres "documentaires" de la même eau, usant des mêmes méthodes, sont régulièrement diffusés en France. Par exemple, pour illustrer un long documentaire de Serge Moatti sur la menace d'une résurgence de l'antisémitisme, on voyait, très rapidement, deux malades mentaux avérés, un membre du Ku-Klux-Klan et tout le reste était fait des fantasmes d'un certain nombre de sionistes dont l'imaginaire breughélien fabriquait des antisémites de rêve qui nous étaient présentés comme la réalité imminente.

Il serait possible de faire de bons documentaires. La preuve en est que nous en voyons quelques-uns, de temps à autres – comme une fleur de lotus qui passe en flottant sur un fleuve de boue.]

Chapitre 5

HISTOIRE EUROPÉENNE ET MONDE ARABE

Le texte ci-dessous (1) était destiné à constituer l'avant-propos de l'édition arabe du livre *Vérité historique ou vérité politique ?* programmée pour la fin de l'année 1982. Ce projet d'édition, et la traduction en arabe de l'ouvrage, avaient été entrepris par un petit groupe de militants libanais sans que les auteurs et l'éditeur en aient été avertis, sinon au dernier moment, alors que la traduction était en cours. Cet avant-propos a été proposé par Serge Thion, et accepté. Le livre devait sortir à Beyrouth lorsque se produisit l'intervention israélienne au Liban. Tout le matériel d'impression a été détruit, la traduction perdue, dans des conditions que nous n'avons pu reconstituer précisément, le petit groupe qui avait pris l'initiative de cette publication ayant été dispersé par la tourmente.

Mille fois, on aura répété dans la presse, les prétoires, à la radio, que l'affaire Faurisson était une machination contre Israël et une façon détournée de promouvoir la cause palestinienne. M. Pierre-Bloch, président de la LICRA qui poursuivait alors Faurisson en justice, est venu dire à la radio (Europe n° 1, émission *Expliquez-vous !* d'Ivan Levaï, 17 décembre 1980) qu'il avait sur son bureau les éditions des œuvres de Faurisson dans beaucoup de langues, dont le chinois, et que tout cela était payé par l'or de Kadhafi. Dans la logique des défenseurs inconditionnels d'Israël, il faut que toutes les difficultés que rencontrent Israël et les sionistes dans leur action émanent d'un centre unique, voué sans doute depuis la destruction du Temple à la destruction du "peuple" juif lui-même. Selon les époques, l'aspect diabolique de ce centre est changeant, mais il est toujours possible de le nommer. Ce fut, à son époque, Hitler. Mais depuis sa disparition il a fallu peindre en Hitler ceux qui lui succédaient dans la peau du diable : Abdel Nasser, Kadhafi... (2)

L'avocat de Faurisson, Me Éric Delcroix, avait malicieusement demandé par voie judiciaire à M. Pierre-Bloch de produire les documents qu'il prétendait détenir. Le menteur ne pouvait se réfugier que dans le silence (3). Il nous faut donc dire les choses exactement comme elles sont. L'affaire Faurisson, qui a commencé à faire parler d'elle à la fin de 1978, n'a eu jusqu'au moment où j'écris ces lignes, en janvier 1982, presque aucun retentissement dans le monde arabe (4). Ce livre pourra, je le souhaite, la faire connaître et provoquer quelques réflexions, ce qui est son seul but, parmi les milieux arabes qui s'intéressent à la critique des idéologies contemporaines, car les réactions à cette affaire illustrent plusieurs mécanismes idéologiques qui ne sont pas sans importance.

J'avais tenu au courant des développements de cette affaire certains amis arabes, tout comme je l'avais fait avec des amis américains, allemands, anglais, japonais, etc. Il m'a été rapporté que mon livre avait été examiné par certaines personnes de l'Institut des études palestiniennes mais qu'ensuite les choses en étaient restées là. Comme cela arrive pour n'importe quel livre, un éditeur installé sur la place de Beyrouth s'y est ensuite intéressé et en a décidé la publication. Je suis au regret de dire à M. Pierre-Bloch que tout s'est passé dans les règles du commerce et de la courtoisie, et que nous n'avons toujours pas vu la main griffue du diable. Voilà une rencontre qui n'eût pourtant pas manqué d'intérêt.

Il y avait néanmoins quelque chose de vrai dans la paranoïa des attaques lancées contre Faurisson et ceux qui comme moi ont contribué à rendre publique la discussion de ses thèses : ce grain de vérité est qu'il existe des rapports entre le sort tragique de nombreux Juifs européens au cours de la dernière guerre mondiale et la question centrale du Moyen-Orient, le conflit entre Israël et les pays arabes. Puisque ce livre porte ma signature, je voudrais profiter de cette occasion pour dire comment je comprends les rapports entre ces deux questions, et pour dire aussi quel usage je souhaite qu'il soit fait de ce livre dans les pays arabes.

On me comprendra peut-être mieux si je raconte comment j'ai abordé la question palestinienne. J'avais dix-neuf ans. Ce ne sont pas les événements qui m'ont obligé à réfléchir à ces problèmes lancinants, mais une certaine disposition à apprendre de la vie, des rencontres et des circonstances. J'ai relaté cette petite histoire personnelle en 1973 pour un livre sur les Palestiniens qui, finalement, n'a pas pu voir le jour. Je me suis servi de notes et de souvenirs de cette époque. Voici ces pages, telles quelles.

Une semaine à Gaza

L'été 1961. Le Caire s'aplatissait sous la canicule. La guerre continuait à faire rage en Algérie et les Français, comme d'ailleurs les touristes, étaient rares en Égypte. Au Caire, il flottait dans l'air des relents de fièvre obsidionale. La réforme agraire, le Haut barrage, l'union égypto-syrienne, faisaient les sujets des superbes diatribes d'Abdel Nasser, au sommet de sa gloire. Les mendiants étaient nombreux dans les rues et les flics en uniforme blanc les rudoyaient sans ménagement. Dans la campagne, les fellahs, courbés, répétaient leurs gestes millénaires.

Je prenais parfois un moment pour aller discuter avec le Dr Adel Amer qui dirigeait alors, au ministère de l'information, une revue en langue française appelée Le Scribe (5). Elle reflétait, avec force détails, les vues officielles dont je pouvais m'instruire dans ma langue. Au détour d'une conversation où je prenais à la légère ses vues sur la question israélienne, il proposa de m'obtenir un visa pour Gaza.

Je partageais ce qui était, je crois, et qui est encore *grosso modo* l'opinion dominante, en France, au sujet d'Israël. Les persécutions européennes ont donné aux Juifs le désir de trouver une terre d'asile et de retourner, après dix-

neuf siècles de diaspora, vers la Terre promise. Avec habileté et courage, les Juifs surent déjouer les intrigues des Anglais et les fourberies des Arabes. Animés d'un bel esprit communautaire, ils ont bâti des *kibboutz* et fait fleurir le désert. Les Juifs, qui avaient tant souffert, avaient bien mérité ça et les ennemis d'Israël étaient des antisémites, complices, conscients ou non, des bourreaux hitlériens. C'était probablement le nœud de l'affaire : on ne pouvait qu'être favorable à Israël puisque l'antisionisme et l'antisémitisme étaient une seule et même chose la preuve en était que les Juifs eux-mêmes l'affirmaient. N'étaient-ils pas, eux les victimes, les mieux placés pour désigner les antisémites ?

Certes, des voix s'étaient élevées pour dire que le sionisme était un phénomène colonial mais, par principe, l'assimilation semblait abusive. Quelques éléments, parmi d'autres glanés au Caire, me confortaient plutôt dans mes opinions. Les discours de Choukeiry, le secrétaire général de la Ligue arabe, étaient nettement antisémites. On pouvait trouver, chez les bouquinistes, près de l'Opéra, des brochures antijuives, comme les *Protocoles des Sages de Sion* (encore réédité à Beyrouth en 1973) dont chacun sait qu'ils sont une grossière invention de la police tsariste. J'avais même rencontré un Allemand bizarre, installé au Caire, qui semblait bien être un ancien nazi. On m'avait parlé aussi du massacre de Deir Yassin, ce village palestinien dont les habitants furent froidement liquidés au cours d'une action militaire israélienne. Mais fait-on la guerre sans tuer des gens ? On me parlait enfin des réfugiés palestiniens, mais je soupçonnais qu'il y avait là un nouveau tour de propagande. Le mieux, en effet, était d'aller voir sur place.

Le train traverse le riche paysage du Delta, traverse l'énorme bourg de Zagazig, atteint Ismailia vers onze heures ; on longe le Canal sur une vingtaine de kilomètres. Les résidus de dragage forment un bourrelet continu de dunes, derrière lesquelles défilent les superstructures des bateaux. Ils semblent avancer sur le sable, halés par d'invisibles bras. Puis le train longe la côte. A droite, le désert dont le sable fin enfarine bientôt tous les voyageurs. Le train s'arrête de temps à autre devant un palmier solitaire pour laisser monter quelques bédouins émaciés ou quelques femmes vêtues de belles robes noires et rouges, brodées, ornées de pièces d'argent où je reconnais Napoléon III et la signature ottomane.

Dès que l'on passe El Arish, dernière ville égyptienne, entourée de garnisons, on entre en Palestine et le désert fait insensiblement place à la verdure. Je m'étonne de voir sur la route une 2 CV blanche marquée UNEF. Une délégation d'étudiants français ? Voici deux jeeps, également marquées UNEF, pilotées par de grands Sikhs barbus, armés et enturbannés de bleu. J'apprendrai que ce sont les fameux casques bleus et qu'UNEF signifie *United Nations Emergency Force* (Force d'urgence des Nations Unies).

Gaza, une grande oasis, une ville minable, avec une grand'rue, bordée de maisons plutôt délabrées, des allées sablonneuses et surtout, les camps. Huit camps qui contiennent chacun entre vingt et cinquante mille réfugiés, des monstres de baraquements alignés, de tentes, de cahutes de toute sorte, plantées dans le sable. La foule est dense, surtout en fin d'après-midi, après

que la chaleur est tombée. Des foules d'hommes s'agglutinent dans les cafés pour jouer au jaquet et écouter Sawt el Arab, la puissante radio égyptienne où le moindre bulletin d'information se déclame comme un récit homérique. Je m'aperçois très vite, malgré la foule, que je suis suivi. Pendant les huit jours que j'ai passés dans le Gaza Strip (la bande de Gaza, allusion à la forme de ce territoire sans statut politique bien défini), ces flics m'ont sans cesse talonné. J'avais d'ailleurs l'impression très nette qu'ils appartenaient les uns et les autres à des services différents.

Je n'ai réussi qu'une fois à les semer, un après-midi que j'ai passé à parcourir un camp installé sur la plage. Mal m'en prit car au bout de quelques temps, intrigués par mon manège, quelques jeunes gens me mirent en demeure de leur présenter mes papiers, ce que je refusai tout net. Entourés d'une foule qui grossissait de minute en minute et qui devenait de plus en plus hostile, ils m'emmenèrent au poste de police où je pus enfin m'expliquer tranquillement avec deux jeunes policiers égyptiens. Une barbe naissante ajoutée à l'insolite de ma présence sur la plage du côté de la frontière israélienne m'avait fait prendre pour un espion juif. Pour ma part, j'avais trouvé l'épisode plutôt drôle mais en manière d'excuse le chef de la police du port de Gaza m'invita à dîner. L'homme valait d'être vu : une énorme barrique de graisse, avec des yeux bouffis surmontés d'une casquette. Le repas était à sa mesure plus qu'à la mienne. Quelques grognements et quelques claquements de doigts firent surgir une table chargée d'un plat de riz recouvert de poisson frit, largement suffisant pour nourrir une vingtaine d'hommes solides. J'eus beau l'attaquer avec courage, je n'y fis qu'un trou insignifiant, ce qui m'attira des remontrances paternelles mais fermes de mon convive. Il semblait se dilater encore en ingurgitant le plat par pelletées rapides et précises. L'épreuve se termina par des narguilés que nous fumâmes placidement en échangeant pour la dixième fois mes quelques mots d'arabe et ses quelques mots d'anglais.

Plus intéressants quant au fond étaient mes contacts avec les réfugiés. Les autorités locales m'avaient pourvu d'un interprète grâce à qui j'eus bientôt des relations franches et cordiales avec certains Palestiniens. Je m'obligeais à décliner ma qualité de Français, ce qui déclenchait une vive discussion sur le problème algérien. Après quoi, ils racontaient leur pénible expérience, comment, brusquement happés par les opérations militaires, ils n'avaient eu que le temps de s'enfuir avec quelques hardes, comment ils étaient arrivés à Gaza dans le plus grand dénuement, comment ils avaient pensé, au début, pendant des mois, qu'ils allaient pouvoir retourner chez eux. Certains parlaient aussi des manifestations des réfugiés dans les camps en 1949, et des matraquages de la police égyptienne.

Ils se plaignaient de la vie misérable qu'ils avaient dû mener ensuite, de l'absence de dignité élémentaire qu'impliquaient la pauvreté et la promiscuité. La région de Gaza ne pouvait évidemment subvenir directement à leurs besoins. Cette petite zone assez fertile nourrissait près de cent mille habitants qui sont restés sur place. L'afflux de deux cent mille réfugiés (tenons ces chiffres pour approximatifs) nécessitait une intervention extérieure. Elle a été le fait d'un organisme mis en place en décembre 1949 par les Nations Unies, l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency*).

Rapidement l'UNRWA fut amenée à prendre en charge la totalité des besoins matériels de plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban. En 1960, le nombre des réfugiés dépassait très largement le million... Plus de quatre cent mille d'entre eux vivaient dans les quatre territoires frontaliers d'Israël. Ceux-là étaient entièrement dépendants de l'UNRWA qui dépensait la moitié de ses ressources pour la fourniture de rations alimentaires, composées surtout de farine. Quinze cents calories par tête et par jour, cela ne faisait pas beaucoup : tous les camps que j'ai visités, à Gaza et ailleurs, témoignent de ces insuffisances nutritionnelles. Comme le disait un médecin, le soleil est là pour protéger du rachitisme mais les hôpitaux étaient encombrés de malades typiquement affaiblis par la sous-alimentation.

Pour le reste, l'UNRWA s'occupait de la santé, de l'enseignement et de l'administration des camps. Les réfugiés ont manifesté dès le début un intense désir de voir leurs enfants aller à l'école, seul espoir pour la nouvelle génération de trouver des moyens de vivre autres que l'agriculture, puisque la chance de retrouver des terres était quasiment nulle. Tant bien que mal, l'UNRWA a installé des écoles primaires, secondaires et techniques pour les jeunes nés en exil. Cela ne pouvait résoudre entièrement le problème puisque les débouchés étaient rares sur place : le commerce local et l'administration de l'UNRWA. Il faut donc s'exiler plus loin encore, partir pour l'Europe ou les États-Unis, gagner de l'argent que l'on enverra à la famille restée au camp. L'énorme majorité des cadres administratifs et techniques de la péninsule arabe est ainsi formée de Palestiniens "temporairement" immigrés...

Mais tous ne peuvent pas partir. Ceux que je rencontrais à Gaza attendaient, dans le climat énervant des camps, une chance hypothétique de partir travailler ou continuer des études comme boursiers dans un pays arabe. Pour les adultes, la situation était sans issue. Agriculteurs ou nomades, ils ne savaient que vivre de la terre. La Palestine sous mandat britannique n'était pas le désert qu'une certaine propagande s'est plu à décrire elle avait ses régions fertiles et ses cultures d'agrumes. Les Libanais du Sud se souviennent de l'époque où ils étaient considérés comme des pauvres par leurs voisins palestiniens.

La situation économique du monde arabe, au début des années cinquante, n'était pas précisément florissante. Les indépendances récemment gagnées n'avaient pas encore suscité de nouveaux courants économiques. Les Israéliens, qui n'ont jamais déboursé un centime pour assurer la survie des réfugiés, ont toujours accusé les pays arabes de refuser l'intégration des Palestiniens. Mais une étude, même sommaire, de la situation économique de l'époque montre que la chose était impossible, à supposer que les États arabes l'eussent souhaité. Avec le temps et le développement relatif des pays arabes, les deux tiers des Palestiniens ont trouvé (avant la guerre des Six Jours) des possibilités de vivre et de subvenir à leurs besoins en dehors des camps.

Pour les autres, surtout ceux de Gaza et de Jordanie, où les ressources de l'économie locale sont nulles, c'est l'oisiveté forcée dans les camps, taraudée par le lancinant désir du retour vers la terre natale. On le comprenait mieux en marchant en compagnie de quelques réfugiés, à Gaza, le long de la ligne de démarcation. L'un d'eux, tendant le bras vers un groupe de maisons, au loin,

disait : "Voilà la terre de ma famille, la maison où je suis né. Nous cultivions le tabac jusqu'à ce que les Juifs nous chassent de chez nous. Quand reviendrons-nous ? Quand nos enfants pourront-ils retrouver leur foyer ? Nous reprendrons la Palestine parce qu'elle nous appartient."

Sous une forme ou sous une autre, c'est l'essentiel des discours que tenaient les réfugiés. Une sourde obstination, un désir violent, brûlant, sans concession. Ces déclarations, parfois, n'allaient pas sans une certaine mise en scène : en arrivant dans la salle commune de l'hôpital du camp de Bureij, je fus accueilli par un vif mouvement de curiosité au milieu duquel un malade en pyjama, debout sur son lit, déclamait l'amère litanie des malheurs qui accablaient le peuple palestinien. Ce discours vibrant était entrecoupé d'applaudissements nourris et de cris enthousiastes. Mais à côté de ce spectacle plus flatteur pour les acteurs que pour son unique spectateur, je rencontrai des jeunes gens soucieux, désemparés, chômeurs, qui tournaient en rond dans leurs quelques kilomètres carrés, travaillés par la fièvre du retour. Ils se sentaient sans avenir et l'idée de mourir pour la patrie leur semblait plus douce que de vivre comme des chiens en cage.

Il arrivait parfois qu'un petit groupe de ces jeunes assaillît une patrouille de Casques bleus, à l'arme blanche, pour leur voler leurs armes. Quelques Suédois et quelques Yougoslaves y ont ainsi laissé la vie. Avec ces armes, ces fidda'yin improvisés pénétraient en Israël et se faisaient vite repérer : autant dire qu'aucun n'en revenait.

Presque autant que l'exode de 1948, c'est l'occupation israélienne de 1956 qui avait traumatisé les résidents de la zone de Gaza. Pendant que le socialiste Guy Mollet envoyait ses paras sur Port-Saïd, en liaison avec les troupes anglaises, les Israéliens s'emparaient du Sinaï. Les motivations des uns et des autres étaient complexes et différentes : les Anglais s'intéressaient surtout au Canal qu'Abdel Nasser venait de nationaliser. Les Français croyaient, en frappant l'Égypte, couper la tête de l'insurrection algérienne qui, affirmait-on à Paris, "était inspirée de l'extérieur". Quant aux Israéliens, ils voulaient contrôler l'abcès palestinien que représentait déjà, sur leur flanc, la zone de Gaza et s'assurer des positions stratégiques sur le Canal et dans le détroit de Tiran, en mer Rouge, par où les bateaux accèdent au port d'Eilat. On sait que les froncements de sourcils, à Washington comme à Moscou, mirent fin à la piteuse équipée franco-britannique. Mais les Israéliens ne voulaient pas lâcher leur morceau. Le 5 novembre 1956, l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté le principe d'une force internationale d'urgence pour assurer et superviser la cessation des hostilités. Les Casques bleus durent attendre quatre mois que les Israéliens acceptent d'évacuer la zone de Gaza.

L'offensive et l'occupation avaient fait plusieurs centaines de morts parmi la population des camps. On me montra des photos de charniers découverts après le départ de l'armée israélienne : des otages, me dit-on, fusillés en guise de représailles. Comment savoir la vérité ? En tout cas, les récits des jeunes Palestiniens donnaient à penser que l'occupation militaire israélienne n'était ni meilleure ni pire que les autres occupations militaires. Qui dit occupation dit résistance et représailles.

Dans le train qui me ramenait au Caire, j'étais pensif. Il me semblait tout à coup que ce rêve fabuleux, la création d'un État juif qui puisse être un asile sûr pour les persécutés, avait coûté cher. On était loin de cet idéalisme qui s'était déclaré humanitaire. Sur place, l'histoire sentait la poudre et le sang. Des innocents avaient payé, non pas quelques poignées de gens, mais des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. On les avait réduits à la misère, physiologique et morale, pour, disait-on, en soulager une autre, celle des rescapés des persécutions hitlériennes. Manifestement, l'opinion européenne faisait deux poids et deux mesures. Qui se préoccupait du sort d'un million d'Arabes ? Que penser alors de la création d'un État fondé sur un tort imprescriptible fait aux habitants du pays ? On ne peut admettre l'entreprise sioniste que si l'on accepte la dépossession des uns par la force des autres. C'est accepter que la force prime le droit, une idée à laquelle j'ai la faiblesse de m'opposer. L'histoire montre jusqu'où elle peut mener.

Même s'ils l'enveloppaient dans des discours incantatoires, le sentiments des réfugiés était fondé sur l'expérience : les événements s'étaient présentés à eux sous la forme d'un canon de fusil dans les reins. Ils ne voyaient pas beaucoup plus loin que cela. Leurs craintes n'étaient pas sans fondements puisque, depuis 1967, ils vivent à nouveau sous la férule de l'armée israélienne. Cette fois-ci, la politique des représailles collectives a été clairement reconnue par les autorités d'occupation.

Quelle solution ? Pour les réfugiés, il n'y en avait qu'une : combattre. Mais tout le monde s'y opposait, les Casques bleus comme la police égyptienne. Une délégation du FLN algérien avait visité Gaza. Au cours d'un grand meeting, Mohamed Harbi avait dit aux Palestiniens de prendre exemple sur les Algériens, de ne compter que sur eux-mêmes, de prendre les armes, en un mot, de prendre en mains leur propre cause. Les officiels égyptiens en avaient été très fâchés et n'avaient plus invité les Algériens à Gaza. Faute d'organisation, il ne restait que les initiatives individuelles. C'est dans ce terreau où fermentaient la honte et le désespoir que les organisations palestiniennes allaient, quelques années plus tard, prendre racine.

L'opinion occidentale pouvait s'en étonner : pendant longtemps, on l'avait tenue dans l'ignorance. A mon retour à Paris, j'avais essayé de publier un article résumant les impressions que m'avaient faites mon voyage à Gaza. Sous les prétextes les plus divers, on me le refusa partout, Hector de Galard en disant que *France Observateur* avait publié, la semaine d'avant, un article sur les femmes israéliennes, François Maspero que l'article n'était pas tout à fait dans le style de sa revue Partisans, etc. (6)

Il fallut attendre 1967, la guerre des Six Jours. L'accroissement des activités des fidda'yin était sensible. La responsabilité matérielle en incombait certainement aux gouvernements arabes qui fournissaient aux militants palestiniens les moyens de se battre. Ces mêmes gouvernements arabes accumulaient les rodomontades. Le gouvernement israélien fit entendre des cris d'écorché : les Arabes se disposaient à anéantir Israël. Pour quiconque connaissait quelque peu la situation, la chose était absurde : la disproportion

des forces était trop flagrante pour que l'existence d'Israël fût, en cas de conflit, menacée.

Pourtant, ce mensonge énorme de la propagande israélienne, relayée par les groupes sionistes d'abord, puis par la grande presse, allait "prendre" avec une prodigieuse rapidité. L'opinion publique en France (et ailleurs) allait être emportée par un véritable raz-de-marée sioniste. On sait que pour prévenir les manœuvres menaçantes de l'armée syrienne – dont la réalité fut ensuite contestée par des officiers israéliens – l'armée israélienne prit les devants et en quelques jours d'offensive foudroyante écrasa, grâce à sa maîtrise de l'espace aérien, les armées arabes. A Paris, pendant qu'Israël démontrait magistralement sa supériorité sur le terrain, l'hystérie atteignait son comble : on voyait manifester ensemble des généraux en retraite, des chanteurs de mélasse à succès, des anciens légionnaires de l'OAS prêts à s'engager en Israël, des militants d'extrême gauche, des petits bourgeois qui n'avaient jamais manifesté de leur vie.

Je vis avec effarement beaucoup de mes amis, juifs ou non, atteints de ce délire de culpabilisation : il ne faut pas laisser détruire Israël. Le simple fait de mettre en cause cette idée reçue vous exposait alors aux accusations, vite lancées, d'antisémitisme, d'hitlérisme, etc. Je trouvais pour mon compte ces imputations plutôt amusantes mais je ne voyais pas sans tristesse vaciller le bon sens d'un certain nombre de gens que je tenais jusque-là pour raisonnables. Un gouffre d'irrationalité s'ouvrait à mes pieds ; si la guerre avait continué quelque peu, on aurait vu s'enrôler côte-à-côte des anciens d'Algérie, trop contents de pouvoir retourner "casser du bougnoule" et des militants qui pendant la guerre d'Algérie travaillait pour le FLN. Je m'abstiendrai de citer des noms...

La victoire fulgurante des armées israéliennes ne changea presque rien dans cette atmosphère. Elle continua à prévaloir sur un mode mineur, mais qui interdit, par exemple, aux Français de se rendre compte qu'il n'y a guère de différence, techniquement parlant, entre l'occupation israélienne des régions populeuses comme Gaza et la Cisjordanie, et l'occupation allemande en France, au cours de la seconde guerre mondiale. Bien rares furent ceux qui, comme Pierre Vidal-Naquet, surent faire une autocritique et voir que la politique israélienne était fondée, comme celle de n'importe quel autre État, sur l'emploi de la force. Combien sont-ils ceux qui croient encore qu'Israël n'est pas un "État comme les autres " et qui sont prêts à le justifier aveuglément, quoi qu'il arrive ? Nous ne serons partisan d'aucune pensée asservie.

(1973)

Je suis revenu au Moyen-Orient à maintes reprises, pour des séjours beaucoup trop brefs à mon gré. J'ai eu ainsi l'occasion de discuter avec beaucoup de membres des organisations palestiniennes, et de toutes tendances. Souvent, j'ai tenu le discours suivant :

Vous avez pris les armes parce que la situation qui vous est faite était sans issue. Sans les *fidda'yin* des années cinquante, l'histoire vous oubliait et vous laissait croupir dans les camps. Vous avez pris votre place dans l'ensemble des mouvements qui luttaient pour l'émancipation nationale, pour la libération du joug colonial. Vous avez appris le langage de la révolution, vous vous êtes inspirés des luttes révolutionnaires qui se déroulaient dans d'autres pays, sous d'autres latitudes. Vous avez appris à vous organiser, à mobiliser les masses, à utiliser les armes, à négocier avec les puissances, grandes et petites, qui ont une influence dans la région.

Pourtant, si l'on jette un regard qui embrasse la période de 1956 à maintenant, vous n'avez pas beaucoup avancé. Malgré le courage, malgré l'héroïsme de vos combattants, de leurs familles raidies par le deuil, le retour en Palestine n'est pas devenu beaucoup plus proche. Et beaucoup de vos martyrs sont tombés sous des balles arabes.

Je vois à cela une raison essentielle. Je parle peut-être par ignorance, mais j'ai connu aussi beaucoup d'autres luttes de libération nationale certaines ont subi des échecs alors que d'autres arrivaient à terme. Il y a davantage à apprendre de l'échec que de la réussite. Cette raison essentielle me paraît être la suivante : si l'on prend le fusil, il faut être le plus fort, déjà avant de le prendre. Les armes seules ne décident presque rien. En dépit de la justesse de votre cause, vous n'étiez pas les plus forts et vous n'avez pas gagné. Prendre les armes à l'intérieur d'Israël, même après 1967, était, me dites-vous, à peu près impossible. Il fallait prendre les armes à l'extérieur et porter la guerre dans le bastion ennemi. Mais vous les avez prises avant d'être les plus forts. Il aurait fallu faire un immense travail politique, tant auprès des Arabes que des Juifs qui se trouvaient à l'intérieur du dispositif israélien. Ce travail de persuasion politique, il fallait le faire dans l'ombre, sans arme, sans héroïsme guerrier, comme des fourmis, avec une patience infinie, plus grande encore que les souffrances nées de l'occupation et de l'exil. Je sais bien qu'il y a eu chez vous des actions qui allaient dans ce sens. Mais c'était trop peu, surtout parce que priorité a été donnée à la confrontation brutale, l'infiltration et les opérations de commandos dont le principal résultat a été de fortifier la peur chez les Israéliens. Plus fort vous avez frappé, plus ils se sont durcis, amenant peu à peu à leur tête un groupe de fanatiques qui rêvent de tout régler par l'emploi d'une violence toujours accrue. Peut-être la conjuration des intérêts internationaux vous donnera-t-elle un jour un lambeau de pays pour y établir un État. Comme elle a fait en 1948 pour l'État juif. Ce serait un résultat un peu dérisoire pour une lutte si âpre et si longue. Il ne résoudrait pas la question de la Palestine, ni celle de la présence des Palestiniens dans les autres pays arabes. Vos divisions sont telles qu'une bonne partie d'entre vous serait exclue de cet état à l'instant où l'autre partie y prendrait le pouvoir. Une pax americana veut dire que ni la guerre ni la paix ne vous seront favorables.

Je n'ai nul conseil à donner, croyez-le bien, mais je vous redis ce que j'ai cru voir ailleurs : une lutte, quand elle s'engage, quand les champions apparaissent dans le champ clos, est déjà jouée. Celui qui gagnera, quelle que soit la longueur du combat et la violence des coups que l'autre lui porte, sera celui qui

était le mieux préparé, celui qui pourra mettre dans le bras qu'il lève le poids écrasant des convictions qu'il aura su se gagner avant même de faire un pas.

Ce discours, je l'ai tenu, même s'il ne soulevait que le scepticisme ou l'agacement. Au fil des années, j'ai vu plutôt se développer une grave militarisation, un isolement grandissant des organisations par rapport à la population palestinienne, obligée de survivre dans des conditions de plus en plus dures, une croissance souterraine de l'influence acquise par les formes sociales anciennes de la société palestinienne : les notables et leurs grandes familles, les solidarités villageoises, l'embourgeoisement de certains cadres, aussi venu avec l'argent versé à la résistance par des États amis mais peu désintéressés. Tout cela, cimenté par une fascination morbide pour les armes et la mort, hérité peut-être des vieilles traditions bédouines, mène à une dépolitisation profonde.

L'intensité des discussions politiques ne doit pas cacher cette dépolitisation en profondeur, car elles n'ont souvent pour objet que des tactiques et des rapports de force immédiats, et non des perspectives à long terme qui formeraient programme. Plus la résistance palestinienne devient un facteur du jeu diplomatique international, moins elle se présente comme une force capable d'entraîner des bouleversements sociaux. Autrement dit, il reste une place à prendre sur le terrain, celle de la révolution. Ceux qui l'occuperont ne pourront pas le faire en demeurant au sein de la résistance palestinienne telle qu'elle est, mais plutôt en s'opposant à ce qu'elle représente sans doute depuis le début, c'est à dire l'aspiration de la bourgeoisie palestinienne à gérer son propre État.

Que mon lecteur s'en réjouisse ou s'en désole, il faut bien constater que la place de la révolution est vide. Les petits groupes qui manipulent la rhétorique révolutionnaire sont beaucoup trop occupés à se poser en futurs guides d'un prolétariat éventuel et fantomatique, pour aller vraiment agir sur le terrain. Pour eux, le concret se trouve dans les manuels. Mais ces groupes de théoriciens endogames et stériles disparaissent, partout dans le monde, par simple épuisement (7).

On aura compris que je ne suis pas partisan des épreuves de force et des affrontements sanglants, pas plus d'ailleurs que des fausses solutions diplomatiques ou des rêves d'un État protecteur. J'éprouve surtout une compassion profonde pour tous ces individus, arabes, juifs, de toutes les langues et de toutes les confessions qui, depuis deux ou trois générations, ont vécu les guerres, l'exil, les menaces, la répression, sans compter la misère. Cosmopolite, dénué de solidarité confessionnelle, nationale ou culturelle, je me défie des partis, des institutions, des idéaux, et n'ai comme amis que des êtres humains singuliers, éparpillés à travers les lignes de ce champ de bataille.

C'est donc dans une complète indépendance personnelle que j'ai abordé l'affaire Faurisson, il y a bientôt trois ans. Qu'elle ait des rapports objectifs avec les affaires du Moyen-Orient, voilà qui me paraît indubitable. Ceci n'était nullement l'objet du livre, mais ce peut être celui des quelques lignes qui vont suivre.

Tout provient de la seconde guerre mondiale. Tout, je veux dire l'armature politique, économique, financière de l'ordre international qui prévaut aujourd'hui. Il a été l'objet de consultations et de décisions prises entre les Alliés quelque temps avant la chute de l'Allemagne et du Japon. Le système des Nations Unies et les droits spéciaux qu'y

conservent encore les cinq vainqueurs de 1945 (États-Unis, Grande-Bretagne, Union soviétique, France, Chine), les accords de Bretton Woods sur le système monétaire international qui ont finalement abouti à assurer la suprématie du dollar, les partages territoriaux entre l'Est et l'Ouest, les systèmes politiques imposés à tel ou tel pays, etc. Tout cela a été prévu et décidé en 1944-1945, en grande partie pour éviter le fiasco du traité de Versailles dont tout le monde sentait bien qu'il avait fini par engendrer la deuxième guerre mondiale.

Si l'on peut dire que ces accords n'ont pas engendré de nouvelle guerre mondiale, ils font néanmoins vivre le monde dans une tension permanente et une multiplicité de conflits locaux dus, pour l'essentiel, au refus de certaines forces politiques locales de se couler dans le moule prévu pour elles par Yalta. (J'emploie le terme Yalta dans le sens général de ces accords passés, explicites et implicites, entre les Alliés de 1944-1945). La gauche grecque, les ouvriers de Berlin, les nationalistes viêtnamiens, parmi d'autres, n'avaient pas très bien compris les leçons de Yalta. On leur fit comprendre à coup de canon. Dès 1947-1948, les derniers soubresauts de l'ordre ancien se tassent et la guerre froide s'installe comme une application logique du principe posé à Yalta qui consiste à prévenir un affrontement direct entre les vainqueurs de l'Allemagne.

Cette victoire commune faisait partie du capital idéologique des vainqueurs. Chacun devait en tirer argument pour éviter d'en venir à un affrontement direct qui aurait été dans la nature des intérêts antagonistes de chaque côté. Plus ils sentaient croître leur hostilité mutuelle, plus les Occidentaux et les Soviétiques devaient faire fonds sur leur participation à la défaite allemande, comme justification de leur présence en Europe et de leurs prises de gages politiques dans la sphère qu'ils contrôlaient militairement.

C'est pourquoi, au moment où l'Allemagne était sous le coup de la défaite, de la ruine économique causée par les destructions aériennes, au moment où le redécoupage territorial jetait sur les routes et dans une misère noire des millions de "personnes déplacées", expulsées des territoires de l'Est, les Alliés faisaient le procès de l'Allemagne et des nazis. Ceux-ci s'étaient certes comportés de manière féroce avec les populations qu'ils avaient occupées : prises d'otages, massacres, déportations, le bilan est lourd. Tout en leur faisant de grandes leçons de morale démocratique, les Alliés rouvraient les camps de concentration et les bourraient de fonctionnaires allemands, de militaires et de nazis (8).

Comme les responsables de l'époque hitlérienne s'étaient lancés dans une intense propagande antisémite et qu'ils étaient passés aux actes en persécutant systématiquement toutes les communautés juives qui tombaient sous leur coupe, les Alliés n'eurent que le mal de retourner cette propagande contre le régime abattu. Il était facile de montrer que le régime nazi s'était comporté avec une extrême brutalité, et que sa doctrine raciste s'était bel et bien traduite par des disparitions massives. Mais une machine de propagande, bien rôdée par les années de guerre, encouragée par la rivalité naissante entre les frères d'armes de la veille, ne pouvait s'arrêter du jour au lendemain et se transformer en un docte institut de recherche historique. Et d'autant moins que cette propagande antinazie était reprise et amplifiée par une foule d'opportunistes et de foireux de tout poil qui brûlaient d'apporter enfin leur contribution à une victoire qui s'était faite sans eux. Les horreurs bien réelles du régime nazi firent donc boule de neige et se transformèrent en une avalanche qui submergea une opinion publique déjà nourrie de rumeurs et de bruits depuis des

années. Pendant ce temps, les véritables victimes, les rescapés des camps, reprenaient péniblement vie et restaient pour la plupart silencieux, trouvant trop difficile de communiquer l'horreur intime qu'ils avaient vécue à des gens qui s'en fichaient ou qui pensaient surtout à se servir d'eux... et qui, de toute façon, savaient beaucoup mieux qu'eux ce qui s'était passé et ce qu'il convenait d'en dire... Il y eut, bien sûr, aussi le lot habituel de ceux qui, à des fins partisanes, se muèrent bientôt en témoins professionnels.

C'est dans ce contexte d'une hystérie à bon marché qu'intervint la création de l'État d'Israël. Il est à peine besoin de dire que, pour ses réels promoteurs, elle s'inscrivait dans une analyse beaucoup plus réaliste des choses, qu'elle avait trait aux nécessités du changement des méthodes de domination sur le Moyen-Orient, à la suite du départ un peu forcé des Français et de l'essoufflement des Anglais, et aussi à la rivalité des deux blocs. La philanthropie n'y était pas pour grand-chose. Là aussi, une nouvelle ère commençait et de nouveaux éléments apparaissaient dans le dispositif hégémonique occidental, désormais surtout américain, qui allait se perpétuer dans la région. La création d'un État juif, protégé de l'Amérique, faisait partie de ces nouveaux éléments, au même titre que les changements intervenant en Iran, en Irak, etc. La poussée, inégale selon les endroits, du nationalisme arabe allait introduire un certain désordre dans les plans occidentaux. Successivement, les régimes égyptien, iraquien, syrien, soudanais, yéménite, libyen, iranien, connaissaient de brusques changements qui menaçaient les intérêts occidentaux, ne serait-ce qu'en introduisant dans la région un nouveau partenaire géant.

Tout cela veut dire que la création de l'État d'Israël n'a évidemment rien à voir avec ce qui s'est passé entre les nazis et les communautés juives d'Europe, que ces considérations sur le passé d'une guerre terminée n'ont pesé pour rien dans les calculs stratégiques de l'après-guerre. Mais il y avait là, à la disposition des Alliés qui justement prenaient la responsabilité de cette décision, Union soviétique comprise, une construction idéologique qui était en plein fonctionnement, celle de la culpabilité de l'Allemagne, déjà chargée de tous les maux. Puisque les Juifs y avaient été persécutés, il fallait bien que justice leur soit rendue, et la justice était l'octroi de l'État qu'ils réclamaient, ou plutôt que le sionisme réclamait pour eux depuis cinquante ans.

D'une certaine façon, le sionisme était en échec. La création de l'État d'Israël ne pouvait être qu'une étape il fallait encore le rendre viable, le peupler, le développer. Certes, juste après la guerre, nombre de Juifs déracinés par les persécutions étaient venus s'installer en Palestine. Mais le mouvement s'était bientôt tari, au fur et à mesure de la reconstruction économique de l'Europe. L'afflux des Juifs des pays arabes n'était guère à mettre au compte d'un sionisme européocentriste qui les avait toujours superbement ignorés et qu'ils embarrassaient plutôt. La création d'Israël et la victoire de 1948 n'ont suscité presque aucun élan dans une diaspora qui n'avait plus tellement de raison d'être tentée par l'aventure.

Le sionisme avait ses propres fondements idéologiques et ses articulations dogmatiques manquaient de souplesse. Dans un monde où l'antisémitisme était désormais exclu, tabou, la force d'attraction de son nationalisme de style dix-neuvième siècle ne pouvait plus faire beaucoup recette. C'est pourquoi il a fallu un certain temps, une dizaine d'années peut-être, pour prendre le virage et se lancer à fond dans l'idéologie du génocide, retrouvant ainsi un moyen d'action sur une diaspora

décidément peu désireuse d'émigrer vers une terre qui, pour être promise, n'était guère prometteuse. Le procès Eichmann allait être, vers 1960, l'aggiornamento du sionisme nouvelle manière que nous connaissons aujourd'hui. Il a mis en place un système de double culpabilité : celle des Juifs d'abord, accusés de ne jamais payer assez cher le prix de leur survie à la caisse de prévoyance de l'État israélien, celle des non-Juifs du monde occidental ensuite, accusés tout simplement d'avoir été complices, volontairement ou non, des nazis.

Le terrain était propice puisque la culpabilité de l'Allemagne était le credo de base de l'époque. On a vu se développer ce qui pourrait s'appeler la religion de l'holocauste, induite par les alliés soucieux de se donner le beau rôle et pressés de cacher les atrocités qu'ils allaient commettre au nom de la défense du bien qu'ils sont censés, chacun à sa façon, incarner, poussée par les sionistes qui y trouvaient un levier pour attirer, sinon les immigrants, du moins des capitaux et de la protection politico-militaire, acceptée par une opinion occidentale naïvement prête à se croire coupable et capable d'un si énorme crime parce qu'effectivement le racisme l'infecte profondément au point qu'elle ne peut même pas le reconnaître puisqu'elle en a évacué les remugles malfaisants dans l'égout où clapotent ensemble les nazis et le mal absolu. C'est ce qui lui permet de s'imaginer démocrate, tolérante, agissant essentiellement pour le bien de l'humanité, toutes fariboles que l'on retrouve constamment à travers les déclarations de tous les partis politiques de la vieille Europe.

Pour de nombreux Juifs, dans le monde et en Israël, le sionisme est une doctrine néfaste. D'abord pour beaucoup de ceux qui se sentent intégrés dans une nation et qui se définissent politiquement dans le cadre de cette nation; aussi pour ceux qui sont animés d'une conviction religieuse profonde et qui ne voient dans le retour vers la terre promise qu'un mouvement symbolique qui touche à la vie morale et à l'eschatologie. Pour eux, le sionisme est un grave travestissement de l'esprit même du judaïsme, une sorte de prétention absurde et profanatrice de vouloir réaliser les prophéties avec des moyens humains, alors que les temps mystiques ne sont pas venus.

Il existe en Israël des gens qui s'opposent au sionisme pour des raisons variées, religieuses ou politiques; je n'en ferai pas l'inventaire ici, mais je remarque que l'utilisation que fait la propagande officielle de l'holocauste n'est pas sans soulever des oppositions (9). "Il est dangereux pour Israël de tout miser sur le génocide – me disait récemment un ami, Juif pratiquant, honorable talmudiste – parce que la raison d'être d'Israël ne se trouve pas là."

C'est dans un texte publié en Israël que l'on trouve l'une des meilleures critiques de l'usage propagandiste des morts de l'époque 1940-1945. Intitulé *L'Holocauste, un danger pour le peuple juif* (10), cet article de Boaz Evron, journaliste connu et respecté, est paru en mai-juin 1980 dans la revue hébraïque *Yiton 77*. De ce texte un peu long qui mériterait d'être publié en entier et discuté en détail, j'extrais les passages suivants :

> Il est arrivé deux choses terribles au peuple juif au cours de ce siècle : l'holocauste et les leçons qui en furent tirées. Les commentaires non-historiques et facilement réfutables que l'on a faits sur l'holocauste, que ce soit délibérément ou par simple ignorance, et l'utilisation que l'on en a faite comme

moyen de propagande, tant à l'égard du monde non-Juif qu'à celui des Juifs de la diaspora et de la nation juive israélienne, constituent en eux-mêmes un cancer à la fois pour le peuple juif et pour l'État d'Israël. [...]

L'antisémitisme a servi de catalyseur, de noyau du système d'extermination, mais une partie essentielle de ce système, la "sélection", toujours répétée, était une institution centrale permanente du Reich.

Tout le monde s'est trouvé d'accord pour obscurcir le fait que le meurtre des Juifs européens n'était pas seulement une preuve à l'appui de la thèse qui considère que l'holocauste est caractéristique et spécifique de l'histoire juive ils veulent obscurcir le fait que le meurtre des Juifs européens était un élément de l'effondrement de tout le système européen et un exemple historique de plus qui montre que la tentative d'ériger une barrière entre le peuple juif et le reste de l'humanité, tentative due d'un côté aux nazis, et de l'autre côté à nos nationalistes juifs, était en réalité la manifestation d'un autre principe : toute tentative de séparer un groupe du reste de l'humanité en le définissant comme non-humain prépare le terrain pour une attaque contre tout le genre humain.

Le côté juif, et tout particulièrement les dirigeants sionistes, y avaient un intérêt, qui est de présenter les Juifs comme les seules victimes, comme le souvenir de ce péché pour toutes les nations.

C'est une sorte de satisfaction dérivée, un aspect du concept juif traditionnel de "peuple élu" qui, comme on l'a dit, ressemble, sous sa forme nationaliste moderne, à l'antisémitisme, en retranchant les Juifs de la race humaine tout entière. (Nombreux sont ceux qui ont montré la ressemblance qui existe entre les descriptions antisémites et sionistes des Juifs de la diaspora.) [...]

Mais la plupart des gens de l'autre côté ont coopéré avec les dirigeants sionistes pour donner une représentation non-historique des faits. D'abord les Allemands. Ils y avaient intérêt pour contenir les sentiments de haine, de vengeance, de peur et de suspicion que le monde, et particulièrement les Slaves, entretenaient après la guerre à leur égard. En occultant le fait que d'autres étaient aussi promis à l'extermination et en réduisant la mémoire de l'holocauste aux seuls Juifs, toute cette affaire pouvait être présentée comme un coup de folie, non pas même du peuple allemand, mais du dictateur autrichien qui les gouvernait et qui avait acquis ses idées antisémites dans les faubourgs de Vienne. [...]

Les Occidentaux avaient aussi intérêt à circonscrire à la "solution finale" le souvenir de la politique nazie d'extermination. Ils voulaient faire rentrer l'Allemagne dans la "famille des nations" aussi vite que possible afin de l'utiliser pour créer une alliance économique et militaire atlantique qui serve de contrepoids à la puissance soviétique, alliance où l'Allemagne jouait un rôle central. [...]

La "monopolisation juive" – si l'on peut faire usage de ce terme – du phénomène nazi, présentant les Juifs comme victimes à peu près exclusives, se révèle négative de plusieurs points de vue. D'abord, comme je l'ai déjà dit, elle

exclut les Juifs du reste de la race humaine, comme s'ils étaient différents par leur nature même. Elle entraîne donc des réactions paranoïaques dans certaines parties de l'opinion juive, qui se sent coupée de l'humanité et de ses lois. Cette déconnexion peut entraîner certains Juifs, quand ils ont le pouvoir entre les mains, à traiter les non-Juifs comme des sous-hommes et, ce faisant, à imiter véritablement les attitudes racistes nazies [...].

Evron étudie ensuite la fonction du procès Eichmann dans la relance de la politique israélienne, fondée sur une utilisation maximale de la question du génocide :

On peut supposer que l'un des principaux buts (du procès Eichmann) était de renouveler et de renforcer le sentiment de culpabilité des Allemands à l'égard d'eux-mêmes, et même aux yeux du monde entier, pour faire pièce à l'atmosphère qui régnait alors en Allemagne, et selon laquelle l'Allemagne, en payant une compensation financière, avait réglé sa dette vis-à-vis du peuple juif. Les principales conséquences politiques de cette affaire ont été l'ouverture par l'Allemagne fédérale de relations diplomatiques avec Israël, un accroissement considérable des sommes versées au titre des réparations et l'abandon des discussions sur "la fin du paiement de la dette". Et c'est précisément là où rien ne va plus. [...]

Le gouvernement d'Adenauer évitait d'avoir des relations diplomatiques ouvertes avec l'État d'Israël pour des raisons politiques pratiques : il ne voulait pas risquer ses relations avec le monde arabe. Il considérait le versement des réparations comme une question juridique qui n'était pas liée aux questions politiques de l'actualité, mais qui était une compensation pour des dommages causés dans le passé et qui ne devait pas lier les mains de l'Allemagne dans ses relations actuelles avec le monde. Le procès a forcé l'Allemagne à sortir du cadre de ses principes, à agir au rebours de ses intérêts naturels et à donner à Israël une préférence spéciale, sans qu'Israël se sente obligé de répondre par une réciprocité de la même espèce, comme il est d'usage dans les relations entre États. [...]

Les relations avec l'Allemagne ont servi de modèle pour les relations d'Israël avec la plupart des États chrétiens occidentaux, au premier chef les États-Unis, relations qui ne sont pas fondées sur un intérêt objectif commun entre Israël et ces États, mais sur un sentiment général de culpabilité (que l'on justifie) dans les couches dirigeantes du monde chrétien à l'égard du peuple juif. Voici ce qui résulte de ces relations :

1. Le traitement spécial accordé à Israël, exprimé par un soutien économique et politique inconditionnel, a créé autour d'Israël une sorte de mur de verre qui l'isole d'une certaine façon des réalités économiques et politiques internationales. Depuis sa création, Israël n'a jamais vraiment eu à se confronter aux forces réelles qui entraînent le monde et à s'y adapter.

2. Israël a développé des systèmes économique et politique qui sont coupés des réalités internationales et qui s'en écartent toujours davantage, puisqu'être coupé d'une réalité en évolution signifie que le fossé s'accroît. Ceci cause une

distorsion dans ces systèmes en Israël même, leur donne un caractère pathologique et accroît la dépendance d'Israël par rapport au soutien de l'étranger, tandis que la séparation d'avec la réalité rend de plus en plus difficile le soutien des Israéliens eux-mêmes.

3. C'est du point de vue sioniste que le résultat est le plus paradoxal. Le but du sionisme était de normaliser la condition du peuple juif, d'en faire une entité politique égale parmi les nations indépendantes, une nation politique qui agisse dans le cadre du système international. Le mur de verre politico-économique créé autour d'Israël par le soutien étranger, l'appui qu'Israël prend sur le sentiment de culpabilité du monde extérieur ont empêché Israël de devenir un État comme les autres. En fait, ils ont accru les symptômes de la diaspora. [...]

4. Un autre aspect de ce chantage moral est le fait que la relation permanente avec l'holocauste, l'antisémitisme et la haine des Juifs à travers les générations a créé un étrange aveuglement moral chez le public israélien et ses dirigeants, qui se manifeste dans une morale où les valeurs sont doubles. [...]

Nous qui fondons la plupart de nos appels sur la justice et les devoirs du monde envers "ceux qui ont été abandonnés", considérons de notre droit d'établir des liens avec les régimes les plus oppressifs, de vendre des armes aux pires des nations, et nous ne nous interdisons pas d'opprimer les non-Juifs qui sont en notre pouvoir. [...]

L'holocauste a servi d'outil très puissant aux mains des dirigeants israéliens et des dirigeants juifs à l'extérieur qui sont très influencés par les dirigeants israéliens, pour organiser l'opinion juive de la diaspora, et en premier lieu celle des États-Unis. Ceci est fait en exploitant et en cultivant deux éléments principaux :

1. Le sentiment de culpabilité des Juifs aux États-Unis pour ne pas avoir fait plus afin d'empêcher l'holocauste.

2. Le sentiment d'insécurité d'une partie d'entre eux concernant le statut des Juifs dans la société américaine. [...]

Israël est présenté de la même manière au monde non-Juif pour faire taire les critiques de nos politiques en utilisant toujours le même argument : vous qui n'avez rien fait pour nous aider au moment de l'holocauste, n'allez pas maintenant nous apprendre comment nous devons nous protéger d'un autre holocauste.[...]

C'est cette identification des nazis avec les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, avec le rappel continuel des dangers de l'holocauste, qui suscite une réaction hystérique chez l'Israélien moyen. Ceci, ainsi que la doctrine du "peuple juif comme seul allié d'Israël", conduit au résultat suivant : d'abord la conscience politique israélienne se fige à un niveau pré-étatique, en sorte qu'elle n'est pas capable de se relier aux forces réelles qui opèrent dans le domaine politique et qu'elle ne les comprend pas. Les

> relations extérieures d'Israël ne sont pas déterminées par des intérêts mutuels, mais sur la base des pressions des Juifs américains, comme si Israël n'était pas un État étranger, mais une partie intégrante du système politique américain. Ceci signifie que la conscience israélienne est celle d'une secte et non celle d'une nation politique. [...]
>
> Ces parallèles ont de sérieuses conséquences morales. Puisque les choix offerts aux Israéliens ne sont pas réalistes : soit l'"holocauste" soit la "victoire", cela les libère de toute restriction morale, puisque toute personne en danger d'extermination se considère comme libre de toute considération morale qui pourrait l'empêcher de se sauver. [...]
>
> Ainsi, paradoxalement, la conscience de l'holocauste, enfoncée dans la tête des Israéliens par la propagande, est devenue un danger. La condition première d'une guérison de la société israélienne est une compréhension correcte de son propre statut historique et politique (11).

Voilà un exemple remarquable quoique partiel de ce que la Vieille Taupe avait appelé "la déconstruction des délires idéologiques". Qu'en est-il dans le monde arabe ? L'Allemagne avait inspiré de nombreuses sympathies, durant la guerre, à certains milieux nationalistes engagés dans une lutte difficile contre l'impérialisme britannique, pour lequel le Proche Orient était une sorte de chasse gardée. Anwar Al Sadat, qui devint si cher au cœur de nombreux Juifs dans le monde après son voyage à Jérusalem, fut interné par les Anglais pour intelligence avec l'ennemi, à un moment où les troupes de Rommel n'étaient plus qu'à quelques étapes d'Alexandrie. Cet épisode de jeunesse a souvent été omis dans les grandes nécrologies publiées par la presse occidentale en 1981.

Mais la défaite de l'Allemagne allait évidemment entraîner une perte d'influence des éléments qui avaient misé sur elle, comme le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin Al Husseini, ou le secrétaire général de la Ligue arabe de l'époque, Ahmed Choukeiry, dont les déclarations racistes et brutales faisaient les délices de la propagande israélienne (12). Dans l'ensemble, c'est le discours occidental sur la seconde guerre mondiale qui a prévalu dans le monde arabe, fort éloigné du théâtre principal des événements. Ce qui était l'élément marquant pour l'opinion arabe était l'injustice qu'il y avait à faire payer aux Arabes le prix des compensations que les Alliés entendaient accorder aux Juifs, pour des crimes commis en Europe. C'est ce sentiment d'injustice, régulièrement ravivé par les empiétements territoriaux d'Israël, qui allait bloquer toute possibilité d'étendre au monde arabe la culpabilité à l'égard des Juifs que le sionisme voulait rendre universelle. Sur place, c'est le côté arabe qui était victime, et victime d'une spoliation qui perdurait et se renforçait. Les limites de cette spoliation ne sont d'ailleurs toujours pas atteintes, comme en témoigne l'annexion récente du Golan syrien.

On allait, dans le monde arabe, faire plus que d'accepter la vision historique occidentalo-sioniste : on allait l'intérioriser; par beaucoup d'aspects, la résistance palestinienne allait s'efforcer de s'assimiler à ce qu'avait été le mouvement sioniste. Après tout, il y avait aussi une importante diaspora palestinienne, le projet d'un retour à la terre natale et la création d'un État nouveau. Le sionisme, qui semblait avoir atteint ses objectifs, pouvait servir de modèle, de façon plus ou moins consciente, y

compris dans ses méthodes terroristes. A son tour, la résistance palestinienne exhibait les plaies sanglantes de son histoire comme une justification suffisante de ses actions présentes. Deir Yassin devenait une sorte d'Auschwitz arabe, avec le même genre de charge symbolique.

Ce modèle sioniste, transposé une première fois chez les militants palestiniens, connaît maintenant un second avatar chez les Arméniens du Liban. La jeune génération militante a perçu toutes les potentialités que recèle la connexion "génocide – réparations – création d'un État rétributeur". Disposant eux aussi d'une importante diaspora, ils cherchent à la mobiliser en faisant revenir à la surface, par des attentats terroristes calqués sur ceux de l'Irgoun, une mémoire un peu assoupie des tragiques événements de 1915. Eux aussi, pour reconstruire une idéologie qui pousse à la création d'un État, sont obligés donner une présentation manichéenne de l'histoire, où les Turcs figurent, et eux seuls, le mal absolu. Il faut donc gommer un ensemble de facteurs qui rendraient plus compliquée mais plus intelligible la situation de l'époque, tel que le démantèlement du régime ottoman par les impérialismes européens; la montée concurrente des autres nationalismes dominés, arabe, kurde, turc également; la façon dont les Européens ont manipulé depuis les années 1880 la question arménienne et essayé d'obtenir pour leurs nouveaux protégés chrétiens un statut politique que personne d'autre n'avait dans l'empire le rôle essentiel de la Russie, qui contrôlait une grande partie de l'Arménie, avec son centre politico-religieux d'Etchmiadzin, depuis 1818, et qui entendait bien profiter de la guerre et du nationalisme arménien pour étendre son territoire, ambition d'ailleurs reprise en 1945 par un Staline qui réclamait à la Turquie, alors neutre, la cession des vilayet de Kars et d'Ardahan...Étudier globalement la situation qui prévalait au moment où le gouvernement "jeune turc" a pris la criminelle décision de déporter les populations arméniennes de l'Est anatolien, entraîne évidemment à de tout autres conclusions que celles de ce jeune mouvement nationaliste arménien, qui trouve plus expédient de copier le modèle idéologique du sionisme.

Mais ce qui a réussi aux uns ne réussira pas obligatoirement aux autres. Ce n'est pas l'idéologie qui change le monde, c'est le mouvement réel des hommes, des marchandises et du capital (l'activité humaine réifiée). L'idéologie ne vient se poser sur les événements que comme un voile destiné à en cacher les mécanismes réels.

S'il y avait une leçon à tirer de l'affaire Faurisson, et en particulier dans le monde arabe, c'est que l'efficacité de l'action politique dépend de la compréhension des mécanismes réels du développement social et que pour les atteindre, il faut d'abord déchirer le voile de l'idéologie qui les masque. Or le voile est solide et la tâche malaisée. On peut juger de ce que l'on est sur la bonne voie par la violence des réactions que ce déchirement suscite. Il y a là des risques à prendre que les intellectuels répugnent presque toujours à accepter parce que leur fonction sociale essentielle, et très généralement leur gagne-pain, et d'être les tisserands du voile idéologique.

Il y a, en Occident, beaucoup à faire, et les questions corrosives, déchirantes, soulevées par la minuscule affaire Faurisson, vont faire leur chemin. Il y en a d'autres, évidemment. De même dans le monde judéo-israélo-sioniste, un certain travail de dévoilement et de critique de l'idéologie dominante est à l'œuvre, et nous venons d'en citer un exemple.

Mais il ne saurait suffire au monde arabe d'assister passivement à la déconstruction des idéologies dominantes chez ses adversaires, sans même parler des critiques en actes qui sont observables dans l'univers soviétique. Il se doit de faire le même mouvement de retour sur les racines de ses propres systèmes politiques et des idéologies qui les garantissent. Je ne suis pas bien placé pour juger de ce qui a déjà été fait dans ce domaine mais je ne crois pas beaucoup m'avancer en disant qu'il reste ici, dans ce monde arabe traversé de courants et de tensions multiples, un énorme travail pour creuser des galeries dans les couches de sédiments idéologiques et atteindre la roche dure de la vérité théorique et pratique. C'est le travail de taupe... Cette vieille taupe qui sait si bien creuser sous terre pour apparaître brusquement : la révolution.

Beyrouth, le 11 janvier 1982.

SUR LA QUESTION DES ORIGINES

Je ne crois pas qu'il soit possible de s'étendre longuement ici sur la question des origines du surgissement d'Israël et de la question palestinienne que l'établissement d'Israël a fabriquée. Il existe là-dessus un vaste littérature, de qualité fort inégale, souvent marquée de fortes tendances apologétiques (13). Je voudrais seulement souligner quelques points qui permettront de baliser le terrain de la réflexion.

Le premier point est évidemment que le sionisme et sa revendication territoriale ("Une terre sans peuple pour un peuple sans terre") n'ont au départ rien à voir avec le Moyen-Orient, c'est-à-dire à l'époque avec l'Empire ottoman. Celui-ci est entré en crise en raison des pressions de plus en plus fortes qui visent à le dépecer et le partager, la fameuse "Question d'Orient". A partir du moment où la révolution industrielle avait commencé, il n'y avait aucune raison pour que la vaste construction polyethnique qui barrait les relations entre l'Europe et l'Orient ne soit pas remodelée et mise au service des intérêts européens. Le machinisme a fourni les moyens matériels pour dominer l'Empire ottoman, moyens dont l'Europe avait toujours manqué depuis les Croisades, et qu'il lui a fallu utiliser pendant presqu'un siècle pour parvenir à ses fins, après la première guerre mondiale.

La situation des Juifs dans le monde musulman n'était certes pas aussi rose que certaines publications voudraient nous le faire croire, quand elles cherchent à présenter une image violemment contrastée entre un Orient tolérant et un Occident acharné à persécuter les Juifs. C'est aussi exagéré d'un côté que de l'autre. Mais enfin, les Juifs, minorité religieuse dans un monde profondément religieux, vivaient une situation de "protégés" qui a eu ses hauts et ses bas selon les circonstances et les humeurs des pouvoirs locaux. Le cas d'autres minorités religieuses, chrétiennes, païennes, manichéennes, schismatiques (ismaéliens, druzes, bâbistes) ou sectaires (derviches, etc.) montre une situation relativement privilégiée des Juifs en terre d'Islam. Les communications avec le foyer palestinien (où se sont élaborés les textes du Talmud et des targum) sont restées ouvertes. Les expulsés d'Espagne ont choisi de s'implanter partout dans l'Empire ottoman et l'on ne décèle aucune pulsion particulière à s'installer en Palestine. La communauté juive qui s'y trouvait en 1800 comptait dans les 6 000 personnes, regroupées surtout dans les quatre "villes saintes" de Jérusalem,

Hébron, Safed et Tibériade. C'est surtout de Russie que sont venues au XIXe siècle plusieurs vagues d'émigrants, agités par des mouvements messianiques; vers 1882, au moment donc où s'élabore le sionisme moderne, les communautés juives de Palestine, ce qu'on appelle le Yishouv, regroupent environ 30.000 personnes.

L'empire ottoman n'est pas sans subir les contrecoups des pressions européennes. La "question des nationalités", qui agite si fort l'Europe vers le milieu du siècle, s'infiltre dans les structures nettement non-nationales de l'Empire, détachant d'abord les Grecs (pour une partie d'entre eux), agitant les populations balkaniques, suscitant un mouvement national arménien, très encouragé de l'extérieur, jetant la montagne maronite dans une sorte d'alliance avec la France du Second Empire, mais laissant les Juifs de côté. Les arrivées en Palestine n'ont rien à voir avec les mouvements des autres communautés juives de l'empire, arabophones de Syrie ou d'Irak, ladinophones d'Istanbul ou de Salonique, qui se convertissent à la culture française sous l'impulsion de l'Alliance israélite universelle. Chaque minorité se cherche plus ou moins clairement un protecteur étranger, ce qu'encourage la rivalité des Puissances. On peut dire que pratiquement, jusqu'en 1948, les Juifs orientaux ne bougent pas, ignorent à peu près complètement le sionisme, cherchent le contact avec la modernité par l'assimilation des cultures européennes comme, par exemple, en Algérie, où les Juifs choisissent massivement de devenir français quand le décret Crémieux leur en offre la possibilité (1870), ou acquièrent les nationalités les plus diverses en Égypte quand elle tombe sous la coupe des Anglais (1882).

Le sionisme est donc un mouvement qui agite essentiellement des Juifs d'Europe centrale et orientale, où dominent ceux qui possèdent la culture allemande, matrice de l'expansion des Juifs vers l'est, avec leur langue germanique, le yiddish. Ashkénaze, un terme qui désigne dans la Bible le nord-ouest de Babylone, c'est-à-dire le plateau arménien, et l'État d'Ourartou qui l'occupe, devient, dans le judaïsme médiéval, l'Allemagne par excellence (comme Sépharade désigne l'Espagne, de l'âge d'or andalou). La fin des anciens régimes, qui reconnaissaient des statuts particuliers à certaines catégories de sujets, et l'entrée progressive dans le monde industriel, perturbe profondément le fonctionnement traditionnel des communautés, qu'elles soient ou non regroupées en ghettos. La protection du souverain n'étant plus assurée statutairement, ou coutumièrement, les Juifs ont d'abord parfois le sentiment de perdre au change. Tout leur refuser en tant que nation, tout leur donner en tant qu'individus, disait la Révolution française. Cette situation affaiblissait les liens communautaires et peu à peu libérait un nombre grandissant d'individus qui pouvaient s'affranchir sans dommage des contraintes très lourdes de la vie communautaire, de ses rites, et de ses autorités souvent figées dans un piétisme archaïque. Les anciens statuts les avaient souvent spécialisés dans le maniement de l'argent et, tout naturellement, le développement des banques, des spéculations industrielles allait attirer des éléments rendus libres par l'affaiblissement des contraintes communautaires. Une imitation des Lumières allait bouleverser au XIXe siècle les communautés d'Europe orientale, les fragmenter, en provoquant le début de leur dispersion par l'émigration. Un mouvement nationaliste, empruntant son équipement conceptuel au nationalisme germanique, s'est alors affirmé sous le nom de sionisme (14). Il manifestait le refus de l'assimilation suscitée par l'influence des Lumières et proposait, au delà de la religion désormais incapable de maintenir les communautés repliées sur elles-mêmes, la reconstitution d'un ghetto universel en Palestine pour sauver la race menacée de dissolution par le modernisme et son cortège de germes destructeurs. Aussi bien à

l'égard des Juifs de la diaspora qu'à celui des populations locales de la Palestine, il n'allait pas tarder à se constituer en idéologie totalitaire dont l'ambition fut de transformer les Juifs eux-mêmes et, accessoirement, pour faire place nette, de vider la Palestine de tout ce qu'elle pouvait avoir de non-Juif. On comprend dès lors l'énorme résistance intellectuelle opposée dans les premiers temps du sionisme par la majorité des intellectuels juifs, en Europe orientale comme en Occident. Mais les sarcasmes de Karl Kraus et de tant d'autres sont bien oubliés aujourd'hui. Leurs avertissements étaient pourtant prophétiques.

LA VISÉE TOTALITAIRE DU SIONISME

> Le but des attaques arabes contre le sionisme n'est pas le vol, la terreur ou l'arrêt de la croissance du sionisme, mais la destruction totale du Yishouv. Ce ne sont pas des adversaires politiques que nous avons devant nous, mais les élèves et même les maîtres de Hitler, pour qui il n'existe qu'une seule façon de résoudre la question juive : l'annihilation totale.
> David Ben Gourion, Zurich, 1947.

Le propos, cité ici en exergue, du "père fondateur" de l'État hébreu, dans un discours devant le *Zionist Action le*, trace la logique des événements : tout acte (ou toute parole) hostile à Israël sera réputé porteur de la menace ultime, la mort des Juifs. Toute autre idéologie fondée sur une telle vision paranoïaque du monde, sur un tel désir d'écraser l'adversaire sous le poids de la faute, avant de l'écraser sous le poids des armes, aurait depuis longtemps été classées parmi les monstruosités totalitaires du XXe siècle si une sorte de censure interne, et fortement médiatisée, n'en disposait autrement. La ligne est absolument rectiligne entre ce que disait Ben Gourion, leader charismatique d'un socialisme flou, qu'une étude attentive de sa biographie (15) porterait à appeler plutôt Benito Gourion, et ce que disait Begin, en pleine offensive sur Beyrouth, pendant l'été 1982, à propos des Arabes qu'il faisait rôtir au phosphore : "Des animaux à deux pattes avides de sang juif". Cette ligne droite, qui transcende les clivages politiques israéliens vise essentiellement le but que son discours porte comme un négatif attendant sa révélation : il faut faire disparaître les Palestiniens. Les méthodes ne changent que parce que les circonstances et l'environnement international changent aussi. Ce seront successivement et concurremment : l'expulsion, la confiscation des terres, le meurtre, la torture, le massacre, la déportation, l'exil, en un mot la "solution finale" du problème palestinien. Sous chacun de ses termes, je pourrais aligner des centaines de faits avérés, publiés dans la presse israélienne (beaucoup plus libre à cet égard que les presses occidentales).

J'observe cette situation depuis un quart de siècle, depuis 1961 comme je l'ai dit plus haut. Des bibliothèques entières ont été écrites qui le démontrent avec une lassante monotonie. Je suis souvent allé au Moyen-Orient, j'y ai circulé, j'ai parlé avec les gens les plus divers, et pourtant j'ai très peu écrit. La raison principale en est que justement sur tous ces thèmes de réflexion, la littérature est abondante, en français, mais plus encore en anglais. Les faits sont solidement établis. Se renseigne qui veut. Les analyses qui circulent peuvent évidemment se discuter mais il n'est pas difficile d'en trouver d'excellentes. Il y a certes une vaste dimension cachée de la politique israélienne (les armements, le nucléaire, l'omniprésence du Mossad et des autres services de renseignement) mais même dans ce domaine on peut se faire une idée

raisonnable de la situation. Ainsi, par exemple, j'ai fait ce petit compte-rendu d'un ouvrage écrit par un ancien agent secret d'Israël (16) :

UN AGENT BIEN MAUSSADE

Arrivant avec un parfum de scandale new-yorkais, voici le livre d'un agent désabusé du Mossad, dicté à un journaliste ignorant, et traduit par des incompétents (17). Les ouvrages sur les services secrets forment un genre littéraire très rentable et donc très prolifique. On ne compte plus les mémoires d'anciens agents de la CIA, du MI 5, du KGB, etc., ni les livres rédigés par des mercenaires de la désinformation sous la dictée des services secrets, comme Louise Sterling (*La piste bulgare*) ou R. Seagrave (*La pluie jaune*) aux États-Unis, Dominique Wolton (*Le KGB*), Kaufer et Faligot, et beaucoup d'autres, en France. Dans toutes ces publications, plus ou moins inspirées par le désir de ces services de se faire une bonne presse et surtout de justifier leur existence, on trouve du bon et du mauvais, un peu de vrai et beaucoup de faux, sans qu'il soit toujours possible de démêler l'un de l'autre. On peut trouver intéressant le livre de Bob Woodward, Veil, sur la CIA, mais un seul est complètement authentique et fournit une description approfondie et systématique du mode d'opération d'un gros service secret, c'est celui de Philip Agee, *Inside the le, CIA Diary*, Penguin, 1975.

Le Mossad a un statut un peu particulier. Il a sécrété, comme une coquille protectrice, le mythe selon lequel il serait "le meilleur service du monde". Pourtant, à côté de "réussites" spectaculaires, surtout dans l'ordre de l'assassinat politique, il a commis aussi des bourdes considérables. Sa capacité d'analyse de l'adversaire arabe est fort peu impressionnante et il faudrait reprendre à son égard le jugement d'un utilisateur qualifié, comme Jacques Chirac qui, dans une célèbre interview donnée au *Washington Times*, en novembre 1986, jugeait que ces services sont "sans valeur", "tous infiltrés" et qu'ils n'ont d'utilité qu'en "temps de guerre". L'originalité du Mossad, et des autres services secrets israéliens, vient aussi du fait que le personnel n'est pas très nombreux (1.500 à 2.000 personnes) mais qu'il peut compter, dans chaque pays, sur un réseau très étendu de complicités locales, fournies aveuglément, par des éléments choisis de la communauté juive, ceux que le Mossad appelle des sayanim, "volontaires juifs de la diaspora" (p. 321). Il est assez curieux de constater que ni la presse ni, semble-t-il, l'administration se soient jamais intéressées à ces réseaux de citoyens français qui se sont mis volontairement au service d'une puissance étrangère, décidée à acquérir à tout prix des secrets militaires et industriels et à commettre des attentats contre des biens et des personnes, au titre de sa guerre au Moyen Orient. Les communistes, qui n'en faisaient pas tant, ont été beaucoup plus stigmatisés comme "agents de l'étranger". Seul Vincent Monteil, dans *Dossier secret sur Israël*, a tenté de soulever un coin du voile sur ces réseaux qui travaillent dans la plus parfaite impunité. Quant aux méthodes de recrutement des agents israéliens en pays arabe, elle sont simples : le fric, beaucoup de fric, assez de fric; ça marche très bien.

Des sayanim, Ostrovsky en parle, mais toujours dans le vague. Cet officier de la marine israélienne a subi deux ou trois ans de formation avant d'être titularisé comme "officier traitant" du Mossad en 1985, poste qu'il dut abandonner au bout de cinq mois

en raison de conflits internes dont il nous donne une version peu croyable. Il fait un récit peu cohérent des différentes étapes de sa formation et il nous livre ensuite quelques histoires, déjà fort connues, qui sont probablement des cas d'école ayant fait l'objet de séances d'études dans le cadre de cet entraînement. Il est plus que probable que ces histoires ont été arrangées avant d'être soumises à la sagacité des apprentis espions. En septembre 1990, l'État d'Israël a demandé à un juge new-yorkais l'interdiction du livre d'Ostrovsky car il aurait mis en péril la vie de certains agents. La lecture du livre dément cette affirmation, car il se conforme strictement à la règle israélienne de ne pas citer par leur nom les agents en activité. Les autres ont souvent déjà défrayé la chronique dans la presse israélienne et étrangère. Si l'on avait voulu authentifier une fabrication, on ne s'y serait pas pris autrement...

Car enfin, ce livre lancé ainsi à grand fracas ne nous apprend rien, absolument rien. Tout cela, et même bien davantage, a été déjà dit, redit, écrit, glosé dans la presse, surtout israélienne et américaine. On connaît de ces histoires plusieurs versions, qui diffèrent par le détail ou se complètent. Ainsi, par exemple, Ostrovsky nous dit que le technicien français tué lors du bombardement du réacteur français Osirak à Baghdad était payé par le Mossad pour installer une balise de guidage pour les avions. Mais Ostrovsky ne donne pas son nom, Damien Chaussepied, que l'on trouve chez Derogy pour qui le jeune homme ne faisait que "des heures supplémentaires" (18). Aucune révélation donc, même si l'on trouve dans ce livre une foule de détails, le plus souvent insignifiants.

Le spectacle que le livre donne du Mossad est partiel et banal. L'auteur est surpris par le fait que les agents secrets aiment le fric et le sexe! Au fond, la portée réelle du livre est une sorte de critique : vu de près, le Mossad ne ressemble pas à l'image que les naïfs s'en font; les austères chevaliers des temps héroïques auraient fait place à de cyniques manipulateurs corrompus, cherchant à imposer par des magouilles obscures leurs propres vues sur le destin d'Israël et le meilleur moyen d'assurer sa sécurité. Le pauvre Ostrovsky ne peut pas voir, ou fait semblant de ne pas comprendre que politique et services secrets sont en symbiose totale en Israël, qu'une bonne partie de l'establishment politique a commencé à faire carrière dans les renseignements, que toute l'histoire de l'établissement d'Israël, depuis les manœuvres qui ont amené la Déclaration Balfour, est fondée sur un mélange très particulier de ruses, de mensonges, de dissimulation des buts réels, de cynisme absolu et de violence meurtrière appliquée aux Arabes. Aucun pouvoir au monde n'est aussi travaillé par la suspicion et la tromperie que véhiculent obligatoirement les procédures clandestines parce que les hommes qui l'exercent ont été formés par elles et règnent par elles. La "démocratie israélienne" est surtout le champ clos des affrontements entre petits clans acharnés à s'entre-détruire mais toujours obligés de composer et de cohabiter. Le livre d'Ostrovsky jette des lueurs sur ces haines recuites et la vision qu'il en donne est plutôt écœurante pour lui. Mais il ne pousse pas l'analyse assez loin pour décrire l'incroyable entremêlement du complexe militaro-industriel où l'on voit les anciens agents de renseignement se faire les représentants des firmes d'armement pour aller manipuler, en Amérique du Sud, en Afrique et ailleurs, les conflits locaux et gérer une politique d'État clandestine, vendant de la "sécurité" et des armes à tous les protagonistes, au risque de se perdre dans des combinaisons de plus en plus douteuses, comme dans le cas du gouvernement cinghalais et des guérilleros tamouls. Entre les fournitures d'armes à l'Iran en guerre contre l'Irak (l'opération Irangate) et les fournitures de services (sécurité, armes, entraînement, mercenaires) au Cartel de

Medellin – bien documenté par la presse non-française – la ligne est pour le moins sinueuse et les dérapages très incontrôlés. Il faudrait un autre livre sur le Mossad que celui-ci qu'il faudrait ranger, en fin de compte, dans la vaste série "éloge du Mossad", ou plus précisément, éloge de ce que devrait être le Mossad.

Lisez plutôt, si vous voulez en savoir plus sur le Mossad, le roman, autrement plus authentique, de John Le Carré, *La petite fille au tambour*. Si vous voulez comprendre la genèse d'un chef nazi ordinaire, d'un manipulateur brutal et intelligent, lisez les *Mémoires* du général Sharon.

Je n'ai pas senti, au cours des années, que j'avais tellement de choses nouvelles ou originales à dire qu'elles auraient justifié une intervention. Quelques textes néanmoins témoignent d'une sentiment profond d'horreur, non point tant devant les atrocités d'une politique d'expansion par la terreur, que de son acceptation béate et passive par un Occident qui ne peut pas se résoudre à critiquer autrement que du bout des lèves des actions qui entraînent de fait son accord.

On peut dire à cet égard que s'il est ridicule de parler, comme les antisémites d'avant la guerre de "complot juif" en ce qui concerne les affaires du monde, on peut et on doit voir qu'il y a comme un impossibilité dans la presse et les milieux politiques de traiter le cas d'Israël à l'aune des principes affichés pour les autres pays (19). Tout le monde réclame, avec plus ou moins d'hypocrisie, des sanctions contre l'Afrique du Sud, mais on se garde bien d'en demander contre Israël, qui se lie très étroitement à cette même Afrique du Sud et pratique une politique semblable. Cette impunité n'est pas due à un complot organisé. Elle est faite d'une connivence généralisée avec une establishment juif qui, sur ce point là, déploie toutes les ressources, politiques, financières, électorales que l'on peut reconnaître à ce que les Américains appellent un lobby et les Français un "groupe de pression" (20).

J'y reviendrai, mais en attendant je voudrais mettre sous les yeux du lecteur le compte-rendu ancien d'une visite dans un camp palestinien du Fatah, en Jordanie, en 1968, avant les grands massacres de "Septembre noir". Cet article, je l'avais envoyé à Éric Rouleau, qui au *Monde* s'occupait de ces questions. Il me répondit qu'il avait justement commandé un article sur le même sujet, qu'il fit publier d'ailleurs peu après.

CONVERSATION AVEC *EL FATAH*

Amman, septembre 1968. La ville est pauvre, d'une pauvreté voyante. Cette maigre oasis entourée de collines desséchées évoque immédiatement l'artifice britannique qui l'a promue au rang de capitale indépendante. L'émirat bédouin que la guerre de 1948 avait transformé en un royaume superficiellement modernisé a perdu cette Cisjordanie qu'il avait pu annexer à la faveur de la guerre de Palestine. Le pays, aujourd'hui, n'a pratiquement plus de ressources économiques propres. L'État, en subventionnant les bédouins qui forment le rempart du trône, permet l'existence d'un petit négoce dont Amman est la misérable vitrine. À parcourir ses rues sales, perpétuellement encombrées d'hommes désœuvrés, bédouins portant veston ou jeunes gens à

l'élégance imprécise, à voir les échoppes minables, on comprend que le stade suprême de l'économie jordanienne est la quincaillerie (21).

On remarque aussi dans la foule quelques femmes vêtues de larges robes traditionnelles, brodées aux couleurs vives, des militaires aux uniformes variés. Quelques uns, en tenue camouflée, sans insignes, se distinguent des autres par leur allure affairée : ce sont les membres des commandos du Fatah; ils patrouillent en ville, doublant la police militaire jordanienne d'allure plutôt débonnaire.

C'est le grand sujet de préoccupation : on assiste à l'émergence d'une force organisée qui n'entend nullement dépendre de l'autorité royale. Depuis vingt ans, les Palestiniens forment un bloc agité qui a contraint plus d'une fois le roi à des mesures qu'il ne souhaitait pas. Jusque là, cette contrainte s'exerçait par la pression politique, au pire par une agitation de rue que réprimait durement la troupe. Il s'agit maintenant d'une vaste organisation armée, le Fatah, qui bénéficie du soutien inconditionnel de la grande majorité des Palestiniens et qui est décidée à plier les circonstances à sa volonté combative.

ALERTE A 100%

Le roi tente parfois de réagir. Au début de l'année, il avait fait encercler le camp de réfugiés de Karameh où se trouvait une partie des commandos d'El Fatah, par ses troupes bédouines, l'ancienne Légion arabe de Glubb Pacha. Les commandos furent sommés de se rendre et de livrer leurs armes. Ils acceptèrent de sortir du camps, armés, en demandant aux habitants de démontrer leur solidarité en se joignant aux combattants. Le camp se vida instantanément cependant que d'autres unités d'El Fatah, alertées, prenaient position sur l'arrière des bédouins. Ceux-ci, plus vite convaincus peut-être par cette manœuvre que par la démonstration politique, se retirèrent. Le camp allait être détruit quelques semaines plus tard par un raid israélien qui donna lieu à des combats farouches.

Ayant momentanément renoncé à l'attaque frontale, le palais ne semble pas avoir désarmé. Il ne se passe pas de soirée, à Amman, que l'on n'entende crépiter quelques rafales. Ce sont les hommes du chérif Nasr, l'oncle maternel du roi, qui attaquent parfois un membre isolé des commandos ou qui se livrent à une agression sur un passant pour en faire endosser la responsabilité à El Fatah. On précise ici que ces hommes de main sont payés 30 dinars par mois, par l'agence centrale de renseignement d'une grande puissance occidentale, dont les correspondants sont assez nombreux. Certains fedayin sont détenus. La sécurité jordanienne a la sinistre réputation de battre ses prisonniers et de leur faire des injections intraveineuses de poivre. Il est certain qu'une partie de la population jordanienne d'origine récrimine sourdement et prend le parti du roi. Pour une période encore indéterminée, le conflit demeurera irrésolu (22).

Le pays vit en ce moment sous la menace d'une nouvelle agression israélienne (la Jordanie ne saurait s'attaquer à son trop puissant voisin). Les incidents se multiplient sur la ligne de cessez-le-feu et des concentrations militaires ont été remarquées à l'ouest du Jourdain. Les armées arabes sont sur le qui-vive et les commandos palestiniens, qui se savent visés au premier chef, sont en alerte à 100%.

LE CAMP DES "PETITS"

Faute de pouvoir accéder aux centre d'entraînement près de la frontière, on a voulu me montrer un camp de formation pour les "petits". Il se trouve près d'un camp de réfugiés, amas de tentes surpeuplées, entouré de vagues champs où pousse une douteuse verdure. Deux silhouettes se détachent des rochers et font signe à la voiture d'arrêter. Un gamin d'une douzaine d'années, le cheveu ras et l'œil brillant, vêtu de loques délavées, serre sous son coude une vielle mitraillette anglaise, chargeur engagé. On ne passe pas. Il envoie son copain, un petit noir bardé d'un énorme poignard, aux renseignements. Les adultes qui m'accompagnent approuvent en souriant et plaisantent avec lui, mais il nous surveille et reste crispé (23).

Au moment où nous arrivons, deux groupes d'enfants sont assis en rond autour d'un moniteur en tenue camouflée. Ils ont entre huit et quatorze ans et suivent avec attention les explications qui leur sont données. On croirait assister à la réunion d'une troupe de scouts, n'était la présence au milieu du cercle d'un imposant fusil-mitrailleur soviétique. C'est ensuite l'exercice physique, entrecoupé de mises en rang et d'alertes fictives lancées par le sifflet. "On craint un bombardement. Cela peut arriver à tout moment. Hier les avions israéliens sont passés plusieurs fois au dessus du camp, presque en rase-mottes. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Ils utilisent le napalm et le phosphore pour attaquer les femmes et les enfants, comme à Salt ou à Irbid (24). Personne dans le monde ne les critique. Ils se sentent les mains libres", ajoute notre interlocuteur, avec tristesse.

Ensuite, petit discours du moniteur, sur les raisons de la défaite de juin 1967 (les Palestiniens n'étaient pas aux avant-postes), sur la révolution palestinienne, autonome et populaire, sur la lutte, qui sera très longue et demande beaucoup de courage, sur l'amour de la patrie, sur les sacrifices nécessaires, sur le refus de la haine des Juifs en tant qu'individus. "C'est très important, commente un de mes accompagnateurs, car les petits ont souvent des parents ignorants qui leur disent : les Juifs ont pris nos maisons et nos terres. Nous devons les débarrasser de ces idées et leur expliquer les choses d'un point de vue politique. L'ennemi, c'est le sionisme". C'est bien beau, mais je ne crois guère à ce genre d'idéalisme. Et maintes fois, quand l'interprète traduira "les Israéliens", j'entendrai "al yahudi", les Juifs. On ne voit pas bien pourquoi il en serait autrement.

UNE LONGUE GESTATION POLITIQUE

Après la visite aux "petits", la conversation va son train. Je pose des questions sur l'histoire de l'organisation :

> "Comme toutes les révolutions, la nôtre découle des souffrances, des humiliations et des espoirs d'un peuple. Le nôtre en a éprouvé beaucoup depuis 1948, en Palestine et ailleurs. Peu à peu s'est implantée chez nous l'idée que ce qui avait été fait par la force pouvait être défait par la force. Après l'agression tripartite de 1956, une avant-garde s'est retrouvée qui a décidé de mettre cette notion en pratique. Il s'agissait de constituer une organisation purement palestinienne. Notre action devait s'inscrire dans trois "cercles", le cercle palestinien, le cercle arabe et le cercle international (25). L'organisation

ne devait pas avoir un caractère de classe parce que la société palestinienne a été broyée; les classes n'existent plus. Il y a des bourgeois palestiniens à Beyrouth, au Koweït ou ailleurs, il y a des ouvriers palestiniens au Liban ou en Syrie, il n'y a plus de paysans palestiniens puisque les terres ont été prises. Dans les camps il n'y a plus de classes (26). Quant à savoir si cette organisation est de droite ou de gauche, il suffit de se demander s'il est de droite ou de gauche celui qui prend les armes pour lutter contre l'impérialisme. Notre but n'était pas de réaliser les recommandations de l'ONU sur le partage de 1947-48, mais bien de détruire l'entité étatique d'Israël. Nous n'avons aucune animosité contre les personnes. Au contraire, nous avons déclaré, nous déclarons, nous déclarerons toujours que les Juifs qui accepteront de rester dans l'État palestinien arabe auront exactement les mêmes droits que tous les autres citoyens palestiniens, quelle que soit leur confession. Nous serons heureux de les accepter. Ainsi, notre lutte ne vise aucun compromis, mais la libération totale de notre terre (27).

"Ce travail politique, conçu en 1956, s'est effectué dans des conditions très difficiles. Certains pays arabes n'acceptaient pas l'existence d'une organisation purement palestinienne qui n'était inféodée à aucun des grands partis arabes. Et puis nous sommes parvenus à lancer notre première opération militaire en territoire occupé. Le 1er janvier 1965, un commando de El Assifa (la tempête), notre organisation militaire, faisait sauter un tunnel de dérivation des eaux du Jourdain à Aylabun. Le choix du lieu avait un sens symbolique. Ce village chrétien avait été la victime d'une véritable boucherie en 1948. Les femmes et les enfants, réfugiés dans l'église du village, avaient été massacrés à la grenade par l'armée israélienne. Depuis lors, nous n'avons cessé de lancer des opérations, dans des conditions parfois très dures. Des combattants sont parfois tués en territoire ennemi, parfois aussi à la frontière par des armées arabes hostiles à notre action".

On en arrive à la guerre des Six Jours. Je rappelle que l'une des raisons données par Israël était l'intensification des actions de commando, évidemment nommées terroristes :

"En fait, ces actions se déroulaient depuis déjà plus de deux ans. La cause profonde est l'agression israélienne. C'est un État fondé sur l'agression. Il ne s'est pas passé une seule année depuis 1948 sans que le monde arabe n'ait eu à souffrir de ces agressions continuelles. Si Israël a frappé à Gaza quand les pays arabes ont refusé de se joindre au Pacte de Baghdad (28), si Israël a frappé à Khan Younis (Gaza) quand Abdel Nasser a pris le pouvoir au Caire, si Israël a frappé en 1956 après la nationalisation du Canal de Suez, alors Israël devait frapper au moment où la République Arabe Unie (nom de l'union égypto-syrienne) lançait son plan septennal de construction d'une industrie lourde. C'est pour ce genre de raison que l'impérialisme a créé Israël et le maintient au milieu du monde arabe.

"Après l'agression de 1967, notre peuple a compris qu'il fallait prendre les armes. D'autres organisations se sont d'ailleurs créées à ce moment-là. Ce fut pour nous une sorte de légitimation populaire, tacite. L'attitude arabe s'est améliorée. Certains pays ont commencé à nous apporter de l'aide.

"Nous avons conservé notre tactique du coup de main, en évitant la confrontation, jusqu'au jour de l'attaque contre le camp de Karameh, le 21 mars (1968). Nous avions dans ce camp des commando de El Assifa. Les Israéliens croyaient que notre commandement s'y trouvait. Ils sont entrés en Jordanie avec de l'aviation, deux bataillons de blindés et de l'infanterie, en tout, 12.000 hommes. Nous avions prévu l'attaque et étions décidés à résister. Le combat fut très violent et les pertes israéliennes ont été sensibles. Ils durent récupérer en hâte, avec des hélicoptères, les parachutistes qu'ils avaient lâché sur nos arrières et qui n'avaient pas pu faire leur jonction. Pour nous, la bataille de Karameh a été une victoire politique. Nous avons fait la preuve que les combattants de la libération nationale peuvent résister à une écrasante supériorité en nombre et en matériel. Les masses l'ont bien compris, elles sont venues se joindre à nous en grand nombre. Pratiquement, nous sommes débordés par cet élan populaire.

"Nous continuons à concentrer nos actions contre le dispositif militaire israélien. Mais nous constatons que les Israéliens répondent en terrorisant les populations civiles, en multipliant les raids de bombardements en Jordanie. Nous avons prévenu, nous avons dit que nous pouvions, nous aussi, attaquer les villes israéliennes. De là les bombes qui ont explosé à Jérusalem et à Tel-Aviv. Nous pouvons suivre l'escalade. C'est aux Israéliens de choisir".

Je désirais en savoir plus long sur les actions menées "à l'intérieur". On me présente un homme d'une trentaine d'années, à la parole régulière et assurée, qui est une manière de vétéran de ces opérations. J'ignore évidemment ses fonctions militaires exactes mais il sait de quoi il parle :

"Les opérations sont déterminées par la direction en fonction d'un plan général. Le commissaire politique prépare l'unité à sa mission. Elles ont toutes, faut-il le rappeler, un caractère de suicide, librement consenti. L'attaque se produit toujours en un lieu très précis mais le vrai problème est celui de la retraite, à cause de la très grande mobilité de l'ennemi. Nous n'avons pas de théorie fixe pour la bataille, en sorte que l'unité sur le terrain possède une entière liberté d'appréciation. Nous avons introduit dans la nôtre le principe de la libre discussion du projet avant l'opération, ce qui n'a pas été sans provoquer des remous dans l'organisation...

"Comme dans toutes les luttes de ce genre, nous évitons de combattre le jour à cause de notre mobilité plus réduite. Mais la nuit est notre domaine. Ils ont peur de se battre la nuit. Le long du Jourdain, ils ont un système de barrages assez flexible, avec postes fixes, projecteurs, embuscades, qui ne nous empêche guère de passer. Mais dans les territoires occupés, ils n'osent pas patrouiller la nuit. Quand nous avons attaqué les installations pétrolières d'Eilat, sur la Mer rouge, nous avons effectué, aller et retour, 450 km en territoire ennemi. La frontière, là-bas, est très proche, et très protégée; nous sommes arrivés par derrière... Ceci signifie également que nous disposons d'un soutien efficace à l'intérieur. Nous avons des forces militaires qui résident en permanence à l'intérieur. Nous envoyons du matériel et elles participent aux opérations, ou elles les mènent seules. Ainsi les attaques contre Shur, en

Galilée, contre l'usine Chrysler à Nazareth, la conserverie de Hodeira, les attentats de Jérusalem et Tel-Aviv".

Il prononce Tel-Abib, à l'arabe. Certains commandos reçoivent des cours d'hébreu, paraît-il. Nous lui demandons s'ils se battent en uniforme.

"De plus en plus. Nous avons remarqué que les paysans se méfient des civils armés. Mais ils nous aident spontanément quand nous portons l'uniforme. D'ailleurs, notre perspective est la construction d'une armée populaire de libération. À l'heure actuelle, la réponse à l'intérieur est massive. Notre développement militaire est extrêmement rapide, trop peut-être. Il nous est possible de battre en brèche l'organisation adverse, mais il nous manque encore l'appui d'une partie de l'opinion internationale. Nous souhaitons un développement parallèle de notre action dans les trois cercles qui entourent notre révolution."

– Comment se pose dans ces conditions le problème politique de la population israélienne ?

– "Nous voulons leur faire comprendre le sens de notre action. Beaucoup d'Israéliens n'ont pas une conscience très claire de la signification politique de leur présence au Moyen-Orient. Nous utilisons tous les moyens, la radio qui chaque heure diffuse dix minutes de programme en hébreu, les journaux, les contacts indirects par l'intermédiaire de l'opinion internationale. Le festival de Sofia a été positif à cet égard. Le problème est de gagner à notre cause un courant israélien. Beaucoup de Juifs sont hostiles à la guerre contre les Arabes. Après le 5 juin (1967), nous avons envoyé de petits groupes dans les villes occupées en 48. Ils ont été voir les Israéliens qui habitent leurs anciennes maisons à Jaffa, Saint Jean d'Acre, Tel-Aviv et ailleurs. Ils ont été très bien reçus. Nous avons étudié les rapports. La conclusion est qu'il est sûrement possible de gagner la sympathie d'un certain nombre de gens. Tous nos partisans savent que la solution n'est pas d'égorger les Juifs, comme certains irresponsables l'ont dit. Lorsqu'un camarade part en "mission civile", c'est-à-dire pour un attentat, nous lui expliquons la gravité de son acte; il sait que cela va aliéner le début de sympathie dont nous bénéficions et que le chemin sera long pour reconstruire les ponts coupés entre Juifs et Arabes. Mais il importe avant tout que les Israéliens comprennent la véritable nature de la politique qui est menée par leur junte gouvernementale. À vrai dire, les résultats sont encore minces, bien que certaines voix s'élèvent pour dénoncer la guerre comme un chemin qui mènerait à la catastrophe. Mais nous ne pouvons pas attendre pour agir qu'ils aient tous compris".

– Y a-t-il des Israéliens qui soutiennent votre lutte, qui y participent ? La question est gênante. On se concerte à voix basse.

– Nous ne pouvons pas répondre. Mais Moshé Dayan a dit que s'il était arabe, il ferait la même chose que nous. Il y a des gens plus sages que Moshé Dayan.

(Septembre 1968.)

Beaucoup plus tard, je résumai ainsi (29) la situation existentielle d'Israël :

VERS LA DISSOLUTION D'ISRAËL

"Peuple symbole", écrivait Claude Sarraute (*Le Monde*, 6 février 1988), à propos du "peuple juif", sans penser, tant l'expression est aujourd'hui reçue, que le terme de peuple avait là, dans l'usage ancien, le sens d'ensemble des fidèles d'une religion. De même, le "peuple chrétien" ne relevait de nulle identité politique. Encore ces époques lointaines étaient-elles baignées par une sorte d'union mystique entre la foi et le pouvoir. Nous en sommes loin. Pour notre époque, le mot peuple s'applique aux populations qui vivent, de gré ou de force, dans le cadre d'un État, ou qui revendiquent le douteux privilège d'avoir le leur, bien à eux. Dans ces conditions, on se demande à quelles contorsions sémantiques il faudrait se livrer pour fournir la définition d'une "peuple juif" qui ne serait pas immédiatement récusée par une forte partie de ceux qu'elle revendiquerait.

Si, comme l'on voit, l'expression de "peuple juif" n'est pas sans poser quelques problèmes, celle de "peuple symbole" est encore plus extravagante. Limiter l'histoire des Juifs à une seule dimension, celle de la souffrance, de la dépossession et du massacre relève d'un réductionnisme absurde. En tant qu'histoire, elle a ses heures sombres et tragiques, comme des moments de bonheur et de jubilation. Mille autres peuples, dont une grande partie a d'ailleurs disparu corps et âmes au cours des siècles, ont aussi vécu dans cette alternance d'ombre et de lumière. Je suis bien conscient, ce disant, de tenir un propos qui sera parfois jugé sacrilège : on n'aurait pas le droit de comparer le sort des Juifs à celui d'aucune autre communauté humaine. Et si l'on n'accepte pas que ce droit nous soit refusé au nom d'une élection divine qui ne regarde que ceux qui y croient, on nous le refusera au nom d'Auschwitz, symbole de la barbarie de notre temps. On garantit ainsi un symbole par un autre, ce qui est bien le propre d'une logique mais aussi d'un effort désespéré pour ne pas regarder les réalités en face.

Confronter le symbole et la réalité est une opération généralement douloureuse. Les images qui arrivent d'Israël sont donc doublement douloureuses, parce qu'elles renversent le symbole – comme on abat une idole, brutalement – et plus simplement par ce qu'elles montrent : la sauvagerie des matraquages, le désir de meurtre, la haine raciste d'une armée d'occupation qui vit intensément la peur fiévreuse du colonisé qui se réveille et qui (comme en Nouvelle-Calédonie) jette des cailloux sur son oppresseur. Loin des symboles, cette atmosphère n'est pas sans rappeler celles que nous avons pu respirer à Alger sous l'OAS, en Rhodésie sous Ian Smith ou en Afrique du Sud, de Verwoerd à Botha. Même apartheid, même brutale et sanglante répression par une minorité privilégiée d'une masse autochtone qui s'insoumet et secoue son asservissement.

Israël est fondé sur la force et uniquement sur la force. Les justifications théologico-historiques (relevant d'ailleurs d'un grossier travestissement de l'histoire), les résolutions de l'ONU s'arrogeant en 1948 un droit qu'elle n'avait pas, celui de disposer du sort de la Palestine, le "symbole" des souffrances vécues pendant la guerre en Europe, tout cet ensemble composite de "justifications" de la création d'Israël, bonnes pour la consommation des consciences européennes, ne s'est jamais traduit sur le terrain que par la force brutale des canons, des fusils, des matraques, des tortures et de la terreur généralisée. Les Arabes de la région n'ont consenti à aucune de ces justifications. Israël, le seul État moderne qui ne possède ni constitution ni frontière légale ne peut lâcher un seul instant les trois instruments de sa terreur fondatrice, à savoir, les fusils et les matraques pour les Arabes sous son contrôle immédiat, les bombardements aériens pour ceux qui l'entourent, et son armement thermonucléaire pour garantir le tout et faire pression sur les grandes puissances. Le secret de Polichinelle qui entoure l'armement nucléaire d'Israël témoigne assez de la "perversité" de la symbolique qui s'oblige à toujours présenter Israël comme faible et menacé.

En réalité, la seule faiblesse d'Israël est justement cette force, ou plutôt cette confiance exclusive en la force. Ce ne sont pas les missiles soviétiques ou arabes qui ébranleront Israël. Ce sont les poitrines nues des Palestiniens, les petits cailloux qui ne sont pas sans rappeler une histoire biblique, celle de David et Goliath. Fondé sur la force, incapable après quarante ans de se faire accueillir dans un Moyen-Orient qu'il a fortement contribué à mettre à feu et à sang, Israël est condamné à disparaître. Les Occidentaux seraient bien inspirés de voter une nouvelle Loi du Retour, ouvrant ainsi aux citoyens israéliens la possibilité d'émigrer vers des terres où leur existence ne sera plus fondée sur le déni de celle des autres. Beaucoup le font déjà. Accueillons avec sollicitude ceux qui refusent de se faire les complices de cette nouvelle barbarie.

On amuse la galerie depuis des années avec le projet fantôme d'une conférence internationale qui réglerait miraculeusement le problème (30). Ce n'est là que manière élégante de gagner du temps pour renforcer les arsenaux israéliens et renflouer les caisses. Militairement et financièrement, Israël n'est que le prolongement du bras armé de la puissance américaine. Les différends entre le Likoud et l'opposition ne sont que des divergences sur la tactique, sur les moyens et sur le moment d'une politique d'annexion et de domination. La voix des pacifistes reste malheureusement à peu près inaudible. Négocier quoi, d'ailleurs ? Même si l'on fait entériner le statu quo par les dictatures arabes, même si l'on octroie un État-croupion à une bourgeoisie palestinienne qui rêve de hochets politiques, qu'aura-t-on résolu ? C'est tout le dispositif de domination occidentale au Moyen-Orient, dont Israël est le bastion avancé et imprenable, qui est à la source de toutes ces convulsions. À ceux qui ne veulent pas tirer les leçons qui s'imposent, l'Iran se charge de dire que toute domination engendre une résistance qui la combattra jusqu'au bout.

Ce n'est pas depuis décembre 1987 que règne cette oppression casquée et que la résistance se manifeste. Le sang coule depuis quarante ans. C'est dans ce bourbier sanglant que l'État israélien s'enfonce inexorablement. Un jour, il n'en restera plus rien et les générations futures ne comprendront plus le pourquoi de

ce long acharnement. Ils se demanderont comment un symbole aura pu si longtemps masquer son contraire.

Notes du chapitre 5

(1) La première partie de ce chapitre a été publiée dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 1, printemps 1987, p. 109-135. Les notes qui ont été ajoutées pour la présente édition sont entre crochets.

(2) [Cette thèse s'est encore vérifiée avec la diabolisation sous forme hitléroide du dictateur irakien Saddam Hussein. Il y en aura d'autres.]

(3) [Cette calomnie est régulièrement reprise par des propagandistes sans scrupules comme Pierre Vidal-Naquet : "Il est notoire que l'argent arabe, d'Arabie saoudite, notamment, sert à la diffusion de thèses révisionnistes" (*Le Nouvel Observateur*, 18-24 septembre 1987).]

(4) Au cours de l'été 1981, quelques articles dans la presse libanaise et dans le magazine Doha, publié dans le Golfe, ont rendu compte des procès faits à Faurisson à Paris. On en trouve une autre brève évocation dans l'influent hebdomadaire *Al Hawadess* (1er janvier 1982), publié à Londres, qui ajoute ce commentaire : "Après cela, on ne s'étonne pas des déclarations de Claude Cheysson en Israël".

(5) [Découvrant le monde, je cherchais des guides pour me l'enseigner. C'est ainsi que je fréquentais, outre le Dr.Amer, maintenant décédé, le journaliste communiste Lutfi El Khouly et un jeune professeur, Boutros Boutros-Ghali, qui dirigeait le supplément économique du journal Al Ahram. Je leur ai une grande reconnaissance.]

(6) Ce texte assez court, discuté avec un groupe d'amis, remanié, a été publié sous le titre d'"Introduction au problème palestinien", *Études anticolonialistes*, n° 1, novembre 1962. Réédité en juin 1967.

(7) [Depuis que ces pages ont été écrites, cette fonction de "promesse d'un avenir meilleur" a été reprise par ce que la presse appelle les "intégristes". Pas plus que leurs devanciers, adeptes d'une vulgate marxiste sclérosée, ils ne possèdent les clefs d'une véritable réforme globale des sociétés musulmanes. Leur puissance est, à mon avis, transitoire.]

(8) {Sur certains aspects français de cette question, voir mon compte-rendu du livre de James Bacque, reproduit ici, sous le titre de *Vae victis*, en annexe.]

(9) Il y a eu peu de réactions directes à l'affaire Faurisson en Israël. Mais la réponse est venue en juin 1981 sous la forme d'un gigantesque rassemblement de survivants de camps nazis, qui avaient pour mission de témoigner en quelque sorte de manière définitive à l'usage des jeunes générations. Pendant plusieurs semaines, les grandes chaînes de télévision américaines consacrèrent une heure par jour à passer des reportages sur cette manifestation. Le comité français pour la participation à ce rassemblement était présidé par Simone Veil et dirigé par un personnage très peu

connu, Georges Wellers, propulsé dans les journaux, à la radio et à la télévision pour la part éminente qu'il a prise dans la campagne contre Faurisson.

(10) Evron mentionne dans son titre "le peuple juif", bien qu'il semble plutôt entendre le "peuple juif israélien" dans le texte. J'ai mis moi-même des guillemets à "peuple" dans les premières lignes du présent texte. C'est que le mot pose un problème d'analyse qui a des conséquences sérieuses sur la compréhension politique. Il tire évidemment son origine des conceptions politico-religieuses de l'antiquité. L'ethnographe contemporain parlerait plutôt de "tribu" pour décrire l'antique peuple juif, bien que ce terme recouvre lui aussi des formules sociopolitiques très diverses. La notion de peuple, dans le contexte diasporique, recouvre plutôt une notion religieuse. Cette acception ancienne vaut encore, par exemple, pour l'Eglise qui peut parler d'un"peuple" chrétien. La notion moderne de peuple, issue de la période révolutionnaire, est complètement inadéquate et beaucoup de Juifs ne ressentent certainement pas d'appartenance à un "peuple" juif, au sens moderne et sioniste du terme. En revanche, on peut sûrement parler d'un peuple israélien. Il faut, pour entrer dans le détail, et dans celui de beaucoup d'autres aspects de ces questions, se reporter au très riche et remarquable recueil d'articles de Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?*, Maspero, 1981. Certains de ces articles sont déjà connus en arabe. Il est d'ailleurs intéressant de voir que Rodinson met un point d'interrogation à son titre et ne définit pas ce qu'il faudrait entendre par "peuple juif". Ce genre de terme est trop plein de considérations subjectives pour servir à des analyses sérieuses.

(11) Le texte complet de Boaz Evron a été publié dans le n° 2 de la *Revue d'études palestiniennes*, Paris, hiver 1982, p. 36-52. [Evron est un ancien du groupe Stern. Voir les commentaires éclairants d'Israel Shahak, dans le même numéro, p. 53-63, qui donne de l'évolution du concept de *goy* une analyse historique que je crois fondamentale.]

(12) [Voir par exemple le très mauvais livre de Faligot et Kauffer, *Le Croissant et la croix gammée*, exemplaire de cette sous-littérature rédigée à partir des fiches des services de renseignements par des "journalistes" dont on ignore s'ils sont des plumitifs à la solde de la police ou des policiers qui se font des gratifications supplémentaires dans le monde des lettres. Dominique Wolton est une autre phare de cette distillation calculée des archives policières, vaste terrain ouvert à toutes sortes de manœuvres politiques occultes. On regrette la fermeture des mines de sel.]

(13) Il faut certainement signaler ici l'utile ouvrage de Simha Flapan, *The Birth of Israel. Myths and Realities* qui démonte, en s'appuyant sur des documents d'archives israéliens, les principaux mythes politiques qui ont cours, encore aujourd'hui, sur la création de l'État juif.

(14) Il serait d'ailleurs juste de considérer que certains sionistes, comme Herzl et d'autres, qui baignaient dans les idées racistes de leur époque, ont contribué à formuler cette idéologie voelkisch – traduisons par "protofasciste" – où se sont enracinés à la fois le nazisme et les courants dominants du sionisme. Voir par exemple la référence au manifeste du Parti national socialiste juif, de Viktor Arlosoroff, *Der juedische Volkssozialismus*, publié en 1919, dans l'essai, court mais pénétrant, de Mondher Sfar, "Chambre à gaz, enfer sacré de Faust".

(15) Par exemple, celle de Michael Bar-Zohar.

(16) Paru dans *Maintenant le communisme*, Paris, n° 1, printemps 1991, p. 34-36.

(17) Victor Ostrovsky et Claire Hoy, *Mossad, un agent des services secrets israéliens parle*, 1990, 324 p.

(18) Derogy et Carmel, *Israël ultra-secret*, p. 86.

(19) Le meilleur dossier reste à ce jour celui de Noam Chomsky, *The Fateful Triangle*.

(20) Voir le désormais classique ouvrage d'Alfred Lilienthal, *The Zionist Connection*. Il existe une deuxième édition augmentée. La littérature est considérable. Mentionnons un recensement opéré par Lee O'Brien, *American Jewish Organizations and Israel*. Sur la pénétration du système politique américain, voir le livre d'un "congressman", qui fut député de l'Illinois à la Chambre des Représentants, Paul Findley, *They dare to speak out*, et le livre déjà cité de Seymour Hersh. Voir aussi les commentaires de la presse américaine sur l'affaire de l'espion Pollard.

(21) J'y suis retourné quinze ans plus tard. L'Occident a mis beaucoup d'argent pour moderniser ce bazar. Mais cette clinquaille moderne et la longévité du boucher couronné qui le gouverne n'ont pas donné plus de réalité à ce sous-produit des découpages coloniaux.

(22) En septembre 1970, le roi Hussein a fait donner l'assaut des camps à l'arme lourde. Le massacre a causé huit à dix mille morts.

(23) Cet univers des Palestiniens a été décrit, infiniment mieux que par moi, dans le dernier livre de Jean Genet, *Un Captif amoureux*.

(24) Sur le moment, je n'avais sans doute pas accordé un crédit entier à cette affirmation. L'utilisation du phosphore est en effet interdite par toutes les conventions internationales en vigueur. Il n'a pas été utilisé depuis les grands bombardements alliés sur les grandes villes allemandes. Pourtant, lors du siège de Beyrouth en 1982, l'aviation israélienne a utilisé massivement cette arme prohibée au vu et au su de la presse internationale. Je n'ai pas le souvenir qu'aucun gouvernement occidental, si prompt à s'alarmer devant une hypothétique guerre chimique irakienne, ait seulement froncé un sourcil au sujet de cet incontestable crime de guerre israélien.

[[25) Cette "théorie" des trois cercles a été exposée par Abdel Nasser dans un opuscule qui a beaucoup circulé dans le monde arabe, *Falsafat ath-thawra*, "la philosophie de la révolution".

(26) J'ai pu me rendre en compte, en enquêtant dans les camps au Liban en 1973 que cette affirmation était une vue de l'esprit. Non seulement les classes sociales y existaient de manière très sensible, mais les réseaux de nature clanique des grandes familles étaient bien présents. Les rivalités traditionnelles entre ces grandes familles se traduisaient par l'allégeance données à des organisations politiques rivales dont les affrontements, parfois sanglants, exprimaient ces luttes de pouvoir, tout autant que les

rivalités des puissances arabes qui les finançaient. Sous le nationalisme, et le propulsant, on trouve toujours des groupes qui entendent s'arroger l'exclusivité d'un éventuel pouvoir d'État. Mais leur intérêt est de rendre leur existence aussi discrète que possible. C'est pourquoi je n'ai pas pu mener cette enquête avec mes collaborateurs jusqu'au bout. Je suis de ceux qui soutiennent totalement la cause palestinienne sans éprouver le besoin d'idéaliser les mouvements qui la mène, bien au contraire. La critique sévère qu'on peut leur adresser est d'ailleurs depuis longtemps celle qu'expriment en privé de très nombreux Palestiniens, dans les camps et ailleurs. Le développement de l'Intifada et du mouvement, dit intégriste, Hamas sont des conséquences de cette critique. Il en est d'autres.

(27) Il existe une forte proportion de chrétiens dans le peuple palestinien. Elle semble en baisse dans la mesure où, sous la pression israélienne, les chrétiens s'exilent davantage.

On remarquera que la position ici exprimée par des responsables du Fatah a été abandonnée par l'OLP qui a fini par accepter le principe d'une partage de la Palestine. Personnellement, je pense que ces concessions énormes n'aboutiront à rien, qu'elles sont immorales et impropres à convaincre l'occupant. Ceux qui applaudissent lorsque les Palestiniens renoncent à se défendre et acceptent le partage auraient dû appliquer d'aussi nobles principes en 1940-44 et proposer aux Allemands de partager avec eux le territoire français.

(28) Organisation, similaire à l'OTAN, que les Américains ont organisé au Moyen-Orient pendant la guerre froide, pour encercler l'Union Soviétique.

(29) Paru sous ce titre dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 4, printemps 1988, p. 60-62.

(30) J'ai dit mon profond scepticisme sur ce dont pourrait accoucher une conférence internationale dès février 1991, alors que les ruine de Bassora fumaient encore, dans la *Gazette du Golfe et des banlieues*, n° 2, p. 16-22, "L'idée d'une conférence internationale ou la grande mystification des peuples", mars 1991.

Chapitre 6

DU BON ET DU MAUVAIS USAGE DU RÉVISIONNISME

RÉPONSE À ILAN HALEVI ET AUTRES OBSERVATIONS (*)

Depuis fort longtemps, je ne me soucie plus de répondre aux attaques invariablement médiocres et stupides qui me visent, par rafales périodiques. Il y a à cela au moins deux raisons, également dirimantes : la première est que la presse en France se soucie du droit de réponse comme d'une guigne. J'en ai fait de multiples expériences, il y a des années, et pour moi la preuve est faite : on peut vous insulter, vous diffamer de toutes les façons, vous n'aurez pas une ligne pour répondre, à moins peut-être de mettre en branle la machine de la justice. J'avais annoncé, dans un livre qui a ouvert ces polémiques, en 1980, que je n'y aurai jamais recours et je me suis tenu à cette décision. Je tiens que la liberté d'expression ne doit rien devoir à des magistrats, dont on connaît l'opportunisme foncier. La seconde raison est l'absolue mauvaise foi des rédacteurs de *Globe*, du *Nouvel Observateur* ou d'un quelconque *Evénement du Jeudi* dont l'imagination est entièrement débridée. "On ne discute pas avec les révisionnistes" affirme Vidal-Naquet (qui l'a pourtant beaucoup fait) suivi par la meute des plumitifs qui ne savent nullement de quoi même ils parlent. Et bien, moi, je ne discute pas non plus avec des idiots haineux.

Il faut, pour s'adresser à l'autre, un minimum de considération. Il faut le préjuger apte à saisir un raisonnement qui ne serait pas le sien de prime abord, il faut supposer un quelconque terrain d'entente, au moins une fraction de vocabulaire que l'on entendrait de part et d'autre comme porteur de sens à peu près partagé. C'est pourquoi je romps un long silence pour répondre à Ilan Halévi. En effet, je n'ai rien écrit sur la question du révisionnisme depuis 1982 (1), estimant que j'avais écrit absolument tout ce que j'avais à dire sur un sujet très loin d'être épuisé, mais que d'autres thèmes de réflexion requéraient mes soins. Je n'ai d'ailleurs pas l'intention, dans les lignes qui suivent, de revenir sur le fond de la question. Mais Ilan Halévi est quelqu'un qui mérite à mes yeux la considération que l'on peut devoir à un interlocuteur ou, à de certains moments, à un adversaire honorable. J'ignore tout de la biographie de M. Halévi sinon qu'il a la nationalité israélienne et qu'il a rallié l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine). Le texte que je vais critiquer m'apprend qu'il est né à Lyon en 1943, "à portée de botte de Barbie", et qu'il est présentement représentant de l'OLP auprès de l'Internationale socialiste. Pour un ressortissant d'un État, reconnaître que l'ennemi

officiel de cet État puisse avoir raison, être mieux fondé en droit que l'État dont on relève, et tirer toutes les conséquences de ce jugement moral en passant avec armes et bagages à l'"ennemi" officiel, est un acte de courage personnel et le témoignage d'une forte conviction qu'il convient de saluer. Ce sont là choses rares, ainsi que j'ai pu le constater quand j'ai commencé à travailler avec les Algériens, pendant la guerre d'Algérie. Il y avait autour de moi beaucoup de paroles mais très peu d'actes. Techniquement, cela s'appelle de la trahison et les risques ne sont pas minces. En outre, Ilan Halévi est l'auteur d'un remarquable ouvrage, intitulé *Question juive*, et sous-titré *La tribu, la loi, l'espace* (Éditions de Minuit, 1981). Il ne s'agit pas de documents originaux ou de recherches nouvelles, mais d'une vaste interprétation de l'histoire juive, qui pourrait se réclamer d'une certaine parenté intellectuelle avec les travaux de Maxime Rodinson. C'est un livre remarquable en tous points, qui aurait certainement mérité des critiques et une ample discussion si l'auteur, du fait de sa "tare" politique, sa qualité de "traître", n'avait subi un ostracisme total. Pas un mot sur le livre dans une presse qui pourtant ne nous épargne rien quand il s'agit de célébrer dans les moindres détails les fastes et les malheurs de la judaïté.

Quand donc Ilan Halévi, représentant officiel de l'OLP, prend la plume pour écrire "Hypocrisies : du bon usage du révisionnisme" dans la *Revue d'études palestiniennes* (n°26, hiver 1988, p. 3-12), une excellente revue qui fournit avec ses documents et ses éphémérides les instruments qui permettent se suivre de près les événements, sans parler des essais, analyses et témoignages qui sont le plus souvent du meilleur niveau – ainsi les textes de Jean Genet –, on doit s'attendre à quelques réflexion de bon aloi. On sait les Palestiniens prudents en ces matières : cherchant des appuis en Europe, ils évitent de se mêler de trop près à des querelles d'Européens. Pour Ilan Halévi, Israélien engagé dans le combat contre le sionisme, ces prudences apparaissent moins nécessaires.

Or ce texte est assez déroutant. A le lire, et le relire, on a la sensation d'être en présence d'une pensée en tourniquet. Sur un même sujet, l'auteur dit blanc, et puis noir, et encore blanc et ensuite à nouveau noir. La dialectique ne démarre pas, on tourne en rond : les révisionnistes sont très mauvais, ils disent des choses très bonnes, leurs adversaires, qui sont très mauvais aussi, disent des choses très mauvaises. Mais voyons ce qu'il en est plus précisément en reprenant les grandes articulations de cette démarche.

En épigraphe, un forte pensée de Marguerite Duras :"...Si l'on fait un sort allemand à l'horreur nazie, et non pas un sort collectif, on réduira l'homme de Belsen aux dimensions du ressortissant régional. La seule réponse à faire à ce crime est d'en faire un crime de tous. De le partager". On peut s'étonner de ce choix de la Duras comme référent. Une ancienne stalinienne passée au reaganisme le plus vulgaire peut difficilement passer pour une autorité morale (2). On voit que d'entrée de jeu Ilan Halévi se passe la corde au cou : avant même son texte, il place le lecteur sous le poids de la Faute universelle qui est la seule justification universelle (n'étant pas proprement rattachée à l'histoire singulière d'Israël) de l'érection de l'État d'Israël. Un grand crime ayant été commis contre les Juifs pendant les années 1940, nous sommes sommés – et par un écrivain non-Juif, femme, ex-communiste – d'en partager la culpabilité, quelles que soient par ailleurs nos positions, nos prises de responsabilité politiques, Juifs et non-Juifs confondus. Le chemin de la rédemption est d'ailleurs implicite : nous devons tout faire pour protéger Israël et le sauver des démoniaques

qui, au lieu de payer pour leur culpabilité, s'enfoncent dans l'ignominie de leur association avec le crime et les criminels. Comment un homme qui combat le sionisme peut en même temps se situer, dans le liminaire même, au point nodal de l'auto-justification sioniste et entériner de la sorte ce coup de force moral, c'est sur quoi je reviendrai un peu plus loin.

Mais je voudrais ici d'abord clarifier ma position, et celle de quelques individus de mon espèce, sur ce point, essentiel, de morale politique. En tant qu'individu relevant *volens nolens* d'une collectivité, ne fût-ce que l'humanité en général, je suis responsable des actes de cette collectivité, et tout particulièrement des crimes que sa politique peut entraîner. Cette responsabilité, je l'exerce soit par un acquiescement passif, soit en assumant et en justifiant le crime (la Raison d'État, la Protection de la Race, la Défense de la Civilisation, peu importe), soit enfin en la refusant, en prenant la défense des victimes et en réclamant la punition des coupables qui ont délibéré et commis ou fait commettre le crime. Dans ce cas, j'ai assumé cette responsabilité en refusant justement d'en assumer la culpabilité. Ce crime a été commis par d'autres que je désigne, que je dénonce à la vindicte des victimes. Lorsque je suis au Viêt-Nam, par exemple, disons en 1968, que j'assiste au napalmage des civils, je puis manifester ma sollicitude envers les victimes, leurs familles, leurs proches, ou tous ceux qui sont des victimes potentielles d'une action qui risque fort de se répéter, je puis dénoncer les coupables, par exemple dans un journal. Mon action sera ou ne sera pas efficace, sera ou ne sera pas préventive, ou réparatrice, mais quelles qu'en soient les conséquences concrètes, j'aurai refusé d'être associé à ce crime et, les coupables étant bien définis, j'aurai clairement délimité une sorte d'espace des responsabilités : à l'intérieur, les vrais coupables, exécutants, inspirateurs, complices actifs et passifs; à l'extérieur, les victimes, les non-coupables, ceux qui s'opposent au crime dans la mesure de leurs moyens, les ignorants de bonne foi et l'immense foule de ceux qui ne sont concernés en rien. Car, enfin, qu'on le veuille ou non, ces limites existent. Marguerite Duras et Ilan Halévi ne pourront pas eux-mêmes se convaincre qu'un éleveur mongol, un pêcheur eskimo, un pygmée du Congo ou un chasseur-cueilleur du haut-Amazone puissent en quelque façon être tenus pour responsables des horreurs qui se sont déroulées dans les Territoires de l'Est entre 1941 et 1945. Ou alors, on tombe dans une absurdité totale, qui se formulerait à peu près ainsi : "La vie de ces Mongols, de ces Eskimos, de ces Pygmées, etc., n'a réellement de sens que rapportée au sort des Juifs". Voilà où nous mène l'implicite de Duras (et de mille autres dans les media d'aujourd'hui) qui sert de caution à Halévi (3).

Il commence son texte en disant que la moutarde lui monte au nez depuis longtemps parce qu'il s'opère ce qu'il appelle une "formidable régression du débat", en ajoutant aussitôt que l'existence même de ce débat est "obscure", qu'il est "amorphe et flottant, à la dérive", que c'est un "faux débat", qu'il "dégénère en une foire d'empoigne d'autant plus indécente qu'elle se pare des dehors de l'indignation morale", ce qui est une assez bonne qualification du traitement que la presse inflige à ce qu'il est convenu d'appeler le révisionnisme. Ilan Halévi voudra donc se démarquer, refuser cette "indécence", pour rester, on le suppose, dans les limites de la "décence". Mais hélas, les choses semblent commencer, pour Halévi, avec la "petite phrase au parfum révisionniste" de Le Pen, comme s'il ne s'était rien passé auparavant. Une affaire soulevée depuis bientôt dix ans!... Mais surtout il dit qu'il a fallu attendre cette phrase pour que Le Pen cesse d'être respectable. Il peut ignorer les violentes polémiques de la période 56-58, le poujadisme, la Bataille d'Alger, la censure, les journaux interdits,

tout cela a pourtant existé et le rôle de Le Pen était parfaitement clair. L'intéressé parlait déjà haut et fort et ne cachait ni ses sentiments ni ses opinions. Pour ceux qui ont la mémoire courte, cette polémique a resurgi dans la presse en 1985, au moment où les affaires du Front national commençaient à bien marcher. J'ai dit à ce moment là ce qu'il me semblait qu'il fallait dire (4).

La polémique donc, "déclenchée par Le Pen" (comme si elle n'avait pas été en réalité déclenchée par une meute de journalistes aboyeurs) "évoque" le "faux débat instauré par les négateurs de l'Histoire". L'histoire des "négateurs" est assez comique. Le terme a été inventé, me semble-t-il, par un digne plumitif qui a doctement expliqué dans *Le Monde* que révisionniste n'étant pas un terme péjoratif et que ces gens-là "niant" quelque chose, il convenait de les appeler "négateurs". Et pour faire bonne mesure, on rajoute "de l'histoire", les hégéliano-marxistes écrivant même avec un H majuscule. Le tour est donc joué. Et pour montrer sa grande objectivité, le plumitif qui est professeur d'histoire, donne une petite bibliographie, présentée comme si elle signalait le pour et le contre, où il réussit à ne citer aucun texte révisionniste. Il n'y a pas grand chose à dire sur ce genre de procédé qui fleure bon le stalinisme ordinaire. Nous y sommes parfaitement habitués et nous avons vu pire. Le procédé en question se semble nullement incommoder Ilan Halévi puisque ces "négateurs" forment une "nébuleuse" (terme parfaitement adapté à une analyse qui ne l'est pas moins) allant de "l'extrême droite nazie la plus classique" (comme si toute extrême droite était nazie, vieux cliché toujours utile) à l'ultra-gauche "la plus prétendument libertaire". M. Halévi, qui a sûrement toutes les qualités sauf celle d'être libertaire – autrement, il ne serait pas membre de l'OLP, une organisation que jamais personne, même Shimon Pérès, n'a osé qualifier de libertaire, et qui veut un État, ce dont les libertaires ne veulent justement pas – écrit donc comme la *Pravda*, où les adversaires se masquent toujours ignoblement derrière des "prétentions". Un peu plus loin, la nébuleuse en question devient une "coalition contre nature", ce qui est un thème particulièrement rebattu ces derniers temps et qui a maintes fois fait la une depuis que Jacques Vergès a assumé la défense de Barbie. Cette coalition provoquerait d'ailleurs une "hérétique résonance" entre Le Pen et Vergès. Ces deux là étaient pourtant face à face à Alger et le sont toujours si l'on veut bien simplement écouter ce qu'ils disent aujourd'hui. L'amalgame, cette bonne vieille lune, a encore de beaux jours à vivre dans nos journaux où l'on voit que Ilan Halévi pêche l'essentiel de sa réflexion. Mais il est plus fin, car aussitôt après avoir fait l'amalgame, il s'écrie :"Loin de moi l'idée d'amalgamer". Merveilles de la rhétorique !

Le rapport entre ces parties qui ne sont donc pas amalgamées est celui qui "articule l'hérésie de la secte faurissonienne" au "discours général sur la guerre", discours qui irait à l'encontre du droit issu de Nuremberg, Déclaration des Droits de l'Homme, Charte de l'ONU, etc. D'abord, on ne voit pas bien quel droit découle de Nuremberg puisque Nuremberg s'est précisément fait sur un droit nouveau, exceptionnel, fabriqué pour l'occasion, qui n'a plus jamais été appliqué depuis car il déroge entièrement aux règles traditionnelles. Halévi ne sait tout simplement pas de quoi il parle. En deuxième lieu, on ne voit pas bien qui tiendrait aujourd'hui un discours de guerre contre les Droits de l'Homme. Tout au contraire, le vieux néo-colonialisme français, le vieil impérialisme américain et autres forces d'oppression sont toutes rebadigeonnées aux gaies couleurs des Droits de l'Homme. Irai-je jusqu'à rappeler que cette subite vogue des Droits de l'Homme a été lancée par un Président américain, un certain Jimmy Carter, le "bon ami" du Shah d'Iran ? C'est au nom des Droits de l'Homme que

l'on peut aujourd'hui affamer l'Afrique, massacrer au Liban, y intervenir militairement, financer les somozistes de la "contra", soutenir les Khmers rouges et autres fervents pratiquants du respect desdits droits. Enfin, je voudrais relever le terme d'"hérésie". Il dénote parfaitement la confusion qui domine la pensée actuelle : l'impossibilité de faire le départ entre une connaissance relative des faits et un besoin de les dramatiser qui est le propre de la religion. Certains faits sont choisis pour être sacralisés, alourdis d'une valeur transcendantale et orientés par une eschatologie. J'en prendrai un exemple loin de la présente controverse. Lorsqu'un certain nombre d'esprits vaguement stalinisés ont pris connaissance de la vision qu'un mystique russe offrait de l'histoire soviétique, ils ont sauté dessus. Dans l'ignorance complète des montagnes de documentation qui étaient disponibles depuis des dizaines d'années sur le Goulag soviétique, ils ont fait de Soljénitsyne leur prophète. Et le pauvre Glucksmann, embarrassé dans sa soutane de pope, s'est lancé dans la réécriture de l'histoire de la philosophie dans l'axe d'une nouvelle eschatologie droit-de-l'hommesque, surtout conçue comme une nouvelle machine de guerre froide. Succès médiatique assuré. Halévi nage dans le même bouillon d'inculture et c'est pourquoi il parle à notre propos d'hérésie. Nous dévions de la croyance sacralisée, nous attentons à l'orthodoxie. Qui dit hérétique pense bûcher nous devrons nous en souvenir.

Pour suivre, Halévi nous offre un exemple parfaitement clair de "faux-débat". Un faux débat, semble-t-il, désigne un débat sans objet, ou plutôt sans accord sur l'objet, soit parce que l'un des côtés pense que l'objet n'existe pas (par ex. : il n'y aurait pas de question à se poser sur les chambres à gaz des camps nazis), soit parce que l'un des côtés invente un objet, nourrit un fantasme et se plaint de ne pas trouver à le partager. Halévi invente "l'affirmation qu'un crime efface l'autre, qu'une horreur relativise l'autre". Je suis peut-être injuste en disant qu'il l'invente. Cette ânerie traîne dans une bonne partie de la presse qui, à force de ne pas lire les textes qu'elle prétend combattre, s'auto-intoxique en affirmant qu'ils contiennent les idées scandaleuses qu'elles leur attribue gratuitement. On nage dans le fantasme. Je n'ai même pas besoin de procéder à des citations de mes propres écrits, bien qu'Halévi me prenne à partie plusieurs fois. Je n'ai qu'à demander à ces procureurs : où avez-vous vu cela ? Halévi n'accepte pas "l'idée fausse" qui, d'après lui, unirait Jacques Vergès et Claude Lanzmann (avec une inversion des signes) et selon laquelle "l'ampleur des crimes commis par les uns [pourrait] atténuer la gravité des forfaits des autres".

Il a doublement tort. S'il avait compris la démarche de Vergès, il aurait vu que Vergès affirme justement le contraire, à savoir que tous ces crimes (ceux du nazisme, ceux du colonialisme, etc.) sont également répugnants, qu'ils ne s'excusent justement pas les uns par les autres (les résistants français qui torturent en Algérie, les rescapés des camps qui torturent en Israël), mais que le fait d'en avoir commis soi-même ne donne pas une position morale permettant de juger ceux qui en ont commis aussi; que, pour parler vite, les Français, s'ils veulent juger des Allemands qui ont commis des atrocités, auraient dû commencer par balayer devant leur porte et juger les Français qui avaient commis d'autres atrocités (que l'on ne cherche pas à comparer mais qui n'en étaient pas moins des atrocités) dans le vaste champ de la répression coloniale. Or ces Français ont été amnistiés, les Allemands ne le sont pas et on ne leur reconnaît même pas le bénéfice d'une disposition constante de tout notre doit, la prescriptibilité. Deux poids, deux mesures. Vergès dit simplement que pour juger il faudrait être propre. Il atteste que l'État français ne l'est pas, et il en parle en connaissance de cause puisqu'il était en première ligne pour défendre les Algériens. J'étais aussi de ce

combat et je témoigne aussi de la forfaiture et de l'indignité morale de la France de cette époque. La honte d'être français pendant que mes amis algériens se faisaient ratonner dans les rues de Paris et que la Seine charriait des cadavres, elle s'est imprimée en moi comme au fer rouge. Elle n'est pas effacée.

Justice n'a pas été faite. Et cette justice-là ne se fera pas en condamnant dix millions d'Allemands. En achetant Barbie aux Boliviens et en le présentant comme un responsable des horreurs nazies pour éduquer les jeunes générations, on leur ment sur l'essentiel : le fait que la classe politique française dans son ensemble est responsable, entre 1945 et 1962, d'une incroyable série de ce que les belles âmes à la mode appellent des crimes contre l'humanité. Elle ne veut pas les assumer. Découvre-t-on un charnier en Algérie ? C'est que la presse algérienne est anti-française. Rapatrie-t-on les corps des soldats tombés en Indochine ? Léotard nous affirme qu'il a pleuré à la chute de Dien Bien Phu. Et bien, moi, je n'avais que douze ans, j'ai sauté de joie. Que des soudards, incendiaires de paillotes, des incongrus dans la rizière, se fassent casser la figure par les villageois du cru, cela me paraissait juste et remplissait de joie mon âme d'enfant. Et l'un des premiers gestes de Mitterrand n'a-t-il pas été de réintégrer dans leur carrière militaire les officiers factieux et assassins chassés de l'armée sous de Gaulle ? En quoi tout cela excuserait les Allemands, ou les Croates, ou qui que ce soit, ailleurs ? Mais si la justice n'est pas la même pour tous, qu'est-elle ? On le sait, elle n'est que vengeance.

J'ai dit qu'Halévi se trompait deux fois. Vergès ne dit pas ce qu'il lui fait dire. Mais Lanzmann non plus. Les crimes contre l'humanité (concept que je ne prends qu'avec des pincettes un crime de sang est toujours un crime contre l'humanité) (5) sont le cadet de ses soucis. Il brame sur tous les toits qu'une seule chose compte dans l'histoire de l'humanité, c'est ce qui est arrivé aux Juifs. Toute tentative de comparer le sort des Juifs à celui d'autres parties de l'humanité lui paraît en soi scandaleuse. C'est le tribun tribal (6). Tout ce qui n'est pas de l'intérieur de la tribu est impur, relève de l'intouchable. Il ne pourrait même pas dire que le crime contre les Juifs, la Shoah, "efface l'autre". Il ne s'agit tout simplement pas, pour lui, de la même chose. On pourrait s'interroger sur les racines individuelles de ce délire sacralisateur, de cette *kashrout* tardive, son frère en a raconté déjà long. Mais ce qui est plus instructif, c'est de voir comment un délirant individuel (violent à l'occasion) devient en quelque sorte une institution dans notre pays. On sait l'énorme bide qu'a fait son film *Shoah* aux États-Unis. La communauté juive a jugé ce salmigondis tout à fait indigeste. Mais en France, c'est l'État lui-même qui a promu cette maladroite machine, Jack Lang en tête. Et la presse, comme toujours a docilement emboîté le pas elle nous a donné le taux d'écoute des cinq premières minutes de la première émission, quand *Shoah* est passé à la télévision, et ensuite rien. Qui pouvait vraiment supporter jusqu'à la fin ce montage qui brouille toutes les cartes, ces errances ferroviaires et ces monologues de comédiens maquillés en témoins, comme cet inénarrable coiffeur et cet affabulateur bien connu qui se nomme Filip Muller ? (7)

C'est pourquoi lorsque Ilan Halévi écrit : "Un crime est un crime, et toute algèbre est ici insensée, perverse, qui transformerait une double négation de la vie en norme positive des sociétés", je l'approuve entièrement et sans réserve et, à part quelques lanzmannoides attardés, je ne vois pas qui pourrait se trouver en désaccord. J'ajouterai seulement, pour que les choses soient bien claires, que si un crime est un crime, rien n'empêche non plus de tâcher de le connaître, d'en établir la matérialité et les

circonstances. Le jugement moral est une chose, l'établissement des faits – dont je ne vois pas au nom de quoi on pourrait le refuser selon les procédures établies – en est une autre. Lorsqu'il s'agit d'un crime massif et indubitable, les massacres de Juifs pendant la guerre, les massacres polpotistes au Cambodge, une chose est de juger moralement, une autre de tenter de comprendre ce qui s'est réellement passé, d'en définir le lieu, le moment et l'étendue. J'ai déjà dit ailleurs que je ne croyais nullement aux chiffres avancés par les propagandes occidentales et soviétiques pour une fois d'accord attribuant à Pol Pot la mort de trois millions de Cambodgiens. Si l'on divise ce chiffre par deux ou par trois on sera, à mon sens, beaucoup plus près de la réalité. Mais ce chiffre fût-il divisible par dix ou par cent, le jugement que je porterais sur un régime capable de traiter les populations de la sorte serait rigoureusement le même.

Il y a certainement chez les révisionnistes des gens qui pensent autrement, pour la bonne et seule raison que le révisionnisme n'est ni une doctrine, ni une chapelle, ni un parti politique, ni même une théorie nouvelle. C'est un simple rappel des nécessités du métier d'historien, si bien illustré par le beau livre de Marc Bloch qui porte ce titre. Mais il y a certainement des révisionnistes pour qui le métier d'historien est une fadaise comme une autre. Ils ont un credo politique en commun avec une grande majorité des anti-révisionnistes qui se résume ainsi : nos morts sont plus précieux que ceux de nos ennemis. C'est même un état d'esprit extrêmement répandu et que les bonnes âmes qui nous gouvernent s'efforcent d'inculquer toujours plus aux générations nouvelles. Si l'on a vu ces dernières années tant de manipulations sournoises de l'esprit public pour le préparer à l'éventualité d'une confrontation globale, et pour faire voter de gigantesques crédits militaires, c'est bien sur cette base-là (8). Et bien, en tant que "prétendu" libertaire, je refuse cette "algèbre insensée" (un signe plus ici, un signe moins là-bas) et je ne permets pas à M. Halévi de me faire dire le contraire de ce que j'ai déjà dit et que je redis ici. Les morts qui sont tués par une politique sont la honte de cette politique.

Poursuivant son idée, Ilan Halévi en vient à un argument qui, pour être original et ne pas être galvaudé dans la presse, n'en n'a pas moins à mes yeux une allure de paradoxe que je trouve exemplaire du confusionnisme contemporain. En effet, constatant qu'il existe un discours mythifiant qu'il dit "sioniste" ou "judéo-centriste", ceux qui "relativiseraient" les crimes nazis ne seraient plus les adversaires des tenants de ce discours mythifiant, mais des "complices". Les "négateurs", c'est-à-dire donc les révisionnistes "se rendent-ils compte que leur existence même fait le bonheur de leurs soi-disant adversaires ? Que si les négateurs du génocide n'existaient pas, les professionnels du souvenir, justement ceux qui embrigadent les morts au service de politiques inhumaines, devraient les inventer ? Les uns comme les autres démontrent avec éclat que les morts sont des enjeux, leur souvenir une marchandise que l'on peut s'arracher, des quantités que l'on marchande et comptabilise". Cet argument, repris plus loin, ici et là, mérite certainement qu'on s'arrête. Faisons-nous le bonheur des sionistes ? Il me semble qu'il faille répondre oui et non. Je dis oui et dans les étroites limites suivantes : tout ce qui a une portée un tant soit peu critique (c'est à dire qui n'est pas de l'ordre de l'adoration) à l'égard de l'histoire contemporaine des Juifs, ou du sionisme ou d'Israël, fait le bonheur des sionistes puisqu'ils ont les moyens de le présenter aussitôt à l'opinion mondiale comme une menace sur les Juifs, une imminente répétition de l'holocauste. Des croix gammées dans un cimetière ou une concentration militaire prétendue de l'armée égyptienne dans le Sinaï sont présentées de la même façon, comme une menace existentielle pour la totalité des Juifs dans le

monde. C'est la capacité de propagande du sionisme et son aptitude à toucher la corde sensible de la peur qui rendent son action efficace. Que tout ça se passe sur un fond de culpabilité juive (être survivant, ou n'avoir pas vécu à cette époque-là, ou de ne pas vouloir aller s'installer en Israël) ne change rien à l'affaire. Cette propagande était efficace déjà avant la Guerre, c'était le mot "pogrom" qui déclenchait la peur. On est donc là simplement dans un rapport de force, celui qui joue entre l'omnipotence et l'insignifiance en matière de pouvoir médiatique. Le poids de la menace de culpabilisation est énorme et j'ai dit ce que je pensais de la responsabilité plus haut.

Je prends un exemple de ce rapport de force entre l'omnipotence et l'insignifiance. Devant ce qui se passe actuellement dans les Territoires occupés, je prends ma plume et rédige quelques pages que j'intitule "Vers la dissolution d'Israël". J'y fais le simple constat que fondé exclusivement sur la force, Israël est condamné à disparaître comme entité politique. Comme je le fais habituellement de mes petits papiers souvent polémiques, je l'envoie au *Monde* en demandant le statut de "libres opinions". Le directeur, M. Fontaine, me fait une réponse fort civile en disant que certes, ce papier est logique, mais qu'il faut tenir compte de la psychologie et qu'il serait perçu comme "une agression", et donc qu'il ne convient pas de le publier. Si, dans un deuxième temps, je le publie, comme par exemple ici, dans le chapitre précédent, il sera lu par quelques centaines de lecteurs, convaincus ou non, je l'ignore. Mais à l'occasion, on pourra dire ou écrire pour des dizaines ou des centaines de millions de lecteurs ou d'auditeurs qu'un sinistre individu nommé S.T., antisioniste donc antisémite camouflé, appelle à la destruction d'Israël. J'aurai donc fait une fois de plus le bonheur de la clique au pouvoir à Jérusalem et de ses thuriféraires. Grâce à ça, et à mille autres événements microscopiques de la même eau, ils pourront réclamer une augmentation des cotisations de la diaspora et acheter vingt mille matraques de plus. C'est possible. C'est même hautement probable. Et pourtant je n'en tirerai pas la conclusion qu'il faut se taire. Qui ne dit mot consent. Je ne veux pas consentir à ce qui se passe et j'ai le droit le plus élémentaire de le faire savoir. Je suis responsable de ce que je dis, de ce que j'écris, de ce que je signe et certainement pas des déformations, des distorsions que des esprits malfaisants et orientés peuvent infliger à l'expression de ma pensée. Que le système sioniste soit une entreprise de perversion de la pensée, j'en suis convaincu depuis longtemps. Qu'un jour peut-être pas si lointain, on juge que le sionisme aura été une effroyable perversion de la pensée au même titre que le stalinisme, par exemple, pour rester dans le vingtième siècle, et l'on verra des théories d'anciens coupables venir battre leur coulpe devant les caméras, et tenter de faire une nouvelle carrière sur la dénonciation de leurs erreurs passées. On a assez vu ça. Et même si les antistaliniens des années 20 ou 30 ont eu raison trop tôt, les Rosa Luxemburg, les Boris Souvarine, les Victor Serge et quelques milliers d'autres, même si le petit père des peuples pouvait en tirer des effets certains de propagande en les classant dans les contre-révolutionnaires (qui existaient par ailleurs, bien entendu), ces gens auront sauvé pour nous l'essentiel, la lucidité, la capacité de comprendre le monde tel qu'il est, et surtout le droit de le dire. Il en va de même aujourd'hui. Si l'on a des doutes (et pour mon compte, je dis bien des doutes et non des certitudes) sur la question des chambres à gaz, qui n'est importante que par la symbolique qu'elle sous-tend, et même si c'est une aubaine pour ceux qui se chargent de la propagande sioniste (qui pourtant ne sont généralement pas à court d'idées), je crois qu'on ne peut pas se taire, qu'on ne peut pas renoncer à l'idée que le monde et son histoire, faite par des hommes, devrait être compréhensible par d'autres hommes, qui viennent après, et qui ont besoin de cette compréhension.

Que les staliniens aient qualifié leurs critiques d'hitléro-trotzkystes ou d'agents de l'impérialisme anglais ne changeait rien à l'affaire. Ilan Halévi et, dans une lettre à moi adressée, Elias Sanbar, le rédacteur-en-chef de la *Revue d'Études palestiniennes*, disent que les thèses révisionnistes font le jeu des Israéliens, que de les soumettre à l'examen du monde arabe, on chercherait à "utiliser" les Palestiniens. Le révisionnisme n'a nul besoin des Palestiniens, ni des Patagons ni de personne d'autre; encore une fois, ce n'est pas une politique. Mais qu'une entreprise historienne qui ébranle indirectement l'idéologie fondatrice de la soi-disant légitimité d'Israël, paraisse menacer dans le même temps les droits des Palestiniens parce que les sionistes vont réagir, se débattre et tenter de raffermir un fondement idéologique qui se fissure, est un argument de nature trouble. Je crois qu'il faut l'expliciter ainsi : comme je l'ai déjà dit (9) et comme d'autres l'ont aussi fait remarquer, le mouvement national palestinien s'est intimement imprégné du modèle sioniste. Il a une façon de se modeler sur les arguments, la symbolique, la mystique du sionisme qui relève de la fascination, et qui ne laisse pas d'inquiéter. Le dernier exemple en date est l'affaire du Sol Phryné, ce bateau que l'OLP a acheté 600.000 dollars pour mettre à son bord les expulsés des Territoires occupés et les ramener vers les côtes palestiniennes pour rejouer, devant les caméras, la "tragédie de l'Exodus". Ce remake devait toucher là aussi à un des mythes fondateurs de l'État hébreu. Effrayé par cette tentative de captation de symbole, le Mossad a aussitôt fait sauter le navire. Cette compulsion à rejouer les scénarios qui ont si bien réussi aux sionistes dans les années 30-40 n'amènera évidemment aucun résultat tangible. L'actuelle diaspora palestinienne ne peut en aucune façon jouer le rôle déterminant qu'a eu la diaspora juive à cette époque là. Et l'histoire ne se répète pas.

Je crois discerner dans les réactions d'Ilan Halévi, Elias Sanbar et d'autres intellectuels palestiniens en exil un sentiment de malaise devant la possibilité qu'une partie des mythes fondateurs d'Israël ne s'effondre, ou au moins ne s'érode. Dans le parallélisme des symboles, toucher à la souffrance juive reviendrait à toucher à la souffrance palestinienne. Désacraliser d'un côté obligerait à désacraliser de l'autre, tant est contraignant ce jeu de miroirs. Ce ne sont là, à mes yeux, que des jeux artificiels qui ne touchent guère qu'à la symbolique de la lutte, manipulée par des intellectuels spécialisés dans l'élaboration d'une formule nationale, sans racine dans le passé, alors que le vrai moteur de cette lutte se trouve dans l'oppression sous toutes ses formes, surtout sociales et économiques, enjeu soigneusement refoulé dans la revendication palestinienne, telle qu'elle s'exprime par ses organisations politiques et ses intellectuels "organiques".

J'ai même pensé – pour en revenir à notre question – et je pense encore, que les révisionnistes, c'est-à-dire quelques individus et les très dérisoires moyens qu'ils ont mis en œuvre, bénéficiaient d'une sorte de protection occulte du Mossad. Il y a quelques années, nous avions vent, de temps à autres, par nos longues antennes, de projets vagues et violents qui nous visaient. Quelques violences furent même exercées, contre des livres ou contre des personnes. Mais on sait en même temps qu'il existe des milices juives armées, issues du Bétar et d'autres groupes extrémistes, que ces milices ont même reçu la bénédiction des autorités socialistes, Mme Castro, l'épouse de Laurent Fabius, l'a assez fait savoir avant les élections de 1986. Mais on sait aussi que ces milices sont discrètement encadrées, formées et équipées par le Mossad. Ces gens pouvaient en une heure faire ce qu'ils voulaient. Leur impunité est

assez connue, elle aussi. Plusieurs Palestiniens l'ont payé de leur vie à Paris. Jusqu'à présent, ces fanatiques n'ont rien fait. On en conclura ce qu'on voudra.

J'ai dit tout à l'heure, à la question de savoir si le révisionnisme fait le bonheur des sionistes, oui et non. Si c'était le cas, on ne verrait pas dans les prétoires se déployer ces escadrons d'organisations juives, on ne verrait pas ce flot d'articles, de revues, de livres, se montant les uns sur les autres, dans le but, chaque jour plus lointain, d'écraser les impies. On ne verrait pas se multiplier les conférences internationales, toujours ressassantes, on ne verrait pas toutes ces tentatives de légiférer, quoi qu'il en coûte, contre une opinion, on ne verrait pas toute cette frénésie qui saisit le corps politique pour contourner et contenir ce qui n'est, après tout, qu'un questionnement. Surtout, comme le dit Halévi lui-même, si les révisionnistes n'existaient pas, les sionistes devraient les inventer. Ceci veut dire qu'en l'absence d'ennemis réels, les partisans et les mainteneurs de l'État d'Israël seraient capables de fabriquer des épouvantails. Halévi est justement celui qui a rappelé que les services israéliens n'ont pas hésité à jeter des bombes dans les synagogues de Bagdad pour amorcer l'émigration vers Israël des Juifs irakiens. Beaucoup d'autres actes antisémites sont à cet égard très suspects. On sait que dans la société réelle, en France par exemple, le niveau d'antisémitisme n'a jamais été si bas, l'intégration et l'assimilation si massivement engagées, au point que les rabbins crient maintenant au danger du "génocide doux". C'est ainsi qu'ils appellent les mariages mixtes. Dans le même temps, dans la société fantasmée par la presse, on dépeint l'antisémitisme comme un danger immédiat, une force qui monte et qui doit être jugulée d'urgence. Qui invente quoi ? En réalité, tous ces processus qui visent à angoisser la "communauté", à faire qu'elle se sente obligée de toujours resserrer ses liens avec Israël, étaient en place, et en pleine activité bien longtemps avant que le révisionnisme apparaisse sur la scène publique. L'argument qui consiste à dire que nous "faisons le jeu de l'ennemi", outre son aspect typiquement stalinien, ne tiendrait debout que si l'on faisait complètement abstraction des réalités sociales. Pour dire la chose gentiment, je le trouve stupide.

On s'étonne de voir un homme qui a pris des positions si marginales, si extrêmes, par rapport à son milieu israélien, entonner des antiennes si typiques de l'establishment juif conservateur, genre LICRA, relayées par *Le Nouvel Observateur* et autres organes de la presse du cœur. Ilan Halévi parle d'un nouveau "discours de la guerre" dont on ne voit pas très bien de quoi il s'agit, en dehors d'une allusion obscure au premier livre du pâle Glucksmann, du temps qu'il était le protégé de Raymond Aron, avant sa première éruption de maoïsme. S'agit-il du discours raciste ? Dans ce cas, il n'aurait rien de très nouveau. Il existe, et d'autant plus virulent qu'il est interdit d'expression. Quoi qu'il en soit, ce prétendu nouveau "discours" serait "complexe chez Jacques Vergès ou Serge Thion, grossier, comme il se doit chez Le Pen" et il "tourne autour d'un axe unique : banaliser, relativiser l'horreur nazie, en la remettant "dans le contexte"". La "banalisation", je suppose, consisterait à dire que les Juifs, qui sont des hommes comme les autres, ont souffert sous les Allemands, qui sont aussi des hommes comme les autres, et que toute cette histoire horrible, pleine de souffrances et de mort, est une histoire terriblement humaine parce que le Mal est en l'homme. Si l'on refuse ce point de vue, celui de la stricte humanité des bourreaux et des victimes, il faut alors que les uns la transcendent vers le Mal absolu et que les autres fassent un chemin inverse. Si l'on n'est pas dans cette "banalisation"-là, on est dans la théologie. Je ne dis pas que la théologie est illégitime, elle est la conséquence inévitable de toute croyance en la divinité qu'elle suppose nécessairement.

Or cette critique de la "banalisation" se trouve chez des gens qui ne défendent aucune croyance de ce genre. Ces agnostiques ne peuvent qu'impliquer une transcendance spécifique au peuple juif sans pouvoir ni l'articuler sur une élection divine, ni la revendiquer autrement que par une distorsion de l'histoire qui serait "unique" et "spécifique" du "peuple juif". Mais chaque histoire est unique. C'est l'interaction de ces unicités qui fait l'universel. C'est pourquoi jamais personne ne peut expliquer en quoi consiste précisément ce crime de "banalisation", sauf à imposer de manière terroriste le tabou. C'est le discours typiquement lanzmannien, que reprend ici sans même s'en rendre compte Ilan Halévi (qui semble assez dégoûté par les productions de Lanzmann). Voilà ce qu'il en coûte d'aller chercher ses idées dans les poubelles des rédactions, idées on ne peut plus "banales" en elles-mêmes. Ce nouveau discours, qui est donc lanzmanniquement banalisateur, "s'oppose, mais ce faisant, plus que toute autre chose, il alimente le discours dont il est la négation". Le piège qu'Ilan Halévi a creusé par négligence et manque de rigueur se referme donc sur lui : si les révisionnistes sont des négateurs, ils sont donc les inverses, symétriquement opposés, de ceux qu'ils combattent, ou qui les combattent. Jeu de miroirs. Mais la réalité est autre. Cette idée de "négation" est essentiellement un artefact inventé par ceux qu'Halévi dénonce justement comme "ceux qui embrigadent les morts au service de politiques inhumaines". S'il fallait s'en tenir étroitement à ce qui est le noyau de la polémique, la question des chambres à gaz, le discours révisionniste n'est pas un discours de négation; il dit que la réalité a été différente de la représentation que nous en avons. Il dit que certaines choses auxquelles nous avons cru, par des informations ou des témoignages qui se sont révélés erronés, n'ont pas existé, ce qui n'empêche nullement que d'autres choses, aussi horribles ou même davantage, aient existé, sur la foi de documents et de témoignages vérifiables. Dans ce sens là, tous les historiens et même les témoins les plus douteux ont fait aussi du révisionnisme à leurs heures.

Je ne prendrai qu'un exemple, celui d'un écrivain soviétique, juif, peu connu ici de son vivant, mais qui s'est taillé après sa mort une fort respectable gloire littéraire, Vassili Grossmann, avec son superbe roman *Vie et Destin* (10). Or on a publié de lui, en 1945, chez Arthaud, qui l'a réédité en 1966, *L'Enfer de Treblinka*, où il explique, témoins à l'appui (probablement ceux qui ont parlé à Lanzmann trente ans plus tard), qu'à Treblinka on tuait avec des pompes à vide. On mettait les gens dans une pièce hermétique et une pompe en extrayait l'air. Il n'a d'ailleurs pas été le seul à produire cette affirmation. Cette fable a disparu de tous les ouvrages contemporains. Il faut bien une certaine dose de révisionnisme pour faire passer ainsi à la trappe le témoignage circonstancié d'un homme qui, après tout, est arrivé à Treblinka avec les troupes soviétiques bien avant tous les autres. Seulement ce révisionnisme là est honteux, caché, on évacue Grossmann en douce, on ne lui en veut pas, c'est un homme respectable qui se sera trompé. Grossmann témoin disparaît sans laisser de trace il ne reste que le grand romancier. C'est là tout le mal que l'on pourrait souhaiter aux Filip Muller, et autres Vrba (dont Nicole Zand, rendant compte dans *Le Monde* de la Nième version de ses mémoires dit que plus le temps passe, plus sa mémoire devient précise; un vrai miracle).

Ce qui est le plus étrange, ce n'est pas que Ilan Halévi reprenne le grossier discours des adversaires d'un révisionnisme qu'ils n'ont pas lu (et qui croient en toute innocence qu'il a été "réfuté" par les tours de passe-passe d'un Vidal-Naquet qu'ils n'ont probablement pas lu non plus, je veux dire lu avec un œil critique) mais qu'il tienne simultanément des propos qui sont le fondement même de la nécessité du

révisionnisme actuel : "Dans ce débat truqué, les chambres à gaz, dont Faurisson nie l'existence, sont devenues le symbole absolu : leur existence même, aux yeux des gardiens de l'horreur, prouve l'unicité de la barbarie nazie et l'unicité du martyre juif. Non pas un détail, mais le détail qui change tout, qui fait basculer cette horreur particulière dans une catégorie unique et solitaire à nulle autre inhumanité pareille. Telle est désormais la vérité à laquelle les gardiens du cimetière voudraient donner force de loi et, grâce à Le Pen, ils ne sont pas loin d'y parvenir". Je peux contresigner ce paragraphe. Vergès et moi pourrions signer une phrase qui vient bientôt après : "Car on n'a pas encore vu de scandales ni de condamnations pour négation ou banalisation du génocide des Africains dans la traite ou des indigènes américains dans la colonisation". Qu'est-ce qu'une analyse comme celle de Halévi qui alterne un phrase à la Faurisson avec une phrase à la Lanzmann, suivie d'une phrase à la Vergès ? C'est un hybride typique, une chimère improbable née du confusionnisme contemporain : la pensée-tourniquet. Elle tourne comme un alternateur, touchant chaque pôle en suivant, tournant sans fin, produisant une sorte de bruit indistinct où tout et son contraire se mêlent sans que l'on puisse plus rien identifier. Nous vivons une époque terrible, où l'effondrement des dogmatismes, le dégel des pensées monolithiques ne laissent après eux qu'une soupe gluante, dans laquelle marchent les imprudents.

L'article de Halévi continue en tourniquant. Ce qu'il dénonçait à l'instant chez les révisionnistes, il le reprend à son compte : le discours de Nuremberg – "discours États, avides de légitimité... qui tend, bien évidemment, à projeter sur le nazisme vaincu une nature absolument démoniaque, et à la limite absolument a-historique". "Le procès Barbie... spectacle édifiant... histoire censurée et confisquée... torchon, oripeau à s'arracher... aubaine pour les sionistes... occasion pour les Vergès, Faurisson et autres Thion de réentonner la chanson de la négation." Le tourniquet devient fou

Dans un paragraphe dont le sous-titre cherche délibérément à être insultant ("Faurisson piège à Thions" j'avoue que je trouvais plus amusant le "protocole des sages de Thion" d'un ectoplasme déjà ancien dont j'ai oublié le nom), Ilan Halévi nous fait un nouveau conte arabe. Il dit que, dans la préface à l'édition arabe du livre de Kapeliouk sur Sabra et Chatila, un certain Mahjoub Omar, qui se donne pour "militant égyptien du Fatah" révèle "qu'à la fin des années 70, Faurisson et ses amis (?) tentèrent de convaincre les dirigeants de l'OLP d'adopter leurs thèses révisionnistes et se heurtèrent à un refus définitif." Voilà une excellente occasion de mettre les choses au point. Ni Faurisson ni aucun de ses amis, que je sache, n'a tenté de convaincre les dirigeants de l'OLP de quoi que ce soit. Lorsque cette affaire a éclaté, en 1979, il s'est trouvé que certains intellectuels arabes ont voulu savoir de quoi il s'agissait. Nous avons appris ensuite que des personnes qui nous étaient au demeurant parfaitement inconnues avaient proposé à l'Institut d'Études *palestiniennes* à Beyrouth de publier quelque chose à ce sujet. Il y eut un débat qui se termina par un refus motivé essentiellement par le sentiment qu'il ne fallait pas heurter une opinion occidentale massivement pro-israélienne. Ce sont là des considérations politiques qui n'ont évidemment rien à voir avec les questions de fond. Cependant, la presse arabe n'ignorait pas certains développements de l'affaire.

Quelques personnes décidèrent que le débat pouvait bien être présenté à un public arabe supposé capable de juger par lui-même. Un éditeur de Beyrouth, "proche du Fatah", comme on dit, décida de publier une traduction arabe de *Vérité historique ou*

vérité politique ? Non seulement l'éditeur, la maison Dar al Kalima, proposait un contrat d'édition commercial de type courant, mais par une lettre du 15 décembre 1981, il m'invitait à Beyrouth pour "mettre la dernière main à la traduction", ce qui voulait dire que je devais fournir un chapitre complémentaire, pour amener la chronique de l'affaire Faurisson jusqu'à la fin de 1981, et une préface, que j'avais moi-même proposé de rajouter pour préciser ce que devait être, à mon avis, le bon usage de cette affaire dans le contexte arabe. Commencée en France, la rédaction de ces deux textes s'acheva à Beyrouth en janvier 1982. On sait que l'invasion israélienne a rendu cette publication impossible (11). Pendant mon séjour, des portions de traduction arabe devaient déjà circuler. Je reçus donc la visite d'un secrétaire particulier de Yasser Arafat qui m'exprima l'intérêt que ce dernier portait à cette question, ainsi que son désir d'en discuter un jour avec moi. Les circonstances étaient telles que cette rencontre ne pouvait avoir lieu sur le champ et qu'on pouvait penser à la prévoir à mon prochain passage dans la région, que j'envisageais alors pour l'été. Les événements allaient en décider autrement. Il s'agissait à l'évidence de répondre à la curiosité suscitée par l'affaire chez quelqu'un qui souhaitait s'en informer et nullement de "convaincre" qui que ce soit de prendre quelque position que ce soit.

C'est aux Palestiniens de juger, selon leurs vues politiques – qui sont évidemment très variées selon des tendances qui vont de l'extrême-gauche à l'extrême-droite – de la position qu'ils auront à prendre. La chose arrivera un jour, c'est inévitable. Que la plupart de ceux qui vivent en Occident, conscients de ce que Ilan Halévi appelle "la toute-puissance institutionnalisée du discours judéophile", préfèrent une image de marque peaufinée qui distinguerait soigneusement entre la politique expansionniste et brutale d'Israël et le sionisme diffus d'une opinion publique que les Palestiniens doivent se gagner s'ils veulent réellement faire pression sur Israël, on le comprend parfaitement. Les considérations tactiques sont loin d'être négligeables. Qu'ils vivent dans la crainte de dire quoi que ce soit que l'appareil de propagande adverse puisse leur reprocher comme relevant de l'antisémitisme est assez ridicule au regard du fait que, quoi qu'ils disent, c'est toujours l'occasion de le leur reprocher en les accusant d'antisémitisme. Concernant des Arabes, c'est un paradoxe qui ne gêne guère ici.

Que certains d'entre eux, ou de leurs alliés, en rajoutent pour se ménager la considération et se faire accepter par une intelligentzia parisienne qui en fait une sorte d'examen d'entrée, on en voit le témoignage dans la façon dont Mohammed Harbi rend compte, dans le même numéro *d'Études palestiniennes*, du livre déjà cité de Vidal-Naquet. Harbi, que j'ai connu autrement radical à Alger pendant l'été 1962, souscrit aussi au lanzmannisme ambiant ("Cette politique [des nazis] distingue ses crimes à l'égard des Juifs des autres massacres"). Dire que Vidal-Naquet "a su distinguer en historien scrupuleux la vérité des faits et l'utilisation qu'en font les idéologues" est la preuve manifeste, pour qui connaît les données du problème, que Harbi est en la matière, tout comme Vidal-Naquet, un idéologue qui ignore les faits. De grâce, laissons les historiens de l'antiquité ou ceux du FLN nous parler de l'antiquité ou du FLN, de ce qu'ils connaissent en matière de faits, et qu'ils nous épargnent, dans des domaines difficiles et sensibles, le prurit de paraître bons.

L'idéologie de la crainte et de l'humble désir de reconnaissance sociale apparaît d'ailleurs clairement : "L'écho que peuvent trouver chez certains Arabes les thèses révisionnistes ne nuit pas à l'impérialisme israélien. Elles le confortent dans ses agressions et lui facilitent toutes les analogies, y compris l'assimilation des Arabes

aux nazis." Incroyable naïveté! Comme s'il était possible aux Arabes de faire quoi que ce soit qui pourrait interdire à "l'impérialisme israélien" de dire n'importe quoi et d'assimiler qui que ce soit aux nazis... Ce qui est en cause, j'ai peur de le soupçonner, c'est le statut social de l'intellectuel arabe exilé dans une grande métropole occidentale. Il est sans cesse sommé de se justifier, de renier ce qui se passe d'anti-occidental au Moyen-Orient, de se désolidariser des ennemis officiels de l'Occident (Libyens, Iraniens et autres), de montrer à chaque crise qu'il est bien en train de partager nos Grandes Valeurs (Démocratie, Droits de l'Homme, etc.), faute de quoi on le regarderait comme un sauvage, suspect d'incliner au terrorisme. Lorsque Jean Daniel entend sur la radio dans sa voiture que l'on parle de révisionnisme sur une radio libre tenue par des Arabes, il lance une véritable campagne de presse dans son journal, il somme les intellectuels arabes de se démarquer de cette entreprise satanique. Il trouve aussitôt quelques valets arabes de service, pour lui rappeler sans doute les yaouled de sa jeunesse à Blida, lui cirer les pompes, comme Tahar Ben Jelloun, un spécialiste en la matière qui saura toucher le juste prix de son dévouement. L'exil est toujours dur, il faut savoir naviguer, on peut comprendre ces nécessités. Mais comme tous les autres, cet opportunisme-là est vain, et surtout un peu triste. La radio en question, en tout cas, cessera d'émettre.

Revenons au tourniquet qui continue son inlassable giration : Halévi dit soudainement de Le Pen le contraire de ce qu'il disait plus haut, à savoir qu'il ne peut pas se démasquer puisqu'il n'a jamais porté de masque. Et puis on passe à l'antisémitisme qui "d'être absolument délégitimé, risque de disparaître, et donc de ne plus fonctionner comme danger", d'où sa manipulation par un sionisme qui a un besoin vital de l'antisémitisme pour se nourrir, au rôle d'écran qu'il joue pour cacher les vrais racismes de la société française, toutes considérations que Ilan Halévi trouverait sous des plumes révisionnistes s'il y avait prêté une quelconque attention. Et puis enfin, nouvelle contradiction : Halévi est hostile à la répression de "l'aberration faurissonienne", à ces projets de loi caressés par Mitterrand et Pasqua (et passés en douce par Chalandon). En ce qui concerne le racisme et la répression de son expression, il propose en revanche une sorte de répression généralisée : "Au lieu de s'irriter du caractère intouchable que revendiquent les Juifs pour leur mémoire, leur histoire et leur identité, il vaudrait peut-être mieux réclamer l'extension de l'intouchabilité à la totalité des groupes humains, qu'il s'agisse ou non de groupes raciaux."

On confine là à l'absurde complet. Imaginons un monde où l'on serait continuellement obligé d'approuver tout ce que n'importe quel groupe serait amené à dire de lui-même... A côté de cela, le monde de Kafka paraîtrait d'une enfantine simplicité. (Signalons, à tout hasard, qu'intouchable signifie exclu, répugnant, dans le monde des castes).

Ce qui me frappe, et me paraît un signe marquant du confusionnisme ambiant, c'est la triple jonction mémoire-histoire-identité. Elle est au cœur de la plupart des débats qui agitent notre microcosme. Le plus surprenant est l'extraordinaire et soudaine promotion de la "mémoire" comme dépositaire premier d'une sorte de vérité transhistorique, supérieure à toutes les autres, et à laquelle l'histoire serait en quelque sorte subordonnée, comme une discipline ancillaire. Jusqu'à ces dernières années, c'était l'inverse. L'historien traitait la mémoire avec une grande suspicion, d'abord parce qu'elle est naturellement sélective et biaisée, ensuite parce qu'elle fonctionne

toujours comme plaidoyer. Certes, aucun historien ne songe un instant à la rejeter mais il n'a de cesse de la confronter avec des documents du temps, qui n'auraient pas encore subi la lente altération de la mise en mémoire. Or aujourd'hui, de tous côtés – mais la référence centrale reste évidemment ce qu'il est convenu d'appeler la mémoire juive – on nous la donne comme le cœur philosophal de l'Histoire. Elle participe, mieux, elle enracine le présent dans le sacré des origines. Le plus curieux c'est que, dans pratiquement tous les cas, les nouveaux prêtres de la mémoire n'ont pas réellement vécu les événements dont ils se font les jalouses vestales.

Ces événements – la déportation, la disparition – ont été vécus par leurs parents ou par des connaissances qui, quand ils ont eu la chance de survivre et qu'ils acceptent de se souvenir, en parlent tout autrement, avec des hésitations, des doutes, avec le sentiment que leurs souvenirs sont parfois brumeux, que l'épuisement, la maladie, l'angoisse donnaient parfois à la réalité un aspect bizarre qu'ils ne retrouvent pas toujours quand ils retournent en pèlerinage sur les lieux de leur calvaire. Pour avoir beaucoup parlé avec beaucoup de ceux qui sont revenus, je sais que leur mémoire ne coule pas de source, qu'elle est hérissée de pointes douloureuses, coupée de plages de silence et d'obscurité. C'est la génération d'après qui a verbalisé tout cela, qui s'est efforcée de vivre par procuration ce qu'un cruel coup du sort lui a épargné. Les Lanzmann, les Vidal-Naquet, les Poliakov, les Steiner, les Klarsfeld et même les Jankélévitch, qui n'ont pas vécu la déportation, se sont crus investis d'une mission, celle de témoigner pour ceux qui avaient disparu. Noble tâche, qu'il eût fallu remplir avec autant de respect pour les faits que pour les hommes. Le devoir de vérité a été vite englouti par le désir d'une vengeance d'autant plus facile que l'ennemi était à terre. En outre, la voie était tracée par cent témoins survivants intéressés à refourbir une image que les affreuses nécessités de la vie des camps avaient quelquefois beaucoup ternie. C'est pourquoi Rassinier fut si scandaleux. Cette mémoire qui n'était encore qu'en voie de cristallisation, il en voyait les impuretés.

Mais la mémoire, passant imperceptiblement du souvenir vécu à la foi imaginée, sinon même hallucinée, est un objet de lutte entre détenteurs patentés, toujours tentés par l'amélioration ou la surenchère. Nous assistons à un phénomène typique de coalescence de ce qui se destine à être une foi religieuse. Les Évangiles, rédigés aussi dans les quarante ans qui suivirent l'événement central de leur croyance, portent les traces de ces conflits d'écoles d'interprétations. Ensuite vint l'élaboration d'une doctrine, et plus tard d'une Eglise (12). Les Wiesel, les Klarsfeld, les Poliakov, les Wellers ne peuvent pas se sentir les uns les autres et luttent sournoisement pour imposer leurs propres vues sur les dogmes centraux. Les révisionnistes, dans cette galère, ne sont que des repoussoirs, des affreux païens dont on règlera le compte quand la nouvelle orthodoxie, encore mal dégagée de sa gangue, sera devenue, dans sa pureté enfin élaborée, la doctrine officielle de l'Empire lui-même.

Le dernier terme de cette nouvelle trinité, mémoire-histoire-identité, est lui aussi le produit d'une promotion récente et fulgurante. Traînant dans les tiroirs d'une sociologie de la connaissance qui ne faisait pas vibrer grand monde, l'identité est devenue la pierre de touche des nouvelles convenances politiques. Le dix-neuvième siècle s'était posé la question de la nation, en avait forgé des conceptions d'ailleurs disparates et avait entrepris de les inscrire, par le fer et par le sang quand il le fallait, sur la carte de l'Europe d'abord et du monde ensuite. Rien n'échappera plus désormais à ce que je ne vois pas comment nommer autrement que la vérole identitaire. La

première caractéristique de l'identité, nouvelle manière, est évidemment d'être un fourre-tout, un bric-à-brac idéologique où chacun met ce qu'il veut. Il ne peut pas y avoir de règle en la matière. Les déchets conceptuels du processus de nivellement et d'homogénéisation qui a conduit à la formation des nations modernes trouvent là à s'employer : traditions locales, langues minoritaires, ethnies plus ou moins définies, techniques anciennes de construction et d'outillage, tout ce qui n'est pas dans le fond directement politique peut être engouffré dans l'identité. C'est en partie le retour du refoulé par la pression nationalitaire mais aussi la nostalgie d'une vie sociale se reproduisant au rythme lent des périodes où les bouleversements de l'économie étaient encore localisés, à court rayon. Le plus magnifiquement paradoxal dans cette affaire, c'est que la quête de l'identité ne peut intervenir que chez ceux qui, à proprement parler, n'en ont plus : déracinés de toutes sortes, descendants d'émigrants ou d'esclaves aux États-Unis, déracinés des campagnes installés dans les mornes banlieues, déracinés d'Europe centrale ou orientale que les bouleversements de la guerre et du coup de Prague ont empêchés d'évoluer sur place, etc. Toutes ces masses de plus en plus grosses de gens qui n'ont plus comme identité réelle que leur fonction économique, souvent instable et transitoire, sont donc amenés à s'imaginer de ces identités nouvellement fournies par des intellectuels reconvertis. Tel pharmacien parisien se découvrira berrichon et s'efforcera de lire les vieux poètes qui écrivaient dans la langue du Berry, tel photocomposeur apprendra dans une langue qu'il ne parle pas des chants yiddish d'un ghetto disparu, tel avocat new-yorkais partira avec sa famille en pèlerinage à Dublin ou à Palerme à la recherche de ses "racines", complètement fantasmatiques, on le voit.

Mais il ne sera plus un pharmacien, un photocomposeur ou un avocat quelconque. Il aura un passé, forcément auréolé d'un prestige, il entrera dans un cousinage imaginaire avec des inconnus lancés dans la même recherche que lui. Il assiégera les mairies pour se constituer un arbre généalogique qui sente bon le terroir. Il prendra place dans une lignée, dotée de caractéristiques reconnues qui, enfin, le singulariseront. Il y a dans cette activité fébrile une triste compensation au laminage que l'industrie moderne fait subir à ceux qu'elle exploite et qu'elle gave d'objets de consommation, de représentations et d'images. Et si aujourd'hui de doctes assemblées savantes se réunissent pour se poser gravement la question de l'identité de la France, si un Fernand Braudel éprouve le besoin de consacrer ses derniers écrits à cette question apparemment devenue lancinante, c'est bien le signe qu'il est trop tard. Demandez à un villageois du Zaïre ou de Birmanie s'il a des problèmes d'identité. Il ne comprendra jamais cette question, dans quelque langue que vous la formuliez. Son identité, il ne la connaît pas, il la vit. Et tout est là. Ce sont les petits peuples minoritaires, au bord de la suffocation, déjà travaillés au cœur par la modernité, qui se raccrochent à ce concept d'identité car elle leur assure un accès à l'opinion majoritaire, où peut se mener la bataille de la reconnaissance politique, liée en général à un statut économique singulier.

L'identité n'est qu'une fabrication de l'idéologie du monde où nous vivons, la production d'un sentiment de différence illusoire pour mieux faire passer une interchangeabilité réelle (13). Son seul avantage est de fournir de nouveaux débouchés aux intellectuels en chômage, particulièrement ceux qui, bariolés d'une mince couche de "science sociale", cherchent un emploi dans le seul domaine où leurs compétences soient directement utilisables, la manipulation sociale. Il y a donc de beaux jours devant ces universitaires, journalistes et "communicateurs"

professionnels; ils pourront vivre longtemps de la vérole identitaire, la répandre aux quatre coins du monde, en toute impunité, car on ne sait pas encore la soigner.

On voit que deux termes sur trois dans notre nouvelle trinité relèvent de l'imaginaire dramatisé. L'histoire est elle-même issue du besoin inhérent à tout pouvoir politique de se légitimer, de s'inscrire dans une généalogie qui l'enracine dans le sacré (14). Elle n'est à vrai dire que partiellement laïcisée, le carcan nationaliste lui imposant encore un fort champ de contention. Coincée entre une mémoire sacralisatrice et une identité onirique, on ne donnerait pas cher de sa peau si, au-delà de la querelle présente du révisionnisme, ne s'affermissait une sorte de consensus dans une partie de l'opinion pour élever une digue devant les grandes marées de l'irrationalisme. Quelle que soit l'issue, nous aurons pour notre part contribué à ralentir son déferlement. Mais pour l'arrêter, il y faut d'autres forces et d'autres déterminations de garder vivante la tradition de l'esprit critique, continuellement menacée par les pouvoirs et les fausses cultures dont ils s'enrobent pour se faire avaler.

Je ne voudrais pas terminer ce petit tour de quelques aspects du confusionnisme contemporain, dont Ilan Halévi m'a fourni malgré lui quelques thèmes, sans dire un mot de l'implosion prochaine de quelques cervelles philosophiques qui sont requises d'exprimer une pensée quelconque à propos de Heidegger. Il faut dire que les événements récents sont d'un comique achevé. Toute l'intelligentzia française entre en ébullition parce qu'un livre, au demeurant stupide et malhonnête, dit quelques vérités inextricablement mêlées à beaucoup de jugements de parti-pris, sur la vie d'un penseur qui domine ce siècle. Ces vérités, tous ceux qui avaient à les connaître les connaissaient depuis longtemps, depuis le lendemain de la guerre où tout cela a été dit et répertorié. En tant que penseur, Heidegger a cru pouvoir exercer une action dans son temps et son temps était celui de la montée et de l'installation du nazisme. Ayant quelque chose à voir avec son temps, il a eu à voir avec le nazisme, comme à peu près tous les Allemands de l'époque. En 1945, on comprenait très bien ces choses-là. Il y avait des comptes à régler, certes, et on les régla, sans douceur excessive. Mais, toujours en 1945, on comprenait l'époque puisqu'on venait justement de la vivre. On la savait traversée de courants violents, déchirants, impitoyables, agitée de divergences et de convergences inouïes; on saisissait les affrontements et on se classait parmi eux. Dans le domaine de la philosophie, on assistait incontestablement depuis 1929 à l'érection d'un monument comme on en voit quelques-uns jalonnant les siècles. Que l'on se range ou non sous la bannière du maître de Fribourg, on ne pouvoir ignorer sa vaste entreprise. Pour être en désaccord avec elle, encore fallait-il la saisir dans son entier, en relever l'architecture, calculer l'équilibre des poussées des parties qui la composent. Quelques Français s'attelèrent à cette tâche. Des traductions de valeur fort inégale parurent. Certains textes fondamentaux restèrent longtemps hors de portée de ceux qui ne lisent pas l'allemand. En réalité, le travail d'assimilation, qui peut seul justifier l'accord, le rejet, ou un mixte des deux, est encore assez loin d'être terminé en France. Il s'ajoute à cela que l'édition complète des textes de Heidegger est loin d'être terminée en Allemagne, que cette édition même n'est peut-être pas sans poser des problèmes et que, par conséquent, il n'est pas encore possible de visiter le monument dans sa totalité. Il y faudra sans doute encore une génération ou deux.

Mais l'idée que la pensée philosophique contemporaine est en quelque sorte surplombée par ce monument allemand qui, comble de l'horreur, a quelque chose à voir avec le nazisme, cette idée est certainement intolérable pour quiconque voudrait

régner sur la pensée ou proposer avec succès sa propre salade aux foules avides de consommation. Il s'est donc constitué une cabale pour produire un ouvrage destiné à mettre le feu aux poudres et signé d'un incertain Farias. Il semblerait qu'on y trouve l'impayable Jean-Pierre Faye, Benny Lévy, le Fantômas des maoïstes, devenu successivement homme de peine de Sartre et apprenti-rabbin, Christian Jambet, fleuron des "nouveaux philosophes", imâmiste de pacotille à la suite de son maître disparu Henri Corbin, un vrai philosophe, celui-là, et justement l'un des tout premiers traducteurs en français de Heidegger. (15)

La polémique a fait rage immédiatement, et jusque sur les écrans de la télévision. Comme toujours, chaque intellectuel est supposé avoir une opinion sur le sujet, bien que la chose ne soit guère possible. Je n'entrerai pas dans la discussions de ces commentaires, parfois hystériques et rarement sérieux. J'évoquerai à peine celui d'Emmanuel Martineau, un esprit que j'aime bien même au-delà des désaccords, que sa position marginale par rapport à l'heideggérisme "institutionnel" oblige, pour montrer qu'il ne sent pas trop le soufre, à consacrer une bonne partie de son article, non seulement à balancer Heidegger pourvu qu'on sauve la phénoménologie, mais aussi à attaquer Faurisson par des affirmations fausses et inventées (16). Mais le bougre avait reniflé juste, le premier dans la presse : son "maître et ami", Jean Beaufret, avait bien exprimé sa sympathie à Faurisson et à ses recherches, non pas en 1982 quand toute cette affaire était devenue publique, mais en 1978, quand Faurisson cherchait une voie vers l'affirmation publique. Les *Annales*, dans leur numéro trois, se sont empressées de mettre ce délicieux grain de sel dans la bouche des proférateurs.

La polémique ne peut que croître et embellir. L'implosion menace (17). On attend des suicides. Car il existe une sorte d'impossibilité à résoudre l'équation. On ne peut pas comprendre le désir d'action d'un Heidegger dans l'Allemagne de ce temps-là si on ne comprend pas l'Allemagne de ce temps-là. Et cette compréhension, dont je disais qu'elle était encore possible en 1945, ne l'est plus puisque toute compréhension doit maintenant passer par une réfraction dans le prisme d'Auschwitz. Toute l'histoire allemande, et à sa suite toute l'histoire de la deuxième guerre mondiale, n'étant plus que des chapitres annexes de l'histoire des Juifs, doivent passer dans ce prisme pour prendre un sens acceptable par les docteurs de la foi. Or Heidegger a négligé ou méprisé de passer lui-même dans ce prisme. Entre le passé et nous se dresse maintenant une histoire sainte, en voie de couronnement. On ne peut donc plus comprendre directement ce passé et cette Allemagne, donc on ne peut plus comprendre directement la vie de l'Allemand Heidegger, mais il est en même temps à peu près impossible de se débarrasser de sa pensée, au moins pour le moment. On est donc la genèse d'une schizophrénie galopante dont les ravages sont assez prometteurs. Le spectacle ne fait que commencer.

J'en terminerai avec une petit anecdote parisienne mais bien édifiante. J'assistais, en décembre 1987, pour un court moment, à un colloque sur le Viêt-Nam, organisé par des groupes d'extrême-droite, le Comité Tran Van Ba, de Paris, et le *Committee to Rethink Vietnam*, des États-Unis, en conjonction avec le lancement du livre d'Olivier Todd sur la chute de Saigon. A la tribune siégeaient des personnalités américaines et viêtnamiennes qui étaient pour moi de vieilles connaissances, William Colby, ancien patron de la CIA, Robert Komer, ambassadeur adjoint, différents généraux sud-viêtnamiens qui commandaient en chef sur le terrain à l'époque où j'étais moi-même sur place. Faisant un rapide calcul mental, je comptai que cette brochette de chefs

devait être créditée de la mort de cent à deux cent mille civils, pour le moins. Les écoutant débattre savamment des causes de leur défaite et des moyens d'éviter qu'elle ne se reproduise la prochaine fois, en Amérique centrale, je me disais que l'affaire Barbie, à côté, c'était vraiment de la petite bière. Barbie, comme d'ailleurs le président Waldheim, n'était à l'époque qu'un lieutenant. Il y avait au-dessus d'eux des pyramides de chefs plus responsables qu'eux. Et là, sous mes yeux, à deux minutes des Champs-Élysées, se trouvaient justement des chefs, des gens qui avaient organisé les massacres, les camps de concentration, qui avaient ordonné les tortures et les assassinats. Ces gens étaient libres de pérorer, choyés, fêtés comme des héros, à qui l'on avait refusé la possibilité d'en faire plus, de massacrer davantage, pour arriver à la victoire.

Il y eut une pause café. Je n'y tins plus. Je n'avais jamais eu la chance, si je puis dire, d'avoir devant moi, en chair et en os, un authentique criminel de guerre, un auteur de crimes contre l'humanité, bien plus considérables sans aucun doute que ceux que l'on reproche aux lampistes du genre Barbie ou Demianjuk. J'avisai William Colby. Il sirotait son café. Cet homme avait conçu et dirigé ce qu'on appelait au Viêt-Nam le programme Phénix qui consistait officiellement à "extirper la VCI", l'infrastructure viêtcông, c'est-à-dire les civils faisant partie de l'appareil politique du Viêtcông, dans le Delta. Il ne s'agissait donc pas des unités militaires mais des militants, organisateurs, collecteurs de fonds, responsables de villages, sympathisants, etc. Ils devaient être éliminés pour permettre le repli américain. Les chiffres sont difficiles à préciser mais Colby lui-même a parlé de soixante mille victimes. Ce qui est absolument hors de doute, c'est que l'opération Phénix a coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes, et souvent dans des conditions de sauvagerie incroyable. Et j'avais devant moi l'homme qui avait dirigé tout cela, avec son œil dur et son teint rouge brique. "Monsieur Colby, lui dis-je, je voudrais vous poser une question très personnelle. Comment se porte votre conscience ? Avec toutes ces tueries ?" La main qui tenait ma tasse de café tremblait très légèrement. Chaque fibre de mon être vibrait d'une sorte d'horreur sourde. Je ne me sentais nulle envie de l'étrangler sur place, bien que cette idée se soit présentée un très bref instant. "Tous ces gens sont morts au cours d'actions militaires, répondit-il. J'ai témoigné dans ce sens au Congrès et c'est écrit dans mes *Mémoires*." Évidemment, ces civils ont été assassinés par des militaires, ils sont donc morts au cours d'opérations militaires, c'est très logique, ce doit être légal. "Mais ce n'est pas vrai, balbutiai-je. On sait ce qui c'est passé. Je ne vous crois pas. J'étais là-bas". "C'est ce que j'ai dit. Ma conscience se porte très bien", et il s'esquiva.

Dans le monde où nous vivons, ce monsieur est un homme très respectable. Qui donc tantôt nous parlait de Nuremberg, des Droits de l'Homme, de génocide ou de je ne sais quoi ? Le Mékong n'est pas la Vistule. Tout ça, ce doit être du passé (18).

Notes du chapitre 6

(*) Ce texte est paru dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 4, 1988, p. 26-59. Les notes rajoutées pour cette édition sont entre crochets.

(1) [En un texte toujours inédit au moment de la publication de cet article et qui est ici le chapitre 1]

(2) Avec ses sentiments de droite et ses amis de gauche, et le poids de ses ventes, la Duras est devenue intouchable. Une rare exception, Nelcya Delanoë, "Ascenseur pour l'échafaud", *Esprit*, juillet 1986.

(3) Le dramaturge de Berlin-Est Heiner Muller évoque l'expérience suivante, menée par l'UNESCO en Afrique centrale : "Dans un petit village, ils ont montré à des gens qui n'avaient jamais vu de cinéma des films de deux types opposés : ceux de Chaplin et des documentaires sur Auschwitz. Les Noirs n'ont pas ri quand ils ont vu les films de Chaplin, cela ne les a pas touchés du tout. En revanche, quand ils ont vu les documentaires, ils étaient morts de rire. Étrange. Quand les gens de l'UNESCO l'ont constaté, ils ont posé des questions. La réponse est venue : on n'aurait jamais cru que les Blancs pouvaient être aussi maigres..."(*Le Monde*, 14 février 1988).

(4) Voir S. Thion, *Parachutes, parapluies, parallèles, paradoxes, paranoïas*, Paris, 6 p., février 1985, inclus ici dans le chapitre 7.

(5) Voir à ce sujet les excellentes remarques sur le concept de crime contre l'humanité dans la neuvième lettre de l'*Antenne*, septembre 1987.

(6) Dans la maigre production que nous devons à la plume apoplectique de Claude Lanzmann, relevons "De l'Holocauste à Holocauste, ou comment s'en débarrasser", *Les Temps Modernes*, 395, juin 1979). Lanzmann prépare le terrain à son film encore en chantier, avec cet aveu remarquable : "Le pire crime, en même temps moral et artistique, qui puisse être commis lorsqu'il s'agit de réaliser une œuvre consacrée à l'Holocauste est de considérer celui-ci comme passé. L'Holocauste est soit légende, soit présent, il n'est en aucun cas de l'ordre du souvenir." (p. 1909)

"Les temps de la déraison" (*Les Temps Modernes*, 411, octobre 1980), est une préface à un dossier sur Pierre Goldmann. L'auteur d'un des articles du dossier, Jacques Rémy, se vit obligé de protester avec vigueur dans *Libération* (6.10.80) contre l'assimilation antisionisme = antisémitisme; André Gorz se désolidarisait aussi nettement de Lanzmann qui avait eu le toupet d'affirmer que son article avait été approuvé par toute la rédaction.

Si l'on veut bien appeler un chat un chat, alors il faut dire que Claude Lanzmann est un forcené qui, à de certains moments, relève plus du cabanon que du Café de Flore. On l'a vu, par exemple, exiger la saisie d'un roman de Serge Rezvani, *Le Testament*

amoureux (Stock-Hachette, 1981) parce que le malheureux Rezvani parlait de son mariage avec l'actrice Évelyne Rey, la sœur de Jacques et de Claude Lanzmann. Évelyne Rey fut un temps l'égérie de Sartre, ce qui introduisit son frère Claude dans le cénacle, et son suicide fit sensation. Dans son autobiographie intitulée *Le Têtard*, Jacques Lanzmann racontait les relations familiales agitées de ces différents personnages et Claude l'avait attaqué en justice parce qu'apparemment ils ne voyaient pas leur mère avec les mêmes yeux. Tout ce déballage a quelque chose d'éminemment bouffon, à moins qu'il n'engendre de la bonne littérature. Je dois ajouter que je n'ai lu ni le livre de Jacques Lanzmann ni celui de Rezvani car il me semble, en l'occurrence, que la réalité dépasse la fiction (Voir *Le Monde*, des 11 et 12 septembre 1981. C. Lanzmann obtint la censure du livre de Rezvani, mais non sa saisie).

(7) Nous avons, Jean-Gabriel Cohn-Bendit et moi, dit ce que nous pensions du livre de Muller, sous un titre largement suffisant : Le faux témoignage est un art difficile, (Cf. chapitre 1). J'avais suggéré, à l'époque, à Pierre Vidal-Naquet, qui affirmait qu'il fallait dénoncer les faux témoignages pour ne pas donner de pain béni aux révisionnistes, de donner publiquement son avis sur ce livre. Il avait finement répondu que puisque je le lui demandais, il ne dirait rien. Mais cette habileté n'aura pas duré trop longtemps. Dans son ouvrage, gracieusement titré *Les Assassins de la mémoire*, Vidal-Naquet capitule complètement devant Lanzmann. Il lui accorde Filip Muller sans réserve, ce qui montre à quel point de dégradation intellectuelle le besoin polémique a pu entraîner une ancienne réputation d'honnêteté. Il est d'ailleurs à remarquer que Vidal-Naquet et Lanzmann font grâce à la lutte antirévisionniste des carrières brillantes dans les média que leurs précédents états de service n'auraient pu leur assurer.

(8) [Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons eu la guerre du Golfe (environ 300.000 morts) et la guerre en Yougoslavie, sans parler du reste.]

(9) Cf. *supra*, chapitre 5, "Histoire européenne et monde arabe".

(10) L'Age d'Homme, 1980, Julliard/L'Age d'Homme, 1983. Assez curieusement, ce roman a été transmis à l'Ouest par le KGB. Efim Etkind, qui le préface, remarque que pour Grossmann "il n'y a pas de différence de principe entre le nazisme de Hitler et le bolchevisme de Staline." Etkind dit aussi que Grossmann était "un des meilleurs journalistes militaires pendant la guerre."

(11) [Voir l'introduction au chapitre précédent.]

(12) Pendant que j'écris ces lignes, les éditions Acte Sud font passer dans la presse un placard publicitaire pour un ouvrage d'un Hugh Nissensson, intitulé *L'Éléphant et le problème juif*. Le texte dit ceci : "La génération de l'holocauste vieillit. Nous errons dans le désert. Il faut quarante ans aux souvenirs pour passer dans l'histoire et le mythe. Et c'est ce qui se passe ici. Voici notre dernière chance d'enregistrer la vérité." Qui ne trouverait cet aveu pathétique ?

(13) Dans le même entretien (cf supra note 3), Heiner Muller dit : "En Allemagne, les gens sont plutôt monochromes, uniformes. Les visages ont été effacés par la période nazie. La seule identité des Allemands est la valeur du deutschemark." [Cette affirmation s'est incarnée deux ans plus tard dans le vote des Allemands de l'Est qui se

sont vendus comme du bétail au deutschemark du chancelier Kohl. Ils sont maintenant, logiquement, traités comme du bétail, comme dans un résumé étymologique du mot "pécuniaire".]

(14) On ne saurait ici trop recommander l'excellent ouvrage de Colette Beaune, *Naissance de la nation France.*

(15) Aucun des membres de cette cabale ne s'est jamais signalé par la moindre contribution aux études, fort nombreuses en France, sur Heidegger et sa pensée. On trouvera une bibliographie de et sur Martin Heidegger dans le numéro de *L'Herne* qui lui est consacré, n° 45, 1983. Contrairement à ce que disent beaucoup d'articles parus récemment, Heidegger a donné des explications circonstanciées, dès 1945, sur ses rapports avec les nazis. On les trouve dans ce numéro de L'Herne, p. 100 à 106.

(16) "De la haine de pensée aux faurissonneries", *Le Matin*, 26 octobre 1987. [Mais reconnaissance est due à celui qui a donné une vraie et bonne traduction d'*Être et Temps*. Celle qu'en a donnée Gallimard n'est pas même bonne à envelopper le poisson.]

(17) On enterre fin février le poète René Char. Nul n'est censé ignorer qu'il avait entretenu des rapports d'amitié philosophique et politique avec Martin Heidegger. On sait aussi que Char, une figure de la Résistance, avait refusé de se livrer aux joies de l'épuration. Comme le dit Jean Tavernier, qui fit de même, "pour épurer les autres, il faudrait commencer par s'épurer soi-même." Or, qui lit l'homélie sur la tombe de Char ? Vidal-Naquet, le procureur général spécialisé dans la traque du révisionnisme. Il faut croire celui qui disait que nous vivons une époque formidable.

(18) [Monsieur Halévy n'a jamais répondu à cet article. Condoléances.]

Chapitre sept

LES COLPORTEURS DU NÉANT

> Les âmes publiques – ai-je besoin de le notifier – sont tous ceux qui pratiquent, en quelque manière que ce soit, la vendition de la Parole au préjudice des agonisants de ce monde, incapables de soupçonner leurs homicides sophistications... Remarquez bien qu'il est inutile, pour se livrer à cette industrie, de posséder une part supérieure, d'être un lumineux individu, d'avoir dans le cerveau les tisons d'Hécate où les marécages phosphorescents des Océanides. Ce serait plutôt gênant et ruineux, car les douanes sont si sévères à l'entrée de la tête humaine que le commerce de la pensée ne peut enrichir que les colporteurs du néant.
> Léon Bloy (*Belluaires et porchers*, XIX)

Le petit recueil de textes qu'on vient de lire n'avait d'autre ambition que de servir à certains esprits, qui se sentiraient un peu accablés par la touffeur de l'air du temps, de manuel de civisme intellectuel, agrémenté de quelques exemples. Je voudrais en quelques lignes expliciter cette première phrase qui contient la totalité des intentions qui ont présidé au rassemblement des pages qui précèdent.

L'air du temps, ou ce que nos voisins d'outre-Rhin appellent le *Zeitgeist*, l'esprit du temps, concerne non seulement la façon de penser de ceux de nos contemporains qui ont la possibilité de s'exprimer publiquement mais aussi leur façon de sentir, de réagir aux événements, de les intégrer dans tel ou tel système plus ou moins cohérent qui sert d'explication du monde, pour ne pas employer l'expression tout aussi germanique mais nettement plus ambitieuse et qui ne correspondrait peut-être pas à notre réalité du moment, de *Weltanschauung*, qu'il faudrait d'ailleurs plutôt traduire par l'action de regarder le monde. C'est cette expression publique, à force ouverte, qui est routinièrement considérée comme la "réalité". Car, plus sans doute que dans aucun autre auparavant, nous vivons dans un monde où l'image de la réalité passe pour la réalité elle-même. L'élément le plus visible de ce dispositif est évidemment la mode. Dans une société de masse, il est normal que les mouvements de l'intelligentsia soient aussi des mouvements suivis massivement. C'est même une fonction essentielle de l'intelligentzia que de servir de locomotive, de fournir de la "nouveauté", ingrédient aussi nécessaire au commerce des idées qu'à celui des choses, comme le glutamate de sodium, cet "éclairant du goût", l'est à certaine cuisine chinoise.

Les déplacements du champ idéologique, effectués par quelques uns qui sont dotés, pour des raisons variées, d'un certain pouvoir, d'ailleurs éphémère, sont donc naturellement suivis par des troupeaux d'esprits déjà domestiqués. La constitution de

ces pouvoirs relèverait d'une sociologie que nous ne chercherons pas à formuler ici mais elle a évidemment beaucoup à voir avec le pouvoir politique, le statut social, l'argent, les relations, toutes choses qui, confondues, aseptisées, déréalisées, vendues et reproduites en grand nombre, s'appellent aujourd'hui "l'image".

Il y a donc des gens qui ont une "image", source de profits personnels monnayables de mille façon, gros sous, fonctions, liberté de parole, impunité, repas fins, à-côtés érotiques, mondanités, colloques à l'italienne, que sais-je encore. Comme ne l'aurait pas dit l'ineffable Jankélévitch, nous vivons sous le règne du n'importe quoi. La meilleure preuve en est que nul ne s'étonne de rien. Qu'une vieille fripouille stalinienne, pousseur de chansonnettes, comme Yves Montand, vienne un jour pleurer à la télévision pour demander qu'on donne des sous à l'Armée à cause des Russes qui sont sur le point de nous manger, personne ne s'étonne et, dans la rue, les enfants ne lui jettent même pas de pierres, comme ils le feraient à un quelconque chien galeux. Ce genre de choses, comme d'autres, encore plus scandaleuses ou plus ridicules, arrive tous les jours. Il n'est que d'ouvrir un journal, d'acheter un livre dont "tout le monde parle", de tourner le bouton d'une radio ou d'un téléviseur pour acquérir la certitude absolue que le lecteur ou l'auditeur sont pris pour de parfaits crétins, dépourvus de mémoire, de bon sens, ou seulement de cinq minutes pour réfléchir et passer la "nouvelle" qui vient de lui parvenir au crible de la raison ordinaire. Voyez la Roumanie de décembre 1989 et les bobards draculesques de la télévision (1). Les principaux acteurs, ceux qu'on appelle les "vedettes" ou les "stars" ("stars" de la télévision, mais aussi "stars" du football ou de la philosophie, ça se vaut) sont de simples tâcherons qui cherchent à pérenniser la rentabilité de leur "image". On ne saurait les tenir pour responsables de leurs dires, ils n'ont que la dure vie des marionnettes. Ils expriment ce que tout bon citoyen doit ou devrait penser. Ils ont été choisis pour leur conformité aux besoins de manœuvres que le pouvoir doit constamment organiser sur le terrain de l'opinion publique, ou du moins du mythe qui en tient lieu. Qui se rappellerait sans gaieté le surgissement médiatique d'une bande de médiocres renégats, d'esprits mous et tièdes comme crottins de Chavignol, institués "nouveaux philosophes", sous le pontificat de Giscard ?

Que les gens qui sont momentanément au pouvoir éprouvent le besoin de monter des opérations, on le conçoit bien si l'on saisit toute la précarité de leur situation. Mais d'autres "opérations" sont menées du sein même de l'intelligentzia qui grouille d'affamés, de prébendiers en chaleur, de mille nabots de l'intelligence. Parfois les deux se mélangent, comme lorsque le minuscule Max Gallo, flairant déjà le maroquin, se mit en demeure, pendant l'été 1983, de réclamer un soutien vocal au milieu de ce qu'il appelait le "silence des intellectuels", qui ressemblait fort à celui de la digestion après la jappée. D'autres sont moins politiques et se contentent de "coups" qui assurent leur longévité, faisant de leur versatilité un argument même de vente. Ne citons qu'un emblème qui fera rire ou vomir, selon les tempéraments : Philippe Sollers. *Ite missa est*.

Aujourd'hui qu'on ne va plus à l'usine à quatorze ans, tout le monde est devenu intellectuel, peu ou prou. Des millions de gamins anémiques passent quelques unes des plus belles années de leur vie à subir une "mise en forme" de leur belle intelligence naturelle, qui serait plutôt une "mise en plis". Ceux qui montreront les meilleures "compétences linguistiques" seront promus au rang d'intellectuels patentés. Les plus souples rhéteurs seront les "grands" intellectuels. Les autres rejoindront les

bataillons de spécialistes en "ingénierie sociale", que l'on appelait autrefois la manipulation des consciences. Du curé au sociologue, la trajectoire est roide. Se succèdent donc à la sortie des pénitenciers scolaires des générations de quasi-analphabètes, semi-éduqués, sous-cultivés, mais empreints d'une "forme" d'esprit qui leur donne l'illusion de comprendre le monde où ils vivent, à condition d'en recevoir quotidiennement le contenu qui vient justement s'adapter à ce qui leur sert de cerveau, comme le tenon à la mortaise (2). A tous on apprend le beau langage, la juste façon de disserter en trois parties, de faire semblant de savoir ce qu'ils ignorent absolument et surtout de se départir de ce défaut terrible et justement puni par les lois, la curiosité. Voltaire étant mort et enterré depuis deux cents ans, on peut maintenant tranquillement chasser le doute – la science est là, quelque part dans les cieux, qui répond à tout – avant d'assommer le douteur. Des gens qui doutaient ont été poursuivis de ce seul chef devant les tribunaux, et condamnés. Haro.

Un petit manuel de civisme intellectuel comprendrait donc un article principal : douter. Mais dans le doute il ne convient nullement de s'abstenir. Le doute est un moment, un passage à l'acte d'intellection, un sursaut au delà de la passivité. Ensuite l'aventure commence. A qui veut comprendre le monde dans lequel il vit, rien n'est donné d'avance. Tout est caché, exprimé dans un langage convenu ou cryptique. Il lui faut suivre des pistes, éviter des embûches, lancer des passerelles dans le vide, franchir les murailles de cités interdites. Nul n'y est obligé, certes car le danger n'en est pas absent. Mais enfin certains le veulent et presque tous le pourraient, au moins à leur échelle, en s'appuyant d'abord sur ce qu'ils connaissent d'expérience, et de là, gagnant de proche en proche, ils parviendraient à saisir la réalité d'une fraction au moins du monde qui les entoure et qui les étreint. Il n'est besoin que d'un peu de volonté et surtout de faire le premier pas. Vous avez le sentiment qu'un journaliste, un puissant de ce monde, un parleur a dit, ou écrit, une contre-vérité patente, quelque chose de palpablement faux ou stupide ou ignoble ? Écrivez-lui, téléphonez-lui, appelez-en à son chef, ne lui laissez aucun repos jusqu'à ce qu'il découvre sa vraie nature de trompeur, ou de flic de la pensée, ou encore, mais le cas est rare, qu'il manifeste une quelconque forme de repentir. C'est ça le civisme. C'est l'obligation tenace de ne pas se laisser traiter comme des moutons par des bergers indolents. Cela vaut pour tous les pouvoirs, tous les partis, tous les organes de presse, même ceux que vous aimez bien, si vous avez assez d'estomac pour en aimer aucun.

Ces gens qui "font" l'opinion ne peuvent se la "faire" que parce qu'ils sont auréolés d'une bienheureuse irresponsabilité. Tous ceux qui aujourd'hui refusillent Brasillach avec gravité, ou avec ardeur, seraient diantrement surpris de recevoir un soufflet pour prix de leur dernier article. Le plus simple tartinage est source d'une immunité quasi-diplomatique. Dans un monde où les individus ayant cet accès médiatique seraient responsables, pourrait-on voir le patron d'une organisation humanitaire, la plus riche en France, mentir comme un mauvais camelot à propos des gens qu'il est censé secourir et ensuite les abandonner pour faire sa campagne électorale, se retrouvant alors après cette forfaiture Ministre des Droits de l'Homme ? Ne serait-ce pas une horrible dérision ? Ce Malhuret ne mériterait-il pas de passer devant une cour martiale composée de paysans éthiopiens affamés ? Ce jugement ne pourrait-il avoir lieu au moins dans l'esprit de ses concitoyens, poussés par la seule vertu de leur civisme et de leur dégoût devant l'injustice ? Ne devrait-on pas convoquer un million de victimes à trépigner ensemble de rage devant un ministère tout droit sorti de l'imagination d'Orwell ?

Un exemple. Recru de propos scandaleux, j'écris un jour à André Fontaine, le directeur du *Monde*. Je titre ma lettre, on verra pourquoi, "Pour une indignation sans limite" (26 septembre 1985) :

> Nous avions lu, il y a quelques semaines, une des affirmations les plus choquantes qu'il nous ait été donné de lire dans les pages du *Monde* depuis fort longtemps. Votre correspondant à Alger, à la veille de quitter ce poste, trouvant déplorable que la presse algérienne rappelle avec insistance quelques aspects parmi les plus atroces de la répression qu'exercèrent là-bas les troupes françaises, jugeait qu'il s'agissait là d'une campagne qui équivalait aux campagnes racistes menées dans notre pays contre les Nord-Africains. J'ai été sensible au progrès ainsi effectué dans la dépravation morale par la possibilité même de passer un jugement de cet ordre, dans vos colonnes. Sur un plateau de la balance, le racisme d'une bonne partie des Français, sensible pour des millions d'étrangers, et qui fait chaque années des morts, par dizaines; dans l'autre, le souvenir des atrocités subies réellement (votre journal l'a prouvé maintes fois en son temps), et qui témoignent de notre indéniable culpabilité. Dire que la balance s'équilibre est moralement monstrueux.
>
> Ceci témoigne en outre d'un singulier aveuglement : ne passons-nous pas notre temps, en France, à remâcher indéfiniment les souvenirs amers de l'occupation allemande, dans les journaux, les livres, les films, au point que ce rabâchage en devient stupide ? Ce droit de rappeler le passé, de le sanctifier, au besoin de le déformer et de l'inventer, de le remodeler au gré des besoins du moment, ce droit dont nous usons et abusons tous les jours serait-il dénié aux Algériens parce que ce passé-là, où nous étions les bourreaux, nous préférons l'oublier ?
>
> Vous en appelez (jeudi 19 septembre) aux "limites de l'indignation". Vos propos apparaîtront à beaucoup en deçà des limites de leur indignation. Parlant des services secrets, à un moment où il est avéré qu'ils s'attaquent à de pacifiques objecteurs en coulant des navires et en assassinant des gens, vous proposez de leur tirer votre chapeau parce que "leur seule motivation est le patriotisme". Vous insistez d'ailleurs, contre toute vraisemblance, sur l'idée qu'ils n'auraient pas voulu tuer. Les informations publiées début juillet par votre journal montrent au contraire que les bombes étaient destinées d'abord à liquider l'état-major de Greenpeace, rassemblée à ce moment-là sur le Rainbow Warrior.
>
> Le dévoiement du patriotisme en actes d'agression a déjà coûté la vie à quelques dizaines de millions d'hommes au cours de ce siècle. Ce que vous appelez "patriotisme", d'autres, ici et ailleurs, le nommeront "terrorisme d'État". On ne doit modérer son indignation devant aucun des innombrables terrorismes d'État, ni quand les Français tuent les gens de Greenpeace, ni quand les Soviétiques et les Israéliens abattent des avions civils, ni quand les Américains minent les ports du Viêt-Nam et du Nicaragua, ni quand les services italiens font sauter les trains et les gares, etc. La liste de ces crimes d'État serait très longue à établir. Vous devez des excuses à ceux de vos lecteurs qui ne se reconnaissent ni dans ces agissements criminels, ni dans vos efforts pour sauver la réputation d'inutiles spadassins, ni dans votre adoration de la raison d'État.

M. Fontaine étant occupé, il délégua Pierre Drouin, qui m'écrivit le 8 octobre :

> Je comprends votre point de vue sans toutefois le partager. Pourquoi l'Algérie ressort-elle maintenant des informations sur des faits de répression de l'armée française au temps de la guerre ? [On a retrouvé des charniers. Il est difficile de faire 300.000 morts sans laisser quelques traces. L'amnistie des coupables ne dissout pas le squelette des victimes, S.T.] Ce harcèlement est étrange. C'est comme si dans la presse française, sans doute pour aider au rapprochement franco-allemand et fortifier l'avenir de l'Europe, on se mettait à rappeler tout le temps Oradour-sur-Glane et autres abominations des SS pendant l'Occupation. [C'est pourtant très exactement ce que fait "tout le temps" la presse française et *Le Monde* en particulier, S.T.] Le mot de racisme est peut-être excessif mais il y a en tout cas une manifestation de xénophobie qui doit sans doute servir à la politique intérieur de M. [le président algérien] Chadli. [Ceci n'a nullement été démontré. Il faut dorénavant savoir que la dénonciation des crimes commis par des troupes étrangères est de la "xénophobie". Elle est donc de ce fait condamnable, bien que nous la pratiquions quotidiennement. Mais pour nous les étrangers sont les Allemands. C'est forcément différent...]

Nous sommes tous responsables d'un monde dont nous savons bien dans notre for intérieur qu'il est atrocement injuste et que, d'une façon ou d'une autre, il finira mal. Mais justement cette responsabilité est dans nos mains : elle commence par le devoir de le comprendre, d'en démonter les mécanismes, d'en crever les paravents, d'en balayer les fausses pudeurs. Il n'y a pas que l'État qui se réfugie derrière le secret, la "raison d'État", pour commettre ses forfaits contre les individus et l'intelligence. Les autres institutions aussi, avec toute la vie sociale, et nous en sommes partie prenante. Notre responsabilité est là et si nous ne l'assumons pas, nous n'aurons aucune raison de nous plaindre lorsque nous serons traités comme du bétail, poussés à la guerre, atomisés, vitrifiés, holocaustiqués, ou simplement tondus, insultés par une flicaille avinée, ou seulement abrutis par le spectacle du sport et des informations, décervelés par une "culture" lyophilisée, réduite à des comprimés de diverses couleurs étiquetés "chant eskimo", "complainte berbère", "roman japonais", "tombeau aztèque", "Vivaldi à Louxor", "Sibelius au Congo" et autres objets d'une consommation rapide, anesthésique, inconséquente, jetable, oubliable, oubliée.

A titre d'exemples destinés à égayer les longues soirées d'hiver et comme un geste de pure amitié à l'égard des esprits connus et inconnus qui me sont fraternels, j'ai donc rassemblé ces quelques textes écrits ces dernières années qui n'ont en commun que d'être des réactions envers ce que j'ai ressenti comme des outrages à l'intelligence commis par certains individus en situation de s'exprimer publiquement, faculté de réagir qui m'est assez généralement refusée par l'effet de ce qu'on appelle parfois la liberté de la presse. J'avais écrit, il y a déjà longtemps, prévoyant quelques tempêtes, que je ne poursuivrais pas devant des tribunaux les gens qui jugeraient bon de m'insulter ou de me calomnier, à cause de mes écrits, pour la bonne et unique raison que je suis, moi, un partisan décidé de la liberté de la presse et de la parole. "La liberté!" disait Léon Bloy. "Cette salope soixante-dix sept fois infâme de liberté qu'il faut prendre de force et mener au lit à coups de botte, car elle ne se donne jamais qu'aux pourceaux et aux assassins" (3). Le simple droit de réponse devrait garantir cette liberté. J'ai eu l'occasion de noter qu'il faudrait presque toujours le faire reconnaître par un tribunal, ce qui fait qu'il est moins un droit que le produit de la

faveur d'un magistrat, et que les chausse-trapes de la loi en font dans tous les cas une farce pure et simple.

On se demandera avec raison si ces interventions intempestives ont la moindre efficacité. Il faudrait le recul du temps pour se prononcer mais la question n'est pas là. L'efficacité réside dans l'hygiène élémentaire de l'esprit individuel qui peut ainsi transférer la souffrance que lui occasionne l'agression de la bêtise et de l'idéologie sur l'auteur de cette souffrance, le jivaro réducteur de tête qui sans cela échapperait à toute forme de punition. Il est bon, il est souhaitable que les Jivaros qui règnent sur notre monde intellectuel connaissent à leur tour la crainte et le tremblement. Le sort de mes interventions a été fort inégal, comme on s'en doute, mais le recours à cette forme de publication que les Russes ont développée, par pure nécessité, sous le nom de "samizdat" – ce qui veut dire "édition par soi-même" – s'est révélé un instrument extrêmement "performant" – comme on dit aujourd'hui – par rapport aux moyens investis. C'est au civisme des autres, qui ont bien voulu répercuter ces petits papiers, toujours signés, que je le dois et je tiens à rendre hommage à tous ceux qui ont ainsi contribué à la circulation des idées, en marge de cette sorte de code de la route qui prétend régir ladite circulation. A chacun d'en faire autant.

PACOTILLE

Des calomnies par plein paniers, certes, il y en eut, et provenant surtout de quelques officines spécialisées, assurées de l'impunité, comme *le Nouvel Observateur*, *Globe* ou *l'Evénement du jeudi*. Il y eut aussi les rumeurs idiotes (ce professeur de sciences politiques affirmant à ses étudiants que Serge Thion avait écrit – fait avéré – un livre sur l'Afrique du Sud, donc en faveur de l'apartheid!) et les manœuvres pour faire annuler mes interventions lors de conférences ou de colloques. J'ai jugé qu'il n'y avait rien à faire devant ces obscurs remuements.

Et puis on a parlé d'un certain Taguieff, Pierre-André; il serait comme le vaillant successeur d'un Vidal-Naquet fourbu. Il a écrit un gros livre sur le racisme et l'antiracisme dont la rumeur a dit du bien. Plus récemment, il a publié un copieux topo sur le révisionnisme, m'a-t-on dit, 80 pages, dans *Les Temps Modernes* (n° 520, novembre 1989). Fallait-il vraiment ingurgiter ce nouveau pensum, après les grelottantes vaticinations de Finkielkraut (4), qui allait évidemment encore une fois tourner autour du pot, parler de révisionnisme sans parler de révision ?

J'ai fait cet effort. J'ai constaté avec surprise que Pierre-André Taguieff, pour se trouver des adversaires faciles, consacre un énorme nombre de pages à des auteurs à peu près dépourvus de lecteurs, comme Amaudruz, ou à des psychopathes caractériels en état de délire avancé, comme Olivier Mathieu et Alain Guionnet (5). Longtemps avant de tomber sur les délires de l'antisémitisme le plus traditionnel, celui des *Protocoles*, Guionnet avait déjà donné l'exemple d'une extravagance sans limite avec un livre qui "expliquait" la Chine ancienne par Sumer et réciproquement, et autres billevesées qui ne peuvent provenir que d'un esprit dérangé (Jacques Moulin (l'un de ses nombreux pseudonymes), *Le Mode de production des hommes-plantes*, édité à compte d'auteur, 1980, 178 p.). Stupidité et ignorance poussées à un tel point, je n'avais jamais vu. Ce livre devrait figurer dans les collections d'Art brut.

Consacrer tant de pages à ces fumisteries sans talent dénote chez Pierre-André Taguieff, à mon avis, un profond manque de sérieux (6). Il se présente *in fine* (p. 44) comme "analyste des configurations idéologiques contemporaines", ce qui implique une démarche simple : tous les discours qu'il étudie émanent des "ennemis" de sa croyance centrale : la défense d'Israël et des Juifs (7). Il ne se posera à aucun moment la question de savoir s'il y a le moindre rapport entre ces discours et une quelconque réalité. Vérité et réalité sont des catégories totalement absentes de son "analyse" puisqu'il traite des "idéologies". Ne prenons qu'un seul exemple : "C'est ainsi que les stéréotypes les plus négatifs concernant Israël et le sionisme sont devenus idéologiquement recevables, puis culturellement acceptables, enfin politiquement respectables : étapes de l'acquisition d'une légitimité". Ces "ethnotypes satanisants" (c'est comme çà qu'il écrit) n'ont évidemment aucun rapport de cause à effet avec, par exemple, la politique israélienne de répression dans les Territoires occupés, ou avec Sharon et l'invasion du Liban en juin 1982, ou avec Sabra et Chatila, ou avec quelque réalité que ce soit, mais seulement avec l'immonde désir idéologique de "sataniser" les Juifs. Avec cette méthode simplissime, tout discours n'est que pure idéologie sauf que, dans le cas présent, le discours israélien, ou pro-sioniste, ou judéophile, ne relève pas de l'analyse des "configurations idéologiques contemporaine". La lettre, seulement la lettre, et vidée de son sens.

On est dans l'empyrée où les idées ne sont que des boules de billard, lisses et interchangeables, ce qui permet d'écrire des fatrasies macaroniques dans ce genre : "Si en effet l'antisionisme fonctionne comme une vision du monde constituée, après avoir assimilé les représentations anti-impérialistes et "antiracistes", ce révisionnisme ne peut circuler et acquérir une légitimité culturelle et politique qu'en s'intégrant dans l'antisionisme". Ce billard des abstractions (l'anti-impérialisme ne serait pas une réalité, un vécu concret, mais une "représentation", sans doute méchante, peut-être même un fantasme agressif) est comme celui qu'on joue sur une vraie table : un coup peut se jouer dans un sens ou en sens inverse, ce qui compte, c'est l'entrechoc des boules.

Ce Pierre-André Taguieff n'est lui-même qu'un pâle idéologue de l'idéologie. Sous le vernis du jargon classificatoire, sa pensée reste indigente et indigeste. Son énorme masse de références bibliographiques donne d'ailleurs à penser qu'il y a davantage de spécialistes de la critique des textes racistes, ou prétendus tels, que d'auteurs racistes – ou assimilés comme tels par lui – et qu'ils produisent bien davantage. Beaucoup de marteaux-pilons pour écraser quelques vraies mouches.

Le titre de l'article nous dit déjà tout : "La nouvelle judéophobie, Antisionisme, Antiracisme, Anti-impérialisme". Il en découle que tout propos concernant un aspect quelconque du monde juif et de l'histoire juive (par exemple, la proposition : "Le sionisme participe de l'entreprise colonialiste au Moyen-Orient") qui ne se situerait pas dans la stricte obédience qu'il faudrait donc appeler "judéophile", relèverait *ipso facto* d'une judéophobie, ancienne ou nouvelle, raciste ou antiraciste, ou plutôt "pseudo-antiraciste". Confondante sottise. Pour les besoins de sa cause, Pierre-André Taguieff est obligé de recourir à une perpétuelle cascade d'équations, symbolisée par le constant recours au trait d'union entre les mots (ex. : "révisionnisme radical-négateur ou modéré-sceptique"), dont l'aboutissement est ce qu'il appelle sans rire un "monstre idéologico-mythique" : "un anti-impérialisme antiraciste antijuif" (p. 3). Et pour le démontrer il faut d'abord ressortir des tiroirs policiers où elle sommeille cette

équation supplémentaire : extrême gauche= extrême droite. Il ne voit pas que si toutes deux critiquent l'ordre établi, ce n'est pas pour les mêmes raisons et ce n'est pas dans le même but (8). Il parle ainsi (n.32 p.61) "du trajet idéologique de Serge Thion", rangé parmi les "transfuges de l'antiracisme de gauche, devenus antijuifs..." Cette immonde calomnie est sotte, grotesque et indigne. Et un individu qui se livre à une telle bassesse (car où trouverait-il un mot pour la justifier ?) perd tout droit au respect.

Que pour le reste Pierre-André Taguieff règle ses comptes avec une extrême-droite qui semble le fasciner comme la fourmi fascine l'entomologiste, c'est à ces gens-là de juger comment ils sont traités (9). Le révisionnisme n'est pas un mouvement ni même une attitude politiques et il y a, chez les révisionnistes la même proportion qu'ailleurs de crétins des Alpes. Que Pierre-André Taguieff considère le révisionnisme comme mal perçu et mal compris par ses critiques les mieux reçus m'apparaît comme une banalité pauvre. Qu'il propose de prendre au sérieux "l'affaire du révisionnisme" où se jouerait "le destin des mythologies anti-juives, et tout autant celui des Juifs" me semblerait une bonne nouvelle si cela était vrai, à condition de pousser le parallélisme un cran plus haut et de dire qu'il s'agirait plutôt du destin des "mythologies juives". C'est bien ce que dit l'analyse de l'Israélien ne Evron, évoquée plus haut au chapitre 5, celle d'Israel Shahak et d'une partie de la gauche israélienne. De quelque couleur qu'elle soit, aucune mythologie historico-politique ne résistera longtemps au rouleau compresseur révisionniste, qui n'est jamais, après tout, que l'expression d'une simple exigence de connaître la vérité. Voyez ce qui se passe à l'Est, et la formidable exigence de révision historique qui balaie tous ces régimes. Je ne vois pas très bien quelle place Pierre-André Taguieff pourrait faire dans son système de pensée clos à des auteurs aussi férocement anti-impérialistes et antisionistes comme Noam Chomsky, Alfred Lilienthal, Lenni Brenner, et d'autres (10) qui ne paraissent pas pouvoir être suspectés de "judéophobie", ancienne, moderne ou future, si l'on veut bien m'éviter la vieille blague de la *yiddische Selbsthass* (la haine-de-soi) qui n'a rien à voir ici (11).

On pourrait facilement montrer que si beaucoup de Juifs s'opposent au sionisme, c'est pour protéger et sauver ce qu'ils estiment être la vraie nature de la judéité et aussi, comme disait Karl Kraus à propos du sionisme qui s'auto-proclamait, que "les "*shekels*" seront nombreux à se déverser dans le fond commun avant que l'idée n'ait fait son chemin selon laquelle la douleur universelle ne nécessite pas de spécialiste" (12). Après tout, si le judaïsme a survécu pendant si longtemps, au prix de maintes transformations, c'est bien parce que, pendant l'exil de Babylone, les "leaders de la communauté", comme on dirait aujourd'hui, ont compris qu'il fallait trancher les racines locales de leur culte, faire passer le sacré concrétisé en un lieux précis – le temple de Salomon – en un mythe aisément transportable et renoncer à l'indépendance politique pour se mettre sous la haute protection du suzerain étranger. Cette mobilité, ce détachement par rapport à un culte localisé, allait permettre la survie diasporique. Dire désormais "l'an prochain à Jérusalem" voulait dire justement que l'an prochain, on n'y serait pas, mais on serait dans l'attente, l'attente de la Fin. Inversement, les groupes yahvistes, gardiens du Pentateuque, qui allaient choisir la localisation absolue de leur culte, comme les Samaritains sur le Mont Gazirim, près de l'antique Sichem, là ou "Dieu promit à Abraham le pays de Canaan", allaient être broyés par la lourde meule de l'histoire. Qui sait qu'il reste aujourd'hui quelques centaines de Samaritains à Naplouse, au pied du Mont Gazirim ? (13) Le sionisme ressemble, paradoxalement, à un retour sur les choix opérés dans l'exil babylonien, et à un engagement sur la voie

des Samaritains, pourtant honnis et méprisés par les autres Juifs. Certains Juifs contemporains pensent que le destin juif a tout à y perdre, les uns pour des raisons politiques, comme les auteurs mentionnés plus haut, d'autres pour des raisons théologiques, comme les Neturei Karta (14) (qui ont publié aux États-Unis le livre du rabbin Moshe Schonfeld, *Genocide in the Holy Land*) ou le groupe lyonnais qui publiait, il y a quelques années, le bulletin *Tsédek*, sans compter nombre de religieux en Israël même. Pour Pierre-André Taguieff, ces orthodoxes doivent évidemment tous être des judéophobes.

A vrai dire, si l'on prend par rapport au texte de Pierre-André Taguieff un petit peu de recul, il évoque irrésistiblement, par son absence total du principe de réalité, les exercices dialectique des philosophes staliniens de la belle époque. Cette convergence n'est pas due au hasard. Tâchant comme lui d'appliquer un mythe à la réalité (là l'"Homme nouveau" – ici, le "Retour"), le sionisme est le stalinisme de notre temps. Tous les deux ont des dogmatiques utopistes, des idéologies qui contrôlent un espace et une population; tous deux ont leurs philosophes et leurs artistes, leurs organisations de masse et leur élite solidement accrochée au pouvoir, leurs bombes et leurs divisions blindées, leur censure et leurs services secrets qui cancérisent le corps politique, avec une ambition totalitaire qui prétend dans les deux cas s'imposer à la conscience universelle grâce à la détention d'un monopole de la "vérité". Tout comme le stalinisme, le sionisme traite ses adversaires par la calomnie (le chantage à l'antisémitisme) et la violence. Quand tout cela s'effondrera (car ce genre d'entreprise fondée sur la force ne dure qu'un temps limité), les générations futures se demanderont comment un dogme aussi artificiel aura pu exercer une influence aussi profonde sur les affaires politiques et diplomatiques, comment la crédulité publique aura pu être si longtemps exploitée, comment les humiliantes horreurs de la répression israélienne auront pu être si longtemps cachées ou sous-estimées. Ils auront besoin d'une bonne dose de révisionnisme pour découvrir, derrière les contes de fées, les solides réalité d'un régime fondé sur les privilèges d'une minorité, la guerre, la dictatures de théocrates athées, la discrimination raciale, les lois d'urgence, la terreur policière, les représailles collectives et le chantage nucléaire. Ces générations futures seront peut-être la proie d'autres mythes mais elles ne nous pardonnerons pas d'avoir prêté la main aux crimes de celui-ci (15).

Le parallélisme le plus frappant entre stalinisme et sionisme, à l'extérieur d'Israël, est encore le phénomène de la double allégeance (16). Dans l'adhésion au communisme en France, telle qu'on peut la repérer dans les années 30, on voit la dimension internationaliste faire place peu à peu, par à-coups, à deux loyautés, la première envers l'URSS, seul pays où se construit le "socialisme", et la seconde, subordonnée à la première, envers la France, promise à un même avenir radieux. L'époque de la guerre allait intensifier et solidifier ce double nationalisme, en même temps d'ailleurs que Staline tâchait de séduire les nationalismes latents chez les peuples du vieil empire. Le sionisme a abouti à une pratique similaire puisqu'il a échoué à faire venir la totalité de la diaspora en Israël. Il cherche donc à susciter au sein des communautés une allégeance et une loyauté nationale envers Israël, en créant toutes sortes d'institutions aptes à prendre en charge toutes les nuances qui s'imposent dans la réalité éclatée de ces communautés. Rien n'échappe donc à la prise en charge sioniste, jusques aux vacances et à la gastronomie. Vous en aurez le panorama en écoutant *Radio J* : "Strauss-Kahn à la mairie de Sarcelles, c'est bon pour la communauté, c'est

bon pour Israël – [annonce offerte par] Hollywood Pizza, la cuisine italienne *kasher beitdin*" (17).

Il existe une vaste littérature sur le sujet de cette double allégeance, avec toutes les gradations possibles entre l'indifférence totale et *l'alya*, la "montée", l'installation en Israël. Les controverses vont bon train, à l'intérieur comme à l'extérieur de ce qu'il est convenu d'appeler la communauté (18). Tout cela serait pour moi dépourvu du moindre intérêt s'il ne s'avérait que nous entrons de plus en plus avant dans une nouvelle ère des nationalismes. Beaucoup de gens le disent et, par exemple, mon excellent collègue Alain Touraine dans un article du *Monde* (13 mars 1990) intitulé "La question nationale et la politique française". Il observe la montée de la question nationale dans la droite comme dans la gauche, note qu'elle a pris l'ascendant sur la question sociale et prévoit qu'elle fracturera l'actuel clivage politique pour entraîner une recomposition des forces politiques, distribuées entre un pôle "démocrate" et un pôle "national". Cette analyse me paraît malheureusement correcte et l'on peut donc prévoir que le sionisme, et son système d'allégeance nationale à un pays étranger, va être soumis à des pressions de plus en plus fortes. Car il faudra bien, d'une façon ou d'une autre, réintégrer les électeurs du Front national dans le jeu politique pour sauver le régime d'une dangereuse désaffection. La seule façon, pour la droite, de s'en sortir et refaire son unité, c'est de récupérer la thématique du Front national en éliminant, si faire se peut l'équipe Le Pen. La question de la double allégeance viendra immanquablement sur le tapis (ce dont je n'ai cure, étant dans l'incapacité d'éprouver le moindre frisson nationaliste).

Tout cela tétanise passablement la classe politique et l'intelligentzia. Dans l'arsenal des calomnies, on trouve assez souvent le thème si délicatement exprimé par un certain Guirchoun dans *Le Nouvel Observateur* (25 septembre 1987) : "La Vieille Taupe roule pour les ripoux de l'extrême-droite internationale". Il y a fort longtemps que j'avais mis, dans un texte publié en 1985, les choses au point au sujet de M. Le Pen, un Français, notons-le, d'assez fraîche date puisque l'appartenance "nationale" de ses ancêtres ne remonte qu'à 1532.

Parachutes, Parapluies, Parallèles, Paradoxes, Paranoïas

Parachutes

On nous dit que M. Le Pen a torturé en Algérie. Certes, c'est le contraire qui serait étonnant. Lieutenant de para dans la légion, au 1er REP, au moment de la bataille d'Alger en 1957, il lui aurait fallu les suaves douceurs d'un Chérubin pour ne pas utiliser les méthodes ordonnées par ses supérieurs et pour l'application systématique desquelles les autorités avaient précisément fait appel aux paras. M. Le Pen a fait justement observer qu'à la suite de ses actions, il a été décoré par le gouvernement de la république. C'était donc une époque où l'on avait coutume de décorer les tortionnaires, puisque la torture était devenue une institution d'État. Situation assez courante aujourd'hui dans bon nombre de pays. Ils furent même très nombreux, les tortionnaires décorés, à cette époque-là. Certains se firent reprendre leur hochet à la débâcle de l'OAS. D'autres firent de brillantes carrières de tueurs galonnés, comme le

colonel Erulin, qui dirigea les massacreurs de nègres qui sautèrent sur Kolwezi, sous le règne de Giscard, ou le capitaine Martin, ancien collègue de Le Pen, qui dirige la garde présidentielle gabonaise.

Peut-être faut-il le rappeler : **M. Le Pen n'était pas le seul à faire la guerre d'Algérie**. Il aspire maintenant, comme les autres, à la respectabilité politique. Il ne gagnera sans doute rien à faire des procès à ceux qui l'accusent d'avoir commis des actes qui sont aujourd'hui couverts par une loi d'amnistie votée en son temps par ses ennemis politiques. Les faits sont là, et l'on peut revenir sur leur signification politique. Pour le reste, comme le dit la Grande Conscience Morale de Notre Temps, tout cela est bien connu depuis bien longtemps.

Parapluies

Au moment précis où les socialistes déclarent la guerre à Le Pen et à son Front national, *Libération* se met dans l'obligation de rembourser moralement sa dette de quelques centaines de millions de centimes octroyés par le pouvoir socialiste et accuse Le Pen d'avoir été un tortionnaire, témoins à l'appui. Normal. On sort les dossiers. Tout homme politique qui monte ou qui s'accroche à son fauteuil doit s'attendre à ce qu'on sorte les dossiers : Mitterrand et sa francisque, Marchais et ses villégiatures en Allemagne hitlérienne, Pompidou et ses potes yougoslaves, Giscard et ses clinquantes amitiés cynégétiques. Normal. C'est de la petite bière qui n'étonne personne. On touche même le fond de la pensée des Français sur la politique : tous pourris.

Plus intéressante serait la question de savoir pourquoi tout soudain les socialistes veulent s'attaquer à Le Pen si la réponse n'était évidente : de bonnes grosses raisons électorales. D'abord, chuchote-t-on chez les sondeurs de cloaque, Le Pen mord sur l'électorat de gauche. Ça en dit long. Ensuite, et c'est plus important, on compte sur la vieille recette antifasciste pour replâtrer les façades pourtant, dans la bande à Marchais, on fait la grimace. Enfin, c'est un moyen de chantage sur l'opposition qui ne sait pas encore bien sur quel pied il lui faudra danser. Normal. La bonne vieille cuisine IIIe République. De Gaulle lui-même nous avait fait le coup du fascisme qui monte. Rappelez-vous, Malraux, ivre mort, distribuant des armes, en 1961... *No passaran*, braillera-t-on encore, quarante-cinq ans après qu'il soit passé, et quarante ans après qu'il soit trépassé. Des gens vraiment tournés vers l'Avenir, comme dit Jack l'Éventreur de la Bastille.

Parallèles

La torture en Algérie ? Elle s'y est pratiquée dès le début du conflit, et même avant. Les vieilles traditions de la police coloniale. Les massacres de Sétif. La torture en Indochine. Monnaie courante. Le premier des ministres de l'intérieur à l'avoir couverte a été François Mitterrand. Le ministre de la justice qui était en fonction au moment où Le Pen opérait à Alger était le même Mitterrand. Ont couvert ensuite ce gros malin d'Edgar Faure, un ancien de Nuremberg, et puis les socialistes. Ils ont couvert, ils ont censuré ou caché les rapports des commissions d'enquête, ils ont profité de la torture; ils ont envahi l'Égypte avec ces mêmes paras à qui ils allaient confier Alger. Les communistes votaient les pouvoirs spéciaux, ceux qui justement étaient les plus propices pour couvrir cette honte éternelle de l'armée française.

Quelle différence, alors, sur le plan moral, avec les atrocités du nazisme et du stalinisme ? Les gaullistes ont pris la relève et ont ramené cette barbarie sur le sol même de la métropole. Gangrène coloniale. Des centaines et des milliers d'hommes, au "faciès nord-africain", ont été torturés et parfois assassinés dans les commissariats de police. Il n'y avait pas que les harkis. Le flic du coin prêtait volontiers main forte.

Certains, dont j'étais, parmi les "fienteux porteurs de valise", comme le dit notre nouvel Horatius Coclès, avaient songé à capturer quelques tortionnaires célèbres pour organiser à Alger, après l'indépendance, un procès à la Nuremberg. Un Nuremberg pour qui ? Puisqu'on avait fait Nuremberg en 1945, qu'on y avait défini, d'ailleurs rétroactivement, la notion de crime contre l'humanité, la plus élémentaire logique eût voulu qu'on l'appliquât aux "événements" d'Algérie, avec leur cortège d'atrocités bien connues. Cela n'aurait guère concerné les Le Pen et autres brutes galonnées mais les chefs, les grands chefs, comme Guy Mollet et de Gaulle, ainsi que les Michel Debré, Edgar Faure, Poniatowski, Chaban, Papon, pour ne citer que des politiciens qui sont encore en activité. Ceux-là étaient – et sont toujours – des criminels de guerre. La démonstration juridique était facile à faire, à l'aune du jugement de Nuremberg. Les Algériens, finalement, n'ont pas voulu de ce procès, à cause de la raison d'État, et je crois que c'était une décision sage. Après tout, peut-être les procès de Nuremberg n'étaient-ils qu'une farce, une manière de plaisanter avec les choses sérieuses, que l'on avait inventée pour distraire les Allemands accablés par leur défaite. Ces choses-là, c'est bon pour les autres, pas pour nous.

On s'est donné à Nuremberg des règles de procédure assez intéressantes : l'accusation n'avait pas besoin de faire la preuve de l'existence de crimes qu'elle jugeait notoires. Mais si l'on avait voulu juger ceux qui avaient violé les plus élémentaires des droits de l'homme pendant la guerre d'Algérie, **la simple application du Code pénal aurait envoyé les trois quarts de la classe politique française, gauche comprise, au bagne ou à l'échafaud**. Le dossier d'un Michel Debré aurait sans doute pesé plus lourd que celui d'un maréchal Göring. C'est pourquoi, par un roboratif et corporatif effort de survie, la classe politique a voté l'amnistie. Auto-disculpation normale. Les militaires argentins ont fait de même avant de remettre le pouvoir aux civils.

Paradoxes

Alors pourquoi "remuer la merde", comme le dit avec son élégance coutumière l'honnête Bigeard, autre criminel de guerre notoire et ministre de Giscard ? On s'étonne. Mais c'est que la stupidité politique des socialistes reste insondée, même par les plus profondément déçus de leurs partisans. On verra assez vite que d'avoir reproché à Le Pen de s'être comporté comme une brute avec les Arabes lui vaudra bientôt des approbations accrues. C'est parce qu'ils éculent sans cesse davantage le lieu-commun de la "montée" du fascisme, de la "montée" du racisme que les épouvantails qui nous gouvernent finissent pas y croire eux-mêmes. La réalité est autre. Il est absurde de se cacher que nous vivons dans un pays qui est profondément raciste, qui a été éduqué, génération après génération, dans le sentiment colonial de la supériorité de l'homme blanc et du mépris pour l'indigène. Cela ressort à nouveau chez les "nouveaux philosophes" et les microcéphales de Médecins Sans Frontières qui partent en guerre contre un tiers-mondisme qui n'existe que dans leurs fantasmes de "développés".

Toute une génération, deux ou trois millions de jeunes hommes, toutes opinions confondues, a été envoyée en Algérie. S'ils n'ont pas torturé eux-mêmes, c'est que l'occasion ou la sinistre audace leur ont manqué. Ils étaient là pour casser du bougnoule, ou au moins les faire marcher au pas. C'était le bon temps. Ils en sont vaguement honteux et un peu nostalgiques. Ils n'osent pas trop en parler, ni publiquement, ni à leurs enfants. La plupart de leurs officiers étaient du genre Le Pen. Les autorités de l'époque n'ont jamais tenté sérieusement de mettre un terme à ces pratiques dégradantes. Il en a résulté que les consciences ont été dégradées, que le racisme comme pratique s'est installé de force dans l'esprit d'une génération qui accède maintenant aux responsabilités dans les domaines les plus variés. Cette pédagogie de la lâcheté morale porte ses fruits, ici comme en Amérique après le sombre épisode du Viêt-Nam : des millions de petits Le Pen et de petits Reagan qui cachent avec le drapeau la honte d'avoir été à la fois ignobles et battus. Je ne vois pas le moyen de penser que Le Pen serait pire que ceux qui l'ont enfanté : les socialistes, les radicaux, les gaullistes, les conservateurs, tous unis pour massacrer l'Algérie, brûler les mechtas, déporter et concentrer les populations, et tout le reste, pendant sept longues années, dont la seule évocation donne la nausée.

On dira, les socialistes ont changé. La vieille SFIO a laissé la place à de jeunes et fringants socialistes authentiquement attachés aux fameux droits de l'homme. Des gens bien. Bravo. A part Mitterrand, Deferre et quelques autres vieux birbes, ils n'ont pas trempé, ils sont propres.

Trois petits faits récents, seulement : l'extradition des Basques. Ah les belles âmes! Ils ont trouvé ça dur à avaler, un reniement de cette taille-là. Mais enfin, le fromage est bon, il fait passer le reste. Pas une seule démission.

Et pour rester dans le domaine colonial : il y a quelques jours (*Le Monde* du 9 février 1985), quelques nègres déplumés voulaient dire publiquement un peu de mal du sublime Omar Bongo, roi du Gabon. Ils avaient l'intention de tenir une modeste conférence de presse pour exprimer le point de vue de l'opposition gabonaise. C'en était trop. La conférence fut interdite parce qu'elle était jugée "de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la France" par Joxe, prototype des "socialistes purs et durs", et, soit dit entre nous ancien du Deuxième bureau, du temps de l'Algérie. La même chose s'était déjà produite le 6 décembre 1983. Quand Bongo fait assassiner en France les amants de sa femme (voir *Affaires africaines*, de Pierre Péan), cela ne trouble nullement l'ordre public. Les pires bassesses de l'ancienne droite seront bientôt dépassées.

En Nouvelle-Calédonie, il ne semble pas encore que la torture soit pratiquée. Ça viendra sans doute. Mais on assassine fort proprement les opposants au système colonial. Le tireur d'élite qui a froidement abattu le leader indépendantiste Eloi Machoro ne pourra sans doute pas témoigner devant une commission d'enquête. D'abord par ce qu'il n'y aura pas de commission d'enquête. Ensuite, parce que ce joyeux garçon, aussitôt son coup d'éclat, a été rapatrié et promu garde du corps personnel de l'acéphale Charles Hernu, ministre des armées (*La Croix*, 27-28 janvier 1985). Ce n'est plus seulement notre droite, c'est aussi notre gauche qui est la plus bête du monde. Qui pourrait nous assurer que Le Pen trahirait davantage ses propres principes ?

Le radeau de la *Méduse* socialiste approche des écueils. *Fluctuat et mergitur*. Les combines frénétiques, comme la campagne contre Le Pen, n'empêcheront pas que survienne la fin de cette guignolade. Certes, Le Pen jouera son rôle de Pandore matraqueur jusqu'au bout. La surprise de nos Gnafron, c'est que l'extrême-droite existe en France, qu'elle a été un temps occultée par la confusion babélique du gaullisme, qu'elle retrouve sa place historique après la décomposition du gaullisme en droites libérale, bonaparto-chiraquienne, conservatrice, etc. Que la presse se précipite pour battre les tambours du roi, c'est aussi la coutume.

Il y a quelques années, je ne sais quelle Marthe Richard a cru que l'on réduirait le racisme par une loi qui en interdirait l'expression. Les organismes qui font profession de défendre la liberté d'expression ont évidemment applaudi des deux mains cette mesure qui la restreignait. On a ainsi, en se donnant les meilleurs sentiments du monde, suivi sur leur terrain deux organisations qui ont pour vocation de supprimer les pensées qui ne leur plaisent pas, les staliniens ahuris du MRAP et les sionistes de la LICRA, spécialisés dans le racisme anti-arabe. Je dis que c'est une loi scélérate parce que le racisme ainsi chassé de l'ordre de la parole se refoule et resurgit dans le passage à l'acte. Ce qui est réellement effrayant dans les propos de Le Pen, ce n'est pas tant leur contenu que le fait qu'ils sont perçus par le grand nombre comme étant plus vrais que ceux d'une classe politique qui s'est endormie dans le ronron hypocrite de sa propre amoralité.

Comme on pouvait le prévoir le 8 mai 1981, le passage de cette gauche-là au pouvoir allait la dissoudre complètement en tant qu'apparence et la révéler pour ce qu'elle est, un autre aspect, plus bariolé, de la veulerie conservatrice des petits bourgeois français. C'est après le grand dessillement que l'on va s'amuser un peu.

Vivement les lendemains qui déchantent.

15 février 1985.

LE PEIGNE ET LES DEUX CHAUVES

Cette image des deux chauves qui se disputent un peigne, que Borgès appliquait à la guerre des Malouines, me vient irrésistiblement à l'esprit lorsque surgit le poncif du racisme et de l'antiracisme. Laissons là les arrière-pensées politiques des uns et des autres. Le fond du sujet, c'est l'existence au sein de Nous de l'Autre. Le raciste veut le chasser, l'antiraciste veut l'intégrer. Cette problématique me paraît insensée.

Pour mettre un peu d'ordre dans ces controverses qui volent souvent très bas (l'affaire dite des "foulards islamiques", par exemple), il me paraît souhaitable de revenir aux propos que tenaient naguère l'un des meilleurs esprits de notre temps dont un texte célèbre traitait en 1952 de "Race et histoire" (19). En 1971, l'UNESCO lui demandait de renouveler cette réflexion sur le thème de "Race et culture". "Ce fut un assez joli scandale", dit-il. Son texte ne ressortissait pas assez de l'idéologie dominante, du

"catéchisme" qui avait valu à ces bureaucrates de la culture "de passer d'un emploi modeste dans quelque pays en voie de développement à celui, sanctifié, de fonctionnaire d'une institution internationale". On pourrait en dire autant des vedettes médiatiques à qui ce même catéchisme permet de faire de météoriques carrières politiques au lieu de celle, moins attrayante peut-être mais plus adaptée, de facteur rural.

Claude Lévi-Strauss, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a résumé ainsi sa communication :

> J'ai d'abord voulu rendre l'auditoire sensible au fait que, depuis les premières campagnes de l'Unesco contre le racisme, quelque chose s'était passé dans la production scientifique et que, pour dissiper les préjugés raciaux, il ne suffisait plus de ressasser les mêmes arguments... Je m'insurgeais contre l'abus de langage par lequel, de plus en plus, on en vient à confondre le racisme défini au sens strict et des attitudes normales, légitimes mêmes, et en tout cas inévitables... Il n'est nullement coupable de placer une manière de vivre et de penser au-dessus de toutes les autres, et d'éprouver peu d'attirance envers tels ou tels dont le genre de vie, respectable en lui-même, s'éloigne par trop de celui auquel on est traditionnellement attaché... Les société humaines... ne s'ignorent pas, s'empruntent à l'occasion, mais, pour ne pas périr, il faut que, sous d'autres rapports, persiste entre elles une certaine imperméabilité. Tout cela devait être rappelé, et plus encore aujourd'hui où rien ne compromet davantage, n'affaiblit de l'intérieur et n'affadit la lutte contre le racisme que cette façon de mettre le terme, si j'ose dire, à toutes les sauces, en confondant une théorie fausse, mais explicite, avec des inclinaisons et des attitudes communes dont il serait illusoire d'imaginer que l'humanité puisse un jour s'affranchir ni même qu'il faille le lui souhaiter (20).

Pour Lévi-Strauss, en fait, le problème est plus vaste et sa gravité ne le cède qu'à son urgence : les idées fausses de l'intolérance raciale

> ne fournissent-elles pas simplement une couverture idéologique à des oppositions plus réelles, fondées sur la volonté d'asservissement et sur des rapports de force ? Ce fut certainement le cas dans le passé mais, même en supposant que ces rapports de force s'atténuent, les différences raciales ne continueraient-elles pas à servir de prétexte à la difficulté croissante de vivre ensemble, inconsciemment ressentie par une humanité en proie à l'explosion démographique et qui – tels ces vers de farine qui s'empoisonnent à distance par les toxines qu'ils sécrètent, bien avant que leur densité n'excède les ressources alimentaires dont ils disposent dans le sac qui les enferme – se mettrait à se haïr elle-même, parce qu'une prescience secrète l'avertit qu'elle devient trop nombreuse pour que chacun de ses membres puisse librement jouir de ces biens essentiels que sont l'espace libre, l'eau pure, l'air non pollué ?... La tolérance réciproque suppose réalisées deux conditions que les sociétés contemporaines sont plus éloignées que jamais de connaître : d'une part, une égalité relative, de l'autre, une distance physique suffisante... On ne peut se dissimuler qu'en dépit de son urgente nécessité pratique, et des fins morales élevées qu'elle s'assigne, la lutte contre toutes les formes de discrimination participe de ce même mouvement qui entraîne l'humanité vers

> une civilisation mondiale, destructrice de ces vieux particularismes auxquels revient l'honneur d'avoir créé les valeurs esthétiques et spirituelles qui donnent son prix à la vie, et que nous recueillons précieusement dans les bibliothèques et dans les musées parce que nous nous sentons de moins en moins capables de les produire.
>
> Peut-on ne pas partager l'angoisse qui étreint l'auteur lorsqu'il conclut : Convaincus que l'évolution culturelle et l'évolution organique sont solidaires, ils (l'ethnologue et le biologistes) savent que le retour au passé est impossible, certes, mais aussi que la voie où les hommes sont présentement engagés accumule des tensions telles que les haines raciales offrent une bien pauvre image du régime d'intolérance exacerbée qui risque de s'instaurer demain, sans même que les différences ethniques doivent lui servir de prétexte. Pour circonvenir ces périls, ceux d'aujourd'hui et ceux, plus redoutables encore, d'un proche avenir, il faut nous persuader que leurs causes sont beaucoup plus profondes que celles simplement imputables à l'ignorance et aux préjugés : nous ne pouvons mettre notre espérance que dans un changement du cours de l'histoire, plus malaisé encore à obtenir qu'un progrès dans celui des idées.

Je ne puis qu'approuver ces paroles d'un maître à qui je dois déjà beaucoup (21). Moi qui suis totalement cosmopolite, qui me ressens comme un composite, lentement élaboré, de culture européenne, d'humanisme africain, de fraternité musulmane, de musique indienne, de mentalité asienne, qui n'éprouve nul vain sentiment national ou cocardier, qui prend où bon lui semble, sur cette petite planète, les nourritures de toutes sortes qui lui paraissent indispensables, je perçois certes l'Autre, la figure de l'étranger comme le frère qui peut-être va m'enseigner quelque chose de son monde. Mais je ne vois nulle nécessité de lui imposer le mien, et s'il choisit de vivre ici, au milieu de nous, je jugerais despotique l'obligation qui lui serait faite de s'as-similer, de devenir semblable. Qu'il le fasse si c'est son choix. Mais les assimilationnistes "républicains" qui appelaient tantôt à supprimer ce choix, au nom évidemment de la liberté, m'apparaissent comme de dangereux *levellers*, les niveleurs de sanglante mémoire. J'aimerais leur dire d'abandonner un peu le nouvel Ennemi Officiel que nous nous sommes forgés en raison de la défection de plus en plus visible du Communiste qui jouait ce rôle, je veux dire le Musulman, et d'aller regarder de plus près la plus inassimilée (et inassimilable) des minorités, celle des Chinois en France. J'aimerais voir quels arguments nos assimilationnistes républicains pourraient bien fourbir pour convaincre ces Chinois, qui vivent manifestement dans une assez grande harmonie avec l'environnement social, de laisser tomber leurs incommodes baguettes pour enfin manger des hamburger au ketchup avec les mains, d'abandonner leur culture millénaire pour devenir enfin – rêve qu'ils n'ont sans doute pas osé formuler – de bons Français moyens.

Mais tout n'est pas si simple. En même temps que tout me pousse à me défier de l'avènement d'une pseudo-culture mondiale, fabriquée surtout dans des usines californiennes, et bientôt japonaises, poussant le spectaculaire-marchand à ses extrêmes, créant un monde sans valeurs où nul ne sait encore bien ce qu'il en coûtera de vivre humainement, je chéris ces petites sociétés, ces petits groupes, qui, obstinément, contre tous les coups du sort, au fil des siècles ou parfois des millénaires, ont gardé vivante une forme particulière d'humanité, une culture, parfois une langue ou une religion, un savoir-faire, venus de très loin, et dont Lévi-Strauss dit

avec raison et tristesse que nous nous empressons de les mettre dans nos musées. Je pense aux Tibétains qui résistent à l'écrasement chinois, aux Mennonites qui parlent encore le saxon du XVIe siècle jusque dans les forêts du Guatemala, aux Aïnous de Hokkaido, aux chamanes bouriates, aux Bushmen du Kalahari, aux Coptes de la vallée du Nil et à tout ce qu'ils charrient d'héritage de l'Égypte pharaonique, à cette petite société de parias qui mangent les hippopotames du lac Tana, en Éthiopie, à ces chameliers qui parlent encore dans les solitudes de l'Hadramaout les vieux parlers sud-arabiques, aux Indiens de l'Amazonie, décimés par les bandits de la modernisations, aux zoroastriens d'Iran qui, avec les riches Parsis indiens, tiennent encore droit le flambeau du vieux manichéisme, aux karaïtes et aux frankistes, si durement traités par les autres Juifs, aux Negritos de la péninsule malaise et des îles Andaman, aux Ossètes du Caucase, derniers représentants de l'immense peuple scythe que Darius n'a pas pu vaincre, à ces minuscules peuples à peu près inconnus de la péninsule indochinoises, comme celui que les Laotiens appellent les "Esprits des feuilles jaunes" – ne cherchez pas dans vos encyclopédies, il n'y figure pas – à ces villageois qui, dans quelques endroits de Turquie et de Syrie, parlent encore l'araméen, aux Aroumains ignorés de Grèce et de Macédoine, aux Lezg oubliés du Caucase (22), aux pacifiques bahaï, si cruellement traités en Iran. Des centaines d'autres encore, que j'ai parfois rencontrés, ou sur lesquels et par lesquels j'ai un jour appris quelque chose. Quelques dizaines, quelques centaines d'hommes et de femmes, parfois, qui vivent encore, qui ne sont pas déjà empaillés dans les musées. Ils forment un trésor sans prix, de plus en plus menacé, car leur disparition serait pour l'humanité tout entière un appauvrissement sans contrepartie. Je souhaite donc leur survie mais je peux comprendre aussi que leurs membres rejoignent le gros du troupeau, qu'ils se fondent dans une masse qui les dominent. Combien de peuples indiens l'ont fait au Brésil ou au Mexique, combien de "tribaux" l'ont fait dans l'Inde vishnouiste, combien de chasseurs-cueilleurs et de nomades victimes de la sécheresse ont-ils abandonné leur vie traditionnelle et rejoint l'immense plèbe de ceux qui grattent le sol pour survivre ou tendent la main dans des camps de réfugiés ? On voit bien que ces peuples, qui sont les archives de l'humanité, sont condamnés à court terme. L'assimilation, dans ces cas-là, est l'assassinat d'une culture. Un cosmopolite ne peut vouloir que la pluralité.

UNE VICTIME PEUT EN CACHER BEAUCOUP D'AUTRES

Contre tous les Taguieff, il faut raison garder et se poser la question : les Juifs sont-ils en France, et dans le reste du monde, opprimés, battus, traités en esclaves, massacrés, ou plutôt le sont-ils plus que les autres ? Quelle est la plus grande menace qui pèse sur eux ? Les rabbins nous répondent : "Il y a deux manières d'exterminer le peuple juif : la méthode dure, celle des camps ou des attentats terroristes; la méthode douce, celle des mariages mixtes", auprès de quoi "le conflit du Proche-Orient est secondaire" (23). Ah! les *shikse*, ces diablesses goyesses qui ont travaillé l'imagination de Philip Roth et Woody Allen... (24) On reste confondu par la possibilité même de faire une comparaison entre elles et les nazis (fourrés d'ailleurs dans le même sac que les Arabes). La perte de l'identité par la dissolution du sang! On retombe toujours sur cette notion, issues de nos plus anciennes origines tribales, et qui seule fonde la notion de race – rappelez-vous, *Blut und Boden*, le sang et la terre. En outre, il est trop tard : on sait que, génétiquement, les Juifs polonais sont des Polonais, les Juifs russes des

Russes et les Juifs arabes des Arabes. La généalogie, dans tout cela, est pure idéologie. L'histoire brouille toujours les cartes génétiques.

On me répliquera que les Juifs sont menacés par le terrorisme. Il y a eu certes des attentats antisémites. Pourtant, les vrais antisémites susceptibles de passer à l'action semblent plutôt rares. Les attentats les plus graves, la rue Copernic et la rue des Rosiers, je les attribue sans hésiter au Mossad, tout comme celui d'Istanbul. Aucune preuve, bien sûr, mais la façon même dont ils ont été commis donne des indications. On sait en outre que le Mossad peut parfaitement faire ces choses-là puisqu'il l'a fait à Baghdad pour pousser les Juifs irakiens à partir en Israël. La volonté de faire pression sur les gouvernements français était assez claire. Quant à la capacité du Mossad de manipuler certains éléments arabes, elle n'est plus non plus à démontrer. Il incombera aux révisionnistes de l'avenir de faire toute la lumière, quelle qu'elle soit, sur ces horribles forfaits. Mais d'autres attentats ont eu lieu qui sont des répercussions directes des conflits du Moyen-Orient où, faut-il le rappeler, les gouvernements français se sont beaucoup impliqués militairement, sans d'ailleurs que l'opinion française ait jamais été sollicitée de se prononcer sur le bien-fondé de ces commissions d'actes de guerre en Irak, au Liban et en Méditerranée orientale.

Mais, malheureusement, en ce qui concerne les attentats, Basques, Bretons, Arméniens, Corses, ainsi qu'Action directe ont aussi un beau palmarès à leur actif. Les services israéliens et sud-africains ont aussi tué en France. L'extrême-droite a fait l'objet de nombreux attentats mais quelques autres lui sont clairement imputables. Des immigrés ont été visés, et parfois tués. Un mensuel de la gauche mondaine a été plastiqué. Le professeur Faurisson a failli se faire tuer par un groupe se réclamant de la "mémoire juive". Bref, ces méthodes de gangsters n'ont que trop fleuri et n'épargnent personne. Il est impossible de dire que les Juifs seraient les seuls visés, mais on peut en revanche affirmer qu'une partie des actes terroristes sont commis au nom de groupes juifs ou d'Israël.

Je demande donc à nouveau si les Juifs, aujourd'hui, dans le monde présent, peuvent être considérés ou pourraient se présenter comme des victimes ? Ou alors, *azoi wie Gott in Frankreich*, heureux comme Dieu en France ? Si on compare leur sort à celui des Indiens du Guatemala et du Salvador, aux Tibétains, au peuple maubere de Timor oriental, à tous ceux qui , dans la Corne de l'Afrique, subissent la guerre et la famine, aux *boat-people* enfermés dans des camps sans issue, et à beaucoup d'autres encore, je dis que le sort de plusieurs dizaines ou centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans la peur, la faim, le dénuement est mille fois plus inquiétant que l'actuelle condition des Juifs dans le monde –dont je ne dis nullement qu'elle serait parfaite et qu'elle ne pourrait pas s'améliorer en certains endroits. "L'image du Juif victime" n'est effectivement plus d'actualité et c'est une bonne chose.

Mais il y a plus. Prenons un cas concret. Depuis plus de deux siècles, les Noirs d'Afrique du Sud vivent dans une oppression épouvantable instaurée par les émigrants venus d'Europe. Depuis 1948, elle est codifiée sous le nom d'*apartheid*. Il existe au sein de l'Afrique du Sud blanche une communauté juive, nombreuse, riche et puissante. A titre individuel, quelques membres de cette communauté se sont rangés aux côtés des Africains engagés dans une très longue lutte de libération. Certains d'entre eux sont communistes, d'autres libéraux. Plusieurs ont connu la prison, beaucoup ont été exilés. Je voudrais mentionner ici une femme admirable, avec qui

j'ai travaillé, mon amie Ruth First. Le mardi 17 août 1982, Ruth, qui travaillait au Centre d'Études Africaines de l'Université à Maputo, capitale du Mozambique, a ouvert une lettre piégée. L'explosion l'a tuée. Peut-être le lumière sera-t-elle un jour faite sur cet assassinat car les langues commencent à se délier en Afrique du Sud et les "escadrons de la mort" des offices de répression sont sur la sellette (25).

Mais il faut bien dire que cette communauté juive d'Afrique du Sud, en tant que telle, dans son ensemble, avec ses institutions propres n'a rien fait de concret pour lutter contre le régime de la plus atroce des discriminations raciales. Elle n'a fait que s'enrichir grâce à l'apartheid et servir d'alibi à une étroite collaboration économique, industrielle (armements), militaire et nucléaire entre Pretoria et Jérusalem. La collusion a été très loin. C'est malheureusement incontestable, même s'il reste des zones d'ombres (26). A cela, il faut ajouter que si les sanctions économiques ont fini par peser sur le régime sud-africain et l'amener à une ouverture, c'est principalement parce que les Noirs américains, qui savent très bien ce qu'est la discrimination raciale, ont fait une pression continue, depuis cinq ou six ans, sur l'administration américaine, et plus encore sur les firmes américaines ayant des intérêts en Afrique du Sud. Dans un cas aussi monstrueux que celui-là, on voit bien les limites du discours antiraciste des milieux favorables à Israël : des paroles en l'air pour amuser la galerie, cependant qu'Israël a fourni une aide importante et même cruciale au maintien et au développement militaire du régime d'apartheid, dirigés par des Bœrs, au demeurant passablement antisémites, qui sont habités, eux aussi, par un fantasme de peuple élu.

Mais l'antisémitisme ? Depuis les années soixante, j'entends dire qu'il monte. Il aurait dû nous submerger depuis belle lurette. Je voudrais faire observer à ce propos que la notion même d'antisémitisme pourrait donner matière à quelques révisions. Il y a en effet de l'anachronisme et de l'absurdité à parler à tout propos d'antisémitisme quand on fait l'histoire des rapports entre les Juifs et les autres. La notion de "sémitisme", entendue d'abord comme désignant une famille de langues apparentées, et ensuite, secondairement, comme une sorte de "race" ne s'est véritablement formulée qu'au dix-neuvième siècle, après que soit apparu le concept de la famille des langues dites indo-européennes, avec Bopp et quelques autres, en 1816. Auparavant, en l'absence de ces élaborations épistémologiques, les considérations proprement religieuses dominaient, à des époques où le religieux et le politique étaient indissociables. Faire l'histoire de l'antisémitisme avant le dix-neuvième siècle, comme le font un Poliakov et beaucoup d'autres est tout simplement la preuve qu'on ne comprend rien à l'histoire. Les sociétés d'Ancien régime étaient soucieuses de cohérence religieuse et les minorités ont souvent été durement traitées. L'idée de "race" était vague et ne tenait qu'une place très accessoire. Mais en même temps il ne serait pas inutile de comprendre qu'en raison de leurs origines et du rôle de la Bible, ces sociétés ont aussi assuré la survie des Juifs et du judaïsme, seule religion de l'Antiquité ayant ainsi survécu. Là où il n'y avait pas de chrétiens ou de musulmans, les Juifs ont disparu, comme en Chine, par simple dissolution. Si on voulait écrire une histoire complète, on devrait donc décrire en même temps l'antijudaïsme et le philojudaïsme, l'antisémitisme et le philosémitisme car ils se complètent obligatoirement. Ainsi, aujourd'hui, dans notre société, l'antisémitisme existe, certes, mais le philosémitisme existe aussi, et il est beaucoup plus puissant. Il a droit de cité et il se manifeste activement dans tous les domaines. Pourtant, il reste curieusement ignoré des sociologues et des analystes de tous poils.

Ces considérations ne sont là que pour servir de préalable à l'idée que, depuis quelques années, il semble bien que l'antisémitisme soit entré en expansion. J'ai repéré deux grandes étapes : l'invasion du Liban et le procès Barbie. Le militarisme israélien est apparu à tous ceux que ces questions ne concernent pas sur les écrans de leur télévision. Comme la communauté juive s'est beaucoup solidarisée avec Tsahal, une nouvelle image des Juifs a émergé. Elle aurait pu le faire plus tôt, par exemple en 1967 avec la Guerre des Six Jours, mais la place de la télévision n'était pas la même. Ensuite, le matraquage médiatique très intense qui a précédé, pendant plusieurs mois, la tenue du procès Barbie a atteint un niveau de saturation. On a commencé à entendre des choses qui jusque là étaient à proprement parler inouïes, "ras le bol", "ils en font trop", "ils nous font chier avec leurs histoires", etc. On ne dénote pas de contenu agressif, de volonté de nuire, mais simplement une molle protestation contre ce qui est perçu comme une volonté d'accaparement des consciences, un refus non pas du savoir ou du souvenir mais de la culpabilité que l'on tentait de faire passer avec ce savoir et ce souvenir. Il y a eu là un aveuglement des responsables; ils pensaient donner à tout ce théâtre juridico-médiatique un tour pédagogique qui s'est nettement retourné contre eux. La solidarité que réclament et proclament une grande partie de ceux qui se veulent Juifs en France à l'égard de Sion les mettra en péril le jour de l'inévitable effondrement d'Israël. Les individus y survivront, certes, mais le judaïsme risque de ne pas s'en relever.

L'antisémitisme est habituellement classé comme une catégorie du racisme. Mais qui sont les victimes quotidiennes du racisme dans notre beau pays ? Les immigrés du Tiers monde, surtout ceux qui viennent des pays musulmans, du reste de l'Afrique et des Îles. C'est l'héritage empoisonné de ce long cauchemar que fut la colonisation (27). Là aussi, il y a une résistance à ce racisme, des associations, des prises de position politiques, des mouvements de protestation. Les victimes ne sont plus entièrement abandonnées, comme au temps de la guerre d'Algérie. La lutte pour la reconnaissance de la dignité humaine a encore beaucoup de chemin à faire.

Mais il est un autre racisme, moins meurtrier, plus insidieux parce que plus répandu, caché parce que jamais soulevé, ou presque, qui n'engendre pas de résistance, presque pas de manifestations, pas de mouvements d'opinion, pas de vague de solidarité il semble inconnu de SOS-Racisme; il infecte la quasi-totalité de la population, à droite comme à gauche, il est marqué par la peur et le rejet, c'est celui qui vise les Tziganes (28). La façon dont sont traités les Tziganes dans notre pays est une honte, un camouflet à tous les principes brandis par les uns et par les autres. Qui sait qu'il existe, au milieu de nous, des citoyens de seconde zone, dépourvus d'une bonne partie des droits reconnus aux autres, victimes de l'arbitraire des polices et des administrations locales, tracassés, suspectés toujours les premiers ? Ils n'ont pas pour coutume de se plaindre mais ils n'en pensent pas moins. Je conseille à qui veut s'en informer d'aller faire un tour dans le premier campement nomade venu (29). La difficulté grandissante de trouver un terrain où s'arrêter, le prix qu'on leur fait payer, les descentes de flics avec les chiens, on vous racontera. Je défie quiconque de ne pas être étreint par la honte en apprenant dans le détail les humiliations et les contraintes imbéciles qu'au nom du peuple français on inflige à ce petit peuple tenace et courageux. J'attends depuis longtemps de voir les grandes organisations humanitaires, les antiracistes, la communauté juive qui se dit porteuse de valeurs universelles, les défenseurs patentés des Droits de l'Homme se pencher sur le sort réservé aux Tziganes et faire campagne pour que soit abolie l'hyprocrite et perverse discrimination

qui les frappe. La réalité du racisme, occultée par le consensus, elle est là, brûlante et invisible.

Il n'est pas de sauveur suprême. Tout est entre nos mains. Que chacun prenne ses responsabilités. L'avenir fera les comptes.

Notes du chapitre 7

(1) Voir plus loin, dans les annexes, "Le révisionnisme à chaud".

(2) Il a fallu créer une nouvelle catégorie sociologique, l'illettrisme, pour désigner ceux qui savent lire mais ne comprennent pas ce qu'ils lisent. Elle est évaluée à 20 ou 30% de ceux qui sortent des écoles.

(3) *Les dernières colonnes de l'Eglise*, 1903.

(4) "Lorsqu'on écrit, on est hanté par la peur d'être bête", avoue Alain Finkielkraut, interview au *Monde*, 31 juillet 1983. On comprend sa hantise.

(5) Ce sont eux que l'on trouve dans le film de Moatti, auquel il est fait allusion dans la dernière note du chapitre 4. Ils servent beaucoup.]

(6) D'ailleurs, tout cela n'est pas très original et semble, pour l'essentiel, pompé d'un article de J. Tarnero publié dans le *Monde* du 18 août 1983 où se trouvent avancés déjà les mêmes arguments, avec moins de gongorisme. Ce Tarnero se croit obligé d'affirmer comme beaucoup d'autres qu'il s'agirait pour moi de me "dédouaner du soutien apporté au Cambodge génocidaire". Cette affirmation est à l'exact opposé de la vérité. J'ai dénoncé ce régime comme "barbare", alors qu'il était encore en place, après les missionnaires, il est vrai, mais avant la plupart des autres commentateurs. Voir *Libération*, 7 mars 1977. En outre, je n'avais jamais écrit une ligne pour le soutenir. Ce grossier mensonge, propagé un temps par Jean Lacouture, a la vie dure. La promesse d'une paire de calottes l'a ramené à une saine prudence mais on en trouve une variante dans l'*Evénement du Jeudi* qui publie le 15 octobre 1985 les fantasmes déchaînés d'une certaine Martine Gozlan : "La faillite des Khmers rouges vient frapper Thion de plein fouet. Ainsi tout serait perdu, et il faudrait se résigner au bonheur plat des démocraties ?... Et avec Noam Chomsky, un linguiste américain et gauchiste, Thion se lance dans une réhabilitation des Khmers rouges." A la suite de quoi, l'honnête Martine Gozlan invente froidement une phrase qu'elle met entre guillemets et qu'elle m'attribue, méthode radicale qu'elle applique à plusieurs reprises ensuite. "Ainsi, les Juifs ne sont pas morts, mais sournoisement cachés. Thion est persuadé qu'ils se terrent quelque part – en Chine ? – et qu'ils vont réapparaître..." Ce canard est écœurant.

(7) Il y met une majuscule, en contravention avec le Code typographique : "On composera en bas de casse les noms des doctrines, écoles, groupements, religions, sectes ainsi que ceux de leurs adeptes, adhérents, disciples, fidèles ou membres".

(8) Il est à peine besoin de dire que l'on retrouve la sempiternelle équation antisionisme = antisémitisme. Taguieff, drapé dans sa sociologie de pacotille, ne dit rien d'autre que l'ancien grand rabbin Kaplan, évoquant des propos qu'il tenait en 1970 : "Je ne déclare pas qu'il n'existe pas d'antisionistes qui ne sachent se garder –

mais pour combien de temps ? – de l'antisémitisme. Mais ils sont une minorité; de plus, par une tendance naturelle, quand on s'habitue à dire du mal des Israéliens qui sont des Juifs, on en arrive, qu'on le veuille ou non, à dire du mal des Juifs qui ne sont pas israéliens... Nous sommes entrés dans une phase de l'histoire où l'antisionisme devient masque de l'antisémitisme..." (*Le Monde*, 5 novembre 1980). Pensée typiquement totalitaire.

(9) Pierre-André Taguieff fait grand cas de déclarations politiques – fort confidentielles – d'un littérateur connu qui s'appelle Pierre Gripari. J'ai connu Pierre Gripari en 1960 dans un cercle d'amis comédiens. Je ne l'ai pas rencontré depuis cette époque-là. Il était déjà réfugié grec et partisan de Hitler. Il ne cadrait malheureusement pas du tout avec l'image conventionnelle du nazi. Homme charmant, plein d'humour, conteur délicieux, il fréquentait des gens de gauche très proches des insurgés algériens. Que je sache, il n'a jamais fait de mal à une mouche et ses contes de fées sont très appréciés des enfants. On pouvait l'écouter régulièrement sur *France-Culture* jusqu'à son décès récent. Comment concilier tout cela avec les stéréotypes en vigueur ? Quel est aujourd'hui le statut autorisé d'une pensée d'extrême-droite, dans le cadre de l'affirmation des "Droits de l'Homme" ? Fallait-il fusiller Gripari ?

(10) Voir la liste des ouvrages cités, pour se limiter à trois ouvrages essentiels. Il en est d'autres. En français, rien de vraiment comparable. On se reportera néanmoins à des livres écrits par Bernard Lazare, Abraham Léon, Maxime Rodinson, Maurice Rajsfus et à celui d'Ilan Halévi, *Question juive*.

(11) On a dit beaucoup de bêtises sur ce thème, faute d'accès à l'ouvrage original de Theodor Lessing, paru à Berlin en 1930. La traduction française date de 1990. Sous prétexte de "syntaxe et de clarté", l'éditeur a cru bon de modifier le titre qui veut dire : "la haine juive de soi"en *La haine de soi, le refus d'être juif*. Ce livre est un des derniers feux d'une époque où la vitalité intellectuelle du monde germanique, autour de son centre viennois, fait ressentir celui des intellectuels juifs d'aujourd'hui comme une sorte de désert de Gobi. Lessing, pour sa part, était un sioniste modéré de gauche. Il mena de nombreux combats par la plume et périt assassiné à Marienbad par les nazis.

(12) "Une couronne pour Sion", texte écrit au lendemain du Congrès de Bâle, fondateur du mouvement sioniste, en 1898, in Karl Kraus, *La Littérature démolie*, p.100.

(13) Cf. un bon article de Langellier dans *Le Monde* des 12-13 mai 1985, qui décrit la Pâque sur le Mont Gazirim.

(14) Les Neturei Karta ont exposé leur point de vue dans un texte intitulé "Pourquoi verser le sang juif et le sang arabe ?", publié à leurs frais dans *Le Monde* du 5 février 1983.

(15) Sur la société israélienne infectée par la racisme et les difficultés qu'elle a à voir les Palestiniens comme des êtres humains, voir David Grossman, *Le Vent jaune*. Sur la routine de la répression de l'Intifada, voir Jacques Pinto, *Journal de Judée*.

(16) Le classique est ici le livre d'André Harris et Alain de Sédouy, *Juifs et Français*, 1979, et surtout la masse énorme de commentaires qu'il a suscités dans la presse.

(17) *Radio J*, 15 mars 1990, dans l'après-midi.

(18) Par exemple, "Les Assises du judaïsme progressiste s'interrogent sur le civisme juif français et la paix au Proche-Orient", *Le Monde*, 28 avril 1982. Cet article a été publié à la veille de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, qui fut l'occasion de rallier bon nombre d'"intellectuels juifs de gauche" à l'idée que la presse internationale, pourtant contrôlée par la censure militaire israélienne, noircissait le tableau et s'attachait à la perte d'Israël. On vit se développer une campagne (toujours le chantage à l'antisémitisme) pour intimider la presse et tâcher d'effacer la réalité d'une agression brutale, utilisation de l'aviation et les bombes sophistiquées contre les populations civiles. Dans cette campagne de propagande qui rappelait beaucoup celle de Mussolini justifiant son invasion de l'Éthiopie, Alain Finkelkraut s'est mis en avant et s'est gagné un discrédit durable, utilement exposé dans un petit recueil, *La réprobation d'Israël*, 1983.

(19) UNESCO, 1952. Republié dans Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale deux*, p.377-422.

(20) Claude Lévi-Strauss, *Le Regard éloigné*, 1983. Ces citations sont extraites de la préface. Le texte lui-même, "Race et culture", forme le premier chapitre, p. 21-48.

(21) S. Thion, "Structurologie", *Aléthéia*, n° 4, 1966.

(22) L'écrivain Iezg Iskander Kaziev a été déporté en Ukraine en 1969 parce qu'il "avait eu le tort, en 1965, de protester contre un article de la Pravda du Daghestan qui présentait comme une "évolution progressiste" le fait que, sur le territoire de cette république du Daghestan, on ait compté quatre-vingt-un peuples différents en 1915, trente-deux en 1935 et onze en 1959. Les petits peuples ne disparaissent pas mais se fondent dans les nationalités les plus nombreuses". *(Le Monde*, 24 mai 1980.) C'est l'effet général de la modernité.

(23) Le rabbin Williams, "réputé libéral" de la synagogue de la rue Copernic. *Le Monde*, 5-6 janvier 1986.

(24) Voir les considérations comiques de Luc Rosenzweig, "Mariages difficiles dans la communauté juive", *Le Monde*, 30 novembre 1980.

Dans ses conseils au président de l'État israélien, Annie Kriegel dénonce le danger du féminisme qui est "probablement devenu le mode le plus opératoire sur lequel conduire sans douleur ni conscience le peuple juif à sa disparition. A quoi servirait par exemple qu'on traquât les couples mixtes si les couples juifs ne faisaient plus d'enfants...", *Réflexions sur les questions juives*, p. 282. On sait que cette sioniste pure et dure était, sous le nom d'Annie Besse, une stalinienne pure et dure. C'est le changement dans la continuité. Elle écrivait des textes antisionistes dont elle a prétendu ensuite avoir tout oublié (Harris et Sédouy, *op.cit*., éd.de poche, p.156). Elle a toujours cette façon bien à elle d'inverser la réalité : faisant allusion à deux conversations qu'elle a eues avec moi, elle croit se dédouaner en disant que je les

aurais moi-même provoquées, alors qu'elle était la demanderesse et qu'elle est passée par l'intermédiaire d'un ami, enseignant à Nanterre. Au cours de la première conversation, elle voulait tester sur moi l'idée que Jacques Vergès était envoyé à Paris par Moscou pour remplacer Curiel! Elle a cherché, dit-elle, à comprendre ce qui me poussait à m'obstiner "jusqu'à la folie" sur un sujet (le révisionnisme) où je n'étais "pas particulièrement impliqué" – ce "sujet" devant sans doute être réservé aux personnes "particulièrement impliquées"…"A l'issue de ces deux entretiens – dit-elle – ma perplexité est restée entière". (*Op.cit*, p. 84). J'en suis sincèrement navré, j'avais fait beaucoup d'efforts pour lui faire comprendre quelques petites choses très simples.

(25) Voir les révélations de l'ancien capitaine de police Dirk Coetzee qui reconnaît dans l'hebdomadaire *Vrye Weekblad*, avoir participé à la préparation de l'attentat, *Le Monde*, 19-20 novembre 1989.

[26) Voir le dossier accablant rassemblé par Jane Hunter, *Israeli Foreign Policy*, p. 19-91 et les détails de la coopération nucléaire dans l'ouvrage déjà cité de Seymour Hersh.

(27) Voir comment, rendant compte d'une histoire de la colonisation écrite par un chantre de la droite, Gilbert Comte, Jean-Pierre Chevènement cherche à récupérer "cette fulgurante et sombre geste de la conquête..."Le *mea culpa* est de taille : "Dans l'anticolonialisme où communia notre génération, il y a une part de haine de soi qu'il est peut-être temps d'exorciser". "...la France a joué, somme toute, un rôle progressiste". (*Le Monde*, 4 mars 1988) Trouver que la colonisation, quelles que soient ses justifications humanistes ou économiques, a été un crime contre l'humanité relèverait donc maintenant du masochisme. Ces soi-disant socialistes nous étonneront toujours.

(28) Le 26 mars 1980, quelques centaines de Tziganes ont protesté devant l'ambassade de la RFA pour demander une indemnisation en tant que victimes du nazisme. "A l'heure actuelle, deux cents persécutés seulement ont bénéficié de l'indemnisation". (*Le Monde*, 270380). L'article dit que 800.000 Tziganes ont péri dans les camps de concentration.

En 1982, les Tziganes ont manifesté contre la discrimination, la sédentarisation forcée, pour la liberté du voyage et le droit au stationnement (*Le Monde*, 271182). D'après cet article, ils seraient en France quelque 600.000, dont 250.000 voyageurs et 60.000 inscrits au registre du commerce. J'ignore si tous ces chiffres sont valables.

(29) Marie Didier, médecin, raconte sobrement dans *Contre-visite*, Gallimard.

Chapitre huit

ET LES CHAMBRES À GAZ ?

La conclusion de ce livre, telle que je l'ai rédigée le 27 mars 1990, était la suivante :

> "Aujourd'hui, la question est devenue très simple. Le gaz cyanhydrique est un acide qui laisse des traces repérables longtemps après. Fred Leuchter, l'un des rares experts dans le domaine de l'utilisation du gaz cyanhydrique à des fins d'exécution, a montré, au delà des impossibilités pratiques, que – dans les lieux où l'on croit généralement qu'ont eu lieu des gazages massifs d'êtres humains – ce gaz mortel n'a pas été utilisé de manière répétée. Cette démonstration se fait en prélevant sur place des échantillons dans les parois des lieux incriminés et en les analysant en laboratoire (Fred A. Leuchter, *Rapport technique*, traduction française dans les *Annales d'histoire révisionniste*, n° 5, été-automne 1988).
>
> "Les résultats sont les suivants : aucune trace de composé cyanuré dans le Krema II d'Auschwitz des traces, entre 1,9 et 6,7 mg/kg dans le Krema III des traces de 1,4 et 2,3 dans le Krema IV des traces allant de 1,7 à 4,4 dans le Krema V et des traces allant de 1,1 à 7,9 dans le Krema I. Ces chiffres doivent être comparé à l'échantillon prélevé dans le local de désinfection des vêtements : 1 050 mg/kg. On trouve donc dans ce local des traces 133 fois plus fortes que le chiffre le plus élevé observé dans les lieux donnés pour des "chambres à gaz" où les traces de composé cyanurés peuvent être imputées à des procédures de désinfection, normales dans des locaux officiellement appelés "morgues" sur les plans disponibles (chiffres tirés du tableau récapitulatif dans le texte original du rapport).
>
> "Ces analyses peuvent être refaites. D'autres échantillons peuvent être prélevés et analysés dans d'autres laboratoires. Si Leuchter ou le laboratoire Alpha d'Ashland, dans le Massachusetts, se sont trompés, il est facile d'en apporter la preuve. Ce que l'ingénieur Leuchter a fait, n'importe qui peut le refaire. Les expertises appellent les contre-expertises. C'est à partir de là qu'il faudra expliquer le reste."

Depuis trois ans, l'eau qui a coulé sous les ponts n'a pas changé le cours du fleuve. D'autres expertises ont eu lieu. Je donne ci-dessous une petite bibliographie des textes qui touchent à ces questions en sorte que le lecteur de bonne volonté puisse se reporter aux documents et se faire sa propre opinion. J'y inclus les critiques qui ont été

adressées à l'énorme fouillis qui provient de la plume de Jean-Claude Pressac. Je ne procéderai pas à sa dissection moi-même puisqu'il n'a nullement emporté ma conviction. Bien au contraire, dirais-je. Je vois dans le fait que Klarsfeld a évité de mettre ce "livre" à la disposition du public une manière d'aveu, à la fois de la faiblesse intrinsèque de la démonstration et de la volonté de faire de la réfutation des révisionniste un pur objet de rumeur. Néanmoins, je tirerai de sa lecture trois observations.

Premièrement, on n'avait jamais fait un tel effort pour rechercher les preuves matérielles qui auraient appuyé l'idée d'un usage industriel du gaz pour un homicide de masse. Pressac a fait ce que les Badinter, Jouanneau et consorts auraient dû faire avant de se lancer dans la cascade de procès contre le professeur Faurisson. On ne compte plus ses voyages à Auschwitz où il a trouvé l'entière complaisance des autorités du musée sur place. Or il est symptomatique qu'il n'ait rien trouvé d'autres que des éléments de suspicion. Aucune preuve franche, nette, massive, qui aurait résidé quelque part dans des archives. On voit d'ailleurs encore une fois que l'idée que les documents auraient disparu est ridicule. Aux éléments de suspicion apportés par Pressac, dans l'ordre matériel, menuiserie, serrurerie, ventilation, etc., peuvent correspondre des explications de toutes sortes car aucun fait ne s'impose de lui-même comme démontrant clairement l'intention d'agencer des locaux pour des fins purement homicidaires.

A vrai dire, et pour se cantonner aux questions d'ordre matériel, Pressac apporte un document qui ravage entièrement sa tentative de démonstration. C'est celui qui permet de calculer la quantité de charbon livrée à Auschwitz pour le fonctionnement des fours crématoires. Si on la rapporte au nombre de victimes supposées, tel qu'il est élaboré par Pressac, d'une manière que je trouve fantaisiste, et qui dépasse le million de personnes, on aurait utilisé pour procéder à la crémation quelque chose comme 2,5 kg de charbon par personne. Or dans le monde qui n'est pas celui du fantasme, dans le monde réel des années trente-quarante, les fours crématoires, qui existaient dans toutes les grandes villes, utilisaient de 30 à 50 kg de charbon pour procéder aux crémations. Il y a évidemment de grandes variations selon la corpulence des défunts. On objectera l'état cadavérique des déportés qui aurait nécessité de moins grandes quantités de combustible au moment de les incinérer. Mais ce que nous disent les tenants de l'orthodoxie, c'est que les gens étaient gazés à l'arrivée, à un moment où ils étaient donc encore en relativement bonne santé, longtemps avant les derniers mois de guerre qui ont vu l'effondrement alimentaire et sanitaire des camps. La seule conclusion que l'on puisse donc tirer des chiffres fournis par Pressac, c'est qu'il faut diviser par dix le nombre de victimes qu'il propose. Est-ce qu'un nombre situé entre 100 et 150.000 victimes, réparties sur trois à quatre ans, aurait comme seule explication possible le recours à un moyen de mort industriel ? Encore une fois, tout cela est horrible et tous ces morts ont été tués par une politique radicalement inhumaine. Mais Pressac, qui s'est donné beaucoup de mal pour se hisser sur la branche d'où il nous écrit, vient de lui donner un grand coup de scie.

Seconde observation. Pressac, dont on connaît le cheminement tortueux et les incessants revirements, explique très bien qu'au milieu de ses doutes et de ses hésitations, il a rencontré un homme, un ancien déporté, qui lui a parlé et qui l'a convaincu. Pressac a été converti, il a reçu la foi, par la grâce d'une personne et d'une seule. Phénomène admirable, tableau touchant : le petit pharmacien de banlieue, de

tradition antisémite, touché par la souffrance intime de l'ancien déporté juif, hanté par l'irrépressible cauchemar de ses années de camp. Il y a là une vérité humaine profonde que nous tous, qui avons travaillé sur ces sombres sujets, avons vécu et comprenons très bien. Je suis heureux pour Pressac, qui traitait ces sujets comme de vulgaire problèmes de laboratoire, qu'il ait accédé à l'humanité qui a produit ces horreurs. Mais comme la pharmacie et l'histoire sont deux mondes qui diffèrent sensiblement, il s'est trouvé désarmé par sa propre conversion. Il a sans doute cru que c'était à prendre ou à laisser, qu'il fallait accepter la totalité des propos de son interlocuteur, qu'il avoue n'avoir pas soumis à la critique, ou ne rien en prendre. La démarche de l'historien, du sociologue, est autre et peut se résumer en cet autre adage : il faut en prendre et en laisser. Et les critères de ce choix sont très complexes. Ils sont le produit d'une expérience dont notre potard est, la bise étant venue, fort dépourvu.

Troisième observation. J'ai rencontré une fois Jean-Claude Pressac, en 1979. Nous avons accompagné le professeur Faurisson qui rendait visite au patron d'une petite entreprise qui construit des fours crématoires. Il s'agissait de comprendre certains problèmes techniques. Pressac me montra sa voiture, une petite Volkswagen dont la plaque minéralogique se terminait par "SS 91". "Je la garde parce que j'ai eu du mal à l'obtenir", disait-il en riant. Pour lui, c'était une sorte de jeu. S'il existait une catégorie politique de "pseudo-nazis", il s'y serait rangé parfaitement. Et de ce point de vue, il n'a pas tellement changé. Son livre se termine par un éloge inattendu de Léon Degrelle, le chef du mouvement rexiste belge des années trente, réfugié depuis 1945 en Espagne. C'est le dernier leader fasciste survivant (mort depuis, Note de 1995]. Mais plus que comme chef politique, il restera, sans doute, comme écrivain. Sa Campagne de Russie est un très grand livre par sa qualité littéraire. Quoi qu'il en soit, il est extrêmement drôle de voir publier par le consortium Klarsfeld, l'éloge confus d'un ancien haut officier de la SS, ami personnel et non repenti de Hitler, peu porté au philosémitisme, et révisionniste avéré (p. 530). Les Klarsfeld, agitateurs politiques professionnels et historiens d'occasion, devaient publier Pressac à n'importe quel prix puisque pour répondre au révisionnisme, il fallait, en définitive, trouver quelqu'un qui avait commencé par s'inspirer de leur approche matérielle et technique. D'un autre côté, ils tentent par les moyens les plus bas de ruiner aux États-Unis la carrière d'ingénieur de Fred Leuchter mais, malheureusement pour eux, le fantasque pharmacien ne tient pas la route.

SUR LES ASPECTS TECHNIQUES

Les Rapports Leuchter se trouvent traduits en français dans :

"Rapport technique sur les présumées chambres à gaz d'Auschwitz, de Birkenau et de Majdanek", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 5, 1988, p. 51-102.

"Le Second Rapport Leuchter (Dachau, Mauthausen, Hartheim)", préface et bibliographie de Robert Faurisson, *Revue d'histoire révisionniste*, n° 1, 1990, p. 51-114.

D'autres expertises ont suivi :

"La Contre-expertise de Cracovie", *Revue d'histoire révisionniste*, n° 4, 1991, p. 101-104

Pierre Marais, "La Contre-expertise de Cracovie", *Revue d'histoire révisionniste*, n° 5, 1991, p. 143-150.

Célestin Loos, "Le Rapport Rudolf (1992)", *Revue d'histoire révisionniste*, n° 6, 1992, p. 9-21.

Walter Lueftl (ingénieur autrichien), "The Lueftl Report", *Journal of Historical Review*, 12, 4, 1992-93, p. 391-420.

Les analyses critiques du travail de J.-C. Pressac se trouvent dans :

Robert Faurisson, "Bricolage et "gazouillage" à Auschwitz et à Birkenau selon J.C. Pressac (1989)", *Revue d'histoire révisionniste*, n° 3, 1990-91, p. 65-154.

Mark Weber, compte-rendu dans *The Journal of Historical Review*, 10, 2, été 1990, p. 231-237.

Carlo Mattogno, "Jean-Claude Pressac and the War Refugee Board Report", *The Journal of Historical Review*, 10, 4, 1990-91, p. 461-486.

Pressac a critiqué Leuchter dans une brochure publiée à New York par l'entreprise Klarsfeld, *Truth Prevails*, 135 p., qui se présente, avec une emphase qui touche au grotesque, comme "la fin du Rapport Leuchter", édité par Shelly Shapiro, 1990. Voir Paul Grubach, "The Leuchter Report Vindicated : A Response to J.-C Pressac's Critique", *The Journal of Historical Review*, 12, 4, 1992-93, p. 445-473. Dans le même numéro, Mark Weber rend compte de ce nouvel avatar des Klarsfeld Follies (1)

LES DOGMES NE VIVENT PAS TOUJOURS

Le travail de Pressac, s'il était fait proprement et correctement rédigé, c'est-à-dire dégagé de sa confusion personnelle et des contorsions arbitraires auxquelles il se livre pour sauver des témoignages aberrants, présenterait, à la suite de la foule des détails qui ont arrêté son attention, une synthèse rationnelle de ses conclusions : elle ferait apparaître qu'il convient dans tous les cas de réviser l'histoire des gazages homicides puisqu'il présente sa version des faits comme entièrement nouvelle, basée pour la première fois sur des documents jusque là inconnus ou négligés, qui rendrait caduques les autres versions, en particulier celle que Me Jouanneau a développé devant le tribunal en 1981, dont Pressac montre, tout en la portant aux nues, qu'elle était

bourrées d'inévitables erreurs. Par exemple, il détruit complètement l'idée qu'il y aurait eu un "codage" des documents nazis. Mais les diverses "traces criminelles" que notre romantique pharmacien accumule sont très loin de former un système de preuves, tel qu'on pourrait en attendre pour la solution d'une question purement matérielle et technique. Car il ne s'agit pas de psychologie et d'histoire des mentalités, mais d'un fait matériel dont l'interprétation est une autre question. Flaubert serait ravi : M. Homais s'est transformé en Bouvard et Pécuchet.

Je voudrais reprendre ici ce que j'écrivais à la fin du grand procès de 1981 : "Je ne discuterai plus des chambres à gaz parce que, finalement, la discussion n'est pas plus intéressante que celle de savoir si les Allemands connaissaient et utilisaient, à cette époque et en ces lieux, la mitraillette ou la grenade. Ce sous-paragraphe de l'histoire des techniques meurtrières s'est gonflé pour des raisons purement idéologiques, qu'il fallait seulement montrer du doigt". En réalité, dans toute cette histoire, le plus intéressant n'aura pas été le fond historique de l'affaire, mais la résistance furieusement opposée à l'idée même qu'une retouche quelconque puisse être apportée à ce qui est devenu un dogme essentiellement politique. Rappelons qu'en dépit des "études holocaustiques", très à la mode aux États-Unis, il reste à la recherche beaucoup de lacunes à combler, et des tonnes d'archives à dépouiller, pour que nous ayons une vue complète et synthétique de la déportation et de l'activité des camps de concentration.

Il suffit de se retourner sur le passé pour voir que les dogmes politiques ne vivent jamais que quelques générations, que leur agonie, pour longue et violente qu'elle puisse être parfois, n'en est pas moins inéluctable car les temps changent et de nouveaux dogmes remplacent les anciens. Quand ils se sont effondrés, il revient aux historiens et aux esprits éclairés de ramasser les morceaux et de se demander quel sens pouvait bien avoir les actions des hommes du passé et les raisons, désormais évanouies, pour lesquelles ils se sont acharnés à se détruire mutuellement. Sur la cause profonde, l'actualité suffit à nous renseigner : c'est la soif de pouvoir de quelques uns qui pervertit le corps social. Mais les discours derrière lesquels elle se cache changent continuellement.

Notes du chapitre 8

(1) Les deux revues françaises qui se sont succédé ont dû cesser de paraître en raison de la persécution. Elle frappe le professeur Faurisson depuis 12 ans et l'ingénieur Leuchter depuis 5 ans. Elle frappe avec des objets contondants et elle frappe au portefeuille. Dans les deux cas, les Klarsfeld jouent un rôle central.

On peut trouver des exemplaires restants de ces deux revues à la Vieille Taupe, tant qu'elle aura une adresse, BP 9805, 75224 Paris cedex 05. La revue américaine est publiée par l'Institute for Historical Review, P.O. Box 2739, Newport Beach, California 92659, USA.

Annexe 1

LE RÉVISIONNISME À CHAUD (1)

Nombreux auront été ceux qui auront passé quelques fiévreuses journées, en décembre 1989, à "zapper" les journaux télévisés et à sauter d'une radio à l'autre pour avoir des nouvelles fraîches de Roumanie et tâcher de suivre les événements au plus près. On sait bien que dans tout pays privé d'une presse multiple – notez que je n'utilise pas le terme de "presse libre", ces deux termes étant à peu près inconciliables dans la pratique – les rumeurs circulent sans frein. Pour peu que s'ajoute à cela un état de guerre, elles se déchaînent sans limite. La Roumanie offrait, et depuis très longtemps, un beau champ d'expérience pour qui aurait voulu s'intéresser au phénomène de la rumeur.

On allait donc voir la presse à l'œuvre, non seulement la presse occidentale mais la presse des pays de l'Est, agités désormais par la *glasnost*', que l'on rend généralement par "transparence". La plus grosse affaire fut peut-être celle de la ville où les événements avaient commencé, Timisoara. Les caméras nous montraient quelques corps exhumés d'un charnier et les chiffres tombaient, très précis, 4 350 morts. On pouvait se demander comment il était possible d'exhumer en une nuit autant de corps. Mais ensuite, les chiffres allaient monter. La *Securitate* avait arrêté, disait-on, des milliers de manifestants, et les avaient froidement massacrés. On arrivait ensuite au chiffre de 12.000 morts, pour une répression qui avait duré, semblait-il, 48 heures, et qui avait clairement échoué puisque les gens étaient toujours dans la rue et que les usines étaient en grève. 12 .000 morts et les gens toujours dans la rue! Il y avait des gens pour nous dire cela sans broncher, à la radio et à la télévision. Certains étaient même sur place, à Timisoara. Aucune répression au monde n'a atteint un tel chiffre dans un tel laps de temps. Aucun reporter n'a été terrassé par le sentiment de l'absurde. A Bucarest, les chiffres se gonflaient aussi d'heure en heure. On arrivait rapidement à 5 000 morts. Pourtant, les images qui nous parvenaient en direct montraient quelques maladroits bidasses qui tiraillaient un peu au hasard sur des fenêtres. Les chars tiraient de rares rafales de mitrailleuse. Les hommes de la Securitate, dont l'armement était, nous disait-on, bien supérieur, tiraient de ci de là quelques rafales de PM. On n'a pas vu un seul char tirer un seul coup de canon. Ils auraient pourtant vite réglé le problème avec quelques obus bien placés. Les commentateurs nous dirent alors que l'armée manquait de munitions. On avait pourtant vu, sur des images, des piles de caisses d'obus. Et si les chars en avaient tirés, la télévision n'aurait pas manqué de nous les montrer. C'est très joli à voir, un char qui tire des obus; ça fait de la belle image. On voyait en même temps les dégâts causés à la ville de Panama par l'intervention américaine : c'était autrement sérieux, des quartiers entiers étaient rasés.

On comptait les civils tués par centaines. Les Américains ont même utilisé pour la première fois en opération réelle le dernier bijou de la technique du meurtre de masse, le bombardier "furtif" F117. Il n'a pas été montré à la télévision. C'est dommage pour le spectacle.

Bref, il n'y avait pas besoin d'être un grand stratège pour voir que la guéguerre de Bucarest, menées par quelques poignées de soldats sans instruction, sans officiers sur le terrain, sans téléphone de campagne et sans héroïsme outrancier, ne pouvait pas faire beaucoup de victimes. Quelques unes frappées au hasard, tout au plus. Les chiffres atteignirent 10.000 pour la seule ville de Bucarest, au moment même où les médecins occidentaux disaient que les hôpitaux avaient la situation bien en main et qu'il n'y avait pas besoin de personnel supplémentaire. L'agence Tass annonçait de son côté l'arrivée imminente d'une colonne de chars de la Securitate qui venait attaquer l'immeuble de la télévision. Ces chars ne se sont jamais matérialisés. Pour qui sait un peu à quoi une vraie guerre ressemble, on assistait à des combats d'opérette, n'engageant qu'une fraction infime de l'armée, qui servaient à l'évidence à masquer les tractations intenses qui se déroulaient entre les héritiers du défunt régime et dont on a vu les résultats par la suite.

La veille de Noël, la télévision hongroise annonça 60.000 morts et 300.000 blessés, à un moment où cela était déjà palpablement faux. Ces chiffres étaient aussitôt repris sans l'ombre d'une réserve par l'ensemble de la presse occidentale. On allait d'ailleurs aussitôt les reprocher à Ceaucescu lors de son procès bidon. Le premier chef d'accusation et de condamnation allait être le "génocide" de 60.000 morts. Ahurissement du *Conducator* quand il s'entend jeter ce chiffre à la figure. Il ne savait pas encore qu'il allait être le premier condamné de l'histoire à être exécuté pour "génocide" individuel.

Mais le révisionnisme est là. Il est dans toutes les têtes. Bernard Kouchner, secrétaire d'État, qui nous avait habitué à moins de sobriété lors de ses anciens ébats journalistiques, s'est dépêché de citer le chiffre du ministère de la Santé, 500 morts à Bucarest, et de rappeler qu'on n'avait vu qu'une soixantaine de corps ensemble à Timisoara. Ce qui fait, si l'on accepte que ces chiffres sont un peu sous-estimés, que l'on ne dépasse sans doute pas de beaucoup le millier de morts pour la première semaine de la nouvelle révolution roumaine. (*Le Monde* du 29 décembre cite les chiffres du ministère roumain de la Santé : 776 morts recensés, 1.600 blessés hospitalisés). C'est considérable, mais c'est heureusement soixante fois moins que les chiffres entérinés par le nouveau pouvoir et utilisés pour justifier l'assassinat de l'ancien dictateur. De plus, une certaine proportion de ces morts et blessés doit être attribuée à l'armée et aux partisans civils, surtout à leur nervosité et leur incompétence militaire. On a même entendu Kouchner se justifier à la télévision en insistant sur le fait que c'était une bonne nouvelle, que cela signifiait beaucoup moins de deuils et de peine que ce que l'on avait cru. Il reprenait ainsi mot pour mot ce que le professeur Faurisson avait écrit, il y a dix ans, lorsqu'il avait fait part de sa conviction que les chambres à gaz n'avaient pas existé.

Les autres canards ne nous ont pas été épargnés. La vieille rumeur, qui avait déjà fait surface dans la presse plusieurs mois auparavant, selon laquelle les leaders de l'insurrection de Brasov, en 1987, avaient été soumis à des "radiations", à leur insu, et qu'ils en étaient morts quelques mois plus tard, s'est trouvé réactualisée. Sans la

moindre preuve, évidemment, alors qu'il aurait été si facile de nous montrer ces installation homicides dans les palais désormais occupés par le peuple. L'organisation Médecins du Monde (créée par le même Kouchner) a aussi entériné la rumeur de l'empoisonnement des eaux de la ville de Sibiu. Cette rumeur a pourtant couru chaque grande ville roumaine, tant le phantasme de la toute-puissance diabolique de la Securitate a fait vivre les Roumains dans la terreur. Apparemment, les hôpitaux de Sibiu ont soigné plusieurs cas d'intoxication mais personne n'est mort de cet "empoisonnement".

Le plus énorme canard était sans doute celui des "mercenaires arabes". Certes, les Roumains ont vécu plusieurs siècles sous le joug ottoman. Pour eux, l'"ennemi héréditaire" est le Turc, bien davantage que le Russe ou le Hongrois. Il est probable que le "terroriste arabe" qui joue le rôle de premier plan que l'on sait dans l'imaginaire occidental se soit surimposé à une figure terrorisante de Turc issue du passé. Peu importe ici. La plupart des envoyés spéciaux en Roumanie ont rapporté comme du bon pain les nouvelles selon lesquelles des "bataillons" de Syriens, de Libyens, et même de Palestiniens et d'Iraniens – comme par hasard les ennemis "officiels" de l'Occident – préparaient des offensives contre la révolution. La télévision nous a montré un cadavre, marqué terroriste au crayon à bille, qui pouvait raisonnablement passer pour un Arabe, en dépit du fait évident que nombre de Roumains, au physique méditerranéen, peuvent facilement ressembler à des Arabes. Un médecin roumain, le chef de l'hôpital des urgences, nous a même dit qu'on les reconnaissait facilement et que des blessés de la Securitate, sous l'empire de la drogue, avaient prononcé des mots qui n'étaient pas roumains. A la suite de ces rumeurs, complaisamment rapportées par une presse qui était bien en peine de fournir le premier élément de preuve, sauf celle d'une immonde "chasse aux Arabes", certaines chancelleries ont commencé à sonder l'opinion en parlant d'"ingérences étrangères" qui pouvaient peut-être justifier une intervention. Roland Dumas a même parlé, avec une mâle assurance, de "brigades internationales". Cet excité prenait-il la Roumanie pour les Comores ?

Toutes ces âneries ont été scrupuleusement rapportées par les media, surtout par l'audiovisuel, comme si elles étaient des faits vérifiés. Certains commentateurs ont été forcés, la mine contrite, de reconnaître que les chiffres avaient été exagérés mais comme le disait l'un d'entre eux, "c'est toujours comme ça dans ce genre de circonstances". Ce fut la même chose, l'année précédente, avec le tremblement de terre en Arménie où les chiffres initiaux (100.000 morts) furent ensuite réduits d'un facteur 10 (sauf chez certains nationalistes arméniens) (2).

L'horreur du régime, on nous la montre par les résidences des Ceaucescu. Ces salopards vivaient dans un confort luxueux. J'attends qu'une révolution nous montre ici comment vivent nos présidents et nos ministres... On nous a même dit que la fille du dictateur, Zoia, "pesait la viande de ses chiens dans une balance en or", balance que malheureusement nous n'avons pas vue... On nous a dit aussi qu'on avait trouvé, dans une ville de province, toutes les fiches que la Securitate avait rédigées sur les citoyens. Horreur et damnation! Que les chers citoyens français s'avisent donc d'aller demander communication de leur fiche à la police! Quelles fiches ? Une démocratie tenir des fiches comme un vulgaire totalitarisme ? De tels propos sont indécents.

Ce régime roumain était abominable. Il l'était depuis très longtemps. Il mentait énormément. Ses successeurs se sont empressés de mentir aussi beaucoup. Et la

presse leur a emboîté le pas sans la moindre réticence. Le révisionnisme, c'est aussi à chaud, devant le poste de télévision, devant l'article de journal encore humide de son encre, qu'il faut le pratiquer. N'attendons pas vingt ou quarante ans. Tous ces mensonges, ces travestissements de la réalité ont un but immédiat : nous décerveler chaque jour un peu plus pour obtenir de nous ce qu'aucun Ceaucescu n'a pu obtenir de son peuple, quels que soient les rudes moyens qu'il a employés : nous faire croire ce que la raison d'État nous susurre en agitant les petites marionnettes qu'on appelle journalistes.

29 décembre 1989

A ces quelques lignes, rédigées "à chaud", les semaines écoulées ont apporté d'amples confirmations. Beaucoup de journalistes ont été contraints de revenir sur leurs affirmations, en se cherchant toutes les excuses du monde. Le mythe qui affirme qu'un journaliste ne donne que des informations vérifiées et recoupées a été piteusement abandonné au nom des "circonstances". Même son de cloche, c'est le cas de la dire, chez Jean-François Kahn qui a expliqué que les chiffres sont toujours exagérés, que c'est une façon symbolique pour les gens de dire que le drame qu'ils vivent est affreux, que les chiffres ne traduisent dans le fond que la souffrance des subjectivités (3). Pour un peu, JFK nous ferait croire que les journalistes prennent leurs chiffres dans la rue. Il n'a fait aucune allusion au passé et à ses chiffres symboliques.

On sait pourtant qu'il n'en est rien et que seule l'"autorité" est une source valable. On a vu ainsi en janvier, alors que tous les renseignements d'origine médicale, donnaient des chiffres situés entre mille et deux mille morts, les journaux continuer à donner le chiffre de 10.000, "de source diplomatique", ce qui désignait évidemment, pour les journalistes français, l'ambassade de France. Il fallait conforter l'image d'une "révolution" roumaine, sœur de la nôtre, et justifier la noria des hommes politiques français faisant le pèlerinage de Bucarest pour les besoins de leur image médiatique. Le chiffre de 60.000, qui avait servi à fusiller Ceaucescu devait de même être conservé à tout prix. La nouvelle direction roumaine le collait alors à la totalité de la période Ceaucescu, ce qui n'est jamais qu'une absurdité de plus, un mensonge historique tout frais, qui fera sûrement carrière puisque la presse occidentale l'a repris sans sourciller.

Le plus incroyable canard a fini par exploser. Déconfits, les journalistes de la télévision ont été obligés d'avouer que le spectacle des "corps suppliciés" de Timisoara était un montage pur et simple. Il a fallu montrer de très brefs extraits d'un film en allemand où la directrice de la morgue et un médecin légiste de Timisoara ont expliqué qu'un individu avait déterré des corps et organisé cette mise en scène macabre. L'individu en question est parfaitement identifié par la directrice de la morgue. Mais curieusement les télévisions françaises n'ont pas donné l'identité du maquilleur de cadavres ni enquêté sur les origines politiques de cette opération, ni surtout enquêté sur la façon dont elles étaient tombées dans ce piège grossier. D'ailleurs, à l'embarras des journalistes se mêlait comme un soupçon de sens critique qui tendait à faire croire qu'il y avait peut-être quelque chose de vrai derrière cette désinformation et qu'il ne fallait donc pas leur en tenir rigueur. On aura rarement vu un tel chef d'œuvre de tartuferie. La politique, hier comme aujourd'hui, c'est la manipulation des émotions. Mais les vastes opérations de ces dernières années (le

Cambodge, l'Éthiopie, le Liban, l'Arménie, la Roumanie, etc.) se caractérisent toutes par une dimension nouvelle : le camouflage des opérations politiques derrière le paravent des causes humanitaires. Une opération qui a pour but de sauver des vies humaines, de soigner et de nourrir, est au dessus de toute critique. Jusqu'au fin fond du plus petit village, les gens sont requis de faire des gestes symboliques qui les engagent bien au delà de leurs opinions ou de leurs volontés réelles.

6 février 1990

Annexe 2

DES NAZIS À PARIS

A Paris, en 1991, une librairie qui ne plaît pas à tout le monde. On y vend des livres, des livres qui soutiennent un point de vue sur l'histoire et aussi des livres qui soutiennent le point de vue opposé. Une sorte de dialogue, par livres interposés. Un vrai scandale pour le consensus mou. Il y a donc des gens pour attaquer cette librairie, non seulement pour réclamer sa disparition, mais aussi pour briser sa vitrine, percer les portes, introduire des produits chimiques, photographier et menacer les clients.

A Paris, en 1991, au Palais de Justice. Procès. Un professeur est poursuivi pour ses idées. Il y a maintenant des lois pour ça. Certains n'aiment pas ses idées. Alors ils ratonnent. Ils cherchent dans les couloirs du Palais des partisans supposés du professeur, les empoignent, les insultent et les cognent. Devant les gendarmes, qui interviennent mollement et trop tard. "Tu n'as pas le droit de penser ça", disent-ils avant de cogner. Cette affirmation est d'ailleurs, à la lettre, exacte. Coups de boule, pugilat, menaces de mort. J'en ai compté près d'une dizaine en un après-midi, au Palais de Justice, à Paris, en 1991, le 22 mars.

En toute impunité, le Bétar fait la loi dans l'enceinte de la loi. Ces fascistes sont juifs, ils le revendiquent hautement. Un Arabe, peut-être supporter du professeur, se voit épargner des coups supplémentaires, parce qu'un des cogneurs crie : "Laissez-le, c'est un sémite". Les nazis, c'était exactement ça.

Il y avait des lois contre les ligues. Elles datent de l'avant-guerre. On les a appliquées maintes fois depuis, pour dissoudre la Gauche prolétarienne, la Ligue communiste, la FANE, toutes sortes de groupements dont seuls quelques uns adoptaient une idéologie nazie.

Nous ne voulons pas qu'une milice nazie comme le Bétar fasse la loi dans les librairies, la rue et le Palais de Justice. Nous attendons que se lèvent de simples républicains pour qu'on applique les lois de la République et pour exiger la dissolution du Bétar.

23 mars 1991

Annexe 3

LE SON DU CLAIRON

A propos de MM. Boudarel, Notin, Faurisson et les autres (4)

La guerre produit toujours des nouveautés. Le son du clairon a électrifié quelques vétérans des guerres de l'Empire, en France et en Amérique. Malgré la fatigue qu'ils éprouvent à remâcher leurs anciennes défaites, la guerre du Golfe a libéré une dose d'adrénaline qui leur a donné fugitivement la sensation de retrouver une jeunesse perdue et une occasion de venger leurs hontes passées.

Pendant que Bush croit enfin pouvoir dire *Goodbye Viêt-Nam*, d'anciens soldats de l'armée coloniale française, vaincus aussi au Viêt-Nam, se lancent à l'assaut d'une moindre forteresse, celle que serait l'impunité dont jouirait un universitaire, M. Georges Boudarel, aujourd'hui entouré de l'estime de ses pairs. Celui-ci, communiste à l'époque stalinienne, professeur à Saigon (et non pas, comme le dit curieusement le Parti républicain, "membre des forces françaises") est passé au maquis en 1952 pour lutter, aux côtés du Viêt Minh, contre la tentative de reconquête coloniale française. Dans ce cadre il fut pendant quelques mois adjoint du commissaire politique d'un camp de prisonniers de guerre français (non reconnus comme tels par la France, qui ne voulait pas admettre qu'elle faisait la guerre, comme d'ailleurs en Algérie). Le blocus imposé par l'armée aux régions viêtminh y provoquait une famine endémique. Le manque de médicaments et de nourriture entraîna chez les prisonniers comme aussi parmi leurs gardiens de lourdes pertes en vies humaines. Ils recevaient la même maigre pitance que leurs geôliers, ce qui correspond d'ailleurs aux prescriptions des Conventions de Genève. C'était la vie concentrationnaire, avec son cortège habituel d'horreurs, y compris la manipulation des consciences et l'appel à la collaboration avec les autorités du camp pour sauver sa peau. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, sous tous les climats. On comprend très bien que ceux qui ont survécu à cet enfer, et qui ne s'en sont peut-être pas tous sortis moralement intacts, conservent une rancune entière. Ceux qui n'ont pas traversé de telles épreuves feraient mieux de ne pas porter de jugements trop péremptoires

La différence d'avec les grands systèmes concentrationnaires de l'époque est dans le fait que les prisonniers étaient tous des soldats capturés au combat, membres d'une armée qui ne reculait devant rien pour régner par la terreur, massacres, incendies de village, emploi systématique de la torture, bombardements aveugles, etc. C'est l'époque où commence l'emploi du napalm, cadeau de nos amis américains qui subventionnent de plus en plus largement cette sale guerre. Il fallait ainsi compenser la faiblesse numérique de cette armée coloniale, composée exclusivement de

volontaires, de résistants qui continuaient à rêver plaies et bosses, et de délinquants dont on vidait ainsi les prisons françaises. Individuellement, ces soldats n'étaient sans doute pas tous des tortionnaires mais le mépris des "niak" (nhà-quê, paysans) était total. Le bilan des exactions de l'armée française était et reste extrêmement lourd. Et il n'apparaît généralement pas dans la vaste littérature qu'on ne cesse de produire depuis bientôt quarante ans à la gloire de nos "valeureux soldats" qui ont "défendu le drapeau" dans la gadoue des rizières pour succomber sous le poids des "rouges". Si, dans certains milieux, on croit qu'il faut "réviser" l'histoire de la guerre d'Indochine qui serait trop favorable aux partisans de Hô Chi Minh, un travail sérieux sur les archives militaires françaises, encore fermées, et sur les archives viêtnamiennes risquerait surtout de montrer que leur drapeau a beaucoup traîné dans la merde (5) et dans le sang.

Certes, les communistes dirigeaient la guerre, mais leur force résidait dans l'immense et continuel désir de la quasi-totalité des Viêtnamiens de voir les Français s'en retourner chez eux et de recouvrer leur indépendance millénaire. C'est cette volonté d'éjecter les étrangers qui a brisé ensuite l'intervention américaine. Si les communistes ont pu ainsi chevaucher la volonté d'émancipation nationale, c'est que les Français et les Américains après eux ont toujours soit détruit, soit corrompu les autres forces nationalistes qui faisaient naturellement contrepoids aux communistes. Ils ont fait le lit des communistes dans toute l'Indochine, comme ils ont fait celui de Mengistu en Éthiopie, de Khomeiny en Iran, et ainsi de suite.

ÉLOGE DE LA TRAHISON

Georges Boudarel a trahi le drapeau français. Il est passé à l'ennemi, comme d'ailleurs bon nombre d'antifascistes et de communistes le firent à l'époque, dans les mêmes circonstances, en particulier des Allemands, dont plusieurs anciens de la guerre d'Espagne, que les hasards de cette époque avaient versés dans la Légion étrangère. Tous ceux-là trahissaient la cause nationale, et ils ont été condamnés à mort (6). A MORT, par des tribunaux français. Comme, plus tard, en Algérie, le militant communiste Iveton. Celui-là a été exécuté. Son recours en grâce a été refusé par le Garde des Sceaux de l'époque, un certain Mitterrand, qui aura le sang de l'anticolonialiste Iveton sur les mains jusqu'à la fin de ses jours (7).

"Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre". C'est pourquoi nous fûmes aussi quelques-uns à trahir durant la guerre d'Algérie. Nous n'étions pas communistes, nous étions même, pour la plupart, anti-staliniens. Mais les autorités de la France nous demandaient d'aller massacrer des Algériens qui se battaient pour une cause dont on nous disait que dans les années 40 elle valait tous les sacrifices : la libération et l'indépendance nationales. Si l'on acceptait le fait que la lutte contre l'occupation allemande et le nazisme avait eu un sens, alors il fallait reconnaître ce même sens à l'insurrection algérienne. Les partis de gauche étaient si loin d'accepter ce minimum de cohérence qu'ils faisaient cette guerre, trahissant ainsi leur propre raison d'être. Si, à en croire la rumeur publique, Le Pen a torturé en Algérie, c'est sur ordre d'un gouvernement où siégeaient des socialistes et des Mitterrand. Pour défendre l'idée de liberté, il était donc nécessaire de trahir une gauche totalement compromise, une République fourvoyée, une France radicalement infidèle à sa prétention d'être le pays des Droits de l'Homme. Elle les foulait aux pieds tous les

jours, aussi bien en Algérie qu'en "métropole". Ce cancer a fini par tuer la IVe République et le parti socialiste SFIO, qui a mis vingt ans à s'en relever.

Cette même nécessité s'imposait dans la guerre du Golfe. Il fallait se désolidariser de cette effroyable volonté d'aller matraquer des peuples lointains, au nom d'intérêts tellement inavouables qu'on les camouflait sous les mensonges d'un appel au droit. Nous serons toujours prêts à trahir ces volontés mesquines de domination, d'"influence", de guerre, d'expansion qui cachent sous le nom d'"intérêt de la France" des affaires qui rapportent à quelques uns un surcroît de pouvoir, de fortune ou de gloire de pacotille, aux dépens et des Français et des peuples que nous allons, de temps en temps, comme on va en pique-nique, massacrer chez eux. "Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre" : appliquez ce principe à la planète et jugez du chemin qu'il reste à faire pour que les hommes conquièrent ce qui est le premier de tous les droits, la liberté. Seule la trahison des principes infâmes qui permettent aux États d'écraser les hommes peut assurer la possibilité d'une fraternité entre eux. Il faut peut-être rappeler, parce qu'on l'oublie généralement, que l'article II de la Déclaration des droits de l'homme (1789) range parmi les droits "naturels et imprescriptibles" de l'homme celui de "la résistance à l'oppression".

C'est l'honneur de Boudarel d'avoir trahi les massacreurs de femmes et d'enfants viêtnamiens, malgaches, algériens, africains, irakiens qui réclament aujourd'hui sa tête. L'extrême-droite qui, lors du conflit du Golfe, s'était mis dans la contradiction de refuser l'engagement des forces françaises et de soutenir en même temps notre vaillante armée, cherche sans doute ainsi, par un sursaut de militarisme, à se dédouaner auprès d'un électorat qu'émoustille toujours la vue d'un drapeau. Le son du clairon fait perdre bien des têtes.

DE L'ART DU RENIEMENT

Georges Boudarel n'est plus stalinien. C'est dans le cadre de sa vie au Nord Viêt-Nam, employé à divers travaux politiques et littéraires au sein de l'appareil du Parti communiste viêtnamien qu'il a entamé un cheminement critique. Il lui fallut encore de nombreuses années pour obtenir de quitter le Viêt-Nam, pour prendre ses distances à l'égard du communisme et retourner en France après que sa trahison eût été amnistiée. C'est grâce à l'appui d'universitaires anciennement communistes et pro-viêtminh qu'il put entrer, par la petite porte, dans l'institution universitaire. Contrairement à beaucoup d'autres, il n'a jamais caché son passé. A l'inverse, il n'a cessé de revenir dessus, de retravailler la matière historique à laquelle il avait pris part. Il s'est engagé pas à pas dans une révision critique de l'histoire du mouvement communiste au Viêt-Nam, où son histoire personnelle avait sa minuscule part. Il a apporté une contribution importante à la réflexion collective qui se fait dans ce pays entre les chercheurs, les enseignants spécialisés, les "politologues", à laquelle participent aussi des exilés indochinois et quelques anciens administrateurs ou militaires rescapés de l'aventure coloniale. Dans ce petit monde, Boudarel a toujours tranché par son honnêteté, ses doutes, sa tolérance, bref, sa démarche d'un homme qui a connu l'aveuglement idéologique et qui consacre ensuite sa vie à le démonter pour se l'expliquer.

C'est un cas assez rare parmi ceux qui ont renié leur engagement au service des doctrines autoritaires. Pour un Boudarel ou un Edgar Morin, on a des foultitudes de

renégats qui demeurent mentalement staliniens après avoir quitté le Parti, une Annie Kriegel, qui défend Israël avec les mêmes méthodes qu'elle employait à défendre Moscou, un Alain Besançon qui n'a pas plus compris l'URSS avant qu'après son départ du Parti, un André Glucksmann, aussi bêtement terroriste dans sa défense de Soljénitsyne que dans celle de Mao, un Kouchner, aussi publicitaire dans un gouvernement socialiste que dans l'Union des étudiants communistes. On pourrait citer ainsi des centaines d'intellectuels qui, pour avoir renié qui Staline, qui Mao, sont passés à la réaction la plus noire sans changer d'esprit. Ils continuent simplement, par les voies les plus appropriées, leur chemin vers le pouvoir. Il n'y a pas de meilleurs carte de visite, dans l'intelligentzia française, que le reniement public : la marchandise se vent toujours bien. Certains assoiffés de publicité vont même jusqu'à s'inventer un passé répréhensible, comme Le Roy Ladurie, ou Jean Lacouture, prétendant faussement avoir soutenu Pol Pot, pour mieux vendre leurs jérémiades de renégats enfin patentés.

Et puis, il y a les renégats cachés, ceux qui préfèrent occulter leur passé, les Longuet et autres anciens fascistes du Parti républicain, les anciens apparatchiks venus de l'Est qui ont colonisé certains secteurs de l'université, les anciens soutiens de l'OAS, comme Poniatowski et Giscard, les anciens faux résistants, comme Mitterrand, les anciens pétainistes rhabillés en gaullistes, les anciens maos reconvertis dans le business et la manipulation médiatique, les anciens démocrates recyclés dans le soutien à Israël, les anciens militants de gauche passés à un atlantisme plus ou moins honteux, les anciens "amis de Arabes", comme Roland Dumas, devenus chauds partisans du massacre de ces mêmes Arabes, les anciens anticolonialistes se glissant avec délices dans les pantoufles de Foccart, sans compter l'immense plèbe des anciens intellectuels communistes avachis, reconvertis dans une défense des Droits de l'homme qui ne coûte pas cher et qui peut rapporter gros, ou démissionnaires, neutralisés, clients d'Ikéa.

Nous voulons bien qu'on fouille dans le passé de Georges Boudarel. La liberté d'investigation intellectuelle doit être totale. Mais alors que tremblent non seulement ceux qui veulent, grotesquement, le poursuivre pour "crime psychologique contre l'humanité", mais aussi ceux qui par leur passivité ou leur discrets encouragements laisseraient sonner l'hallali contre un homme honnête et dont le seul tort est de ne pas s'être prémuni contre les chacals par une bassesse à la mode ("J'étais le salaud rouge du camp 113...") dont mille autres ont donné le spectacle accoutumé.

La notion de crime contre l'humanité a été élaborée pour nier l'existence de la légalité du IIIe Reich et la raison d'État allemande, afin de donner une forme légale à la condamnation et à l'exécution des dirigeants nazis. Il fallait d'abord tordre le cou à une notion fondamentale du droit, nettement affirmée par la déclaration universelle des droits de l'homme, à savoir la non-rétroactivité des lois. On a donc appliqué une loi de 1945 aux événements de 1939-1945.

Cette notion n'a été introduite dans le droit français que par la loi du 26 décembre 1964 qui déclarait imprescriptibles les "crimes contre l'humanité", à la veille de la prescription qui allait jouer en Allemagne. (Les Allemands ont d'ailleurs changé leur loi ensuite.) Elle n'a été invoquée en justice qu'au moment du procès Barbie, appliquant donc à l'ancien policier allemand une incrimination qui n'existait pas au moment des faits. La Cour de cassation, le 20 décembre 1985, donnait d'ailleurs une

définition dudit "crime contre l'humanité" différente de celle de Nuremberg en parlant d'"actes inhumains qui, au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une communauté raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique" ce qui avait pour but de réintégrer les résistants dans la procédure contre Barbie (faits autrement prescrits), au grand dam des avocats des parties juives qui entendaient se réserver le monopole, si l'on peut dire, de l'humanité, victime de crimes éventuels.

Me Jean-Marc Varaut, au nom de l'Association nationale des anciens prisonniers d'Indochine, vient de déposer plainte contre Boudarel pour crime contre l'humanité. Il ne semble pas prendre en compte que, si des crimes sont imprescriptibles, ils peuvent néanmoins faire l'objet d'une amnistie. C'est ce qu'a dit la Cour d'appel de Paris le 12 mars 1986. Me Varaut se prévaut d'une décision de la Cour de cassation du 3 juin 1988 qui affirme que l'imprescriptibilité l'emporte sur les règles de droit interne, décision certainement contraire à la constitution qui affirme la non-rétroactivité des lois. Passons sur cet imbroglio. Si Me Varaut parvenait à imposer son point de vue, alors tous les dossiers des atrocités coloniales pourraient se rouvrir devant la justice. En effet, les innombrables massacres, tortures, camps de la mort et autres incendies de village sont bien des "actes inhumains" commis contre des "adversaires" d'une "politique d'hégémonie (française) idéologique (coloniale, républicaine, de l'Empire français, etc.)". Des millions d'immigrés viêtnamiens, malgaches, algériens, africains seront dès lors fondés à réclamer justice et à poursuivre les militaires français qui ont commis des crimes incontestables, lesquels ont été soigneusement, et rapidement, couverts par différentes lois d'amnistie votées après la guerre d'Algérie (8).

Nous sommes plutôt partisans, non pas de l'oubli, mais de la réconciliation, de la cicatrisation, du deuil et de la lucidité vis-à-vis d'un passé que les vengeances actuelles ne répareront pas. Si des crimes de ce genre devaient être punis, nous voudrions que ce soient les plus récents, les plus chauds, ceux, par exemple, que les coalisés viennent de commettre en Irak, en massacrant les civils par dizaines de milliers, sans la moindre justification (9). Mais pourquoi vouloir ouvrir les vieilles boîtes de Pandore ?

SOMBRE MÊLÉE DANS LA CAPITALE DES GAULES

Lionel Jospin, ministre de ce qui tient lieu d'Éducation (qui, d'ailleurs ne se vante guère de ses anciens liens avec les trotzkystes) a affirmé qu'il n'interviendrait pas dans l'affaire Boudarel, pas plus que dans l'affaire Notin, car la nomination des enseignants ne dépendrait pas du ministère. On sait pourtant que lors des délibérations du conseil de l'Université Lyon-III, le téléphone avait beaucoup sonné entre Lyon et la rue de Varenne. Embarrassés, suant sang et eau, soumis à un violent chantage du maire de Lyon, Michel Noir, les collègues de Bernard Notin, qui n'étaient pas favorables à une sanction pour ce qui leur apparaissaient comme une vétille, avaient dû délibérer deux jours, au lieu des deux heures prévues, pour finir par s'incliner devant les puissances extra-universitaires et suspendre leur collègue pour un an. Bernard Notin, dans un article consacré au pouvoir des média avait commis la naïveté d'écrire une phrase où il mentionnait les doutes qui, pour certains, planent sur l'existence des chambres à gaz et de citer en note mon livre sur cette affaire.

Naïveté, parce que cette phrase n'était qu'une incidente, qu'il citait simplement l'opinion d'autrui, qu'il n'avait nullement étudié la question et que son article portait sur un tout autre sujet, et enfin qu'il ne savait pas où il mettait les pieds. Son avocat, Me Gilbert Collard, n'en savait pas plus et pour prix de sa décision d'entreprendre la défense d'un cas typique d'atteinte à la liberté d'expression se voyait immédiatement expulsé du MRAP où il militait depuis longtemps. Lors des débats qui ont précédé la mesure de suspension, le président de Lyon-II, M. Michel Cusin, était venu déclarer que le professeur Faurisson, le principal défenseur de la thèse selon laquelle les chambres à gaz décrites dans la littérature sont une impossibilité matérielle et physique, avait fait des "cours de révisionnisme" du temps où il enseignait à Lyon-II, avant d'être, lui aussi, suspendu. Averti par la presse de cette étrange déclaration, je contactai M. Notin pour lui apprendre, et lui suggérer de faire savoir à son avocat, qu'il s'agissait là d'un pur et simple mensonge. Cette affaire s'étant passée dix ans auparavant, il n'était pas étonnant que MM. Cusin, Notin et Collard ignorassent la réalité. Ce n'est donc pas du tout, comme l'affirme *Le Monde* (20 mars 1991), avec une hypocrisie calculée, Me Collard qui aurait tendu un piège et fait dire à M. Cusin que Faurisson "avait donné des cours de révisionnisme". C'est M. Cusin qui a offert cette affirmation, qu'il a cherché à rétracter le lendemain en envoyant au "tribunal" un texte où il dit avoir évoqué ces soi-disant cours de révisionnisme "par erreur ou abus de langage". L'universitaire Michel Cusin ne sait donc pas ce qu'il dit. C'est sur cette erreur qu'est fondé le vice de forme utilisé par le CNESER, conseil supérieur des universités, pour annuler la sentence de Lyon. A Paris, le forcing du maire de Lyon était évidemment moins efficace, sans compter que sa très piètre performance électorale, un mois auparavant, lui avait ôté une bonne partie de ses moyens.

Dans cette affaire, qui est une atteinte caractérisée à la liberté d'expression (un auteur est condamné pour avoir cité un livre qui n'a jamais été condamné ni même attaqué en justice), l'attitude des universitaires a été exemplaire de la lâcheté générale du monde intellectuel. Malgré une campagne de presse lancée par *Le Monde*, présentant l'affaire comme si la production culturelle tremblait sur ses bases, l'université n'avait pas bougé. Il a fallu que les politiques s'en mêlent, dépeignant Bernard Notin comme une personnalité du Front national (pur mensonge) pour que les enjeux électoraux fassent monter la pression. Or, devant cette persécution si manifestement riche d'arrière-pensées, dans une ville où les convoitises politiques, les conflits internes à la droite, le grand banditisme et la manipulation des souvenirs de la Résistance forment un mélange explosif, où les cadavres d'ailleurs ne manquent pas, les universitaires ont choisi la soumission, se résignant à des sanctions qu'ils ne souhaitaient pas vraiment, pour sauver leurs jobs, les promesses conditionnelles de locaux supplémentaires, en abandonnant tous les principes. Ils ont vainement cherché un appui à Paris où Jospin, déjà aux prises avec Fabius, a préféré la prudence du ver de terre à la protection des franchises universitaires, qui étaient de sa responsabilité. Enfin, en guise de punition de leurs péchés, cette bande de falots est menacée du débarquement de Me Klarsfeld, un fin spécialiste de la lutte contre le révisionnisme, qui a réclamé comme son dû un poste d'enseignant en histoire à Lyon-III. Les commissaires politiques arrivent, il va s'agir de marcher au pas.

LE RETOUR DE WEIMAR

Dès l'annulation de la sanction frappant Collard, l'Union des Étudiants juifs de France a fait savoir qu'elle ne le laisserait pas enseigner. Des commandos de nervis sont intervenus à Jussieu pour tâcher d'empêcher Boudarel de faire son cours. Des commandos juifs avaient rendu impossibles les cours de Faurisson et, à l'époque, l'université avait refusé d'assurer la sécurité de ses cours (10). La persécution judiciaire et l'agression physique se combinent, au gré des circonstances, pour interdire l'expression de pensées qui déplaisent à telle ou telle officine, spécialisée dans la police de la pensée. Un autre commando, se donnant pour juif, a essayé de tuer Robert Faurisson à coups de pieds, au cours de l'été 89. Des manifestations accompagnées d'actes de violence ont lieu régulièrement devant la Vieille Taupe, pour provoquer la fermeture d'une librairie qui vend des livres, révisionnistes et anti-révisionnistes. La LICRA se porte partie-civile contre Jean-Édern Hallier, non pas tant pour faire condamner les éditoriaux de *L'Idiot International* qu'elle juge déplaisants mais pour – elle le dit ouvertement – ruiner un journal en tapant dans la caisse. Robert Faurisson est inculpé au terme de la loi du 13 juillet 1990, dite loi Gayssot, qui fait obligation aux citoyen français de croire à tous ce qui s'est dit au procès de Nuremberg.

Cette loi, qui prétend interdire la contestation intellectuelle d'une vaste opération juridico-politique menée par les Alliés en conclusion de la guerre, est en totale contradiction avec l'article XIX de la déclaration internationale des Droits de l'homme, adoptée par les Nations Unies le 10 décembre 1948, qui stipule : "Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen que ce soit". La Constitution de 1958 ayant adopté ce texte dans son Préambule, il en découle que la loi du 13 juillet 1990 est absolument et totalement anticonstitutionnelle. Sous le titre de "Déni de justice constitutionnelle", Olivier Duhamel a d'ailleurs fait les observations suivantes :

> Indépendamment de ce que chacun pense au fond, est-il acceptable, dans un État de droit développé, qu'une loi de ce type ne soit pas soumise au juge constitutionnel ? Des parlementaires de l'opposition ont dénoncé ce texte comme liberticide. Certains y ont même vu un premier pas vers le totalitarisme. Mais il ne s'en est pas trouvé soixante pour saisir le Conseil constitutionnel. Probablement parce qu'ils craignaient de passer pour des défenseurs de Le Pen. Notre système de saisine du juge constitutionnel est politique. Il aboutit ainsi à des non-saisines politiques.

Une loi vient d'être votée alors qu'une majorité de l'opposition estime qu'elle porte atteinte à un droit fondamental, mais sans que, pour autant, elle saisisse le Conseil constitutionnel. Triste démonstration des insuffisances du système français de contrôle de la constitutionnalité des lois (11).

Nos législateurs ont la déclaration des droits de l'homme à la bouche comme les paons ont des plumes au cul : c'est joli, mais sans conséquence.

On chercherait en vain dans les colonnes de nos quotidiens ces amples pétitions qui circulaient parfois, avant 1981, quand les libertés étaient menacées par telle ou telle initiative du gouvernement, ou telle menée factieuse d'un groupe décidé à empêcher la circulation d'idées qui lui déplaisaient. Ceux qui avaient participé le plus activement à la persécution des révisionnistes se donnèrent les gants de critiquer cette loi pour mieux s'en laver les mains. Le consensus mou, le ralliement des intellectuels dits de gauche à un pouvoir qui, il est vrai, les représente assez bien, l'alignement impeccable d'une magistrature qui se répète toujours in petto la formule de son allégeance au pouvoir que seul Pétain lui a fait prononcer à haute voix, la servilité d'une presse pénétrée par l'argent socialiste, le conformisme des opposants de sa majesté, à quoi s'ajoutent dix ans de stupeur crétinisante provoquée par la présence de la "gauche" au pouvoir aboutissent à faire du domaine de la pensée un vaste terrain vague, inculte, où errent quelques chiens perdus, entourés de barbelés et de miradors, et où des flics de la pensée tirent sur tout ce qui bouge, heideggériens en cavale, savants fous, marxistes perdus, révisionnistes isolés, francs-tireurs de la critique du Coca-Cola, toute cette petite foule hétéroclite, issue d'une culture en perdition où le respect de la pensée, la nécessité de la critique, le sens des mots, le choix du sens contre le non-sens, le principe de la responsabilité étaient les valeurs suprêmes. Cette nouvelle trahison des clercs, cette résurgence des groupes de nervis, surtout sionistes, cette adoration de l'État et de sa violence guerrière, tout cela nous semble exhaler un parfum de Weimar. Une République qui n'a plus de principes, une démocratie qui se passe de parlement en temps de crise, une conception de la culture comme objet et comme marchandise, une politique de l'image réduite à manipuler les sondages, un royal mépris pour la question sociale, une intelligentzia concentrée sur sa misérable besogne d'ingénierie sociale, tout cet ensemble de phénomènes converge et nous dirait, si les mots avaient encore un sens : la patrie est en danger. La France est hydrocéphale. Nous sommes gouvernés par des mongoliens.

La liberté, disait Léon Bloy, est une salope qui ne se donne qu'aux pourceaux et aux assassins, et si on la veut, il faut la mener au lit à coups de bottes. Nous serons encore quelques uns à chausser nos bottes.

21 mars 1991.

Annexe 4

CARPENTRAS, UN AN APRÈS

L'ANTIRACISME À LA DÉRIVE

Il y a un an, juste après Carpentras, et pour parodier quelques grands ancêtres, nous jetions à l'eau une bouteille contenant DIX THÈSES SUR CARPENTRAS :

1) Devant toute crise, il convient de s'en tenir au réalisme le plus serré. Les interprétations délirantes amèneront d'autres crises, probablement plus graves.

2) Par le choix du lieu, du moment et des moyens, l'acte horrible perpétré à Carpentras montre une manière de préméditation. Plus qu'aucun autre, il fait confluer plusieurs valeurs symboliques pour les amener au point de rupture. C'est la provocation à l'état presque pur. Elle ne pouvait pas ne pas réussir.

3) Devant un acte qui ne méritait que silence et commisération, la récupération politique a été bruyante et immédiate. L'unanimisme de la grande manifestations parisienne du lundi 14 mai 1990 réactualisait le consensus mou par où se voit le vide à peu près total de notre vie politique, dû au fait que la gauche et la droite se disputent le même os et se renvoient une image spéculaire. On notera que cette manifestation, "honorée" par la présence du chef de l'État, venu en simple piéton, s'est terminée par des cris de mort, dansés par le Bétar autour du drapeau israélien, celui qui couvre de ses plis le massacre quotidien des Arabes.

4) La machine politique tourne lentement, et à vide. L'action se réduit aux rhétoriques spécialisées et aux vieilles incantations républicaines. La montée du lepénisme, du vote écologiste et de l'abstention montre que le champ d'application des institutions se réduit comme peau de chagrin. Le citoyen s'est rarement senti aussi impuissant.

5) Les vrais problèmes se situent dans le social. La modernisation accélérée fait craquer la trame du tissu social. Des lambeaux de banlieues tombent en ruine ou prennent feu. La justice et l'éducation périssent par asphyxie. Une marée montante de chômeurs, d'hommes et de femmes dépourvus de l'éducation aujourd'hui nécessaire,

ne peut plus se reconnaître dans un système politique qui les traite en purs objets de discours. Le monde politique, toutes tendances confondues, cherche à faire dériver la problématique du politique vers la figure emblématique de l'Étranger.

6) Notre système politique est totalement impuissant devant ces dures réalités. Il délègue tous les pouvoirs à un géronte conservateur, choisi, au premier tour, par moins d'un Français sur cinq. C'est la Constitution qui fait de notre vie politique un simulacre de participation et les citoyens des spectateurs ahuris. Plus le pouvoir se concentre, plus la réalité lui échappe.

7) On admire que tous les acharnés partisans de la tolérance pétitionnent furieusement pour demander l'exclusion et l'interdiction de leurs adversaires. Certains semblent croire qu'il suffira d'interdire la parole pour supprimer les pensées mauvaises. Carpentras a permis de faire passer une législation qui pourrait mettre hors-la-loi une bonne partie de l'opposition. Supprimez la parole, et vous aurez des actes.

8) Carpentras a beaucoup servi au gouvernement Rocard. L'événement est arrivé au moment où les communistes avaient du vague à l'âme et se refusaient de plus en plus mollement à voter la censure. Avec un os à ronger (la loi Gayssot), ils ont recollé au gouvernement qui a pu ainsi atteindre, trois mois plus tard, les rives riantes du Golfe et s'assurer alors presque un an supplémentaire de navigation. Ils sautent de crise en crise, comme sur des pas japonais.

9) Carpentras est un mystère, qui alimentera les revues de gare pendant longtemps. Jamais aussi mince affaire n'avait provoqué une telle mobilisation policière. Il y a deux causes possibles à l'impuissance des poulets : ou l'affaire est due à des amateurs accidentels, qui se tairont, ou à des spécialistes très pointus. Les rumeurs circulent inévitablement. La seule chose intéressante, certaine et admirable, c'est la vitesse de récupération des politiciens.

10) Carpentras, ou plutôt l'utilisation de Carpentras apparaît comme une tentative de colmater le tonneau des Danaïdes; le système politique fait eau de toutes parts. La gauche-Disney gagne du temps car toutes ses ambitions se sont réduites à une seule : durer. Dans l'état actuel des choses, la prochaine crise fera tomber l'édifice à droite. Les surlendemains peuvent être pires que les lendemains. Même si la faute en revient à aujourd'hui.

ÉPILOGUE DE CARPENTRAS

"Le supplice du pal a toujours frappé l'imagination des Occidentaux. C'est une combinaison sublime de l'atroce et du comique..." Ainsi commence la publication d'un pamphlet qui se voulait hebdomadaire, *Le Pal*, justement, écrit et publié par Léon Bloy en 1885. "Le coup de pied au derrière, l'un des mouvements les plus nobles de la colère occidentale, n'est qu'un vague reflet presque éteint de la vénérable tradition du pal", ajoute-t-il. Il semble bien qu'à Carpentras l'imaginaire occidental ait encore fait des siennes.

Deux mois plus tard, sous le titre "faits divers", *Le Monde* écrit que "quatre soldats du contingent, incorporés dans la batterie-fanfare de la IIIe Région militaire, ont été

inculpés de "viol en réunion" et écroués, mardi 10 juillet, à Rennes, pour avoir sodomisé un jeune appelé avec un manche à balai, le 5 juillet, au cours d'un bizutage" (13 juillet 1990). Le procureur semble se demander pourquoi le capitaine et le médecin militaire n'ont prévenu la justice que cinq jours plus tard, après le dépôt d'une plainte. Tout le sel de cette histoire est dans le fait que les deux officiers risquent deux ans de prison pour "violation de consigne". A se demander ce qui coûte le plus cher, violer une consigne ou un conscrit ? Ce jeune appelé n'avait pas eu la chance de naître à Carpentras. Ni d'être Juif, ni d'être mort. Comble de malchance, il a été, lui, réellement sodomisé. C'est parce qu'il était très malchanceux qu'il n'y a pas eu la moindre petite manifestation pour le soutenir, ni à Rennes, ni à Paris, que pas une autorité constituée ne s'est dérangée et que les journaux ont soigneusement omis de parler des coupables, eux parfaitement identifiés, ni, bien sûr, de leur éventuelle punition, qui n'a peut-être même jamais eu lieu. Les malchanceux, c'est normal qu'on les laisse tomber, non ?

DÉLIRE DE LA PRESSE

Chaque événement, même quand il est entièrement fabriqué, donne lieu, dans la grande presse, à ces vastes fresques explicatives qui sont toujours un régal pour les vrais amateurs d'idées reçues et de lieux communs, les dignes héritiers de Flaubert et de Bloy. Il faut dire, à la décharge de ces damnés du clavier, qu'on recrute dans les écoles de journalisme ceux qui ont échoué partout et ne seraient bons à rien d'autre, et qu'on leur enseigne seulement à résumer la voix de son maître. Carpentras donna naissance à un florilège de broderies et d'explicitations d'un phénomène d'autant plus adéquat qu'il demeurait privé de sens puisqu'on n'en connaissait ni les auteurs ni leurs raisons d'agir. On assista même à une floraison de faux actes racistes, destinés à redoubler l'indignation, comme cette gamine qui s'était mal coupé les cheveux ou cette enseignante qui souffrit d'avouer une tannée conjugale. La seule question qui ne fut abordée nulle part dans la presse fut celle des profanations de cimetières, pratique extrêmement banale et répandue, bien connue des statisticiens à qui nul ne demanda, pour une fois, de fournir les données qui auraient montré que ce délit si commun n'entre dans la catégorie des faits divers que lorsque les mauvais plaisants se donnent la peine, pour ajouter l'insulte à l'outrage, de peindre des croix gammées sur les pierres tombales. Ce qui prouve que le film de Boris Vian, J'irai cracher sur vos tombes, est tombé dans un injuste oubli.

Pour ne prendre qu'un seul exemple de ces délires de presse, on se limitera à un article du *Point* (du 21 mai 1990), intitulé : "Antisémitisme : pourquoi ça ?" Les auteurs veulent expliquer que l'antisémitisme monte souterrainement depuis vingt ans et qu'il aboutit à Carpentras. Pourquoi vingt ans ? Parce qu'il faut montrer que c'est la faute à la révolution. En effet, après mai 68, des "groupuscules gauchistes offrent à l'histoire une nouvelle victime : le peuple palestinien, dont le foulard à damier noir et blanc devient le dernier chic de la panoplie contestataire". Il ne faudrait pas croire que ce sont les Israéliens et leurs méthodes répressives qui ont fait une nouvelle victime, ce sont les gauchistes – des enfants ignorants jouant avec leur "panoplie", imitant les grands qui avaient, eux, de vraies victimes propres à émouvoir les braves gens qui lisent *Le Point*. Rien de sérieux là-dedans, des gosses qui s'amusent. "Après la guerre du Kippour, en octobre 1973, l'image d'Israël se transforme, les Juifs, victimes, deviennent bourreaux". On remarque que ce n'est pas la réalité d'Israël qui se transforme, mais seulement son image. Les Palestiniens, occupés, chassés, torturés,

bombardés, ne sont pas des victimes réelles, c'est Israël qui devient victime d'un retournement d'image, dû à de jeunes malfaisants. "Toute l'idéologie libertaire emboîte le pas". Donc les libertaires choisissent de voir dans les vraies victimes des bourreaux, ce qui est le comble de la mauvaise foi. Notons aussi que les libertaires, c'est-à-dire ceux qui se mobilisent pour la cause de la liberté comme valeur suprême, font de l'"idéologie", autrement dit une forme politique de mensonge. Se battre pour la liberté doit cacher quelque chose d'autre. Et ils emboîtent le pas, sans doute le pas de l'oie En outre, l'affirmation est fausse car – qui s'en souvient ? – la première manifestation publique en France en faveur des Palestiniens, en 1967, après la Guerre des Six jours, ne réunit qu'une poignée de monde et elle était organisée par les maoïstes, que l'on ne pouvait guère soupçonner d'aspirations libertaires.

Le chemin est tracé. Cette montée de l'antisémitisme est une dégringolade des images : "Tout s'y met. L'air du temps trouble la mémoire et révise inconsciemment les heures les plus noires". Parfaite inversion des faits puisque les années 60 à 80 sont précisément le moment où surgit une "mémoire" de la période de guerre, sanctifiée, épurée de toute contradiction, qui prend décidément le pas, dans la conscience des honnêtes gens, sur l'histoire tout court. Finalement, "quand Robert Faurisson, au lendemain de l'attentat de la synagogue de la rue Copernic, étale publiquement ses thèses qui nient l'existence des chambres à gaz et du génocide des Juifs, il indigne, mais ne provoque pas une véritable révolte". Or la simple consultation d'un dossier de presse apprend que Faurisson a rendu publiques ses idées dans une petite revue de droite en juin 1978, puis dans *Le Monde* du 29 décembre 1978 et que l'attentat de la rue Copernic s'est produit le 3 octobre 1980. MM. Denis Jeambar et Christian Makarian écrivent au Point mais ne sont guère pointilleux et ne se privent pas de donner dans l'insinuation.

"Dans un mouvement en tenaille, extrême-gauche et extrême-droite se retrouvent pour étrangler la mémoire collective et libérer les interdits". Ils veulent sans doute dire, en français normal : "lever les interdits". Alors imaginons la scène : le faf au crâne rasé se rencontrant avec le gauchard zonard, foulard palestinien autour du cou, pour se jeter ensemble sur une pauvre vieille catin, décrépite, fatiguée de coucher avec tout le monde, portant le lourd cabas où elle entasse la mémoire collective de tous ceux qui n'ont pas vécu les horreurs de la guerre : "Elle gigote encore, cette salope de mémoire, serre-lui le quiqui, Franz – La vache, on va s'en débarrasser. Eh! Jean-Paul, y'a un interdit là-bas, on va le lever". Ce délire est sans cesse ressassé.

Notes des annexes 1 à 4

(1) Paru dans la *Revue d'histoire révisionniste*, n° 1, 1990, p. 9-15.

(2) Cette hystérie du mensonge s'est trouvé, bien sûr, décuplée pendant la guerre du Golfe, l'Irak étant devenu l'ennemi officiel de l'Occident tout entier ligué pour abattre le "nouvel Hitler". La presse, qui avait dû battre sa coulpe pour l'affaire de Timisoara, avait habilement présenté la condamnation de ses propre errements en preuve de son honnêteté pour garantir son "sérieux" dans le Golfe. Mais elle a accepté de se plier aux règles draconiennes des armées alliées. Les journalistes qui revenaient du Golfe étaient fous de rage en privé. Rares furent ceux qui murmurèrent leur écœrement à la télévision. Quant à ceux qui travaillaient in Irak, ils n'eurent pas la parole.]

(3) Émission "Arrêt sur enquête" du 5 janvier 1990 sur *France-Culture*.

(4) Paru dans la *Revue d'histoire révisionniste*, n° 4, 1991, p. 13-24.

(5) [La direction de la revue a préféré substituer à ce terme celui de "boue". J'avais donné mon accord.]

(6) Voir Jacques Doyon, *Les Soldats blancs de Hô Chi Minh*, 1973. La trajectoire de Boudarel, appelé Boris dans le livre, est décrite dans le chapitre 7. L'auteur ne donne pas de détails sur la période du camp 113. [Depuis lors, G. Boudarel a publié son *Autobiographie*, en 1991.]

(7) Voir le livre de Jean-Luc Einaudi sur l'affaire Iveton.

(8) [En 1993, la Cour de Cassation lui a reconnu le bénéfice entier de l'amnistie de 1966.]

(9) [Une commission d'enquête s'est réunie aux États-Unis autour de l'ancien ministre de la justice Ramsay Clark. Elle a publié un rapport circonstancié. Sur cette base, un tribunal international autoproclamé s'est réuni à New York à Pâques 1992 pour passer au moins un jugement moral. Voir, dans les ouvrages cités, R. Clark *et al., War Crimes...*]

(10) Lorsqu'arrivé au terme de sa suspension, fin 1992, M. Notin voulut reprendre ses cours, les mêmes fascistoïdes l'en empêchèrent pas la force. De son côté, l'université de Paris-VII a contraint M. Boudarel à prendre une retraite anticipée. La dégradation des murs n'est pas un vain mot.]

(11) *Le Monde*, 15-16 juillet 1990. On notera, dans le même sens, l'article d'Alain Rollat, "Une belle occasion manquée", *Le Monde*, 27 juillet 1990.

Annexe 5

LA CHAMBRE À POUDRE ET L'ÂNE BÂTÉ

Paris, 6 mai 1991

Marcel-Francis Kahn à Serge Thion

Des imprimés de la Vieille Taupe arrivés en Belgique chez un de mes élèves m'ont rappelé ton existence, tes positions et aussi nos relations anciennes au moment du Viêt-Nam. Du coup, je me suis rendu à cette librairie pour acheter ton livre. On m'y a remis, en prime, et je l'ai pris avec des pincettes, le tiré à part de l'article de Notin dont je serais fort intéressé de savoir ce que tu en penses. Après d'amples discussions avec mon ami Pierre Vidal-Naquet, je me suis décidé à t'écrire cette lettre.

Bien que je n'aime pas le faire, et puisque tu le fais toi-même, il n'est pas inutile que je te rappelle mon parcours. Après le maquis à quinze ans, je milite depuis 1947 dans les mouvements de l'extrême-gauche (jamais le PC) du RDR au PSU – Aide au FLN, envoyé au moment de l'OAS par la Fédération de France en Algérie, Comité Viêt-Nam National, Tribunal Russell et FSI. Quand tu étais à Danang, j'étais d'abord à Phnom Penh, Hanoi et tout le Nord, puis, six mois après, dans les maquis du Sud. Puis, et ceci est important pour le sujet de cette lettre, c'est moi qui ai emmené les médecins du Secours rouge auprès des Palestiniens au Liban puis en Jordanie au moment de Septembre noir. Deux autres missions au Liban pour le compte de l'Association médicale franco-palestinienne, puis, jusqu'à ce jour la présidence de France-Palestine. Je suis donc peu suspect de défendre la politique de Shamir, ou de considérer ce que je vais te dire en fonction ou pour les positions des dirigeants israéliens. Je vais, tu t'en doutes, discuter des positions révisionnistes. Je ne pense pas un seul instant que tu mélanges tes opinions avec celles des survivants de la période nazie, ni avec celles des lepénistes. Je connais les positions de ton groupe. Pourtant, les activités de la Vieille Taupe, les imprimés dont je te parle plus haut, permettent mal, peut-être le reconnaîtras-tu, de marquer la césure. Avant de devenir médecin, j'ai failli devenir historien. Et c'est de ce point de vue que je voudrais me placer.

Bien sûr, parmi tout ce qui a été écrit sur le génocide juif (et tzigane), il y a eu des erreurs, des mensonges, des affabulations. Certaines de bonne foi (D. Rousset, G. Tillion), d'autres pour des motifs peu reluisants (Martin Gray, Marek Halter). Mais il faut aussi envisager le camp des révisionnistes. Un mot sur Faurisson. Je ne le prends pas pour un salaud. J'ai lu avec soin ses œuvres. J'y reconnais les caractéristiques formelles et typiques d'une personnalité paranoïaque enfermée dans des convictions délirantes dont le sujet n'a pas toujours été les chambres à gaz. On me reconnaît, tu le sais peut-être, des qualités professionnelles qui m'ont permis malgré les handicaps que tu imagines, d'être là où je suis. Il se trouve que je m'intéresse beaucoup aux confins psychiatriques de ma spécialité. Et chaque fois que j'ai eu l'occasion d'apparaître professionnellement dans des médias, j'ai reçu depuis plus de vingt ans des dossiers volumineux et en apparence solidement argumentés tout à fait du type dossier Faurisson. Je n'ignore pas qu'il fut, en même temps que moi (et peut-être toi) au SNES Sup.

Dans ton livre, tu dis que tu ne peux pas juger et que l'avenir et des travaux ultérieurs jugeront. Mais c'est aujourd'hui que l'argumentaire révisionniste veut se répandre et agir, notamment dans la nouvelle extrême-droite. Et demain les témoins seront morts. Je vais donc, en dehors de ceux développés par Pierre Vidal-Naquet, t'indiquer un certain nombre de points que je connais personnellement.

Je sais que tu ne nies pas qu'il y ait eu de nombreuses victimes juives de 1940 à 1945; en revanche, le projet de destruction totale industriellement planifiée qui caractérise la Solution finale ne te semble pas prouvé, ni différencier ce qui s'est passé de tas d'autres massacres, par exemple ceux des guerres coloniales contre lesquels nous avons tous deux luttés. Bien sûr, c'est là que l'existence du gazage et des autres formes de massacre collectif systématique prend place.

D'abord trois témoignages personnels.

Tu as connu peut-être ma première femme. Elle était née à Varsovie. Elle a vécu dans le ghetto jusque fin 1942. Là, sa famille, au courant de ce qui se passait à *l'Umschlagplatz* puis à Treblinka lui a fait sauter le mur. Elle avait de faux papiers et parlait bien polonais. Elle était blonde. Elle fut prise mais déportée comme Polonaise. Et elle survécut. Toute sa famille fut envoyée à Treblinka et là, plus aucune trace. Ma femme savait. Elle est morte de leucémie en 1974. Un témoin de moins.

Parmi mes proches, un cousin pris à Clermont fut vu à Auschwitz plusieurs mois car il avait été mis dans la file de gauche. Sa trace est connue. Il est mort du typhus.

En revanche, mon meilleur ami de 1943, Lionel, fut pris avec son frère Marc (10 ans), son petit frère Thierry (4 ans), sa sœur (18 mois), ses parents et grands-parents. Huit personnes ont pris, après Drancy, la file droite vers Birkenau (on les a vus). Puis plus rien. Où ont-ils été ? Où ont été les enfants ? Où était la nursery ou le jardin d'enfant d'Auschwitz-Birkenau (que je ne

confonds pas avec l'autre Auschwitz, celui des travailleurs et des prisonniers bons pour une mort plus lente. A ce propos, je ne confonds évidemment pas les camps comme Buchenwald, Belsen, Mauthausen avec Treblinka, Sobibor, Maidanek, et bien sûr Birkenau. Il te faut expliquer la différence de statut de ces deux types de camps. Dans la brochure adressée en Belgique, on parle surtout d'Auschwitz et de la comptabilité macabre qu'on en dresse. Mais pas des autres camps de massacre. Pourquoi ?

Autre témoignage personnel. J'ai soigné beaucoup de survivants (beaucoup est un euphémisme en pourcentage) qui n'ont ni écrit des livres ni témoigné à Nuremberg. Ils n'avaient pas à tenter de sauver leur peau comme Höss. Ceux qui étaient revenus d'Auschwitz avaient tous vu la sélection au sortir des trains, et la disparition à jamais de ceux qui les accompagnaient. Certains savaient avec précision, par ce que leur disaient certains détenus employés au camp de travail mais qui avaient des contacts avec l'"autre" camp.

Deuxième groupe d'arguments : l'absence de preuves matérielles du massacre. Dans ton livre, tu ne discutes jamais la possibilité (je me place à ton point de vue car ce n'est pas seulement une possibilité) que tout ait été fait par les nazis pour ne pas laisser de traces matérielles. Pourtant, des preuves irréfutables montrent que le langage était codé. On ne discute plus, je pense, même dans le groupe révisionniste, l'existence et les activités des *Einsatzgruppen*. Pourquoi ce terme édulcoré, si ce n'est pour masquer ce qu'ils faisaient ? Ce camouflage avait d'ailleurs deux buts. Celui, bien sûr de laisser un minimum de preuves en cas de défaite (prévisible dès 1942). Mais surtout, et là les preuves abondent, de laisser jusqu'au bout les victimes dans l'ignorance de ce qui allait leur arriver et donc faciliter leur transport y compris dans ses phases ultimes. La certitude de la mort proche est dure à supporter. Crois-en mon expérience de médecin, très rares sont ceux qui peuvent regarder leur mort en face. Pourtant, certains savaient. La famille de ma femme à Varsovie, savait. Mon père, qui avait dirigé avant 1939 un Comité d'assistance aux réfugiés, savait. Et cela m'a sauvé la vie! Le livre de Walter Laqueur peut difficilement voir toutes ses sources réfutées. Il est intéressant d'y lire que les plus sceptiques parmi les juifs furent ceux... de Palestine! Difficile de dire que le mythe du génocide a été inventé par l'État d'Israël pour toucher des réparations et favoriser son expansion. Qu'ensuite il ait effectivement utilisé l'histoire pour d'autres fins est une autre histoire. Mais pas en 1942.

Arrivons-en au problème des chambres à gaz. Je suis très étonné que tu n'aies pas pensé à moi avant d'écrire ton livre et ce qui a suivi sur ce sujet. Il se trouve (par hasard et pour des raisons militantes que nous avons partagées) que je connais très bien le problème pour la raison suivante. C'est moi qui, au Tribunal Russell, ai été chargé du rapport sur le sujet. Si tu as encore les livres vietnamiens et français de 1967-1969, tu y trouveras mon rapport signé. Et bien sûr, j'ai à l'époque beaucoup travaillé la question, pas seulement à propos du CS utilisé au Viêt-Nam. Je continue d'ailleurs à le faire car il semble bien que des grenades à CS aient fait des victimes en Cisjordanie, lorsqu'elles furent lancées en enceintes closes (1). De tout ce que j'ai lu et travaillé, voici mes conclusions pour ce qui concerne le génocide juif et tzigane :

1/ Les témoignages concordent sur l'existence de camions hermétiquement clos où le gazage fut réalisé par les gaz d'échappement. Bien sûr, cela ne pouvait tuer que quelques dizaines de personnes à la fois.

2/ A Treblinka, il n'est pas fait état du Zyklon B, mais du même procédé que ci-dessus. Un simple moteur, dans une enceinte close même de grand volume, dégage suffisamment d'oxyde de carbone (CO) pour entraîner une mort rapide. La ventilation peut être rapidement faite, et la salle peut permettre l'évacuation en quelques minutes.

3/ Le problème du Zyklon B est plus complexe, mais il me rappelle, en plus dramatique, celui du CS au Viêt-Nam.

Pas plus que le CS, le Zyklon B n'est un gaz. C'est une poudre qui agit en suspension de fines particules. Pour le CS, il fallait (il faut toujours, car on le trouve dans des bombes aérosols utilisées pour la défense individuelle) soit le répandre grâce à un explosif, soit l'envoyer propulsé par une machine soufflante appelée *Mighty Mite* au Viêt-Nam. J'en ai des photos. Toute l'argumentation sur le Zyklon B considéré comme un gaz est fausse puisque ce n'est pas un gaz mais une poudre. Il n'est très toxique pour l'homme qu'en suspension, propulsé par un courant d'air. Une fois leur œuvre de mort accomplie, les particules se déposent. On peut facilement les laver au jet. Ce procédé n'a rien à voir avec celui utilisé par les Américains dans les chambres à gaz des États où l'on exécute ainsi les condamnés à mort, et les arguments de ceux qui pensent montrer que le Zyklon B (ou tout autre dérivé cyanhydrique proche) ne pouvait pas être utilisé ne sont pas valables.

Ces précisions apportées, je sais que les travaux précis sur le Zyklon B manquent. Mais je ne conseillerais pas à qui que ce soit, et surtout au malade mental auquel je faisais allusion plus haut, de tenter l'expérience sur lui-même comme on le lui a proposé. Cela dit, j'ai eu les mêmes difficultés, quant aux sources américaines et anglaises, à propos du CS. Il a fallu refaire des expériences sur l'animal, à fortes concentrations. Elles ont été publiées, et j'ai même déposé devant une commission royale anglaise, émue par l'utilisation du CS en Irlande du Nord, et dont j'ai le rapport qui conclut – enfin, après des années de lutte de ma part – que ce produit, relativement anodin en plein air, peut être mortel en enceintes closes! Et il ne s'agissait que du CS, pas du Zyklon B. Mais, même si ce dernier reste ouvert à discussion, le cas de l'oxyde de carbone, lui, est une certitude. Tu m'objecteras – à propos de ces positions – que tout cela ne prouve pas l'intention génocidaire globale, exorbitante de tas d'autres massacres, tel celui d'une tribu algérienne par Saint Arnaud au 19e siècle, pour ne rien dire des guerres coloniales. Mais parlons-en, justement! Qui connaît le nombre exact de victimes de Sétif (1945) ou de Madagascar, en 1947 ? (Ma deuxième femme est en partie malgache.) Qui sait le nombre des morts de l'automne 1961 à Paris, au milieu de la population parisienne ? Que désignait l'expression "corvée de bois" ? Ce qu'a voulu cacher l'armée française, ses complices au pouvoir, notamment dans la SFIO, pourquoi estimer que les nazis – à un niveau industriel – ne l'ont pas fait ? Et il y a une différence avec les massacres coloniaux, et elle est de taille. Pour ces derniers, les collabos étaient épargnés, mieux, recherchés, protégés, utilisés jusqu'au

bout. Les bachagas, les harkis ne furent pas que je sache exécutés. Tous les collabos juifs des *Judenrat* le furent, parfois un peu plus tard, souvent en même temps.

Tu me demanderas, vu mes positions, pourquoi je m'acharne tant à faire la lumière complète et à combattre les thèses révisionnistes. Il y a à cela plusieurs raisons qui n'ont rien à voir avec je ne sais quel respect posthume quasi religieux, ni a fortiori, tu t'en doutes, le soutien à la politique insensée et criminelle des dirigeants israéliens.

Socialisme ou barbarie. Le problème est posé. Et il faut montrer jusqu'où un régime peut mener un peuple cultivé (le peuple allemand). Jusqu'à quel niveau d'ignorance voulue ou de complicité diffuse un peuple peut être manipulé. Jusqu'à faire du génocide une activité industrielle, froide, planifiée, bureaucratique. Si une telle chose est possible dans la civilisation du XXe siècle, il faut en tirer les leçons. Bien sûr, il y a eu d'autres massacres de masse – même en dehors des guerres coloniales : les Arméniens, pas mal de Russes sous Staline, mais aucun avec les caractères de globalité et de systématisation techniques. Et c'est là le caractère exemplaire et plein de leçons du génocide des Juifs.

J'ajoute qu'il y a aussi un combat contre la pensée irrationnelle. Autour de Faurisson – sans parler de ton groupe ou des néo-nazis – il y a une manière de secte dont la langage et l'activité me rappellent ceux d'autres sectes que je vois agir autour de ma profession.

Il y a enfin le retour de l'extrême-droite. Tu t'es bien trompé dans ton livre de 1980 en prévoyant l'extinction par l'âge des survivants du nazisme. La bête a été féconde, et le néo-racisme n'épargne personne. Le nationalisme religieux refleurit partout et sa menace est à prendre au sérieux. La guerre du Golfe en a ravivé les flammes. Et puisque comme moi, tu as voulu défendre Gilles Perrault qui est un ami, accepteras-tu encore longtemps de te mêler aux composantes de la secte révisionniste auxquelles je faisais allusion plus haut ? Si oui, il faudrait que tu me dises pourquoi et dans quel but.

Je ne désespère jamais de convaincre et, te concernant, je ne pense pas que ce soit impossible.

Avec le souvenir et les sentiments que me rappellent les luttes anciennes partagées.

Bien à toi.

25 juin 1991

Serge Thion à Marcel-Francis Kahn

Comme ta lettre était longue et que j'entendais lui répondre aussi complètement que possible, il m'a fallu attendre de trouver un moment de libre. Tu m'en voudras d'autant moins que ta lettre arrive avec une dizaine d'années de retard. Le livre que tu as lu a été écrit en 1979 et publié au printemps 1980. Il faudra donc tenir compte du contexte de ce moment-là, et aussi, dans la mesure du possible, de ce qui s'est fait et de ce qui s'est dit au cours des dix-douze ans qui ont suivi. A cette époque-là, par exemple, nous discutions avec Vidal-Naquet, l'avalanche des procès n'était pas encore tombée, la persécution n'était pas encore organisée, l'extrême-droite n'avait pas encore amorcé sa remontée politique et les socialistes n'étaient pas encore au pouvoir. La gauche et un certain genre de débat intellectuel existaient encore. Ce n'était certes pas le bon temps mais l'esprit du temps a bien changé depuis. Dans les premières pages du livre, j'avais indiqué que nul n'est obligé d'entrer dans ce débat, qui est forcément douloureux, mais que, s'il le fait, il doit y rester rationnel. C'est ce que tu fais aujourd'hui, dix ans après – je m'en réjouis – passant outre aux consignes que Vidal-Naquet impose au petit milieu universitaire et qui ordonnent de ne pas discuter avec les révisionnistes. Tu comprendras vite pourquoi. Tu dois savoir aussi qu'au cours de ces dix années, il m'est arrivé d'écrire d'autres choses sur ce sujet, que certains textes ont été publiés et d'autres non, que j'ai voulu les rassembler en volume l'an dernier et qu'au moment de les publier est intervenue une loi, écrite et votée par les socialistes et les communistes, qui rendrait la publication de cet ouvrage passible de trois mois à trois ans de prison et d'une amende pouvant se monter à plusieurs dizaines de millions de centimes. La librairie où tu as acheté le livre est l'objet d'attentats et de manifestations régulières qui rendent sa survie improbable. Il faut donc savoir que le débat, que nous aurions pu avoir dans un relatif climat de liberté et de tolérance il y a dix ans se déroule maintenant sous le poids d'une quasi interdiction de penser et de s'exprimer. C'est pourquoi je ne discuterai pas d'abord de la Vieille Taupe et des conditions dans lesquelles elle poursuit son activité, conditions qui sont liées au contexte que je viens d'évoquer.

Revenons au débat et à ta lettre. Tu dis que dans la littérature il y a eu des erreurs, des mensonges et des affabulations. La bonne ou la mauvaise foi des auteurs est difficile à trancher et d'importance secondaire. Il pourrait sembler à la fois simple et nécessaire de corriger les erreurs, de dénoncer les mensonges et d'exposer les affabulations. Mais tu dois savoir que, touchant ce sujet, on s'expose alors à une vindicte très violente. C'est exactement ce qu'a fait Rassinier en son temps et ça lui a valu une persécution terrible. Certes, quelques plumes plus hardies ont parfois dénoncé les fraudes. Vidal-Naquet l'a fait autrefois mais pour les besoins de sa cause il a dû y renoncer. Par exemple, il a refusé d'écrire sur le livre de Filip Muller, au principe que je lui avais demandé de le faire. Après des hésitations, il a aussi fini par souscrire au film de Lanzmann, peut-être tout simplement parce qu'il a peur de Lanzmann (2). Le devoir, qui s'imposait à mon avis aux intellectuels qui éprouvaient un respect réel pour ceux qui ont vécu les terribles épreuves de ces temps noirs,

était au moins de chercher à rétablir la vérité quand des politiciens intéressés ou des profiteurs de tous acabits cherchaient à se faire une position ou simplement du fric sur le dos des morts. Ceux qui ont fait, au moins en partie, ce travail sont appelés "révisionnistes", parce que, justement, ils "révisent" une histoire malmenée par la politique et l'argent. Tu vois qu'ils n'ont pas bonne presse.

Quand à ton diagnostic de "personnalité paranoïaque", je me garderais bien de le discuter. Je t'avouerai que je n'éprouve pas un respect démesuré pour la psychiatrie en général, qui se donne, à mon avis à tort, pour une science et que je serais plutôt un sectateur de Thomas Szasz. Mais là n'est pas la question. Il y a des textes, ils ont un contenu, il faut juger du contenu. Des textes délirants, j'en ai connus aussi. Peut-être faut-il être fou pour passer quinze ans de sa vie à fouiller dans des archives et de vieux dossiers. Mais ce genre de fous court les rues et beaucoup sont payés et admirés pour ce que produit leur folie. Ce qui compte, ce sont les écrits : c'est leur valeur que l'on juge – avec les moyens dont on dispose. Ce n'est pas toujours simple.

Pour en venir aux témoignages que tu rapportes, il me suffirait de te dire qu'à côté de leur intérêt propre, aucun ne concerne les chambres à gaz puisqu'aucun n'affirme en avoir vues. Ces témoignages, comme des milliers d'autres, prouvent qu'il existait des rumeurs, fondées ou infondées, là n'est pas la question, mais on ne peut appeler témoin quelqu'un qui a entendu dire, même s'il a cru sur le moment ce qu'on lui a dit. Les nouveaux arrivants étaient systématiquement informés de ces rumeurs. Sur Treblinka, on a des sources très sérieuses rapportant que l'on y tuait par la vapeur, par l'électricité ou par des pompes à vide. Je pourrais t'en donner les références. Personne n'a jamais expliqué pourquoi on avait abandonné ces rumeurs aujourd'hui malgré l'existence de ces témoignages. Quant au sort individuel des personnes, le mieux est de s'adresser au service de recherche de la Croix-Rouge à Arolsen ou d'attendre que l'on ouvre les archives américaines, françaises et soviétiques (et peut-être d'autres, comme celles des Nations Unies) qui sont toujours fermées aux chercheurs. Il y a ainsi des kilomètres de documents allemands qui n'ont jamais été dépouillés. Ceci répond incidemment à une remarque que tu fais plus loin dans ta lettre sur le fait que les nazis auraient effacé leurs traces. La chose aurait été impossible. Ces camps étaient régis par une administration allemande, qui rendait compte à chaque instant. Les archives berlinoises devaient en garder quelque chose. Cette destruction est entièrement mythique et, tout au contraire, il existe une quantité effarante de documents (plusieurs kilomètres de rayonnage aux archives fédérales à Koblenz, rien que sur les camps; personne n'y travaille). Il y a dix ans, en réponse au révisionnisme, le président Carter a annoncé qu'une fondation publique allait être créée pour recevoir les archives allemandes transportées aux États-Unis et encore fermées. Il avait même nommé Elie Wiesel à la tête de cette institution. Elle n'a toujours pas vu le jour (3). Même réaction à Moscou, où l'un des amis, travaillant aux archives, s'est entendu expliquer, il y a quelques mois, que le fonds venu de l'Allemagne nazie était encore strictement fermé. (La presse nous apprend que Moscou vient de fournir à Varsovie une fraction de ces archives. Il en reste. Et faut-il les donner aux Polonais ou aux Allemands ?)

Quand aux témoignages sur les sélections, ils sont innombrables et incontestés. La question est de savoir exactement ce qu'en étaient les suites. On a pratiqué la sélection dans beaucoup d'autres camps où il n'y avait certainement pas de chambres à gaz. Enfin, la question du statut des camps est très complexe : il y avait plusieurs dizaines de catégories de camps, selon leurs fonctions, sans compter qu'elles ont pu changer avec le temps. Auschwitz était administrativement un complexe tentaculaire qui comprenait plusieurs dizaines d'implantations de toutes natures. En tout cas, la notion de "camp d'extermination" n'est apparue qu'après la guerre et varie beaucoup selon les auteurs et les époques.

J'en reviens, au fil de ta lettre, à ce que tu dis sur le "langage codé". Il ne l'était ni plus ni moins que dans toute armée ou tout organisme technique ou professionnel, qui a son jargon propre. C'est un fantasme de croire que les nazis auraient prévu leur défaite et l'aspect judiciaire, d'ailleurs sans précédent, qu'elle allait avoir pour eux. En réalité, je le répète, les documents existent, et même en l'absence de ceux que les Alliés conservent encore jalousement par devers eux (on devrait bien se demander pourquoi). Sur les *Einsatzgruppen*, il y a eu de grands procès, on a publié en Allemagne des volumes de documents mais ceux-ci ont le désavantage, si je puis dire, de ne pas bien coller avec l'image que notre époque se forme de cette guerre. Les *Einsatzgruppen* étaient des unités chargées de "nettoyer" (encore un terme codé en usage dans quelques armées contemporaines) derrière le front, d'éliminer tous les groupes susceptibles d'agir en liaison avec les autorités soviétiques, de soutenir les partisans. Ils ont massacré beaucoup de Juifs, mais ce n'était pas leur tâche exclusive. Ils détruisaient tout ce qui pouvait sembler résister à la présence allemande. Ils n'ont nullement caché leurs traces et leur activité est bien connue, dans l'ensemble (4). Mais se les représenter comme uniquement attachés à exterminer les Juifs est une distorsion de la réalité. Quant au fait de ne pas dire aux gens que l'on va tuer ce qui les attend exactement, on retrouve ça partout, par exemple en Indonésie en 1965-66, quand les militaires ont massacré 5 à 600.000 communistes, ou supposés tels. J'ai parlé avec des témoins et des survivants. On n'a évidemment jamais dit aux gens qu'on allait les tuer jusqu'au moment de les exécuter. Tout cela est d'une horrible banalité, si je puis employer ce mot qui dénote pour moi, non pas un manque d'égard pour les malheureuses victimes de tous ces massacres, mais l'absolue certitude que n'importe quelle puissance qui veut s'imposer par la force a eu et aura recours à des méthodes plus ou moins similaires. Je ne peux pas croire que le massacre des Juifs aurait été un événement unique, singulier dans l'Histoire (avec un grand H pour résumer l'histoire de l'humanité), comme les Lanzmann et d'autres voudraient nous le faire croire. L'idée, complètement contredite par les faits, que les Allemands auraient opéré dans le plus grand secret, ne sert qu'à conforter le mythe de la singularité absolue de cette période du destin juif (et accessoirement à relire l'histoire comme uniquement une suite de persécutions). Le livre de Laqueur, auquel tu fais allusion, est d'ailleurs très révélateur : il commence par montrer que tout le monde savait, qu'il était impossible d'avoir un "grand secret", qu'Auschwitz fonctionnait portes ouvertes, avec des milliers de civils qui y travaillaient aussi, que l'information circulait partout. Et nous avons d'ailleurs mille preuves, ne fût-ce que les photos ramenées par les avions américains, publiées il y a quelques années,

par la CIA, et où, aux dates où les nazis étaient censés tuer 20.000 personnes par jour, dans cet endroit, on voit qu'il ne se passait rien, qu'il n'y avait pas même de fumée à la cheminée des crématoires. Photos d'époque, sélectionnées pour la publication (5). Tu rappelles que, d'après Laqueur, les plus sceptiques étaient les Juifs de Palestine, mais il dit aussi, dans la même foulée, qu'ils ont fini par se convaincre de la réalité de l'holocauste grâce à des informations dont Laqueur, sans d'ailleurs expliquer pourquoi, dit qu'elles étaient entièrement fausses. Le problème n'était donc pas le secret, l'absence d'information, mais son abondance et surtout le crédit qu'on pouvait lui apporter. Pour Treblinka, par exemple, il circulait beaucoup de rumeurs à Varsovie, dans le ghetto, et Ringelbum, qui a cherché à les faire vérifier, s'en fait l'écho dans son *Journal*. Seulement on voit que cette vérification n'était pas sérieuse. C'est la raison fondamentale pour laquelle on doit appliquer les méthodes usuelles de la recherche historique pour faire le départ entre la réalité et ce que les rumeurs ont véhiculé, et qui se retrouvent dans maints témoignages d'après-guerre. Quand tu me dis que la famille de ta femme, à Varsovie, "savait" ce qui se passait à Treblinka, je vois bien, en suivant Ringelbum, que ce n'était pas vraiment possible, que ce savoir n'était pas exact. Et encore aujourd'hui on ne sait pas bien ce qui s'est passé là, même s'il apparaît que beaucoup de gens sont morts à Treblinka ou après y être passés. Je ne parle même pas des témoins du film de Lanzmann, qu'il a inondés d'alcool. En bref, il faut choisir entre deux attitude : ou l'on pense que l'on sait tout, que les témoins sont par nature sans faille et que l'on doit mettre au dessus de tout une "mémoire", élaborée dans des conditions que l'on n'a pas le droit de critiquer – et dans ce cas-là les révisionnistes sont effectivement sacrilèges et méritent de finir leurs jours dans un cul de basse-fosse – ou alors on se rend compte que le savoir dont nous disposons est un incroyable mélange de vrai et faux, qu'il faut bien trouver un fil pour démêler tout cela et qu'on ne peut pas fixer par avance de limites à ce qu'il faudra remettre en cause à l'intérieur de l'image que les récits, les photos, les lectures nous ont permis de forger, au fil du temps, depuis cette sinistre période. Quand les autorités du musée d'Auschwitz retirent les plaques de marbre qui indiquaient 4 millions de mort (sans les remplacer, pour le moment), qu'un Bédarida, spécialiste de la guerre menée contre les révisionnistes, écrit dans *Le Monde* (en août dernier) que le nouveau chiffre est d'environ 1 million, en précisant qu'on n'a pas encore ouvert les archives, on voit bien que cette deuxième attitude finira forcément par s'imposer, que le révisionnisme, à tort ou raison, ouvre la voie et que tout le monde, même ses pires ennemis, devra suivre. Et nous avons reçu à la Vieille Taupe de nombreux témoignages d'anciens déportés qui refusent absolument de se reconnaître dans l'image que donnent de la déportation la littérature, le cinéma et la télévision d'aujourd'hui. Il y a d'ailleurs à cela une raison aussi dirimante que difficile à dire : c'est que chaque survivant devrait pouvoir dire comment il a survécu, au prix de quelle habileté ou de quels compromis il a pu passer par là où les autres sont restés. Ces choses-là ne sont pas toujours avouables. (On vient d'en avoir un exemple avec les polémiques qui opposent entre eux plusieurs survivants du camp 113, où officiait mon ami Georges Boudarel. Les mêmes causes produisent les mêmes effets). Rassinier, en tout cas, a eu cette honnêteté-là, et elle lui a valu la violente hostilité de tous ceux qui ont fait de leur déportation un fonds de commerce politique.

Arrivons-en, comme tu le dis au problème des chambres à gaz. Je confesse que je n'ai pas pensé à faire appel à toi, sans doute parce que le rapport entre l'usage dangereux des gaz lacrymogènes (que je connais en tant qu'"usager" dans les manifestations) et les chambres à gaz ne m'apparaissait pas. Je retrouve effectivement dans mes archives un volume intitulé *Viêt-Nam 68*, publié par un Centre international pour la dénonciation des crimes de guerre (6), où je trouve non seulement ton rapport, "Données récentes sur l'utilisation par les Américains au Viêt-Nam d'armes nouvelles et prohibées", mais aussi un texte, p. 144-150, "Rapport sur la situation à Saigon", que j'avais écrit sans le signer, puisque je devais à l'époque retourner à Saigon.

Tu dis que les témoignages concordent sur l'existence des camions à gaz. A ma connaissance, il n'y a pas d'étude sérieuse de la question. Connaissant les méthodes de Lanzmann, et quelques faux témoins notoires qu'il a amenés dans son film *Shoah*, je recommanderais la prudence par rapport aux témoins qui en parlent dans ce film. Cette question rejoint la suivante.

Tu dis qu'à Treblinka on utilisait des moteurs. On parle même de moteurs de chars. Ce qui, entre parenthèses, fait disparaître sans explication les installations à vapeur et à électricité, dont parle Ringelblum, et les pompes à vide dont parle, après avoir interrogé, dit-il, les témoins et les paysans voisins, Vassili Grossmann. Je me souviens avoir vu, au début de cette affaire, une lettre envoyée à Faurisson par un expert des laboratoires de la police (française) qui expliquait qu'il était bien difficile de tuer des gens avec des gaz d'échappement, qu'il y avait toujours un mélange, variable selon les moteurs, de CO et de CO_2 qui n'était pas forcément mortel. Je crois me souvenir qu'il indiquait que le Diesel aurait été le moins bon choix. Je te donne tout cela sans garantie, je n'ai pas le texte sous les yeux; je l'ai lu il y a dix ans. Là aussi, il y aurait sans doute besoin d'une étude solide. Dans tous les cas, si ce que tu dis était vrai, cette méthode aurait constitué de très loin la meilleure méthode industrielle, peu coûteuse, sans risque, et le Zyklon B aurait été absolument inutile (7).

Tu dis que le Zyklon B n'est pas un gaz, et que toute l'argumentation sur le Zyklon B "est fausse puisque ce n'est pas un gaz mais une poudre". (Il se présentait, en réalité, sous forme de galettes solides). Dans mon *Encyclopédie internationale des sciences et des techniques*, il est dit que "tous les corps peuvent prendre l'état gazeux, dans la mesure où, au dessus de certaines valeurs de la température (température critique), variant d'une substance à l'autre, l'énergie cinétique des molécules devient si grande qu'elle domine les forces d'attraction, même lorsque les hasards des mouvements moléculaires rapprochent deux molécules... Au-dessous de la température critique, on peut avoir un état de la matière où les molécules sont également séparées par des distances moyennes assez grandes; en première approximation, on le considère aussi comme un état gazeux" (VI, 212). Un peu plus loin, dans la rubrique "gaz de combat" ("Le terme de gaz de combat désigne tous les composés chimiques utilisables à des fins militaires en raison de leurs effets toxiques directs..."), on précise : "D'autres corps à l'état gazeux – tels le phosgène et l'acide cyanhydrique – étaient employés peu après (1915) par les différentes nations en guerre" (p. 250). Pour les chimistes, le Zyklon B est donc bien un

gaz, quand on atteint la température critique assez basse, comme tu le sais, qui tourne autour de 26°C. Dans ton rapport de 1967-68, parlant des produits lacrymogènes, tu parles bien de "gaz toxiques". Si tu veux changer l'appellation courante de "chambre à gaz" en "chambre à poudre", tu vas te heurter à des résistances certaines, et sans doute violentes. Il n'existe par conséquent aucune raison de rejeter quelque argument que ce soit sur le Zyklon B au titre de sa conservation sous forme de "poudre". De même, dire que ce procédé "n'a rien à voir" avec les chambres à gaz américaines tombe complètement à côté de la réalité. On devrait, à mon humble avis, plutôt enquêter sur l'usage réel de l'acide cyanhydrique, en tant que produit de désinfestation. Il y a aujourd'hui des firmes, des ingénieurs et des techniciens qui manipulent quotidiennement ces produits. Ils doivent bien savoir ce qu'il en est de la dangerosité de leur usage. Que je sache, personne n'est allé les interroger. Ce sont pourtant les seules personnes, en dehors de quelques rares bourreaux américains, qui possèdent un savoir pratique sur ces substances cyanurées. Je ne relèverai pas, à cette occasion, la petite plaisanterie d'Henry Bulawko (un lourd spécialiste de l'humour juif) proposant de mettre les révisionnistes dans une chambre à gaz, pour voir. Les révisionnistes sont trop respectueux de la personne humaine pour faire courir à des Juifs le risque de mourir asphyxiés quand ils voudraient ouvrir les portes de la chambre à gaz, dans les conditions où ils croient qu'elles étaient ouvertes à Auschwitz.

Tu ne mentionnes pas dans ta lettre le *Rapport Leuchter*. Peut-être ne l'as-tu pas lu. Tu pourrais te le procurer à la même librairie. En deux mots, ce rapport rend compte du prélèvement d'échantillons, réalisé à Auschwitz, dans les parois de différents endroits, les locaux présentés comme des chambres à gaz, et aussi des endroits servant à épouiller par le gaz les vêtements. Les traces de composés cyanurés restés dans ces parois, analysées par des laboratoires américains, font un rapport de un à cent, à peu près. Cette démarche a ceci de scientifique qu'elle peut être refaite, par d'autres techniciens et d'autres laboratoires. Il paraît d'ailleurs que les Polonais viennent de la refaire et qu'ils trouvent sensiblement les mêmes résultats. Par rapport au livre que j'ai écrit il y dix ans, beaucoup de chemin a été fait, de nouveaux documents ont été versés au débat, des arguments ont été élaborés et échangés (j'ai analysés ceux de Vidal-Naquet dans un texte que la loi empêche de paraître, mais je pourrais t'en fournir copie), des conférences se sont réunies, des livres ont été publiés, bref, le travail auquel j'appelais en 1980 à commencé de se faire, même si la polémique cache ce fait et que l'on ne doit s'attendre à aucune impartialité de la presse. Je te recommande en particulier, si tu arrives à le trouver, l'ouvrage de Jean-Claude Pressac, édité par Serge Klarsfeld, qui, cherchant les "preuves" du gazage aboutit à un méli-mélo, bourré de contradictions, qui est pour le moins tout-à-fait surprenant. Tu ne m'en voudras pas de te dire que comme moi, comme beaucoup d'autres, tu crois savoir certaines choses sur ces question et que le jour où tu te penches sérieusement sur le dossier, tu t'aperçois que tu es néophyte, qu'il y a beaucoup à apprendre, que les certitudes sont dures à obtenir et que le doute est plutôt la règle, parce que les témoins et les documents racontent chacun leur histoire, en mélangeant allègrement vérités et fantasmes. Je fais une expérience tout à fait comparable quand je cherche à reconstituer ce qui s'est réellement passé au Cambodge dans la période récente et certains Cambodgiens supportent mal qu'on vienne

mettre un brin d'esprit critique dans leurs histoire ou qu'on remarque, c'est un exemple, que la totalité des témoignages publiés par des Cambodgiens ont fait l'objet de "rewriting" par des non-Cambodgiens.

Pour le reste de ce que tu dis des massacres coloniaux, je suis d'accord, il y a encore beaucoup à faire pour écrire cette sanglante histoire, mais je crois qu'on trouvera, là aussi, beaucoup de choses dans les archives quand elles seront ouvertes. En ce qui concerne les collabos, tu dis que les gens des *Judenrat* ont été exécutés. Ce n'a pas toujours été le cas, certains ont obtenu des passeports et sont partis. Voir, par exemple, l'affaire Kästner en Israël.

Tu me dis ensuite que tu t'acharnes à faire la lumière complète en même temps qu'à combattre les thèses révisionnistes. D'abord, tu n'as pas encore beaucoup de titre à dire que tu "t'acharnes". Il te reste encore beaucoup à faire pour simplement savoir tout ce qui s'est dit sur ce sujet depuis plus de dix ans. Mon livre n'était qu'une introduction. Il te sera alors possible, si tu t'acharnes toujours – et pour ma part je m'en réjouirais énormément – de faire avancer le savoir. Tu le sais, c'est toujours une entreprise collective. Mais je trouve que tu préjuges car les révisionnistes, après tout, et bien qu'ils puissent aussi engendrer un dogmatisme, ne se sont pas donné d'autres tâches que de faire une "lumière complète". Tu verras sans peine autour de toi qu'une partie notable de ceux qui les persécutent ne cherchent certainement pas à ce que se répande une "lumière complète". Je n'ai pas besoin d'insister.

Tu dis "socialisme ou barbarie". La Vieille Taupe est lointainement issue d'un mouvement et d'une revue qui portaient ce nom (plus que moi qui n'en était qu'un lecteur, à l'époque). Je vois dans ce que tu dis comme une sorte de représentation de l'oppression et de la répression nazies sous les espèces d'une machine bureaucratique, froidement rationnelle, planificatrice, une sorte de "meilleur des mondes", ou d'utopie orwellienne réalisée. Et tu souhaites que cela serve de leçon. Seulement je crois qu'il y a là une vision que la réalité ne soutient pas. Le régime nazi était beaucoup plus divers, compliqué, parcouru de tensions et de conflits qu'une image simpliste, aujourd'hui bien répandue, ne le laisse croire. La "mort industrielle" est – dois-je dire malheureusement ? – un mythe, une reconstruction idéologique de l'après-guerre. Sur place, à l'époque, c'était le bordel, une irrationalité terrible dans la politique, le militaire et la gestion, tout ça sous le poids écrasant de la guerre, des bombardements, des offensives alliées. Nous avons en tête trop d'idées reçues, d'images de télévision, pour comprendre "de l'intérieur", comme doit le faire tout historien, comment les choses se passaient. L'idée aussi, assez récente finalement, que la guerre et le régime nazi étaient entièrement focalisés sur le sort des Juifs, introduit un biais considérable dans l'analyse de ce temps. La question centrale était certainement celle du nationalisme allemand et de sa place en Europe et, en France, on est spécialement incapable de comprendre ce problème. Je ne doute pas d'ailleurs qu'il va se reposer, en termes certainement nouveaux, parce qu'il a simplement été évacué en 45, et non résolu depuis. Idem pour une bonne partie de l'Europe centrale. Il y aurait beaucoup à dire sur tous ces sujets mais je suis convaincu qu'il n'y a pas de "caractère exemplaire" à tous cela (8). Il y a des événements singuliers. On a le devoir, à mon avis, de les comprendre dans leur singularité.

Quant au combat contre la pensée irrationnelle, il devrait certainement s'adresser ailleurs. Je ne vois pas bien ce que, sur ce plan, nous aurions à nous reprocher. Il n'y a pas de phénomène de secte mais seulement des gens qui sont collectivement et individuellement soumis à des pressions et des menaces, pour ne pas parler d'attentats, comme la tentative de meurtre sur Faurisson, et donc – c'est tout ce que je pourrais t'accorder dans ce domaine – qui manifestent entre eux une certaine solidarité des victimes, réelles et potentielles. (Tu n'imagines pas le nombre de gens, dans les milieux intellectuels et politiques, par exemple, qui se rangent volontiers, en privé, du côté révisionniste, mais qui, pour rien au monde ne le déclarerait publiquement, pour ne pas mettre en péril leur carrière, leur gagne-pain, leur famille. Je les comprends très bien.)

Enfin, le retour de l'extrême-droite. Certes, il est absolument frappant. Il est à mon avis une conséquence absolument inévitable de l'épuisement des institutions et de la façon dont les socialistes ont fait la politique de la droite depuis dix ans. Mais, pas plus qu'en 1961, je ne crois au danger "fasciste". Cette extrême-droite a tous les défauts qu'on voudra, mais, jusqu'à présent, elle est restée dans le cadre démocratique. Je ne vois pas en elle de "nazisme" caché. Je continue de penser que le nazisme est mort en 45 et que l'on se fourvoie dans une impasse si l'on colle au présent des schémas valables dans le passé et que l'on s'épargne de comprendre la réalité originale que nous avons sous les yeux. Et pour en finir avec cet aspect des choses, le révisionnisme, pour moi, n'est pas une politique. C'est simplement un effort pour lever les tabous historiques, qui existent à toutes les époques car tous les régimes, ou presque, se fabriquent des origines mythologiques, propres à renforcer leur légitimité. Par exemple, je te dirai ma conviction que Guillaume Tell n'a pas existé, qu'il est un mythe créé pour maintenir, à une certaine époque, la cohésion des premiers cantons suisses. Et je comprendrais très bien que certains Suisses me le reprochent. Mais qu'y faire ? L'usage politique que l'on fait du révisionnisme (et d'ailleurs de l'anti-révisionnisme) est affaire de conviction politique. Les miennes n'ont pas changé d'un iota depuis le début de cette affaire (en revanche l'"ami" Vidal-Naquet est passé, avec armes et bagages, à la guerre d'agression coloniale contre l'Irak) et je continue à penser que l'utilisation du révisionnisme aurait été beaucoup plus dévastatrice si des gens issus de la gauche, comme la Vieille Taupe, moi et quelques autres n'étions pas intervenus justement pour empêcher qu'il ne devienne une arme politique aux mains de la droite. J'espère qu'un jour on saura reconnaître cela.

Mes convictions sont les mêmes. Nous avons, toi et moi, signé, à la veille de la guerre du Golfe, la même pétition. J'ai soutenu Gille Perrault avec plus de mérite que toi, car il n'est pas mon ami. Il a écrit sur moi quelques petites phrases très basses dans son hagiographie de Curiel, un homme que je combattais politiquement depuis longtemps car il était pour moi un pur stalinien. Je n'ai donc soutenu que l'appel de Perrault au sabotage de l'effort militaire [contre l'Irak]. Tu sembles souhaiter que je ne me mêle plus de ce que tu appelles très improprement la "secte révisionniste". Cela pourrait bien arriver parce que j'ai mille autres choses à faire. Mais, dans ce cas, et tu y peux peut-être quelque chose, il faut attendre le jour où la répression judiciaire

s'arrêtera, où le droit à la liberté de pensée et d'expression sera concrètement reconnu dans cette affaire.

Il se pourrait, bien sûr, que cette lettre soulève dans ton esprit quelques objections. J'attends donc de connaître tes réactions et je reste évidemment à ta disposition pour poursuivre ce dialogue.

Bien à toi.

Marcel-Francis Kahn à Serge Thion

(sans date, reçue le 13 juillet 1991)

J'ai longuement hésité à répondre à ta lettre. En raison essentiellement de la lecture de la publication que tu fais en compagnie de "quelques amis" courageusement anonymes, publication que tu me fais envoyer (9). Elle illustre parfaitement la dérive antisémite rampante à laquelle sont poussés certains au nom de la défense justifiée des Palestiniens.

Parmi les stéréotypes les plus caractéristiques, l'introduction par les Juifs de l'intolérance religieuse dans le monde gréco-romain, le temps où les "héritiers du "Génocide" (avec des guillemets) ou de l'"Holocauste" (mêmes guillemets) révèlent au monde entier leur véritable nature de "génocideurs", de massacreurs de femmes et d'enfants". L'alliance de la secte révisionniste, des lepéniens cachés (Le Pen : un homme qui reste dans le "cadre démocratique", merci pour les Torturés algériens, face à Sharon, vrai "nazi". Pour moi, je les mets dans le même sac, pas toi apparemment.) Pauvres malheureux. Tu devrais savoir que le racisme ne se partage pas. Relis Notin, dont tu ne m'as pas parlé dans ta lettre. Tu es aussi concerné que moi ? Et dernière remarque à propos de ta publication – peut-être le plus significatif. Pas un mot sur les Juifs israéliens qui luttent courageusement en Israël même contre la politique insensée de leurs dirigeants. Après tout, la plus grande manifestation contre Sabra et Chatila a eu lieu à Tel-Aviv, et Abie Nathan, passé récemment à Paris, n'a pas peur, *lui*, d'aller en taule pour défendre ses idées.

Cela me ramène à ta lettre et j'y répondrai point par point. Tu redoutes, dis-tu, que la loi sur la négation du génocide puisse viser tes mises au point et tes réponses aux arguments de Pierre Vidal-Naquet. Mais tu avais largement le temps depuis 1980, date de ton livre. L'exemplaire que j'ai acheté à la Vieille Taupe est une réimpression, ce n'est pas le tirage originel. Quant au courage de Pierre Vidal-Naquet – qui lui reconnaît maintenant s'être trompé dans son appréciation de la guerre du Golfe et le fait savoir, ce que tu en dis serait risible si ce n'était pas odieux! Peur de Lanzmann ? D'autre chose ? Les rédacteurs anonymes de la *Gazette du Golfe et des banlieues* sont mal placés pour donner des leçons. Et justement, à propos de publication, tu me proposes tes réponses – confidentielles – à son livre. Je serai curieux de lire ce que tu as écrit à propos des écrits de Kremer et de sa lecture rigoureuse du texte. J'ai fait sept ans d'allemand et le comprends. Ce passage – absolument capital – est

irréfutable. Et il m'amène à te donner quelques détails sur les témoignages de survivants que j'évoquais incidemment dans ma première lettre.

Il y a trois ans, un vieux médecin le Dr. H., mort depuis mais que je connaissais depuis plus de vingt ans, a fini par me raconter son extraordinaire expérience dont il ne m'avait jamais parlé avant. Déporté à Auschwitz, il était déjà radiologue confirmé. A ce titre, il fut repéré par Mengele qui l'utilisa pour radiographier les pièces anatomiques de ses expériences. Une semaine où Mengele était allé à Berlin pour je ne sais quoi, le Dr. H. fut gravement atteint, du typhus je crois. Il fut sélectionné par le médecin SS avec les autres malades graves du Revier, fut jeté dans un camion avec eux et mené à la chambre à gaz qu'il a vue! Par "miracle", Mengele revint à ce moment-là avec des pièces anatomiques inédites qu'il voulut faire radiographier. Il demanda où était le Dr. H. On le lui dit. Il se précipita pour "récupérer" "son" radiologue au moment où on allait le jeter (il ne tenait pas sur ses jambes) dans la chambre à gaz. Et le Dr. H. fut ainsi sauvé. Pourquoi ne l'a-t-il pas raconté publiquement ? Pour une raison évidente que tu évoques et que j'ai souvent perçue chez les survivants qui durent à des postes difficilement avouables leur survie. Je ne leur jette pas la pierre l'instinct de survie fait faire beaucoup de choses.

Je sais très bien que comme pour Faurisson, tout témoignage, toute preuve écrite qui ne va pas dans ton sens est, par principe faux, trafiqué ou très suspect (10). Alors que le "témoignage" de Rassinier (je l'ai lu) est irréfutable, alors qu'il n'a connu que les camps terribles mais non d'extermination type Treblinka, Sobibor, etc.

A ce propos, ta lettre reste silencieuse – et pour cause – sur un point fondamental que je soulevais dans la mienne et que PierreVidal-Naquet avait déjà évoqué. Tu dis – sans la moindre preuve – qu'il n'y avait aucune raison pour que les Nazis fassent sauter les chambres d'extermination massive lors de leur retraite. Cette évacuation des camps de Pologne eut lieu tard dans la guerre. A ce moment-là, oui, il est connu que pour beaucoup de Nazis, même dirigeants, les carottes étaient cuites et la peur d'un jugement s'installait. Mais venons-en au point principal – OÙ ÉTAIENT LA NURSERY, LE JARDIN D'ENFANTS ? Où sont passés les nourrissons et les nouveaux-nés de Treblinka et de Birkenau ? Qui les a situées et décrites ? Où ont été les quatre enfants immédiatement disparus après la sélection dont je te parle dans ma première lettre ? La réponse est malheureusement simple et même aveuglante, mais j'attends avec curiosité la réponse – précise –que tu vas – enfin – faire à cette terrible interrogation. Bien sûr, il ne faudra pas torturer les écrits pour me répondre. Quand tu dis que dans son livre, Laqueur "commence par montrer que tout le monde savait", c'est une distorsion tout à fait scandaleuse (voir par exemple page 14 et 18). Il y a eu fin 42, par quelques évadés notamment, des informations qui ont filtré, mais avant, tant à Drancy que dans les ghettos polonais, on ne savait pas.

Dans l'exemple précis de ma femme, c'est fin 42 que sa famille a commencé à comprendre ce qu'était Treblinka. Crois-tu que des parents font prendre de gaieté de cœur à une fille de 16 ans le risque de traverser le mur du ghetto de

Varsovie et de tenter seule de survivre du côté polonais sans raison sérieuse ? Comment voit-on dans le livre de Ringelbum que les "rumeurs" n'étaient pas sérieuses ? Quel(s) passage(s) te fait croire que Ringelbum n'a pas su ? Que Abraham Lewin (Plon 1990), que les privilégiés par passeports neutres qui passèrent par l'hôtel Polski (Schocken Books, New York, 1982, par A. Shilman) ne savaient pas en 1941-1943, pas avant.

Passons à d'autres incohérences de ta lettre : page 2, tu vantes "l'administration allemande qui rendait compte à chaque instant". Dont les archives gardent la trace de tout (Va donc y voir si tu trouves la trace des quatre enfants que j'évoquais plus haut). Mais page 6, ce n'est plus une machine bureaucratique froidement rationnelle, mais un "bordel", une "irrationalité terrible". Pourquoi alors cette planification méticuleuse des trains, prioritaires même sur les convois militaires ? Pourquoi avoir fait partir de Drancy, en août 44, le dernier train de déportés ? Pourquoi, d'ailleurs, s'être encombrés d'enfants, de vieillards et d'impotents dans les trains vers la Pologne si ce n'était pour les massacrer tous ? Si ç'avait été seulement pour envoyer des travailleurs pour les usines et les tranchées antichars, pourquoi les autres, pourquoi les enfants d'Izieu ? Penses-tu sérieusement que ce soit pour favoriser le "regroupement des familles", comme on dit maintenant ? Là aussi, il faut répondre!

Autre contradiction dont tu ne t'aperçois même pas toi-même! Il y a peut-être eu des gens pour dire ou écrire qu'on tuait à Treblinka par la vapeur, l'électricité ou des pompes à vide. Je ne connais pas les sources "sérieuses" (références ?) qui l'ont dit. Je constate seulement qu'aucun des livres sérieux que je connais (les français, Hilberg, Vidal-Naquet) ne retient ou même ne cite ces moyens de massacre de masse. Ce qui prouve précisément qu'il a été possible de faire le tri entre l'erreur, l'affabulation et la vérité.

Venons-en aux gaz. Ta plaisanterie sur les chambres à poudre, s'agissant d'Auschwitz ou du Viêt-Nam est bien mal venue. Quant à réfuter (contre une multitude de sources scientifiques que tu trouveras dans tous les livres de toxicologie) la possibilité de tuer une masse de gens par les gaz d'échappement de moteur par la lettre d'un anonyme expert des laboratoires de la police (!) adressée à Faurisson, et même si tu avoues me donner cela sans garantie, cela prouve seulement l'acharnement que tu mets à contester les données les plus établies. Une étude solide, dis-tu ? Il y a longtemps que c'est fait, même hélas, par les faits divers (suicides en voiture, incendies de bâtiments étendus). Je relève que tu admets (du bout des lèvres) la possibilité que cette méthode pourrait être la "meilleure" et la moins coûteuse.

Mais continuons à propos du Zyklon B. Comme le CS, il pouvait se présenter sous forme de galettes solides avant dispersion. Mais tu pourrais te demander comment des galettes solides pouvaient être utilisées comme insecticides. Je ne connais pas d'insecticide agissant ainsi sauf la naphtaline pour écarter les mites. En fait, ce qui rend très vraisemblable l'utilisation en poudre du Zyklon B, c'est qu'une fois la poudre inhalée (donc à 37 degrés centigrades) elle se sublimait (c'est le terme technique) en gaz mortel. Mais à l'air libre, cela restait une poudre facile à nettoyer au jet d'eau (d'où, peut-être, à mon avis, l'idée des douches qui avaient le double avantage d'égarer les gens sur la destination de

la pièce et de permettre un nettoyage rapide et une évacuation des corps sans danger pour ceux qui la pratiquaient). Je maintiens donc, y compris en utilisant tes propres données, que cela n'a rien à voir avec les vapeurs cyanhydriques utilisées dans les chambres à gaz d'exécution aux États-Unis. Cela dit, je te rappelle que sur les éléments précis dont je dispose, je ne suis sûr que des exécutions massives par gaz d'échappement, ce qui, comme tu le reconnais, suffisait largement à obtenir un rendement criminel à la hauteur de ce qu'espéraient les bourreaux.

Il y a encore d'autres manipulations de la réalité historique dans ta lettre. Par exemple de citer une (ou quelques) exceptions au fait que la quasi totalité des dirigeants des *Judenrat* ou de leur équivalent en Europe occidentale ont été massacrés. Est-il honnête de citer un Kästner et d'oublier tous les autres, y compris les dirigeants juifs français de l'UGIF liquidés avec toute leur famille ? Cet exemple précis est très significatif de ta méthode qui consiste à trouver à tout prix le détail imprécis ou l'exception qui justifie la règle, en le transformant en exemple a contrario.

Concluons. Si je te suis, je devrais te remercier toi et tes amis (A propos, que pense de tout cela Gaby Cohn-Bendit auquel tu peux communiquer mes lettres) d'avoir créé un révisionnisme de gauche (ou d'ultragauche), contre-feu vertueux du révisionnisme de droite qui s'en sert comme arme politique (pourquoi, d'ailleurs ? Peux-tu me le dire ?) Ne vois-tu pas que, dans les pays de l'Est, par exemple en Roumanie, une étrange alliance se noue entre les survivants et les continuateurs de la Garde de Fer et les résidus du stalinisme et de Ceausescu ? Ne perçois-tu pas le même langage chez tes amis et ceux de Notin (dont je te rappelle que la Vieille Taupe distribue les écrits en prime à ceux qui achètent ton livre!!) ?

Peux-tu en tout cas reconnaître à quelqu'un comme moi le droit (et le devoir) de percevoir mieux que d'autres chaque relent d'antisémitisme comme je te reconnais le droit de percevoir mieux que moi une autre forme de racisme (on l'a connu pendant les guerres du Viêt-Nam) qui te touche plus spécifiquement.

J'ai accepté, tu le vois, la discussion (et je peux témoigner que Pierre Vidal-Naquet ne m'a "imposé" nulle consigne de boycott vis-à-vis de toi même s'il reste fort sceptique sur l'utilité de ce dialogue ou l'absence de réponse que tu as faites (ou plutôt non faites) aux précisions que contient son livre).

Les événements se précipitent, tant en France qu'au dehors. Il me reste une parcelle d'espoir de te faire comprendre où mènent les positions faurissoniennes et l'activité de ceux qui les exploitent.

Cet espoir ténu doit-il se nourrir de ce que tu me dis et des mille choses à faire qui pourraient te pousser à ne plus te mêler à ce que je continuerai d'appeler la secte révisionniste ?

La publication que tu m'adresses et que j'évoque au début de cette lettre m'en fait douter.

Bien à toi.

PS 1. La question centrale de la guerre et du régime nazi a été, dis-tu, celle du nationalisme allemand ? Le livre d'histoire le plus toquard et le plus réac disponible oserait à peine risquer une telle interprétation.

2. Que penses-tu de la manipulation faurissonienne faisant déclarer par Chaim Weizmann (dont le titre faux a été corrigé maladroitement sur le pamphlet distribué en Belgique) "la guerre" à l'Allemagne, en 1939, en présentant comme "preuve" un titre du *Daily Express* en 1933 !

27 octobre 1991

Serge Thion à Marcel-Francis Kahn

Je vais donc te répondre en suivant la lecture de ta deuxième lettre, point par point, autant que possible. S'il y a un peu de désordre dans tout cela, je n'y suis pour rien. Par exemple, pour répondre à ma lettre, tu commences par attaquer la *Gazette du Golfe et des banlieues*, que je t'ai fait envoyer, pour que tu sois au courant des positions qui sont les miennes aujourd'hui. Cela me paraissait utile dans la mesure où la presse n'hésite généralement pas à écrire que des gens comme moi sont "passés" à l'extrême-droite tandis que je me suis toujours situé dans une mouvance que certains se plaisent à appeler "ultra-gauche" et que je préférerais nommer "libertaire". Reprocher aux auteurs de la *Gazette* d'être "courageusement anonymes", dans cette époque où la publicité personnelle remplace la pensée et la délation la discussion critique, me paraît assez bas. *La Gazette* ne fait là que suivre une vieille tradition du mouvement révolutionnaire où des millions de publications non-signées témoignent autant du souci d'échapper à la répression étatique que de l'importance plus grande accordée par les auteurs au sens des textes qu'à l'image des signataires. Par conséquent, pour le besoin de cette lettre, et bien que je ne sois pas forcément l'auteur des phrases que tu incrimines, je les prends à mon compte.

Je te ferais d'abord remarquer que la "dérive antisémite rampante" dont tu parles est évidemment le produit, conscient ou inconscient, de cet amalgame si souvent martelé partout qui assimile anti-sionisme et anti-sémitisme. La ficelle est trop grosse pour que j'insiste. Que les défenseurs idéologues d'Israël s'en servent à tout propos, c'est normal; venant de ta part, c'est plus surprenant. Voir un stéréotype (antisémite, je suppose) dans l'affirmation que l'introduction d'un phénomène alors nouveau, inconnu dans le reste du monde antique, à savoir l'intolérance religieuse, doit être attribué aux Juifs antiques, à leur religion monothéiste et aux sectes – en particulier le christianisme – qu'ils ont engendrées, c'est soit ignorer complètement l'histoire, soit inventer un judaïsme idéal, dégagé des contingences de la réalité, à des fins de propagande politique. C'est seulement dans un monde issu de la Bible (composé de Juifs, de chrétiens et de musulmans) qu'au nom d'un dieu unique on a pu massacrer et asservir de si grandes fractions de l'humanité. La lecture de cet intéressant

document nous renseigne parfaitement sur ce point. Je ne saurais trop te la conseiller (11).

Quand à la phrase, assez compliquée, je te le concède, où les guillemets mis autour des mots "Génocide" et "Holocauste" renvoient à ceux qui utilisent ces mots (avec toute la charge politique ou religieuse qu'ils comportent) pour désigner les sinistres événements qui se déroulèrent dans l'Est européen entre 40 et 45 (et que l'on a longtemps qualifiés, après la guerre, de "massacres" ou d'"extermination", avant que la mode – oui, la mode, et les besoins idéologique d'Israël – ne changent les mots, et même le sens desdits mots), le texte dit, en faisant particulièrement référence à la Lettonie, que les mêmes critères de jugement, appliqués à ce qui s'est passé à Sabra et Chatila, devrait entraîner l'emploi de ces mêmes mots, de "génocide" et "holocauste" et que, par conséquent, si on n'emploie pas ces mêmes mots, c'est que l'on fait deux poids deux mesures, que l'on juge que massacrer des femmes et des enfants arabes est moins grave, ou moins important, ou moins significatif, que de massacrer (ou de faire massacrer par des milices indigènes) des femmes et des enfants juifs. Comme je ne crois pas que tu partages ce point de vue, qui est celui des propagandistes et des zélateurs d'Israël, je m'étonne que tu trouves à redire à cette phrase et je ne vois pas du tout comment et par quelle gymnastique tu pourrais lui trouver un sens antisémite puisqu'elle appelle à considérer les hommes comme partout aussi précieux, que ce soit en Lettonie ou au Liban, et à condamner ceux qui les font massacrer, qu'ils appartiennent à la *Reichswehr* ou à *Tsahal.*

Quant à Sharon et à Le Pen, je ne verrais aucun inconvénient à les fourrer dans le même sac, comme tu dis, non pas qu'ils soient dans la même situation, l'un est au pouvoir depuis longtemps, l'autre n'y a jamais été, mais parce que leurs philosophies premières ne sont sans doute pas très éloignées l'une de l'autre et que Le Pen pendant longtemps s'est donné pour un grand admirateur de l'armée israélienne (dont il a d'ailleurs publié les chants de marche dans sa maison de disques). Dire qu'actuellement Le Pen se situe dans un "cadre démocratique" est simplement constater un fait. Je remarque d'ailleurs que ses positions sur la présence des étrangers en France sont à peu près partagées maintenant par les forces dites démocratiques dans ce pays, y compris les socialistes et les communistes, dont un tract récent, diffusé à 5 millions d'exemplaires, reprend pour l'essentiel la rhétorique de Le Pen (12). Mais, comme tu peux le supposer, je n'ai pas pour cette démocratie-là, celle où nous vivons, une estime très haute. (En ce qui concerne les torturés algériens, il l'ont été, non pas par des Le Pen fascisants se livrant de leur propre chef à leurs penchants idéologiques, mais par des officiers de la République, agissant sur ordre des autorités civiles démocratiquement élues, dont M. Mitterrand, ministre des gouvernements qui ordonnaient et couvraient ces pratiques. Je veux bien condamner Le Pen mais je voudrais que l'on juge d'abord ses supérieurs, d'accord ?)

Le racisme ne se partage pas, dis-tu. Je ne sais pas très bien ce que tu entends par-là, mais en tout cas mes voyages à travers le monde m'ont convaincu que le racisme est absolument universel, que les stéréotypes sont présents partout et qu'il est peut-être même inconcevable qu'une société humaine réelle puisse

jamais s'en affranchir. Je crois malheureusement que l'antiracisme d'aujourd'hui, en France, est un brouillard idéologique produit par le régime pour cacher son désir de ne pas toucher aux inégalités sociales et que beaucoup de gens sont tombé dans ce piège assez grossier.

Pour Notin, si je n'ai rien répondu dans ma première lettre, c'est que ses écrits, ou en tout cas l'article que j'ai lu, ne me disent rien. Dans les idées que je ne partage pas, certaines me paraissent intéressantes et d'autres non. Je ne l'aurais pas lu s'il n'y avait pas eu d'"affaire Notin". Et dans cette histoire, l'attitude des intellectuels qui se disent "défenseurs de la liberté de pensée" a été encore une fois lamentable. On a persécuté cet homme pour ses idées (qui ne sont, encore une fois, pas du tout les miennes), son avocat a été exclu du MRAP parce qu'il prenait sa défense au nom de principes qui ont d'ailleurs été jugés valables par la plus haute instance universitaire. En attendant, la persécution a bien eu lieu. Puis-je te demander ce que tu as fait pour défendre les droits de Notin ? (Référence, la phrase célèbre : je combattrai vos idées jusqu'au bout mais je lutterai pour que vous ayez le droit de les exprimer...) Et si tu n'as rien fait, penses-tu que nous devons priver nos ennemis politiques de leurs droits, les emprisonner et, pourquoi pas ? les exécuter ?

Enfin, pour clore le chapitre *Gazette*, tu lui reproches de ne pas parler des Israéliens qui luttent contre la politique de leur gouvernement. Nous n'avons parlé, il est vrai, et brièvement, que de la fraction, importante, de la minuscule gauche israélienne, qui, pendant la guerre du Golfe, s'est ralliée à Shamir. Les autres, nous les connaissons, nous avons longuement cité Israël Shahak, nous avons des contacts avec eux, nous en parlerons certainement. Mais sur l'échiquier politique israélien, ils représentent peu de chose, malheureusement, et ce n'est pas la première urgence. Il y a mille autres sujets que la *Gazette* n'a pas encore abordés et nous n'avons sorti que six numéros. Un peu de patience. Si tu te sens l'envie d'écrire sur ce sujet, anonymement bien sûr, c'est notre règle, nous serions ravis de te publier. Un mot enfin sur Abie Nathan. L'homme est admirable, mais je ne partage pas son idéalisme (13). Tu as l'air, en soulignant le fait qu'il est prêt à aller en taule pour défendre ses idées, de me dire que je devrais faire de même. Je te ferais remarquer qu'une bonne partie de cette minuscule gauche israélienne se dépêche de laisser tomber Abie Nathan et que la prison a un sens s'il y a un mouvement de soutien au dehors. Et si moi je vais en prison, qui organisera un comité de soutien pour m'en faire sortir ? Est-ce toi ? Qui a protesté quand Joxe a fait interdire les *Annales d'histoire révisionniste* ? Ça ne coûte pas grand chose de conseiller à ceux qui luttent pour leurs idées d'aller en prison les défendre quand on ne risque rien soi-même. Quand les intellectuels démissionnent et se rangent du côté de la répression, que conseilles-tu de faire ?

Tu t'étonnes de ce que la loi m'empêche de publier certaines choses qui auraient pu être publiées avant qu'elle ne soit votée. Je pourrais tout simplement te dire qu'il était difficile de prévoir avec certitude qu'une loi aussi monstrueusement attentatoire à la liberté d'expression serait votée et à quelle date. Elle mijotait depuis longtemps mais elle n'a dû de venir à l'existence législative qu'à un sordide marchandage parlementaire avec les communistes pour sauver le gouvernement Rocard d'une censure qui s'annonçait. Mais il y a

aussi que ce livre comprend tout simplement des textes déjà publiés et d'autres inédits. Même avant la loi, on ne publiait pas si facilement que ça. Je constate au passage que tu n'as pas un mot pour flétrir cette législation et je dois donc en conclure que tu t'accommodes assez facilement de ce type de répression. Ai-je raison ?

En ce qui concerne Vidal-Naquet, je t'envoie les remarques en question, en annexe de cette lettre. Je maintiens qu'il a éprouvé et exprimé des réserves, au début, à la sortie du film *Shoah* (on sait pas mal de choses sur ce film par les naïves révélations de Lanzmann lui-même) et qu'il s'est rallié tardivement à cette entreprise entièrement financée par Israël. Lanzmann est un caractériel violent – je le connais bien – et je ne m'explique le revirement de Vidal-Naquet que par la peur du scandale et des coups dont Lanzmann est un généreux dispensateur. Mais tu as peut-être une meilleure explication.

Quant au "courage" de Vidal-Naquet qui aurait reconnu s'être trompé sur la guerre du Golfe, reconnaissance qui n'est point encore parvenu jusqu'à moi mais que je t'accorderais volontiers, elle me fait vraiment rigoler. Voici un individu qui se déclare tout à fait hostile à la guerre et à l'inévitable massacre d'Arabes qu'elle implique, qui, au moment où elle commence, déclare qu'après tout c'est une bonne chose et qu'il faut la gagner (et donc massacrer allègrement lesdits Arabes) et ensuite, si je te suis bien, déplore les faits qu'il a publiquement approuvés. On pourrait se dire qu'on a simplement affaire à un incohérent si l'on ne se souvenait qu'il nous a déjà fait le même coup, à peu près dans les mêmes conditions, en 1967, appelant à soutenir Israël soi-disant menacé par les vilains Arabes, et écrivant dans *Le Monde* un mois plus tard qu'il avait été trompé, qu'Israël n'avait pas été du tout menacé, etc. Je pourrais te donner d'autres exemple de signatures que Vidal-Naquet a données à n'importe quel pétition et qu'il a regrettées ensuite. Nous avons donc affaire à une attitude systématique : approuver le massacre au moment où il se commet, et pleurnicher ensuite en disant qu'on le regrette. Tu appelles ça du courage, moi de l'inconséquence. Quand on est incapable de penser de façon cohérente, on la ferme. Nul n'oblige les "spécialistes" de la Grèce ancienne de parler à tort et à travers de ce qu'ils ne comprennent pas. Il en va de même d'ailleurs sur Auschwitz qui est pour lui une question personnelle, de l'ordre du sentiment intime puisque c'est le lieu, pense-t-il, de la disparition tragique de ses parents. Je respecte ce sentiment mais je suis bien obligé de constater qu'il est incapable de faire le départ entre ce sentiment et l'analyse objective du matériau historique. Je l'ai entendu faire une conférence à Henri-IV l'an passé et j'ai dû constater qu'il a sombré dans la mauvaise foi la plus entière. Pour moi, cette histoire, depuis dix ans, est celle d'un naufrage intellectuel, ponctué d'ailleurs par une Légion d'honneur. Demande-toi comment il l'a méritée...

Quant au *Journal* de Kremer, dont tu dis qu'il est "irréfutable", il n'a fait couler tant d'encre que parce que, justement, sa formulation est ambiguë, ses termes "codés" et qu'il se pose, à l'évidence, et au minimum, une question d'interprétation. Je ne comprends pas comment ce genre de chose peut t'échapper.

J'en viens à l'histoire du Dr. H. Elle ne fournit aucun renseignement précis, telle en tout cas que tu la racontes (et en passant sur le "courageux anonymat " d'une personne décédée), sinon qu'il a "vu" la chambre à gaz, ce qui semble devoir s'interpréter comme la vision d'un bâtiment, régulièrement appelé "Krematorium", au sous-sol duquel se trouve deux grandes salles. (Il y avait plusieurs crématoires, construits sur des plans plus ou moins semblables). La vraie question est de savoir à quoi servaient ces salles et ce qui s'y est réellement passé. "Voir" ces bâtiments et ces salles était donné à tout le monde, à tous les déportés à qui leurs fonctions permettaient de circuler. Par ailleurs, et en tant que médecin tu confirmeras sans doute ce que beaucoup de déportés m'ont dit, les souvenirs, vieux de quarante-trois ans, enregistrés par un homme atteint du typhus et prêt de l'agonie, sont évidemment sujets à caution. Beaucoup de déportés qui sont revenus pour visiter le lieu de leur martyre ont eu beaucoup de mal à faire cadrer leurs souvenirs avec les lieux mêmes. J'ajouterai, comme note finale, que le rôle du Dr. Mengele a énormément évolué, chronologiquement, dans la littérature concentrationnaire, qu'il est assez difficile aujourd'hui de s'y retrouver et que tu trouveras une bonne pierre de touche dans le livre qui rend compte d'un grand procès fait en Angleterre par un médecin polonais, détenu comme le Dr.H., et travaillant comme lui au Revier, pour dissiper les calomnies que ton ami redoutait sans doute et qui expliquent son silence. Je suis comme toi, je ne lui jetterai pas la pierre. Il s'agit d'*Auschwitz en Angleterre – l'Affaire Dering* de L.N. Williams et M. Hill, publié en 1971 chez Calmann-Lévy, qui doit être encore trouvable.

Je n'aurai pas grand chose à répondre à l'argument qui suit quand tu dis que les témoignages ou documents qui ne vont pas dans mon "sens" seraient jugés par moi (ou Faurisson) "par principe" faux, etc. C'est là un argument puéril. Tout enquêteur (c'est le sens originel du mot "histoire") se pose des questions sur la valeur de ses sources. Seuls les croyants s'en dispensent. Quant à Rassinier, qui ne "témoigne" (pour conserver tes guillemets) que sur les camps par où il est passé, j'ai jugé, à l'époque où je l'ai lu, bien avant l'affaire Faurisson, son témoignage si peu "irréfutable" que j'ai éprouvé le besoin, à ce moment-là, de faire le tour de tous les déportés que je connaissais personnellement pour en éprouver les informations. J'ai donc, classiquement, confronté les témoignages. C'est une salubre activité que je ne saurais trop conseiller à ceux qui désirent s'embarquer dans cette galère.

Tu poses ensuite une question, dont tu es bien le premier à juger qu'il s'agit du point principal, sur l'emplacement d'une nursery ou d'un jardin d'enfants. Je n'ai peut-être pas le plan d'Auschwitz entièrement en tête mais il ne me semble pas qu'il ait existé de tels lieux en cet endroit, pas plus d'ailleurs qu'ils n'existent dans les autres camps, nazis, soviétiques et autres, ni à la prison de la Roquette, du temps où elle existait. Dans ces centres de détention où il y a des femmes, il est, me semble-t-il, de pratique générale que les femmes gardent avec elles les enfants en bas âge. Si ta question veut dire : "Est-ce que des enfants ont survécu à Auschwitz ?", la réponse est indubitablement "oui" : en témoignent ceux qui ont été enfants détenus là-bas comme Anne Frank (morte à Bergen-Belsen, après avoir été "sélectionnée" à Auschwitz), Simone Veil, Elie Wiesel, Marek Halter aussi, je crois, et d'autres. Il y a eu des naissances à Auschwitz, comme dans d'autres camps. Mais si tu veux me dire

que tu sais positivement, de façon "aveuglante" (je vois d'ici ce que les lacaniens feraient de cet "aveuglement", de ce caractère "œdipien" au moment où il est question d'enfants...) ce qu'il est advenu de ces quatre enfants, je te dirai que ce savoir est illusoire : ils sont morts, sans doute, mais quand ? où ? Comment peux-tu faire autre chose que des suppositions sur la façon dont les choses se sont passées ? Si tu veux résoudre réellement cette question, il y a une chance en s'adressant à Arolsen, à la Croix-Rouge internationale qui vient, semble-t-il, de recevoir de Moscou l'ensemble, ou peut-être seulement une partie des registres de décès d'Auschwitz. Il n'y a pas, pour le moment, à mon avis, de meilleur moyen pour élucider des cas individuels. Comme tu le sais, par ailleurs, la documentation qui se trouve à Arolsen n'est pas mise à la disposition des chercheurs. Avec ce qu'il y a à Yad Vashem, en Israël, et ailleurs, on pourrait sans doute déterminer avec une grande précision le nombre effectif de disparus, ce qui n'arrangerait peut-être pas tout le monde.

Quant au livre de Laqueur (je ne retrouve pas les "pages" que tu me signales car je n'ai que l'édition anglaise), j'en ai dit quelques mots dans le texte sur Vidal-Naquet; il est bourré de contradictions qui découlent d'une thèse aussi idiote qu'absurde et qui veut nous faire croire qu'il y a eu une sorte de complot des dirigeants alliés pour cacher l'extermination des Juifs en Europe centrale. Laqueur ne voit même pas que sa propre documentation détruit sa thèse. Maintenant, sur l'existence des rumeurs, à l'époque – comme dans toute période de guerre et de censure de l'information – on a mille témoignages. Ringelbum les note au passage, dans son *Journal*. On ne peut pas les tenir pour vraies simplement parce qu'elles ont circulé. Même le plus hostile des historiens anti-révisionnistes sera bien obligé de faire appel à des critères externes pour cautionner telle ou telle rumeur. Où sont passées les "piscines électriques" dont certaines rumeurs nous assurent qu'elles servaient à électrocuter en masse des Juifs ? Les gens sur place ne cherchaient généralement pas à les vérifier. S'ils le pouvaient, ils cherchaient d'abord à se mettre à l'abri. C'est toujours comme ça : on en a eu un bel exemple récemment avec ce que j'appellerais le "carnaval des masques à gaz" en Israël pendant la guerre du Golfe. Tous les services de renseignements, y compris les Israéliens, ayant annoncé avant la guerre que les Irakiens n'avaient pas les moyens techniques d'envoyer des missiles à tête chimique, on savait (et je l'ai écrit tout au début de la guerre) qu'il n'existait aucun risque d'attaque chimique sur Israël. Cette rumeur n'en a pas fait moins de ravages, orchestrée qu'elle était par un gouvernement totalement cynique, qui voyait très bien l'immense profit politique et matériel qu'il allait tirer de ce danger qu'il savait bien totalement imaginaire. Les rumeurs ne sont pas toutes spontanées et mon expérience des pays en guerre me donne à penser qu'elles sont très souvent produites et manipulées par des forces politiques. Leur vérification indépendante s'impose dans tous les cas, et le plus tôt possible.

Quant à mes "incohérences", elles ne sont que le sous-produit de ta lecture partiale. Il n'y a rien d'incohérent à rappeler que l'administration allemande enregistrait tout – et je te répète que les archives sont là, pour l'essentiel inexploitées à ce jour – et que vers la fin de la guerre, elle s'est effondrée sous le poids des bombardements et des défaites militaires, en entraînant des décisions de plus en plus irrationnelles. Tu me demandes de répondre à la

question : "Pourquoi les déportations ?" et tu réponds : "pour les massacrer". Alors la question devient : "Pourquoi les massacrer ailleurs ?" Les Allemands ne se sont pas gênés pour massacrer n'importe où.

En ce qui concerne "le tri entre l'erreur, l'affabulation et la vérité", tu as remarqué toi-même que dans les livres que tu donnes, assez naïvement à mon avis, comme "sérieux", il n'y a pas de mention de ces "moyens de massacre" qui sont pourtant bel et bien cités par des témoins du temps, qu'il n'y a donc aucun moyen de discuter la véracité de ces témoignages puisqu'une partie d'entre eux est simplement passée à la trappe et que les gens "sérieux" s'abstiennent de "discuter les sources" comme ils le feraient s'il s'agissait de l'entrée des Croisés à Constantinople ou de la politique de Cortès dans le Mexique des Aztèques. C'est précisément parce qu'ils n'ont jamais justifié l'abandon, peut-être juste en lui-même, des témoignages douteux (autrement que par des décrets vidalonaquetiens du genre "celui-ci est fiable – celui-là ne l'est pas") qu'il n'ont pas non plus été en mesure de justifier leur élection de la "chambre à gaz", ni même, en réalité, de justifier le besoin, que je crois fantasmatique, d'une "méthode industrielle" pour tuer les gens. Au pire, elle ne se serait appliquée, si tu as raison, que sur une petite fraction des morts civils de cette guerre.

En ce qui concerne la question des gaz d'échappement de moteur, je préférerais effectivement que tu m'indiques des sources scientifiques sur ce que serait un tel procédé à grande échelle (tuer des gens par milliers à la fois) plutôt que de me citer des faits divers qui n'ont aucun rapport, comme des suicides en voiture ou des incendies, qui asphyxient par des émanations d'autres gaz toxiques. Mais la question reste : si c'est si facile, pourquoi le cyanure ?

Mais revenons donc au Zyklon B. Tu es dans un rêve complet parce que tu ignores tout de la question. Tu devrais supposer, pour faire marcher ta théorie de la poudre et du jet d'eau, qu'il existe quelque part un système mécanique qui transforme la galette en poudre volatile, un ventilateur, ou à la rigueur un agent dispersant, comme dans les grenades lacrymogènes, toutes choses dont personne n'a jamais parlé et que tu es bien obligé d'inventer, faute de quoi ta poudre ne bougerait pas plus que la naphtaline. En réalité, il n'y pas de poudre, mais sublimation directe quand la température se situe autour de 25 degrés. Ceux qui utilisent le Zyklon B pour la désinsectisation font chauffer les capsules. Les particules de gaz sont donc si légères qu'ont doit, pour les évacuer, certes laver si on peut, mais surtout pratiquer une très longue aération. Je te signale que des douches ne sont pas un jet d'eau et que personne n'a jamais parlé de laver les corps avant leur évacuation. Tu inventes cette histoire de poudre (c'est ton invention qui justifie ma plaisanterie) pour supprimer le problème de l'évacuation du gaz mortel, qui est forcément une opération dangereuse, soumise à des règles strictes si les utilisateurs ne veulent pas y laisser leur peau. Personne ne pourrait dire que la chose soit impossible, mais il en découlerait des conséquences (sur les procédures, le temps, les rythmes, les quantités, etc.) qui apparaissent comme singulièrement absentes des "témoignages" (que tu sembles ignorer complètement) et qui, pour cette raison même, les rendent aussi suspects que ceux qui nous parlent de "vapeur"

et d'"électricité", eux non plus n'étant pas à rigoureusement parler impossibles, mais supposant d'autres locaux, d'autres installations, d'autres procédures et d'autres conséquences dont on n'a sans doute pas trouvé trace.

Enfin, je trouve que tu tombes dans un révisionnisme inquiétant quand tu dis que, par les éléments dont tu disposes, tu n'es sûr que des gazages aux gaz d'échappement. J'aimerais savoir sur quoi se fonde cette certitude, et sur quoi se fonde l'incertitude dont tu témoignes en ce qui concerne l'usage du Zyklon B. J'espère que tu auras fait part de cette incertitude à mon ancien ami Vidal-Naquet et qu'il aura eu l'heureuse idée de te procurer l'ouvrage immortel de Pressac, que l'on ne vend pas en librairie, où tu trouveras, en matière d'incertitudes sur ce sujet précis, l'équivalent de la pyramide de Chéops. (14)

Tu parles ensuite de ma "méthode" qui consisterait, d'après toi, à trouver des détails imprécis et des exceptions qui confirmeraient la règle. Ma "méthode", en fait, peut apparaître comme scandaleuse car, au lieu de poser une règle et de jeter les exceptions à la poubelle, elle chercherait plutôt à rassembler tous les faits, sans exception, et à chercher les rapports qui existent entre eux. Quand tu dis que "tous les collaborateurs juifs des *Judenraete*" ont été exécutés, tu émets une règle et tu me demandes s'il est honnête de citer une exception. Or ton affirmation est fausse, et il n'y a pas qu'une exception. L'affaire Kästner a soulevé en Israël, aux alentours de 1950, avant et après son assassinat, une immense controverse qui n'est pas encore éteinte, car la politique des *Judenräte* était indissolublement liée à celle des sionistes. Et dans ce petit monde des responsables politiques des communautés juives, il y a eu beaucoup de survivants. En réalité, là comme ailleurs, tu reflètes des lieux communs (ce que j'appellerais la vulgate sioniste, dont tu es la victime même si tu n'es pas sioniste) et tu n'as pas fait le minimum de travail qui t'éviterait de parler sans savoir. La question de l'action (et du sort) des *Judenräte*, liée à la question plus générale de la collaboration et même de la complicité de certains milieux sionistes avec le régime nazi, aujourd'hui au pouvoir en Israël, est terriblement censurée. Peu d'historiens se sont risqués à la traiter et je te rappelle les ennuis énormes que s'est attirés Maurice Rajsfus avec son livre sur l'UGIF.

Comprendre l'histoire n'est pas une mince affaire. Si la chose t'intéresse, il faudrait peut-être abandonner la rhumatologie, où tu n'as sans doute plus rien à prouver, et reprendre tes études d'histoire. Faute de quoi, il vaut mieux être prudent et ne pas trop faire fonds sur une littérature de gare qui a surtout des fonctions idéologiques. Tu me trouveras méchant pour les littérateurs de gare mais il est vrai que je ne prends pas souvent le train.

J'en arrive à ta conclusion. Je ferai d'abord litière de cette histoire du texte de Notin qui t'a été donné à la Vieille Taupe. Au moment où la presse fabriquait une "affaire Notin", la Vieille Taupe était la seule à mettre à la disposition du public l'élément de base, soigneusement expurgé de toute la presse, à savoir le texte incriminé. C'est de l'information élémentaire. La Vieille Taupe ignore et ne diffuse pas les autres écrits, s'il y en a, de Notin. Elle a fait de même quand a éclaté l'affaire Roques et comme elle était la seule, à l'époque, à diffuser le texte incriminé, elle a pu établir très facilement que les journalistes parlaient

tous d'un texte qu'ils n'avaient pas lu. On ne peut trouver cette pratique scandaleuse que si l'on se déclare partisan de condamner les écrits sans les avoir lus.

Pour le reste, et en particulier ce qui se passe à l'Est, je vois surtout qu'il y aura, là aussi, besoin de révisionnisme, aussi bien pour l'histoire racontée par les staliniens, que pour celle qui vient des nationalistes et des anticommunistes. C'est en manipulant l'histoire qu'on justifie habituellement les massacres. Pour l'instant, il s'agit d'abord de Serbes et de Croates mais je ne doute pas que l'incendie s'étende. Quant aux Juifs des pays de l'Est, je ne vois nulle raison de les abstraire d'un jeu politique qui les englobe ou d'une histoire où ils ont pris aussi leurs responsabilités. Toutes les populations de l'Est ont manifestement de vieux comptes à régler les unes avec les autres et, dans le chaos qui se prépare, je ne vois pas de raison d'accorder une impunité particulière à un groupe ou à un autre. Mon sentiment est que s'ils passent à la violence politique, comme en Yougoslavie, ils seront tous victimes. (Accessoirement, je te signale que ceux qui, en Roumanie, ont fait alliance avec les débris du stalinisme sont, jusqu'à ces jours-ci, les Petre Roman et autre Directeur de la télévision, connus sur place comme Juifs et non comme héritiers de la Garde de Fer.)

Tu me demandes ensuite de te reconnaître une sorte de droit préférentiel à dénoncer l'antisémitisme en échange d'un droit que tu me reconnaîtrais de m'approprier la dénonciation d'un autre racisme qui me toucherait personnellement, par exemple, je suppose, dans la personne de mon épouse (*), d'origine étrangère. Je trouve ta proposition irréfléchie et choquante. Elle mène tout droit à la défense tribale, à la protection prioritaire et préférentielle des "siens", de chacun les siens. C'est exactement ce qu'a dit Le Pen quand il a dit, paraphrasant Montesquieu, qu'il préférait ses sœurs à ses cousines, ses cousines à ses voisines, etc. Pour moi, cette idée justifie tous les délires communautaires, et donc, en fait, tous les affrontements des soi-disant communautés. Si je reconnaissais à un Juif le droit exclusif de défendre les Juifs, cela voudrait dire d'une part que je n'aurais pas à les défendre s'ils étaient menacés, ensuite que je ne pourrais pas critiquer la façon dont ils le font et enfin, qu'en cas de conflit avec ma "communauté", disons esquimaude, ou bouriate-mongole, je la défendrais par principe contre les Juifs. *Right or wrong, my country*. C'est pour moi une pensée monstrueuse, le présupposé qui est à l'origine de tous les massacres collectifs. Je crois en revanche qu'on doit défendre les hommes, quels qu'ils soient, contre l'oppression, quelle qu'elle soit, que les communautés sont des cadres transitoires et que seuls les individus comptent réellement. Nous savons très bien, toi et moi, à quoi sert aujourd'hui la lutte contre l'antisémitisme : à couvrir l'un des pires régimes d'oppression qui soit sur cette planète. Je ne crois pas que tu puisses être systématiquement solidaire de cette entreprise.

Tu termines en disant que tu as accepté la discussion. Moi aussi. Je n'ai pas inventé le fait que Vidal-Naquet écrit partout qu'on ne doit pas discuter avec les révisionnistes, oukase grotesque s'il en fut. On m'a beaucoup bassiné, au début de l'affaire Faurisson, sur le risque de "dérive" vers l'extrême-droite. C'était il y a douze ans. Mes positions politiques n'ont pas, depuis, changé d'un

iota. En revanche, j'en ai vu beaucoup d'autres dériver vers un conservatisme musclé. Alors ce genre de procès d'intention me fait plutôt rire.

Le révisionnisme est là, il travaille, il n'est finalement rien d'autre que l'activité normale de ceux qui, se penchant sur le passé, tentent de le sortir de dessous toutes les couches de discours sédimentaire sous lesquels il est enfoui. C'est même une activité particulièrement normale pour les vieilles taupes.

PS La question soulevée par ton PS2 est reprise dans le texte sur Vidal-Naquet. Quand à ton PS1 et à la question du rôle du nationalisme allemand par rapport à la guerre et au régime nazi, les bras m'en tombent. Je me dis seulement que ce n'est peut-être pas une bonne idée de te suggérer d'abandonner la rhumatologie. Il y a sûrement encore beaucoup à faire dans ce domaine-là.

J'ai joint à cette lettre un extrait du présent volume, un passage du chapitre premier sur la réfutation de Vidal-Naquet.

Je reçus ensuite une lettre dont je ne fis qu'entamer la lecture. Après les premières lignes, je m'interrompis pour expédier la lettre ci-dessous :

15 mars 1992

Serge Thion à Marcel-Francis Kahn

Je ne fais que passer par Paris et je trouve ta lettre du 12 décembre 1991.

Elle débute ainsi : "Il n'est pas réjouissant pour moi de voir quelqu'un avec qui l'on a autrefois partagé des idées et des luttes communes partager le combat et les positions des plus ignobles représentants de l'extrême-droite nazie en France actuellement."

Alors mon vieux, il faut choisir. Ou tu rétractes ces conneries et tu me présentes des excuses, et alors je lirai (à mon retour en juin) le reste de ta lettre, ou tu t'y tiens et je suis bien obligé de constater que tu ne comprends rien à rien, que mes deux précédentes lettres étaient adressées à un âne bâté et je ne vois pas que j'aurais du temps à perdre.

Je ne suis pas ton fantasme. C'est à toi de choisir.

Kahn finalement choisit le silence et le fantasme. Je n'ai jamais fini la lecture de sa lettre. Que pouvais-je en attendre ?

Annexe 6

LES TÉMOIGNAGES AU CAMBODGE

Le livre de Pin Yathai, *L'Utopie meurtrière*, un rescapé du génocide cambodgien témoigne a été rédigé par un certain Lucien Maillard. J'avais noté dans *Khmers rouges!* (p. 19-20) que ce témoignage, sincère le plus souvent, était aussi trompeur. Perdu dans cette tourmente, son point de vue de bourgeois riche lui faisait souvent voir le drame avec les yeux de Marie-Antoinette. Bref, il fallait en prendre et en laisser. Pin Yathai se vengea par un article venimeux (*Libération*, 16 juillet 1982) où, à force de tronquer les citations et de les déformer, il crut pouvoir conclure, en complète opposition à ce que disait le livre, que je voulais "à tout prix absoudre l'idéologie des Khmers rouges" et que j'insultais les morts. Il montrait ainsi le mépris total dans lequel il tenait les faits et les textes, justifiant ainsi *a posteriori* les suspicions que son livre avait semées dans mon esprit.

Je notai aussitôt ceci : Chercher à reconstituer et expliquer ce qui s'est réellement passé vous expose aux absurdités émises par un Pin Yathai : "réhabiliter Pol Pot", "circonstances atténuantes", etc. Il y en a tout un paquet. C'est donc bien l'idée même d'une analyse rationnelle de la tragédie cambodgienne que rejette violemment Pin Yathai. C'est assez inquiétant parce que c'est pourtant le devoir des Cambodgiens aujourd'hui que de comprendre pourquoi et comment tout cela a pu arriver. Pin Yathai est parti sur la route de l'exode, en avril 1975, avec sa famille, ses trois voitures, ses millions de riels, ses milliers de dollars, ses bijoux et, surtout, ses aspirations de bourgeois nanti. Il y a beaucoup de choses qu'il n'était guère préparé à comprendre, en particulier la vie et les aspirations d'une paysannerie singulièrement démunie, matériellement et intellectuellement. Le mépris dans lequel la petite bourgeoisie cambodgienne et sino-cambodgienne tenait la campagne s'est payé dans le sang : c'est un fait que même aujourd'hui elle ne veut pas voir. J'ajouterai que ce mépris, quand il s'est transmué en idéalisation chez les petits bourgeois qui ont "rejoint la révolution" pour y faire carrière, a eu les mêmes effets sanglants sur ceux qui s'étaient convertis en petits cadres khmers rouges, purgés, abattus par milliers, qui ont ainsi payé un lourd tribut à leur propre incompréhension de la réalité sociale.

Comme je passais par Manille, en avril 1983, un diplomate de l'ambassade de France me dit que Pin Yathai était là, qu'il travaillait à la Banque asiatique de développement et me proposa une rencontre. J'aurais volontiers demandé diverses précisions à ce "grand témoin" et s'il était vrai, comme le bruit en courait dans l'émigration cambodgienne, que sa femme, donnée pour morte dans son livre, était finalement arrivée en France, pour y trouver son époux remarié. Mais il se défila et la rencontre n'eut pas lieu. Il faut ajouter que Pin Yathai a publié récemment une version modifiée

de son livre en anglais. Un lecteur curieux pourrait s'amuser à comparer les deux versions successives (*Stay Alive, My Son*, 1987).

D'une manière plus générale, il est assez étonnant de constater que tous les témoignages directs parus à ce jour ont été rédigés par des nègres qui n'ont jamais mis les pieds au Cambodge. Le plus inquiétant, ce sont les témoignages d'enfants déplacés que des mères adoptives en mal d'écriture font parler de manière incontrôlable, alors que ces enfants maîtrisent à peine leur nouvelle langue : Eng Hoa, *Le Vent sauvage*; Gail Sheehy, *L'Enfant khmère*; l'adolescente Teeda But Mam raconte sa vie par la plume de Joan D. Criddle, *To Destroy You is No Loss*; Molyda Szymusiak, *Les Pierres crieront*. On vit cette pauvre fillette apparaître sur Antenne 2, le 4 octobre 1984. Après trois ans en France, elle semblait incapable de formuler une phrase complète. On ne peut rien dire de ces livres car on ne sait pas qui parle. Mais on peut trouver étrange cette façon de "prêter" la parole à des enfants traumatisés. Est-ce le syndrome Anne Frank ?

D'autres livres, plus sérieux, sont aussi nés d'une plume mercenaire : Someth May, *Cambodian Witness*, témoignage retravaillé par Nicola Richards et James Fenton; *The Murderous Revolution*, honnêtement présenté comme étant écrit par un connaisseur de la question, Martin Stuart-Fox "sur la base de l'expérience personnelle de Bunheang Ung". C'est aussi sans doute le cas de Y Phandara, *Retour à Phnom Penh*. C'est aussi celui de Haing Ngor, le médecin qui a joué dans le film *La Déchirure*. Le texte d'*Une odyssée cambodgienne* est dû à Roger Warner. Plutôt que de reprendre sa pratique médicale, Haing Ngor s'est lancé dans une carrière de "témoin professionnel" et de propagandiste d'assez bas étage. Son témoignage est à prendre avec d'autant plus de précaution que le livre se termine par un appel à cotiser à une association dont il est le président. C'est la méthode Martin Gray. Même le très remarquable travail de l'un des très rares témoins occidentaux, *Au delà du ciel* de Laurence Picq, a été "rewrité". Pour les besoins de la recherche, j'ai dû avertir la communauté des chercheurs que le manuscrit original de L. Picq, trois fois plus long que le livre, existe et reste disponible.

Que conclure, sinon que le témoignage direct ne semble un genre littéraire que pour autant qu'il est "réécrit", "retravaillé", taillé, mis en forme par l'édition contemporaine. Il en va de même pour de "grands" témoignages, comme celui de Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao* rédigé par Rudolph Chelminski, ou de Doan Van Toai, *Le Goulag vietnamien*, rédigé par Michel Voirol en français mais, curieusement, par David Chanoff, co-auteur, en anglais. Pour faire un travail sérieux, il faut recouper des centaines, peut-être des milliers de témoignages individuels, échanger ces témoignages entre chercheurs compétents. Les analyses peuvent ainsi tenir sur des fondements plus solides, comme l'ouvrage de Michael Vickery, *Cambodia, 1975-1982*, 1984. Ce genre de travail est loin de toujours recouper les idées reçues.

Annexe 7

VAE VICTIS

Compte-rendu (15) de James BACQUE, *Other losses, An Investigation into the Mass Deaths of German Prisonners at the Hands of the French and Americans After World War II*, Toronto, Stoddard, 1989, XXI-248 p.

Lorsque prend fin la guerre en Europe, le 8 mai 1945, l'histoire de l'horreur de ces temps-là ne s'arrête pas. Dans les jours qui précèdent l'effondrement du Reich, le général commandant en chef des forces alliées du théâtre européen, prend une décision discrète, et même quasiment secrète. Eisenhower en effet décide que les prisonniers de guerre allemands ne seront plus des prisonniers de guerre, et comme tels couverts par les Conventions de Genève, signées en 1929 par les États-Unis, mais du "Personnel ennemi désarmé", qui lui, n'ayant aucun statut légal, n'est pas couvert par les Conventions de Genève, qui font obligation à la Puissance qui détient les prisonniers de les traiter convenablement et de les nourrir comme elle nourrit ses propres hommes de troupe, de leur permettre de recevoir du courrier et des visites du Comité International de la Croix-Rouge, chargé de faire des rapports secrets à la puissance qui détient les prisonniers comme à celle, dite puissance protectrice, dont ils relèvent. Pour plus de sûreté, les Américains décident d'ailleurs à ce moment là, le 9 mai 1945, au lendemain de la reddition allemande, de ne plus reconnaître la Suisse comme représentante de cette puissance protectrice, en lieu et place de l'Allemagne, en vertu du raisonnement suivant : il n'y a plus d'État allemand, c'est le gouvernement militaire allié qui prend sa place. Par rapport aux Conventions de Genève, les Alliés sont donc juge et partie, et parfaitement libres d'appliquer la politique de leur choix.

On aurait tort de penser qu'il s'agit là d'arguties juridiques. Le sort des prisonniers soviétiques pendant la guerre en témoignerait à lui seul. L'URSS n'étant pas signataire des Conventions de Genève, les Allemands étaient libres de traiter les prisonniers soviétiques beaucoup plus durement qu'ils ne le firent avec les prisonniers occidentaux. Ces derniers avaient droit au courrier et, surtout – ce qui a sauvé d'innombrables vies – aux colis envoyés par les familles ou les Croix-Rouges. On sait aussi que les prisonniers soviétiques survivants furent massivement accusés de trahison et déportés en Sibérie après la guerre, en compagnie d'un bon million de prisonniers allemands, eux aussi désormais dépourvus de protection.

Au cours des six premiers mois de 1945, les Alliés firent ainsi des très nombreux prisonniers, dont plus de 5 millions tombèrent aux mains des seuls Américains. Une partie fut libérée assez vite mais plusieurs millions restèrent captifs, soit comme "personnel ennemi désarmé", soit comme "prisonniers de guerre". Le 4 août 1945, ces

derniers furent subrepticement classifiés comme "personnel ennemi désarmé", ce qui permit, sur instruction directe d'Eisenhower, de réduire les rations alimentaires. La ration du soldat américain était de 4.000 calories mais celle des prisonniers de guerre tournait autour de 1.500, ce qui assure juste la survie. (C'est celle, par exemple, des camps de concentration viêtnamiens). La ration du "personnel ennemi désarmé" descendait à 1.000 ou 900 calories. On rassemblait ces prisonniers dans des camps improvisés, habituellement des champs que l'on entourait de barbelés. Il n'y avait pas d'abri. Des directives disent clairement qu'il ne fallait pas leur donner de baraquements. On refusa de donner des tentes, dont l'armée américaine avait des surplus énormes. Pas d'eau ou un peu, rationnée, très peu de nourriture, pas de soins médicaux, aucun travaux d'hygiène. Les prisonniers, qui comprenaient non seulement des soldats, souvent très jeunes, mais aussi des civils, des femmes et des enfants, ont commencé à mourir, surtout de maladies vite provoquées par la sous-alimentation. Ce fut ce que James Bacque appelle les "camps de la mort lente". Ce n'étaient plus les Allemands ou les Japonais, ou le Goulag, c'étaient les Américains, appliquant le même méthode de base : la faim. Ce n'est pas sans raison que le général Patton jugeait que le général Eisenhower appliquait aux Allemands "les méthodes de la Gestapo" (p. 143).

C'est un peu par hasard que l'auteur, le Canadien James Bacque, est tombé sur ce problème. Quand il a commencé à fouiller la question, il s'est aperçu qu'un épais voile de propagande mensongère avait recouvert depuis le début une sinistre réalité : les Américains, et les Français qui avaient réclamé aux Américains la livraison de centaines de milliers de prisonniers de guerre à titre de réparation, avaient si mal traités ces prisonniers qu'ils avaient péri en masse. Sept à huit cent mille morts peut-être, ou même davantage. Il semble impossible de parvenir à des chiffres sûrs. Une bonne partie des documents ont disparus ou sont introuvables. L'auteur a fouillé les archives politiques aux États-Unis, il a sondé les archives militaires françaises au fort de Vincennes et les archives fédérales à Coblence. Avec des documents très disparates, il conduit des calculs très compliqués sur la valeur desquels je me sens incapable de prononcer une opinion. Mais il n'est nul besoin de s'attarder sur les chiffres pour voir aussi bien d'après les décisions politiques du gouvernement militaire américain que d'après les témoignages des internés allemands ou des rapports d'un délégué du CICR, ou encore de certains Français qui vivaient à proximité des camps, qu'il s'est passé là une catastrophe humaine, parfaitement orchestrée par les responsables alliés, de Gaulle y compris, et généralement acceptée par ceux, dans l'opinion et dans l'armée, qui savaient et qui auraient pu protester. Mais à l'époque, qui aurait parlé pour des prisonniers allemands ? On peut même dire que ces prisonniers étaient innocents puisque tous ceux qui pouvaient être soupçonnés de crimes par les Alliés avaient été au préalable soustraits du nombre de ces prisonniers, et mis dans les camps de concentrations qui venaient de se vider. L'ouvrage de Bacque choisit de ne pas parler de ces détenus soupçonnés de nazisme, ni des prisonniers faits par l'URSS, ni du sort des réfugiés de l'Est. Les victimes là se chiffrèrent en millions. Après la fin des hostilités, rappelons-le. La civilisation avait vaincu la barbarie et le barbare gisant au sol ne méritait à l'évidence que des coups de pied. Nous devons en être fiers.

Le rôle des Français est particulièrement peu reluisant. Ils auraient eu environ 1600 camps répartis entre la France et la zone d'occupation française en Allemagne. Les forces françaises auraient fait 280.000 prisonniers. Les Français auraient demandé

1.700.000 prisonniers à leurs alliés américains, mais le nombre total n'aurait pas dépassé les 800.000. Tous ces chiffres sont imprécis parce que les documents sont peu explicites et que la brochure écrite par le général Buisson, chef du service chargé des prisonniers de l'Axe, Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe (1943-1948), publié en circulation restreinte par le ministère de la Défense nationale en 1948, montre surtout que le général était un "statisticien agile", d'après ce qu'en dit James Bacque. D'après les calculs de l'auteur, le nombre de morts dans ces camps se situe entre 167.000 et 314.000. Il remarque que la question a été soulevée dans la presse française, timidement dans *Le Figaro* des 22 et 29 septembre 1945, par Serge Bromberger, et plus nettement par Jacques Fauvet dans *Le Monde* du 30 sept.-1er octobre 1945. Mais les autorités militaires ont noyé le poisson et la presse a abandonné la question. Les journalistes sont rarement curieux, quoi qu'on en pense. L'auteur consacre d'ailleurs un chapitre entier ("Mythes, mensonges et histoire") à la façon dont cette question a été occultée et recouverte, surtout à usage de l'opinion allemande, d'un mythe fort opportun, au terme duquel tous les prisonniers manquants devaient forcément se trouver aux mains des Soviétiques ou étaient morts en Sibérie. Cette croyance conserve tout son crédit aujourd'hui encore en Allemagne.

Ce livre est un ouvrage pionnier. Il est probable que toutes les archives n'ont pas été mises à contribution. Les archives militaires américaines sont dispersées sur au moins une soixantaine de bases à travers le pays. Les documents déclassifiés le sont au hasard du bon vouloir des autorités, on l'a vu en d'autres circonstances. En France même, il y aurait sûrement encore beaucoup de recherches à faire. Enfin, il faut rappeler que le Comité International de la Croix-Rouge à Genève, qui a fait des inspections à l'époque, au moins dans certains camps, a refusé de communiquer ses rapports à M. Bacque.

"Other Losses", "Autres pertes", est la catégorie statistique mystérieuse où disparurent, non seulement sur le papier, mais aussi dans la réalité, des centaines de milliers d'homme dont le seul crime était d'avoir perdu la guerre, victimes de la basse vengeance des vainqueurs. Pour ceux que cette notion intéresse, cela répond certainement à la définition des crimes contre l'humanité. Nous attendrons avec curiosité de voir qui, parmi les défenseurs patentés des victimes de crimes contre l'humanité, se dressera pour réclamer, quarante-cinq ans après, justice et réparation (16).

Annexe 8

ANTIRACISME, MISÈRE DU SOCIALISME [17)

On disait au siècle dernier que l'antisémitisme était le socialisme des imbéciles. Avant même le siècle prochain, on dira que l'antiracisme était, dans les années 1980, le socialisme des crétins. Les socialistes ne sont arrivés au pouvoir en 1981 qu'après avoir promis de ne toucher à rien, ni à la sacro-sainte constitution qui organise la monarchie élective dans notre pays, ni à la force de frappe et aux gadgets nucléaires, ni à l'alliance qui nous subordonne aux États-Unis. Les mains ainsi liées, les socialistes ont dû aussi, à l'instant même où ils accédaient au pouvoir, renoncer à rien changer dans le social. Conservateurs par choix politique (ou rester dans l'opposition, ou arriver au pouvoir sans moyen de rien changer), ils eurent besoin d'un discours susceptible de rameuter une jeunesse qui attendait du neuf. Alors l'Élysée inventa l'antiracisme : d'une main, on récupérait le vieux sentiment d'égalité et de justice pour tous qu'avaient imposé les luttes ouvrières, et de l'autre on déguisait les problèmes de l'éjection des classes pauvres par la modernisation économique. Certes, ces pauvres n'étaient pas tous des immigrés mais tous les immigrés venant chercher du travail étaient des pauvres. En dénonçant le racisme comme la cause de leur malheur, on dégageait la responsabilité du patronat, de l'État et des classes riches qui jetaient à la poubelle les gens du tiers-monde qu'ils avaient fait venir et dont ils n'avaient plus besoin. Les responsables devenaient les Français, masse indifférenciée, rendue brusquement comptable d'une situation de misère qu'elle n'avait ni voulue ni provoquée. Parti des Minguettes, en 1981, un mouvement animait les jeunes beurs qui ne demandaient qu'une chose : entrer à leur tour dans une société de consommation que leurs pères avaient contribué à édifier. Ce mouvement, on le cajola, on le récupéra en douceur et on lui greffa une tête politique en prélevant l'organe idoine sur l'Union des étudiants juifs de France. C'est ainsi qu'à coups de pub et de millions, Attali, Lang et les autres sbires de l'Élysée ont construit SOS-Racisme, interface et porte-parole du pouvoir vis-à-vis des jeunes (18). C'est ce miracle élyséen qui a fait de l'antiracisme non seulement le discours officiel de l'État mais le point de référence au soutien apporté à la politique de Mitterrand. Peu importait que cet antiracisme fût vide et incapable de fournir un logement ou un travail à une seule famille d'immigrés; ce qui comptait était de pouvoir accuser de racisme tout ce qui échappait ou s'opposait à l'orthodoxie mitterrandiste. Comme la droite, battue parce que divisée en 1981 et en 1988, ne peut revenir au pouvoir qu'en se réunifiant, l'antiracisme sert de levier entre ses composantes et de moyen de chantage pour la maintenir aussi longtemps que possible déchirée entre sa partie "nationaliste" (et donc suspectée de xénophobie) et sa

partie "républicaine" (indifférente au sort des immigrés mais se cabrant sous l'accusation de "racisme").

Mais les cordes sur lesquelles on tire sans cesse s'usent et finissent pas casser. SOS-Racisme n'est plus qu'une coquille vide. Le discours gouvernemental sonne creux. La culpabilité ne marche plus. Le Front national mord sur tous les électorats. La droite "classique" est en passe de se faire laminer et rien ne dit que l'antiracisme pourra encore longtemps faire recette et servir de digue pour protéger les privilèges acquis par les socialistes. C'est pourquoi certains intellectuels, particulièrement soucieux de remplir leur tâche de chiens de garde du pouvoir en place, se répandent depuis quelques temps pour dire que l'antiracisme est "en crise", qu'il faut en inventer un autre, et d'urgence. Le mensuel juif *Passages*, la Maison des Sciences de l'Homme et la Ville de Créteil ont ainsi organisé, du 5 au 7 juin 1991, un Colloque international sur le racisme pour tâcher de trouver une nouvelle formule magique, avec Elie Wiesel, Laurent Fabius, et "les meilleurs spécialistes du racisme". Aucun immigré n'était bien sûr invité puisque le sort réel des victimes du racisme réel n'intéresse à peu près personne. Il s'agissait de fabriquer de l'idéologie et pour cela il vaut mieux réunir des "spécialistes" plutôt que des travailleurs à la chaîne.

On distribuait aux bienheureux participants un numéro spécial d'*UPVM Informations*, production de l'Université de Paris XII-Val de Marne. Les universitaires ont eu là l'occasion d'un exemplaire florilège de lieux communs. C'est en sanglotant de bonheur que le Président, Daniel Laurent, écrit que l'intelligence "est immédiatement honnête dès lors qu'elle veut assurer la coexistence et le bonheur des communautés humaines", ou qu'un groupe de scientifiques (Dupré, Barlovatz-Meimon, Lemoigne, Bartelly), prenant les hypothèses actuelles sur l'origine de l'homme pour la réalité, sautent à pieds joints dans le travers qu'ils dénoncent chez leurs prédécesseurs : "Leurs arguments scientifiques [racistes] étaient souvent faibles par défaut de connaissance. Les paramètres choisis étaient mauvais mais nos prédécesseurs [étaient] peut-être de bonne foi" (p.5). Autrement dit, la science du début du siècle était raciste, pour les raisons scientifiques de l'époque elle ne l'est plus aujourd'hui, pour des raisons également "scientifiques". Mais qui nous dit ce qu'elle sera demain ? La réalité, c'est que les scientifiques, et ils en fournissent immédiatement la preuve dans ce canard, sont incapables de démêler la science de l'idéologie du moment – toute l'histoire de la science en témoigne – et qu'ils seront donc condamnés par l'avenir comme ils condamnent le passé, et pour les mêmes raisons. Ils feraient donc mieux de retourner à leurs éprouvettes et de ne pas donner aux étudiants le spectacle disgracieux de leurs contorsions politico-médiatiques. Quant à Simone Bonnafous, elle interroge gravement le "discours quotidien" et se demande si dans l'esprit de gens qui distinguent entre "immigrés" et "Français" ne sommeillerait pas "une définition non-dite du "Français", qui inclut la couleur de la peau et la sonorité du patronyme" (p.9). Le fait d'avoir dans la tête une image des Français, comme produit d'une histoire qu'on nous enseigne, nous mènerait insidieusement sur le chemin du racisme : c'est exactement, mais retourné à l'envers, ce que dit Le Pen. Quand à Bernard Herzberg, il remarque que la constitution et diverses lois interdisant la discrimination sur la base de la race donnent à ce concept une existence qu'il souhaite supprimer. Mais la palme de l'ânerie académique revient incontestablement à deux professeurs de droit, J.B Auby et J.J. Israel qui écrivent (p. 13) à propos de la loi nouvelle qui interdit le révisionnisme : "Ne tombons pas dans le piège qui consisterait à croire que le renforcement de la répression est une menace pour la liberté d'expression. Il s'agit au

contraire d'empêcher que les ennemis de la liberté ne revendiquant cette même liberté pour pouvoir mieux y porter atteinte". Ils ont raison : la liberté est trop précieuse pour qu'on la donne à tout le monde, et quelle meilleure façon d'empêcher ses ennemis d'y porter atteinte que de la supprimer ? Les étudiants en droit de Créteil sont donc priés d'écrire leur thèse avec une matraque. Après les inévitables couplets sur l'Allemagne et son régime défunt depuis 45 ans, Suzanne Bloch propose de créer dans les écoles des "cours de morale civique", de renforcer l'encadrement des élèves et de créer un "comité d'éthique", veillant au respect de la déontologie universitaire, programme charmant dont il faut signaler à l'auteur qu'il a déjà été appliqué rigoureusement par les hitlériens en Allemagne.

Le racisme est une absurdité en soi. L'antiracisme est son double.

Annexe 9

POUR CRIMES NON PRESCRITS, OU LES DÉLICES DE LA RÉTROACTIVITÉ.

La Cour de Cassation décide de renvoyer l'affaire Touvier devant la justice. Son argument est que, dans l'affaire de la fusillade de sept otages, le milicien Touvier aurait obéi à la police allemande (Gestapo), organisation déclarée criminelle par le Tribunal militaire international de Nuremberg. Et donc en connivence avec cette organisation, il serait en quelque sorte considéré comme un membre d'icelle. Il tomberait alors sous le coup de la criminalité de la Gestapo déclarée à Nuremberg et serait l'auteur solidaire de ce crime et, on le suppose, de tous les autres crimes contre l'humanité, commis par cette organisation. Or ces crimes ont été, dans les années soixante, déclarés imprescriptibles.

Par conséquent, le milicien français Touvier sera jugé comme Allemand. Il fallait y penser. Toute personne ayant reçu et exécuté un ordre donné par un membre d'une organisation allemande jugée criminelle à Nuremberg (elles le furent presque toutes) est donc un criminel contre l'humanité. Ça ouvre de belles perspectives à la "justice". L'essentiel n'est pas dans cette acrobatie.

Elle n'est possible que par un usage à plusieurs détentes du principe de rétroactivité. En effet, les membres de ces organisations allemandes, par exemple la police, se situaient dans la légalité de l'époque, celle de l'État allemand, reconnue de tous en ce temps-là. On a décrété à Nuremberg qu'elles avaient été criminelles, non pas parce que dans certains cas précis elles auraient violé leur propre légalité, mais par nature. Première rétroactivité. On a ensuite décrété que la nature de cette criminalité était de relever des crimes contre l'humanité, une catégorie de crime qui n'existait pas à l'époque, ni en Allemagne, ni chez les futurs Alliés qui l'ont inventée pendant la guerre. C'est la deuxième rétroactivité. Enfin, dans les années soixante, on a décrété, en Allemagne et plus tard en France, que ces crimes, qui étaient jusque là prescriptibles, ne le seraient plus. Troisième rétroactivité.

Enfin, il a fallu attendre le procès Barbie pour que les tribunaux français donnent une définition un peu précise de ce que l'on entend en France par crime contre l'humanité, pour les appliquer aux événements de cette période. Quatrième rétroactivité.

Tout cela est bel et bon. Mais pourquoi faut-il qu'un système où l'on modifie les règles du jeu quand la partie a fini d'être jouée s'appelle une loi ?

En réalité, ce genre de tripotage est interdit par la Constitution qui, dans son préambule, a repris la Déclaration des droits de l'homme qui interdit, dans ses premiers paragraphes, de faire des lois rétroactives. Juger un homme dans le cadre de lois qui n'existaient pas au moment où il a commis ses forfaits est une contradiction avec l'idée de Droit.

C'est le monde où nous vivons. Cela ne semble choquer personne, et surtout pas les juristes qui donnent ainsi la mesure du mépris dans lequel ils tiennent les principes de l'application desquels ils tirent leur pitance quotidienne. Je suppose qu'il faut considérer cela comme parfait.

Mais si on pense qu'une loi doit s'appliquer à l'avenir plutôt qu'au passé, il convient de se saisir des criminels qui viendraient à commettre des forfaits après sa promulgation. Or, en ce qui concerne les crimes contre l'humanité, j'en tiens un et je veux le dénoncer à la justice. Il s'agit d'un certain Mitterrand François, président de la République de son état. Il vient, au cours d'un voyage en Israël, le 27 novembre 1992, de tenir des propos rapportés par les radios et la télévision. Il a déploré "le martyre" imposé à la population civile irakienne par l'embargo et souhaité qu'il y soit mis fin le plus rapidement possible, en ajoutant que cette fin dépendait du président irakien Saddam Hussein.

C'est là un aveu de taille. En effet, l'embargo a été décidé par différents responsables politiques, au premier rang desquels, pour la France, se situe ledit Mitterrand François. Il reconnaît donc que la décision qu'il a prise consiste à infliger un "martyre" à des civils innocents, des femmes, des enfants, qui meurent privés de médicaments, de nourriture, de soins adéquats. Or dans la définition de la Cour de Cassation au moment du procès Barbie, il a été bien entendu que les crimes contre l'humanité étaient essentiellement ceux qui étaient commis contre des civils, en raison de leur appartenance à un groupe défini, ce qui est bien le cas des citoyens irakiens "en tant que tels". La commission d'un tel crime, ne peut pas se justifier par des raisons politiques, qui n'ont pas été retenues pour les Allemands criminels. Le déplaisir que peut causer la politique de M. Saddam Hussein à l'excellent M. Mitterrand n'est pas un argument recevable en droit et il ne saurait ainsi s'exonérer d'une responsabilité qui lui appartient en propre.

Nous devons donc tous constater que M. Mitterrand François a publiquement reconnu être l'auteur d'un crime contre l'humanité, bien postérieur celui-là à l'énoncé et à la promulgation de la loi qui le réprime, et beaucoup plus massivement sanglant que ceux du milicien Touvier, qu'en conséquence nous sommes requis par la loi de prêter main-forte pour concourir à l'arrestation du criminel afin qu'il soit traduit devant la juridiction compétente, qui, en l'état actuel de notre droit, n'est autre que la Haute Cour, très récemment constituée, et dont l'intéressé à déclaré lui-même il y a un mois, qu'elle devait faire suivre à la justice son cours normal. Et là, il n'y a pas de rétroactivité. A vrai dire, le crime continue de se commettre, jour après jour. Français, encore un effort si vous voulez être républicains...

1er décembre 1992.

Notes des annexes 5 à 9

(1) [Le CS, ou chlorobenzylidène malonitrile, ClC6H4CH=C(CN)2, est le principe actif des gaz lacrymogènes utilisés par les services d'ordre.]

(2) [Voir le petit exercice de prosternation auquel se livre Vidal-Naquet pour obtenir d'entrer dans un lien de vassalité à l'égard de Lanzmann, "Le défi de la Shoah à l'Histoire" (*sic*) dans *Les Temps Modernes* d'octobre 1988.]

(3) [Le Musée de l'Holocauste, qui semble devoir être le musée le plus coûteux du monde, a été inauguré en avril 1993 à Washington downtown. Plusieurs chefs d'État de la nouvelle Europe de l'Est s'y pressaient, dont le croate Franjo Tudjman, connu comme révisionniste. Elie Wiesel en a avalé son nœud papillon.]

(4) [Voir, par exemple, l'ouvrage d'un historien officiel, H. Krausnick.]

(5) [L'analyste qui les a publiées, Dino Brugioni, n'est pas un amateur. Il a été photographe pendant la seconde guerre mondiale sur les avions de la 12e US Airforce en Italie et engagé à la CIA en 1948. Il a fait partie de la petite équipe chargée d'analyser les clichés rapportés par les fameux avions espions U-2. Il a observé les débuts de la construction, par les Français, de l'usine secrète d'armement nucléaire israélien à Dimona.

Dans un article écrit dix ans après la publication des photos d'Auschwitz, et intitulé "la serendipité de la reconnaissance aérienne", où "serendipité" est en fait un mot anglais qui se traduit par "don de faire par hasard des découvertes heureuses", il explique l'interdépendance qui existe entre l'image apportée par l'avion (ou le satellite) et les renseignements de source humaine, provenant du terrain, qui permettent de comprendre ce que montrent les clichés. Lorsque son supérieur direct, Arthur Lundahl a présenté, en octobre 1962, au président Kennedy les photos des U-2 montrant les missiles soviétiques installés à Cuba, ce dernier n'a rien vu. Il s'est retourné vers Lundahl et lui a demandé : "Vous êtes sûr de ça ?" (Hersh, p. 50). Brugioni, de son côté, explique que, pendant la guerre, les interprètes de photos étaient débordés par les demandes des militaires et qu'ils manquaient de renseignements sur la vie sociale de l'Allemagne. "Quand on voyait une file de gens près d'un bâtiment, on appelait ça une queue de réfectoire", dit-il pour expliquer que personne n'était en mesure, en pleine offensive alliée en 1944, de regarder ce qui se passait dans le camp d'Auschwitz, ni de le comprendre, car l'objectif militaire était l'usine IG Farben de Monowitz, bombardée le 13 septembre par 96 bombardiers américains. Pour les Alliés, l'objectif était de détruire la capacité de production de carburants et de caoutchouc synthétiques afin d'affaiblir la *Luftwaffe.*

Inversement, exhumant cette trentaine de cliché en 1978, nourris par une littérature pseudo-historique (c'est-à-dire ayant l'allure du travail historique mais dépourvue d'instruments critiques), les analystes de la CIA ont vu ce que les photos ne montrent

pas, les "preuves" de l'extermination massive, induites par leur "documentation". C'est la fable du roi qui est nu. Découvrant ces photos oubliées, que personne n'avait donc analysées sur le moment, il fallait qu'elles viennent appuyer une vision historique répandue par les media. Trente-quatre ans plus tard, il était impossible à ces professionnels de se demander simplement ce qu'ils avaient sous les yeux.

Un géologue canadien, habitué à l'analyse des photos aériennes, a étudié les copies de négatifs déposés aux archives américaines. Il pense pouvoir conclure qu'elles ont été retouchées (Voir John C. Ball, *Air Photo Evidence*). On se demande pourquoi ce ne sont pas les originaux qui ont été déposés aux archives à Alexandria, Virginie. Dans tous les cas, retouchés ou non, ces clichés détruisent la version canonique qui a cours officiel aujourd'hui.]

(6) [Au comité directeur duquel siégeaient Sartre, Beauvoir, Chaliand, Boudarel, Gisèle Halimi, Minkowski, Laurent Schwartz, M.-F. Kahn et d'autres.]

(7) [A vrai dire, il eût suffi d'enfermer les gens dans un local étanche. Nul besoin de principe toxique, le CO_2 de la respiration aurait suffi à lui-même.]

(8) [Il est malheureusement indubitable que l'opposition sourde mais profonde entre la conception française et la conception allemande de la nation, de ce qu'elle englobe et de ce qu'elle rejette, est à la source du drame yougoslave. Si l'Europe avait pu s'unir sur une idée précise de la façon de remanier l'ensemble yougoslave, cette atroce guerre civile aurait pu être évitée. Elle l'a au contraire déclenchée et alimentée. L'avenir même de la construction européenne restera opaque tant que la question du nationalisme allemand ne sera pas résolue au fond, aussi bien dans la conception que les Allemands pourront s'en faire par eux-mêmes que dans l'acceptation qu'en donneront ou non leurs partenaires européens. Nous en sommes encore très loin parce que le problème ne pouvait commencer à se poser qu'après la réunification en 1990.]

(9) [Il s'agit de la *Gazette du Golfe et des banlieues*, à laquelle j'ai activement collaboré.]

(10) Les témoins de Lanzmann sont "inondés d'alcool" dis-tu. Étais-tu présent ? As-tu le résultat d'alcooltests ? (Note de M.-F. K.) [L'information vient des témoins eux-mêmes qui ont raconté à des enquêteurs ultérieurs comment Lanzmann les avait fait boire. L'histoire se passe en Pologne, rappelons-le.]

(11) ["Nombreuses seront les victimes de Yahvé", *Is.*, 66:16.]

(12) [Tract intitulé "Immigration. L'Opinion des communistes." Je cite quelques sous-titres : "L'immigration est-elle devenue aujourd'hui un vrai problème ? Notre réponse est OUI.". "La France peut-elle continuer à accueillir de nouveau immigrés ? Non". "N'y a-t-il pas des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial ? Si, il faut les supprimer".]

(13) [Abie Nathan, militant pacifiste israélien, a été plusieurs fois emprisonné pour avoir rencontré à l'extérieur du pays des dirigeants palestiniens, y compris Yasser Arafat. La loi qui permettait de punir de tels contacts doit être abolie en 1993.]

(14) [Car enfin, rappelons-le, il n'a jamais été question de gaz d'échappement à Auschwitz. La "légende noire" dit même que les gaz d'échappement posaient des problèmes que l'usage du Zyklon B devait résoudre. M.-F. Kahn ne se rend probablement pas compte qu'il révoque en doute l'existence des gazages homicides à Auschwitz et qu'il tombe ainsi sous le coup de la loi du 13 juillet 1990.]

(*) [A l'époque de cette lettre, 1991]

(15) Paru dans la *Revue d'histoire révisionniste*, n° 1, 1990, p. 150-154, où il était suivi de la reproduction d'une lettre du délégué du Comité international de la Croix-Rouge et d'un article de Jacques Fauvet, paru dans le *Monde* du 1er octobre 1945 et intitulé "Un prisonnier, même allemand, est un être humain".

[(16) Trois ans après la parution de la traduction française du livre de James Bacque, le silence reste total.]

(17) Tract distribué par la Vieille Taupe en juillet 1991 à Créteil et ailleurs.

(18) [Voir l'édifiant récit d'un des fondateurs, Serge Malik, *Histoire secrète de SOS-Racisme*.]

OUVRAGES CITÉS

AGEE Philip, *Inside the Company, CIA Diary*, Londres, Penguin, 1975.

AINSZTEIN Reuben, *The Warsaw Ghetto Revolt*, New York, Holocaust Library, 1979.

ANTELME Robert, *L'Espèce humaine*, Paris, Gallimard, 1957.

ARENS W., *The Man-Eating Myth*, Oxford, OUP, 1979.

ATTALI Jacques, *L'Ordre cannibale.*

Auschwitz, Varsovie, Interpress, 1978.

Auschwitz vu par les SS, éd. du Musée d'Oswiecim, 1974.

AYCOBERRY Pierre, *La Question nazie, les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979.

BACQUE James, *Other losses, An Investigation into the Mass Deaths of German Prisonners at the Hands of the French and Americans After World War II*, Toronto, Stoddard, 1989.

BAIER Lothar, *Un Allemand né de la dernière guerre*, Bruxelles, Complexe, 1985.

——, *Französische Zustände*, Francfort, Fischer, 1985.

——, *L'Entreprise France*, Paris, Calmann-Lévy.

BALFOUR Michael, *Propaganda in War*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1979.

BALL John C., *Air Photo Evidence, Auschwitz, Treblinka*, etc., Delta (British Columbia, Can.), 1992.

BAR-ZOHAR Michael, *Ben-Gurion*, New York, Adama Books, 1977.

BEAUNE Colette, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985.

BEGIN Menachem, *The Revolt, Story of the Irgun*, New York, Henry Schuman, 1951.

BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, (1942), Paris, Armand Colin, 1949.

BLOY Léon, *Les dernières colonnes de l'Eglise*, Paris, 1903.

——, *Belluaires et porchers*, Paris, 1905, réédité dans *Histoires désobligeantes*, Paris, 10/18, 1983.

——, *Le Pal*, rééd., Thot, Vanves, 1979.

BONAPARTE Marie, *Mythes de guerre*, Paris, PUF, 1950.

BODARD Lucien, *La Guerre d'Indochine*, Paris, Gallimard, 1963-67, cinq volumes.

BORDIGA Amedeo, *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, Paris, Éd. de l'oubli, 1975

——, *Espèce humaine et croûte terrestre*, Paris, Payot, 1978.

BOUDAREL Georges, *Autobiographie*, Paris, J. Bertoin, 1991.

BOUN SOKHA, *La Massue de l'Angkar*, Paris, Marcel Jullian, 1979.

BRAUDEL Fernand, *L'Identité de la France*, Paris, Armand Colin, 2 vol., 1986-87.

BRENNER Lenni, *Zionism in the Age of the Dictators. A Reappraisal*, Westport (Conn.), Lawrence Hill, 1983.

BRILLE Ady, *Les Techniciens de la mort*, Paris, FNDIRP, 2ème éd., 1979.

BRUGIONI Dino A. et POIRIER Robert G., *The Holocaust Revisited: A Retrospective Analysis of the Auschwitz-Birkenau Extermination Complex*, Washington, Central Intelligence Agency, 1979.

BRUGIONI Dino A., "The Serendipity Effect of Aerial Reconnaissance", *Interdisciplinary Science Reviews*, vol. 124, n° 1, 1989.

BUISSON général, *Historique du service des prisonniers de guerre de l'Axe (1943-1948)*, Paris, Ministère de la Défense nationale, 1948.

BUTZ Arthur, *The Hoax of the Twentieth Century*, Southam, Historical Review Press, 1976.

CARMEL Hesi, voir Derogy.

CÉLINE : *Louis Ferdinand Céline*, Cahiers de l'Herne, Paris, rééd. 1972.

CHANOFF David, voir Sharon.

CHELAIN André, *La thèse de Nantes et l'affaire Roques. Avec le texte et les appendices de la thèse soutenue à Nantes le 15 juin 1985 par le Dr Henri Roques : "Les confessions de Kurt Gerstein, étude comparative des différentes versions"*, Paris, Polémiques, 1989, 518 p. (Avec la reproduction des textes originaux de Gerstein.)

CHOME Jules, *L'Ascension de Mobutu*, Paris, Maspero, 1974 (saisi par la justice française)

CHOMSKY Noam, *The Fateful Triangle. The United States, Israel and the Palestinians*, Boston, South End Press, 1983.

——, *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*, Paris, Spartacus, 1984.

CHOMSKY Noam et HERMAN Edward S., *The Political Economy of Human Rights. I – The Washington Connection and Third World Fascism. II – After the Cataclysm*, Boston, South End Press, 1979.

CLARK Ramsay and others, *War Crimes. A Report on United States War Crimes Against Iraq*, Washington, Maisonneuve Press, 1992.

CHOUMOFF Pierre Serge, *Les Chambres à gaz de Mauthausen*, Paris, 1972.

COHEN Kadmi, *L'État D'Israël*, Paris, Kra, 1930.

COHN Werner, *The Hidden Alliance of Noam Chomsky*, New York, Americans for a Safe Israel, 1988.

COHN-BENDIT Jean-Gabriel, *Mon analyse du "Journal de Kremer"*, s.l., 1980, 17 p., reproduit dans *Antimythe*, n. 25.

COPPENRATH Hubert et PRÉVOST Paul, *Grammaire approfondie de la langue tahitienne (ancienne et moderne)*, Bar-le-Duc, 1975.

DAIX Pierre, *La dernière forteresse*.

——, *La Déportation*, Paris, FNDIRP, 1968.

De l'Exploitation dans les camps à l'exploitation des camps (suite et fin), "La Guerre sociale", Paris, mai 1981.

Devant l'Histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi, Paris, Cerf, 1988.

DELCROIX Éric, KARNOOUH Claude, MONTEIL Vincent, TRISTANI Jean-Louis, *Intolérable in tolérance*, Paris, La Différence, 1981.

DEROGY Jacques et CARMEL Hesi, *Israël ultra-secret*, Paris, Laffont, 1989.

DE SEDOUY Alain, voir Harris.

DE ZAYAS Alfred M., *Nemesis at Potsdam. The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans*, rev. ed., Londres, Routledge and Kegan Paul, 1979.

DIDIER Marie, *Contre-visite*, Paris, Gallimard. (Sur les campements tziganes.)

DOYON Jacques, *Les Soldats blancs de Hô Chi Minh. Les transfuges antifascistes et les communistes français dans le camp du Viêt-Minh*, Paris, Fayard, 1973

DUVERGER Christian, *La Fleur létale*, Paris, Seuil, 1979.

EINAUDI Jean-Luc, *Pour l'exemple. L'Affaire Iveton*, Paris, L'Harmattan.

Encyclopédie internationale des sciences et des techniques, Paris, Larousse/Presses de la Cité, 10 vol, 1969.

ENZENSBERGER Hans Magnus, *Culture ou mise en condition ?*, Paris, Julliard, 1985.

——, *L'Allemagne, l'Allemagne entre autres*, Paris, Bourgois, 1970.

EVANS Grant, *The Yellow Rainmakers*, Londres, Verso, 1984.

ÉVRON Boaz, "Les interprétations de l'"Holocauste" : un danger pour le peuple juif", *Revue d'Études palestiniennes*, Paris, n° 2, 1982, p. 36-52.

FALIGOT Roger et KAUFFER Rémi, *Le croissant et la croix gammée, les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, Paris, Albin Michel, 1990.

FARIAS Victor, *Heidegger et le nazisme*, Paris, Verdier, 1987.

FAURISSON Robert, *Mémoire en défense, contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, Paris, La Vieille Taupe, 1980.

——, "Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 1, 1987, p. 137-151.

FINDLEY Paul, *They Dare to Speak Out. People and Institutions Confront Israel's Lobby*, deuxième édition, Chicago, Lawrence Hill, 1989.

FINKIELKRAUT Alain, *La Réprobation d'Israël*, Paris, Denoel-Gonthier, 1983.

FLAPAN Simha, *The Birth of Israel. Myths and Realities*, New York, Pantheon, 1987.

FRANK Anne, *Journal*, Paris, Calmann-Lévy, 1950.

FRESCO Nadine, "Les redresseurs de mort", *Les Temps Modernes*, juin 1980.

——, "Parcours du Ressentiment", *Lignes*, n° 2, 1988, p. 29-72.

GALLO Max, voir Gray.

GENET Jean, *Un Captif amoureux*, Paris, Gallimard, 1986.

GRAY Martin et GALLO Max, *Au nom de tous les miens*, Paris, Laffont, 1971.

GROSSMAN David, *Le Vent jaune*, Paris, Le Seuil.

GROSSMAN Vassili, *L'Enfer de Treblinka*, Paris, Arthaud, 1945.

——, *Vie et destin*, Genève, l'Âge d'Homme, 1980.

GRUSB Edward E., *B'nai B'rith, The Story of A Covenant*, New York, Appleton-century, 1966.

GUILLAUME Pierre, *Droit et histoire*, Paris, La Vieille Taupe, 1986.

HAING NGOR, *Une Odyssée cambodgienne*, Paris, Fixot/Filipacchi, 1988.

HALEVI Ilan, *Question juive, la tribu, la loi, l'espace*, Paris, Minuit, 1981.

——, "Hypocrisies : du bon usage du révisionnisme", *Revue d'études palestiniennes*, 26, 1988, p. 3-12.

HARRIS André et DE SEDOUY Alain, *Juifs et Français*, Paris, Grasset, 1979.

HEGER Heinz, *Les Hommes au triangle rose*, Paris, Persona, 1981. (*Die Männer mit dem rosa Winkel*, Merlin Verlag, 1972).

HEIDEGGER : *Martin Heidegger*, "L'Herne", n° 45, 1983.

——, *Être et temps*, traduction d'Emmanuel Martineau, Authentica, 1985.

HERMAN Edward S., voir Chomsky.

HERSH Seymour M., *The Samson Option, Israel's Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, New York, Random House, 1991.

HILBERG Raul, *The Destruction of the European Jews*, (1961), Chicago, Quadrangle Books, 1967.

HITCHENS Christopher, "The Chorus and Cassandra – what everyone knows about Noam Chomsky", New York, *Grand Street*, automne 1985.

HITLER Adolf, *Tischgesprächen im Führerhauptquartier, 1941-1942*, Suttgart, 1963.

HOCART A. M., *Rois et courtisans*, Paris, Seuil, 1978.

HÖSS Rudolf, *Le Commandant d'Auschwitz parle...*, Paris, Julliard, 1959. (*Kommandant in Auschwitz*, éd. de Martin Broszat, Stuttgart, Deutsche Verlags Anstalt, 1958.)

HOY Claire, voir Ostrovsky.

HUNTER Jane, *Israeli Foreign Policy. South Africa and Central America*, Boston, South End Press, 1987.

IRVING David, *Hitler's War*, New York, Viking Press, 1977.

KARNOOUH Claude, voir Delcroix.

KAUFFER Rémi, voir Faligot.

KOFMAN Sarah, *Paroles suffoquées*, Paris, 1987.

KIERNAN Ben, voir Thion.

KRAUS Karl, *La Littérature démolie*, Paris, Rivages, 1990.

KRAUS Ota et KULKA Erich, eds., *Die Todesfabrik*, Berlin (Est), 1958.

KRAUSNICK Helmut, *Hitlers Einsatzgruppen. Die Truppen des Weltanschauungskrieges 1938-1942*, Francfort, Fischer, 1985.

KRIEGEL Annie, *Réflexions sur les questions juives*, Hachette, 1984.

KULKA Erich, voir Ota Kraus.

LACOUTURE Jean et Simone, *L'Égypte en mouvement*, Paris, Seuil, 1956.

LANZMANN Claude, "De l'holocauste à *Holocauste* ou comment s'en débarrasser", *Les Temps Modernes*, juin 1979.

LAQUEUR Walter Z., *The Terrible Secret*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1980.

——, *Nationalism and Communism in the Middle East*, Londres, 1956.

LAS CASAS Bartolomé de, *Très brève relation de la destruction des Indes*, (1552), Paris, Maspero, 1979.

LEACH Edmund R., *Critique de l'Anthropologie*, Paris, PUF, 1968.

LE CARRÉ John, *The Little Drummer Girl* (fiction), New York, Knopf, 1983.

LESSING Theodor, *La haine de soi – le refus d'être juif*, Paris, Berg, 1990.

LEUCHTER Fred, "Rapport technique sur les présumées chambres à gaz homicides", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 5, 1988, p. 51-102.

LEVINE Michel, *Les Ratonnades d'octobre. Un meurtre collectif à Paris en 1961*, Paris, Ramsay, 1985.

LÉVI-STRAUSS Claude, *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon, 1973.

——, *Le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983.

LILIENTHAL Alfred M., *The Zionist Connection. What Price Peace?* New York, Dodd, Mead and Co, 1978.

MALAPARTE Curzio, *Chapeaux de paille d'Italie,* Paris.

MALIK Serge, *Histoire secrète de SOS-Racisme,* Paris, Albin Michel, 1990.

MARROU Henri-Irénée, *De la connaissance historique,* Paris, Seuil, 1959.

MARTINEAU Emmanuel, voir Heidegger.

MASCOLO Dionys, *Autour d'un effort de mémoire,* Paris, Maurice Nadeau, 1987.

MOMIGLIANO Arnaldo, *Sagesses barbares,* Paris, Maspero, 1979.

MONTEIL Vincent Mansour, *Dossier secret sur Israël – le terrorisme,* Paris, Guy Authier, 1978.

——, Compte-rendu de P. Vidal-Naquet, "Les Assassins de la mémoire", *Revue d'histoire révisionniste,* n° 3, 1990-91, p. 155-167.

Voir aussi Delcroix.

MÜLLER Filip, *Trois ans dans une chambre à gaz d'Auschwitz,* Paris, Pygmalion, 1980.

NASSER Gamal Abdel, *Falsafat ath-Thawra,* Le Caire.

NYISZLI Miklos, *Médecin à Auschwitz,* Julliard, 1961.

NOLTE Ernst, *Das Vergehen der Vergangenheit,* Francfort, Ullstein, 1988.

O'BRIEN Lee, *American Jewish Organizations and Israel,* Washington, Institute for Palestine Studies, 1986.

OSTROVSKY Victor et HOY Claire, *By Way of Deception. The Making and Unmaking of a Mossad Officer,* New York, St Martin's Press, 1990. Traduction médiocre : *Mossad, un agent des services secrets israéliens parle,* Paris, Presses de la Cité, 1990.

PAGET, Sir Reginald, *Manstein, his Campaigns and his Trial,* Londres, Collins, 1951.

PÉAN Pierre, *Les deux bombes,* Paris, Fayard, 1982

——, *Affaires africaines,* Paris, Fayard, 1983.

PERRAULT Gilles, *Un homme à part,* Paris, Barrault, 1984.

PICQ Laurence, *Au delà du ciel,* Paris, Barrault, 1984.

PINTO Jacques, *Journal de Judée*, Paris, Le Seuil, 1989.

PIN YATHAI, *L'Utopie meurtrière*, Paris, Laffont, 1980.

——, *Stay Alive My Son*, New York, Free Press, 1987.

POIRIER Robert G., voir Brugioni.

POLIAKOV Léon, *Bréviaire de la haine* (1951), Paris, Livre de poche, 1974.

POMONTI Jean-Claude et THION Serge, *Des Courtisans aux partisans*, Paris, Gallimard, 1971.

PRESSAC Jean-Claude, "Les "Krematorien" IV et V de Birkenau et leurs chambres à gaz", *Le Monde juif*, n° 107, juillet-septembre 1982, p. 91-131.

——, *Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, New York, The Beate Klarsfeld Foundation, 1989.

PRÉVOST Paul, voir Coppenrath.

RAJSFUS Maurice, *Des Juifs dans la collaboration, l'UGIF, 1941-1944*, Paris, EDI, 1980.

RASSINIER Paul, *Le Mensonge d'Ulysse*, (1950), La Vieille Taupe, 1979.

——, *Le Véritable procès Eichmann*, (1962), La Vieille Taupe, 1983.

——, *Le Drame des Juifs européens,* (1964), La Vieille Taupe, 1984.

RAWICZ Jerzy, éditeur, *Anthologie*, Comité international d'Auschwitz, Varsovie, 1969, plusieurs volumes.

REITLINGER Gerald, *The Final Solution,* (1952), New York, A.S. Barnes, 1961.

REZVANI Serge, *Le Testament amoureux*, Paris, Stock/Hachette, 1981.

RINGELBLUM Emmanuel, *Notes from the Warsaw Ghetto*, New York, Schocken, 1974.

ROQUES Henri, voir sa thèse dans l'ouvrage signé André Chelain.

——, "L'Affaire de la thèse de Nantes", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 1, 1987, p. 165-180.

——, "De l'Affaire Gerstein à l'affaire Roques", *Annales d'histoire révisionniste*, n° 3, 1987, p. 103-125.

RODINSON Maxime, *Peuple juif ou problème juif ?*, Paris, Maspero, 1981.

SANGUINETTI Gianfranco, *Du Terrorisme et de l'État*, Paris, 1980.

SERGE Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, Paris, Le Seuil, 1951.

SFAR Mondher, "Chambre à gaz, enfer sacré de Faust", *Revue d'histoire révisionniste*, n° 1, 1990, p. 38-50.

SHAHAK Israël, "L'Ombre de l'holocauste", *Revue d'Études palestiniennes*, n° 2, 1982, p. 53-63.

SHARON Ariel, avec David CHANOFF, *Mémoires*, Paris, Stock, 1990.

SPERBER Dan, *Le Symbolisme en général*, Paris, Hermann, 1974.

STEINER Jean-François, *Treblinka*, Paris, Fayard, 1966.

STUART-FOX Martin, *The Murderous Revolution*, Chippendale, APCOL, 1985.

SZYMUSIAK Molyda, *Les Pierres crieront*, Paris, La Découverte, 1984.

——, *Témoignages sur Auschwitz*, Paris, Amicale des Déportés d'Auschwitz, 1946.

TAGUIEFF Pierre-André, "La nouvelle judéophobie, Antisionisme, Antiracisme, Anti-impérialisme", *Les Temps Modernes*, n° 520, novembre 1989.

THION Serge, "L'Avenir du Sud-Ouest Africain", *Les Temps Modernes*, n° 231, août 1965, p. 252-268.

——, "Structurologie", *Aléthéia*, n° 4, mai 1966, p. 219-227.

——, "Sur le Pourtour de l'Indonésie", *Les Temps Modernes*, n° 363, octobre 1976, p. 541-572.

——, "Africa: War and Revolution", *Dissent*, New York, printemps 1979.

——, "Despote à vendre", *Les Temps Modernes*, n° spécial "Indochine : Guerre des socialismes, mort des peuples", n° 402, janvier 1980, p. 1254-1268.

——, "L'Ingratitude des crocodiles", *idem*, p. 1283-1323.

——, *Le documensonge de la semaine. Quelques commentaires sur une récente ignominie du "Nouvel Observateur"*, Paris, 1980.

——, *Du bon usage des momies en politique*, Paris, février 1980.

——, *Vérité historique ou vérité politique ? Le dossier de l'affaire Faurisson. La question des chambres à gaz*, Paris, La Vieille Taupe, 1980, 352 p.

——, "Le Cambodge, la presse et ses bêtes noires", *Esprit*, septembre 1980, p. 95-111.

——, "Un délit d'opinion", *Le Monde*, 16 juillet 1981.

——, "Un Agent bien maussade", *Maintenant le communisme*, n° 1, printemps 1991, p. 34-36.

Voir aussi Pomonti.

THION Serge et KIERNAN Ben, *Khmers rouges!* , Paris, Albin Michel, 1981.

TRISTANI Jean-Louis, voir Delcroix.

VEYNE Paul, *L'Inventaire des différences*, Paris, Seuil, 1976

VICKERY Michael, *Cambodia 1975-1982*, Boston, South End Press, 1984.

VIDAL-NAQUET Pierre, *La Torture dans la république*, Paris, Minuit, 1972.

——, "Un Eichmann de papier", *Esprit*, 9, septembre 1980, p. 8-52.

——, *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Paris, Maspero, 1981.

——, *Les Assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987.

——, "Le défi de la Shoah à l'Histoire", *Les Temps Modernes*, n° 507, octobre 1988, p. 62-74.

——, *Vietnam 68, 7 rapports, 8 témoignages*, Paris, Centre international pour la dénonciation des crimes de guerre, 1968.

WEISSBERG Alex, *L'Histoire de Joel Brand*, Paris, Seuil, 1957.

WELLERS Georges, *Les Chambres à gaz ont existé*, Paris, Gallimard, 1981.

WIILIAMS L.N. et HILL M., *Auschwitz en Angleterre – l'Affaire Dering*, Paris, Calmann-Lévy, 1971.

WOODWARD Bob, *Veil, the Secret Wars of the CIA*, New York, Simon and Shuster, 1987.

WORMSER-MIGOT Olga, *Le Système concentrationnaire nazi, 1933-1945*, Paris, PUF, 1968.